REPUBLIQUE TUNISIENNE الجمهورية التونسية

Conseil du Marché Financier هيئة السوق المالية Financial Market Council

Bulletin Officiel

N°7344 Vendredi 18 avril 2025 www.cmf.tn 30ème année ISSN 0330 – 7174

AVIS ET COMMUNIQUES DU CMF

DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'ACQUISITION D'UN BLOC DE CONTRÔLE MAJORITAIRE

SOCIETE TUNISIENNE D'AUTOMOBILES -STA- 3

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE –STB- 4

ENNAKL AUTOMOBILES 5

PROJETS DE RESOLUTIONS AGO

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE –STB- 6

ENNAKL AUTOMOBILES 9

INDICATEURS D'ACTIVITES TRIMESTRIELS

SOCIETE DE TRANSPORT DES HYDROCARBURES PAR PIPELINES - SOTRAPIL 12

BH ASSURANCE 14

ARAB TUNISIAN LEASE –ATL- 16

CELLCOM 18

SOCIETE TUNISIENNE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES -STAR- 20

COMMUNIQUES DE PRESSE

SOCIETE LES INDUSTRIES CHIMIQUES DU FLUOR I.C.F 22

BH BANK 23

CHANGEMENT DU DIRIGEANT D'UN OPCVM

SICAV PLUS 24

CLOTURE DES SOUSCRIPTIONS

EMPRUNT OBLIGATAIRE « HL 2025-1» 25

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM **26**

ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE (*MISE A JOUR EN DATE DU 26/02/2025)*

ANNEXE II

COMMUNIQUES DE PRESSE

- **SOCIETE CELLCOM : APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE D'ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES**
- **TAWASOL GROUP HOLDING : RELANCE A L'APPEL A CANDIDATURE POUR LA DESIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE T.G.H.**

ANNEXE III

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

- **EMPRUNT OBLIGATAIRE « TLF 2025-1 »**

ANNEXE IV

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

- **BANQUE ZITOUNA**
- **BEST LEASE**
- **SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE -SFBT-**
- **SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB-**
- **WIFAK INTERNATIONAL BANK**

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

- **BANQUE ZITOUNA**
- **SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE -SFBT-**
- **SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB-**
- **WIFAK INTERNATIONAL BANK**

SITUATIONS ANNUELLES ARRETEES AU 31 DECEMBRE 2024

- **FCP BIAT EPARGNE ACTIONS**
- **FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE**
- **UBCI- FCP CEA**

AVIS DU CMF

DÉPÔT D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION D'ACQUISITION D'UN BLOC DE CONTRÔLE MAJORITAIRE

Le Conseil du Marché Financier porte à la connaissance des actionnaires de la Société Tunisienne d'Automobiles -STA- et de tous les intervenants sur le marché, que conformément aux dispositions de l'article 6 nouveau de la loi n°94-17 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier et de l'article 166 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, une demande d'autorisation d'acquisition d'un bloc de contrôle majoritaire a été déposée au CMF en date du 18 avril 2025 portant sur 1 024 861 actions STA représentant 51,243 % du capital de ladite société et ce, au prix de 24,400 dinars l'action.

Cette opération a fait l'objet d'un protocole de cession signé en date du 18 avril 2025 entre :
-Les cédants : Monsieur Nouri Chaabane en son nom et tant que représentant des personnes physiques et morales suivantes : le Consortium des Immobilières Maghrébines, la Société Hôtel Palace, Monsieur Seifeddine Chaabane et Madame Nedra Chaabane ;
- Le cessionnaire : La société Kilani Holding.
La décision d'autorisation du CMF relativement à cette demande fera l'objet d'un avis ultérieur.
La cotation de la valeur STA sera suspendue au cours de la journée de bourse du lundi 21 avril 2025.

2025 – AC – 010

AVIS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE
SIEGE SOCIAL : RUE HEDI NOUIRA - TUNIS

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne de Banque sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mercredi 30 avril 2025, à 15 heures, à l'Immeuble STB – 34 Rue Hédi Karray- El Menzah IV- Cité des Sciences « Salle de Conférence » et ce, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1- Lecture des rapports du Conseil d'Administration de la Banque et du groupe STB, relatifs à l'exercice 2024.
2- Lecture des rapports des commissaires aux comptes sur les états financiers individuels de la Banque et des états financiers consolidés arrêtés au 31-12-2024.
3- Approbation des conventions régies par les dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales et des articles 43 et 62 de la loi N° 2016-48 du 11 juillet 2016, et des états financiers individuels et consolidés de la banque de l'exercice 2024.
4- Quitus aux membres du Conseil d'Administration pour leur gestion au titre de l'exercice 2024.
5- Affectation du résultat de l'exercice 2024.
6- Autorisation d'acheter et de revendre en bourse les actions de la STB.
7- Fixation du montant des jetons de présence et de la rémunération des Présidents et des Membres des comités.
8- Nomination et Renouvellement de mandats d'administrateurs représentants l'Etat Tunisien.
9- Renouvellement des mandats de deux administrateurs pour la période 2025-2027 :
- Un membre représentant une société à participation publique-STAR
- Un membre représentant un actionnaire privé-MAE

10- Nomination de deux administrateurs indépendants.
11- Pouvoir pour procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales.

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir (dont l'imprimé est disponible auprès de la filiale d'intermédiation "STB-Finances") qu'ils auront l'obligeance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, au siège de l'Intermédiaire en Bourse STB Finance, sise à l'Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray–El Menzah 4 – Cité des Sciences -Tunis-

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un autre actionnaire.

Les actionnaires seront admis à cette assemblée sur présentation d'une carte nominative établie et délivrée à l'entrée de la salle de réunion.

Les documents destinés à cette assemblée seront tenus à la disposition des actionnaires au siège de l'Intermédiaire en Bourse STB Finance, sise à l'Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray–El Menzah 4 – Cité des Sciences -Tunis-, durant le délai légal.

Cet avis tient lieu de convocation individuelle.

2025 – AS – 0336

AVIS DES SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

ENNAKL Automobiles
Siège Social : Zone Industrielle La Charguia II -Tunis

Messieurs les Actionnaires de la société **ENNAKL AUTOMOBILES S.A** sont invités à assister à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra **le vendredi 25 avril 2025 à 9H00** au siège de la société sis à la Charguia II Zone industrielle-Tunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du conseil d'administration relatif à l'exercice 2024.
2. Lecture des rapports des commissaires aux comptesur les comptes individuels, consolides et IFRS dudit exercice et sur les opérations visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales
3. Approbation des conventions règlementées prévues par les dispositions des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales et des états financiers relatifs à l'exercice 2024
4. Quitus aux administrateurs pour la gestion 2024
5. Affectation des résultats de l'exercice 2024
6. Fixation du montant des jetons de présence pour l'exercice 2025
7. Fixation de la rémunération du comité permanant d'audit pour l'exercice 2025
8. Ratification de la cooptation de l'administrateur représentant les actionnaires minoritaires Tunisiens.
9. Nomination d'administrateurs.
10. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités d'enregistrement et de publicité.

2025 – AS – 0337

AVIS DES SOCIÉTÉS

PROJET DE RESOLUTIONS AGO

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB-
Siège social : Rue Hédi Nouira 1001 Tunis

Projet des résolutions qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2025.

PREMIERE RESOLUTION :

Après avoir entendu lecture du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2024 et du rapport général des commissaires aux comptes ainsi que les explications complémentaires fournies, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

DEUXIEME RESOLUTION

Après avoir pris acte du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales ainsi que les articles 43 et 62 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et établissements financiers, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre des dispositions desdits articles telles qu'elles ont été présentées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……..

TROISIEME RESOLUTION

Après avoir entendu lecture du rapport de gestion relatif au groupe STB et du rapport général des commissaires aux comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion relative à l'exercice 2024.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

CINQUIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat de l'exercice 2024, comme détaillé ci-dessous :

	En Dinars
- Résultat de l'exercice 2024 :	82 500 256 985
- Report à nouveau :	86 106 936 583
- 1er Reliquat :	168 607 193 568
- Réserve légale :	8 430 359 678

- 2ème Reliquat :	160 176 833 890
- Réserves pour réinvestissements exonérés :	30 000 000 000
- 3ème Reliquat :	130 176 833 890
- Report à nouveau créditeur :	130 176 833 890

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant des jetons de présence des membres du Conseil d'Administration ainsi que les jetons relatifs aux comités émanant du Conseil d'Administration, comme suit :

- Un montant de quatre mille Dinars brut (4.000 Dinars) pour chaque présence à chaque séance du Président du Conseil d'Administration, à condition que le montant brut annuel n'excède pas 24.000 Dinars, quel que soit le nombre de séances.
- Un montant de deux mille Dinars brut (2.000 Dinars) pour chaque présence effective à chaque séance et pour chaque membre du Conseil d'Administration, à condition que le montant brut annuel n'excède pas 12.000 Dinars, quel que soit le nombre de séances.
- Un montant de deux mille Dinars net (2.000 dinars) pour chaque Président du Comité d'Audit et du Président du Comité des Risques, à condition que le montant net annuel n'excède pas 12.000 Dinars, pour chaque présence.
- Un montant de mille cinq cent Dinars net (1.500 Dinars) pour chaque présence à chaque séance, pour chaque membre du Comité des Risques, du Comité d'Audit et du Comité de Nomination et Rémunération et pour chaque président ou membre de l'un des autres comités émanant du Conseil d'Administration.

Les présidents et les membres appartenant à plus d'une commission ne reçoivent qu'une seule allocation calculée sur la base de leurs présences à un seul comité de leur choix, dans la limite de 12 réunions annuelles.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……..

SEPTIEME RESOLUTION

Conformément aux dispositions du Décret n° 2013-4953 du 5 décembre 2013, portant application des dispositions de l'article 22 ter de la loi n° 89-9 du 1er février 1989, relative aux participations, entreprises et établissements publics aux banques publiques, l'Assemblée Générale Ordinaire approuve le renouvellement du mandat de Mme Moufida ALOUI et la nomination de Monsieur/Madame …….. membres du Conseil d'Administration représentants les participants publics, pour un mandat de trois années qui prendra fin avec la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……..

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve le renouvellement du mandat du représentant de la Société Tunisienne d'Assurance et de Réassurance "STAR" (Société à participation publique) et du mandat du représentant de la Mutuelle Assurance de l'enseignement "MAE" (actionnaire privé) au Conseil d'Administration de la Banque et ce, pour une période de trois ans, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

NEUVIEME RESOLUTION

Après avoir constaté la fin du mandat des deux administrateurs indépendants avec l'approbation des états financiers de l'exercice 2024 et sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération, l'Assemblée Générale Ordinaire, décide le renouvellement du mandat de Monsieur Mohamed Jilani BEJI et la nomination de Monsieur Zied BOUDRIGA en tant qu'administrateurs indépendants, présidant respectivement le Comité des Risques et le Comité d'Audit, pour une période de trois ans, prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice 2027.

Membres	Mandat
Membres Indépendants	
Monsieur Zied BOUDRIGA (Président du Comité d'Audit)	2025-2027
Monsieur Mohamed Jilani BEJI (Président du Comité des Risques)	2025-2027

Cette résolution mise aux voix est adoptée ……

DIXIEME RESOLUTION

En application des dispositions de l'article 19 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier telle que modifiée par la loi 99-92 du 17 août 1999 relative à la relance du marché financier et de l'arrêté du Ministre des Finances du17 novembre 2000, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration à acheter et revendre en bourse les actions de la STB en vue de réguler leurs cours pendant une année.

Cette résolution mise aux voix est adoptée …….

ONZIEME RESOLUTION

Tous les pouvoirs sont donnés au représentant légal de la Banque ou à son mandataire aux fins de procéder aux formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité légales nécessaires.

Cette résolution mise aux voix est adoptée …….

2025 – AS – 0338

AVIS DES SOCIETES

PROJET DE RESOLUTIONS AGO

ENNAKL Automobiles
Siège Social : Zone Industrielle La Charguia II -Tunis

La société Ennakl Automobiles publie ci-dessous le projet de résolutions qui sera soumis à l'approbation de son assemblée générale ordinaire le 25 Avril 2025.

PREMIERE RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire après avoir entendu lecture du rapport du conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes approuve les états financiers individuels, consolidés et IFRS de l'exercice 2024 et le rapport d'activité tels qu'ils ont été présentés par le conseil d'administration.
Elle donne en conséquence quitus entier et sans réserve aux administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice 2024.
Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

DEUXIEME RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire après avoir entendu lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes, établi en exécution des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales, approuve les opérations et conventions citées par ce rapport.

Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

TROISIEME RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire approuve l'affectation du bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2024 comme ci-dessous :

DESIGNATION	MONTANT
Résultat net de l'exercice	44 218 473,000
Résultat reporté	2 051,000
Résultat distribuable :	**44 220 524,000**
Dividendes de 0,880 Dinars/action	26 400 000,000
Prélèvement Fonds social (3% du résultat net)	1 326 554,190
Autres réserves	16 490 000,000
Report à nouveau 2024	**3 969,810**

Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

QUATRIEME RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire approuve la distribution du dividende de 0.880 dinars par action. Ces dividendes seront mis en paiement à partir du ----------.
Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

CINQUEME RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire décide, sur proposition du conseil d'administration du 26 mars 2025, d'allouer aux membres du conseil d'administration un montant de **cent quarante mille (140.000) dinars bruts** et ce, à titre de jetons de présence pour l'exercice 2025.
L'assemblée générale délègue au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de définir les conditions de répartition du montant des jetons de présence entre les administrateurs et de fixer les délais de versement dudit montant.

SIXIEME RESOLUTION
L'assemblée générale ordinaire, sur proposition du conseil d'administration du 26 mars 2025, fixe la rémunération des membres du comité permanent d'audit à la somme de totale **de trente mille (30 000) dinars bruts pour l'exercice 2025,** et délègue au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de définir les conditions de répartition et les délais de versement de cette rémunération.
Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

HUITIEME RESOLUTION
L'Assemblée Générale ordinaire ratifie la cooptation de Monsieur Mohamed LARBI en tant qu'administrateur représentant les administrateurs minoritaires Tunisiens et valide l'intégralité du processus de sélection réalisé ayant conduit à cette cooptation.
En conséquence, L'Assemblée Générale ordinaire décide de nommer Monsieur Mohamed LARBI en tant qu'administrateur représentant les actionnaires minoritaires Tunisiens pour une période de 3 ans qui expirera lors de la réunion de l'Assemblée Générale ordinaire appelé à statuer sur les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2027.

NEUVIEME RESOLUTION
L'Assemblée Générale Ordinaire constate que les mandats d'administrateurs suivants arrivent à échéance lors de la présente Assemblée :

- La société Tunisie Leasing @ Factoring
- La société Partner Investment (SPI)
- Sonia HARROUCH Mehri

L'assemblée Générale des actionnaires décide de nommer pour une durée de trois ans qui expirera lors de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2026, les administrateurs suivants :

- ……..
- …….
- …….

En conséquence de cette décision, la composition du conseil d'Administration sera comme suit :

Administrateurs	Echéance du mandant (AGO qui statuera sur les états financiers de
• Siham EL MACHTANI (Administratrice représente les petits porteurs marocains) • Lobna Feki (Administratrice Indépendante) • Société Parenin	• 31 décembre 2025 • 31 décembre 2025 • 31 décembre 2025 • 31 décembre 2026

• Ibrahim DEBACHE • La société COMAR • La société de participation de gestion et d'investissement (PGI Holding) • La société Poulina Group Holding (PGH) • Mohamed Anouar Ben Ammar • Mohamed LARBI • …… • …… • ……	• 31 décembre 2026 • 31 décembre 2026 • 31 décembre 2026 • 31 décembre 2026 • ……. • …….. • …….. • ……..

DIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale ordinaire confère tous pouvoirs au représentant légal de la société ou son mandataire en vue d'accomplir toutes formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

Mise au vote, cette résolution est adoptée à ----------

2025 – AS – 0339

AVIS DES SOCIÉTÉS

INDICATEURS D'ACTIVITÉ TRIMESTRIELS

Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines - SOTRAPIL

Siège social : Boulevard de la terre -Centre Urbain Nord -1003 Tunis -

La Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines - SOTRAPIL - publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2025.

	1er trimestre 2025	1er trimestre 2024	Cumul au 31/12/2024
1- Quantités transportées en M³ dont:	**507 563**	**356 059**	**1 766 669**
-Quantités transportées à travers le pipeline Bizerte-Radès	467 708	319 072	1 590 677
-Quantités transportées à travers le pipeline Jet A1 Radès-Tunis Carthage	39 855	36 987	175 992
2- Revenus du Transport par catégories (en Dinars)			
- Transport pipeline Bizerte-Radès	4 207 228	2 909 489	14 428 105
- Transport pipeline Jet A1 Radès-Tunis Carthage	346 818	321 864	1 531 480
- Transport par canalisations banales	140 312	95 722	477 203
- Frais de stockage	24 107	24 107	96 427
Total des revenus du transport (en Dinars)	**4 718 466**	**3 351 181**	**16 533 215**
3- Autres produits d'exploitation (en Dinars)			
- Solde positif de la position litrage (profit - perte)	1 036 641	0	2 235 080
- Autres	0	0	380
Total des autres produits d'exploitation (en Dinars)	**1 036 641**	**0**	**2 235 460**
4 - Total des produits d'exploitation (en Dinars)	**5 755 107**	**3 351 181**	**18 768 675**
5- Produits financiers (en Dinars)	**1 316 022**	**1 419 086**	**5 221 144**
6- Charges financières (en Dinars)	**0**	**0**	**3 254**
7- Total des charges d'exploitation (en Dinars) dont:	**2 530 183**	**2 894 837**	**9 190 141**
Charges du personnel	1 521 074	1 415 797	5 507 053
8- Autres charges d'exploitation (en Dinars) dont:	**349 597**	**878 472**	**1 286 652**
- Solde négatif de la position litrage (profit - perte)	0	580 596	0

Les indicateurs provisoires sont élaborés partant des données relevées à travers les tableaux de bord de l'activité technique et de gestion de la société au cours de la période considérée. Ils font ressortir :

✓ Un total des quantités transportées à fin mars 2025 de 507 563 m^3 contre 356 059 m^3 transportés au cours de la même période de l'année écoulée soit une hausse de l'ordre de 42,55% expliquée par :

- La hausse du volume transporté via le pipeline multiproduits Bizerte-Radès de 46,58% due principalement à une augmentation importante des quantités transportées de gasoil et de gasoil sans souffre à partir de la raffinerie de la STIR au cours du 1er trimestre 2025.
- La hausse du volume transporté via le pipeline Jet A1 Radès-Tunis Carthage de 7,75%.

✓ Un total des revenus du transport à fin mars 2025 de l'ordre de 4.718.466 dinars contre 3.351.181 dinars à fin mars 2024 soit une hausse de 40,80% expliquée par la hausse des quantités transportées de 42,55%.

✓ Un total des produits d'exploitation de l'ordre de 5.755.107 dinars à fin mars 2025 contre la somme de 3.351.181 dinars à fin mars 2024 soit une hausse de l'ordre de 71,73%.

Cette hausse est expliquée d'une part par la hausse des revenus du transport de 40,80% et d'autre part par la hausse des autres produits d'exploitation suite à la réalisation d'un solde de la position litrage positif à fin mars 2025 contre un solde négatif au cours de la même période de 2024 .

✓ Un total des charges d'exploitation de l'ordre de 2.530.183 dinars contre 2.894.837 dinars à fin mars 2024 soit une baisse de 12,60% expliquée principalement par la baisse des autres charges d'exploitation de l'ordre de 60,20% suite à la réalisation d'un solde de la position litrage négatif à fin mars 2024, enregistré au niveau des autres charges d'exploitation, contre un solde positif à fin mars 2025 enregistré au niveau des autres produits d'exploitation.

✓ Un total des produits financiers de l'ordre de 1.316.022 dinars contre 1.419.086 dinars à fin mars 2024 soit une baisse de 7,26%.

2025 – AS – 0340

AVIS DES SOCIÉTÉS

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

BH ASSURANCE

Siège social : Lot AFH BC5 Centre Urbain Nord- Tunis -1003

La Société « BH ASSURANCE » publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2025.

EN DT

	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	Au *31/12/2024(*)*
1 - PRIMES EMISES	-	-	-
VIE	23 062 414	21 368 609	88 651 909
IARD	12 342 442	7 753 408	13 292 864
AUTO	15 164 497	12 352 521	41 793 000
ENGINEERING	1 250 307	1 802 473	4 527 273
TRANSPORT	2 299 503	1 532 061	6 031 297
MALADIE	10 911 102	11 504 253	45 326 470
Non VIE	41 967 851	34 944 716	110 970 904
Total	65 030 265	56 313 326	199 622 814
2 - PRIMES CEDEES	17 327 650	15 066 123	43 836 551
VIE	5 814 157	5 402 448	25 317 704
IARD	8 263 757	6 008 177	9 636 288
AUTO	0	555 732	1 276 575
ENGINEERING	1 400 001	1 876 370	3 690 929
TRANSPORT	1 849 735	1 223 396	3 915 055
3 - -COMMISSIONS	6 290 508	5 953 673	24 999 983
4 - CHARGES DE SINISTRES	-	-	-
VIE	15 291 344	9 622 092	32 176 566
IARD	1 073 819	6 530 172	19 074 681
AUTO	8 137 309	9 280 931	28 780 479
ENGINEERING	273 787	-82 407	196 039
TRANSPORT	271 873	521 934	2 365 238
MALADIE	8 809 538	9 399 918	39 080 549
Non VIE	18 566 326	25 650 548	89 496 986
Total	33 857 670	35 272 640	121 673 552
5 - PRODUIT DES PLACEMENTS	7 448 398	6 756 947	29 958 913
dont Revenus financiers	6 986 404	6 345 640	28 355 563

(*) Chiffres Audités

I. BASES RETENUES POUR L'ELABORATION DES INDICATEURS TRIMESTRIELS :

1. Les charges de sinistres déclarées en cours, commissions et revenus financiers ont été estimés à partir des états de gestion et des états comptables de la société.
2. Les chiffres évoluent au fur et à mesure du traitement des données tardives et ce pour toutes les branches (sinistres réglés, sinistres déclarés, primes cédées, commissions).
3. Les indicateurs relatifs à l'exercice 2024 sont audités.
4. Les produits des placements tiennent compte des intérêts courus et non échus.

II. FAITS SAILLANTS

Au 31.03.2025, le chiffre d'affaires global de BH ASSURANCE s'est établi à 65 MD contre 56,3MD au 31.03.2024, soit une croissance de 15%.

L'assurance non-vie affiche un chiffre d'affaires de 42MD contre 34,9MD en 2024 soit un taux d'évolution de 20%.

L'assurance vie affiche un chiffre d'affaires de 23,1MD contre 21,4MD en 2024 soit une évolution de 8%.

Les primes cédées ont enregistré une évolution de 15% liée essentiellement à l'augmentation du chiffre d'affaires non-vie.

De sa part, la charge de sinistres totalise 33,9MD contre 35,3MD au 31.03.2024 soit une diminution de 4%.

Les produits des placements ont affiché une progression de 10% par rapport à la même période de l'année 2024.

2025 – AS – 0341

AVIS DES SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

ARAB TUNISIAN LEASE –ATL-

Siège social : Ennour building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis-Mahrajene

L'Arab Tunisian Lease -ATL- publie ci-dessous ses indicateurs relatifs au 1er trimestre 2025.

	Premier trimestre			exercice 2024(1)
	2 024	2 025	variation	
Total Approbations	**129 078**	**143 955**	**12%**	**425 870**
Sous total Approbations Mobilières	***128 425***	***140 523***	***9%***	***421 067***
Agriculture	13 761	13 553	-2%	45 036
Batiments & travaux publics	11 039	10 992	0%	29 908
Industrie	13 338	17 045	28%	54 037
Service et commerce	51 724	52 147	1%	190 494
Tourisme	38 563	46 786	21%	101 592
Sous total Approbations Immobilières	***653***	***3 432***	***426%***	***4 803***
Agriculture	0	0		230
Batiments & travaux publics	0	165		179
Industrie	179	0	-100%	330
Service et commerce	474	3 267	589%	3 464
Tourisme	0	0		600
Total Mises en Force	**94 305**	**95 349**	***1%***	**381 896**
Sous total Mises en Force Mobilières	***93 554***	***94 034***	***1%***	***379 213***
Agriculture	12 098	12 152	0%	41 775
Batiments & travaux publics	6 694	7 892	18%	25 860
Industrie	14 541	10 324	-29%	50 076
Service et commerce	43 986	39 417	-10%	169 242
Tourisme	16 235	24 249	49%	92 260
Sous total Mises en Force Immobilières	***751***	***1 315***	***75%***	***2 683***
Agriculture	0	0		0
Batiments & travaux publics	0	0		179
Industrie	100	330	230%	279
Service et commerce	651	985	51%	1 625
Tourisme	0	0		600
Total des Engagements	**617 934**	**694 468**	***12%***	**672 060**
Engagements courants	556 946	636 635	14%	618 690
Engagements classés	60 988	57 833	-5%	53 370
ratio des créances classées	**9,87%**	**8,33%**		**7,94%**
Trésorerie nette	33 455	4 628	-86%	11 247
Ressources d'emprunts (2)	422 250	408 193	-3%	440 175
Capitaux propres (3)	131 029	142 860	9%	121 279
Revenus bruts de leasing	87 674	95 378	9%	387 015
Revenus nets de leasing	21 208	24 173	14%	92 094
Produits nets de leasing (4)	12 360	14 169	15%	55 358
Total des charges d'exploitation	3 708	3 931	6%	16 809

(1) Données auditées

(2) Les ressources d'emprunts sont constituées de l'encours en principal des emprunts courants et non courants

(3) Les capitaux propres sont déterminés compte non tenu du résultat de la période

(4) Les produits nets de leasing sont les revenus nets de leasing majorés des autres produits d'exploitation et des produits des placements et diminués des charges financières nettes.

Faits saillants:

1/Augmentation des Approbations de 12 % par rapport à la même periode de 2024
2/Augmentation des mises en force de 1% par rapport à la même periode de 2024
3/Augmentation des Produits Nets de Leasing de 15% par rapport à la même periode de 2024
4/ Augmentation des engagements de 12% par rapport à la même periode de 2024
5/Diminution des engagements classés de 5% par rapport à la même periode de 2024

2025 – AS – 0342

AVIS DES SOCIÉTÉS

INDICATEURS D'ACTIVITÉ TRIMESTRIELS

CELLCOM

Siège social : 25, rue de l'artisanat, CHARGUIA II, 2080 Tunis

La société CELLCOM publie ci-après ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2025 :

INDICATEURS (En MTND)	Du 01/01/2025 Au 31/03/2025	Du 01/01 2024 au 31/03/2024	DU 01/01 AU 30/12/2024 *
Total des revenus (hors taxes)	13 MD	18.6 MD	62.3 MD
Coût d'achat des marchandises vendues (hors taxes)	11.40 MD	16.5 MD	55.7 MD
Charges financières	0.28 MD	0.4 MD	1.65 MD
Produits financiers	-	-	-
Trésorerie nette	2.10 MD	6.9 MD	0.8 MD
Masse salariale	0.39 MD	0.44 MD	2.3 MD
Délai moyen de règlement des fournisseurs (en jours)	90	90	90
Nombre de points de vente	350	325	350
Effectif moyen	51	51	51

*Les chiffres au 31/12/2024 sont encours d'audit

** Les indicateurs trimestriels de l'exercice 2025, ci-dessus publiés sont extraits des livres comptables non audités et arrêtés provisoirement à la date de cette publication.

**** Tous les chiffres publiés sont libellés en M. Dinar Tunisien (MTND)

EFFETS MARQUANTS DE L'ANNEE :

- De nouveaux produits IT INFINIX (Smart Watch), (TWS) et viennent s'ajouter au portefeuille de Cellcom pour renforcer sa position sur le marché.
- Cellcom vient de signer un nouveau contrat de distribution avec la marque Xinji spécialisée dans les produits IT (Smart Watch) et (TWS) diversifiant ainsi sa gamme de produits.
- Plusieurs pistes de développement pour des produits gris et d'accessoires SMART en cours d'étude.

► **Indicateurs positifs et perspectives :**

- Le Taux de marque a enregistré une progression **passant de 12% au 31/03/2025** contre 11% pour la même période en 2024.
- Le mois de **mars 2025 enregistre une progression de +5 %** du chiffre d'affaires par rapport à mars 2024, marquant une **modulation de la tendance**.
- À l'échelle des opérateurs du secteur, le **chiffre d'affaires associé du T1 2025 progresse de +10 %** par rapport à la même période en 2024.
- La demande montre des signes clairs de redémarrage, portée par une adaptation progressive aux nouvelles règles encadrant l'utilisation des chèques, introduites en février 2025.
- **Confiance renouvelée dans notre trajectoire,** les fondamentaux restent solides. La tendance observée en mars valide **un scénario de redémarrage graduel**, ouvrant la voie à un **retour progressif de la croissance** dès le deuxième trimestre 2025.

Chiffre d'affaires :

►**Résilience dans un contexte de transition réglementaire**

- Malgré un repli de 30% du chiffre d'affaires au T1 2025 contre 2024 pour la même période, notre performance reste **nettement supérieure à la moyenne sectorielle**, qui a connu une **contraction globale de 55 %**.
- Ce recul s'inscrit dans un contexte exceptionnel lié à l'entrée en vigueur, en février, de la **nouvelle loi sur l'utilisation des chèques**, ayant entraîné une **baisse de 94 % des transactions par chèque**.

Cette réforme a engendré une phase d'ajustement généralisée, avec un impact marqué, notamment dans les **PME** et les secteurs fortement dépendants des paiements par chèque.

Charges financières :

► Les Charges financières sont de **0.28 MDT** au Premier Trimestre 2025 contre 0.40**MDT**, soit une baisse de 30 **%** due principalement à une optimisation des ressources.

Trésorerie Nette :

► La trésorerie nette a atteint 2.1 **MD** au 31/03/2025 contre 6.9 MD au 31/03/2024.

Délai moyen de règlement fournisseurs :

► Le délai moyen de règlement des fournisseurs est maintenu à **90 jours** en 2025 par rapport à la même période de 2024.

Masse salariale :

► La masse salariale s'élève à 0.39 **MD** contre 0.44 **MD** pour la même période de 2024 soit une baisse de 11%.

Effectif moyen

► L'effectif moyen est le même pour les deux périodes.

2025 – AS – 0343

AVIS DES SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"

Siège Social : 9, Rue de Palestine Cité des affaires Kheireddine 2060 La Goulette.

La société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1er trimestre 2025 :

Indicateurs d'activité AU 31/03/2025-STAR-
PROVISOIRES

Unité : 1000 dinars

Primes Emises Nettes d'Annulations, de Ristournes /Exercice En cours ,de coassurances et de Taxes

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Automobile	70 320	65 109	198 726
Incendie et Risques Divers	20 386	20 642	37 580
Transport	2 788	1 897	14 443
Autres Branches	40 717	37 082	126 240
Total Non Vie	**134 212**	**124 731**	**376 990**
Vie	14 207	11 660	54 401
Total Général	**148 419**	**136 391**	**431 391**

PRIMES ACQUISES

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Automobile	47 080	43 989	195 226
Incendie et Risques Divers	8 303	7 665	36 339
Transport	2 944	2 982	15 154
Autres Branches	28 669	27 900	127 712
Total Non Vie	**86 995**	**82 536**	**374 431**
Vie	14 080	11 716	54 434
Total Général	**101 075**	**94 252**	**428 865**

PRIMES CEDEES

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Automobile	3 281	3 100	11 994
Incendie et Risques Divers	11 074	11 296	21 886
Transport	1 926	1 568	11 781
Autres Branches	48		223
Total Non Vie	**16 330**	**15 965**	**45 884**
Vie	0	191	3 053
Total Général	**16 330**	**16 156**	**48 937**

COMMISSIONS ECHUES

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Total Général	**14 739**	**13 496**	**44 039**

SINISTRES REGLES

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Automobile	32 686	38 141	132 828
Incendie et Risques Divers	1 752	1 991	8 638
Transport	52	294	2 661
Autres Branches	23 174	28 367	111 749
Total Non Vie	**57 664**	**68 793**	**255 876**
Vie	2 251	2 496	10 218
Total Général	**59 915**	**71 289**	**266 095**

SINISTRES DECLARES (NOMBRE)

Branches	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
Automobile	10 271	11 922	45 896
Incendie et Risques Divers	545	465	2 271
Transport	18	20	92
Autres Branches*	135 804	151 703	592 576
Total Non Vie	**146 638**	**164 110**	**640 835**
Vie	192	227	797
Total Général	**146 830**	**164 337**	**641 632**

Bulletins de soin Groupe Maladie

PRODUITS FINANCIERS ECHUS*

	1er Trimestre 2025	1er Trimestre 2024	AU 31/12/2024
TOTAL	22 707	21 362	**99 819**

Les chiffres au 31/12/2024 sont définitifs et audités
Les revenus échus et non encore encaissés à court terme sont inclus dans le cumul à la fin de la période et sont de l'ordre de 6 598 mD en 2025 contre 7 797 mD en 2024.
Les plus values/cession de titres en 2025 de 1,6 MD sont intégrées dans les revenus bruts au 31/03/2025,
Les chiffres sont provisoires et sont actualisés au fur et à mesure du traitement des données tardives et ce pour toutes les branches (Primes émises, Primes acquises, Primes cédées ,Sinistres Réglés , Sinistres déclarés, commissions) , et Revenus Financiers.

FAITS SAILLANTS DE LA PERIODE

SOCIETE TUNISIENNE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES - STAR

Activité Au 31/03/2025 (provisoire)

Au terme du premier trimestre de l'année 2025, la STAR enregistre :

- Des primes émises en évolution de +8,8% par rapport à la même période de l'année 2024, soit 148,419 MD contre 136,391 MD à fin mars 2024.

- Des primes acquises en évolution de 7,2%, soit un total de l'ordre de 101 MD à fin mars 2025 contre 94,3 MD enregistrés à la fin de la même période de 2024.

  En non-vie, les primes émises de la branche santé augmentent de 10,6% compte tenu du développement des souscriptions en affaires nouvelles et de revalorisation des assiettes de cotisation. La branche automobile affiche, à son tour, un accroissement des primes émises de 8% lié à un développement des souscriptions des contrats individuels, ainsi que les flottes. La branche Transport montre aussi un accroissement des primes émises de 47% suite à la progression des souscriptions de nos principales polices abonnement. Quant aux primes émises des branches incendie, risques techniques et divers, elles enregistrent une légère baisse de 1,2%.

  S'agissant de la branche vie, elle affiche une augmentation de 22% portée par l'activité d'épargne et Temporaire Décès collectif.

- Des primes cédées en évolution de 1,1% par rapport à la même période de l'année 2024.

- Des indemnisations servies totalisant 59,915 MD à fin mars 2025 contre 71,289 MD en 2024, soit une baisse de 11,4 MD (-16%) liée à la baisse des règlements de la branche automobile de 5,5 MD (-14,3%) suite à la baisse de la fréquence des sinistres, de la branche Santé de 4,8 MD (-17,3%) liée à la baisse du nombre de déclarations sinistres. Quant à la branche transport, elle affiche une baisse des indemnisations de 0,2 MD(-82%) en comparaison avec la même période de l'année 2024.
  De surcroit, en Incendie et Risques Divers, les indemnisations servies sont en baisse de 0,2 MD (-12%).
  Enfin, pour la branche vie, une baisse de 0,2 MD est enregistrée soit -9,8% par rapport à fin mars 2024.

- Un total des produits financiers bruts de 22,7 MD (dont une plus-value sur cession des titres de 1,6 MD), contre 21,3 MD en 2024, soit une évolution positive de 6,3%.

2025 – AS – 0344

AVIS DES SOCIETES (*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

SOCIETE LES INDUSTRIES CHIMIQUES DU FLUOR
I.C.F

Siège Social : Sise au 06 Rue AMINE EL ABBASSI -1002 TUNIS.

La société les Industries chimiques du fluor – ICF, a le plaisir de porter à la connaissance de ses actionnaires, que son Assemblée Générale Ordinaire, tenue le 17 avril 2025, a fixé le montant des dividendes relatifs à l'exercice 2024 à sept dinars sept cent millimes **(7.700 DT)** par action, ainsi le montant total des dividendes s'élève à **16.170.000,000 DT**.

La date de mise en paiement s'effectuera à partir du **09 Juillet 2025.**

_____

(*) Le CMF n'entend donner aucune opinion, ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.

_____

2025 – AS – 0345

AVIS DES SOCIÉTÉS(*)

COMMUNIQUE DE PRESSE

BH BANK

Siège social : 18, Avenue Mohamed V Tunis 1080

La BH BANK porte à la connaissance de ses actionnaires et du public que suite à une réserve formulée par les commissaires aux comptes, les organes de la gouvernance de la banque ont procédé à la modification des états financiers arrêtés au 31/12/2024 en opérant des efforts supplémentaires de provision aboutissant à un résultat net de 70.404 MD et à la levée de la réserve.

En dépit de cet effort additionnel de provisionnement, les fondamentaux et les indicateurs de performance demeurent rassurants. En effet, tous les ratios prudentiels sont largement supérieurs aux ratios réglementaires, soit un ratio de solvabilité global de 14.4% et un ratio Tier One de 12.3%, ce qui démontre la résilience toujours indéniable de la banque face aux évènements externes touchant certains secteurs.

En conséquence, les instances de la banque décident de maintenir le principe de distribution de dividendes.

_____

** Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la banque qui en assume l'entière responsabilité.*

_____

2025 – AS – 0346

AVIS DES SOCIÉTÉS

CHANGEMENT DU DIRIGEANT D'UN OPCVM

SICAV PLUS
Société d'Investissement à Capital Variable
Agrément du Ministre des Finances du 02 avril 1993
Siège social : 17, Rue de Jérusalem-1002 Tunis

SICAV PLUS informe ses actionnaires et le public que, suivant le procès-verbal enregistréle 11 avril 2025 à la recette des finances rue d'Autriche-Tunis, son conseil d'administration, réuni le 07 mai 2024, a décidé de nommer Monsieur Abdelhalim MESTIRI en tant que Directeur Général de la SICAV.

2025 – AS – 0347

AVIS DES SOCIÉTÉS

CLOTURE DES SOUSCRIPTIONS

EMPRUNT OBLIGATAIRE
« HL 2025-1 »
Emis Par Appel Public à L'Epargne

MAC SA, intermédiaire en Bourse, porte à la connaissance du public que les souscriptions à l'emprunt obligataire **« HL 2025-1 »** émis par appel public à l'épargne pour un montant de 40 000 000 DT, ouvertes au public le 17/04/2025, ont été clôturées le **17/04/2025**, pour un montant de **40 000 000 DT.**

2025 – AS – 0348

	Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2024	VL antérieure	Dernière VL
	OPCVM DE CAPITALISATION					
	SICAV OBLIGATAIRES					
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	20/07/92	123,874	126,084	126,105
2	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	16/04/07	173,296	176,420	176,450
3	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UNION CAPITAL **	01/02/99	142,702	145,345	145,369
4	SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE	STB FINANCE	18/09/17	155,522	158,461	158,491
5	LA GENERALE OBLIG-SICAV	CGI	01/06/01	147,960	150,513	150,536
6	FIDELITY SICAV PLUS	MAC SA	27/09/18	152,977	156,126	156,155
7	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	141,042	143,388	143,408
8	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	57,434	58,515	58,524
9	SICAV BH CAPITALISATION	BH INVEST	22/09/94	42,283	43,157	43,165
10	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	BH INVEST	06/07/09	143,750	146,592	146,619
11	BTK SICAV	BTK CONSEIL	16/10/00	125,992	128,554	128,577
12	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	125,576	128,087	128,111
13	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GEREE	07/05/07	108,189	110,408	110,429
14	SICAV CAPITALISATION PLUS	SBT	04/12/24	100,604	102,677	102,696
15	AFC AMANETT SICAV	AFC	05/12/24	101,361	103,568	103,587
	FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE					
16	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	22,121	22,524	22,528
17	MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	153,803	156,414	156,437
18	FCP WAFA OBLIGATAIRE CAPITALISATION	TSI	15/11/17	147,502	150,061	150,082
19	UGFS BONDS FUND	UGFS-NA	10/07/15	14,047	14,273	14,275
20	FCP BNA CAPITALISATION	BNA CAPITAUX	03/04/07	213,112	217,273	217,312
21	FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE	SMART ASSET MANAGEMENT	18/12/15	120,228	122,252	122,270
22	ATTIJARI FCP OBLIGATAIRE	ATTIJARI GESTION	23/08/21	125,088	127,392	127,415
23	FCP PROGRÈS OBLIGATAIRE	BNA CAPITAUX	03/04/07	17,435	17,782	17,785
24	FCP AFC AMANETT	AFC	12/09/23	110,791	113,128	113,150
25	FCP LEPTIS OBLIGATAIRE CAP	LEPTIS ASSET MANAGEMENT	25/04/24	106,015	108,193	108,212
	FCP OBLIGATAIRES - VL HEBDOMADAIRE					
26	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	2,346	2,392	2,395
	SICAV MIXTES					
27	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	17/05/93	76,296	78,511	78,586
28	SICAV PROSPERITY	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	25/04/94	158,301	165,306	165,521
29	SICAV OPPORTUNITY	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	11/11/01	114,137	124,474	125,394
30	AMEN ALLIANCE SICAV	AMEN INVEST	17/02/20	131,813	134,069	134,091
	FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE					
31	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	167,736	177,324	177,600
32	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	628,033	655,838	656,484
33	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	149,426	147,239	147,279
34	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	208,817	212,778	213,764
35	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	06/09/10	115,011	125,785	126,540
36	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	09/05/11	162,164	168,672	168,998
37	MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	191,263	202,419	203,347
38	MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	174,699	184,734	185,509
39	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	04/06/07	28,699	31,811	31,964
40	STB EVOLUTIF FCP	STB FINANCE	19/01/16	107,771	111,098	111,311
41	FCP GAT VIE MODERE	GAT INVESTISSEMENT	29/04/22	1,191	1,270	1,274
42	FCP GAT VIE CROISSANCE	GAT INVESTISSEMENT	29/04/22	1,236	1,335	1,342
43	FCP BNA CEA	BNA CAPITAUX	27/03/25	-	100,331	100,346
	FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE					
44	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	05/02/04	2 694,541	2 787,159	2 800,529
45	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	266,280	284,072	283,497
46	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	3,507	3,770	3,780
47	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	3,104	3,292	3,298
48	UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	50,086	52,692	54,345
49	FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	1,510	1,532	1,533
50	FCP HAYETT PLENITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	1,344	1,407	1,412
51	FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	1,366	1,465	1,473
52	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MAC SA	19/05/17	17,980	19,217	19,027
53	FCP BIAT-CEA PNT TUNISAIR	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	06/11/17	13,154	14,719	14,775
54	FCP ILBOURSA CEA	MAC SA	21/06/21	18,288	19,781	19,711
55	FCP VALEURS SERENITE 2028	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	17/04/23	5 750,273	5 985,696	5 993,585
	SICAV ACTIONS					
56	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UNION CAPITAL **	10/04/00	105,131	117,201	117,529
	FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE					
57	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,424	1,573	1,587

	Dénomination	Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende		VL au 31/12/2024	VL antérieure	Dernière VL
				Date de paiement	Montant			
	OPCVM DE DISTRIBUTION							
	SICAV OBLIGATAIRES							
58	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	16/05/24	4,642	114,248	116,066	116,083
59	AMEN PREMIÈRE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	22/05/24	5,447	102,013	103,803	103,817
60	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	15/05/24	6,567	109,949	112,139	112,162
61	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	20/05/24	5,887	107,369	109,042	109,058
62	SICAV AXIS TRÉSORERIE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	01/09/03	30/05/24	5,222	113,029	114,912	114,929
63	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	15/05/24	6,728	108,635	110,751	110,771
64	SICAV TRESOR	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	03/02/97	22/04/24	7,041	105,621	107,577	107,596
65	CAP OBLIG SICAV	UNION CAPITAL **	17/12/01	30/05/24	5,857	109,900	111,902	111,920
66	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	30/05/24	7,070	110,285	112,380	112,400
67	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	30/05/24	5,885	108,149	109,856	109,871
68	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	14/03/25	6,805	108,191	103,358	103,376
69	SICAV BH OBLIGATAIRE	BH INVEST	10/11/97	05/01/00	6,692	106,862	109,063	109,083
70	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	05/06/08	30/05/24	3,542	110,373	112,071	112,087
71	SICAV L'ÉPARGNANT	STB FINANCE	20/02/97	20/05/24	6,162	106,425	108,372	108,391
72	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	29/05/24	4,313	103,323	104,686	104,697
73	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	01/08/05	22/04/24	5,482	110,492	112,287	112,305
74	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UNION CAPITAL **	15/11/93	16/04/24	6,058	105,970	107,915	107,934
	FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE							
75	FCP AXIS AAA	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	10/11/08	15/05/24	5,372	115,670	118,210	118,228
76	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	31/05/24	7,103	107,952	110,050	110,069
77	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	31/05/24	5,640	112,925	114,937	114,957
78	FCP SMART CASH	SMART ASSET MANAGEMENT	13/03/23	26/03/25	6,916	108,590	103,888	103,906
79	FCP GAT OBLIGATAIRE	GAT INVESTISSEMENT	31/08/23	-	-	1 083,461	1 103,642	1 103,841
80	FCP SMART CASH PLUS	SMART ASSET MANAGEMENT	29/01/24	-	-	10 779,263	10 997,084	10 999,168
81	FCP LEPTIS OBLIGATAIRE	LEPTIS ASSET MANAGEMENT	25/04/24	-	-	105,974	108,156	108,175
	FCP OBLIGATAIRE - VL HEBDOMADAIRE							
82	FCP HELION SEPTIM	HELION CAPITAL	07/09/18	31/05/24	7,697	111,308	113,649	113,803
83	FCP HELION SEPTIM II	HELION CAPITAL	22/12/23	-	-	107,643	110,033	110,241
	SICAV MIXTES							
84	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	16/05/24	0,944	69,397	71,151	71,457
85	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	15/05/24	4,403	121,639	135,602	136,058
86	SICAV SECURITY	UNION CAPITAL **	26/07/99	30/05/24	0,847	17,981	18,313	18,321
87	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	14/03/25	17,798	347,731	354,827	354,503
88	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	22/04/24	51,435	2 470,331	2 590,353	2 583,425
89	SICAV L'INVESTISSEUR	STB FINANCE	30/03/94	21/05/24	2,671	69,738	70,779	70,889
90	SICAV AVENIR	STB FINANCE	01/02/95	23/05/24	2,326	55,724	56,419	56,473
91	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UNION CAPITAL **	17/05/99	16/04/24	1,712	110,197	114,733	114,748
	FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE							
92	FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	16/05/24	0,120	11,126	11,275	11,275
93	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	16/05/24	1,238	17,949	20,384	20,440
94	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	13/05/24	0,571	19,243	21,341	21,425
95	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	13/05/24	0,544	16,771	18,280	18,344
96	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB FINANCE	08/09/08	31/05/24	3,933	104,941	106,949	107,470
97	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	25/04/24	2,315	92,841	94,553	95,019
98	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	07/05/24	2,252	96,021	98,468	98,902
99	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	29/05/23	3,820	113,771	116,692	116,824
100	UBCI - FCP CEA	UNION CAPITAL **	22/09/14	17/04/25	3,885	105,845	110,869	111,135
101	FCP SMART CEA	SMART ASSET MANAGEMENT	06/01/17	03/04/25	0,228	12,287	13,144	13,163
102	FCP BH CEA	BH INVEST	18/12/17	24/02/25	4,656	105,749	111,497	111,873
103	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	15/01/07	22/04/24	2,222	84,284	93,850	94,349
	FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE							
104	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	26/05/22	2,183	97,168	105,642	106,337
105	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	31/05/24	2,609	128,126	133,126	134,055
106	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	27/05/22	0,963	161,949	170,476	172,449
107	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	29/05/24	6,689	164,061	173,662	173,629
108	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	27/05/24	1,824	220,308	227,641	226,170
109	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	27/05/24	3,330	202,935	208,472	207,388
110	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	27/05/24	3,985	199,122	206,331	205,811
111	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	27/05/24	0,281	29,858	32,495	32,492
112	MAC HORIZON 2032 FCP	MAC SA	16/01/23	16/04/25	681,187	11 520,927	12 290,722	12 244,738
113	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES *	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	27/05/20	0,583	En liquidation	En liquidation	En liquidation
114	FCP AMEN SELECTION	AMEN INVEST	04/07/17	15/05/24	3,107	104,448	113,342	113,995
115	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	12/11/18	22/04/24	137,674	5 640,928	5 884,184	5 862,104
116	FCP CEA BANQUE DE TUNISIE	SBT	11/02/19	03/04/25	0,475	11,495	11,864	11,907
117	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	29/05/24	8,627	181,073	190,017	189,979
118	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	16/05/16	22/04/24	377,263	12 473,115	13 502,028	13 535,131
119	FCP GAT PERFORMANCE	GAT INVESTISSEMENT	29/04/22	22/05/24	511,502	11 297,464	12 110,339	12 135,430
120	FCP JASMINS 2033	MAXULA BOURSE	13/03/23	22/03/24	774,490	10 843,923	11 178,557	11 194,860
121	MAC HORIZON 2033 FCP	MAC SA	08/05/23	16/04/25	677,813	11 344,005	12 096,674	12 053,596
122	FCP FUTURE 10	MAXULA BOURSE	26/06/23	05/04/24	509,993	10 896,061	11 238,361	11 243,538
123	FCP PROSPER + CEA	BTK CONSEIL	12/02/24	-	-	11,152	11,963	12,018
124	MAC FCP DYNAMIQUE	MAC SA	13/05/24	16/04/25	1,113	111,359	119,333	118,394
125	FCP CEA BMCE CAPITAL VALUE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	18/12/24	-	-	100,084	104,675	105,181
	FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE							
126	FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	31/05/24	5,196	129,208	134,609	134,774
	FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE							
127	FCP SMART TRACKER FUND	SMART ASSET MANAGEMENT	03/01/23	11/04/25	37,985	1 116,878	1 171,397	1 180,746

* OPCVM en liquidation anticipée

** Initialement dénommé COFIB CAPITAL FINANCE

BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHE FINANCIER
Immeuble CMF – Centre Urbain Nord
Avenue Zohra Faiza, Tunis -1003
Tél : (216) 71 947 062
Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant
du Lundi au Vendredi sauf jours fériés
www.cmf.tn
email : cmf@cmf.tn
Le Président du Collège Délégué
M. Hatem Smiri

DERNIERE MISE A JOUR 26/02/2025

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse qu'à la suite sa mise à jour par le déclassement de la « Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA- », la liste des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE *

I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE

Marché Principal

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adv e-Technologies- AeTECH	29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis-	71 940 094
2. Air Liquide Tunisie	37,rue des entrepreneurs, ZI La Charguia II -2035 Ariana-	70 164 600
3. Amen Bank	Avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 835 500
4. Arab Tunisian Bank "ATB"	9, rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 351 155
5. Arab Tunisian Lease "ATL"	Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	70 135 000
6.Assurances Maghrebia S.A	Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS-	71 788 800
7.Assurances Maghrebia Vie	24, rue du Royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis	71 155 700
8. Attijari Leasing	Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac-	71 862 122
9. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES-	39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 841 100
10. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank"	24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis -	70 012 000
11.Banque de Tunisie "BT"	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
12. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE"	Boulevard Beji Caid Essebsi -lot AFH- DC8, Centre Urbain Nord -1082 TUNIS-	71 112 000
13. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT"	70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 340 733
14.Banque Nationale Agricole "BNA BANK"	Avenue Mohamed V 1002 Tunis	71 830 543
15.Best Lease	54, Avenue Charles Nicolles Mutuelle ville -1002 Tunis-	71 799 011
16.BH ASSURANCE	Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis	71 948 700
17. BH BANK	18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis	71 126 000
18.BH Leasing	Rue Zohra Faiza-Immeuble BH Assurance, Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 700
19.Carthage Cement	Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3ème étage Montplaisir -1073 Tunis-	71 964 593
20.Cellcom	25, rue de l'Artisanat Charguia II-2035 Ariana-	71 941 444
21. City Cars	31, rue des Usines, Zone Industrielle Kheireddine -2015 La Goulette-	36 406 200
22. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE"	45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 792 211
23. Compagnie Internationale de Leasing "CIL"	16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis-	71 336 655
24. Délice Holding	Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac -1053 Tunis-	71 964 969
25.Essoukna	46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS -	71 843 511
26.EURO-CYCLES	Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse-	73 342 036
27.Hannibal Lease S.A	Immeuble Hannibal Lease, Rue du Lac Leman, Les Berges du Lac – Tunis-1053	71 139 400
28. L'Accumulateur Tunisien ASSAD	Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous-	71 381 688
29. Les Ciments de Bizerte	Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte-	72 510 988
30.Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS-	Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax-	74 468 044

31. OFFICEPLAST	Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis	78 564 155
32. One Tech Holding	16 Rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle la Charguia 2 – 2035 Ariana.	70 102 400
33. Placements de Tunisie -SICAF-	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
34.Poulina Group Holding	GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous	71 454 545
35. SANIMED	Route de Gremda Km 10.5-BP 68 Markez Sahnoun -3012 Sfax -	74 658 777
36.SMART TUNISIE S.A	9, Bis impasse n°3, rue 8612 Z.I, Charguia 1-2035 Tunis	71 115 600
37. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas-	5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis-	71 809 222
38.Société Atelier du Meuble Intérieurs	Z.I Sidi Daoud La Marsa - 2046 Tunis -	71 854 666
39. Société Chimique "ALKIMIA"	11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE-	71 792 564
40. Société ENNAKL Automobiles	Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis	70 836 570
41. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT"	5, Boulevard Mohamed El Beji Caïd Essebsi – Centre Urbain Nord – 1082-	71 189 200
42. Société Immobilière et de Participations "SIMPAR"	14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS-	71 840 869
43. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS"	Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5ème étage, bureau n°1-1082 Tunis-	70 728 728
44. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME-	Zone Industrielle -8030 GROMBALIA-	72 255 065
45. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF"	6, rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère	71 789 733
46. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT-	Fondouk Choucha 2013 Ben Arous	71 381 222
47.Société LAND'OR	Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous-	71 366 666
48. Société Magasin Général "SMG"	28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001	71 126 800
49.Société Moderne de Céramiques - SOMOCER -	Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS	73 410 416
50.Société NEW BODY LINE	Avenue Ali Balhaouane -5199 Mahdia –	73 680 435
51. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix)	1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE-	71 432 599
52. Société de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF-	Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis-	71 189 200
53.Société Tawasol Group Holding « TAWASOL »	20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis-	71 940 389
54. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL"	Boulevard de laTerre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis	71 766 900
55. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR"	Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage-	70 837 000
56. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"	9, Rue de Palestine Cité des affaires Kheireddine 2060 La Goulette.	71 340 866
57.Société Tunisienne d'Automobiles « STA »	Z.I Borj Ghorbel, la nouvelle médina -2096 Ben Arous-	31 390 290
58. Société Tunisienne de Banque "STB"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 340 477
59.Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL-	Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir-	73 410 416
60. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL"	Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 - 1080 TUNIS-	71 713 100
61. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER-	13, rue Ibn Abi Dhiaf, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis -	71 434 957
62. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP-	Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra	71 230 400
63. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG"	Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS-	71 384 200
64. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re"	12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073-	71 904 911
65. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER"	Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48	72 640 650
66.Telnet Holding	Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis-	71 706 922
67. TUNINVEST SICAR	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 800

68. Tunisie Leasing et Factoring	Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 132 000
69. Tunisie Profilés Aluminium " TPR"	Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis-	71 433 299
70. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI"	139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS-	71 842 000
71. Union Internationale de Banques "UIB"	65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 120 392
72. Unité de Fabrication de Médicaments –UNIMED-	Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse-	73 342 669
73. Universal Auto Distributors Holding -UADH-	62, avenue de Carthage -1000 Tunis-	71 354 366
74. Wifack International Bank SA- WIFAK BANK-	Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356	75 643 000

II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adwya SA	Route de la Marsa GP 9, Km 14, BP 658 -2070 La Marsa	71 778 555
2 Al Baraka Bank Tunisia (EX BEST-Bank)	Avenue Cheikh Mohamed Fadhel Ben Achour, Centre Urbain Nord -1003 Tunis-	71 186 825
3. AL KHOUTAF ONDULE	Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX	74 273 069
4.Alubaf International Bank –AIB -	Avenue de la Bourse, les Berges du Lac- 1053 Tunis-	70 015 600
5. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie"	ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac-	71 861 861
6. Arije El Médina	3, Rue El Ksar, Imp1, 3ème étage, BP 95, - 3079 Sfax -	
7. Assurances BIAT	Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac- Lac II	30 300 100
8. Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA" "- En Liquidation -	Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis -	
9.Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME-	34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV-	70 102 200
10. Banque Franco-Tunisienne "BFT" - En Liquidation -	Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS-	71 903 505
11. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS"	56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 844 040
12. Banque Tuniso-Koweitienne -BTK-	10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS-	71 340 000
13. Banque Tuniso-Lybienne « BTL »	Immeuble BTL Boulevard de la Terre – Lot AFH E12 – Centre Urbain Nord – 1082	71 901 350
14. Banque Zitouna	2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram-	71 164 000
15. BNA Assurances	Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis-	70 026 000
16. BTK Leasing et Factoring	11, rue Hédi Nouira, 8ème étage -1001 TUNIS-	70 241 402
17. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA"	6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS-	71 340 916
18. Citi Bank	55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS-	71 782 056
19.Compagnie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE"	Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 000
20 . .Compagnie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE "	Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 160
21 . Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT"	Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 333 400
22. .Compagnie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR"	26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 340 899
23.Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance"	Angle rue Winnipeg et Annecy, les Berges du lac	71 141 420
24. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE"	Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS	71 90 86 00
25.Comptoir National du Plastique	Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA	73 343 200
26. Comptoir National Tunisien "CNT"	Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX-	74 467 500
27. ELBENE INDUSTRIE SA	Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE-	36 409 221
28.Electrostar	Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous	71 396 222
29.ENDA Tamweel	Rue de l'assistance, cité El Khadra 1003 Tunis	71 804 002

30. Evolution Economique	Route de Monastir -4018 SOUSSE-	73 227 233
31.GAT Vie	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 843 900
32. Générale Industrielle de Filtration - GIF -	Km 35, GP1- 8030 Grombalia -	72 255 844
33. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT"	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	31 350 000
34.International Tourism Investment "ITI SICAF"	9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis -	71 235 701
35. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia »	15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère	31 331 800
36.Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS"	Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE-	73 231 111
37. Loan and Investment Co	Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis	71 790 255
38.Maghreb International Publicité « MIP »	Impasse Rue des Entrepreneurs, Z.I Charguia 2, BP 2035, Tunis.	31 327 317
39. North Africa International Bank -NAIB -	Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis	71 950 800
40. Palm Beach Palace Jerba	Avenue Farhat Hached, BP 383 Houmt Souk -4128 DJERBA-	75 653 621
41. Plaza SICAF	Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA-	71 797 433
42.QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA-	Rue Cité des Siences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS-	36 005 000
43.Safety Distribution	Résidence El Fel, Rue Hédi Nouira Aiana	71 810 750
44.SERVICOM	65, rue 8610 Z.I Charguia I - 2035 Tunis-	70 730 250
45.Société Anonyme Carthage Médical-Centre International Carthage Médical-	Jinen El Ouest, Zone Touristique, -5000 Monastir-	73 524 000
46. Société Africaine Distribution Autocar -ADA-	Route El Fejja km2 El Mornaguia –1153 Manouba-	71 550 711
47. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO "	Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS-	70 837 332
48. Société Agro Technologies « AGROTECH »	Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2ème étage Sidi Daoud La Marsa	
49. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme	Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba-	75 657 300
50.Société Al Majed Investissement SA	Avenue de la Livre Les Berges du Lac II -153 Tunis-	71 196 950
51. Société ALMAJED SANTE	Avenue Habib Bourguiba - 9100 Sidi Bouzid -	36 010 101
52.Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama »	63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul-	72 285 330
53. Société de Commercialisation des Textiles « SOCOTEX »	5, bis Rue Charles de Gaulle -1000 Tunis-	71 237 186
54. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"	Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Suffeitula, Ezzouhour -1200 KASSERINE-	77 478 680
55.Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest " SODINO SICAR"	Avenue Taïb M'hiri –Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA-	78 873 085
56. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR"	Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE-	75 642 628
57. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM "	20, Avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh	71 433 318
58. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM »	Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX-	74 291 486
59.Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL"	GP 1 , km 14, Aouinet -GABES-	75 238 353
60. Société Groupe GMT « GMT »	Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis-	72 675 998
61. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM-	Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX-	73 221 910
62.Société Hôtelière KURIAT Palace	Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir	73 521 200
63.Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA	Route touristique -4000 SOUSSE -	73 242 170
64.Société Hôtelière & Touristique "le Marabout"	Boulevard 7 Novembre -Sousse-	73 226 245
65.Société Hôtelière & Touristique Syphax	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
66.Société Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA"	Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL-	72 286 111
67.Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF"	Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax	74 468 190

68.Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX"	Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX-	74 468 326
69.Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC"	Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX-	74 677 072
70.Société Industrielle de Textile "SITEX"	Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL-	73 455 267
71.Société LLOYD Vie	Avenue de la Monnaie, Les Berges du Lac 2	71 963 293
72.Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA"	Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM-	78 638 499
73.Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK"	Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah-	74 486 858
74. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International »	Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092-	71 887 000
75.Société Plasticum Tunisie	Z.I Innopark 8 & 9 El Agba -2087 Tunis-	71 646 360
76. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA »	Avenue Majida Bouleila –Sfax El Jadida-	74 401 510
77. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC "	5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis-	71 884 120
78.Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS "	Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX-	74 223 483
79.Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX »	Avenue des Martyrs -3000 SFAX-	74 298 838
80.Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN"	Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL-	72 285 443
81. Société Régionale de Transport Jendouba	Avenue 9 Avril 1938 -8100 Jendouba-	78 600 690
82. Société de services des Huileries	Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1ér étage app n°13-3013 Sfax-.	74 624 424
83.Société STEG International Services	Résidence du Parc, les Jardins de Carthage, 2046 Les Berges du Lac. Tunis	70 247 800
84.Société TECHNOLATEX SA	Lot N°2 Zone Industrielle Sidi Bouteffaha -9000 Béja -	78 449 022
85.Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama"	Boulevard Taîb M'hiri 4000 Sousse	73 228 156
86.Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria"	Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse	73 348 250
87.Société Touristique du Cap Bon "STCB"	Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL-	72 285 346
88.Société Touristique SANGHO Zarzis	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
89.Société Touristique TOUR KHALAF	Route Touristique -4051 Sousse-	73 241 844
90.Société de Transport du Sahel	Avenue Léopold Senghor -4001 Sousse-	73 221 910
91.Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG"	19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA-	71 940 191
92.Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien"	Avenue de la Monnaie, Les Berges du Lac 2	71 962 777
93.Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful-	13, rue Borjine, Montplaisir -1073	70 015 151
94.Société Tunisienne d'Habillement Populaire	8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS-	71 755 543
95.Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA" "- En Liquidation -	Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse-	
96.Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation -	Escalie A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA-	71 231 172
97. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH »	Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba	72 473 222
98.Société Tunisienne du Sucre "STS"	Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA-	78 454 768
99. société Unie des portefaix et Services Port de la Goulette	15, avenue Farhat Hached -2025 Salammbô	71 979 792
100.Société Union de Factoring	Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS	71 234 115
101.SYPHAX airlines	Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 -3018 Sfax-	74 682 400
102.TAYSIR MICROFINANCE	2 , Place Mendes France Mutuelleville -1082 Tunis-	70 556 903
103.Tunisian Foreign Bank –TFB-	Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis-	71 950 100
104.Tunisian Saudi Bank -TSB-	32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 243 000

105. Tunis International Bank –TIB-	18, Avenue des Etats Unis, Tunis	71 782 411
106. Tyna Travaux	Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1er étage étage, App N°3 -3027 Sfax-	74 403 609
107.UIB Assurances	Rue du Lac Turkana –Les berges du Lac -1053 Tunis-	71 234 115
108.Zitouna Takaful	Boulevard qualité de la Vie, Immeuble LA RENNAISSANCE, Bloc « C » ZITOUNA TAKAFULbuilding, les jardins de Carthage, 1090, Tunis	71 971 370

III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

	OPCVM	Catégorie	Type	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	AFC AMANETT SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
2	AL HIFADH SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis Mahrajène
3	AMEN ALLIANCE SICAV	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
4	AMEN PREMIÈRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
5	AMEN TRESOR SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
6	ARABIA SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
7	ATTIJARI FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
8	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
9	ATTIJARI FCP OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
10	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
11	BTK SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BTK CONSEIL	10 bis, Avenue Mohamed V-Immeuble BTK- 1001 Tunis
12	CAP OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
13	FCP AFC AMANETT	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
14	FCP AFEK CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis Mahrajène
15	FCP AL IMTIEZ	MIXTE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis Mahrajène
16	FCP AMEN CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
17	FCP AMEN SELECTION	MIXTE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
18	FCP AXIS AAA	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
19	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
20	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
21	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis

22	FCP BH CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis.
23	FCP BIAT- CEA PNT TUNISAIR	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
24	FCP BIAT- ÉPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
25	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
26	FCP BNA CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
27	FCP CEA BMCE CAPITAL VALUE	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
28	FCP CEA BANQUE DE TUNISIE	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
29	FCP CEA MAXULA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
30	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
31	FCP FUTURE 10	MIXTE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
32	FCP GAT OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	GAT Investissement	92-94, Avenue Hédi Chaker 1002, Tunis
33	FCP GAT PERFORMANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	GAT Investissement	92-94, Avenue Hédi Chaker 1002, Tunis
34	FCP GAT VIE MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	GAT Investissement	92-94, Avenue Hédi Chaker 1002, Tunis
35	FCP GAT VIE CROISSANCE	MIXTE	CAPITALISATION	GAT Investissement	92-94, Avenue Hédi Chaker 1002, Tunis
36	FCP HAYETT MODERATION	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
37	FCP HAYETT PLENITUDE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
38	FCP HAYETT VITALITE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
39	FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
40	FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
41	FCP HÉLION MONEO	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
42	FCP HÉLION SEPTIM	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
43	FCP HELION SEPTIM II	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
44	FCP ILBOURSA CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

45	FCP INNOVATION	ACTIONS	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
46	FCP IRADETT 50	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
47	FCP IRADETT CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
48	FCP JASMINS 2033	MIXTE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
49	FCP KOUNOUZ	MIXTE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis Mahrajène
50	FCP LEPTIS OBLIGATIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	LEPTIS ASSET MANAGEMENT	Immeuble BTL Boulevard de la Terre Lot AFH E 12 - Centre Urbain Nord 1082 Tunis
51	FCP LEPTIS OBLIGATIRE CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	LEPTIS ASSET MANAGEMENT	Immeuble BTL Boulevard de la Terre Lot AFH E 12 - Centre Urbain Nord 1082 Tunis
52	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
53	FCP MAGHREBIA MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
54	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
55	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	ACTIONS	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghrebia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
56	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
57	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
58	FCP OPTIMA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
59	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
60	FCP PROGRÈS OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
61	FCP PROSPER + CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BTK CONSEIL	10 bis, Avenue Mohamed V- Immeuble BTK- 1001 Tunis
62	FCP SALAMETT CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
63	FCP SALAMETT PLUS (1)	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
64	FCP SECURITE	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
65	FCP SMART CASH	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
66	FCP SMART CASH PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
67	FCP SMART CEA (3)	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
68	FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
69	FCP SMART TRACKER FUND	ACTIONS	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
70	FCP VALEURS AL KAOUTHER	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
71	FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
72	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène

73	FCP VALEURS MIXTES	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
74	FCP VALEURS SERENITE 2028	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
75	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES (1)	MIXTE	DISTRIBUTION	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac-1053 Tunis
76	FCP WAFA OBLIGATAIRE CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT -TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord - 1080 Tunis Mahrajène
77	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
78	FIDELITY SICAV PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
79	FINACORP OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP-	Rue du Lac Loch Ness - Les Berges du Lac -1053 Tunis
80	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UIB FINANCE	Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac- 1053 Tunis.
81	LA GENERALE OBLIG-SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI-	10, Rue Pierre de Coubertin -1001 Tunis
82	MAC CROISSANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
83	MAC ÉPARGNANT FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
84	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
85	MAC EQUILIBRE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
86	MAC FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
87	MAC HORIZON 2032 FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
88	MAC HORIZON 2033 FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
89	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
90	MAXULA PLACEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez -Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
91	MCP CEA FUND	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
92	MCP EQUITY FUND	MIXTE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
93	MCP SAFE FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
94	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX - BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
95	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis.
96	SANADETT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS - AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
97	SICAV AMEN	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
98	SICAV AVENIR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis

99	SICAV AXIS TRÉSORERIE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	Yasmine Tower-Bloc C-Centre Urbain Nord-1082 Tunis
100	SICAV BH CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis.
101	SICAV BH OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Rue Mohamed Sghaier Ouled Ahmed -Immeuble Assurances SALIM- 3ème étage- Centre Urbain Nord -1003 Tunis.
102	SICAV BNA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Hadded- Les Berges du Lac -1053 Tunis
103	SICAV CAPITALISATION PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
104	SICAV CROISSANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
105	SICAV ENTREPRISE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
106	SICAV L'INVESTISSEUR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
107	SICAV L'ÉPARGNANT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
108	SICAV L'ÉPARGNE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
109	SICAV OPPORTUNITY	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
110	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
111	SICAV PLUS	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
112	SICAV PROSPERITY	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
113	SICAV RENDEMENT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place du 14 janvier 2011- 1001 Tunis
114	SICAV SECURITY	MIXTE	DISTRIBUTION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
115	SICAV TRESOR	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
116	STB EVOLUTIF FCP	MIXTE	CAPITALISATION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
117	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
118	TUNISIAN PRUDENCE FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA-UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
119	TUNISIE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
120	TUNISO-EMIRATIE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AUTO GEREE	Boulevard Beji Caid Essebsi - Lot AFH -DC8, Centre Urbain Nord - 1082 Tunis
121	UBCI-FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
122	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	ACTIONS	CAPITALISATION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
123	UGFS BONDS FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA-UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
124	UGFS ISLAMIC FUND	MIXTE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA-UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

125	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
126	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
127	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION CAPITAL	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène

(1) OPCVM en liquidation anticipée

LISTE DES FCC

	FCC	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	FCC BIAT CREDIMMO 1 *	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
2	FCC BIAT CREDIMMO 2 *	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis

* FCC en liquidation anticipée

LISTE DES FONDS D'AMORÇAGE

		Gestionnaire	Adresse
1	FA PHENICIA SEED FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
2	FA CAPITALEASE SEED FUND *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
3	FA STARTUP FACTORY SEED FUND *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
4	FA SOCIAL BUSINESS	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
5	FA CAPITALEASE SEED FUND 2	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
6	FA ANAVA SEED FUND	FLAT6LABS Tunisia	15, Avenue de Carthage, Tunis
7	FA CAPITAL'ACT SEED FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
8	FA START UP MAXULA SEED FUND	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
8	FA HEALTH TECH FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

* FA en liquidation

LISTE DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT À RISQUE

		Gestionnaire	Adresse
1	FCPR ATID FUND I *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
2	FCPR FIDELIUM ESSOR *	FIDELIUM FINANCE	Immeuble «Golden Towers», Bloc A, 11ème étage, bureau 11-4, Centre Urbain Nord, 1082- Tunis
3	FCPR CIOK	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
4	FCPR GCT *	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
5	FCPR GCT II *	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
6	FCPR GCT III	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis

7	FCPR GCT IV	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
8	FCPR ONAS	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
9	FCPR ONP *	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
10	FCPR SNCPA *	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
11	FCPR SONEDE	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
12	FCPR STEG	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
13	FCPR TAAHIL INVEST	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
14	FRPR IN'TECH	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
15	FCPR CB	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
16	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
17	FCPR MAX-ESPOIR *	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
18	FCPR AMENCAPITAL 1	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
19	FCPR AMENCAPITAL 2	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
20	FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
21	FCPR TUNINVEST CROISSANCE	TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
22	FCPR SWING	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
23	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND II *	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
24	FCPR PHENICIA FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
25	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
26	FCPR AMENCAPITAL 3	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
27	FCPR INTILAQ FOR GROWTH	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
28	FCPR INTILAQ FOR EXCELLENCE	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
29	FCPR FONDS CDC CROISSANCE 1	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
30	FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
31	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND III	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
32	FCPR AFRICAMEN	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
33	FCPR AZIMUTS	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis

34	FCPR TUNISIA AQUACULTURE FUND	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 -Tunis
35	FCPR MAXULA JASMIN	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
36	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II	CDC GESTION	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
37	FCPR ESSOR FUND	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, El Menzah, 1004-Tunis
38	FCPR PHENICIA FUND II	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
39	FCPR MAXULA JASMIN PMN	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
40	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA I	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
41	FCPR AMENCAPITAL 4	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
42	FCPR SWING 2	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
43	FCPR GAT PRIVATE EQUITY 1	GAT INVESTISSEMENT	92-94, Avenue Hédi Chaker, Belvédère, 1002-Tunis
44	FCPR STB GROWTH FUND	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, El Menzah, 1004-Tunis
45	FCPR MOURAFIK	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
46	FCPR INKADH	MAC PRIVATE MANAGEMENT	Immeuble Green Center, Bloc D, 2éme étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
47	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND IV - MUSANADA	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
48	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND IV – MUSANADA II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
49	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA II	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
50	FCPR BYRSA FUND I	DIDO CAPITAL PARTNERS	Avenue Elissa, La Percée Verte, 5ème étage, B5.2, Jardins de Carthage, 1053-Tunis
51	FCPR TANMYA	MAC PRIVATE MANAGEMENT	Immeuble Green Center, Bloc D, 2éme étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
52	FCPR MOURAFIK II	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
53	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA III	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
54	FCPR CAPITAL RETOURNEMENT	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
55	FCPR SWING 3	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
56	FCPR MOURAFIK III	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
57	FCPR MAXULA CAPITAL RETOURNEMENT	MAXULA GESTION	Rue du Lac Léman, Centre Nawrez, les Berges du Lac, 1053-Tunis
58	FCPR ZITOUNA MOUCHARAKA IV	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis
59	FCPR GROWTH VENTURE CAPITAL	GAT INVESTISSEMENT	92-94 avenue Hédi Chaker, Belvédère, 1002-Tunis
60	FCPR RELANCE+	MAC PRIVATE MANAGEMENT	Immeuble Green Center, Bloc D, 2éme étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
61	FCPR ADVANCED FUND	GMP CAPITAL	Bureau A12, Immeuble Green Center, Rue du Lac de Constance, Les Berges du Lac 1, 1053-Tunis
62	FCPR PROGRESS FUND	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, El Menzah, 1004-Tunis
63	FCPR SMART TURN AROUND	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar, Belvédère, 1002-Tunis

64	FCPR MOURAFIK IV	ZITOUNA CAPITAL	Immeuble la Renaissance, Bloc A, 3ème étage, Boulevard de La Qualité de Vie, Le Kram, 2015-Tunis

* FCPR en liquidation

LISTE DES FONDS DE FONDS

		Gestionnaire	Adresse
1	FONDS DE FONDS ANAVA	SMART CAPITAL	Immeuble SAPHIR, Bloc A, 1er étage, Avenue du dinar, Les berges du lac II, 1053-Tunis.

LISTE DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPÉCIALISÉS ET DES COMPARTIMENTS DE FIS

		Gestionnaire	Adresse
1	FIS INNOVATECH	SMART CAPITAL	Immeuble SAPHIR, Bloc A, 1er étage, Avenue du dinar, Les berges du lac II, 1053-Tunis.
2	Compartiment 1 du FIS 216 CAPITAL FUND I	216 CAPITAL VENTURES	Immeuble Carte, Lot BC4, Centre Urbain Nord, 1082-Tunis
3	Compartiment 2 du FIS 216 CAPITAL FUND I	216 CAPITAL VENTURES	Immeuble Carte, Lot BC4, Centre Urbain Nord, 1082-Tunis
4	Compartiment C1 du FIS EMPOWER FUND-B	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
5	Compartiment C2 du FIS EMPOWER FUND-B	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
6	Compartiment TITAN SEED FUND I - Dinars du FIS TITAN SEED FUND	MEDIN Fund Management Company	Rue du Lac Constance, Immeuble Galerie du Lac, Appartement n°13, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
7	Compartiment TITAN SEED FUND I - Euros du FIS TITAN SEED FUND	MEDIN Fund Management Company	Rue du Lac Constance, Immeuble Galerie du Lac, Appartement n°13, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
8	FIS INNOV INVEST	STB MANAGER	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, El Menzah, 1004-Tunis
9	Compartiment GO LIVE LOCAL FUND du FIS GO LIVE FUND	GO BIG PARTNERS	Immeuble Henda, Bloc A, Bureau A1, Rue de l'île Rhodes, Les Berges du Lac II, 1053-Tunis
10	Compartiment GO LIVE INTERNATIONAL FUND du FIS GO LIVE FUND	GO BIG PARTNERS	Immeuble Henda, Bloc A, Bureau A1, Rue de l'île Rhodes, Les Berges du Lac II, 1053-Tunis
11	Compartiment FIS NEXT CAP 1 du FIS NEXT CAP FUND	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
12	Compartiment FIS NEXT CAP 2 du FIS NEXT CAP FUND	CAPSA CAPITAL PARTNERS	10 bis, Rue Mahmoud El Materi, Mutuelleville, 1002-Tunis
13	Compartiment NEW ERA LOCAL FUND du FIS NEW ERA FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – Venture Capital	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
14	Compartiment NEW ERA INTERNATIONAL FUND du FIS NEW ERA FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – Venture Capital	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2ème étage, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
15	Compartiment 216 CAPITAL FUND II - Dinars du FIS 216 CAPITAL FUND II	216 CAPITAL VENTURES	Immeuble Carte, Lot BC4, Centre Urbain Nord, 1082-Tunis
16	Compartiment 216 CAPITAL FUND II - Euros du FIS 216 CAPITAL FUND II	216 CAPITAL VENTURES	Immeuble Carte, Lot BC4, Centre Urbain Nord, 1082-Tunis

** Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.*

Avis de sociétés*

COMMUNIQUE DE PRESSE

SOCIETE CELLCOM
Siege Social : 25, rue de l'Artisanat Charguia II - 2080 Tunis

APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE D'ADMINISTRATEUR REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES

1- Objet :

En application de la loi n° 2019-47 du 29 mai 2019 relative à l'amélioration du climat de l'investissement et de la Décision Générale du Conseil du Marché Financier n°23 du 10 mars 2020 relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au Conseil d'Administration et au Conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires, CELLCOM lance un appel à candidature pour la désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein de son Conseil d'Administration.

A cet effet, la société CELLCOM informe ses actionnaires que la désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein de son Conseil d'Administration aura lieu par voie d'élection lors d'une Assemblée Élective qui sera convoquée dans un délai maximum de dix (10) jours qui suivent la date de clôture de l'appel à candidature.

Cette Assemblée sera convoquée par un avis sur le Bulletin Officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de Ia Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis vingt-et-un (21) jours au moins avant la date de sa tenue, et sera réservée aux actionnaires minoritaires.

On entend par actionnaires minoritaires, les actionnaires personnes physiques détenant individuellement au plus 0,5 % du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5% du capital.

Cellcom soumettra cette désignation à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024.

2- Conditions de participation :

Le candidat éligible à ce poste doit satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétences et d'expériences adaptées à ses fonctions.

Il doit être une personne physique et se conformer aux conditions suivantes :

- Jouir de ses droits civils
- Justifier d'une participation individuelle dans le capital de Cellcom ne dépassant pas 0,5%.
- Être titulaire, au moins, d'une maitrise (ou un diplôme équivalent) et d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans les domaines de télécommunication ou de distribution.
- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du code des sociétés commerciales, tel que modifié par la loi n°2016-36 du 29 Avril 2016
- Ne pas avoir, au jour du dépôt de la candidature, un intérêt direct ou indirect avec Cellcom, ses actionnaires autres que minoritaires, ou ses administrateurs, de nature à le mettre dans une situation de conflit d'intérêts.

- Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq (5) années précédant le dépôt de candidature Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, ou salarié de Cellcom ou d'une société appartenant au même groupe
- Ne pas être Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Président du Directoire ou Directeur Général unique d'une société dans laquelle Cellcom est directement ou indirectement administrateur ou membre du conseil de surveillance ou dans laquelle le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint de Cellcom (actuel ou l'ayant été depuis cinq ans) ou un salarié de Cellcom est administrateur ou membre du conseil de surveillance.
- Ne pas être ascendant ou descendant ou conjoint du Président du Conseil d'Administration, Directeur Général, Directeur Général Adjoint ou salarié de Cellcom ou d'une société appartenant au même groupe.
- Ne pas être prestataire de services, notamment conseiller ou banquier, fournisseur ou client de la société concernée.
- Ne pas être, en même temps, membre du Conseil d'Administration d'une autre société admise à la cote de la bourse appartenant au même secteur d'activité ou d'une société appartenant au même groupe.
- Ne pas être Président Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint ou Président du Directoire ou Directeur Général unique, mandataire, actionnaire, associé ou salarié d'une société ayant des liens financiers, professionnels, commerciaux ou contractuels avec Cellcom ou une société concurrente.
- Ne pas exercer d'activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres.
- Ne pas être membre d'une association dont l'objet a un lien direct ou indirect avec le marché financier.

Ne peuvent être candidat au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires :

- Les personnes se trouvant dans l'une des situations énoncées aux articles 193 du code des sociétés commerciales, tel que modifié par la loi n°2016-36 du 29 Avril 2016
- Les personnes ayant fait I 'objet d'un jugement définitif pour infraction à la réglementation des changes ou à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent,
- Les personnes ayant fait l'objet d'une sanction de radiation et/ou de retrait d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice d'une activité professionnelle réglementée.
- Les personnes siégeant, le jour du dépôt du dossier de candidature, à plus de trois Conseils d'Administration ou Conseils de Surveillance en qualité de membre indépendant ou de représentant des actionnaires minoritaires.

3- Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature doivent se présenter comme suit :

- Une demande au nom de Monsieur le Président du Conseil d'Administration
- Une copie de la carte d'identité nationale
- Une fiche de candidature (Annexe 1)
- Un C.V détaillé;
- Une attestation de propriété des actions détenues délivrée par l'intermédiaire en bourse chez lequel les titres sont inscrits en compte ou par le teneur du registre des actionnaires de CELLCOM.
- Une déclaration sur l'honneur, dûment remplie et signée par le candidat attestant qu'il répond aux critères d'éligibilité prévus par la Décision Générale du Conseil du Marché Financier N°23 du 10 mars 2020 et le présent appel à candidature (Annexe 2) ;
- Les documents justifiant les compétences et qualifications du candidat énoncées dans le curriculum vitae.
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin numéro 3) datant de moins de trois (3) mois à la date du dépôt du dossier de candidature

4- Dépôt des candidatures :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés dans une enveloppe libellée au nom de Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la société CELLCOM et portant la mention ***: « Ne pas ouvrir / Appel à candidature pour le poste d'administrateur représentant les petits porteurs»*** et parvenir par porteur ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou par rapide poste à :

La société CELLCOM, 25 Rue de l'Artisanat Charguia II - 2080 Tunis

Le cachet du bureau d'ordre faisant foi.

La date limite de réception des dossiers de candidature est le **07 mai 2025 à 17H00**.

5- Choix du candidat :

Dès la clôture de l'appel à candidature, la société transmet, pour avis, au Conseil du Marché Financier Ia liste préliminaire des candidats admis à concourir.

Le Conseil du Marché Financier peut refuser tout candidat inscrit sur la liste qui ne respecte pas les dispositions de la Décision Générale du Conseil du Marché Financier N°23.

Dans un délai max de Dix jours qui suivent la clôture de l'appel à candidature, les actionnaires minoritaires seront convoqués en Assemblée Élective. L'avis de convocation de l'assemblée élective sera publié sur le Bulletin Officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de Ia Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis vingt-et-un (21) jours au moins avant la tenue de l'Assemblée Elective.

La liste des candidats sera mise à la disposition des actionnaires avant la tenue de cette Assemblée Élective.

L'Assemblée Élective se réunit et délibère conformément aux dispositions des articles 22 à 28 de la Décision Générale du Conseil du Marché Financier N°23 du 10 mars 2020.

La désignation du représentant des actionnaires minoritaires par l'assemblée élective sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2024.

* Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.

ANNEXE 1

FORMULAIRE DE CANDIDATURE

AU POSTE D'ADMINISTRATEUR

REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES

Si vous souhaitez postuler au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires, veuillez remplir le formulaire ci-dessous :

Nom et Prénom:..... Année de naissance..... Adresse : .....Code Postal :..... Ville..... Téléphone :..... Adresse e-mail.....

Formation académique du candidat
…….…….....
.....

Profession actuelle ou passée: ..... Secteur d'activité : ..... Nombre d'actions détenues : ..... Etes-vous administrateur dans une autre société ?

□Oui □Non □Non, je l'ai été
Si oui merci de préciser pour quelle(s) société(s) .....
.....
.....

Pourquoi souhaitez-vous participer au Conseil d'Administration de Cellcom ?
.....
.....
.....

Ce formulaire est adressé à la société Cellcom qui vous informera, dans les meilleurs délais, de la suite donnée à votre candidature.

La société Cellcom est seule destinataire des informations nominatives recueillies ici.

Fait à ..... Le.....

Signature

ANNEXE 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné :

Nom et Prénom :

N° CIN :

Demeurant à :

Candidat à l'élection au poste d'administrateur représentant des petits porteurs au sein du Conseil d'Administration de la société « CELLCOM », Déclare formellement sur l'honneur :

- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du code des sociétés commerciales ainsi que les interdictions mentionnées au sein de l'appel à candidature,

- Répondre aux critères d'éligibilité prévus par la Décision Générale N°23 du Conseil du Marché Financier et l'appel à candidature , et

- Que les informations fournies dans mon Curriculum Vitae sont sincères et exactes.

Signature

Avis des sociétés (*)

Communiqué de Presse

TAWASOL GROUP HOLDING
Siège Social : Résidence du Lac, Rue Lac Tanganyka, Immeuble H 3ème Etage, les berges du Lac 1

RELANCE A L'APPEL A CANDIDATURE
POUR LA DESIGNATION D'UN ADMINISTRATEUR
REPRESENTANT LES ACTIONNAIRES MINORITAIRES
AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE T.G.H.

Objet

Dans le cadre du renforcement de sa gouvernance, et en application de l'article 38 du règlement général de la bourse tel que modifié par arrêté du ministre des finances du 15 Août 2019 et la décision générale du conseil du marché financier n°23 du 10 mars 2020 relative aux critères et modalités de désignation des membres indépendants au conseil d'administration et au conseil de surveillance et du représentant des actionnaires minoritaires, la société **TAWASOL GROUP HOLDING S.A**. relance à nouveau son appel à candidature pour la désignation d'un administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein de son conseil d'administration pour un mandat de 3 ans renouvelable une seule fois, couvrant les exercices 2024,2025 et 2026.

Est considéré comme actionnaire minoritaire, tout actionnaire détenant individuellement au plus 0,5% du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5% du capital.
Tawasol Group Holding informe ses actionnaires minoritaires que la désignation aura lieu par voie d'élection lors de la tenue de l'assemblée générale élective que sera convoquée par la société.

Critères d'éligibilité :

Le candidat éligible à ce poste doit remplir les conditions suivantes :

- Justifier d'une participation individuelle dans le capital de la société ne dépassant pas 0,5 %
- Satisfaire aux conditions d'honorabilité, d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté, de confidentialité ainsi que de compétence et d'expérience adaptées à ses fonctions ;
- Être, obligatoirement, une personne physique jouissant de ses droits civils et être en

situation régulière vis-à-vis de l'Administration fiscale ;

- Avoir au moins une maîtrise (ou un diplôme équivalent) et au moins 10 ans d'expérience professionnelle dans l'une des spécialités : management, finance, Contrôle de gestion et gestion comptable).
- Ne pas être ou ne pas avoir été au cours des cinq (5) années qui précèdent le dépôt de candidature :

• Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général-Adjoint ou salarié de la société T.G.H.

• Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général-Adjoint, Président du Directoire, Directeur Général Unique ou salarié d'une société appartenant au même groupe que T.G.H.

- Ne pas être Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Président du directoire ou Directeur Général Unique d'une société dans laquelle T.G.H. est directement ou indirectement Administrateur ou membre du conseil de surveillance ou dans laquelle le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, le Directeur Général-Adjoint de TGH (actuel ou l'ayant été depuis cinq ans) ou un salarié de T.G.H, est administrateur ou membre du conseil de surveillance.
- Ne pas être ascendant ou descendant ou conjoint du :

  • Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint ou salarié de TGH

  • Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Président du directoire ou salarié d'une société appartement au même groupe que TGH

- Ne pas être prestataire de services, notamment conseiller ou banquier, fournisseur ou client de T.G.H ;

- Ne pas être, en même temps, membre du Conseil d'Administration, du Conseil de surveillance ou du Directoire d'une autre société admise à la cote de la bourse exerce au même secteur d'activité ou d'une société appartenant au même groupe TGH ;
- Ne pas être Président-Directeur Général, Directeur Général, Directeur Général Adjoint, président du directoire, Directeur Général Unique, mandataire, actionnaire, associé ou salarié d'une société ayant des liens financiers, professionnels, commerciaux ou contractuels avec T.G.H. ou d'une société concurrente ;
- Ne pas exercer d'activité professionnelle en lien direct ou indirect avec le marché financier et/ou de diffusion d'informations financières ou autres ;
- Ne pas être membre d'une association dont l'objet a un lien direct ou indirect avec le marché financier ;

Ne peuvent être candidats au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires :

- Les faillis pour une durée de cinq ans à compter de la date du jugement de mise en faillite,
- Les personnes déclarées par jugement interdites de gérer ou diriger des sociétés, les mineurs, les incapables et les personnes condamnées à des peines assorties de l'interdiction d'exercer des fonctions publiques,

- Les personnes condamnées pour crime ou délit portant atteinte aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou aux règles régissant les sociétés, ainsi que les personnes qui en raison de leur charge ne peuvent exercer le commerce,
- Le fonctionnaire au service de l'administration, sauf autorisation spéciale du ministère de tutelle.
- Toute personne ayant fait l'objet d'un jugement définitif pour infraction à la réglementation des changes ou à la législation relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent,
- Les personnes ayant fait l'objet d'une sanction de radiation et/ou de retrait d'agrément ou d'autorisation pour l'exercice d'une activité professionnelle réglementée.

Le candidat au poste d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein du Conseil d'Administration ou du Conseil de Surveillance ne doit avoir, aucun intérêt direct ou indirect avec T.G.H., ses actionnaires, ses Administrateurs, les membres du Conseil de Surveillance, les membres du Directoire ou une partie tierce, de nature à affecter l'indépendance de sa décision et la confidentialité des informations ou à le mettre dans une situation de conflit d'intérêt réel ou potentiel.

Constitution du dossier

Le dossier de candidature doit comporter au moins les documents suivants :

- Une demande de candidature à l'intention du Président du Conseil d'Administration de la T.G.H. présentant le candidat, les motifs de sa candidature et son profil
- Une fiche de candidature dûment remplie (Annexe 1) ;
- Le curriculum vitae;
- Une copie de la carte d'identité nationale ;
- Une déclaration sur l'honneur, dûment remplie et signée par le candidat, attestant qu'il répond aux critères d'éligibilité prévus par la réglementation en vigueur et l'appel à candidature (Annexe 2) ;
- Un extrait du casier judiciaire (bulletin N° 3) datant de moins de trois (3) mois à la date du dépôt du dossier de candidature.
- Les documents justifiant les compétences et qualifications du candidat énoncées dans le curriculum vitae.
- Une attestation de propriété des actions justifiant le taux de participation dans le capital de la société T.G.H.

Date limite de dépôt de candidature

- Les candidatures doivent être présentées dans une enveloppe fermée libellée au nom du Président du Conseil d'Administration de la SOCIETE TAWASOL GROUP HOLDING « T.G.H.» et portant la mention « Ne pas ouvrir/Appel à candidature pour le poste d'Administrateur représentant les actionnaires minoritaires».

- Cette enveloppe doit être : soit déposée contre décharge au bureau d'ordre du siège social sis au **Résidence du lac rue du lac Tanganyka immeuble H- 3ème étage les Berges Du Lac 1** au plus tard le **28/04/2025**, soit transmise par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi).
- Tout dossier de candidature incomplet ou parvenu hors délai ne sera pas pris en compte

Choix du membre représentant les actionnaires minoritaires

Dès la clôture de l'appel à candidature, TGH transmet, pour avis, au Conseil du Marché Financier la liste préliminaire des candidats admis à concourir arrêté par le conseil d'administration.

Le CMF peut refuser tout candidat inscrit sur la liste qui ne respecte pas les dispositions de la décision générale de la CMF n°23 du 10 mars 2020.

Dans un délai maximum de dix (10) jours qui suivent la clôture de l'appel à candidature, TGH doit convoquer les actionnaires minoritaires en assemblée élective.

L'avis de convocation sera publié sur le Bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et sur le site web de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis vingt-et-un (21) jours au moins avant la tenue de l'assemblée élective.

TGH mettra à la disposition des actionnaires la liste des candidats retenus accompagnée des informations suivantes :

- Nom, prénom et date de naissance
- Diplômes et qualifications
- Activités professionnelles au cours des dix (10) dernières années et notamment les fonctions qu'ils exercent ou ont exercées dans d'autres sociétés
- Pourcentage de participation dans le capital de TGH

Au cours de l'assemblée élective, les actionnaires minoritaires doivent élire un seul candidat figurant sur la liste proposée.

Nul ne peut prendre part à l'élection du représentant des actionnaires minoritaires, s'il exerce une fonction de direction ou d'administration au sein de TGH

Pour être élu, le candidat doit avoir obtenu la majorité des voix des actionnaires minoritaires présents ou représentés ayant pris part à l'élection.

Si à l'issue de cette élection aucun candidat n'obtient la majorité, un second tour est organisé lors de la même séance. Seuls les trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix sont maintenus.

Le choix se portera sur le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix au second tour.

Tout actionnaire minoritaire peut voter par correspondance ou se fait représenter par toute personne munie d'un mandat spécial.

En cas de vote par correspondance, la société doit mettre à la disposition des actionnaires un formulaire spécial à cet effet.

Le vote émis de cette manière n'est valable que si la signature apposée au formulaire est légalisée. Le vote par correspondance doit être adressé à la société par tout moyen laissant une trace écrite.

Il n'est tenu compte que des votes reçus par la société avant l'expiration du jour précédant la réunion de l'assemblée élective.

TGH soumettra la désignation du représentant des actionnaires minoritaires à la ratification de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2023.

(*) Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité

Annexe 1

FICHE DE CANDIDATURE

- Nom et Prénom : ……..

- N° CIN : ……

- Adresse : ……...

- Téléphone : Fixe …… GSM ……...

- Email : ……..

FORMATION ACADEMIQUE ET DIPLOMES

Intitulé diplôme	Nom de l'établissemen	Date/durée	Domaines d'études

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Expérience dans la spécialité ou le secteur bancaire / financier / audit			
Formation/Titre du po	Organisation/Entreprise	Principales Responsabilités Domaines d'expert	Date/durée

AUTRES COMPETENCES

……
……
……

LANGUES

……
……

MANDATS EN COURS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION

……
……

Je certifie que les informations contenues dans le présent CV sont exactes et complètes.

Tunis, le Signature

Annexe 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

- Je soussigné :

- Nom et Prénom : ……..

- N° CIN : ……

- Adresse : ……..

…… ……

Candidat à l'élection au poste d'Administrateur représentant les actionnaires minoritaires au sein du Conseil d'Administration de la SOCIETE TAWASOL GROUP HOLDING « T.G.H. » déclare formellement sur l'honneur :

- Ne pas être en contradiction avec les dispositions de l'article 193 du Code des sociétés commerciales
- Répondre aux critères d'éligibilités prévus par la réglementation en vigueur et le présent appel à candidature,
- Que les informations fournies dans mon C.V. et ma lettre de motivation sont sincères et exactes.

Signature légalisée

AVIS DES SOCIÉTÉS

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : **Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre de l'exercice 2025, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20/04/2025. IL doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur arrêtés au 31/12/2024, pour tout placement sollicité après le 30/04/2025.**

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Emprunt Obligataire
« TLF 2025-1 »

Décisions à l'origine de l'émission :

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Tunisie Leasing et Factoring réunie le **29/04/2024** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 120 millions de dinars dans un délai de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.
Le Conseil d'Administration réuni le **28/11/2024** a décidé d'émettre l'emprunt obligataire « **TLF 2025 – 1** ». Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant un montant de 50 millions de dinars, susceptible d'être porté à 60 millions de dinars, des durées entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêts qui varient entre TMM+2,00% brut l'an au minimum et TMM+3,00% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 8,5% brut l'an au minimum et 11,5% brut l'an au maximum pour le taux fixe.
Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les conditions définitives de l'emprunt à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé la durée et les taux d'intérêt de l'emprunt comme suit :

Durée **:** 5 ans

Taux d'intérêt : - Taux fixe : 10%

et/ou

- Taux variable : TMM + 2,5% brut l'an.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION :
Montant :

L'emprunt obligataire **« TLF 2025 – 1 »** est d'un montant de 50 000 000 dinars susceptible d'être porté à 60 000 000 dinars divisé en 500 000 obligations susceptibles d'être portées à 600 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif de l'emprunt **« TLF 2025 – 1 »** fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

Période de souscription et de versement :

Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes le **22/04/2025** et clôturées, sans préavis, au plus tard le **07/05/2025**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (60 000 000 dinars) est intégralement souscrit.

L'ouverture des souscriptions à cet emprunt reste, cependant, tributaire de la publication par l'agence de notation Fitch Ratings sur son site de la notation définitive de l'emprunt.

Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 600 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 50 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **07/05/2025**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis dès la clôture effective des souscriptions.

Organisme financier chargé de recueillir les souscriptions du public :

Les souscriptions au présent emprunt obligataire et les versements seront reçus à partir du **22/04/2025** auprès de **MAC SA** intermédiaire en bourse, sis au Green Center - Bloc C 2ème étage, Rue du Lac Constance – Les Berges du Lac Tunis, et d'**Amen Invest** -Intermédiaire en Bourse-, sis à l'Avenue Mohamed V Immeuble AMEN BANK Tour C - 1002 Tunis.

But de l'émission :

Tunisie Leasing et Factoring, de par son statut d'établissement financier, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Économie.

À ce titre, cette émission obligataire permettra à la société de financer son activité et de restructurer sa dette en lui octroyant une ressource mieux adaptée à la nature de ses interventions en termes de maturité.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS :

- **Dénomination de l'emprunt** : « TLF 2025-1 ».
- **Nature des titres** : Titres de créance.
- **Forme des titres** : Les obligations du présent emprunt seront nominatives.
- **Catégorie des titres :** Ordinaire.

- **Modalités et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre d'obligations détenues délivrée par l'intermédiaire agrée mandaté (MAC SA, intermédiaire en Bourse).
- **Législation sous laquelle les titres sont créés :** Les obligations sont soumises aux dispositions du Code des sociétés commerciales, livre IV, titre premier, sous-titre 5, chapitre 3 des obligations.

Prix de souscription et d'émission :
Les obligations souscrites dans le cadre de la présente émission seront émises au pair, soit **100 dinars** par obligation, payables intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :
Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **07/05/2025**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises, servant de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **07/05/2025**.

Date de règlement :
Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt :

Les obligations du présent emprunt seront offertes à des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés comme suit :

- **Taux fixe sur 5 ans :** Taux annuel brut de **10%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis ;

- **Taux variable sur 5 ans : Taux du Marché Monétaire** (TMM publié par la BCT) + **2,25%** brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 225 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de mai de l'année N-1 au mois d'avril de l'année N.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Intérêts
Les intérêts seront payés à terme échu le **07/05** de chaque année.
La dernière échéance pour les obligations est prévue pour le **07/05/2030**.

Amortissement-remboursement :

Les obligations émises feront l'objet d'un amortissement annuel constant par un cinquième de la valeur nominale, soit 20 DT par obligation. Cet amortissement commencera à partir de la première année.

L'emprunt sera amorti en totalité le **07/05/2030**.

Prix de remboursement :
Le prix de remboursement est de **100 dinars** par obligation.

Paiement :
Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **07 mai** de chaque année.

Le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **07/05/2026**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :
Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **10%** l'an.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) :

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêté au mois de mars 2025 (à titre indicatif), qui est égale à 7,978% ; et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de **10,228%**.

Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,25%** l'an et ce, pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :
Durée totale :
Les obligations de l'emprunt obligataire « TLF 2025-1 » sont émises sur une durée de **5 ans**.

Durée de vie moyenne :
Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Cette durée de vie moyenne est de **3 ans**.

Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe) :
La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,6603 années**.

Garantie :
Le présent emprunt obligataire n'est assorti d'aucune garantie.

Notation de la société :
En date du **15/10/2024**, Fitch Ratings a maintenu la note nationale à long terme attribuée à Tunisie Leasing et Factoring, **BBB - (tun)**, avec perspective stable. L'agence de notation a confirmé la note nationale à court terme à **F3 (tun)**.

Ci-après le lien de la notation :
https://www.fitchratings.com/entity/tunisie-leasing-et-factoring-80459768

Notation de l'émission :

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué en date du **18/03/2025** une notation provisoire à long terme **BBB-(EXP)(tun)** à l'emprunt obligataire « **TLF 2025 – 1** » objet de la présente note d'opération.

Signification de la note :

BBB+, BBB, BBB- (long terme) : Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Cependant, une évolution défavorable des facteurs d'exploitation ou des conditions économiques et financières pourrait affecter cette aptitude dans une plus large mesure que pour les créances notées dans les catégories supérieures. Les signes "+" et "-" marquent des nuances de qualité.

F3 (court terme) : Créances pour lesquelles l'aptitude au paiement en temps et en heure du principal et des intérêts est adéquate, comparativement aux autres entités émettrices de dettes dans le pays. Toutefois cette aptitude au paiement en temps et en heure est plus sensible aux évolutions défavorables des conditions économiques et financières que pour les créances notées dans les catégories supérieures.

La notation définitive du présent emprunt sera publiée après l'obtention du Visa du Conseil du Marché Financier et avant la période de souscription sur le site internet de l'agence de notation Fitch Ratings : www.fitchratings.com.

Il importe de signaler que les souscriptions à cet emprunt ne peuvent commencer à la date prévue au niveau de la note d'opération qu'à la condition de publication de la notation définitive de l'emprunt par l'agence de notation Fitch Ratings sur son site. A cet égard, les intermédiaires en Bourse en leur qualité de chargés de l'opération s'engagent à informer le CMF dès la réalisation de cette publication.
Un avis dans ce sens sera publié sur le bulletin officiel du CMF.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire « TLF 2025 – 1 » est émis par Appel Public à l'Epargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes, à tout investisseur personne physique ou morale intéressée.

Les souscriptions à cet emprunt seront reçues aux guichets de **MAC SA**, Intermédiaire en Bourse Green Center, Bloc C, 2ème étage, Rue du Lac Constance 1053 Les Berges du Lac et d'**Amen Invest**, Intermédiaire en Bourse, sis à l'Avenue Mohamed V Immeuble AMEN BANK Tour C - 1002 Tunis.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations :

Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres :

Les intérêts des obligations demeurent soumis aux dispositions du Code de l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques et de l'impôt sur les Sociétés, ses textes d'application et textes connexes ainsi qu'aux dispositions du code de la TVA, régissant la fiscalité de ces revenus.

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations :

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues (autres que celles délivrées lors de la souscription à cet emprunt) ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « TLF 2025 – 1 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par **Tunisie Clearing**.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner le taux d'intérêt choisi par ce dernier ainsi que la quantité d'obligations y afférente.

Marché des titres :

Au 31/12/2024, il existe quatorze (14) emprunts obligataires en cours émis par l'émetteur qui sont cotés sur le marché obligataire.

Par ailleurs, il n'existe pas de titres de même catégorie négociés sur des marchés de titres étrangers.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, Tunisie Leasing et Factoring s'engage à charger l'intermédiaire en bourse « MAC SA » de demander l'admission des

obligations souscrites de l'emprunt obligataire « TLF 2025– 1 » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

Tunisie Leasing et Factoring s'engage, dès la clôture des souscriptions de l'emprunt « TLF 2025 – 1 », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING, en vue de la prise en charge des obligations souscrites.

Tribunal compétent en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction du présent emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la société un risque de taux du fait que certains emplois seraient octroyés à taux fixe, et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la société un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF en date du **04/04/2025** sous le **n°25/1152**, du document de référence « TLF 2024 » enregistré auprès du CMF en date du **12/08/2024** sous le **n°24/005,** de son actualisation enregistrée sous le **n°24/005/A001** en date du **04/04/2025,** des indicateurs d'activité de l'émetteur relatif au premier trimestre de l'exercice 2025, prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20/04/2025 et des états financiers de l'émetteur arrêtés au 31/12/2024 pour tout placement sollicité après le 30/04/2025.

La note d'opération, le document de référence « TLF 2024 » ainsi que son actualisation sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès de Tunisie Leasing et Factoring, à Avenue Hédi KARRAY, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène, de MAC SA, intermédiaire en Bourse, Green Center, Bloc C, 2ème étage, Rue du Lac Constance, Les Berges du Lac, d'Amen Invest, Intermédiaire en Bourse, sis à l'Avenue Mohamed V Immeuble AMEN BANK Tour C - 1002 Tunis, sur le site internet du CMF : www.cmf.tn, sur le site de MAC SA : www.macsa.com.tn et sur le site d'Amen Invest : www.ameninvest.com

Les indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre de l'exercice 2025 ainsi que les états financiers de l'émetteur arrêtés au 31/12/2024 seront publiés sur le bulletin officiel du CMF et sur son site internet, au plus tard respectivement le 20/04/2025 et le 30/04/2025.

2025 – AS – 0267

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

Banque Zitouna

Siège social : 2, Avenue Qualité de vie – 2015 Le Kram

La Banque Zitouna publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 25 avril 2025. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des Commissaires aux Comptes Madame **Emna RACHIKOU** (KPMG TUNISIE) & Mr **Bessem JEDDOU** (LEJ AUDIT**)**

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024
(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre	
		2024	2023
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	**5-1-1**	820 881	611 374
Créances sur les établissements bancaires et financiers	**5-1-2**	135 247	40 160
Créances sur la clientèle	**5-1-3**	5 784 067	5 023 497
Portefeuille-titre commercial		0	-
Portefeuille d'investissement	**5-1-4**	329 062	234 159
Valeurs immobilisées	**5-1-5**	111 273	113 442
Autres actifs	**5-1-6**	252 215	415 899
Total de l'actif		**7 432 745**	**6 438 531**
PASSIF			
Banque Centrale et CCP	**5-2-1**	-	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**5-2-2**	119 937	73 924
Dépôts et avoirs de la clientèle	**5-2-3**	6 320 671	5 504 368
Dettes de financements et Ressources spéciales	**5-2-4**	-	-
Autres passifs	**5-2-5**	309 332	221 601
Total du passif		**6 749 940**	**5 799 893**
CAPITAUX PROPRES			
Capital		265 000	265 000
Réserves		304 962	234 506
Actions propres		-	0
Autres capitaux propres		-	30 000
Résultats reportés		38 675	28 047
Résultat de l'exercice		74 168	81 085
Total des capitaux propres	**5-3**	**682 805**	**638 638**
Total passif et capitaux propres		**7 432 745**	**6 438 531**

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre	
		2024	2023
1. PASSIFS EVENTUELS			
- Cautions, avals et autres garanties données	**6-1**	183 857	140 694
- Crédits documentaires	**6-2**	71 178	72 027
Total des Passifs éventuels		**255 035**	**212 721**
2. ENGAGEMENTS DONNES			
- Engagements de financement en faveur de la clientèle	**6-3**	882 036	757 742
- Engagements sur titres	**6-4**	14 800	28 270
Total des Engagements donnés		**896 836**	**786 012**
3. ENGAGEMENTS RECUS			
- Garanties reçues	**6-5**	4 584 148	3 516 763

ETAT DE RESULTAT

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre	
		2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Profits et revenus assimilés	**7-1**	569 372	498 256
Commissions (en produits)	**7-2**	84 374	76 792
Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	**7-3**	20 307	22 606
Revenus du portefeuille d'investissement	**7-4**	3 176	1997
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**677 229**	**599 651**
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE			
Charges encourues et assimilées	**7-5**	-269 109	-241 255
Commissions encourues		-7 916	-6 417
Pertes sur portefeuille titres commercial et opérations financières			
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**-277 025**	**-247 672**
PRODUIT NET BANCAIRE		**400 204**	**351 979**
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs/créances, hors bilan et passif	**7-6**	-74 786	-48 900
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs/portefeuille d'investissement	**7-7**	-520	405
Autres produits d'exploitation		1 958	1 014
Frais de personnel	**7-8**	-137 238	-126 034
Charges générales d'exploitation	**7-9**	-72 991	-63 478
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	**7-10**	-17 998	-16 704
RESULTAT D'EXPLOITATION		**98 629**	**98 282**
Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	**7-11**	317	-167
Impôt sur les bénéfices	**7-12**	-24 778	-22 576
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**74 168**	**75 539**
Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires		0	5 546
RESULTAT NET DE LA PERIODE		**74 168**	**81 085**
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (DT)	**7-13**	**0,2799**	**0,3060**
ZAKAT PAR ACTION (DT)	**8**	**0,0581**	**0,0549**

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre	
		2024	2023
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenu du portefeuille d'investissement)		644 869	575 015
Charges d'exploitation bancaire décaissées		-280 161	-245 354
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers		-74 745	22 490
Dépôts / Retraits dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		44 794	4 780
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-787 704	-466 280
Dépôts / Retraits dépôts auprès de la clientèle		818 901	413 938
Titres de placement / Titres de transaction		0	0
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-213 103	-181 198
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		224 840	-51 393
Impôts sur les sociétés		-14 104	-39 888
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		**363 587**	**32 110**
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		2 803	1 994
Acquisitions cessions sur portefeuille d'investissement		-95 050	-56 183
Acquisitions cessions sur immobilisations		-14 655	-20 434
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		**-106 902**	**-74 623**
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Emission / Remboursement d'emprunts		-30 000	0
Augmentation / diminution ressources spéciales		0	0
Dividendes versés		0	-14 575
Encaissement suite à l'émission d'actions		0	0
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		**-30 000**	**-14 575**
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		**226 685**	**-57 088**
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		629 694	686 782
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE	**9**	**856 379**	**629 694**

Note 1. Présentation de la Banque

Banque Zitouna est une Société Anonyme au capital de 265.000.000 DT, créée en 2009, et régie par la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers.

Banque Zitouna est une Banque commerciale universelle. Son capital social est divisé en 265.000.000 actions de valeur nominale égale à 1 DT chacune.

La structure du capital se présente, au 31 décembre 2024, comme suit :

	Nombre d'actions et de droits de vote	Participation en DT	% du capital et des droits de vote
MAJDA TUNISIA S.A	264 999 993	264 999 993	100%
AUTRES ACTIONNAIRES	7	7	-
Total Général	**265 000 000**	**265 000 000**	**100%**

Note 2. Référentiel d'élaboration et de présentation des états financiers

2-1. Introduction

Eléments constitutifs du référentiel applicable	Les états financiers de la Banque Zitouna sont préparés et présentés en respectant : • Les principes comptables généralement admis prévus par le Système Comptable des Entreprises en vigueur en Tunisie ; • Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie ; et • Les principes comptables applicables aux institutions financières islamiques, telles que publiées par l'Organisation de Comptabilité et d'Audit des Institutions Financières Islamiques (AAOIFI).
Hiérarchie des sources réglementaires	Le respect de la règlementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant : • Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ; • Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ; • Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21 à NCT 25) ; • La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41) ; • Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT nº 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes ainsi que la circulaire BCT n° 2018-06 du 5 juin 2018 et la circulaire BCT n° 2019-08 du 14 octobre 2019 ; • Les normes de comptabilité financière applicables aux institutions financières islamiques telles que publiées par l'AAOIFI. En cas de divergence entre les différentes sources, l'établissement des états financiers respecte dans tous les cas les concepts et les principes prévus par le cadre conceptuel ainsi que la hiérarchie susvisée.
Monnaie de	La monnaie de présentation des états financiers est le dinar tunisien (DT).

présentation	Les montants présentés dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes sont exprimés en milliers de dinars (KDT), sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers de synthèse et ceux présentés dans les notes annexes.

Pour la préparation des états financiers de la Banque, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés en résultat, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des états financiers et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Les hypothèses formulées et les estimations réalisées pour la préparation de ces états financiers ont évolué comparativement à celles retenues lors de la précédente clôture annuelle pour tenir compte des incertitudes actuelles sur les conséquences, la durée et l'intensité de la crise économique générée par la pandémie "Covid-19". Les effets de cette crise sur les hypothèses et estimations retenues sont précisés dans le paragraphe 2-4 de la présente note.

Lorsqu'une estimation est révisée, elle ne constitue pas une correction d'erreur. Les effets sur une estimation comptable d'un changement d'une donnée d'entrée ou d'un changement de technique d'évaluation sont des changements d'estimations comptables à moins qu'ils ne résultent de la correction d'erreurs d'une période antérieure. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes subséquentes éventuellement affectées par le changement.

Le recours à ces estimations et au jugement concerne notamment les éléments suivants :

- Dépréciation des créances sur la clientèle : La Direction procède à la fin de chaque année à un test de dépréciation, à base individuelle et à base collective, des créances issues des opérations de financement conformément à la démarche décrite au niveau du paragraphe 4-6 de la note 4.
- Dépréciation des titres de participation : Les provisions pour dépréciation des titres de participation figurant parmi les composantes du portefeuille d'investissement sont réexaminées par la Direction à l'issue de chaque arrêté annuel.

Note 3. Exercice comptable

L'exercice comptable commence le 1er janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Note 4. Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les états financiers de la Banque Zitouna sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

4-1. Règles de prise en compte des produits

Les revenus sont les produits provenant de l'exploitation de la Banque. Un revenu ne peut être comptabilisé qu'au moment de sa réalisation. La prise en compte du revenu n'est effectuée que dans l'un des cas suivants :

- Une réalisation du revenu au moment de la transaction ;
- Une réalisation du revenu lors de l'exécution du contrat ;
- Une réalisation du revenu lors du recouvrement des prestations de services

Dans ce cadre :

- Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financements, sont prises en compte dans le résultat de la Banque au moment de leur perception.
- Les commissions relatives aux engagements par signature (lettres de crédits, lettres de garantie, etc.) sont prises en compte dans le résultat à mesure qu'elles sont courues ;
- Les profits, relatifs à des créances courantes, sont pris en compte dans le résultat à mesure qu'ils sont courus ;
- Les profits échus et non encore encaissés, relatifs à des créances douteuses (incertaines, préoccupantes ou compromises), sont constatés en profits réservés et présentés en déduction des "Créances sur la clientèle". Ces profits sont pris en compte dans le résultat de la Banque à mesure de leur encaissement. Ainsi, les profits pris en compte antérieurement en résultat au cours d'exercices antérieurs ne sont pas extournés mais doivent être provisionnés.
- Les produits prohibés par les normes islamiques ne sont pas comptabilisés au résultat de l'exercice et sont portés dans des comptes d'attente du passif courant (Nafaa Elaam), en attendant leur liquidation par le Conseil d'administration ou l'assemblée générale de la Banque, sous la supervision du comité de contrôle de conformité des normes bancaires islamiques.

4-2. Rémunération des comptes

A la date de chaque arrêté, les profits encaissés relatifs à des opérations de financement et d'investissement dont l'origine des fonds au départ était des comptes Tawfir, des comptes participatifs, des comptes à vue, des contrats Istithmar et/ou du capital libre de la Banque, sont répartis entre la Banque et les détenteurs des comptes d'investissements en fonction de la contribution de chaque intervenant dans ces financements et de la clé de répartition contractuelle.
Par ailleurs, les exigences de l'article 47 de la circulaire BCT n° 2018-06 du 5 juin 2018 ainsi que les principes islamiques de solidarité des exercices et de sauvegarde des intérêts des

déposants, tels que prévus par la norme FAS 11 de l'AAIOFI (en vigueur jusqu'au 1er janvier 2021), mettent à la charge de la Banque l'obligation de constituer deux types de réserves spécifiques : une réserve d'équilibre des profits (PER) et une réserve pour risque d'investissement (IRR).

- Réserve d'équilibre des profits (PER) : Cette réserve est prélevée de la masse des profits à servir aux déposants, avant prélèvement de la quote-part de la Banque en tant que *"Moudhareb"*. Les montants logés sous cette rubrique, sont répartis proportionnellement entre la Banque et les déposants. La quote-part des déposants est rattachée aux dépôts et avoirs de la clientèle.

- Réserve pour risque d'investissement (IRR) : Cette réserve est prélevée de la masse des profits à distribuer aux déposants, après prélèvement de la quote-part de la Banque en tant que *"Moudhareb"*. Les montants, logés sous cette rubrique, sont du droit des déposants et doivent, par conséquent, être rattachés aux dépôts et avoirs de la clientèle.

4-3. Titres participatifs émis

Les titres participatifs sont des titres subordonnés conformément aux dispositions de l'article 370 du Code des Sociétés Commerciales. Ils sont assimilés à des fonds propres.

Les titres participatifs sont émis sous forme d'un contrat "*Moudharaba"*. Les titulaires des titres participatifs ont droit à une rémunération annuelle comportant une avance et un complément variable.

La partie variable est calculée conformément au système de partage des profits et suivant une clé de répartition fixée annuellement.

La Banque est autorisée à utiliser les techniques de lissage de profit à travers le compte de Reserve d'Equilibre des Profits (PER).

4-4. Zakat

La Banque ne procède pas à la liquidation de la Zakat puisqu'elle n'a pas été expressément mandatée à liquider la Zakat ni par une loi, ni par ses statuts, ni par l'assemblée générale des actionnaires, ni par les clients.

Toutefois, la Banque procède au calcul du montant de la Zakat due par les actionnaires et par les titulaires des comptes d'investissement Mutlak (titulaires des comptes participatifs, comptes Tawfir et contrats Istithmar) et les titulaires des titres participatifs et ce conformément à la norme Charaïque 35 *"La Zakat : l'Aumône légale"* et en concertation avec le comité de contrôle de conformité des normes bancaires islamiques.

4-5. Règles de prise en compte des charges

Toutes les charges ayant concouru à la réalisation des revenus relatifs à l'exercice comptable, doivent être déterminées et rattachées à ce même exercice.
Le rattachement des charges aux produits s'effectue, entre autres, par le biais des comptes de régularisation qui sont utilisés pour répartir les charges et les produits dans le temps de manière à rattacher à chaque exercice seulement les charges et les produits qui le concernent.

4-6. Règles d'évaluation des créances

4-6-1. Provision à base individuelle

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation de l'ensemble des créances de la Banque est effectuée sur la base de la situation, à la date d'arrêté, et compte tenu des événements postérieurs à cette date.

Cette évaluation est accompagnée d'une appréciation de l'ensemble des garanties déductibles au sens de la circulaire n°91-24 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles.

Ces deux opérations conduisent la Banque à déterminer un montant de provisions requis, un montant de la dotation aux provisions et un montant de produits réservés.

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables.

(i) Prise en compte des garanties :

Les garanties qui ont été considérées comme juridiquement valables sont :

- Les garanties reçues de l'Etat tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- Les garanties matérialisées par des instruments financiers ;
- Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière, réalisables dans un délai raisonnable ;
- Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI ou l'AFT.

(ii) Taux de provision :

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classe 2- Actifs incertains	20%
Classe 3- Actifs préoccupants	50%
Classe 4- Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

4-6-2. Provision à base collective

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment par la circulaire 2021-01 du 11 janvier 2021, la circulaire 2022-02 du 24 février 2023, la circulaire 2023-02 du 24 février 2023, la circulaire 2024-01 du 19 janvier 2024 et la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025, la banque doit constituer par prélèvement sur le résultat, des provisions générales dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier (classes 0 et 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n°91-24.

La BCT a imposé aux établissements de crédit à travers la circulaire BCT n° 2025-01 une nouvelle méthodologie référentielle de détermination des provisions collectives pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier.

Les apports de cette nouvelle méthodologie se résument en :

- La modification de la méthodologie du calcul du taux de migration moyen ;
- La révision à la hausse des taux de provisionnement minimums retenus par la BCT.

La formule de calcul est désormais comme suit :

Provision collective du groupe i : PCgi = Engts 0&1gix (TMMgi + Δgi)x TPgi

Provision collective globale :Σ PCgi

TMM : Taux de migration moyen par groupe de créances observé au cours des années antérieures.
TPR : Taux de provision à retenir par la Direction Générale sur la base des taux de provisionnements moyens avec des minimums exigés par la BCT.
Δ : taux d'aggravation.

4-6-3. Provisions additionnelles

Selon l'article 10 quater de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par les textes subséquents, les banques et les établissements financiers doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : A=N-M+1 tel que :

- **A** : Ancienneté dans la classe 4 ;
- **N** : Année d'arrêté des états financiers ;
- **M** : Année de la dernière migration vers la classe 4.

Le risque net correspond à la valeur de l'actif après déduction :

- Des produits réservés ;

- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des banques et des établissements financiers ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée, et
- Des provisions constituées conformément au paragraphe 4-6-1 supra.

4-6-4. Valeur des biens IJARA

La valeur des biens octroyés à la clientèle via la *"technique Ijara"* est prise en considération en tant que garantie pour le calcul des provisions à caractère individuel et des provisions additionnelles et ce compte tenu d'une décote annuelle sur le coût d'acquisition. Cette décote diffère selon la nature du bien financé et se détaille comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 30% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 10% par an d'âge

Par ailleurs, la valeur du bien est considérée nulle en cas d'épave ou de vol.

Suite de l'examen des règles de provisionnement, notamment pour les financements Ijara Akarat (Immeubles), il est déterminé de réviser l'approche liée à l'évaluation des biens octroyés par la technique Ijara. Désormais, la décote annuelle sur le coût d'acquisition ne sera plus appliquée pour les financements Ijara Akarat, et la valeur du bien sera déterminée en utilisant la valeur marchande justifiée par une expertise. Cette révision prend en considération les éléments suivants :

- Les biens immobiliers démontrent une valorisation croissante, contrairement aux biens mobiliers qui subissent une dépréciation au fil du temps.

- Les biens sont la propriété de la banque.

Par conséquent, la décision est prise de ne plus effectuer de décote pour les financements Ijara Akarat (immeubles) lors de l'évaluation des garanties déductibles en vue du calcul des provisions pour les nouveaux clients classés.

Cette modification s'applique aux dossiers classés à partir de 2022. Toutefois, il est important de noter que la décote reste applicable pour les dossiers classés avant 2022, afin de maintenir la cohérence des méthodes appliquées aux stocks des clients classés.

4-7. Règles d'évaluation des titres

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires, l'évaluation des titres détenus par la Banque est effectuée comme suit :

- Les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.
- Les titres de placement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y

avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres.

- La moins-value latente ressortant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus-values latentes qui ne sont pas constatées.
- Les titres d'investissement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Le traitement des plus-values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants :
    - Une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.
    - L'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres.

4-8. Portefeuille encaissement et comptes exigibles après encaissement

Les éléments détenus par la Banque pour le compte de tiers, en attente d'encaissement figurent au niveau des états financiers. La Banque a opté pour leur traitement au sein de la comptabilité financière en utilisant des comptes matières spécifiques à ces valeurs. Les comptes utilisés sont compensés pour le besoin de la présentation des états financiers.

IV-9- CONVENTION DE PRÉÉMINENCE DU FOND SUR LA FORME

Les opérations effectuées par la banque sont comptabilisées conformément à leur nature et réalité financière sans tenir compte uniquement de leur apparence juridique. C'est le cas des opérations de Mourabaha, d'Ijara et de ventes Khadamet.

4-9. Opérations de Mourabaha, d'Ijara et de ventes Khadamet

Les opérations effectuées par la Banque sont comptabilisées conformément à leur nature et réalité financière sans tenir compte uniquement de leur apparence juridique. C'est le cas des opérations de Mourabaha, d'Ijara et de ventes Khadamet.

4-10. Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement aux taux suivants :

- Immeubles 05%
- Agencement et Aménagement 10%
- Matériel et mobilier de bureau 10%
- Matériel de transport 20%
- Matériel informatique 20%
- Droits d'usage 04%
- Logiciels informatiques 33%

4-11. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de

référence sur la base du cours de change moyen interbancaire en date d'arrêté utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période.

4-12. Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de la Banque sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ainsi que les cotisations de sécurité sociale liées aux régimes des prestations familiales, d'assurance sociale, d'assurance maladie et de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par les cotisations aux régimes de retraite de base et de retraite complémentaire ainsi que par les compléments de retraite et l'indemnité de départ à la retraite prévue par l'article 53 de la convention collective sectorielle du personnel des banques et des établissements financiers.

4-12-1. Avantages à court terme

La Banque comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

4-12-2. Avantages postérieurs à l'emploi

La Banque distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "*régimes à cotisations définies"* ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la Banque et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations ou des contributions d'assurance Takaful appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "*régimes à prestations définies*" sont représentatifs d'un engagement à la charge de la Banque nécessitant évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la Banque est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Pour le personnel de la Banque, les avantages postérieurs à l'emploi relèvent, exclusivement, de régimes à cotisations définies. En effet, la Banque cotise à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) au titre des régimes nationaux de retraite de base et complémentaire. En outre, la Banque, a mis en place, par accord d'entreprise conclu avec une compagnie d'assurance Takaful, une retraite par capitalisation.

Par ailleurs la Banque a souscrit au profit de son personnel une assurance-Takaful de départ à la retraite pour couvrir le versement d'une indemnité de départ à la retraite égale à douze fois le dernier salaire mensuel brut.

4-13. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices, comptabilisée par la Banque correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs de la Banque et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

4-14. Cotisations au Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB)

Les articles 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ont institué le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB) et ont prévu l'obligation des banques d'y adhérer.

Par ailleurs, l'article 17 du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation et de fonctionnement dudit fonds, a fixé la cotisation annuelle de chaque Banque adhérente à 0,3% TTC de l'encours de ses dépôts à la fin de l'exercice comptable précédent.

Vu la spécificité des dépôts de la Banque Zitouna et afin de se conformer aux normes bancaires islamiques et spécifiquement le principe de partage des pertes et profits, la cotisation au FGDB relative aux dépôts d'investissements est supportée par les déposants par prélèvement des profits leur revenant. Cette charge est affectée à la rubrique CH1 "Charges encourues et assimilées" de l'état du résultat.

Pour la cotisation au FGDB relative aux dépôts autres que les dépôts d'investissement, la charge est affectée à la rubrique CH7 "Charges générales d'exploitation" de l'état de résultat.

4-15. Résultat de base par action

L'objectif du résultat de base par action est de fournir une mesure de la quote-part de chaque porteur d'action ordinaire en circulation dans la performance de l'entité au cours d'une période comptable.

Le résultat de base par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la Banque divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période correspond au nombre d'actions ordinaires en circulation en début de période diminué des actions propres, ajusté des actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période en pondérant par un facteur temps.

Le facteur de pondération est égal au nombre de jours où les actions sont en circulation par rapport au nombre total de jours de la période, une approximation de la moyenne pondérée étant toutefois autorisée.

Les actions ordinaires sont prises en compte dans le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à compter de la date à laquelle la contrepartie est recouvrable (généralement la date d'émission, en tenant compte des modalités de leur émission et de la substance de tout contrat associé à l'émission).

Lorsque des actions gratuites sont émises, le nombre d'actions ordinaires en circulation augmente sans augmentation des ressources. En conséquence, le nombre d'actions ordinaires en circulation avant l'événement est ajusté au prorata de la modification du nombre d'actions ordinaires en circulation comme si l'événement s'était produit à l'ouverture de la première période présentée.

4-16. Application de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°2024-41:

Les dispositions de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°41 de l'année 2024 stipule que les banques doivent réduire les taux d'intérêt fixes appliqués aux crédits en cours de remboursement dont la durée initiale de remboursement est supérieure à 7 ans, cette réduction s'applique si la valeur totale des intérêts contractuels payés par le client au cours des trois années précédant la demande de réduction dépasse 8 % de l'encours du capital restant dû.
Les procédures d'application des dispositions de cet article étant toujours en cours à la date d'arrêté des états financiers de l'exercice clos au 31/12/2024, l'affaire n'a pas encore connu un dénouement définitif pour les banques islamiques et son impact final ne peut être ni anticipé ni estimé de façon fiable.

L'application des dispositions dudit article pourrait engendrer un impact significatif sur la rentabilité de la banque pour les prochains exercices. En conséquence, la Banque s'attend à un impact sur ses états financiers futurs.

Note 5. Notes relatives au bilan :

5-1. Actif

5-1-1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 820 881 KDT contre 611 374 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 34% soit 209 507 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Caisse	71 664	61 767	9 897	16
Comptes ordinaires BCT	749 173	549 563	199 610	36
Chèques Postaux	44	44	-	0
Total	**820 881**	**611 374**	**209 507**	**34**

5-1-2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de la rubrique Créances sur les établissements bancaires et financiers s'élève au 31/12/2024 à 135 247 KDT contre 40 160 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 237% soit 95 087 KDT. Il s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Créances sur les établissements Bancaires	(i)	50 266	34 106	16 160	47
Créances sur les établissements Financiers	(ii)	84 981	6 054	78 927	1304
Total		**135 247**	**40 160**	**95 087**	**237**

(i) Les créances sur les établissements bancaires se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Moudharaba interbancaire	13 293	13 588	-295	-2
Financement Mourabaha	0	1 977	-1 977	-100
Comptes correspondants NOSTRI	36 816	18 321	18 495	101
Comptes correspondants LORI	0	-	0	-
Créances rattachées sur Moudharaba interbancaire	157	194	-37	-19
Créances rattachées sur financement Mourabaha	0	26	-26	-100
Total	**50 266**	**34 106**	**16 160**	**47**

(ii) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Certificats de leasing	0	6 000	-6 000	-100
Financement Wakala Bil Istethmar	62 791	-	62 791	100
Créances sur les autres établissements Financiers	2	1	1	100
Financement Mourabha	20 000	-	20 000	100
Financement Ijara	224	-	224	100
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	1 964	53	1 911	3606
Total	**84 981**	**6 054**	**78 927**	**1304**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	jusqu'à 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	entre 6 mois et 1 an	Entre un 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans Maturité	Total
Certificat de leasing	0	0	0	0	0	0	0
Créances sur les autres établissements Financiers	0	0	0	0	0	2	2
Moudharaba interbancaire	0	0	13 293	0	0	0	13 293
Comptes correspondants NOSTRI	0	0	0	0	0	36 816	36 816
Comptes correspondants LORI	0	0	0	0	0	0	0
Financements accordés aux établissements financiers	625	3 534	13 110	52 952	12 795	0	83 016
Créances rattachées	201	254	1 528	137	0	0	2 120
Total	**826**	**3 788**	**27 931**	**53 089**	**12 795**	**36 818**	**135 247**

La ventilation des avoirs des établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Certificat de leasing	0	0	**0**	**0**
Créances sur les autres établissements Financiers	0	0	2	2
Moudharaba interbancaire	0	0	13 293	13 293
Comptes correspondants NOSTRI	0	0	36 816	36 816
Comptes correspondants LORI	0	0	0	0
Financements accordés aux établissements financiers	6 224	0	76 792	83 016
Créances rattachées	295	0	1 825	2 120

5-1-3. Créances sur la clientèle

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 5 784 067 KDT contre 5 023 497 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 15% soit 760 570 KDT. Il se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Portefeuille Mourabaha (*)	(i)	3 917 736	3 736 958	180 778	5
Portefeuille ventes Khadamet (*)	(ii)	2 097	1 997	100	5
Financement Wakala Bel Istithmar (*)	(iii)	486 525	192 846	293 679	152
Financement Istesnaa (*)		3 373	0	3 373	100
Portefeuille Ijara (*)	(iv)	719 421	608 811	110 610	18
Report d'échéance COVID 19		24 317	32 123	-7 806	-24
Comptes débiteurs de la clientèle	(v)	5 090	4 322	768	18
Autres financements à la clientèle	(vi)	627 199	421 272	205 927	49
Arrangements et Rééchelonnements Mourabha		53 830	72 383	-18 553	-26
Arrangements et Rééchelonnements Ijara		105 265	61 833	43 432	70
Produits constatés d'avance		0	-	0	0
Créances rattachées aux créances de la clientèle		127 088	100 559	26 529	26
Total brut		**6 071 941**	**5 233 104**	**838 837**	**16**
Provisions à base individuelle	(vii)	-104 060	-71 035	-33 025	46
Provisions additionnelles	(vii)	-44 557	-26 541	-18 016	68
Provisions collectives	(vii)	-96 998	-82 709	-14 289	17
Produits réservés	(viii)	-42 259	-29 322	-12 937	44
Total net		**5 784 067**	**5 023 497**	**760 570**	**15**

La ventilation des créances brutes sur la clientèle au 31 décembre 2024 selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	Entre 3 et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans Maturité	Total
Portefeuille financement (Mourabha, khadamet & Ijara)	1 036 593	870 708	736 233	1 999 304	669 726	0	5 312 564
Compte débiteur de la clientèle	0	0	0	0	0	5 090	5 090
Autres financements à la clientèle	20 824	19 417	28 592	74 280	22 019	462 067	627 199
Créances rattachées	54 228	27 233	18 320	27 307	0	0	127 088
Total	**1 111 645**	**917 358**	**783 145**	**2 100 891**	**691 745**	**467 157**	**6 071 941**

La ventilation des créances brutes sur la clientèle par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Portefeuille financement (Mourabha, khadamet & Ijara)	33 962	1 093	5 277 509	5 312 564
Compte débiteur de la clientèle	0	1	5 089	5 090
Autres financements à la clientèle	0	0	627 199	627 199
Créances rattachées	3 020	12	124 056	127 088

(i) Portefeuille Mourabaha :

Le portefeuille Mourabaha enregistre l'ensemble des opérations de financements de biens à court, long et moyen terme, octroyés à la clientèle via la *"technique Mourabaha"*.

(ii) Ventes Khadamet :

Le portefeuille Khadamet enregistre l'ensemble des opérations de financements de services à court et moyen terme, octroyés à la clientèle via la technique "ventes Khadamet".

(iii) Financement Wakala Bel Istithmar :

Il s'agit des opérations par laquelle la Banque mandate ses clients pour investir, en son nom et pour son compte, ses fonds dans des actifs, pendant une période déterminée, et ce, avec ou sans restriction.

(iv) Portefeuille Ijara :

Le portefeuille Ijara enregistre l'ensemble des opérations par lesquelles la Banque procède à l'acquisition d'actifs et leur appropriation puis leur location au profit des professionnels en leur accordant l'option d'achat.

(v) Comptes débiteurs de la clientèle :

Il s'agit des comptes débiteurs non rémunérés des clients ordinaires (relevant des classes 0 et 1). L'octroi de cet avantage aux clients n'est pas automatique. Il est soumis à une autorisation préalable auprès de la direction générale. Aucun profit n'est constaté sur les débits en comptes.

(vi) Autres financements à la clientèle :

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2024, à 627 199 KDT et se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Encours des créances douteuses (*)	(a)	493 240	327 526	165 714	51
Valeurs impayées des créances saines		133 959	93 746	40 213	43
Total		**627 199**	**421 272**	**205 927**	**49**

(*) *Hors créances rattachées.*

(a) La défalcation de l'encours des créances douteuses selon la classe de risque se présente comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Créances de la classe 2	41 875	17 309	24 566	142
Créances de la classe 3	119 445	33 229	86 216	259
Créances de la classe 4	331 920	276 988	54 932	20
Total	**493 240**	**327 526**	**165 714**	**51**

(vii) La reconstitution du stock des provisions au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Libellé	Stock au 31/12/2023	Dotation 2024	Reprise 2024	Stock au 31/12/2024
Provision pour créances douteuses	70 981	45 646	-12 565	104 062
Provisions additionnelles	26 541	21 259	-3 243	44 557
Provision collective (*)	82 709	14 288	0	96 997
Total Général	**180 231**	**81 193**	**-15 808**	**245 616**

(*) Les provisions collectives de la banque ont subi une hausse importante qui s'élève à 14 288 KDt, passant de 82 709 KDt au 31/12/2023 à 96 997 KDt au 31/12/2024. Cette augmentation est justifiée par l'application de la nouvelle circulaire de la Banque centrale de la Tunisie N°2025-01 du 29 Janvier 2025 modifiant la méthodologie de calcul des provisions collectives.

(viii) Produits réservés :

Figurent sous cet intitulé les profits courus (échus et non échus) dont la constatation en produits se trouve être différée jusqu'à encaissement effectif, en raison du caractère douteux pesant sur le recouvrement des créances s'y rapportant.

5-1-4. Portefeuille d'investissement

Cette rubrique est passée entre le 31/12/2024 et le 31/12/2023 de 234 159 KDT à 329 062 KDT enregistrant ainsi une une hausse de 41% soit 94 903 KDT. Le solde de la rubrique se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Parts dans les entreprises liées (*)	(i)	309 122	210 952	98 170	47
Parts dans les entreprises associées et co-entreprise (*)	(i)	7 640	7 640	0	0
Titres de participation (*)	(i)	12 714	15 214	-2 500	-16
Titres participatifs acquis		5 500	5 500	0	0
Créances rattachées aux titres d'investissement		376	4	372	9300
Total brut		**335 352**	**239 309**	**96 042**	**40**
Provision pour dépréciations de titres		(6 290)	(5 150)	(1 140)	22
Total net		**329 062**	**234 159**	**94 903**	**41**

(*) Données retraitées à des fins comparatives

(i) Les titres de participation se détaillent comme suit :

Société	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisition / Libération	Cession/Transfert	Valeur brute au 31/12/2024	Part dans le capital
Particiption dans les Entreprises liées	**210 952**	**98 170**	**0**	**309 122**	
Zitouna Capital	499	0	0	499	50,44%
Zitouna Moucharaka	36 000	0	0	36 000	82,76%
Zitouna Moucharaka II	47 850	0	0	47 850	79,75%
Zitouna Moucharaka III	23 000	1 500	0	24 500	81,67%
Zitouna Moucharaka IV	0	28 800	0	28 800	82,29%
FCPR MOURAFIK	22 500	0	0	22 500	66,18%
FCPR MOURAFIK II	39 500	0	0	39 500	98,75%
FCPR MOURAFIK III	0	34 700	0	34 700	98,58%
FCPR MOURAFIK IV	0	30 000	0	30 000	95,24%
ZITOUNA PAIEMENT	10 950	1 770	0	12 720	53,00%
ZITOUNA TAMKEEN	28 653	0	0	28 653	76,30%
Majda Smart Solutions	2 000	1 400	0	3 400	40,00%
Participtions dans les Entreprises associées	**7 640**	**0**	**0**	**7 640**	
ZITOUNA TAKAFUL	7 500	0	0	7 500	25,00%
Zitouna Academy	140	0	0	140	20,00%
Autres Participations	**15 214**	**0**	**2 500**	**12 714**	

ZITOUNA FINANCE	1 000	0	0	1 000	20,00%
Fcp Al Kaouthar	10	0	0	10	10,00%
Zitouna LLD	150	0	0	150	30,00%
GREEN LABEL OIL	1 500	0	1 500	0	0,00%
STE BRIQUETERIE BIR MCHERGA	1 000	0	1 000	0	0,00%
APTBEF	1	0	0	1	0,00%
TDF III	1 000	0	0	1 000	1,84%
SIBTEL	53	0	0	53	1,06%
CARTHAGO SANITAIRE	2 500	0	0	2 500	4,17%
STE PROINJECT	1 500	0	0	1 500	1,73%
STE UNIPACK	1 500	0	0	1 500	1,15%
CLSB	5 000	0	0	5 000	5,83%
Total général	**233 806**	**98 170**	**2 500**	**329 476**	

5-1-5. Valeurs immobilisées

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 111 274 KDT contre 113 442 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -2% soit -2 168 KDT. Il se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Immobilisations incorporelles					
Logiciels		21 793	19 675	2 118	11
Droit d'usage		4 576	4 217	359	9
Fonds de commerce		938	938	0	0
Logiciels en cours		4 307	4 318	-11	0
Sous-total (I)	**(i)**	**31 614**	**29 148**	**2 466**	**8**
Immobilisations corporelles					
Terrains		17 825	17 825	-	-
Constructions		53 189	51 405	1 784	3
Agencements et aménagements		68 802	65 097	3 705	6
Matériels de transport		5 216	4 920	296	6
Matériels et équipements de bureau		10 586	10 298	288	3
Serveurs		14 897	11 738	3 159	27
Matériels informatiques		32 235	30 088	2 147	7
Autres matériels		2 117	2 049	68	3
Constructions en cours		977	1 052	-75	-7
Agencements et aménagements en cours		3 132	1 939	1 193	62
Sous-total (II)	**(ii)**	**208 976**	**196 411**	**12 565**	**6**

Total brut (I) + (II)		**240 590**	**225 559**	**15 031**	**7**
Amortissements des immobilisations incorporelles	**(i)**	-20 988	-18 042	-2 946	16
Amortissements des immobilisations corporelles	**(ii)**	-107 980	-93 725	-14 255	15
Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	**(i)**	0	-	0	0
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	**(ii)**	-349	-349	0	0
Total net		**111 273**	**113 442**	**-2 169**	**-2**

(i) Le tableau des immobilisations incorporelles et des amortissements y afférents se présente, au 31/12/2024, comme suit :

	Logiciels	Droits d'usage	Fonds de commerce	Logiciels en cours	Total
Coût d'acquisition					
+ En début de l'exercice (a)	19 673	4 217	938	4 318	**29 146**
+ Acquisitions	1 481	359		628	**2 468**
± Transferts	639			(639)	-
- Sorties		-			-
A la clôture de l'exercice (1)	**21 793**	**4 576**	**938**	**4 307**	**31 614**
Amortissement					
+ En début de l'exercice (b)	16 494	1 407	141	-	**18 043**
+ Dotation de l'exercice	2 715	183	47		**2 945**
- Régularisations sur Sorties					-
A la clôture de l'exercice (2)	**19 210**	**1 590**	**188**	-	**20 988**
Provisions pour dépréciation					
+ En début de l'exercice (c)				-	-
+ Dotation de l'exercice					
- Reprises de l'exercice				-	-
A la clôture de l'exercice (3)	-	-	-	-	-
VNC au 31/12/2024 [(1)-(2)-(3)]	**2 583**	**2 986**	**750**	**4 307**	**10 626**
VNC au 31/12/2023 [(a)-(b)-(c)]	**3 179**	**2 810**	**797**	**4 318**	**11 104**

(ii) Le tableau des immobilisations corporelles et des amortissements y afférents se présente, au 31/12/2024, comme suit :

	Terrains	Constructions	Agencements et aménagements	Matériels de transport	Matériels et équipements de bureau	Serveurs	Matériels informatiques	Autres matériels	Constructions en cours	Agencements et aménagements en cours	Total
Coût d'acquisition											
+ En début de l'exercice (a)	17 825	51 406	65 096	4 920	10 298	11 741	30 087	2 049	1 052	1 939	**196 412**
+ Acquisitions		684	1 190	739	689	3 156	2 152	68	1 024	3 715	**13 418**
± Transferts		1 099	2 522						(1 099)	(2 522)	-
± Reclassements											**0**
- Sorties			(6)	(443)	(401)		(4)				**(855)**
A la clôture de l'exercice (1)	**17 825**	**53 189**	**68 802**	**5 216**	**10 586**	**14 897**	**32 235**	**2 117**	**977**	**3 132**	**208 976**
Amortissement											
+ En début de l'exercice (b)		23 886	34 273	2 626	5 807	6 798	19 604	732	-	-	**93 726**
+ Dotation de l'exercice	-	2 644	5 685	698	799	1 420	3 702	104			**15 052**
- Régularisations sur Sorties	-		(6)	(443)	(344)		(4)	(1)			**(798)**
A la clôture de l'exercice (2)	-	**26 530**	**39 952**	**2 881**	**6 262**	**8 218**	**23 302**	**835**	**-**	-	**107 980**
Provisions pour dépréciation											
+ En début de l'exercice (c)	-	-	-	-	-	-	-	-	337	12	**349**
+ Dotation de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**0**
- Reprises de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**0**
A la clôture de l'exercice (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	**337**	**12**	**349**
VNC au 31/12/2024[(1)-(2)-(3)]	**17 825**	**26 659**	**28 850**	**2 335**	**4 324**	**6 679**	**8 933**	**1 282**	**640**	**3 120**	**100 647**
VNC au 31/12/2023 [(1)-(2)-(3)]	**17 823**	**27 521**	**30 824**	**2 293**	**4 492**	**4 943**	**10 483**	**1 317**	**715**	**1 927**	**102 338**

5-1-6. Autres actifs

Le solde des autres actifs s'élève au 31/12/2024 à 252 215 KDT contre 415 899 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -39% soit -163 684 KDT. Il s'analyse comme suit

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Débiteurs divers	(i)	34 346	21 085	13 261	63
Biens acquis dans le cadre des opérations de financement	(ii)	106 948	103 371	3 577	3
Comptes de régularisation	(iii)	102 813	286 798	-183 985	-64
Non valeurs	(iv)	22	22	0	0
Siège, succursale et agences		970	75	895	1193
Biens récupérés destinés à la vente	(v)	8 044	5 576	2 468	44
Total brut		**253 143**	**416 927**	**-163 784**	**-39**
Provision pour dépréciations des autres actifs		-928	-1 028	100	-10
Total net		**252 215**	**415 899**	**-163 684**	**-39**

:

(i) Les débiteurs divers sont analysés comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Dépôts et cautionnements versés	48	48	0	0
Avances sur commandes	6	273	-267	-98
Retenue à la source	89	38	51	134
TVA déductible	1 355	3 664	-2 309	-63
Avance sur impôt IS	17 225	4 099	13 126	320
Autres débiteurs divers (*)	15 623	12 963	2 660	21
Total	**34 346**	**21 085**	**13 261**	**63**

(*) Ayant fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 928 KDT au 31/12/2024.

(ii) Les biens acquis dans le cadre des opérations de financement se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Biens Mourabaha	61 347	53 059	8 288	16
Biens Ijara	45 513	50 228	-4 715	-9
Biens Khadamet	88	83	5	6
Total	**106 948**	**103 371**	**3 578**	**3**

(iii) Les comptes de régularisation sont analysés comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Débits à régulariser et divers	49 956	104 409	-54 453	-52
Fournisseurs Mourabha	45 232	175 205	-129 973	-74
Fournisseurs Ijara	0	0	0	0
Charges payées ou comptabilisées d'avance	7 625	7 184	441	6
Compte d'ajustement devise	0	0	0	0
Total	**102 813**	**286 798**	**-183 985**	**-64**

(iv) Les non-valeurs, constituées des charges à répartir et des frais d'émission des titres participatifs, se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Charges à répartir sur plusieurs exercices	22	22	-	-
Frais d'émission des titres participatifs	-	-	0	0
Total	**22**	**22**	**0**	**0**

(v) Biens récupérés destinés à la vente :

Suite à la résiliation par voie judiciaire des contrats de financement, ces biens sont désormais recouvrables par le biais d'une transaction de cession plutôt que par l'utilisation continue. Ces biens répondent, ainsi, aux conditions de leur classification en tant qu'actifs destinés à la vente prévue par la norme internationale d'information financière l'IFRS 5 (n'ayant pas de similaire en Tunisie) et sont traités conformément aux exigences de cette norme.

5-2. Passif

5-2-1. Banque centrale, CCP

Cette rubrique accuse au 31/12/2024 un solde nul :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Wakala Bil Istithmar	-	-	-	-
Dettes rattachées sur Wakala Bil Istithmar	-	-	-	-
Total	**-**	**-**	**-**	**-**

5-2-2. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 119 937 KDT contre 73 924 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 62% soit 46 013 KDT. Il se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Dépôts et avoirs des établissements Bancaires	(i)	1 318	1	1 317	100
Dépôts des établissements Financiers	(ii)	118 619	73 923	44 696	60
Total		**119 937**	**73 924**	**46 013**	**62**

(i) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Comptes de correspondants NOSTRI	1 318	-	1 318	100
Total	**1 318**	**-**	**1 318**	**100**

(ii) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Dépôts des établissements Financiers	118 111	66 818	51 293	77
Contrats Istithmar	500	7 000	-6 500	-93
Dettes rattachées aux contrats Istithmar	8	105	-97	-92
Total	**118 619**	**73 923**	**44 696**	**60**

La répartition des dépôts des établissements bancaires selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	Entre 3 et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans Maturité	Total
Contrats Istethmar	500	0	0	0	0	0	500
Comptes correspondants NOSTRI	0	0	0	0	0	1 318	1 318
Dépôts des établissements Financiers	0	0	0	0	0	118 111	118 111
Moudharaba interbancaire	0	0	0	0	0	0	0
Dettes rattachées	8	0	0	0	0	0	8
Total	**508**	**0**	**0**	**0**	**0**	**119 429**	**119 937**

La ventilation des dépôts des établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Contrats Istethmar	0	0	500	500
Comptes correspondants NOSTRI	0	0	1 318	1 318
Dépôts des établissements Financiers	115 526	0	2 585	118 111
Moudharaba interbancaire	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	8	8

5-2-3. Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de la rubrique Créances sur les établissements bancaires et financiers s'élève au 31/12/2024 à 6 320 671 KDT contre 5 504 368 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 15% soit 816 303 KDT. Il s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Comptes à vue	(i)	1 535 201	1 362 153	173 048	13
Comptes d'épargne	(ii)	3 478 365	2 977 157	501 208	17
Autres produits financiers	(iii)	660 310	653 684	6 626	1
Comptes dépôts participatifs	(iv)	416 447	324 648	91 799	28
Autres sommes dues à la clientèle	(v)	217 694	171 474	46 220	27
Dettes rattachées aux dépôts de la clientèle		12 654	15 252	-2 598	-17
Total		**6 320 671**	**5 504 368**	**816 303**	**15**

La répartition des dépôts de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	Entre 3 mois et 6 mois	Entre 6 mois et 1an	Entre 1 an et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes à vue	153 520	76 760	230 280	307 040	767 601	1 535 201
Comptes d'épargne	0	347 836	173 918	521 755	2 434 856	3 478 365
Autres produits financiers	562 214	44 472	30 699	20 150	2 775	660 310
Comptes de dépôts participatifs	41 645	20 823	62 467	83 289	208 223	416 447
Autres sommes dues à la clientèle	0	21 769	21 769	174 155	0	217 693
Dettes rattachées	10 565	1 351	739	0	0	12 655
Total	**767 944**	**513 011**	**519 872**	**1 106 389**	**3 413 455**	**6 320 671**

La ventilation des dépôts sur la clientèle par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Comptes à vue	0	0	1 535 201	1 535 201
Comptes d'épargne	0	0	3 478 366	3 478 366
Autres produits financiers	1 000	5 938	653 371	660 309
Comptes de dépôts participatifs	1 679	3 828	410 939	416 446
Autres sommes dues à la clientèle	76	401	217 216	217 693
Dettes rattachées	21	58	12 576	12 655

(i) Les comptes à vue représentent les comptes en dinars et les comptes réglementés non rémunérés. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Comptes chèques entreprises	622 288	507 747	114 541	23
Comptes chèques particuliers	668 416	613 667	54 749	9
Comptes réglementés en devises	239 453	233 371	6 082	3
Comptes réglementés en dinars	5 044	7 368	-2 324	-32
Total	**1 535 201**	**1 362 153**	**173 048**	**13**

La composition des dépots à vue selon le secteur d'activité de la clientèle, s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Compagnies d'assurances	830	414	416	100
Entreprises publiques	3 672	1 752	1 920	110
Autres clientèles commerciales	616 988	505 583	111 405	22
Non-résidents	244 494	240 743	3 751	2
Clients particuliers	669 217	613 661	55 556	9
Total	**1 535 201**	**1 362 153**	**173 048**	**13**

(ii) Les comptes d'épargne sont analysés ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Hissab Tawfir	3 337 669	2 868 689	468 980	16
Comptes épargne Immobilier	83 855	63 948	19 907	31
Comptes épargne Auto	27 091	22 716	4 375	19

Comptes épargne hajj	29 750	21 804	7 946	36
Total	**3 478 365**	**2 977 157**	**501 208**	**17**

(iii) Le solde des autres produits financiers s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Contrats Wakala Bel Istithmar	559 155	548 671	10 484	2
Contrats Istithmar	101 155	105 013	-3 858	-4
Total	**660 310**	**653 684**	**6 626**	**1**

(iv) Les dépôts participatifs représentent les comptes participatifs entreprises et les comptes réglementés (les comptes en devises et les comptes en dinars convertibles) rémunérés :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Comptes participatifs entreprises	264 985	190 545	74 440	39
Comptes en dinars convertibles	20 983	14 608	6 375	44
Comptes en devise	130 479	119 495	10 984	9
Total	**416 447**	**324 648**	**91 799**	**28**

(v) Le solde des sommes dues à la clientèle se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Comptes indisponibles	51 490	15 079	36 411	241
Autres comptes	35 202	32 482	2 720	8
Réserve d'Equilibre de Profit (PER)	0	475	-475	-100
Réserve pour Risque d'Investissement (IRR)	100	100	0	0
Gage de sérieux (*Hamech El Jedeya*) *(**)*	17 687	12 260	5 427	44
Autres provisions constituées par la clientèle	113 215	111 078	2 137	2
Total	**217 694**	171 474	**46 220**	**27**

(**) Le gage de sérieux est le montant payé par le client à la demande de la Banque, afin de vérifier s'il est sérieux dans sa demande pour acheter ou louer le bien objet de financement et afin de s'assurer qu'il peut indemniser le dommage réel en cas de non-aboutissement.

5-2-5. Autres passifs

Les autres passifs s'élèvent au 31/12/2024 à 309 332 KDT contre 221 601 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 40% soit 87 731 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Comptes de régularisation	(i)	141 287	115 680	25 607	22
Créditeurs divers	(ii)	126 739	87 075	39 664	46
Comptes exigibles après encaissement	(iii)	29 471	6 935	22 536	325
Siège, succursale et agences		0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	(iv)	9 760	9 530	230	2
Provisions sur engagements Hors Bilan douteux		2 075	2 381	-306	-13
Total		**309 332**	**221 601**	**87 731**	**40**

(i) Les comptes de régularisation se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Charges à payer	22 409	22 361	48	6
Charges à payer sur titres participatifs	-	532	-532	-100
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	256	305	-49	-16
Crédits à régulariser et divers	47 313	38 641	8 672	22
Compensation à régler	71 304	53 789	17 515	33
Compte d'ajustement devise	5	52	-47	-90
Total	**141 287**	**115 680**	**25 607**	**22**

(ii) Les créditeurs divers se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Fournisseurs Murabaha	0	0	0	0
Fournisseurs Ijara	47 303	30 149	17 154	57
Fournisseurs Khadamet	92	87	5	6
Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB)	0	0	0	0
Autres Fournisseurs	15 429	16 485	-1 056	-6
Organismes de prévoyance sociale	8 976	8 144	832	10
Etat impôts et taxes	48 935	27 173	21 762	80
Autres Créditeurs divers	6 004	5 037	967	19
Total	**126 739**	**87 075**	**39 664**	**46**

(iii) Les comptes exigibles après encaissement se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Comptes exigibles après encaissement	456 777	371 495	85 282	23
Portefeuille encaissement	-427 306	-364 560	-62 746	17
Total	**29 471**	**6 935**	**22 536**	**325**

(iv) Les provisions pour risques et charges sont analysées comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Provision pour affaires litigieuses	3 707	3 219	488	15
Provision pour risques et charges	6 053	6 311	-258	-4
Total	**9 760**	**9 530**	**230**	**2**

5-3. Capitaux propres

Le capital social s'élève au 31/12/2024 à 265 000 KDT composé de 265 000 000 actions d'une valeur de 1 DT.Le total des capitaux propres de la banque, avant affectation du résultat, s'élève au 31/12/2024 à 682 806 KDT contre 638 638 KDT au 31/12/2023. Cette rubrique se détaille comme suit:

Libellé	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserve spéciale de Réinvestissement	Autres Capitaux Propres	Report à nouveau	Résultat net de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2022	**265 000**	**28 500**	**10 281**	**140 850**	**30 000**	**27 074**	**70 424**	**572 129**
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	-14 576	0	-14 576
Réserves			4 875	50 000		-54 875		0
Report à nouveau	0	0	0	0	0	70 424	-70 424	0
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	81 085	81 085
Solde au 31/12/2023	**265 000**	**28 500**	**15 156**	**190 850**	**30 000**	**28 047**	**81 085**	**638 638**
Titre participatifs échus	0	0	0	0	-30 000	0	0	-30 000
Réserves	0	0	5 456	65 000	0	-70 457	0	0
Report à nouveau	0	0	0	0	0	81 085	-81 085	0
Affectation du résultat de l'exercice	0	0	0	0	0	0	74 168	74 168
Solde au 31/12/2024	**265 000**	**28 500**	**20 612**	**255 850**	**0**	**38 675**	**74 168**	**682 805**

5-4. Répartition des actifs et des passifs selon leur durée résiduelle

	Jusqu'à 3 mois	Entre 3 et 6 mois	Entre 6 mois et 1 an	Entre 1an et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans maturité	Total
Actif							
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	0	0	0	0	0	820 881	**820 881**
Créances sur les établissements bancaires et financiers	826	3 788	27 931	53 089	12 795	36 818	**135 247**
Créances sur la clientèle	1 111 645	917 358	783 145	2 100 891	691 745	179 283	**5 784 067**
Portefeuille Titre –Commercial	0	0	0	0	0	0	**0**
Portefeuille Titre d'investissement	2 500	376	10 001	0	3 500	312 686	**329 062**
Valeurs Immobilisés	4 435	4 328	8 019	43 643	24 955	25 892	**111 273**
Autres actifs	0	0	0	0	0	252 215	**252 215**
Total Actif	**1 119 406**	**925 850**	**829 096**	**2 197 623**	**732 995**	**1 627 775**	**7 432 745**
Passif							
Banque Centrale et CCP	0	0	0	0	0	0	**0**
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	508	0	0	0	0	119 429	**119 937**
Dépôts et avoirs de la clientèle	767 943	513 011	519 873	1 106 389	3 413 455	0	**6 320 671**
Dettes de financements et ressources spéciales	0	0	0	0	0	0	**0**
Autres Passifs	0	0	0	0	0	309 332	**309 332**
Capitaux Propres	0	0	0	0	0	682 805	**682 805**
Titres participatifs	0	0	0	0	0	0	**0**
Total Passif	**768 451**	**513 011**	**519 873**	**1 106 389**	**3 413 455**	**1 111 566**	**7 432 745**
Position Nette	**350 955**	**412 839**	**309 223**	**1 091 234**	**-2 680 460**	**516 209**	**0**

Note 6 Notes relatives aux engagements hors bilan :

6-1. Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2024, à 183 857 KDT contre 140 694 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 31% soit 43 163 KDT. Il se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
En faveur de la clientèle				
Garanties émises	4 973	5 101	-128	-3
Cautions pour marchés	135 407	96 944	38 463	40
Cautions diverses	43 477	38 649	4 828	12
Total	**183 857**	**140 694**	**43 163**	**31**

6-2. Crédits documentaires

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024, à 71 178 KDT contre 72 027 KDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Ouverture de crédits documentaires	52 142	48 114	- 4 028	8
Acceptations à payer liées au financement du commerce extérieur	19 036	23 913	-4 877	-20
Total	**71 178**	**72 027**	**-849**	**-1**

6-3. Engagements de financement donnés

Ce sont les accords de financement que la banque s'est engagée à mettre à la disposition de ses clients. Ils s'élèvent, au 31/12/2024, à 882 036 KDT.

6-4. Engagements sur titres

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024, à 14 800 KDT contre 28 270 KDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Titres à recevoir	14 800	28 270	-13 470	-48
Total	**14 800**	**28 270**	**-13 470**	**-48**

6-5. Garanties reçues

Les garanties reçues s'élèvent, au 31/12/2024 à 4 584 148 KDT et se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Garanties reçues des banques	-	-	-	0
Garanties reçues de l'ETAT	175 256	94 513	80 743	85
Garanties reçues de la clientèle	4 408 892	3 422 250	986 642	29
Total	**4 584 148**	**3 516 763**	**1 067 385**	**30**

6-6. Opérations en devises

Les opérations en devises comptabilisées en hors bilan représentent les opérations d'achat et de vente de devises au comptant et sont défalquées au 31/12/2024 comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Achat au comptant	32 089	6 614	32 089	385
Vente au comptant	29 281	6 174	29 281	374
Total	**61 370**	**12 788**	**48 582**	**380**

Note 7. Notes relatives à l'état de résultat :

7-1. Profits et revenus assimilés

Le solde des profits et revenus assimilés s'élève au 31/12/2024 à 569 372 KDT contre 498 256 KDT au 31/12/2023 soit une augmentation de 71 116 KDT. Le détail est comme suit :

		2024	2023	Variations	
				Montant	(%)
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	(i)	46 392	42 210	4 182	10
Produits sur opérations de financement	(ii)	516 090	450 768	65 322	14
Revenus assimilés	(iii)	6 890	5 278	1 612	31
Total		**569 372**	**498 256**	**71 116**	**14**

(i) Les produits sur opérations interbancaires se détaillent comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur opérations de Moudharaba interbancaire	40 932	40 252	680	2
Produits sur certificats de leasing	2	1 554	-1 552	-100
Produits sur financement Mourabha	1 100	404	696	172
Produits sur financement Wakala	4 349	0	4 349	100
Produits sur financement Ijara	9	0	9	100
Total	**46 392**	**42 210**	**4 182**	**10**

(ii) Les produits sur opérations de financement se présentent comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur opérations de Mourabha	388 884	358 697	30 187	8
Produits sur financement Ijara	94 759	82 069	12 690	15
Produits sur opérations de vente Khadamet	222	196	26	13
Produits sur opérations de fin Wakala Bel Istithmar	32 079	9 806	22 273	227
Produits sur financement Istesnaa	146	0	146	100
Total	**516 090**	**450 768**	**65 322**	**14**

(iii) Les revenus assimilés sont constitués des commissions sur avals, cautions et acceptations bancaires.

7-2. Commissions

Le solde des commissions s'élève au 31/12/2024 à 84 374 KDT contre 76 792 KDT au 31/12/2023 soit une augmentation de 7 582 KDT. Le détail est comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Commissions prélevées sur les opérations bancaires	29 100	24 841	4 259	17
Commissions de bancassurance	3 085	2 997	88	3
Commissions sur opérations sur titres	155	110	45	41
Commissions de tenue de comptes	10 392	11 266	-874	-8
Commissions sur activités de commerce international	5 276	4 815	461	10
Commissions sur activités monétiques	11 164	9 901	1 263	13
Commissions sur les opérations téléinformatiques	2 313	2 124	189	9
Commissions sur les financements	22 889	20 738	2 151	10
Total	**84 374**	**76 792**	**7 582**	**10**

7-3. Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 Décembre 2024 à 20 307 KDT contre 22 606 KDT au 31 Décembre 2023 et s'analyse comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Gains de change	29 344	33 902	-4 558	-13
Pertes de change	-9 037	-11 296	2 259	-20
Total	**20 307**	**22 606**	**-2 299**	**-10**

7-4. Revenus du portefeuille d'investissement

Le solde des revenus du portefeuille d'investissement s'élève au 31/12/2024 à 3 176 KDT. Le détail est comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur titres participatifs acquis	543	173	370	214
Dividendes reçus sur titres de participations	2 633	1 824	809	44
Total	**3 176**	**1 997**	**1 179**	**59**

7-5. Charges encourues et assimilées

Le solde des charges encourues et assimilées s'élève au 31/12/2024 à 269 109 KDT contre 241 255 KDT au 31/12/2023 soit une augmentation de 27 854 KDT. Le détail est comme suit :

		2024	2023	Variations	
				Montant	(%)
Charges sur opérations trésorerie et interbancaire		9 777	6 381	3 396	53
Charges sur opérations avec la BCT		0	0	0	0
Charges sur les dépôts de la clientèle	(i)	258 680	231 870	26 810	12
Charges sur titres participatifs émis		652	3 004	-2 352	-78
Résorptions des frais d'émission des T.P		0	-	0	0
Total		**269 109**	**241 255**	**27 854**	**12**

(i) Les charges sur les dépôts de la clientèle se détaillent comme suit :

		2024	2023	Variations	
				Montant	(%)
Charges sur dépôts participatifs	(1)	14 740	11 850	2 890	24
Charges sur comptes Tawfir	(2)	183 341	164 815	18 526	11
Charges sur comptes Istithmar	(3)	6 112	7 234	-1 122	-16
Charges sur comptes Istithmar Mouajah		54 487	47 971	6 516	14
Total		**258 680**	**231 870**	**26 810**	**12**

(1) Les dépôts participatifs sont constitués des dépôts participatifs des entreprises, des comptes participatifs réglementés en devises et en dinars convertibles.

(2) Les comptes Tawfir sont les comptes spéciaux d'épargne rémunérés selon le principe de partage de pertes et profits.

(3) Les comptes Istithmar sont les placements de la clientèle pour une durée supérieure à 3 mois rémunérés selon le principe de partage des pertes et profits.

Les indicateurs des profits servis aux comptes Istithmar, comptes Tawfir et comptes dépôts participatifs, issus de la répartition des profits générés des financements et des investissements effectués par la Banque, se présentent comme suit :

Nature de Dépôt	Taux de profit
COMPTES PARTICIPATIFS ENTREPRISES	2,02%
COMPTE ETRANGER EN TNC	5,95%
COMPTES TAWFIR	5,73%
PLAN EPARGNE AUTO	2,39%
PLAN EPARGNE IMMOBILIER	2,39%
PLAN TAWFIR HAJJ	2,40%
COMPTES PPR EN DINARS CONVERTIBLES	6,00%
Comptes d'investissement : 03 mois < Maturité < 06 mois	5,48%
Comptes d'investissement : 06 mois < Maturité < 12 mois	5,98%
Comptes d'investissement : 12 mois < Maturité < 24 mois	6,73%
Comptes d'investissement : Maturité ≥ 24 mois	6,98%

7-6. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Le coût du risque relatifs aux créances, autres éléments d'actifs et de passifs a enregistré au 31/12/2024 une hausse de 25 886 KDT par rapport au 31/12/2023. Le détail se présente comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Dotations aux provisions sur créances douteuses	45 646	25 534	20 112	79
Dotations aux provisions sur engagements hors bilan	42	1 048	-1 006	-96
Dotations aux provisions additionnelles	21 259	12 190	9 069	74
Dotations aux provisions collectives	14 288	18 991	-4 703	-25
Total dotations aux provisions sur créances	**81 235**	**57 763**	**23 472**	**41**
Reprises de provisions sur créances douteuses	-12 565	-16 390	3 825	-23
Reprises sur provisions sur engagements hors bilan	-401	-	-401	100
Reprises de provisions additionnelles	-3 243	-7 502	4 259	-57
Total reprises de provisions sur créances	**-16 209**	**-23 892**	**7 683**	**-32**
Abandon de créances (*)	2 102	4 320	-2 218	-51
Abandon de créances radiées (*)	7 528	8 982	-1 454	-16
Provisions pour dépréciation des autres éléments d'actifs	27	151	-124	-82
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 544	2 092	452	22
Reprise sur provisions pour dépréciation des autres éléments d'actifs	-126	-111	-15	14
Reprise sur provisions pour risques et charges	-2 315	-405	-1 910	472
Total	**74 786**	**48 900**	**25 886**	**53**

7-7. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur le portefeuille investissement

Cette rubrique se détaille comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Plus-value sur cession TP	620	405	215	53
Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement	-1 140	-	-1 140	100
Total	**-520**	**405**	**-925**	**-228**

7-8. Frais de personnel

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 Décembre 2024 à 137 238 KDT contre 126 034 KDT au 31 Décembre 2023 soit une variation à la hausse de 11 204 KDT. Le détail est comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Salaires	110 307	101 227	9 080	9
Charges sociales	23 704	21 488	2 216	10
Dotations aux provisions pour congés payés	669	709	-40	-6
Indemnité de départ à la retraite	1 335	1 415	-80	-6
Prime Takaful Mourafek complément de retraite	1 223	1 195	28	2
Total	**137 238**	**126 034**	**11 204**	**9**

7-9. Charges générales d'exploitation

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 Décembre 2024 à 72 991 KDT contre 63 478 KDT au 31 Décembre 2023. La variation entre les deux périodes est de l'ordre de 9 513 KDT et s'analyse comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Frais divers de gestion	29 252	26 351	2 901	11
Impôts et taxes	5 647	5 037	610	12
Missions, voyages et déplacement (*)	585	531	54	10
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	5 969	4 341	1 628	38
Travaux, fournitures et services extérieurs	22 639	17 660	4 979	28
Frais Marketing et événementiel	2 875	3 930	-1 055	-27
Autres charges d'exploitation	367	256	111	43
Cotisations au FGDB	5 657	5 372	285	5
Total	**72 991**	**63 478**	**9 513**	**15**

7-10. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Cette rubrique se détaille comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
+ Dotations aux amortissements sur immobilisations	17 998	16 704	1 294	8
Total	**17 998**	**16 704**	**1 294**	**8**

7-11. Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires

Sous cet intitulé figurent, les pertes et les gains non récurrents, incidents et périphériques réalisés par la Banque durant l'exercice.

Le détail de cette rubrique se présente comparativement, en 2024 et en 2023, comme suit :

	2024	2023	Variations	
			Montant	(%)
Autres éléments du solde en gains et pertes	317	-167	484	-290
Total	**317**	**-167**	**484**	**-290**

7-12. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt au 31/12/2024 a été calculée sur la base du résultat comptable avant impôt au 31/12/2024, qui s'élève à 24 778 KDT. Le détail du calcul de la charge d'impôt au 31/12/2024 se présente ainsi :

Résultat Comptable avant impôt	98 019
Réintégrations nets	12 713
Réinvestissement	-66 450
Résultat fiscal	44 282
Impôt dû au 31/12/2024	20 308
CSS au 31/12/2024	1 771
Contribution Conjoncturelle au 31/12/2024	1 771

7-13. Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servi à sa détermination sont arrêtés sur la base de la période allant du 31 Décembre 2023 au 31 Décembre 2024. Ainsi, le résultat par action se présente comme suit :

	2024	2023
Résultat net attribuable aux actionnaires (en KDT)	74 168	81 085
Nombre d'actions ordinaires	*265 000 000*	*265 000 000*
Résultat de base par action (en DT)	**0,2799**	**0,3060**

Le résultat de base par action est calculé conformément aux modalités décrites au niveau de la note 4-15 supra.

Note 8. Calcul de la Zakat :

La Banque procède au calcul du montant de la Zakat due par les actionnaires ainsi que par les titulaires des comptes d'investissement Mutlak et par les titulaires des titres participatifs. Le calcul, au titre de l'exercice clos le 31/12/2024, se détaille comme suit :

	Exercice clos le 31/12/2024
Total Actif soumis à la Zakat	6 918 311
Total Passif soumis à la Zakat	2 348 399
Base de la Zakat	**4 569 912**
Montant de la Zakat due	**117 790**
Zakat due par les titulaires des comptes d'investissement Mutlak	102 389
Zakat due par les actionnaires	15 401
Zakat due par les titulaires des titres participatifs	0
Zakat par action (en DT)	**0,0581**
Taux de la Zakat relative aux comptes d'investissement Mutlak	**2,53%**

Note 9. Notes relatives à l'état des flux de trésorerie :

9-1. Composantes des liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint, au 31/12/2024, un solde de 856 379 KDT contre 629 694 KDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	71 664	61 767
Banque Centrale (Compte Ordinaire)	749 173	549 563
Chèques Postaux	44	44
Banque résidentes (Compte Ordinaire)	0	14
Banques non-résidentes (Compte Ordinaire)	35 498	18 306
Total	**856 379**	**629 694**

Note 10. Transactions avec les parties liées

10-1. Flux de transactions avec les parties liées :

Au cours de l'exercice clos le 31/12/2024, certaines transactions ont été conclues par la Banque avec les parties liées sus-indiquées. Le détail de ces opérations est récapitulé dans les tableaux suivants *(montants exprimés en DT)* :

Note. Parties liées

Groupes Zitouna

Opérations de l'exercice	Zitouna Takaful	Zitouna Capital	Zitouna Finance	FCPR Zitouna Moucharaka I	FCPR Zitouna Moucharaka II	FCPR Zitouna Moucharaka III	FCPR Zitouna Moucharaka IV	FCPR Mourafik I
Profits sur opérations de financement								
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha	92 197							
Commissions sur opérations d'assurance Takaful								
- Commissions au titre des contrats Ijara	2 763 879							
- Commissions au titre des contrats "Takaful financement"	309 558							
- Commission au titre des contrats "Takaful Incendie"	11 593							
- Commission au titre de l'assurance sur cartes	263 936							
Primes sur opérations d'assurance Takaful								
- Primes d'assurance IDR	(1 334 634)							
- Primes d'assurance groupe	(4 459 697)							
- Primes d'assurance vie Mourafek	(1 223 447)							
- Diverses autres primes d'assurance	(779 974)							
Indemnités reçues suite à des sinitres	108 321							
Rémunération des titres participatifs emis	(286 900)							
Rémunération des comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(38 304)	(8 666)	(8 637)	(34 206)	(58 580)			(127 573)
Rémunération des contrats Istithmar	(649 203)	(251 647)	(61 713)	(895 799)	(797 082)	(1 555 460)	(2 350 247)	(53 260)
Revenus Titres de Participation		774 070			535 792	829 790		
Mise à disposition de locaux	11 170							
Mise à Disposition de Personnel et IDR		42 829						
Contrat de prestation intellectuelle			(1 350 000)					
Convention de partenariat commerciale		26 750						
Mission de dépositaire de titres et des fonds				20 000	30 000	20 000	20 000	20 000
Mission de conseil et de placement		20 000						
Frais de formation								
Prise de participation						1 500 000	28 800 000	

Note. Parties liées

Groupes Zitouna

Soldes à la fin de l'exercice	Zitouna Takaful	Zitouna Capital	Zitouna Finance	FCPR Zitouna Moucharaka I	FCPR Zitouna Moucharaka II	FCPR Zitouna Moucharaka III	FCPR Zitouna Moucharaka IV	FCPR Mourafik I
Créances au titre d'opérations de financement								
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha	922 856							
- Prêts et avances au personnel								
Créances au titre des commissions sur opérations d'assurance Takaful								
- Commissions à recevoir au titre des contrats Ijara	752 607							
- Commissions à recevoir au titre des contrats "Takaful financement"	329 100							
- Avance au titre des remboursements des sinistres								
Dettes au titre des primes sur opérations d'assurance Takaful								
- Diverses autres primes d'assurance à payer	6 036							
Comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(4 228 707)	(4 564 117)	(423 684)	(11 919 200)	(4 296 455)	(20 223 330)	(29 083 747)	(87 370)
Contrats istithmar	(5 937 900)		(500 000)					
Créances au titre de la mise à disposition de personnel		50 966						
Créance au titre des Commissions de conseil et de placement		23 801						
Convention de partenariat commerciale		23 205						
Créance au titre de la Commission de dépositaire de titres et des fonds				23 801	35 701	23 801	23 801	23 801

Engagements hors bilan	Zitouna Takaful	Zitouna Capital	Zitouna Finance	FCPR Zitouna Moucharaka I	FCPR Zitouna Moucharaka II	FCPR Zitouna Moucharaka III	FCPR Zitouna Moucharaka IV	FCPR Mourafik I
Engagements sur opérations de financement								
-CAUTION	57 663							

Groupes Zitouna

Opérations de l'exercice	FCPR Mourafik II	FCPR Mourafik III	FCPR Mourafik 4	Zitouna Tamkeen	Majda Smart Solutions	Zitouna Paiement	Zitouna LLD	Zitouna Academy
Profits sur opérations de financement								
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha				2 506 422	206 883	302 696		19 703
Rémunération des comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(81 378)		(1 409)	(69 039)	(48 579)	(10 528)		(5 614)
Rémunération des contrats Istithmar	(1 249 736)	(1 856 417)			(21 182)	(26 301)		
Revenus Titres de Participation	480 133							
Revenus sur titres participatif acquis				372 750				
Mise à disposition de locaux				41 808				
Mise à Disposition de Personnel et IDR				536 756	5 108			266 801
Service de maintenance informatique et licence					(4 498 758)			
Jetons de présence encaissés								
Mission de dépositaire de titres et des fonds	20 000	25 000						
Frais de formation								(240 814)
Prise de participation		34 700 000	30 000 000		1 400 000	1 770 000		

Soldes à la fin de l'exercice	FCPR Mourafik II	FCPR Mourafik III	FCPR Mourafik 4	Zitouna Tamkeen	Majda Smart Solutions	Zitouna Paiement	Zitouna LLD	Zitouna Academy
Créances au titre d'opérations de financement								
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha				31 995 554	1 966 871	6 224 422		169 830
-Mobiles "Communication téléphoniques"						3 281		
Titres participatifs acquis				3 500 000				
Comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(11 146 518)	(16 875 699)	(13 432 451)	(785 039)	(940 003)	(3 927 458)	(160 327)	1 100
Contrats istithmar					(1 000 000)			
Créances au titre de la mise à disposition de personnel				159 359	13 038			93 894
Engagement de dépenses pour compte								
Frais de formation								3 580
Service de maintenance informatique et licence					(17 851)			
Créance au titre de la mise à disposition de locaux						22 849		
Créance au titre de la Commission de dépositaire de titres et des fonds	23 801	29 751						

Engagements hors bilan	FCPR Mourafik II	FCPR Mourafik III	FCPR Mourafik 4	Zitouna Tamkeen	Majda Smart Solutions	Zitouna Paiement	Zitouna LLD	Zitouna Academy
Engagements sur opérations de financement								
-CAUTION					41 055	418 189		
Engagements sur opérations de financement								
- Titres souscrits non libérés		14 800 000						

Note. Parties liées

Hors Groupe

Opérations de l'exercice	Société Majda Tunisie	Hôtel la Cigale Tabarka	Hôtel la Cigale Gammarth	Société Golf de Tabarka	Société IHMC	Société ICEE	D.G.	Victor Nazeem Ridha Agha	Adel Alaya	Samira Ghribi	Nabila Ben Yedeer
Profits sur opérations de financement											
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha	100 199								5 719		
Rémunération des comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(79 027)	(235 625)	(3 610)	(74 439)	(34 176)			(5 927)		(1 047)	(11 394)
Rémunération des contrats Istithmar		(94 505)								(15 421)	(27 690)
Honoraires comité chariaa											
Mise à disposition de locaux	(2 717 619)										
Facturation d'électricité	(297 629)										
Commissariat aux comptes											
Jetons de présence et indemnité								(327 500)	(332 500)	(297 500)	(312 500)
Hébergement à l'hôtel		(20 825)									
Evénement à l'hôtel		(31 215)									

Soldes à la fin de l'exercice	Société Majda Tunisie	Hôtel la Cigale Tabarka	Hôtel la Cigale Gammarth	Société Golf de Tabarka	Société IHMC	Société ICEE	D.G.	Victor Nazeem Ridha Agha	Adel Alaya	Samira Ghribi	Nabila Ben Yedeer
Créances au titre d'opérations de financement											
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha	94 188										
Comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(145 002)	(3 182 307)	(50 991)	(105 093)	(624 396)	(76 644)		(538 936)	(62 380)	(9 655)	(592 456)
Contrats istithmar		(3 000 000)								(289 000)	
Facturation d'électricité	(50 526)										
Commissariat aux comptes											
Jetons de présence								(187 500)	(187 500)	(187 500)	(187 500)

Note. Parties liées

Hors Groupe

Opérations de l'exercice	M. MOUNIR TLILI	M. ANIS EL GUZI	M. MOUNIR GRAJA	M. ABDELKADER	MOUNIR FAKHET	JILANI BEN LAGHA	M. Salem BESSAOUD	M. BASSEM JEDDOU	KPMG	LEJ AUDIT
Profits sur opérations de financement										
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha		1 922			15 192			8 560		
Rémunération des comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(48)	(2 739)			(34)					
Rémunération des contrats Istithmar										
Honoraires comité chariaa	(19 607)	(11 764)	(14 705)							
Commissariat aux comptes									(288 324)	(288 324)
Jetons de présence et indemnité	(7 500)	(6 250)	(7 500)	(277 500)	(307 500)	(337 500)	(50 000)			

Soldes à la fin de l'exercice	M. MOUNIR TLILI	M. ANIS EL GUZI	M. MOUNIR GRAJA	M. ABDELKADER	MOUNIR FAKHET	JILANI BEN LAGHA	M. Salem BESSAOUD	M. BASSEM JEDDOU	KPMG	LEJ AUDIT
Créances au titre d'opérations de financement										
- Financements Wakala Bel Istithmar, Ijara et Mourabaha		23 643			375 330			116 263		
Comptes (dépôts participatifs, tawfir,...)	(1 681)	(73 820)			(64 001)	(2 764)		(63)		(109)
Commissariat aux comptes									(243 953)	(208 253)
Jetons de présence				(187 500)	(187 500)	(187 500)				

10-2. Rémunérations et avantages sociaux bénéficiant aux mandataires sociaux :

Les obligations et engagements de la banque envers ses dirigeants, administrateurs et membres des comités réglementaires se détaillent comme suit

	Directeur Général		Administrateurs et membres des comités réglementaires	
	Charge de l'exercice	**Passif au 31/12/2024**	**Charge de l'exercice**	**Passif au 31/12/2024**
Avantages à court terme (*)	1 861 683	1 167 880	2 242 500	1 312 500
Avantages postérieurs à l'emploi	163 332	-		
Total	**2 025 015**	**1 167 880**	**2 242 500**	**1 312 500**

(*) Tenant compte de la prime d'intéressement relative à l'exercice 2024.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA BANQUE ZITOUNA

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2022, nous vous présentons notre rapport général relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 sur :

- L'audit des états financiers de la Banque ZITOUNA (la Banque) tels qu'ils sont joints au présent rapport et faisant apparaître un total Bilan de **7.432.745 mDT** et un résultat net bénéficiaire de **74.168 mDT** ;

- Les autres obligations légales et réglementaires.

Les états financiers ont été arrêtés par votre Conseil d'administration du 17 mars 2025. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états.

I- Rapport sur l'audit des états financiers :

Opinion :

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque, comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat, hormis la Zakat par action, et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers contenant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers de la Banque, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Fondement de l'opinion :

2- Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *"Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers"* du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquitté des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation :

3-Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers N° 4.16, relative à l'application de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°2024-41 qui stipule que les banques doivent réduire les taux d'intérêt fixes appliqués aux crédits en cours de remboursement dont la durée initiale

de remboursement est supérieure à 7 ans, cette réduction s'applique si la valeur totale des intérêts contractuels payés par le client au cours des trois années précédant la demande de réduction dépasse 8 % de l'encours du capital restant dû.
Les procédures d'application des dispositions de cet article étant toujours en cours à la date d'arrêté des états financiers de l'exercice clos au 31/12/2024, l'affaire n'a pas encore connu un dénouement définitif pour les banques islamiques et son impact final ne peut être ni anticipé ni estimé de façon fiable.
L'application des dispositions dudit article pourrait engendrer un impact significatif sur la rentabilité de la banque pour les prochains exercices. En conséquence, la Banque s'attend à un impact sur ses états financiers futurs.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice :

4- La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice 2024 incombe à cet organe de direction.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

Notre responsabilité consiste, en application des dispositions de l'**article 266 (alinéa 1er) du code des sociétés commerciales**, à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si ledit rapport semble autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et du Conseil d'Administration pour les états financiers :

5- Le Conseil d'Administration de la Banque est responsable, de l'établissement de l'arrêté et de la présentation fidèle des états financiers, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers :

6- Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des commissaires aux comptes contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II-Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes professionnelles et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne :

1- En application des dispositions de l'**article 3** de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombent à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la Banque.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la règlementation en vigueur :

2- En application des dispositions de l'**article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001**, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque (actions et titres participatifs) avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la règlementation en vigueur incombe à la direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes en valeurs mobilières de la Banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 02 Avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

FMBZ KPMG TUNISIE **LEJ AUDIT**

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES
DE LA BANQUE ZITOUNA

I. En application des dispositions de l'article **62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016** relative aux banques et aux établissements financiers (loi bancaire) et des articles **200 (nouveau) et suivants** et l'article **475** du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Conventions et opérations nouvellement réalisées ***(autres que les rémunérations des dirigeants)***

A-1 :Opérations avec la société « Majda Smart Solutions » :

- La Banque Zitouna a procédé au cours de l'exercice 2024 à la souscription et la libération de sa participation à l'augmentation de capital de la société Majda Smart Solutions pour un montant de 1.4 MD .

  Cette opération a fait l'objet de l'approbation du conseil d'administration de la Banque dans sa réunion du 27 Septembre 2024.

- La société Majda Smart Solutions a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats totalisent 21.182 DT et le solde de ces contrats s'élève, au 31 décembre 2024, à 1.000.000 DT.

- La Banque Zitouna a réalisé des profits de 29.148 DT, au cours de 2024, au titre des financements octroyés en 2024 au profit de la société Majda Smart Solutions. L'encours de ces financements s'élève à 466.225 DT au 31 Décembre 2024

A-2. Opérations avec la société « Zitouna Takaful » :

- La Banque Zitouna a réalisé, en 2024, des profits au titre des financements accordés à la société Zitouna Takaful en 2024, qui se présentent comme suit :

Nature du financement	Période	Montant du financement	Encours au 31/12/2024	Taux	Profits 2024
Ijara Mouaddet Ennakl	du 28/03/2024 au 28/09/2027	192 544	147 662	11%	14 343
Ijara Mouaddet Ennakl	du 16/12/2024 au 16/12/2029	53 071	51 257	11,50%	266
Ijara Mouaddet Ennakl	du 16/12/2024 au 16/12/2029	53 071	51 257	11,50%	266
Ijara Mouaddet Ennakl	du 16/12/2024 au 16/12/2029	53 071	51 257	11,50%	266
Ijara Mouaddet Ennakl	du 16/12/2024 au 16/12/2029	53 071	51 257	11,50%	266
Total		**404 830**	**352 689**		**15 406**

- La société Zitouna Takaful a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats totalisent 649.203 DT. Le solde de ces contrats s'élève au 31 décembre 2024, à 5.937.900 DT.

A-1. Opérations avec le « FCPR Moucharaka » :

- Le FCPR Zitouna Moucharaka a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 895.799 DT.

A-2. Opérations avec le « FCPR Moucharaka II » :

- Le FCPR Zitouna Moucharaka II a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 797.082 DT.

A-3. Opérations avec le « FCPR Moucharaka III » :

- Le FCPR Zitouna Moucharaka III a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 1.555.460 DT.

- La Banque Zitouna a procédé, en 2024, à la souscription et à la libération d'une participation d'un montant de 1.500.000 DT dans le FCPR Zitouna Moucharaka III.

  Cette opération a fait l'objet de l'autorisation du conseil d'administration de la Banque dans sa réunion du 09 Mars 2023.

A-4. Opérations avec le « FCPR Moucharaka IV »

- La Banque Zitouna a procédé, en 2024, à la souscription et à la libération d'une participation d'un montant de 28.800.000 DT dans le FCPR Zitouna Moucharaka IV. Cette opération a fait l'objet de l'autorisation du conseil d'administration de la Banque dans sa réunion du 07 Mars 2024

- Le FCPR Zitouna Moucharaka IV a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 2.350.247 DT.

- La Banque Zitouna a facturé, en 2024, la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Moucharaka IV, en contrepartie de la perception d'une commission annuelle (HT) égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT HTVA et un maximum de 20.000 DT, HTVA. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.801 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- le solde des comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Moucharaka IV s'élève, au 31 décembre 2024, à 29.083.747 DT.

A-5. Opérations avec le « FCPR Mourafik I » :

- Le FCPR Zitouna Mourafik a placé, au cours de 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 53.260 DT.

A-6. Opérations avec le « FCPR Mourafik II » :

- Le FCPR Zitouna Mourafik II a placé, au cours de 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 1.249.736 DT.

A-7. Opérations avec le « FCPR Mourafik III » :

- Le FCPR Zitouna Mourafik III a placé, au cours de 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 1.856.417 DT.

- La Banque Zitouna a procédé, en 2024, à la souscription et à la libération d'une participation d'un montant de 34.700.000 DT dans le FCPR Zitouna ***Mourafik III*** . Cette opération a fait l'objet de l'autorisation du conseil d'administration de la Banque dans sa réunion du 07 Mars 2024 ;

- La Banque Zitouna a facturé, en 2024, la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, de dépositaire du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna ***Mourafik III*** .La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 25.000 DT HTVA, soit la somme de 29.751 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- Les titres souscrits non libérés au 31 décembre 2024 élèvent à un montant de 14 800 000 DT dans le FCPR Zitouna Mourafik III.

A-8. Opérations avec le « FCPR Mourafik IV » :

- La Banque Zitouna a procédé, en 2024, à la souscription et à la libération d'une participation d'un montant de 30.000.000 DT dans le FCPR Zitouna Mourafik IV. Cette opération a fait l'objet de l'autorisation du conseil d'administration de la Banque dans sa réunion du 07 Mars 2024

- La Banque Zitouna rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Mourafik IV, les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 1.409 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 13.432.451 DT.

A-9. Opérations avec la société « Zitouna Finance » :

- La société Zitouna Finance a placé, au cours de 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 61.713DT. le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 500.000 DT.

A-10. Opérations avec la société « Zitouna Tamkeen » :

- La Banque Zitouna a réalisé, en 2024, des profits au titre des financements accordés à la société Zitouna Tamkeen en 2024, qui se présentent comme suit :

Nature du financement	**Période**	**Montant du financement**	**Encours au 31/12/2024**	**Taux**	**Profits 2024**
Ijara Mouaddet Ennakl	du 26/12/2024 au 26/12/2029	198 459	194 183	11%	357
Financement Wakala Belistithmar	Du 17/01/2024 Au 17/01/2029	211 576	176 371	11%	20 304
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/02/2025	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/11/2026	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/05/2026	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/08/2026	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/08/2025	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/05/2025	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/11/2025	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/02/2024 Au 22/02/2026	875 000	875 000	11%	80 869
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/10/2026	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/07/2026	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/04/2026	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/07/2027	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/01/2026	555 556	555 556	10%	26 175

Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/01/2027	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/07/2025	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/04/2027	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 23/07/2024 Au 22/10/2025	555 556	555 556	10%	26 175
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 31/12/2026	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 30/09/2027	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 30/09/2025	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 31/03/2026	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 31/12/2025	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 30/06/2027	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 30/09/2026	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 30/06/2026	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 28/10/2024 Au 31/03/2027	555 556	555 556	10%	10 522
Financement Wakala Belistithmar	Du 29/11/2024 Au 28/11/2027	4 000 000	4 000 000	10%	38 463
Total		**21 410 035**	**21 370 554**		**1 036 354**

A-11. Opérations avec la société « Zitouna Paiement » :

- La société Zitouna Paiement a placé, en 2024, ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats (échus au 31 décembre 2024) totalisent 26.301 DT.

- La Banque Zitouna a réalisé, en 2024, des profits au titre des financements accordés à la société Zitouna Paiement en 2024, qui se présentent comme suit :

Nature du financement	Période	Montant du financement	Encours au 31/12/2024	Taux	Profits 2024
Ijara Mouaddet Ennakl	du 15/07/2024 au 15/07/2029	82 783	75 698	11%	4 009
Ijara Mouaddet Ennakl	du 23/07/2024 au 23/07/2029	72 362	66 169	11%	3 343
Ijara Mouaddet Ennakl	du 01/11/2024 au 01/11/2029	85 472	82 555	11%	1 523
Wakala Bel Istithmar	du 19/07/2024 au 18/07/2025	6 000 000	6 000 000	10,62%	293 820
Total		**6 240 616**	**6 224 422**		**302 696**

- La Banque Zitouna procède au cours de l'exercice 2024 à la souscription et la libération sa participation à l'augmentation de capital de la société Zitouna Paiement pour un montant de 1.770 MD .

A-12. Opérations avec la société « Zitouna Academy » :

- La Banque Zitouna a réalisé, en 2024, des profits au titre des financements accordés à la société Zitouna Academy en 2024, qui se présentent comme suit :

Nature du financement	Période	Montant du financement	Encours au 31/12/2024	Taux	Profits 2024
Ijara Mouaddet Ennakl	du 15/07/2024 au 15/07/2029	132 073	112 245	12%	13 291
Ijara Mouaddet Mehnia	du 23/07/2024 au 23/07/2029	57 585	57 585	12%	6 411
Total		**189 658**	**169 830**		**19 703**

B- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés que l'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs avec des parties liées à la date de clôture de l'exercice 2024, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 dont voici les modalités et les principaux volumes réalisés :

B-1. Opérations avec la société « Zitouna Takaful » :

- En application de conventions conclues, antérieurement à l'exercice 2024, avec la société Zitouna Takaful, la Banque Zitouna a constaté en 2024, parmi ses produits, des commissions au titre des contrats Ijara pour la somme de 2.763.879 DT, au titre des contrats collectifs "Takaful financement" pour la somme de 309.558 DT, au titre des contrats "Takaful incendie" pour la somme de 11.593 DT et au titre de l'assurance sur cartes pour la somme de 263.936 DT. La créance de la Banque envers Zitouna Takaful s'élève, au 31 décembre 2024, au titre de ces commissions à 1.081.707 DT.

- En application de contrats d'assurance conclus, antérieurement à l'exercice 2024, avec la société Zitouna Takaful, la Banque Zitouna a supporté en 2024 des primes d'assurance Takaful au titre de l'assurance d'indemnité de départ à la retraite pour 1.334.637 DT, de l'assurance groupe pour 4.459.697 DT, de l'assurance-vie Mourafek pour 1.223.447 DT et de diverses autres assurances (globale de Banque, multirisques professionnels, autos, etc.) pour 779.974 DT. La dette de la Banque envers Zitouna Takaful s'élève, au 31 décembre 2024, à ce titre, à 6.036 DT.

- En application de contrats d'assurance conclus, antérieurement à l'exercice 2024, avec la société Zitouna Takaful, la Banque Zitouna a constaté, en 2024, parmi ses gains extraordinaires, des produits d'indemnisation pour sinistres pour un montant de 108 321 DT.

- En application des conventions de financements conclues antérieurement à l'exercice 2024, avec la société Zitouna Takaful, la Banque Zitouna a réalisé, au cours de 2024, des profits de 76.791 DT au titre des contrats Ijara.

- La Banque Zitouna a supporté, en 2024, une charge de 286.900 DT au titre de la rémunération des titres participatifs émis par la Banque et souscrits par la société Zitouna Takaful, en 2017, totalement remboursé au 31/12/2024.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Takaful antérieurement à l'exercice. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 38.304 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 4.228.707 DT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à mettre à la disposition de la société Zitouna Takaful, le local de l'agence Lac I et a facturé, à ce titre, en 2024, un loyer de 11.170 DT , encaissée en 2024.

B-2. Opérations avec la société « Zitouna Capital » :

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Capital. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 8.666 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 4.564.117 DT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à mettre à la disposition de la société Zitouna Capital, en vertu des deux conventions conclues le 15 mars 2019 révisées au cours de 2022 (date d'effet à partir du 15 Mars 2022), d'un 1er collaborateur chargé, à temps partiel, d'assurer les fonctions de "Responsable de l'Unité d'Audit Charaique" moyennant une rémunération annuelle forfaitaire de 10.000 DT HT, et d'un 2ème collaborateur chargé, à temps partiel, d'assurer les fonctions de "Responsable Conformité et Contrôle Interne" moyennant une même rémunération annuelle forfaitaire de 10.000 DT HT. En contrepartie de ses prestations au titre desdites conventions, la Banque Zitouna a facturé, en 2024, à la société Zitouna Capital la somme de 42.829 DT HT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 50.966 DT.

- La Banque Zitouna a facturé, en 2024, à la société Zitouna Capital la commission lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 14 juin 2022, portant sur la consultation dans le domaine des investissements au profit de la Société Zitouna Capital, en contrepartie de la perception d'une commission annuelle (HT) égale à 0,25%. La commission de facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.801 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- La société Zitouna Capital a continué, en 2024, à placer ses excédents de liquidité auprès de la Banque Zitouna sous forme de contrats Istithmar. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, au titre desdits contrats, totalisent 251.647 DT et le solde de ces placements est nul, au 31 décembre 2024.

- La Banque Zitouna a constaté, au cours de l'exercice 2024, parmi ses produits des dividendes distribués par Zitouna Capital, pour un montant de 774.070 DT.

B-3. Opérations avec « FCPR Zitouna Moucharaka » :

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à facturer la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 15 mars 2019, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Moucharaka I en contrepartie de la perception d'une commission annuelle HT égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT et un maximum de 20.000 DT. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.801 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Moucharaka I antérieurement à l'exercice. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 34.206 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 11.919.200 DT.

B-4. Opérations avec « FCPR Zitouna Moucharaka II » :

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à facturer la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 28 janvier 2021, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Moucharaka II en contrepartie de la perception d'une commission annuelle HT égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT et un maximum de 30.000 DT. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 30.000 DT HTVA, soit la somme de 35.701 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- La Banque Zitouna a constaté, au cours de l'exercice 2024, parmi ses produits des dividendes distribués par FCPR Zitouna Moucharaka II, pour un montant de 535.792 DT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Moucharaka II antérieurement à l'exercice. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 58.580 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 4.296.455 DT.

B-5. Opérations avec « FCPR Zitouna Moucharaka III » :

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à facturer la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 26 décembre 2024, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Moucharaka III, en contrepartie de la perception d'une commission annuelle (HT) égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT HTVA et un maximum de 20.000 DT, HTVA. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.800 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- le solde des comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Moucharaka III antérieurement à l'exercice s'élève, au 31 décembre 2024, à 20.223.330 DT.

- La Banque Zitouna a constaté, au cours de l'exercice 2024, parmi ses produits des dividendes distribués par FCPR Zitouna Moucharaka III, pour un montant de 829.790 DT.

B-6. Opérations avec le « FCPR Mourafik » :

- La Banque Zitouna a facturé, en 2024, la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 11 décembre 2020, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Mourafik en contrepartie de la perception d'une commission annuelle HT égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT HTVA et un maximum de 20.000 DT HTVA. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.801 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- La Banque Zitouna a rémunéré, au cours de 2024, les comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Mourafik. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 127.573 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 87.370 DT.

B-7. Opérations avec le « FCPR Mourafik II » :

- La Banque Zitouna a facturé, en 2024, la commission de dépositaire lui revenant au titre de la mission, qui lui a été confiée en vertu de la convention conclue le 08 mars 2022, de dépositaire exclusif du portefeuille titres et des fonds détenus par le FCPR Zitouna Mourafik II, en contrepartie de la perception d'une commission annuelle (HT) égale à 0,1% de l'actif net du fonds avec un minimum de 10.000 DT HTVA et un maximum de 20.000 DT, HTVA. La commission de dépositaire facturée et constatée par la Banque Zitouna au titre de l'exercice 2024 s'élève à 20.000 DT HTVA, soit la somme de 23.800 DT TTC non encore encaissée à la date du 31 décembre 2024.

- La Banque Zitouna a constaté, au cours de l'exercice 2024, parmi ses produits des dividendes distribués par FCPR Zitouna Mourafik II, pour un montant de 480.133 DT.

- La Banque Zitouna a rémunéré, au cours de 2024, les comptes de dépôts participatifs ouverts par le FCPR Zitouna Mourafik II. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 81.378 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 11.146.518 DT.

B-8. Opérations avec la société « Zitouna Tamkeen » :

- La Banque Zitouna a réalisé, en 2024, des profits au titre des financements accordés antérieurement à 2024 à Zitouna Tamkeen, pour un montant de 1.470.067 DT. L'encours de ces financements s'élève au 31 Décembre 2024 à 10.625.000 DT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à mettre à la disposition de la société Zitouna Tamkeen deux locaux sis à Sfax et à Sousse et a facturé, à ce titre, en 2024, un loyer de 41.808 DT HT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à mettre à la disposition de la société Zitouna Tamkeen, d'un directeur pour occuper le poste de Directeur Général de cette dernière. Les produits constatés en 2024 au titre de cette mise à disposition s'élève à 536.756 DT. Le solde des créances s'élève à 159.359 DT.

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Tamkeen antérieurement à l'exercice 2024. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 69.039 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 785.039 DT.

- La Banque Zitouna a souscrit, en date du 25 Décembre 2023, aux titres participatifs « Sukuk Zitouna Tamkeen » pour un montant de 3.500.000 DT. Les profits constatés par la Banque au cours de l'exercice 2024 s'élèvent à 372.750 DT.

B-9. Opérations avec la société Zitouna Finance :

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Finance. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 8.636 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 423.684 DT.

- La Banque Zitouna a signé une convention avec la société Zitouna Finance (le prestataire), qui s'engage à accompagner la Banque Zitouna dans la préparation du dossier d'autorisation auprès de la Banque Centrale de Tunisie et de la Banque d'Algérie pour la création d'une banque islamique en Algérie. Le montant des charges comptabilisées au 31 décembre 2024 s'élève à 1 350 000 DT.

B-10. Opérations avec la société Majda Smart Solutions :

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Majda Smart Solutions. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 48.579 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 940.003 DT.

- En application des conventions de financement conclues avant l'exercice 2024 avec la société Majda Smart Solutions, la Banque Zitouna a réalisé, au cours de l'année 2024, un profit de 177 735 DT au titre de ces financements. L'encours de ces financements s'élève, au 31 décembre 2024, à 1.500.646 DT

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à mettre à disposition de personnel auprès de Majda Smart Solutions. Les produits constatés par la Banque à ce titre en 2024 s'élèvent à 5.108 DT HTVA. Le solde des créances se rapportant à ces opérations s'élève à 13.038 DT au 31 Décembre 2024.

- La Banque Zitouna a signé une convention avec la société Majda Smart Solutions sur une mission de conseil, accompagnement et services informatiques . Le montant des charges comptabilisées au 31 décembre 2024 s'élève à 4.498.758DT.

B-11. Opérations avec la société « Zitouna Paiement » :

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Paiement. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 10.528 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 3.927.458 DT.

- La banque a mis, en 2022, à la disposition de la société Zitouna Paiement des espaces de travail à aménager dans une partie des locaux abritant les directions régionales de la Banque, pour une durée de 3 années renouvelable, moyennant une redevance annuelle. Le solde de ces comptes s'élève à 22.849 DT au 31 décembre 2024.

B-12. Opérations avec la société « Zitouna Academy » :

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Zitouna Academy. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, sont 5.614 DT.

- La Banque Zitouna a continué en 2024 la mis à la disposition de Zitouan Academy un membre du personnel pour occuper le poste de Gérant de la société Zitouna Académy. Les montants facturés par Banque Zitouna à ce titre s'élèvent à 266.801 DT. Le solde de ses opérations d'élèvent à 93.894 DT au 31 Décembre 2024.

- la Banque Zitouna a poursuivi en 2024 l'exécution des actions de formation (inter-entreprise et intra-entreprise) avec la société Zitouna Academy, ainsi que des missions d'accompagnement, soit en lien avec ces actions de formation, soit dans le domaine de l'ingénierie de la formation, au profit de la Banque. Les charges engagées au titre de cette convention en 2023 s'élèvent à 240.814 DT.

B-13. Opérations avec la société « Majda Tunisie » :

- En application des conventions de financement conclues avant l'exercice 2024 avec la société Majda Tunisie, la Banque Zitouna a réalisé, au cours de l'année 2024, un profit de 100.199 DT au titre de ces financements. L'encours de ces financements s'élève, au 31 décembre 2024, à 94.188 DT.

- La Banque Zitouna a continué en 2024 à rémunérer les comptes de dépôts participatifs ouverts par la société Majda Tunisie. Les charges encourues, en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, totalisent 79.027 DT et le solde de ces comptes s'élève, au 31 décembre 2024, à 145.002 DT.

- La Banque Zitouna a poursuivi la location du Bloc B de l'immeuble « Renaissance » auprès de la société Majda Tunisie, afin de l'exploiter comme extension de son siège social. Ce contrat, conclu pour une durée de cinq ans à compter du 1er août 2023, a engendré des charges de 2.717.619 DT en 2024.

- La Banque Zitouna a supporté en 2024 les frais d'électricité facturés par la société Majda Tunisie pour la location du Bloc B, pour un montant de 297 629 DT. Le solde de ces comptes s'élève à 50 526 DT au 31 décembre 2024.

B-14. Opérations avec d'autres parties liées :

- La Banque Zitouna a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts ouverts par diverses parties liées. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, ainsi que les soldes de ces comptes au 31 décembre 2024 se présentent comme suit :

Comptes de dépôts participatifs	*Hôtel la Cigale Tabarka*	*Hôtel la Cigale Gammarth*	*Société Golf de Tabarka*	*Société IHMC*	*Victor Nazeem Ridha Agha*	*Samira Ghribi*	*Nabila Ben Yedder*
Rémunération des comptes (Exercice 2024)	235.625	3.610	74.439	34.176	5.927	1.047	11.394
Soldes des comptes au 31/12/2024	3.182.307	50.991	105.093	624.396	538.936	9.655	592.456

Comptes de dépôts participatifs	*Adel Alya*	*Mounir Tlili*	*Anis El Guzi*	*Jilani Ben Lagha*	*Mounir Fakhet*	*Bassem Jeddou*	*LEJ Audit*
Rémunération des comptes (Exercice 2024)		48	2.739	0	34	0	0
Soldes des comptes au 31/12/2024	62.380	1.681	73.820	2.764	64.001	63	109

- Plusieurs parties liées, au cours de 2024, ont conclu des contrats Istithmar avec la banque Zitouna. Les charges encourues en 2024, par la Banque Zitouna, à ce titre, ainsi que les soldes de ces comptes au 31 décembre 2024 se présentent comme suit :

Contrats Istethmar	*Hôtel la Cigale Tabarka*	*Samira Ghribi*	*Nabila Ben Yedder*
Rémunération des contrats (Exercice 2024)	94.505	15.421	27.690
Soldes des contrats au 31/12/2024	3.000.000	289.000	0

Par ailleurs, nous n'avons relevé, au cours de nos investigations, aucune autre opération réalisée, en 2024, relative à des conventions antérieures.

C-Obligations et engagements de la Banque envers les dirigeants

C-1. Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du code des sociétés commerciales portent sur :

1- La rémunération du Directeur Général, M. Nabil EL MADANI, tel que fixée par les décisions du Conseil d'Administration du 9 février 2020 et du 09 Mars 2023. Cette rémunération est composée des émoluments et avantages suivants :

(a) Des avantages à court terme composés de salaires mensuels, d'un 13ème mois, d'une prime d'intéressement fixée, chaque année, par le Conseil d'Administration, d'avantages en nature sous forme de la mise à disposition d'une voiture de fonction, d'une prise en charge des prestations téléphoniques et des tickets restaurants, ainsi que des cotisations sociales patronales au titre du régime normal et du régime complémentaire et des cotisations patronales au titre d'une assurance groupe.

(b) Des avantages à court terme, fixés par décision du Conseil d'Administration du 25 mars 2020, correspondant à la rétrocession des jetons de présence revenant à la Banque Zitouna, en sa qualité de membre de conseil d'administration de certaines sociétés apparentées, au représentant légal de la Banque.

(c) Des avantages postérieurs à l'emploi correspondant aux primes d'assurance de l'indemnité de départ à la retraite et aux contributions patronales au titre du régime Mourafik.

2- Les jetons de présence servis aux membres du conseil d'administration et aux membres des comités émanant du conseil d'administration.

C.2- Les obligations et engagements de la société envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, se présentent comme suit (en DT) :

Nature de la rémunération	**Directeur Général [1]**		**Administrateurs**	
	Charges de l'exercice	**Passif au 31/12/2024**	**Charges de l'exercice**	**Passif au 31/12/2024**
Avantages à court terme	1.861.683	1.167.880	2.242.500	1.312.500
Avantages postérieurs à l'emploi	163.332	-	-	-
Total 2024	**2.025.015**	**1.167.880**	**2.242.500**	**1 312 500**

[1] Compte non tenu du montant des jetons de présence rétrocédés et perçus directement par le Directeur Général en sa qualité de représentant permanent de la Banque dans les conseils d'administration au sein desquels cette dernière est désignée en qualité d'administrateur, et ce, en application de la décision du Conseil d'Administration de la Banque du 25 mars 2020.

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations entrant dans le cadre des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 02 Avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

FMBZ KPMG TUNISIE **LEJ AUDIT**

Emna RACHIKOU **Bessem JEDDOU**

بلاغ الشركات

القوائم المالية

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

المقرّ الإجتماعي : 54، شارع شارل نيكول متوال فيل -1002 تونس-

ينشر بيت الإيجار المالي التونسي السعودي قوائمه المالية للسنة المحاسبية المختومة في 2024/12/31 التي ستعرض للمصادقة في الجلسة العامة العادية التي ستنعقد يوم 26 أفريل 2025. هذه القوائم مصحوبة بالتقرير العام والخاص لمراقبي الحسابات: شريف بن زينة ومريم كريم.

الموازنة

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

في 31 ديسمبر 2024

(الوحدة :دينار تونسي)

	الإيضاحات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
السيولة وما يعادلها	**1.3**	**63 618 545**	**69 846 156**
مستحقات الإيجار المالي		334 446 892	325 953 431
عقود إيجار في طور الافراج		8 690 575	5 240 999
المستحقات غير المدفوعة		25 528 799	20 258 315
الأرباح المعلقة		-4 222 688	-2 457 209
المخصصات		-25 261 388	-20 528 220
صافي المستحقات الناجمة عن الإيجار	**2.3**	**339 182 190**	**328 467 316**
محفظة الاستثمار		59 895 460	51 963 200
المخصصات		-396 066	-386 437
صافي محفظة الاستثمار	**3.3**	**59 499 394**	**51 576 763**
الأصول الثابتة المادية		6 509 611	6 391 716
تطرح الاستهلاكات		-4 541 955	-4 107 354
صافي الأصول الثابتة	**4.3**	**1 967 656**	**2 284 362**
الأصول الثابتة غير المادية		710 067	701 067
تطرح الاستهلاكات		-635 969	-604 156
صافي الأصول الثابتة غير المادية	**5.3**	**74 098**	**96 911**
الأصول جارية أخرى	**6.3**	**5 919 954**	**3 980 978**
مجموع الأصول		**470 261 837**	**456 252 486**
تمويلات بنكية	**7.3**	312 930 153	304 570 010
تسبيقات على عمليات الإيجار	**8.3**	10 676 642	8 775 930
مزودون والحسابات المتصلة بهم	**9.3**	27 236 254	23 666 061
الخصوم الجارية الأخرى	**10.3**	8 208 284	6 772 952
مجموع الخصوم		**359 051 333**	**343 784 953**
رأس المال الاجتماعي		30 000 000	30 000 000
الاحتياطي		51 491 396	39 941 396
أسهم ذاتية		-	-2 711 814
الأموال الذاتية الأخرى		13 355 812	23 285 847
نتائج مؤجلة		6 102 101	9 514 245
النتيجة		10 261 194	12 437 856
مجموع الأموال الذاتية	**11.3**	**111 210 504**	**112 467 530**
مجموع الأموال الذاتية والخصوم		**470 261 837**	**456 252 486**

جدول التعهدات خارج الموازنة

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

في 31 ديسمبر 2023

(الوحدة :دينار تونسي)

	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مجموع الخصوم المحتملة	**4 361 172**	**-**
الضمانات والكفالات المقدمة	4 361 172	-
مجموع التعهدات الممنوحة	**46 891 177**	**41 633 697**
تعهدات ممنوحة للحرفاء	3 601 945	1 203 544
تعهدات على المساهمات	-	-
تعهدات على العمولات وعائدات الايجار	43 289 232	40 430 153
مجموع التعهدات المستلمة	**98 681 758**	**95 346 129**
الضمانات المقبولة	**-**	**-**
العوائد المستحقة على العقود الجارية	98 681 758	95 346 129

قائمة النتائج

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

في 31 ديسمبر 2024

(الوحدة :دينار تونسي)

	الإيضاحات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مداخيل الإيجار المالي		49 888 617	48 059 733
مداخيل مالية أخرى		6 746 450	4 383 721
التغير في المداخيل المعلقة		-1 765 480	-350 571
مداخيل محفظة الاستثمار		5 289 775	5 371 446
إجمالي الدخل	**1.4**	**60 159 362**	**57 464 329**
أعباء مالية صافية	**2.4**	-32 710 051	-28 512 826
صافي الدخل		**27 449 311**	**28 951 503**
أعباء الأعوان	**3.4**	-5 258 265	-5 384 975
أعباء الاستغلال الأخرى	**4.4**	-1 872 653	-1 826 952
صافي المخصصات والمدخرات	**5.4**	-5 939 411	-5 127 147
مخصصات مخاطر عامة	**6.4**	-9 629	-254 555
مخصصات الإستهلاكات	**7.4**	-466 414	-494 379
مجموع أعباء الإستغلال		**-13 546 372**	**-13 088 008**
الأرباح العادية الأخرى	**8.4**	1 586 931	1 563 960
الخسائر العادية الأخرى	**9.4**	- 300 637	-64 567
نتيجة الأنشطة العادية		**15 189 233**	**17 362 889**
الضريبة على الشركات	VI	-4 106 699	-4 008 748
اعباء طارئة/استثنائية	**VI**	- 821 340	-916 285
النتيجة الصافية للسنة المحاسبية		**10 261 194**	**12 437 856**

جدول التدفقات النقدية

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

في 31 ديسمبر 2024

(الوحدة :دينار تونسي)

البيانات	الإيضاحات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
أنشطة الاستغلال			
مبالغ محصلة من الزبائن	**1.5**	197 048 607	194 662 736
مبالغ مدفوعة لتمويل الزبائن-الإيجار المالي	**2.5**	-136 077 095	-146 537 654
مبالغ مدفوعة لسداد أجور ومكافآت وقروض الموظفين	**3.5**	-5 574 296	-3 936 379
أعباء مالية مدفوعة	**4.5**	-30 570 707	-28 325 588
عائدات مالية محصلة		8 713 145	6 086 780
المبالغ المسددة بعنوان الضرائب والرسوم	**5.5**	-15 056 312	-18 720 993
مبالغ أخرى محصلة	**6.5**	3 425 646	1 131 809
مبالغ أخرى مدفوعة	**7.5**	-4 585 938	-5 333 914
التدفقات النقدية الصافية المخصصة لأنشطة الاستغلال		**17 323 048**	**-973 203**
أنشطة الاستثمار			
الدفعات المتأتية من اقتناء الأصول ثابتة		-	-447 430
الدفعات المتأتية من بيوعات الأصول ثابتة		-	58 100
الدفعات المتأتية من اقتناء أصول مالية		-	-
الدفعات المتأتية من بيوعات أصول مالية		10 182 449	2 500 000
التدفقات النقدية الصافية المخصصة لأنشطة الاستثمار		**10 182 449**	**2 110 670**
أنشطة التمويل			
توزيع الأرباح		-2 444 947	-3 777 824
التمويلات المتحصل عليها من المؤسسات المالية وسداد	**8.5**	618 513 369	587 404 891
أقساط القروض المدفوعة		-620 166 536	-565 845 582
التدفقات النقدية الصافية المتأتية من أنشطة التمويل		**-4 098 114**	**17 781 486**
التغيير الصافي في السيولة أو ما يعادلها خلال السنة		23 407 383	18 918 953
السيولة أو ما يعادلها بداية السنة		37 815 493	18 896 541
السيولة أو ما يعادلها نهاية السنة		**61 222 876**	**37 815 493**

الإيضاحات حول القوائم المالية

الإيضاحات حول القوائم المالية

I-تقديم المؤسسة

بيت الإيجار المالي التونسي السعودي هي شركة خفية الاسم منشأة وفقا للقانون التونسي برأس مال قدره ثلاثون مليون دينار تونسي، بمساهمات نقدية مدفوعة بالكامل تنقسم إلى 000 000 30سهما بقيمة واحد دينار تونسي للسهم الواحد مدفوعة بالكامل.

يتمثل نشاط الشركة في القيام بعمليات الإيجار المالي للمعدات والعقارات وغيرها من المنقولات وفقا لمعايير الصيرفة الإسلامية وذلك لفائدة حرفائها بهدف الاستغلال المهني في المجال التجاري أو الصناعي أو غيرها من الأنشطة الاقتصادية.

وتخضع الشركة للقانون عـ48ـدد لسنة 2016 المتعلق بالبنوك والمؤسّسات المالية، وكذلك للقانون عـ89ـدد لسنة 1994 المتعلق بشركات الإيجار المالي.

II-المعايير والمبادئ المحاسبية المعتمدة

تم إعداد وعرض القوائم المالية وفقا للتشريعات الجاري بها العمل في البلاد التونسية بما في ذلك النظام المحاسبي للمؤسسات مع الأخذ بعين الاعتبار الفرضيات الأساسية والاتفاقات المحاسبية التي حددها الأمر عدد 96-2459 الذي يتعلق بالمصادقة على الإطار المرجعي للمحاسبة. القوائم المالية تحترم مختلف السياسات المحاسبية التي نصّ عليها هذا الأمر.

2.1 - تقديم القوائم المالية

تمسك حسابات بيت الإيجار المالي التونسي السعودي وفقا للسياسات المحاسبية المنصوص عليها في إطار تحديث النظام المحاسبي للمؤسسات في سنة 1997 (قرار من وزير المالية الصادر في 31 ديسمبر 1996).

في نهاية سنة 2008، وفي إطار تحديث قطاع الإيجار المالي، غيرت المؤسسة كيفية عرض بياناتها المالية بما يتماشى مع معايير المحاسبة للمصارف بما في ذلك المعيار NCT 21 والمعيار NCT41 المتعلق بعقود الإيجار.

2. 2 - المبادئ المحاسبية المعتمدة

أعدت القوائم المالية لبيت الإيجار المالي التونسي السعودي على أساس تدوين الأصول بالتكلفة التاريخية.

السياسات المحاسبية المتبعة تتوافق مع المعايير المحاسبية المعمول بها في تونس.

وتتلخص أهم المبادئ المحاسبية المعتمدة في إعداد القوائم المالية كالآتي:

2. 2 .1- الأصول الثابتة

تدون الأصول الثابتة بتكلفة شرائها، ما عدا الضرائب القابلة للاسترداد، ومع الأخذ بعين الاعتبار التكاليف المباشرة. ويتم احتساب الاستهلاك على أساس الاستهلاك القار.

2 . 2 .2- الأصول الثابتة المؤجرة

تمثل هذه الأصول الممتلكات التي تم إقتنائها من قبل بيت الإيجار المالي التونسي السعودي والتي تم تأجيرها لمدة تتراوح بين ثلاث وسبع سنوات. بالنسبة للعقود المبرمة قبل 1 جانفي 2008، تم تدوين هذه الأصول في

الموازنة بتكلفة شرائها وذلك طوال مدة الإيجار. عند انتهاء عقد الإيجار، للمستأجر خيار شراء الأصول، ليصبح المالك وذلك بالقيمة المتبقية والمقررة في العقد.

تشمل عمليات التأجير الممتلكات المنقولة (معدات، وسائل نقل ...) والعقارية (الأراضي والمباني).

وتجدر الإشارة إلى أن الأصول المؤجرة تبقى خلال فترة الإيجار، ملكا لبيت الإيجار المالي التونسي السعودي، ولا يمكن للمستأجر بيعها أو رهنها.

قد تخضع بعض العقود لتعديلات بهدف إما إعادة النظر في الإيجارات أو تمديد مدة العقد أو إعادة جدولة الإيجار.

2 . 2 .3- الديون الناتجة عن عمليات الإيجار المالي

ابتداء من سنة 2008، ووفقا للمعيار المحاسبي NCT41، تعرض الأصول الثابتة المؤجرة في الموازنة ضمن المستحقات على الزبائن بمبلغ مساوي لصافي التمويل المنصوص عليه في عقد الإيجار.

2 . 2 .4- التمويلات

يقع تسجيل التمويلات التعاقدية أصلاً بالنسبة للجزء المسند في خصوم الموازنة وبالتحديد في بند "التمويلات البنكية".

2 . 2 .5- سياسات تكوين مخصصات مخاطر الإيجار المالي

حددت المخصصات طبقا لمبادئ تقسيم وتغطية المخاطر ومتابعة التعهدات المنصوص عليها بمقتضى منشور البنك المركزي التونسي عدد 24-91 المؤرخ في 17 ديسمبر 1991 وذلك بتطبيق نسبة مخصص الصنف على قيمة التعهدات المتبقية بعد خصم تقييم الضمانات المتوفرة والأرباح المعلقة عن كل زبون.

كما تم تطبيق نسب المخصصات الواردة بمنشور البنك المركزي مع الأخذ بعين الاعتبار القواعد الحذرة المعمول بها ووجود الضمانات الصالحة والكافية.

الصنف		نسبة المخصص
0	الديون العاديّة	%0
1	الديون التي تستوجب متابعة خاصة	%0
2	الديون غير المؤكّدة	%20
3	الديون المتعثرة	%50
4	الديون المشكوك فيها	%100

كما أصدر البنك المركزي التونسي المنشور عدد21 لسنة 2013 المتعلق بتكوين مخصصات اضافية لتغطية المخاطر الكامنة على التعهدات المشكوك فيها (صنف 4) كالآتي:

أقدمية في الصنف 4	نسبة تخفيض الضمان
3 إلى 5 سنوات	%40
6 أو 7سنوات	%70
أكثر من 8 سنوات	%100

2 . 2 .6- تقييم المستحقات على الزبائن

أ- كيفية التقييم:

يقع تقييم المخصصات المطلوبة على المستحقات وفقا للمنهجية التالية:

- تحديد التمويلات التي يجب فحصها؛
- تصنيف التعهدات حسب وضعيتها في 31 ديسمبر **2024** حسب فئات المخاطر وإسناد نسبة المخصص التي يجب تطبيقها حسب التصنيف؛
- تطبيق نسبة المخصصات الخاصة بكل صنف؛
- الأخذ بعين الاعتبار للضمانات المتحصل عليها والقيمة الحقيقية للمعدات المستأجرة؛
- الأخذ بعين الاعتبار القيمة الذاتية لمعدات الإيجار المالي؛
- تحديد المخاطر المواجهة.

ب- التصنيف :

تصنف المستحقات حسب المعلومات المتاحة في 31 ديسمبر **2024** والمستندة في المقام الأول على أقدمية تعثر سداد قيمة الإيجارات:

الصنف	الأقدمية
1	- تأخير في التسديد بأقل من 90 يوما
2	- تأخير في التسديد بأقل من 180 يوم ويفوق 90 يوما
3	- تأخير في التسديد بأقل من 360 يوم ويفوق 180 يوما
4	- تأخير في التسديد لمدة تفوق 360 يوم

مع اعتبار الأوضاع الخاصة بما في ذلك:

- النزاعات مع الزبائن
- حالات إيقاف الفوترة

ت- الضمانات

الضمانات المعتمدة لاحتساب المخصصات وطرق تقييمها:

- الرهون العقارية المسجلة : تحتسب قيمة الضمان على أساس تقييم مستقل داخلي أو خارجي وحسب حصة بيت الإيجار المالي التونسي السعودي في تمويل المشروع.
- قيمة المعدات التي تم اقتناؤها في إطار عقود الإيجار المالي و يتم تقييم قيمة الضمان كما يلي :

نوع المعدات	*الإستهلاكات*
بناءات	القيمة الأصلية بعد تنزيل 5 بالمائة للسنة
معدات عادية	القيمة الأصلية بعد تنزيل 20 بالمائة للسنة
معدات خاصة	القيمة الأصلية بعد تنزيل 40 بالمائة للسنة

د- المدخرات الجماعية

طبقا للفصل 10 مكرر جديد من منشور البنك المركزي التونسي عدد 24 لسنة 1991 المؤرخ في 17 ديسمبر 1991 المتعلق بتوزيع و تغطية المخاطر ومراقبة الالتزامات بصيغته المعدلة والمكملة بالنصوص اللاحقة، يتوجب على الشركة تكوين مدخرات ذات صبغة عامة على التعهدات صنف 0 و 1. و قد تم احتساب هذه المدخرات تطبيقا للمنهجية المرجعية التي أقرها البنك المركزي.

III -إيضاحات حول الموازنة

1.3. السيولة وما يعـــــادلها

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
الحسابات البنكية	40 549 352	37 821 137
أوراق للتحصيل	68 718	24 945
استثمارات	23 000 000	32 000 000
الخزينة	475	73
المبلغ الجملي	63 618 545	69 846 156

2.3.مستحقات الحرفاء

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مستحقات الإيجار المالي (*)	343 137 467	331 194 430
المستحقات غير المدفوعة	25 528 799	20 258 315
مخصصات على الحرفاء	-19 858 685	-15 193 633
المدخرات الجماعية	-5 402 703	-5 334 587
الأرباح المعلقة	-4 222 688	-2 457 209
صافي المستحقات الناجمة عن الإيجار	**339 182 190**	**328 467 316**

(*) بما في ذلك عقود الإيجار في طور الموافقة.

2.2.3. تقسيم التعهدات حسب التصنيف

التصنيف	المستحقات الجارية 31ديسمبر2024	المستحقات غير المدفوعة 31ديسمبر 2024	التعهدات المنتظرة 31ديسمبر 2024	التعهدات الخامة 31ديسمبر2024	المدخرات 31ديسمبر 2024	الأرباح المعلقة 31ديسمبر 2024
0	265 893 948	3 136 271	8 690 576	277 720 795	401 277	-
1	43 737 749	4 716 282	-	48 454 030	55 735	-
2	5 228 949	1 245 216	-	6 474 165	381 264	283 249
3	4 180 601	1 851 553	-	6 032 153	1 231 742	462 363
4	15 493 222	14 579 477	-	30 072 699	17 788 667	3 477 077
المجموع	**334 534 469**	**25 528 799**	**8 690 576**	**368 753 844**	**19 858 685**	**4 222 688**

3.3. محفظة الاستثمار

بلغ رصيد هذا الحساب في 31 ديسمبر 2024، ما قيمته 394 499 59 دينار، و تتوزع بين استثمارات بقيمة 434 196 58 دينار و مساهمات بقيمة 960 302 1 دينار تونسي و تتوزع كما يلي:

محفظة الاستثمار

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
استثمار في TUNISIAN DEVELOPMENT FUND II	779.100	999.600
استثمار في TUNISIAN DEVELOPMENT FUND III	6.698.400	6.698.400
استثمار في STE SOTUVER	3.700.000	3.700.000
استثمارات لدى ALBARAKA SICAR	19.050.000	10.500.000
مخصصات صندوق TUNISIAN DEVELOPMENT FUND II	-266.066	-256.437
محفظة الاستثمار المنتفعة بالإعفاء الضريبي	**29.961.434**	**21.641.563**
استثمارات - اتفاقيات مضاربة لفائدة شركة البركة العقارية	27.875.000	28.675.000
استثمار في صندوق استثماري الأمانة تكافل	360.000	360.000
الاستثمارات الأخرى	**28.235.000**	**29.035.000**
محفظة المساهمات الأخرى*	**1. 302. 960**	**900.200**
صافي محفظة الاستثمارات	**59.499.394**	**51.576.763**

*محفظة المساهمات الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مساهمة في شركة TELECOM NSC	30 000	30 000
مساهمة في ELAMANA TAKAFUL	1 285 710	900 000
مساهمة في MUTUELLE DU SAVOIR	117 050	100 000
مساهمة في LOISIRS STE LAC DES ACTIVITES DE	100	100
مساهمة في راس مال ALBARAKA SICAR	100	100
مخصصات NSC TELECOM	-30 000	-30 000
مخصصات MUTUELLE DE SAVOIR	-100 000	-100 000
صافي محفظة المساهمات	**1 302 960**	**900 200**

4.3. الأصول الثابتة المادية

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
بناءات	4 098 069	4 098 069
معدات اعلامية	629 614	617 533
تجهيزات عامة وتهيئة	800 598	699 523
معدات نقل	805 088	805 088
معدات مكتبية	176 242	171 503
إجمالي كلفة الأصول الثابتة المادية	**6 509 611**	**6 391 716**
استهلاكات البناءات	-2 762 870	-2 557 969
استهلاكات المعدات الاعلامية	-601 268	-581 634
استهلاكات التجهيزات العامة	-598 540	-556 899
استهلاكات معدات النقل	-425 506	-265 009
استهلاكات المعدات المكتبية	-153 772	-145 843
إجمالي الاستهلاكات	**-4 541 955**	**-4 107 354**
صافي الأصول الثابتة المادية	**1 967 656**	**2 284 362**

5.3. الأصول الثابتة غير المادية

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
برامج إعلامية	710 067	701 067
إستهلاكات	-635 969	-604 156
صافي الأصول الثابتة الغير مادية	**74 098**	**96 911**

3. 6. الأصول الجارية الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
تمويلات للموظفين	2 297 606	1 089 289
تسبقة على المزودين	7 800	14 859
إيرادات مرتقبة	2 335 890	2 273 324
فائض رسوم وأداءات	1 020 732	418 153
حسابات دائنة أخرى	216 972	141 229
ضمان	900	900
تسبقة للموظفين	49 876	53 044
مخصصات	-9 821	-9 821
المبلغ الجملي	**5 919 954**	**3 980 978**

7.3. التمويلات البنكية

يتكون هذا البند من المساعدات البنكية بقيمة 491 486 134 دينار تونسي وتمويلات بنكية بقيمة 662 443 178 دينار تونسي. ويفصل كما يلي:

- **المساعدات البنكية**

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
تمويلات بنكية وعقود مضاربة – تستحق في أجل لا يتجاوز السنة	129 185 998	109 794 100
الحسابات البنكية	5 826	5 718
الديون المتعلقة بالتمويلات البنكية	5 294 667	5 140 077
المبلغ الجملي	**134 486 491**	**114 939 895**

- **التمويلات البنكية**

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
شهادات إيجار–"البركة"	100 000 000	100 000 000
تمويلات بنكية – تستحق في أجل يتجاوز السنة	78 443 662	89 630 116
المبلغ الجملي	**178 443 662**	**189 630 116**

8.3. تسبيقات على عمليات الإيجار

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
الخصـــــوم المتصلة بالحرفاء	10 676 641	8 775 930
المبلغ الجملي	**10 676 641**	**8 775 930**

9.3. المزودون والحسابات المتصلة بهم

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
أوراق الدفع	24 437 061	20 678 876
المزودون	2 799 193	2 987 186
المبلغ الجملي	**27 236 254**	**23 666 061**

10.3. الخصـــــوم الجـــــارية الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مصاريف مستحقة وغير مدفوعة	2 340 764	2 581 443
مداخيل العوائد المتأخرة	1 493 884	1 236 807
ضرائب ورسوم	1 890 591	2 206 900
حسابات متصلة بالموظفين	324 081	271 117
أرباح مستحقة وغير مدفوعة	1 709 718	-
دائنون آخرون	449 246	476 686
المبلغ الجملي	**8 208 284**	**6 772 952**

11.3. الأمـــــــــوال الذاتـــيـــة

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
رأس المال الاجتماعي	30 000 000	30 000 000
أسهم ذاتية	-	-2 711 814
الاحتياطي القانوني	4 435 427	4 435 427
احتياطي مخاطر التمويلات	16 607 170	13 607 170
الأموال الذاتية الأخرى	1 635 847	1 535 847
مساهمات تكميلية أخرى	69 964	-
إصدارات باست ليز (*)	11 650 000	21 750 000
احتياطي إعادة استثمار	30 448 800	21 898 800
النتائج المرحلة	6 102 101	9 514 246
النتيجة المحاسبية	10 261 195	12 437 856
المبلغ الجملي	**111 210 504**	**112 467 530**

(*) بتاريخ 25 مارس 2017، وافقت الجلسة العامة العادية للشركة على إصدار سندات مساهمة بقيمة 100 مليون دينار تونسي على مدى سبع سنوات وعلى عدة أقساط وفوضت الصلاحيات اللازمة لمجلس الإدارة لتعيين الشروط والأحكام. وفي هذا الإطار، قامت الشركة بإصدار سندات مساهمة بقيمة 21.750 ألف دينار تونسي، وقد تم خلال سنة 2024 خلاص القسط المتعلق بسندات مساهمة 2017 بقيمة 10,1 مليون دينار تونسي وبذلك يكون رصيد سندات المساهمة بتاريخ 31 ديسمبر 2024 مبلغ 11,650 مليون دينار تونسي.

بيان التغيرات في حقوق الملكية

البيانات	31 ديسمبر 2023	تخصيص النتائج	توزيع أرباح	تغييرات أخرى	النتيجة المحاسبية	31 ديسمبر 2024
رأس المال	30 000 000	-	-	-	-	30 000 000
احتياطيات	39 941 397	11 550 000	-	-	-	51 491 397
الصندوق الاجتماعي	1 535 847	100 000	-	-	-	1 635 847
نتيجة مرحلة	9 514 246	787 856	-4 200 000	-	-	6 102 101
النتيجة المحاسبية	12 437 856	-12 437 856	-	-	10 261 195	10 261 195
الأسهم الذاتية	-2 711 814	-	-	2 711 814	-	-
إصدارات باست ليز	21 750 000	-	-	-10 100 000	-	11 650 000
أموال ذاتية أخرى	-	-	-	69 964	-	69 964
المبلغ الجملي	**112 467 532**	**-**	**-4 200 000**	**-7 381 222**	**10 261 195**	**111 210 504**

IV- إيضاحات حول قائمة النتائج

1.4. مداخيل الإيجـــــــار المـــــالي

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
هامش ربح العمليات الخاضعة للضريبة	29 601 524	28 609 680
هامش ربح العمليات غير الخاضع للضريبة	20 287 093	19 450 053
عمولات ورسوم التمويل	176 854	158 003
عائدات أخرى	6 569 596	4 225 718
التغير في المداخيل المعلقة	-1 765 480	-350 571
مداخيل محفظة الاستثمار	5 289 775	5 371 446
إجمالي الدخل من الإيجار المالي	**60 159 362**	**57 464 329**

2.4 . أعبـــــاء مـــــــالية صافـية

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
اعباء شهادات الإيجار المالي	10 258 011	10 092 525
اعباء التمويلات البنكية والمؤسسات المالية والشركات	21 059 169	16 676 551
أعباء تمويلات سندات باست ليز	1 392 871	1 743 750
المبلغ الجملي	**32 710 051**	**28 512 826**

3.4. أعـــبـــاء الأعوان

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
أجور وملحقات الأجور	4 151 689	4 059 485
أعباء اجتماعية	617 106	573 203
الإجازات المدفوعة الأجر	61 059	24 373
مكافئة نهاية الخدمة عند التقاعد	72 591	335 971
الأداء على التكوين المهني والمساهمة في صندوق النهوض بالمسكن لفائدة الأجراء	78 294	71 427
مصاريف تأمين	189 898	201 432
مصاريف أخرى	87 628	119 083
المبلغ الجملي	**5 258 265**	**5 384 975**

4.4. أعباء الاستغلال الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مصاريف خدمات وأتعاب	642 767	648 337
بدل الحضور	129 671	107 672
مصاريف الهاتف والبريد	137 704	93 334
الضرائب والرسوم	128 223	170 174
مصاريف المجالس والجمعيات	14 206	31 675
الرسوم المصرفية	278 952	225 769
شراء لوازم ومواد غير مخزنة	77 870	97 550
الخدمات الخارجية	143 525	137 088
تكاليف الوقود وصيانة السيارات	52 283	42 728
صيانة وتصليح	90 879	126 510
مصاريف مهمات	18 009	22 584
منح التأمين	50 547	32 664
ماء وكهرباء و تزويدات أخرى	71 694	48 734
دعاية وإعلان	27 877	32 596
مصاريف أخرى	8 447	9 536
المبلغ الجملي	**1 872 653**	**1 826 952**

5.4. صافي مخصصات المدخرات المتعلقة بتمويل الزبائن

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مخصصات المدخرات الجماعية	68 116	903 442
مخصصات المدخرات الحرفاء	5 750 342	4 223 705
إسترجاع مخصصات مؤونة الديون المشطوبة	-1 085 290	-784 063
ديون مشطوبة	1 206 243	953 557
المبلغ الجملي	**5 939 411**	**5 296 641**

6.4. مخصصات مخاطر عامة

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مخصصات مخاطر اجتماعية	-	66 643
مدخرات مساهمات استثمار	9 629	187 912
المبلغ الجملي	**9 629**	**254 555**

7.4. الإستهلاكات

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
استهلاك الأصول الثابتة غير المادية	31 813	98 375
استهلاك الأصول الثابتة المادية	434 601	396 004
المبلغ الجملي	**466 414**	**494 379**

8.4. الأرباح العاديـــــــــة الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
أرباح مختلفة	887 677	232 887
أرباح على الديون المشطبة	10 030	147 530
الفارق في الخلاص	264 130	217 050
الأداء على معاليم التأخير	425 094	427 362
خسائر الخطايا المتعلقة بالمراجعة الجبائية	-	-1 015 717
استرداد مخصصات عامة	-	1 724 343
المبلغ الجملي	**1 586 931**	**1 733 455**

9.4. الخسائر العاديـــــــــة الأخرى

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
خسائر عادية أخرى	259 299	5 972
خسائر استثنائية	78 516	-
استرجاع مخصصات مخاطر اجتماعية	- 66 643	-
الفارق في الخلاص	29 465	58 594
المبلغ الجملي	**300 637**	**64 567**

-إيضاحات حول جدول التدفقات النقدية

1.5. مبالغ محصلة من الزبائن

لقد بلغ رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 607 048 197 دينار تونسي مقابل 736 662 194 دينار تونسي في 31 ديسمبر 2023.

2.5. مبالغ مدفوعة للإيجار

لقد بلغ رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 095 077 136 دينار تونسي مقابل 654 537 146 تونسي في 31 ديسمبر 2023.

3.5. مبالغ مدفوعة لسداد أجور ومكافئات وقروض الموظفين

لقد بلغ رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 296 574 5 دينار تونسي مقابل 936 3 379 دينار تونسي في 31 ديسمبر 2023.

4.5. الأعباء المالية المدفوعة

لقد بلغ رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 707 570 30 دينار تونسي مقابل 325 28 588دينار تونسي في 31 ديسمبر 2023.

5.5. الضرائب والرسوم

بلغ مجمل رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 312 056 15 دينار تونسي مقابل 993 720 18دينار تونسي في 31 ديسمبر 2023، وتتوزع كالتالي:

البيانات	31 ديسمبر2024	31 ديسمبر2023
التصاريح الشهرية	11 847 180	10 507 364
التسبيقات التمويلية	2 055 784	3 684 529
الضريبة على الشركات	916 286	2 818 489
ضرائب أخرى	237 062	1 710 611
المجموع	**15 056 312**	**18 720 993**

6.5. مبالغ أخرى محصلة

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
مبالغ أخرى	579 289	956 958
حصص أرباح الأسهم الذاتية	-	172 853
مبالغ متأتية من التفويت في الأسهم الذاتية	2 846 357	-
المجموع	**3 425 646**	**1 131 809**

7.5. مبالغ أخرى مدفوعة

بلغ مجموع رصيد هذا الحساب بتاريخ 31 ديسمبر 2024، مبلغا قدره 4 585 938 دينار تونسي مقابل 5 333 914دينار تونسي في 31 ديسمبر 2023، وتتوزع كالتالي:

البيانات	31 ديسمبر 2024	31 ديسمبر 2023
أتعاب	267 590	265 338
عمولات	249 192	538 515
مكافئات الحضور	99 653	88 095
مساعدات	243 801	378 324
مصاريف مختلفة	3 725 702	4 063 642
المجموع	**4 585 938**	**5 333 914**

8.5. التمويلات المتحصل عليها من المؤسسات المالية وخلاص الأقساط المتعلقة بها

تم خلال سنة 2024 تحصيل تمويلات بقيمة 618 513 369 دينار تونسي وخلاص أقساط قروض بقيمة 620 166 536 دينار تونسي. وتجدر الإشارة إلى أن هذه التمويلات تم إبرامها في إطار عقود مضاربة.

VI-جدول تحديد النتيجة الجبائية

بيان الحساب الجبائي	المبلغ
النتيجة قبل احتساب الأداءات	**15.189.233**
إعادة الدمج:	**1.825.362**
مصاريف غير قابلة للطرح	483.475
معاليم التأخير	885.612
القيمة الزائدة لبيع الأسهم الذاتية	134.547
فوائد إصدارات باست ليز	104.750
مدخرات جماعية غير قابلة للطرح	68.116
مدخرات غير قابلة للطرح على المساهمات	9.629
مدخرات غير قابلة للطرح	54.649
قصاصات الأكل	84.584
مجموع الطرح:	**597.847**
الأداء على معالمي التأخير	425.094
الأداء على القيمة الزائدة لبيع الأسهم الذاتية	64.582
الأرباح المستلمة	108.171
النتيجة الجبائية قبل طرح الاستثمار المعفى	**16.416.747**
إعادة استثمار معفي	6.150.000
النتيجة الجبائية	**10.266.747**
الأداءات على الشركات (40%)	**4.106.699**
ال الظرفية على الشركات (4%)	**410.670**
المساهمة الظرفية على الأرباح لسنوات 2023 و2024 (4%)	**410.670**
الأقساط الاحتياطية	2.055.784
فائض الضريبة على الشركات 2023	483.358
خصم من المورد	1.319.592
الأداءات على الشركات المستحقة	**4.928.039**
الأداءات على الشركات للخلاص	**1.069.305**

VII الأحداث ما بعد توقيف القوائم المالية:

تم اعتماد هذه القوائم المالية من قبل مجلس إدارة الشركة المنعقد في 07 مارس 2025، بالتالي فإنها لم تأخذ بعين الاعتبار الأحداث القائمة بعد هذا التاريخ.

التقرير العام لمراقبي الحسابات
حول القوائم المالية المختومة
في 31 ديسمبر 2024

حضرات السيدات والسادة المساهمين في
بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

I. التقرير حول تدقيق البيانات المالية

الرأي

تنفيذا لمهمة مراقبة الحسابات الموكلة إلينا بموجب جلستكم العامة العادية، قمنا بتدقيق البيانات المالية، المرافقة لهذا التقرير، لبيت الإيجار المالي التونسي السعودي، والتي تشمل بيان المركز المالي وجدول التعهدّات خارج الموازنة في 31 ديسمبر 2024، وقائمة النتائج وبيان التدفقات النقدية للسنة المالية المنتهية بذلك التاريخ والإيضاحات المرفقة، بما في ذلك ملخص للسياسات المحاسبية المهمة.

تبرز هذه البيانات المالية مجموع أصول يساوي 262 470 ألف دينار تونسي، أرباح تساوي 261 10 ألف دينار تونسي وسيولة نقدية ايجابية في نهاية سنة 2024 تعادل 223 61 ألف دينار تونسي.

وفي رأينا، فإن البيانات المالية المرفقة تظهر بصورة عادلة، من جميع النواحي الجوهرية، المركز المالي وجدول التعهدّات خارج الموازنة لبيت الإيجار المالي التونسي السعودي كما في 31 ديسمبر 2024، وأدائه المالي وتدفقاته النقدية للسنة المنتهية في ذلك التاريخ وفقاً لنظام المحاسبة للمؤسسات المعتمد بتونس.

أساس الرأي

لقد قمنا بأعمال التدقيق وفقا لمعايير التدقيق الدولية المعتمدة بالبلاد التونسية. ويرد لاحقاً في هذا التقرير ضمن فقرة "مسؤولية المدققين حول تدقيق البيانات المالية" بياناً لمسؤولياتنا وفقا لهاته المعايير.

نحن مستقلون عن الشركة وفقاً لقواعد السلوك الأخلاقي للمهنة المعتمدة بتونس ذات الصلة بمراجعتنا للقوائم المالية. وقد استوفينا مسؤولياتنا الأخلاقية الأخرى وفقاً لهذه المتطلبات والقواعد.

نعتقد أن أدلة التدقيق التي حصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس لرأينا.

أمور التدقيق الرئيسية

أمور التدقيق الرئيسية هي تلك الأمور التي، في تقديرنا المهني، كانت أكثر الأمور أهمية أثناء تدقيقنا للبيانات المالية للفترة الحالية. وقد تم التطرق إليها في سياق تدقيقنا للبيانات المالية ككل وفي تكوين رأينا فيها ولا نقدم رأياً منفصلاً بشأن هذه الأمور.

وفقاً لتقديرنا المهني، يمثل تقييم المخصصات على مستحقات الإيجار المالي، كما هو موضح أدناه، الأمر الرئيسي للتدقيق الذي يجب الابلاغ عنه في تقريرنا.

إن تصنيف مستحقات الإيجار المالي واحتساب المخصصات عليها يمثل مجالا هاما من التقديرات المعتمدة من قبل إدارة الشركة لضبط البيانات المالية. وقد بلغ مجموع مستحقات الإيجار المالي في 31 ديسمبر 2024 ما قيمته 339.182 دينار تونسي باحتساب المخصصات والمدخرات الجماعية التي بلغت قيمتها 261 25 ألف دينار تونسي والأرباح المعلقة التي بلغت قيمتها 223 4 ألف دينار تونسي.

ويعرض الإيضاح رقم 5.2.2 حول البيانات المالية التفاصيل حول سياسات تكوين مخصصات مخاطر الإيجار المالي.

هذا وقمنا بتقييم واختبار الضوابط الرقابية ذات الصلة الخاصة بمنح الائتمان والرقابة والتسوية وكذلك الضوابط المتعلقة بحساب مخصصات الائتمان للتأكد من الفاعلية التشغيلية للضوابط الرقابية الهامة المطبقة، والتي تحدد مستحقات الإيجار المالي التي تعرضت لانخفاض القيمة والتي تتطلب تكوين مخصصات حسب التشاريع الجاري بها العمل. كما تضمنت إجراءاتنا اختيار عينات من التمويلات وفقاً لتقديرنا، للتأكد من ان الشركة حددت جميع مستحقات الإيجار المالي التي تعرضت لانخفاض القيمة. كما قمنا أيضا بتقييم ما إذا قد تم تكوين مخصصات لخسائر انخفاض قيمة مستحقات الإيجار المالي بصورة معقولة وفقا لمتطلبات المعايير التونسية للتقارير المالية وأحكام البنك المركزي التونسي ذات الصلة.

وبالنسبة للمخصصات الجماعية، فقد حرصنا على التأكد من امتثال الطريقة المعتمدة من قبل الشركة للمنهجية التي صادق عليها البنك المركزي التونسي، وقمنا باختبار صحة وكمالية البيانات المدخلة في النماذج المستعملة لاحتسابها وكذلك بتقييم مختلف الخيارات والافتراضات التي وضعتها الإدارة لذلك.

تقرير مجلس الإدارة حول التصرف

ان تقرير التصرف هو من مسؤولية مجلس الإدارة.

إن رأينا حول البيانات المالية لا يشمل تقرير التصرف المعد من طرف مجلس الإدارة، ونحن لا نبدي أي تأكيد عليه بأي شكل من الأشكال.

طبقا لأحكام الفصل 266 من مجلة الشركات التجارية، تقتصر مسؤوليتنا في التحقق من دقة المعلومات حول حسابات الشركة المضمنة بتقرير مجلس الإدارة بالرجوع الي البيانات الواردة بالقوائم المالية. وفي هذا الصدد، تتمثل أشغالنا في قراءة تقرير التصرف ومن ثم القيام بتقييم ما إذا كان هناك تعارض جوهري بينه وبين البيانات المالية أو المعلومات التي توصلنا إليها أثناء التدقيق، أو ما إذا كانت تبدو أنها تتضمن أخطاء جوهرية بصورة أو بأخرى. إذا استنتجنا استنادا على العمل الذي قمنا به على أن هناك أخطاء جوهرية، فإننا ملزمون ببيان هذه الحقائق في تقريرنا.

هذا وليس لدينا ما يجب ذكره والابلاغ عنه في هذا الصدد.

مسؤولية الادارة والقائمين على الحوكمة حول البيانات المالية

إن مجلس الادارة مسؤول عن إعداد وعرض البيانات المالية بصورة عادلة وفقاً لنظام المحاسبة للمؤسسات المعتمد بتونس وعن الرقابة الداخلية التي ترى الإدارة أنها ضرورية لتمكينها من إعداد بيانات مالية خالية من أخطاء جوهرية سواء كانت ناتجة عن احتيال أو خطأ.

وعند إعداد البيانات المالية، فإن مجلس الإدارة مسؤول عن تقدير قدرة الشركة على البقاء كمنشأة مستمرة وعن الإفصاح، بمقتضى الحال، عن الأمور المتعلقة بالاستمرارية واستخدام البقاء كأساس محاسبي إلا إذا كانت الإدارة تنوي تصفية الشركة أو إيقاف عملياتها، أو ليس لديها بديل واقعي سوى القيام بذلك.

يقع على عاتق مجلس الادارة مراقبة عملية إعداد التقارير المالية للشركة.

مسؤولية المدققين حول تدقيق البيانات المالية

تتلخص اهدافنا في الحصول على تأكيد معقول عما إذا كانت البيانات المالية ككل خالية من أخطاء جوهرية سواء كانت ناتجة عن احتيال أو خطأ وإصدار تقرير مدقق الحسابات الذي يتضمن رأينا. يعتبر التأكيد المعقول مستوى عال من التأكيد، ولكنه ليس ضمانا بأن التدقيق الذي يتم وفقا لمعايير التدقيق الدولية المعتمدة بالبلاد التونسية سيكشف دائما عن خطأ جوهري ان وجد. يمكن أن تنشأ الاخطاء عن احتيال أو خطأ، وتعتبر جوهرية إذا كان من المتوقع إلى حد معقول أن تؤثر تلك الأخطاء، إفرادا أو إجمالا، على القرارات الاقتصادية التي يتخذها المستخدمون على أساس هذه البيانات المالية.

كجزء من أعمال التدقيق وفقا لمعايير التدقيق الدولية المعتمدة بالبلاد التونسية، إننا نمارس التقدير المهني ونتبع مبدأ الشك المهني في جميع مراحل التدقيق. كما نقوم بالآتي:

- تحديد وتقييم مخاطر الأخطاء الجوهرية في البيانات المالية سواء كانت ناتجة عن الاحتيال أو الخطأ وتصميم والقيام بإجراءات التدقيق التي تستجيب لتلك المخاطروالحصول على أدلة تدقيق كافية ومناسبة توفر أساسا لرأينا. إن خطر عدم اكتشاف معلومات جوهرية خاطئة ناتجة عن الاحتيال أعلى من خطر عدم اكتشاف معلومات جوهرية خاطئة ناتجة عن الخطأ، حيث قد ينطوي الاحتيال على تواطؤ أو تزوير، أو حذف متعمد أو إفادات مضللة، او تجاوز الرقابة الداخلية.
- تكوين فهم حول ضوابط الرقابة الداخلية ذات الصلة بالتدقيق من أجل تصميم إجراءات تدقيق مناسبة في ظل الظروف القائمة.
- تقييم مدى ملائمة السياسات المحاسبية المتبعة ومعقولية التقديرات المحاسبية والإفصاحات ذات العلاقة التي قامت بها الإدارة.
- استنتاج مدى ملاءمة استخدام الإدارة لمبدأ الاستمرارية المحاسبي، واستنادا إلى أدلة التدقيق التي تمّ الحصول عليها، ما إذا كان هناك عدم يقين جوهري يتعلق بأحداث أو ظروف يمكن أن تثير شكوكا كبيرة حول قدرة الشركة على البقاء كمنشأة مستمرة. وإذا خلصنا الي وجود عدم يقين جوهري، فإنه يتوجب علينا لفت الانتباه في تقريرنا إلى الإفصاحات ذات العلاقة في البيانات المالية، أو إذا كانت هذه الإفصاحات غير كافية، يتوجب علينا تعديل رأينا. تستند استنتاجاتنا على أدلة التدقيق التي يتم الحصول عليها حتى تاريخ هذا التقرير. ومن الممكن للأحداث أو الظروف المستقبلية أن تدفع الشركة للتوقف عن البقاء كمنشأة مستمرة.
- تقييم العرض الشامل وهيكل ومحتوى البيانات المالية، بما في ذلك المعلومات الواردة في الإفصاحات وتقييم ما إذا كانت البيانات المالية تمثل المعاملات والأحداث ذات العلاقة بطريقة تحقق عرضا عادلا.

إننا نتواصل مع الإدارة فيما يخص، من بين أمور أخرى، نطاق التدقيق وتوقيت أعماله المخطط لها والنقاط المهمة التي برزت أثناء أعمال التدقيق بما في ذلك أوجه القصور الهامة، إن وجدت، في الرقابة الداخلية.

نقدم أيضاً للقائمين على الحوكمة بياناً بأننا قد امتثلنا للمتطلبات الأخلاقية المعمول بها في شأن الاستقلالية، كما أننا نبلغهم بجميع العلاقات وغيرها من المسائل التي يُعتقد إلى حد معقول أنها قد تؤثر على استقلاليتنا، وسبل الحماية منها إن لزم الأمر.

ومن بين الأمور التي تم ابلاغها للقائمين على الحوكمة، فإننا نحدد تلك الأمور التي كانت لها الأهمية القصوى أثناء التدقيق على البيانات المالية للفترة الحالية والتي تمثل بدورها أمور التدقيق الرئيسية، ثم ندرجها في تقريرنا باستثناء ما تحظر النظم أو التشريعات الإفصاح عنه للرأي العام أو إذا قررنا - في حالات نادرة للغاية - أن أمرا ما لا ينبغي الإفصاح عنه في تقريرنا إذا كنا نتوقع إلى حد معقول بأن الإفصاح عن هذا الأمر سوف يترك تداعيات سلبية تفوق المزايا التي ستعود على الصالح العام من جراء هذا الإفصاح.

II. تقرير حول الفحوصات الخصوصية

في نطاق مهمتنا القانونية لتدقيق الحسابات قمنا بالفحوصات التي تنص عليها المعايير المنشورة من قبل هيئة الخبراء المحاسبين التونسية والقوانين المعمول بها في هذا الشأن.

فعالية نظام الرقابة الداخلي

طبقا لأحكام الفصل الثالث من القانون 94-117 المؤرخ في 14 نوفمبر 1994 المتعلق بإعادة تنظيم السوق المالية، قمنا بتقييم عام لفعالية نظام الرقابة الداخلية بالشركة. وفي هذا الصدد، نذكر بأن مسؤولية تصميم واعداد نظام الرقابة الداخلية وكذلك الرصد الدوري لفعاليته وكفاءته تقع على عاتق الإدارة ومجلس الإدارة.
واستنادا إلى مراجعتنا لم نعثر على نقائص جوهرية من شأنها التأثير على رأينا حول القوائم المالية كما هو أعلاه.

مطابقة حسابات صيانة الأوراق المالية للأنظمة المعمول بها
عملا بأحكام المادة 19 من المرسوم رقم 2728 لسنة 2001، قمنا بالتثبت بشأن مطابقة مسك حسابات الأوراق المالية الصادرة عن الشركة للأحكام الجاري بها العمل.

تقع مسؤولية ضمان الالتزام بمتطلبات هذه اللوائح على عاتق الإدارة ومجلس الإدارة.

واستنادا إلى الإجراءات التي اعتبرناها ضرورية، ليس لنا أي ملاحظة حول احترام الشركة للأحكام المتعلقة

بمسك حسابات الأوراق المالية الجاري بها العمل.

تونس في 24 مارس 2025

راقبي الحسابات

مكتب CMC	**مكتب TWILLS Consulting**
س.م.س.	**تويلز للإستشارة**
شريف بن زينة	**مريم كريّم**

التقرير الخاص لمراقبي الحسابات
حول القوائم المالية المختومة
في 31 ديسمبر 2024

حضرات السيدات والسادة المساهمين في
بيت الإيجار المالي التونسي السعودي

بصفتنا مراقبي حسابات الشركة وعملا بأحكام الفصل 62 من القانون رقم 2016-48 المتعلق بالبنوك والمؤسسات المالية والفصل 200 وما يليه والفصل 475 من مجلة الشركات التجارية، نتشرف بإعلامكم فيما يلي بالاتفاقيات المبرمة والمعاملات المنفذة خلال السنة المنتهية في 31 ديسمبر 2024.

تنحصر مسؤوليتنا في التأكد من مدى احترام الإجراءات القانونية للترخيص والمصادقة على هذه الاتفاقيات وعلى سلامة طريقة ادراجها في القوائم المالية. وليس من مشمولاتنا البحث بصفة خاصة وبطريقة موسعة على وجود مثل هذه الاتفاقيات والعمليات، بل تنحصر مهمتنا في اعلامكم بأهم خصوصيات هذه الاتفاقيات والعمليات وانعكاساتها دون الوقوف على مدى جدواها وصحتها وذلك على أساس المعلومات التي تم اشعارنا بها او التي تعرضنا اليها عن طريق إجراءات التدقيق. ويعود اليكم تقييم جدوى ابرام هذه الاتفاقيات وانجاز هذه العمليات قصد المصادقة عليها.

أ-الاتفاقيات والعمليات المبرمة خلال هذه السنة المالية:

اعلمنا مجلس ادارتكم بالعمليات والإتفاقيات المبرمة خلال سنة 2024 والملخصة في الجدول التالي:

1- اتفاقيات مضاربة

المساهمون	طبيعة الاتفاقية
بنك البركة تونس	اتفاقيات مضاربة
تعاونية التأمين للتعليم	اتفاقيات مضاربة
الأمانة تكافل	اتفاقيات مضاربة
شركة البحيرة للإصلاح والتطهير	اتفاقيات مضاربة
AL BARAKA SICAR	اتفاقيات مضاربة
الصندوق التونسي للحيطة	اتفاقيات مضاربة
صندوق الخليج المتحد للخدمات	اتفاقيات مضاربة
صندوق الخليج المتحد للخدمات الرفاعية	اتفاقيات مضاربة
محمد المنصر	اتفاقيات مضاربة
الصندوق التونسي للتأمين التعاوني الفلاحي	اتفاقيات مضاربة

ويلخص الجدول المعروض في الفقرة "ت" التأثير المادي لإتفاقيات المضاربة المبرمة خلال سنة 2024 والسنوات الفارطة.

2- شركة البركة العقارية

قامت الشركة خلال السنة بإبرام العديد من اتفاقيات المضاربة لفائدة شركة البركة العقارية وبلغت الأرباح المتأتية من هذه الاتفاقيات 3 087 ألف دينار تونسي في 31 ديسمبر 2024 في حين بلغت قيمة هذه المضاربات في 31 ديسمبر 2024 مبلغا قدره 27 875 ألف دينار تونسي.

ب- العمليات المنجزة والمتعلقة باتفاقيات مبرمة سابقا:

لقد تمت مواصلة الإتفاقيات التالية والتي وقع ابرمها خلال السنوات الفارطة:

1. إصدار سندات مساهمة:

بتاريخ 25 مارس 2017، وافقت الجلسة العامة العادية للشركة على إصدار سندات مساهمة بقيمة 100 مليون دينار تونسي وفوضت الصلاحيات اللازمة لمجلس الإدارة لتعيين الشروط والأحكام.

وفي هذا الإطار، قامت الشركة خلال سنة 2017 بإصدار سندات مساهمة بقيمة 100 10 ألف دينار تونسي يتضمن تأجيرها جزءا قارا ب 6,5% وجزءا متغيرا ب 0,5% على القيمة الاسمية للسند يحتسب اعتمادا على عناصر تتعلق بنتائج الشركة.

اكتتبت هذه السندات من قبل الشركات التالية:

المساهمون	أساس الدين (ألف دينار تونسي)
الصندوق التونسي للتأمين التعاوني الفلاحي	500
بنك الأمان	1 000
البنك العربي لتونس	2 000
تعاونية التامين للتعليم	1 000
بنك البركة	1 000
الصندوق التونسي للتنمية "3"	1 400
الأمانة تكافل	2 500
شركة البحيرة للتطهير والاستصلاح والاستثمار	700
المجموع	**10 100**

تم خلال سنة 2024 سداد مبلغ الدين الأصلي لإصدارات باست ليز 2017 و البالغ 10,1 مليون دينار, كما بلغت الأعباء المالية لهذه السندات في سنة 2024 ما قدره 354 ألف دينار تونسي.

كذلك قامت الشركة خلال سنة 2018 بإصدار سندات مساهمة بقيمة 000 7 ألف دينار تونسي يتضمن تأجيرها جزءا قارا ب7,5% وجزءا متغيرا ب 1% على القيمة الاسمية للسند يحتسب اعتمادا على عناصر تتعلق بنتائج الشركة.

اكتتبت هذه السندات من قبل الشركات التالية:

المساهمون	أساس الدين (ألف دينار تونسي)
الصندوق الوطني للبريد	1 000
الصندوق التونسي للتنمية "3"	1 000
الأمانة تكافل	3 000
شركة البحيرة للتطهير والاستصلاح والاستثمار	2 000
المجموع	**7 000**

بلغت الأعباء المالية لهذه السندات في سنة 2024 ما قدره 620 ألف دينار تونسي.

كذلك قامت الشركة خلال سنة 2019 بإصدار سندات مساهمة بقيمة 650 4 ألف دينار تونسي يتضمن تأجيرها جزءا قارا ب9% وجزءا متغيرا ب 0.5% على القيمة الاسمية للسند يحتسب اعتمادا على عناصر تتعلق بنتائج الشركة.

اكتتبت هذه السندات من قبل الشركات التالية:

المساهمون	أساس الدين (ألف دينار تونسي)
شركة البحيرة للتطهير والاستصلاح والاستثمار	1 300
الصندوق التونسي للتنمية "3"	850
الأمانة تكافل	2 000
الصندوق التونسي للتأمين التعاوني الفلاحي	500
المجموع	**4 650**

بلغت الأعباء المالية لهذه السندات في سنة 2024 ما قدره 420 ألف دينار تونسي.

2. الأمانة تكافل:

أبرم بيت الإيجار المالي التونسي السعودي خلال سنة 2015 مع شركة " الأمانة تكافل" إتفاقية شراكة، تؤمن بمقتضاها الأخيرة المنقولات والعقارات الممولة من طرف الأول.

تساهم الأمانة تكافل في مصاريف عقود التأمين بنسبة 7% من الاشتراكات الصافية المقبوضة خلال نفس الفترة وبلغت هذه المساهمة خلال سنة 2024 ما قدره 13,143مليون دينار تونسي.

3. شركة البركة العقارية

قامت الشركة بإبرام العديد من اتفاقيات المضاربة لفائدة شركة البركة العقارية خلال السنوات الفارطة وبلغت الأرباح المتأتية من هذه الاتفاقيات 087 3 ألف دينار تونسي في 31 ديسمبر 2024 في حين بلغت قيمة هذه المضاربات في 31 ديسمبر 2024 مبلغا قدره 875 27 ألف دينار تونسي.

ت–التمويلات وشهادات الإيجار المبرمة من قبل الشركة :

يلخص الجدول التالي التأثير المادي لإتفاقيات المضاربة وشهادات الإيجار المبرمة خلال سنة 2024 والسنوات الفارطة

النظير	قيمة الإتفاقية ومدتها	تاريخ ابرام الإتفاقيات	قيمة المضاربة في 31 ديسمبر 2024	الأعباء المالية
الصندوق التونسي للتامين التعاوني الفلاحي	إتفاقية قيمتها مليون دينار تونسي على مدة 3 أشهر قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة 5 سنوات	2018/04/02	3 000	175
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة 3 أشهر قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة 3 سنوات	2020/09/15		
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة 3 سنوات	2020/09/22		
	إتفاقية قيمتها 600 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة 3 سنوات	2020/11/09		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2021/02/16		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2021/02/16		
	إتفاقية قيمتها مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة سنتين	2021/02/16		
	إتفاقية قيمتها 5 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد من تاريخ الإمضاء لمدة سنتين	2023/11/30		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة 5 سنوات	2024/09/24		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة 5 سنوات	2024/06/04		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة 5 سنوات	2024/03/05		
الصندوق التونسي للتنمية	إتفاقية قيمتها 300 ألف دينار تونسي على مدة 72 يوما	2022/09/28	-	15
	إتفاقية قيمتها 300 ألف دينار تونسي على مدة 90 يوما	2022/12/09		
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة شهرا واحدا.	2023/02/12		
	إتفاقية قيمتها 400 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/11/17		
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة شهرا واحدا.	2023/03/24		
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة 2 اشهر	2023/04/24		
الصندوق التونسي للتنمية 2	إتفاقية قيمتها 400 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/11/17	400	35
	إتفاقية قيمتها 400 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2024/11/14		
تعاونية التأمين للتعليم	إتفاقية قيمتها مليون دينار تونسي على مدة سنة	2022/02/03	6000	570
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2022/08/10		
	إتفاقية قيمتها مليون دينار تونسي على مدة سنة	2022/09/18		
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2022/12/30		
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2023/08/10		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2023/09/20		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2023/02/09		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/02/05		
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/08/11		
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/09/19		
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/12/29		
صندوق الخليج المتحد للخدمات الرفاعية	إتفاقية قيمتها 270 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2022/12/30	100	13
	إتفاقية قيمتها 260 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/03/30		
	إتفاقية قيمتها 260 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/06/28		

	إتفاقية قيمتها 260 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/09/26			
	إتفاقية قيمتها 100 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2024/12/02			
الصندوق التونسي للحيطة	إتفاقية قيمتها 150 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	26/11/2021	-	6	
	إتفاقية قيمتها 50 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر تم تجديدها عدة مرات آخرها في 2022/12/21	2022/12/21			
	إتفاقية قيمتها 100 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2022/12/21			
	إتفاقية قيمتها 100 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/03/30			
	إتفاقية قيمتها 50 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/03/21			
	إتفاقية قيمتها 100 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/09/26			
	إتفاقية قيمتها 50 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/09/17			
	إتفاقية قيمتها 50 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/06/19			
	إتفاقية قيمتها 100 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/06/28			
الصندوق التونسي للتنمية	إتفاقية قيمتها 900 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/09/26	-	10	
4-مساندة 2	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/07/05			
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/04/07			
	إتفاقية قيمتها 300 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/06/07	2 100	102	
الصندوق التونسي	إتفاقية قيمتها 300 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/03/09			
للتنمية 3	إتفاقية قيمتها 300 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/09/05			
	إتفاقية قيمتها 700 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2024/11/06			
	إتفاقية قيمتها 1400 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2024/12/31			
بنك البركة	اتفاقية بقيمة 70 مليون دينار تونسي، على مدة خمس سنوات من تاريخ الإمضاء	2017/11/02	100 000	10 258	
	اتفاقية بقيمة 10 مليون دينار تونسي، على مدة 12 شهرا قابلة للتجديد	2019/12/21			
	اتفاقات مضاربة بقيمة جملية قدرها 20 مليون دينار تونسي	2022			
	اتفاقات مضاربة بقيمة جملية قدرها 100 مليون دينار تونسي	2023/02/03			
الأمانة تكافل	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2022/09/29	13 143	1 150	
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	23/12/2022			
	إتفاقية قيمتها 643 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/03/29			
	إتفاقية قيمتها 750 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/01/10			
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/08/11			
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/08/09			
	إتفاقية قيمتها 500 ألف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/07/04			
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/12/22			

	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/12/24			
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/12/20			
	إتفاقية قيمتها 500 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2023/12/28			
	إتفاقية قيمتها 750 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/01/10			
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/03/03			
	إتفاقية قيمتها 3 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/03/08			
	إتفاقية قيمتها 644 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	28/03/2024			
	إتفاقية قيمتها 500 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/07/03			
	إتفاقية قيمتها 500 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/08/08			
	إتفاقية قيمتها 500 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/08/10			
	إتفاقية قيمتها 500 الف دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/09/26			
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/12/20			
	إتفاقية قيمتها 2 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/12/22			
	إتفاقية قيمتها 1 مليون دينار تونسي على مدة سنة قابلة للتجديد لمدة 7 سنوات	2024/12/23			
صندوق الخليج	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	14/11/2022	90	8	
المتحد للصكوك	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/02/12			
	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/05/13			
	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/11/09			
	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2023/08/11			
	إتفاقية قيمتها 90 ألف دينار تونسي على مدة 3 أشهر	2024/11/04			
شركة البحيرة للاستصلاح والتطهير	إتفاقية قيمتها 6 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2022/12/26	6 000	540	
	إتفاقية قيمتها 6 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2023/12/25			
	إتفاقية قيمتها 6 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/12/25			
محمد المنصر	إتفاقية قيمتها 0,550 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2022/07/12	5 333	517	
	إتفاقية قيمتها 0,650 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2022/11/09			
	إتفاقية قيمتها 1,72 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2022/12/01			
	إتفاقية قيمتها 0.570 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/01/08			
	إتفاقية قيمتها 0.341 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2023/02/18			
	إتفاقية قيمتها 0.500 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/03/09			
	إتفاقية قيمتها 3.450 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/04/18			
	إتفاقية قيمتها 0.370 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/05/18			
	إتفاقية قيمتها 0.225 مليون دينار تونسي على مدة 6	2023/07/07			

	أشهر				
	إتفاقية قيمتها 0.120 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/08/18			
	إتفاقية قيمتها 3.750 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/10/18			
	إتفاقية قيمتها 0.740 مليون دينار تونسي على مدة 6 أشهر	2023/11/15			
	إتفاقية قيمتها 4.110 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/10/16			
	إتفاقية قيمتها 1.222 مليون دينار تونسي على مدة سنة	2024/11/05			
Al baraka SICAR	العديد من الإتفاقيات التي تتراوح مدتها بين 30 و235 يوما	2022/04/06	37 500	3 256	

ث- الأجور والامتيازات لفائدة المسيرين وأعضاء مجلس الإدارة:

تتمثل التزامات وتعهّدات بيت الإيجار المالي التونسي السعودي تجاه المسيرين كما هو منصوص عليها في المادة 200 من مجلة الشركات التجارية كالآتي:

- عملا بمقتضى قرار مجلس الإدارة المنعقد في 13 جانفي 2009 وطبقا لقرار مجلس الإدارة المنعقد في 12 ماي 2016 المتعلق بزيادة المستحقات الشهرية للمدير العام، تتكون مستحقات المدير العام من راتب شهري خام يبلغ 13.595 دينار تونسي وذلك باحتساب بدل وقود شهري بقيمة 1.204 دينار تونسي، إضافة إلى مكافئات سنوية تحدّد عند نهاية كل سنة مالية بناءًا على النتائج المحققة. كما توفر الشركة سيارة للمدير العام.
- قرر مجلس إدارة باست ليز بتاريخ 24 ماي 2023 تعيين السيد رضا بوجلال نائبا للمدير العام و يتقاضى راتبا شهريا خام قدره 5 325 دينار تونسي إضافة الى مكافئات سنوية تحدد عند نهاية كل سنة مالية بناءا على النتائج المحققة.

وقرر مجلس الإدارة المنعقد في 12 ماي 2016 إرساء قاعدة تعديل راتب المدير العام ونائبه بصفة آلية طبق نسبة الزيادة القطاعية التي يتمتع بها موظفي الشركة وذلك كلما تم تعديل الأجور في قطاع الإيجار المالي بقرار من طرف الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية على أن تتم الزيادة في الراتب الخام الشهري باعتماد النسبة المئوية المقررة.

- ينتفع أعضاء مجلس الإدارة ببدل حضور يقع تحديدها من طرف مجلس الإدارة ويقع عرضها سنويا لمصادقة الجلسة العامة. قدرت هذه المكافآت لسنة 2024 بمبلغ قيمته 1.250 دينار تونسي لكل عضو.
- حدّدت مكافأة المتصرّفين من أعضاء في اللجنة التنفيذية واللجنة الدائمة للتدقيق ولجنة التمويل ما يعادل مبلغا خاما بـ938 دينار تونسي لكلّ عضو، طبقا لقرار الجلسة العامّة العادية الملتئمة بتاريخ 26 ماي 2012.

يلخص الجدول التالي التعهدات والالتزامات لفائدة المسيرين كما هو مبين في القوائم المالية للسنة المختومة في 31 ديسمبر2024 (بالدينار التونسي):

	المدير العام		المدير العام المساعد		رئيس مجلس الإدارة		أعضاء مجلس الإدارة	
	أعباء السنة (مقدرة)	الخصوم في 31 ديسمبر 2024 (مقدرة)	أعباء السنة (مقدرة)	الخصوم في 31 ديسمبر 2024 (مقدرة)	أعباء السنة	الخصوم في 31 ديسمبر 2024	أعباء السنة	الخصوم في 31 ديسمبر 2024
خام الأجور والمكافآت	811 922	519 283	143 184	70 601	-	-	-	-
رسوم الحضور لمجالس الإدارة	-	-			5 000	-	45 000	-
رسوم الحضور للجان	-	-			3 750	-	33 750	-
مصاريف أخرى	-				34 058	-	6 113	-
المجموع	**811 922**	**519 283**	**143 184**	**70 601**	**42 808**	**-**	**84 863**	**-**

فيما عدى العمليات المشار إليها أعلاه، فإن أعمال التدقيق التي قمنا بها لم تفرز وجود اتفاقيات أو معاملات أخرى تدخل في نطاق الفصل 62 من القانون رقم 2016-48 المتعلق بمؤسسات القرض والفصل 200 وما يليه و475 من مجلة الشركات التجارية. كما أن مجلس إدارة بيت الإيجار المالي التونسي السعودي لم يعلمنا بأي اتفاقيات أو عقود أخرى تدخل في نطاق الفصول المذكورة.

تونس في 24 مارس 2025

مراقبي الحسابات

مكتب CMC
س.م.س.

شريف بن زينة

مكتب TWILLS Consulting
تويلز للإستشارة

مريم كريّم

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS

SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE

-SFBT-

Siège social : 5, Boulevard Maître Mohamed El Beji Caïd Essebsi –
Centre Urbain Nord – 1082 TUNIS

La Société de Fabrication des Boissons de Tunisie -SFBT- publie, ci-dessous, ses états financiers individuels arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 7 mai 2025. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, M. Mohamed Lassaad BORJI (les commissaires aux Comptes Associés MTBF) et M. Ali LAHMAR (Cabinet d'Audit et de Consultants).

Etats financiers au 31 décembre 2024
Bilan
(En dinar Tunisien)

A C T I F S	Notes	31/12/2024	31/12/2023
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles	**1**	5 239 053,395	5 089 693,203
Moins : Amortissements	**2**	-4 976 481,282	-4 643 195,738
		262 572,113	**446 497,465**
Immobilisations corporelles	**3**	596 820 530,920	568 213 028,825
Moins : Amortissements	**4**	-345 360 921,439	-319 271 563,878
Moins : Provisions	**5**	-782 787,143	-1 052 735,810
		250 676 822,338	**247 888 729,137**
Immobilisations financières	**6**	318 654 228,466	307 328 132,540
Moins : Provisions	**7**	-14 178 353,763	-14 678 353,763
		304 475 874,703	**292 649 778,777**
Total des actifs immobilisés		**555 415 269,154**	**540 985 005,379**
Autres actifs non courants	**8**	1 089 374,702	300 139,062
Total des actifs non courants		**556 504 643,856**	**541 285 144,441**
ACTIFS COURANTS			
Stocks	**9**	156 207 292,292	136 866 554,115
Moins : Provisions	**10**	-4 087 005,383	-970 118,183
		152 120 286,909	**135 896 435,932**
Clients et comptes rattachés	**11**	160 241 390,020	159 410 655,129
Moins : Provisions	**12**	-16 347 949,928	-16 225 752,151
		143 893 440,092	**143 184 902,978**
Autres actifs courants	**13**	23 452 563,046	26 448 058,528
Moins : Provisions	**14**	-1 343 616,165	-347 387,000
		22 108 946,881	**26 100 671,528**
Placements et autres actifs financiers	**15**	275 222 094,865	212 372 988,128
Moins : Provisions	**16**	-350 000,000	-350 000,000
		274 872 094,865	**212 022 988,128**
Liquidités et équivalents de liquidités	**17**	132 273 442,362	113 675 954,912
Total des actifs courants		**725 268 211,109**	**630 880 953,478**
TOTAL DES ACTIFS		**1 281 772 854,965**	**1 172 166 097,919**

Etats financiers au 31 décembre 2024
Bilan
(En dinar Tunisien)

CAPITAUX PROPRES & PASSIFS	Notes	31/12/2024	31/12/2023
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	**18**	268 125 000,000	247 500 000,000
Réserves légales	**19**	24 750 000,000	24 750 000,000
Autres capitaux propres	**20**	8 708 771,134	8 708 771,134
Compte spécial d'investissement	**21**	154 651 134,000	154 489 082,000
Résultats reportés	**22**	245 872 284,085	211 522 942,793
Actions propres	**23**	-257 930,530	-70 504,660
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		**701 849 258,689**	**646 900 291,267**
Résultat net de l'exercice		241 621 194,507	253 371 667,592
Résultat affecté dans un compte spécial d'investissements		10 530 829,000	162 052,000
Total des capitaux propres avant affectation		**954 001 282,196**	**900 434 010,859**
PASSIFS			
Passifs non courants			
Autres passifs financiers	**24**	92 146 114,898	85 973 087,148
Provisions	**25**	24 267 269,500	24 365 033,500
Total des passifs non courants		**116 413 384,398**	**110 338 120,648**
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	**26**	79 898 812,122	55 884 771,148
Autres passifs courants	**27**	131 457 508,349	105 507 338,894
Concours bancaires et autres passifs financiers	**28**	1 867,900	1 856,370
Total des passifs courants		**211 358 188,371**	**161 393 966,412**
TOTAL DES PASSIFS		**327 771 572,769**	**271 732 087,060**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		**1 281 772 854,965**	**1 172 166 097,919**

Etats financiers au 31 décembre 2024

Etat de résultat

(En dinar Tunisien)

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	**29**	836 585 626,332	826 865 407,803
Autres produits d'exploitation	**30**	5 888 400,303	6 782 702,863
Production immobilisée	**31**	27 775,000	28 975,000
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION		**842 501 801,635**	**833 677 085,666**
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variation des stocks des produits finis et des encours	**32**	-1 000 298,514	-16 031 781,621
Achats de marchandises consommés	**33**	69 477 442,468	77 915 624,606
Achats d'approvisionnements consommés	**34**	419 525 035,108	442 519 210,453
Charges de personnel	**35**	46 395 336,477	42 825 710,545
Dotations aux amortissements et aux provisions	**36**	35 367 380,120	39 390 920,985
Autres charges d'exploitation	**37**	69 988 481,309	49 412 144,784
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION		**639 753 376,968**	**636 031 829,752**
RESULTAT D'EXPLOITATION		**202 748 424,667**	**197 645 255,914**
Produits et charges financiers nets	**38**	3 019 392,842	1 553 082,602
Produits des placements	**39**	110 516 703,238	92 280 998,352
Autres gains ordinaires	**40**	1 022 493,885	788 100,266
Autres pertes ordinaires	**41**	-3 545 716,875	-81 793,202
Résultat des activités ordinaires avant réinvestissements et impôt		**313 761 297,757**	**292 185 643,932**
Impôt sur les sociétés	**42**	-49 287 419,400	-32 209 936,950
Contributions au profit de l'Etat	**43**	-12 321 854,850	-6 441 987,390
Résultat des activités ordinaires après impôt		**252 152 023,507**	**253 533 719,592**
Résultat de l'exercice		**241 621 194,507**	**253 371 667,592**
Résultat affecté dans un compte spécial d'investissements		**10 530 829,000**	**162 052,000**
Résultat des activités ordinaires après impôt		**252 152 023,507**	**253 533 719,592**
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**252 152 023,507**	**253 533 719,592**

Etats financiers au 31/12/2024
Etat de flux de trésorerie
(En dinar Tunisien)
Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Désignations	31/12/2024	31/12/2023
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat de l'exercice	252 152 023,507	253 533 719,592
Ajustements, Amortissements et Provisions	32 657 041,237	42 870 555,193
Ajustements casses bouteilles	4 099 985,365	3 439 528,996
Ajustements pour reprise sur provisions	-893 417,317	-6 919 163,204
Variation des Stocks	-19 340 738,177	-26 807 640,223
Variation des Créances	5 342 292,859	-22 123 176,662
Variation des Autres actifs	1 053 185,385	-2 474 826,639
Variations Fournisseurs et autres dettes	50 039 793,989	-17 315 574,607
Ajustements Plus ou moins-value sur cession	-3 128 595,380	-2 621 785,070
Ajustements Encaissement dividendes	-82 025 732,194	-69 807 313,720
Ajustements Quotes-parts des subventions d'investissements dans le résultat	0,000	-94 732,000
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	68 451,705	-20 429,722
Flux de trésoreries provenant de l'exploitation	**240 024 290,979**	**151 659 161,934**
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-35 003 046,476	-26 918 424,719
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	538 303,625	458 244,849
Encaissements Dividendes et autres distributions	82 025 732,194	69 807 313,720
Encaissements Dividendes actions propres	15 173 ,700	0,000
Décaissements affectés à l'acquisition d'immobilisations financières	-10 998 519,000	-15 374 924,618
Décaissements affectés à l'acquisition d'actions propres	-187 425,870	-70 504,660
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	3 588 608,770	4 687 789,820
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	**39 978 826,943**	**32 589 494,392**
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Décaissements Dividendes et autres distributions	-198 488 083,560	-182 797 477,088
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	**-198 488 083,560**	**-182 797 477,088**
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	-68 451,705	20 429,722
Variation de trésorerie	**81 446 582,657**	**1 471 608,960**
Trésorerie au début de l'exercice	**326 047 086,670**	**324 575 477,710**
Trésorerie à la clôture de l'exercice	**407 493 669,327**	**326 047 086,670**

LA SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE

Notes aux états financiers arrêtés au 31 décembre 2024

I - PRESENTATION DE LA SOCIETE

Dénomination sociale	Société de Fabrication des Boissons de Tunisie
Forme Juridique	Société Anonyme
Date de création	3 juin 1925
Capital social	268.125.000 dinars
Nombre de titres	268.125.000 actions
Date de clôture	31 Décembre
Siège social	05 Boulevard Maître Med El Béji Caïd Essebsi - Centre Urbain Nord - 1082 TUNIS
Secteur d'activité	Bières, boissons gazeuses et autres
Identifiant unique RNE	0001985G

Elle exploite actuellement :

- *Une usine pour la fabrication de la bière,*
- *Trois usines pour la fabrication de boissons gazeuses,*
- *Le Café de Paris à Tunis,*
- *Un dépôt à Bizerte,*
- *Un dépôt à Sehline.*
- *Un dépôt à Bir el Kassaa*
- *Un dépôt à Borj Hfaiedh*

En outre, elle sous-traite la fabrication des boissons gazeuses en PET et en boîtes chez la SNB et chez la S.G.B.I.A, la mise en boîtes de la bière chez la SEABG et la mise en fût de la bière chez la SGBIA.

Aussi, la SFBT a un patrimoine immobilier destiné à la location.

Le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage
- Brasseries et Glacières Internationales	132.512.870	49,42%
- Maghreb Investissement	36.481.285	13,61%
- Partner Investment S. A	27.202.719	10,14%
- S.T.A.R.	13.406.267	5,00%
- Autres actionnaires	58.521.859	21,83%
Total	**268.125.000**	**100,00%**

II - PRINCIPES ET SYSTEME COMPTABLES

II-1 - PRINCIPES ET CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE sont tenus et présentés conformément aux dispositions :

- *De la loi 96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises,*
- *Du décret 96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité,*
- *Et des arrêtés du Ministère des Finances portant approbation des normes comptables.*

Ils ont été élaborés en respect de la norme comptable générale N° 01 du système comptable des entreprises ainsi que des hypothèses et conventions prévues par le cadre conceptuel, à savoir :

- *L'hypothèse de la continuité de l'exploitation ;*
- *L'hypothèse de la comptabilité d'engagement ;*
- *La convention de l'entité ;*
- *La convention de l'unité monétaire ;*
- *La convention de la périodicité ;*
- *La convention du coût historique ;*
- *La convention de réalisation de revenu ;*
- *La convention de rattachement des charges aux produits ;*
- *La convention de l'objectivité ;*
- *La convention de la permanence des méthodes ;*
- *La convention de l'information complète ;*
- *La convention de prudence ;*
- *La convention de l'importance relative ;*
- *La convention de la prééminence du fond sur la forme.*

Aucune dérogation n'a été apportée aux méthodes comptables sus mentionnées.

Les états financiers, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2024, ont été arrêtés selon les mêmes principes et méthodes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers clos au 31 décembre 2023 qui se résument comme suit :

II-2 - LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les dépenses liées à l'acquisition de logiciels, de brevets, marques et licences sont immobilisées et amorties sur une période de 3 ans. La valeur comptable nette de chaque immobilisation incorporelle est revue annuellement et ajustée en cas de dépréciation durable le cas échéant.

Les immobilisations corporelles de la société sont enregistrées dans le patrimoine à la date de leur acquisition pour leur prix de revient hors taxes, à l'exception des emballages (bouteilles, casiers, palettes, fûts et intercalaires) qui sont comptabilisés en TTC.

Les coûts ultérieurs ne sont pas comptabilisés en actifs sauf s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à ces derniers iront à la société et que ces coûts peuvent être évalués de façon fiable. Les coûts courants d'entretien sont constatés en charge de l'exercice.

Les terrains ne sont pas amortis et sont supposés avoir une durée de vie infinie.

Toutes les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique diminué de l'amortissement.

Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à l'estimation de son montant recouvrable estimé, elle est ramenée à son montant recouvrable par le biais d'une dépréciation.

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par référence à leur valeur comptable.

L'amortissement est calculé sur une base linéaire tenant compte de la durée de vie estimée de chaque bien immobilisé, conformément à la règlementation fiscale en vigueur.

Les taux d'amortissements sont :

- Logiciels	33,33%
- Constructions et aménagements des constructions	5%
- Installations techniques matériels et outillages industriels	10%
- Installations techniques matériels et outillages industriels Brasserie	15%
- Matériel de transport et de manutention	20%
- Mobilier et matériel de bureaux	10%
- Matériel informatique	15%
- Agencements, aménagements et installations	10 %
- Emballages commerciaux durables (casiers, fûts et palettes)	10 % et 20%

Il est à signaler que :

- *L'amortissement des bouteilles est constaté pour le montant de la casse annuelle.*
- *L'amortissement des acquisitions de l'exercice est calculé en respectant la règle du prorata temporis.*
- *La méthode d'amortissement, la durée de vie restante et la valeur résiduelle sont revues par la direction à l'occasion de chaque arrêté des états financiers.*
- *La société procède à l'amortissement accéléré des installations techniques matériels et outillages industriels brasserie en multipliant par 1,5 le taux d'amortissement linéaire de 10%. Ce mode, admis fiscalement (article 12 du code de l'IRPP & de l'IS), est motivé par le fait que le matériel concerné fonctionne à 2 équipes.*

II-3 - LES STOCKS

Les stocks sont gérés et comptabilisés selon la méthode de l'inventaire permanent et sont valorisés comme suit :

- *Les matières premières, les matières consommables et les emballages perdus ou non récupérables selon la méthode du coût moyen pondéré calculé en fonction de leur coût d'achat hors taxes récupérable majoré par les frais accessoires d'achats ;*
- *Les marchandises revendues à l'état à leur prix d'achat auprès des filiales hors T.V.A. et droit de consommation ;*
- *Les pièces de rechange sont évaluées au coût moyen pondéré.*

Une provision est constatée sur les pièces de rechange obsolètes et ce, après la confirmation de la direction technique. En cas de dépréciation irréversible, un état détaillé des stocks concernés doit être approuvé par la direction générale et la direction technique. Il fera l'objet d'un procès-verbal de destruction/ mise en rebut dûment établi par un huissier notaire. Sur la base dudit procès-verbal, la perte pour dépréciation est comptabilisée.

- *Les produits finis à leur coût de production hors taxes qui inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre directe, les autres coûts directs et les frais généraux de production correspondants, mais exclut les charges d'intérêts.*

- *Les emballages récupérables non identifiables sont gérés en quantité en corrélation avec les stocks de produits finis. Ils sont comptabilisés en immobilisations corporelles sous la rubrique « Emballages commerciaux durables » par leurs coûts d'achats TTC et sous la rubrique « Clients, emballages consignés » par le prix de consignation lors des opérations de consignations aux clients.*

II-4 – LES PLACEMENTS

La société opte pour le classement de ses placements conformément à la norme comptable « N°7 Placements ».

Un placement à long terme est un placement détenu dans l'intention de le conserver durablement, notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Un placement à long terme est également un placement qui n'a pas pu être classé parmi les placements à court terme.

Un placement à court terme est un placement que la société n'a pas l'intention de le conserver pendant plus d'un an et qui, de par sa nature, peut être liquidé à brève échéance.

Les titres de placements sont initialement comptabilisés à leur coût d'achat historique. Les frais d'acquisition (commissions d'intermédiaires, honoraires, droits et frais bancaires) sont exclus. Toutefois, les honoraires d'études et de conseils relatifs à l'acquisition de ces placements à long terme sont inclus dans leur coût d'acquisition.

À la date de clôture, ils sont évalués à leur valeur d'usage (déterminée en fonction de plusieurs facteurs tels que la valeur de marché (le cours moyen boursier du mois de décembre), l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de la société émettrice, la conjoncture économique et l'utilité procurée à la S.F.B.T.). Les moins-values (dépréciation durable) par rapport au coût font l'objet de provisions pour dépréciation. Les plus-values ne sont pas prises en compte en résultat net de l'exercice.

Les augmentations et les diminutions de la valeur comptable des titres de transaction classés à court terme sont constatées dans le résultat de l'exercice.

Lors de la cession d'un placement, la différence entre les produits nets de la vente et la valeur comptable est constatée dans le résultat de l'exercice.

II-5- LES CREANCES D'EXPLOITATION

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette.

Le management procède à la clôture de l'exercice à l'estimation d'une provision pour dépréciation des comptes clients et comptes rattachés ainsi que les comptes d'autres actifs courants. A chaque date de clôture, le management détermine s'il y a des indicateurs de dépréciation des comptes clients et autres actifs courants. Ces indicateurs comprennent des éléments tels que des manquements aux paiements ou des difficultés financières du créancier. La provision est estimée selon la différence entre la valeur comptable de ces créances et la valeur recouvrable estimée au titre de ces créances.

II-6- LES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités, figurant dans le bilan et l'état de flux de trésorerie, représentent les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en trésorerie (généralement dont la maturité est inférieure à trois mois).

II-7- LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

- Provisions pour litiges : Les réclamations contentieuses impliquant la société sont évaluées par la direction juridique. La direction juridique peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés. L'estimation faite au titre du risque financier encouru fait appel au jugement.

- Provisions pour indemnités de départ à la retraite : Une provision pour indemnité de départ à la retraite correspondant à la valeur actualisée des indemnités qui seront servies au personnel calculé selon la convention collective applicable à la société. La provision tient compte des hypothèses financières notamment le taux d'actualisation, les taux de démographies dont l'espérance de vie, l'âge de retraite, le taux de rotation des effectifs et l'évolution des salaires. La provision est présentée parmi les passifs non courants.

II-8- LES REVENUS

Les revenus de ventes de marchandises revendues en l'état et de produits finis fabriqués sont constatés dès lors que les conditions suivantes sont remplies :

- Le transfert à l'acheteur des principaux risques et avantages inhérents à la propriété,
- Le montant des revenus peut être mesuré de façon fiable,
- Il est probable que des avantages futurs associés à l'opération bénéficieront à la société et les coûts encourus ou à encourir concernant l'opération peuvent être mesurés de façon fiable,
- Les revenus sont mesurés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir,
- Les revenus sont nets de remises et réductions commerciales consenties par la société et des taxes collectées pour le compte de l'Etat (TVA et Droit de consommation).

Les revenus relatifs aux diverses prestations de service rendus aux filiales (assistance administrative et technique et redevances d'utilisation des marques propriétés de la SFBT) sont facturés en fonction des taux fixés par la SFBT et appliqués aux chiffres d'affaires des dites filiales. Les critères de facturations sont consignés dans des conventions avec les filiales.

Les revenus de loyer relatifs au patrimoine immobilier sont matérialisés par des contrats de location.

Le revenu du café de Paris est constitué de la consommation sur place (boissons et alimentations).

II-9- LES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations comptables et les états financiers qui en découlent sont libellés en dinar tunisien.

Les transactions en monnaies étrangères effectuées par la société sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes provenant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères au cours du 31 décembre sont portées en résultat de l'exercice.

II-10- LE TABLEAU DE PASSAGE DES CHARGES PAR NATURE AUX CHARGES PAR DESTINATION

La SFBT utilise la méthode autorisée pour la présentation de son état de résultat. Le paragraphe 52 de la Norme Comptable NC 01 stipule que : « Au cas où une entreprise utilise la méthode autorisée, elle est encouragée à publier dans ses notes une répartition de ses charges par destination. Pour ce faire, elle peut utiliser le modèle figurant à l'annexe 7. Cette opération vise à permettre aux entreprises de s'adapter à la présentation par destination » Cette présentation étant facultative, la SFBT ne publie pas cette note.

III - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note N°1-5: Les immobilisations incorporelles et corporelles:

Les immobilisations corporelles et incorporelles totalisent un solde net de 250 939 394,451 DT au 31 décembre 2024 contre 248 335 226,602 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Les immobilisations incorporelles totalisent un solde net de 262 572,113 DT au 31 décembre 2024 contre 446 497,465 DT au 31 décembre 2023
Les immobilisations corporelles totalisent un solde net de 250 676 822,338 DT au 31 décembre 2024 contre 247 888 729,137 DT au 31 décembre 2023

Notes	Immobilisations	VALEUR BRUTE					AMORTISSEMENTS & PROVISIONS							
		Solde au 31/12/2023	Acquisitions	Cession et mise en rebut	Transfert & Autres	Solde 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Dotation exercice	Cession & Régul	Solde 31/12/2024	Provisions 31/12/2023	Provisions 31/12/2024	VCN 31/12/2023	VCN 31/12/2024
	Note N°1-2: Immobilisations incorporelles													
1.1	Logiciels	5 061 150,723	34 136,564	0,000	0,000	5 095 287,287	-4 643 195,738	-332 637,564	0,000	-4 975 833,302	0,000	0,000	417 954,985	119 453,985
1.2	Fonds de commerce et droits aux bails	12 940,980	0,000	0,000	0,000	12 940,980	0,000	-647,980	0,000	-647,980	0,000	0,000	12 940,980	12 293,000
1.3	Immobilisations incorporelles encours	15 601,500	115 223,628	0,000	0,000	130 825,128	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	15 601,500	130 825,128
	Sous-total (I)	5 089 693,203	149 360,192	0,000	0,000	5 239 053,395	-4 643 195,738	-333 285,544	0,000	-4 976 481,282	0,000	0,000	446 497,465	262 572,113
	Note N°3-5: Immobilisations corporelles													
3.1	Terrains	28 389 272,676	0,000	0,000	0,000	28 389 272,676	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	28 389 272,676	28 389 272,676
3.2	Constructions	68 891 719,141	1 396 676,558	0,000	11 000,000	70 299 395,699	-34 259 051,381	-2 984 001,476	0,000	-37 243 052,857	0,000	0,000	34 632 667,760	33 056 342,842
3.3	Installations techniques matériel & outillages d'exploitation	59 759 213,086	328 757,061	0,000	17 215,805	60 105 185,952	-40 731 277,151	-4 146 926,866	0,000	-44 878 204,017	0,000	0,000	19 027 935,935	15 226 981,935
3.4	Installations techniques matériel & outil. Industriels Brasseries	156 599 739,815	274 683,088	0,000	80 292,163	156 954 715,066	-127 042 803,516	-11 515 929,678	0,000	-138 558 733,194	0,000	0,000	29 556 936,299	18 395 981,872
3.5	Matériel de transport et de manutention	17 723 182,801	1 540 698,916	-796 156,140	29 999,000	18 497 724,577	-14 451 424,854	-1 097 936,916	796 156,140	-14 753 205,630	0,000	0,000	3 271 757,947	3 744 518,947
3.6	Installation générale	59 954 360,389	1 086 198,908	-164 278,981	119 156,565	60 995 436,881	-38 714 643,713	-3 693 017,346	131 378,622	-42 276 282,437	0,000	0,000	21 239 716,676	18 719 154,444
3.7	Agencement-Aménagement Divers	18 659 841,715	425 945,142	0,000	13 800,000	19 099 586,857	-15 405 771,667	-796 073,206	-2,513	-16 201 847,386	0,000	0,000	3 254 070,048	2 897 739,471
3.8	Matériel informatique	3 404 865,554	284 097,871	0,000	0,000	3 688 963,425	-2 325 488,816	-251 876,216	36,221	-2 577 328,811	0,000	0,000	1 079 376,738	1 111 634,614
3.9	Mobilier et matériel de bureau	1 477 194,187	35 431,962	0,000	0,000	1 512 626,149	-1 226 048,500	-51 314,254	-33,708	-1 277 396,462	0,000	0,000	251 145,687	235 229,687
3.10	Emballages (palettes en bois)	7 140 538,185	183 896,164	-279 547,901	0,000	7 044 886,448	-6 507 823,259	-257 519,758	265 139,495	-6 500 203,522	0,000	0,000	632 714,926	544 682,926
3.11	Emballages (bouteilles)	87 928 839,676	14 523 828,075	-4 073 381,596	0,000	98 379 286,155	-244 313,523	0,000	0,000	-244 313,523	-1 052 735,810	-782 787,143	86 631 790,343	97 352 185,489
3.12	Autres Emballages (casiers, fûts, palettes autres qu'en bois)	55 033 013,458	5 043 167,060	-932 819,571	151 266,613	59 294 627,560	-38 362 917,498	-3 268 141,185	780 705,083	-40 850 353,600	0,000	0,000	16 670 095,960	18 444 273,960
3.13	Immobilisations corporelles encours	2 894 916,320	3 459 377,363	0,000	-422 730,146	5 931 563,537	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	2 894 916,320	5 931 563,537
3.14	Avances et acomptes des immobilisations corporelles	356 331,822	6 602 135,625	0,000	-331 207,509	6 627 259,938	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	356 331,822	6 627 259,938
	Sous-total (II)	568 213 028,825	35 184 893,793	-6 246 184,189	-331 207,509	596 820 530,920	-319 271 563,878	-28 062 736,901	1 973 379,340	-345 360 921,439	-1 052 735,810	-782 787,143	247 888 729,137	250 676 822,338
	Total (I+II)	573 302 722,028	35 334 253,985	-6 246 184,189	-331 207,509	602 059 584,315	-323 914 759,616	-28 396 022,445	1 973 379,340	-350 337 402,721	-1 052 735,810	-782 787,143	248 335 226,602	250 939 394,451

1.1 Logiciels
Il s'agit d'acquisition des logiciels informatiques pour 34 136,564 dinars.

3.2 Constructions
Il s'agit essentiellement des travaux de construction au niveau des usines pour 1 407 676,558 dinars dont 11 000,000 dinars ont été reclassés du compte immobilisations corporelles encours de l'exercice 2023.

3.3-3.4-3.6 Installations techniques matériels, outillages d'exploitation et installations générales

Le montant global des investissements s'élève à 1 906 303,590 dinars dont 216 664,533 dinars ont été reclassés du compte immobilisations corporelles encours de l'exercice 2023.
Les cessions se sont élevées à 164 278,981 dinars.

3.5 Matériels de transport et de manutention
Les acquisitions de matériels de transport pour 1 570 697,916 dinars dont 29 999,000 dinars ont été reclassés du compte immobilisations corporelles en cours ; Les cessions se sont élevées à 796 156,140 dinars.

3.7 Agencement et aménagement divers
Les installations et aménagements de l'année se sont élevés à 439 745,142 dinars dont 13 800,000 dinars ont été reclassés du compte immobilisations corporelles encours de l'exercice 2023.

3.8-3.9 Mobilier matériel de bureau et matériel informatique
Les acquisitions du matériel informatique et bureau ont totalisé 319 529,833 dinars.

3.10-3.11-3.12 Emballages commerciaux durables
a) Acquisitions :
Les acquisitions de l'année se sont élevées à 19 902 157,912 dinars dont le reclassement de 2023 pour 151 266,613 dinars.
b) Casse bouteilles, destruction des casiers et autres emballages :
La constatation de la casse de bouteilles de l'année pour 4 073 381,596 dinars ;
La reprise de la valeur des casiers détruits et totalement amortis pour 577 095,964 dinars ;
La constatation de la casse des palettes pour 396 795,841 dinars ;
La constatation de la casse des intercalaires pour 98 556,542 dinars ;
La cession des intercalaires pour 139 919,125 dinars ;
Il est à noter que la provision pour casses bouteilles est de 782 787,143 dinars.

1.3-3.13-3.14 Immobilisations corporelles encours, incorporelles encours et avances et acomptes des Immobilisations corporelles.
Le montant global des immobilisations incorporelles et corporelles en cours ainsi que les avances et acomptes des immobilisations corporelles au 31 décembre 2024 s'élève à 12 689 648,603 dinars détaillé comme suit :
**logiciels encours pour 130 825,128 dinars ;*
**constructions en cours pour 891 187,769 dinars ;*
**matériels en cours pour 5 040 375,768 dinars ;*
Il s'agit principalement de l'achat de refroidisseurs adiabatiques pour 1 973 285,123 dinars au niveau de l'usine de Mahdia, de la première tranche sur des matériels locaux de récupération CO2 au niveau de Bab SAADOUN pour 410 000,000 dinars et de l'installation de sécurité incendie au site Bir el Kassaa pour 922 870,909 dinars.
**Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations pour 6 627 259,938 dinars. Il s'agit essentiellement de l'avance relative aux matériels étrangers de récupération de CO2 au niveau de Bab SAADOUN pour 6 255 618,000 dinars.*

Note N°6-7 : Immobilisations financières

Les immobilisations financières totalisent au 31 décembre 2024 un solde net de 304 475 874,703 DT contre 292 649 778,777 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette
Titres de participations consolidables	311 551 909,506	-14 019 900,000	297 532 009,506	300 878 888,037	-14 019 900,000	286 858 988,037
Titres de participations non consolidables	1 076 457,000	-158 453,763	918 003,237	1 576 457,000	-658 453,763	918 003,237
Prêt aux personnels à LT	5 410 253,212	0,000	5 410 253,212	4 311 242,097	0,000	4 311 242,097
Dépôts et cautionnements	615 608,748	0,000	615 608,748	561 545,406	0,000	561 545,406
Total	**318 654 228,466**	**-14 178 353,763**	**304 475 874,703**	**307 328 132,540**	**-14 678 353,763**	**292 649 778,777**

Etat des titres de participation consolidables non-côtés au 31/12/2024

Désignation	Valeurs Au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Augmentation de capital	Cession 2024	Reclassement 2024	Valeurs Au 31/12/2024	Titres Emis	Provisions	Valeur nette Au 31/12/2024	Nombre de Titres appartenant à S.F.B.T	
										Nombre	%
SOSTEM	141 934 948,934		6 547 125,000			148 482 073,934	28 740 000		148 482 073,934	28 229 906	98,23%
S.O.T.E.V	27 689,006					27 689,006	21 900		27 689,006	19 403	88,60%
S.G.B.I.A	19 329 305,891					19 329 305,891	495 500		19 329 305,891	295 753	59,69%
S.T.B.O	12 292 835,800					12 292 835,800	1 664 000		12 292 835,800	1 408 335	84,64%
Ste la Préforme	8 677 046,000					8 677 046,000	122 005		8 677 046,000	81 203	66,56%
S.E.A.B.G	7 662 240,258					7 662 240,258	8 097 500		7 662 240,258	5 273 777	65,13%
SMVDA	19 214 900,000		3 659 600,000			22 874 500,000	500 000	9 149 900,000	13 724 600,000	228 724	45,74%
S.T.B.G	11 660 511,255					11 660 511,255	866 667		11 660 511,255	489 644	56,50%
S.I.T	100 000,000					100 000,000	2 000		100 000,000	1 000	50,00%
SOTUCOLAIT	500 000,000					500 000,000	40 000	500 000,000	0,000	5 000	12,50%
SNB	4 707 900,000		467 100,000			5 175 000,000	180 000		5 175 000,000	56 031	31,13%
S.B.T	1 055 214,000		324 104,000			1 379 318,000	18 350 000		1 379 318,000	2 928 437	15,96%
S.I.M.C.O	999 400,000					999 400,000	10 000		999 400,000	9 994	99,94%
STC	2 150,000		590,000			2 740,000	1 195 000		2 740,000	341	0,03%
SINDT	291 471,993					291 471,993	15 000		291 471,993	1 050	7,00%
ERRAFAHA	990 000,000					990 000,000	10 000		990 000,000	9 900	99,00%
SFBT DIST	194 400,000					194 400,000	10 000		194 400,000	7 776	77,76%
STDM	2 295 300,000					2 295 300,000	110 000		2 295 300,000	22 953	20,87%
SLD	8 068 412,146					8 068 412,146	698 500	4 370 000,000	3 698 412,146	64 140	9,18%
TOTAL	**240 003 725,283**	**0,000**	**10 998 519,000**	**0,000**	**0,000**	**251 002 244,283**		**14 019 900,000**	**236 982 344,283**	**39 133 366**	

Etat des titres de participation consolidables côtés au 31/12/2024

Désignation	Valeurs Au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Augmentation capital	Cession 2024	Reclassement 2024	Valeurs Au 31/12/2024	Titres Emis	Provisions	Valeur nette Au 31/12/2024	Nombre de Titres appartenant à S.F.B.T	
										Nombre	%
S.P.D.I.T	60 875 162,754			-325 497,531		60 549 665,223	28 000 000		60 549 665,223	24 697 754	88,21%
TOTAL	**60 875 162,754**	**0,000**	**0,000**	**-325 497,531**	**0,000**	**60 549 665,223**		**0,000**	**60 549 665,223**	**24 697 754,000**	

Etat des titres de participation non consolidables non-côtés au 31/12/2024

Désignation	Valeurs Au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Augmentation Capital	Cession 2024	Reclassement 2024	Valeurs Au 31/12/2024	Titres Emis	Provisions	Valeur nette Au 31/12/2024	Nombre de Titres appartenant à S.F.B.T	
										Nombre	%
SIPA	100,000					100,000	75 500		100,000	1	0,001%
STE Italie	94 325,000					94 325,000	94 325	94 325,000	0,000	94 325	100,000%
SFBT SCES I I	99 900,000					99 900,000	1 000		99 900,000	999	99,900%
Ste Pole Nord	45 030,000					45 030,000	4 222		45 030,000	790	18,712%
Ste Baraka	1 562,000					1 562,000	2 167		1 562,000	22	1,015%
S.C.I la SIESTA	23 800,000					23 800,000	18 990	23 800,000	0,000	2 380	12,533%
S.T.B.C	20 000,000					20 000,000	217 160		20 000,000	17 374	8,001%
SEPTH (*)	500 000,000			-500 000,000		0,000	792 000		0,000	0	0,000%
S.P.R.T.B	87 500,000					87 500,000	18 550		87 500,000	875	4,717%
SOPRAT	100 828,500					100 828,500	150 000		100 828,500	9 954	6,636%
C.I.A.T	359 030,000					359 030,000	1 400 000		359 030,000	45 695	3,264%
SOTIEC	10 000,000					10 000,000	70 000	10 000,000	0,000	2 000	2,857%
S.T.Center	160 000,000					160 000,000	100 000		160 000,000	1 600	1,600%
S.E.D.A.T	7 040,000					7 040,000	10 150	7 040,000	0,000	70	0,690%
S.F.I.T	6 400,000					6 400,000	200 000	6 400,000	0,000	200	0,100%
O.I.T	75,000					75,000	240 000	75,000	0,000	50	0,021%
B.T.S	20 000,000					20 000,000	6 000 000		20 000,000	2 000	0,033%
GIROUX 2	7 260,000					7 260,000	1 475		7 260,000	363	24,610%
TOTAL	**1 542 850,500**	**0,000**	**0,000**	**-500 000,000**	**0,000**	**1 042 850,500**		**141 640,000**	**901 210,500**	**178 698**	

(*) La provision sur titres SEPTH pour 500.000,000 dinars a été reprise en 2024 et ce, suite à leurs cessions.

Etat des titres de participation non consolidables côtés au 31/12/2024

Désignation	Valeurs Au 31/12/2023	Acquisition en 2024	Augmentation capital	Cession 2024	Reclassement 2024	Valeurs Au 31/12/2024	Titres Emis	Provisions	Valeur nette Au 31/12/2024	Nombre de Titres appartenant à S.F.B.T	
										Nombre	%
S.T.B	33 606,500					33 606,500	155 375 000	16 813,763	16 792,737	4 439	0,003%
TOTAL	**33 606,500**	**0,000**	**0,000**	**0,000**	**0,000**	**33 606,500**		**16 813,763**	**16 792,737**	**4 439**	

Note N°8: Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 1 089 374,702 DT contre 300 139,062 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Emballages à rendre	1 089 374,702	300 139,062
Total	**1 089 374,702**	**300 139,062**

Note N°9-10 : Stocks

Les stocks totalisent au 31 décembre 2024 un solde net de 152 120 286,909 DT contre 135 896 435,932 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette
Stocks de matières premières	35 464 891,663	0,000	35 464 891,663	28 681 116,926	0,000	28 681 116,926
Stocks de matières consommables	2 698 709,574	0,000	2 698 709,574	2 764 615,226	0,000	2 764 615,226
Stocks d'emballages et conditionnements	26 379 627,349	-2 595 199,200	23 784 428,149	20 281 603,560	0,000	20 281 603,560
Stocks de pièces de rechange	47 224 147,102	-1 491 806,183	45 732 340,919	42 049 901,349	-970 118,183	41 079 783,166
Stocks de fournitures consommables	3 669 304,567	0,000	3 669 304,567	3 171 371,810	0,000	3 171 371,810
En-cours de production	7 272 706,944	0,000	7 272 706,944	7 144 743,911	0,000	7 144 743,911
Stocks de produits finis	32 764 429,040	0,000	32 764 429,040	31 892 093,559	0,000	31 892 093,559
Stocks de marchandises	733 476,053	0,000	733 476,053	881 107,774	0,000	881 107,774
Total	**156 207 292,292**	**-4 087 005,383**	**152 120 286,909**	**136 866 554,115**	**-970 118,183**	**135 896 435,932**

Note N°11-12 : Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés totalisent au 31 décembre 2024 un solde net de 143 893 440,092 DT contre 143 184 902,978 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Clients ordinaires locaux	31 671 644,962	51 327 713,267
Clients filiales	14 557 853,818	20 196 918,357
Clients étrangers	5 119 014,069	11 029 807,795
Clients, effets à recevoir	84 280 183,694	55 106 936,062
Clients, effets impayés	1 950 149,204	541 095,208
Clients, chèques impayés	6 422 210,526	5 157 296,369
Clients douteux	16 240 333,747	16 050 888,071
Total brut	**160 241 390,020**	**159 410 655,129**
Moins Provisions	-16 347 949,928	-16 225 752,151
Total	**143 893 440,092**	**143 184 902,978**

Au cours de l'exercice 2024, il a été :

-Constitué une provision pour créances douteuses pour 245 666,427 dinars,

-Opéré une reprise sur provisions antérieures pour 123 468,650 dinars,

Ainsi, la provision pour créances douteuses est passée de 16 225 752,151 dinars en 2023 à 16 347 949,928 dinars en 2024.

Note N°13-14 : Autres actifs courants

Les autres actifs courants totalisent au 31 décembre 2024 un solde net de 22 108 946,881 DT contre 26 100 671,528 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette
Créances liées aux participations	347 387,000	-347 387,000	0,000	347 387,000	-347 387,000	0,000
Fournisseurs, avances et acomptes locaux	2 620 136,031	0,000	2 620 136,031	13 309 792,021	0,000	13 309 792,021
Fournisseurs, avances et acomptes étrangers	6 447 557,372	0,000	6 447 557,372	1 091 647,929	0,000	1 091 647,929
Fournisseurs intermédiaires en bourse	104 315,616	0,000	104 315,616	0,000	0,000	0,000
Etat contentieux fiscal	996 229,165	-996 229,165	0,000	0,000	0,000	0,000
Débiteurs divers	8 532 148,043	0,000	8 532 148,043	11 034 879,578	0,000	11 034 879,578
Produits à recevoir	4 382 437,819	0,000	4 382 437,819	642 000,000	0,000	642 000,000
Obligations cautionnées	22 352,000	0,000	22 352,000	22 352,000	0,000	22 352,000
Total	**23 452 563,046**	**-1 343 616,165**	**22 108 946,881**	**26 448 058,528**	**-347 387,000**	**26 100 671,528**

Note N°15-16 : Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers totalisent au 31 décembre 2024 un solde net de 274 872 094,865 DT contre 212 022 988,128 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette
Billets de trésorerie à plus de trois mois	464 000,000	-350 000,000	114 000,000	464 000,000	-350 000,000	114 000,000
Titres de placement OPCVM	1 758 094,865	0,000	1 758 094,865	1 908 988,128	0,000	1 908 988,128
Placements bancaires	273 000 000,000	0,000	273 000 000,000	210 000 000,000	0,000	210 000 000,000
Total	**275 222 094,865**	**-350 000,000**	**274 872 094,865**	**212 372 988,128**	**-350 000,000**	**212 022 988,128**

Note N°17: Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 132 273 442,362 DT contre 113 675 954,912 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024			Solde au 31/12/2023		
	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette	Valeur brute	Provisions	Valeur comptable nette
Valeurs à l'encaissement	0,000	0,000	0,000	1 375 655,799	0,000	1 375 655,799
Billets de trésorerie échéances à moins de trois mois	19 100 000,000	0,000	19 100 000,000	27 800 000,000	0,000	27 800 000,000
Banques	112 757 761,950	0,000	112 757 761,950	83 923 375,119	0,000	83 923 375,119
Caisses	150 693,741	0,000	150 693,741	311 694,323	0,000	311 694,323
Compte courant postal	264 986,671	0,000	264 986,671	265 229,671	0,000	265 229,671
Total	**132 273 442,362**	**0,000**	**132 273 442,362**	**113 675 954,912**	**0,000**	**113 675 954,912**

Note N°18-23 : Capitaux propres

Les capitaux propres, avant le résultat de l'exercice de 2024, totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 701 849 258,689 DT contre 646 900 291,267 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023	Variations
Capital social	268 125 000,000	247 500 000,000	20 625 000,000
Réserves légales	24 750 000,000	24 750 000,000	0,000
Réserves spéciales de réévaluation	8 708 771,134	8 708 771,134	0,000
Compte spécial d'investissement	154 651 134,000	154 489 082,000	162 052,000
Résultats reportés	245 857 110,385	211 522 942,793	34 334 167,592
Dividendes des actions propres	15 173 ,700	0,000	15 173,700
Actions propres	-257 930,530	-70 504,660	-187 425,870
Total	**701 849 258,689**	**646 900 291,267**	**54 948 967,422**

*L'évolution de **54 948 967,422** dinars provient de :*

1) L'affectation partielle du bénéfice de l'exercice 2023 conformément à la deuxième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 avril 2024, et à la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 avril 2024 à savoir :

-Résultats reportés : Reprise de 211 522 942,793 dinars de 2022 dont 20 625 000,000 dinars ont été servis à l'augmentation du Capital suivant la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 avril 2024 et affectation de 245 857 110,385 dinars en 2023.

-L'encaissement des dividendes revenant aux actions propres SFBT pour 15 173 ,700 dinars

-Réserves pour compte spécial d'investissement pour 162 052,000 dinars.

Suite aux résolutions de l'AGO et l'AGE du 24 avril 2024, le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Solde au 31/12/2023	Résultats	Actions propres (*)	Dividendes des actions propres	Compte spécial d'investissement	Augmentation du capital social	Distribution des dividendes	Solde au 31/12/2024
Capital social	**247 500 000,000**					20 625 000,000		**268 125 000,000**
Réserves légales	**24 750 000,000**							**24 750 000,000**
Subvention d'investissement	**2 538 691,000**							**2 538 691,000**
Amort. Subvention d'investissement	**-2 538 691,000**							**-2 538 691,000**
Compte spécial d'investissement	**154 489 082,000**				162 052,000			**154 651 134,000**
Réserve spéciale de réévaluation	**8 708 771,134**							**8 708 771,134**
Résultats reportés	**211 522 942,793**	253 533 719,592		15 173,700	-162 052,000	-20 625 000,000	-198 412 500,000	**245 872 284,085**
Actions propres (*)	**-70 504,660**		-187 425,870					**-257 930,530**
Total Capitaux propres	**646 900 291,267**	**253 533 719,592**	**-187 425,870**	**15 173,700**	**0,000**	**0,000**	**-198 412 500,000**	**701 849 258,689**

(*) Actions propres

Le nombre d'actions racheté par la SFBT en vue de régulariser le cours boursier s'élève au 31 décembre 2024 à 18 928 actions.

Le coût d'acquisition de ces actions s'élève à 257 930,530 dinars. La valeur boursière de ces titres au 31 décembre 2024 s'élève à 219 564,800 dinars.

Compte spécial d'investissement :

En vue de bénéficier de l'exonération fiscale au titre de l'impôt sur les sociétés, la SFBT procède à la création de projets (filiales) ou à la participation à l'augmentation au capital des sociétés qui projettent des extensions de leur activité.

Ces projets bénéficient d'avantages fiscaux suivant le lieu d'implantation. Conformément à la législation fiscale en vigueur. Les souscriptions en exonération d'impôt sur les sociétés sont logées dans le poste « COMPTE SPECIAL D'INVESTISSEMENT » durant la période prévue par la législation fiscale en la matière.

Le solde au 31/12/2024 s'élève à 154 651 134,000 dinars, à savoir :

- *Réinvestissements réalisés en 2011…… 5 837 225,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2012…… 24 816 815,000 dinars*
- *Augmentation du capital en 2013…….. -4 000 000,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2013…… 29 306 875,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2014…… 26 684 695,000 dinars*
- *Augmentation du capital en 2015…… -11 500 000,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2015…… 23 000 200,000 dinars*
- *Augmentation du capital en 2016…… -13 650 000,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2016 …… 25 106 240,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2017 …… 11 349 140,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2018 …… 26 379 050,000 dinars*
- *Reclassement réinvestissements réalisés en 2012 (cession en 2015) …. -1 620 000,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2019…… 12 616 790,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2022…… 162 052,000 dinars*
- *Réinvestissements réalisés en 2023…… 162 052,000 dinars*

Résultat par action :

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	252 152 023,507	253 533 719,592
Nombre d'actions	268 125 000,000	247 500 000,000
Résultat par action	0,940	1,024

Note N°24 : Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 92 146 114,898 DT contre 85 973 087,148 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Clients Emballages consignés	92 146 114,898	85 973 087,148
Total	**92 146 114,898**	**85 973 087,148**

Il s'agit des casiers, des bouteilles, des fûts, des palettes et des intercalaires en plastique consignés chez la clientèle.

Note N°25 : Provisions

Les provisions totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 24 267 269,500 DT contre 24 365 033,500 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Provisions pour risques et charges	22 009 605,500	22 531 293,500
Provisions pour indemnités de départs à la retraite	2 257 664,000	1 833 740,000
Total	**24 267 269,500**	**24 365 033,500**

Note n° 26 : Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 79 898 812,122 DT contre 55 884 771,148 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Fournisseurs d'exploitation locaux	13 920 741,022	7 988 703,162
Fournisseurs d'exploitation étrangers	14 466 508,782	5 100 065,402
Fournisseurs d'exploitation, effets à payer	15 183 934,654	20 084 406,375
Fournisseurs, filiales	24 695 882,620	17 286 630,235
Fournisseurs locaux, factures non parvenues	11 631 745,044	5 398 100,611
Fournisseurs intermédiaires en bourse	0,000	26 865,363
Total	**79 898 812,122**	**55 884 771,148**

Note n° 27 : Autres passifs courants

Les autres passifs courants totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 131 457 508,349 DT contre 105 507 338,894 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Clients créditeurs	4 447 639,982	3 737 579,693
Personnels-rémunérations dues	295 648,057	298 227,177
Personnels - dépôts et cagnottes	262 534,602	264 873,080
Etat- Retenues à la source	8 863 005,959	7 152 141,030
Etat - Impôts sur les sociétés à payer (1)	17 607 922,190	1 658 868,684
Etat - TVA à payer	10 187 401,275	13 085 135,502
Etat - Droit de consommation à payer	38 454 504,194	39 382 666,370
Etat - Autres impôts et taxes à payer	2 955 896,477	1 053 634,189
Dividendes et rémunérations des administrateurs à payer	3 568 128,427	3 218 711,987
CNSS, organismes sociaux	3 322 689,566	3 334 511,941
Créditeurs divers	140 476,920	140 476,920
Charges à payer (2)	27 736 127,632	25 123 654,853
Produits constatés d'avance	1 293 678,218	614 870,078
Etat-Contribution Sociale de solidarité	7 393 112,910	6 441 987,390
Contribution conjoncturelle au profit du budget de l'Etat	4 928 741,940	0,000
Total	**131 457 508,349**	**105 507 338,894**

(1) Le solde de 17 607 922,190 dinars représente l'impôt sur les sociétés au titre de l'exercice 2024 pour 49 287 419,400 dinars diminué des acomptes provisionnels pour 9 822 093,341 dinars et des retenues à la source pour 21 857 403,869 dinars.

(2) Les charges restantes dues à la clôture de l'exercice 2024 sont composées :

- *Des congés à payer et des primes de fin d'année pour 18 282 549,242 dinars.*
- *D'autres charges d'exploitation pour 9 453 578,390 dinars.*

Note N°28 : Concours bancaires et autres passifs financiers

Les concours bancaires et autres passifs financiers totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 1 867,900 DT contre 1 856,370 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Banques créditrices	1 867,900	1 856,370
Total	**1 867,900**	**1 856,370**

Note N°29 : Revenus

Les revenus totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 836 585 626,332 DT contre 826 865 407,803 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Ventes des marchandises revendues en l'état	70 502 355,131	79 371 399,209
Ventes des produits fabriqués	753 246 782,300	726 579 080,268
Ventes de produits résiduels et emballages	1 808 960,777	2 515 356,533
Ventes d'articles des stocks	9 249 774,127	15 883 316,411
Produits des activités annexes	5 511 290,191	5 395 223,405
Rabais, remises et ristournes accordés	-3 733 536,194	-2 878 968,023
Total	**836 585 626,332**	**826 865 407,803**

Note N°30 : Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 5 888 400,303 DT contre 6 782 702,863 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Redevances pour concessions de brevets, licences et marques	0,000	587 018,578
Quote-part des subventions d'investissements inscrites au résultat	0,000	94 732,000
Subventions d'exploitation	79 963,000	297 433,000
Autres produits d'exploitation	4 459 312,422	4 393 884,281
Revenus des immeubles	1 098 863,173	964 417,356
Produits des activités annexes (café de Paris)	250 261,708	445 217,648
Total	**5 888 400,303**	**6 782 702,863**

Note N°31 : Production immobilisée

La production immobilisée totalise au 31 décembre 2024 un solde de 27 775,000 DT contre 28 975,000 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Production immobilisée	27 775,000	28 975,000
Total	**27 775,000**	**28 975,000**

Note N°32 : Variation des stocks des produits finis et des encours

Les variations des stocks des produits finis et des encours totalisent au 31 décembre 2024 un solde de -1 000 298,514 DT contre -16 031 781,621 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Variation de stock de bières	-216 681,230	-7 955 308,834
Variation de stock de boissons gazeuses	-655 654,251	-5 681 277,023
Variation des stocks des sous-produits	-127 963,033	-2 395 195,764
Total	**-1 000 298,514**	**-16 031 781,621**

Note N°33 : Achats de marchandises consommés

Les achats de marchandises consommés totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 69 477 442,468 DT contre 77 915 624,606 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Achats de bières	3 400,000	20 400,000
Achats de boissons gazeuses	55 934 962,432	61 075 570,998
Achats de Jus	13 354 338,766	16 934 667,789
Achats d'eau minérale	90 886,684	118 823,716
Rabais, remises et ristournes obtenus	-53 777,135	-69 030,404
Variation des stocks jus	154 541,961	-153 996,721
Variation des stocks eaux	-6 910,240	-10 810,772
Total	**69 477 442,468**	**77 915 624,606**

Note N°34 : Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnements consommés totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 419 525 035,108 DT contre 442 519 210,453 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Achats de matières premières bière	62 574 153,013	84 528 380,676
Achats de sucre et CO2	46 981 950,603	32 213 404,697
Achats de concentrés et additifs	31 192 269,063	31 231 631,960
Achats de matières et fournitures consommables	71 979 433,018	77 114 422,831
Achats de pièces de rechange	14 250 976,702	14 613 299,024
Sous-traitance de production (*)	193 459 694,897	197 273 252,528
Achats non stockés	18 148 429,931	16 777 045,021
Achats café de Paris	351 530,311	338 568,341
Variations des stocks de matières premières	-6 783 774,737	-4 968 352,567
Variations des stocks de matières consommables	65 905,652	-627 084,491
Variations des stocks de matières de conditionnements	-6 098 023,789	2 658 803,462
Variation des stocks de pièces de rechanges	-5 174 245,753	-7 201 517,815
Variation des stocks de fournitures consommables	-498 038,590	-472 896,698
Refacturations des charges	-925 225,213	-959 746,516
Total	**419 525 035,108**	**442 519 210,453**

(*) Il s'agit de la sous-traitance de la production de boissons gazeuses et de la mise en boîte et en fûts de la bière.

Note N°35 : Charges de personnel

Les charges de personnel totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 46 395 336,477 DT contre 42 825 710,545 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Salaires et compléments de salaires	38 711 677,623	35 669 210,901
Charges sociales légales	6 793 945,722	6 232 992,411
Autres charges du personnel	889 713,132	923 507,233
Total	**46 395 336,477**	**42 825 710,545**

Note N°36 : Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et provisions totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 35 367 380,120 DT contre 39 390 920,985 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	333 285,544	477 673,000
Dotations aux amortissements Constructions	2 984 001,476	2 850 328,274
Dotations aux amortissements Matériels d'exploitation	4 146 926,866	4 120 401,584
Dotations aux amortissements Matériels techniques bière	11 515 929,678	11 806 617,805
Dotations aux amortissements Matériels de transport	1 097 936,916	834 537,925
Dotations aux amortissements Equipements de bureau	51 314,254	49 097,797
Dotations aux amortissements Matériels informatiques	251 876,216	214 980,767
Dotations aux amortissement Agencement aménagement divers	796 073,206	867 256,652
Dotations aux amortissements Emballages (palettes en bois)	257 519,758	220 334,675
Dotations aux amortissements autres emballages	3 268 141,185	3 138 111,491
Dotations aux amortissements Installations générales	3 693 017,346	3 615 146,505
Dotations casse bouteilles et ébréchés	4 099 985,365	3 439 528,996
Dotations aux provisions pour risques et charges	0,000	14 374 990,500
Dotations aux provisions indemnités départs à la retraite	423 924,000	167 577,000
Dotations aux provisions pour dépréciations des Stocks et en-cours	2 595 199,200	0,000
Dotations aux provisions pour dépréciations des créances	245 666,427	133 501,218
Reprise sur provisions	-393 417,317	-6 919 163,204
Total	**35 367 380,120**	**39 390 920,985**

Note N°37 : Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 69 988 481,309 DT contre 49 412 144,784 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Sous-traitance générale	2 932 568,427	3 084 783,452
Locations	928 362,574	669 178,192
Entretiens et réparations	3 526 663,764	3 169 312,627
Primes d'assurance	2 209 076,327	2 342 218,770
Etudes, recherches et divers services extérieurs	6 130 498,332	4 990 219,305
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 692 265,324	1 356 641,222
Publicités et publications	8 380 807,077	7 788 048,583
Frais de transport de biens et de services	9 107 220,768	8 513 685,924
Déplacements, missions et réceptions	479 130,876	327 595,565
Frais postaux et de télécommunications	493 650,780	553 595,144
Frais bancaires	430 973,398	633 274,534
Redevances pour concessions	12 649 946,513	12 688 233,604
Jetons de présence	425 000,000	375 000,000
Impôts et taxes sur rémunérations	777 652,476	716 869,220
Autres droits	77 236,355	52 796,055
Autres impôts et taxes **(*)**	24 230 313,367	3 360 867,170
Personnels extérieurs à l'entreprise	1 816 585,503	2 229 022,495
Autres charges liées à l'exploitation	18 282 549,242	18 109 879,243
Reprises sur provisions aux autres charges liées à l'exploitation	-18 109 879,231	-17 181 561,166
Refacturation charges publicitaires	-4 235 125,191	-4 367 515,155
Refacturation des autres travaux	-2 237 015,372	0,000
Total	**69 988 481,309**	**49 412 144,784**

(*) Dont la redevance de 3% sur le chiffre d'affaires boissons gazeuses et bière pour 20 863 848,193 dinars.

Note N°38 : Produits et charges financiers nets

Les produits et charges financiers nets totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 3 019 392,842 DT contre 1 553 082,602 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Intérêts sur comptes courants	2 691 122,216	2 821 293,746
Intérêts sur escomptes effets	-274 576,886	-211 837,642
Autres charges financières nettes	-6 526,044	0,000
Pertes de changes	-458 289,443	-1 666 922,557
Gains de changes	567 662,999	610 549,055
Réduction de valeur de participation	0,000	-13 693 241,904
Reprises sur provisions des éléments financiers	500 000,000	13 693 241,904
Total	**3 019 392,842**	**1 553 082,602**

Note N°39 : Produits des placements

Les produits de placements totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 110 516 703,238 DT contre 92 280 998,352 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Revenus sur titres de créances	322 925,943	616 263,698
Dividendes sur titres de participations	82 025 732,194	69 807 313,720
Produits sur cessions des titres de placements	2 763 111,239	2 416 690,770
Autres produits de placements	25 404 933,862	19 440 730,164
Total	**110 516 703,238**	**92 280 998,352**

Note N°40 : Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 1 022 493,885 DT contre 788 100,266 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Produits nets sur cessions d'immobilisations corporelles	365 484,141	205 094,300
Divers autres produits et profits de l'exercice	315 542,397	312 115,335
Divers produits et profits des exercices antérieurs	341 467,347	270 890,631
Total	**1 022 493,885**	**788 100,266**

Note N°41 : Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires totalisent au 31 décembre 2024 un solde de -3 545 716,875 DT contre -81 793,202 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Autres diverses pertes de l'exercice et des exercices antérieurs	-3 545 716,875	-81 793,202
Total	**-3 545 716,875**	**-81 793,202**

Note N°42 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés totalise au 31 décembre 2024 un solde de 49 287 419,400 DT contre 32 209 936,950 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Impôt sur les sociétés *(*)*	49 287 419,400	32 209 936,950
Total	**49 287 419,400**	**32 209 936,950**

(*) La loi de finances 2025 a élevé le taux d'impôt sur les sociétés de 15% à 20%.

Note N°43 : Contributions au profit de l'Etat

Les contributions au profit de l'état totalisent au 31 décembre 2024 un solde de 12 321 854,850 DT contre 6 441 987,390 DT au 31 décembre 2023, à savoir :

Désignations	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Contribution sociale de solidarité	7 393 112,910	6 441 987,390
Contribution Conjoncturelle au profit du budget de l'Etat (*)	4 928 741,940	0,000
Total	**12 321 854,850**	**6 441 987,390**

(*) La loi de finances 2025 a instauré une contribution conjoncturelle au profit du budget de l'Etat de 2% sur le bénéfice imposable de l'exercice 2024.

NOTES A L'ETAT DE FLUX DE TRESORERIE AU 31/12/2024

Pour la détermination de la variation de la trésorerie, la société a choisi le modèle autorisé pour la présentation de l'état de flux de trésorerie et ce, conformément à la norme comptable générale.

Les différentes variations sont les suivantes :

***1** / Les flux provenant de l'exploitation ayant dégagé un excédent de **240 024 290,979** dinars sont retracés par les variations des postes du bilan et l'ajustement du résultat de l'exercice par les dotations aux amortissements et aux provisions, la casse de bouteilles, la reprise des provisions, la plus-value sur cessions d'immobilisations, les dividendes encaissées et l'incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités. Ces variations et ajustements se détaillent comme suit :*

Libellés	2024	2023	Variations et Réajustements
Dotations aux amortissements et aux provisions	32 657 041,237		**32 657 041,237**
Casse de Bouteilles	4 099 985,365		**4 099 985,365**
Reprises sur provisions	-893 417,317		**-893 417,317**
Variation des stocks de produits finis	32 764 429,040	31 892 093,559	-872 335,481
Variation des stocks de matières premières	35 464 891,663	28 681 116,926	-6 783 774,737
Variation des stocks de matières consommables	87 244 495,536	75 412 235,856	-11 832 259,680
Variation des stocks de marchandises	733 476,053	881 107,774	147 631,721
			-19 340 738,177
Variation des clients et comptes rattachés	160 241 390,020	159 410 655,129	-830 734,891
Variation des emballages consignés	-92 146 114,898	-85 973 087,148	6 173 027,750
			5 342 292,859
Variation des autres actifs non courants	1 089 374,702	300 139,062	-789 235,640
Variation des autres actifs courants	23 452 563,046	26 448 058,528	2 995 495,482
Variation des prêts et dépôts reclassés en immobilisations financières	6 025 861,960	4 872 787,503	-1 153 074,457
			1 053 185,385
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	79 898 812,122	55 884 771,148	24 014 040,974
Variation des autres passifs courants	131 457 508,349	105 507 338,894	25 950 169,455
Variation des dividendes	-3 143 128,427	-3 218 711,987	75 583,560
			50 039 793,989
Plus-value sur cession des immobilisations corporelles	-3 128 595,380		**-3 128 595,380**
Encaissements dividendes	-82 025 732,194		**-82 025 732,194**
Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			**68 451,705**
Total des variations et des réajustements			**-12 127 732,528**
RESULTAT DE L'EXERCICE			**252 152 023,507**
VARIATION 1			**240 024 290,979**

2 / *Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont dégagé un excédent de* ***39 978 826,943*** *dinars provenant de ce qui suit :*

- *Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 35 003 046,476 dinars.*
- *Encaissements provenant des cessions des immobilisations corporelles pour 538 303,625 dinars.*
- *Encaissements des revenus des titres de participation (dividendes et jetons) pour 82 025 732,194 dinars.*
- *Encaissements des dividendes des actions propres 15 173,700 dinars.*
- *Décaissements pour l'acquisition d'immobilisations financières pour 10 998 519,000 dinars.*
- *Décaissements affectés à l'acquisition d'actions propres pour 187 425,870 dinars.*
- *Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières pour 3 588 608,770 dinars.*

VARIATION 2 : 39 978 826,943 dinars.

3 / *Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont dégagé un déficit de* ***198 488 083,560*** *dinars qui sont relatifs aux décaissements des dividendes et autres distributions pour* ***198 488 083,560*** *dinars détaillés comme suit :*

- *Dividendes relatifs à l'exercice 2022 pour 935,360 dinars.*
- *Dividendes relatifs à l'exercice 2023 pour 197 862 148,200 dinars.*
- *Autres distributions pour 625 000,000 dinars.*

4 */Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités pour 68 451,705 dinars.*

5*/ Note sur la trésorerie à la clôture de l'exercice :*

Placements et autres actifs financiers	275 222 094,865	212 372 988,128
Liquidités et équivalents de liquidités	132 273 442,362	113 675 954,912
Concours bancaires et autres passifs financiers	-1 867,900	-1 856,370
Trésorerie à la clôture de l'exercice	**407 493 669 ,327**	**326 047 086,670**

IV -SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION :

Ci-après, les soldes intermédiaires de gestion au 31/12/2024 :

Produits	Montants 2024	Montants 2023	Charges	Montants 2024	Montants 2023	Soldes	2024	2023
Ventes de marchandises et autres	**70 502 355**	**79 371 399**	**Coût d'achat de marchandises vendues**	**69 477 442**	**77 915 625**	**Marge commerciale**	**1 024 913**	**1 455 775**
Revenus et autres produits d'exploitations	766 083 271	747 494 009						
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	1 000 299	16 031 782						
Total	**767 083 570**	**763 525 790**	**Total**			**Production**	**767 083 570**	**763 525 790**
Production	**767 083 570**	**763 525 790**	**Achats consommés**	**419 525 035**	**442 519 210**	**Marge sur coût matières**	**347 558 535**	**321 006 580**
Marge commerciale	1 024 913	1 455 775	Autres charges externes	44 903 279	45 281 612			
Marge sur coût matières	347 558 535	321 006 580						
Production d'immobilisations	27 775	28 975						
Autres produits d'exploitation	5 888 400	6 782 703						
Total	**354 499 623**	**329 274 032**	**Total**	**44 903 279**	**45 281 612**	**Valeur Ajoutée Brute**	**309 596 343**	**283 992 420**
Valeur Ajoutée Brute	309 596 343	283 992 420	Impôts et Taxes	25 085 202	4 130 532			
			Charges de Personnel	46 395 336	42 825 711			
Total	**309 596 343**	**283 992 420**	**Total**	**71 480 539**	**46 956 243**	**Excédent brut d'exploitation**	**238 115 805**	**237 036 177**
Excédent brut d'exploitation	**238 115 805**	**237 036 177**	Autres pertes Ordinaires	3 545 717	81 793			
Autres gains ordinaires	1 022 494	788 100	Dotations aux Amortis et Prov. Ordinaires	35 367 380	39 390 921			
Produits financiers	110 516 703	92 280 998	Impôt sur le Résultat Ordinaire	49 287 419	32 209 937			
Produits et charges financiers nets	3 019 393	1 553 083	Contribution au profit de l'état	12 321 855	6 441 987			
Total	**352 674 395**	**331 658 358**	**Total**	**100 522 371**	**78 124 639**	**Résultat des activités ordinaires après IS**	**252 152 024**	**253 533 720**

V- NOTES SUR LES PARTIES LIEES :

1/ *L'acquisition de matériels informatiques auprès de la S.I.T pour 237.396,065 DT hors taxes ;*

2/ *Des contrats de location par lesquels la S.F.B.T. loue aux sociétés filiales, des dépôts à Bir El Kassâa, moyennant un loyer annuel de 315.000,000 DT hors taxes. Le loyer de l'exercice 2024 est de 250.285,000 DT hors taxes ;*

3/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.G.B.I.A. une redevance de sous-traitance de la bière à pression. Cette redevance s'élève à 3.893.211,841 DT hors taxes en 2024 ;*

4/*La facturation de la quote-part des filiales dans la prestation BEV-IT faite pour le groupe SFBT pour 2.083.613,223 DT hors taxes en 2024 ;*

5/*L'intégration par la S.I.T des projets suivants :*

a) *La solution EWM pour un montant de 117.975,000 DT hors taxes ;*
b) *La solution UPGRADE S/4 HANA pour un montant de 132.500,000 DT hors taxes ;*
c) *La solution DASHBOARD consolidation pour un montant de 30.000,000 DT hors taxes.*

6/ *Un contrat a été conclu entre la SFBT et la SPDIT, autorisant cette dernière à souscrire à l'augmentation de capital de la SOSTEM, en ses lieux et place et en portage, à hauteur de 500.000 actions d'une valeur nominale de 5 dinars chacune. En contrepartie de cette autorisation de souscription, la SPDIT paiera à la SFBT un montant de 0,889 DT par action souscrite, soit un total de 444.516,000 DT, représentant le différentiel entre la valeur mathématique et la valeur nominale.*

7/ *Une convention de rétrocession entre la SPDIT et la SFBT, en vertu de laquelle la SPDIT s'est engagée à conserver dans son patrimoine les actions acquises pour une période de deux ans à compter de l'année de la libération du capital social de la SOSTEM. A l'expiration de cette période, la SPDIT cédera à la SFBT les actions de la SOSTEM à la valeur mathématique de l'action calculée sur la base des états financiers de la SOSTEM arrêtés au 31 décembre 2026.*

8/ *Un contrat cadre de prestations de services informatiques avec la S.I.T et ce, pour 2.257.160 ,904 DT hors taxes en 2024 ;*

9/ *Un contrat de maintenance et abonnement des licences des logiciels avec la S.I.T et ce, pour 1.204.217,505 DT hors taxes en 2024 ;*

10/ *Un contrat de portage de 5.936.000,000 DT avec la S.E.A.B.G. remboursable après deux ans en faveur de la société S.F.B.T. et ce, au titre de la souscription au capital de la S.G.B.I.A. pour 59.360 actions de 100,000 DT chacune ;*

11/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. sous-traite la fabrication des produits finis (pour l'export) chez la S.L.D. Il n'y en a pas eu en 2024 ;*

12/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.F.B.T.-DISTRIBUTION une assistance commerciale. Le montant pour l'année 2024 est de 831.600,000 DT hors taxes ;*

13/ *Un contrat de sous-traitance industrielle avec la S.E.A.B.G. pour la mise en boîtes de la bière. Le montant est de 181.473.642,840 DT hors taxes pour l'exercice 2024 ;*

14/ *Un contrat de location par lequel la S.F.B.T. loue à la S.E.A.B.G. des locaux sis à Bâb-Saadoun : Un atelier de production, un dépôt de stockage et un local à usage de bureaux moyennant un loyer annuel de 274.200,000 DT hors taxes ;*

15/ *Des contrats de location par lesquels la S.F.B.T. loue aux sociétés filiales, domiciliées au siège social, des bureaux administratifs moyennant un loyer annuel de 504.159,273 DT hors taxes ;*

16/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.N.B. une redevance de sous-traitance par caisse produite de boissons gazeuses. Cette redevance s'élève à 8.003.002,758 DT hors taxes en 2024 ;*

17/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.G.B.I.A. une redevance de sous-traitance par caisse produite de boissons gazeuses. Cette redevance s'élève à 89.838,298 DT hors taxes en 2024 ;*

18/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T. donne en gérance libre à la S.B.T. le dépôt de DJERBA, à partir du 1er septembre 1995, moyennant un loyer annuel de 14.400,000 DT hors taxes ;*

19/ *Des conventions d'assistance administrative et technique par la S.F.B.T. à ses filiales moyennant une rémunération en fonction de leurs chiffres d'affaires hors taxes. Cette rémunération s'élève à 4.459.312,422 DT en 2024 ;*

20/ *Des conventions conclues avec la S.B.T., la S.G.B.I.A., la S.T.B.G., la S.N.B. et la S.T.B.O ayant pour objet l'octroi de ristournes à la S.F.B.T. sur les produits achetés par cette dernière et exportés ;*

21/ *Une convention par laquelle la S.F.B.T sous-traite des produits finis chez la SOSTEM. Il n'y en a pas eu en 2024 ;*

22/ *Un contrat de maintenance et abonnement des licences des logiciels avec BEVIT et ce, pour 3.042.724,439 DT en 2024 ;*

23/ *Par ailleurs, des opérations courantes d'achats et de ventes d'emballages, de matières premières, de matières consommables, de produits finis et d'autres produits nécessaires à l'exploitation ont été réalisées au cours du présent exercice entre la société mère (la S.F.B.T.) et ses filiales et ce, dans le cadre des activités normales, à savoir :*

SOCIETES	Revenus	Autres produits d'exploitation	Achats marchandises consommés	Achats d'approvision-nements et prestations consommés	Autres charges d'exploitation	Dividendes et jetons reçus	Intérêts
SEABG	1 685 039,000			183 790 983,005		29 852 935,160	
STBG	8 324 836,355	516 990,760	1 904 691,640	117 115,630	48 467,600	2 286 844,600	
SGBIA	13 130 752,583	884 760,958	47 150 808,110	4 939 167,286	617 620,950	4 455 045,000	
STBO	5 702 883,450	211 211,255	506 779,667	14 701,700	8 719,200	986 834,500	
SBT	39 254 054,921	209 449,247	1 566 411,049	-735,617	33 516,200	968 218,530	322 925,943
SNB	513 514,642	92 847,174	4 594 995,826	9 309 501,233	133 859,961	177 124,000	
SOTEV	40 553 526,919		162 720,600	915 960,925		2 232 595,000	
PREFORME	67 512,075	762 444,598		13 762 302,901		2 034 075,000	
SPDIT	20 440,859					21 115 943,700	
SOSTEM	1 654 670,397	1 781 608,430	13 445 225,450	41 784,347	109 232,973	16 171 038,600	
SMVDA	26 010,352						
SOTUCOLAIT	13 711,304						
SDB	14 625 065,744						
ERRAFAHA	1 478,187						
SFBT-D	9 207,000				831 599,997	1 555 200,000	
STDM	59 944,303			55,552	5 193 100,300		
SLD	263 715,060			46 451,904			
SIT	157 123,845			46 603,452	3 881 080,468		
FEP				3 358 161,708	33 195,500		
STT					11 300,000		
SINDT	3 630,000						
STC						12 500 ,000	
TOTAL	**126 067 117,000**	**4 459 312,422**	**69 331 632,342**	**216 342 054,030**	**10 901 693,149**	**81 848 354,090**	**322 925,943**

VI- ENGAGEMENTS HORS BILAN :

Les engagements hors bilan au 31/12/2024 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Types d'engagements	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Associés	Provisions
1- ENGAGEMENTS DONNES					
a) Garanties personnelles	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-cautionnement					
-aval					
-autres garanties					
b) Garanties réelles	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-hypothèques					
-nantissement					
c) Effets escomptes et non échus	60 239 331	60 239 331	Néant	Néant	Néant
d) Créances à l'exportation mobilisées	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Abandon des créances	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
f) Intérêts sur emprunts	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	60 239 331	60 239 331			
2- ENGAGEMENT RECUS					
a) Garanties personnelles	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-cautionnement					
-aval					
-autres garanties					
b) Garanties réelles	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-hypothèques					
-nantissement					
c) Effets escomptes et non échus	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
d) Créances à l'exportation mobilisées	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Abandon des créances	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
f) Intérêts sur emprunts	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total					
3-ENGAGEMENTS RECIPROQUES					
-Emprunt obtenu non encore encaissé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Crédit consenti non encore versé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Opération de portage	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Crédit documentaire	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Commande d'immobilisation	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Commande de longue durée	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Contrats avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Etc	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total					

DETTES GARANTIES PAR SURETE

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable des biens donnés en garantie	Provisions
-Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
-Emprunt d'investissement	Néant	Néant	Néant
-Emprunt courant de gestion	Néant	Néant	Néant
-Autres	Néant	Néant	Néant

VII EVENEMENTS POST-CLOTURES :

Il n'y a pas d'évènement post-clôture.

VIII <u>NOTE SUR LES CONTROLES FISCAUX</u> :

-Un avis de vérification fiscale approfondie a été adressé à la société en date du 3 juillet 2023. La vérification fiscale couvre l'exercice 2019 et porte sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise.

Le 28/08/2024 la SFBT a été notifié pour un montant de 36 026 151,099 dinars. La société a fait opposition à cette taxation en rejetant son objet par lettre envoyée à l'administration fiscale le 11 octobre 2024.

Le 06 janvier 2025 l'administration fiscale a envoyé sa réponse en maintenant tous les éléments de la taxation.

Le 20 janvier 2025 la SFBT a fait opposition par une lettre envoyée à l'administration fiscale.
A ce jour aucune notification n'a été reçue.

- La SFBT a fait l'objet, courant 2021, d'une vérification fiscale préliminaire en matière d'impôt sur les sociétés portant sur l'exercice 2017.

Les résultats de ce contrôle ont été notifiés à la société le 28 décembre 2021. La taxation a porté sur un impôt complémentaire à payer de 9.335.720 DT y compris les pénalités de retard s'élevant à 3.360.859 DT.

La société a formulé une opposition à cette notification dans une réponse envoyée à l'administration fiscale en date du 8 février 2022 et a rejeté les points soulevés.

Le 11 juin 2024, la SFBT a été notifiée de nouveau d'une taxation d'office de 9.335.720 DT y compris les pénalités de retard s'élevant à 3.360.859 dinars. La société a procédé à la signature d'un calendrier de paiement du principal pour bénéficier de l'amnistie fiscale en termes de pénalité et a procédé au paiement de trois échéances pour un montant de 896 229,165dinars. La société a interjeté l'affaire en appel.

IX <u>NOTE SUR LE CONTROLE SOCIAL</u> :

Au cours de l'année 2023, la S.F.B.T. a été soumise à un contrôle CNSS au titre des exercices 2020, 2021 et 2022. Le 08 juillet 2024, la SFBT a été notifiée de 1 592 742 dinars.

Pour interjeter l'affaire en appel, la société est en attente de la réception de l'état de liquidation de la CNSS.

<u>X NOTE SUR LA DECISION DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE A L'ENCONTRE DU GROUPE SFBT :</u>

Le 28 septembre 2017, le conseil de la concurrence a ouvert une enquête ayant pour objet l'auto-saisine d'une affaire intentée à l'encontre de la société tunisienne des boissons gazeuses -STBG dont l'objet est l'abus de position dominante et l'utilisation de la société ERRAFEHA comme unique distributeur.

Le conseil de la concurrence a introduit en date du 08/01/2020 la SFBT dans l'affaire susmentionnée en tant que société mère du groupe SFBT.

Le 17/02/2022, le conseil a également introduit les autres sociétés du groupe à savoir STBO ; SBT ; SOTEV ; SFBT DISTRIBUTION ; ERRAFAHA ; SNB ; STBN et SGBIA.

Après plusieurs examens, enquêtes et justifications fournies, le conseil a fini par rendre son rapport de clôture d'enquête en décembre 2022 en reprochant des pratiques anti-concurrentielles.

Le 08/05/2024, le conseil de la concurrence rend sa décision, en premier ressort, dans l'affaire de l'autosaisine enrôlée depuis 2017 et inflige au Groupe SFBT une amende de 19 985 869 dinars dont 12 995 603 dinars pour la SFBT.

Dès la réception de la notification officielle de cette décision, la société va interjeter l'affaire en appel.

Rapport Général

Tunis, le 7 avril 2025

Messieurs les Actionnaires de la
Société de Fabrication des Boissons de Tunisie « S.F.B.T »
5, Boulevard Mohamed El Béji Caid Essebsi, Centre Urbain Nord,
1082, Tunis

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie (« S.F.B.T»), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 954.001.282 DT y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 252 152 024 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport :

Évaluation des titres de participation

Les titres de participation, figurant au bilan au 31 décembre 2024 pour un montant net de 298 MDT, représentent un des postes les plus importants du bilan. Ils sont comptabilisés à leurs dates d'entrée au coût d'acquisition et font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure à leur valeur comptable. Au 31 décembre 2024, des participations d'une valeur d'origine de 31,6 MDT sont dépréciées à hauteur de plus de 45%.

Compte tenu du caractère significatif des titres de participation au regard du bilan de la société et du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur d'usage, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation constitue un point clé d'audit.

Nos procédures d'audit mises en œuvre ont consisté en l'examen, l'évaluation et la validation du processus lié à l'évaluation de ces titres et la prise en compte de toute dépréciation éventuelle qui en découle.

Observation

Nous attirons votre attention sur les points décrits au niveau des notes VIII, IX et X aux états financiers se rapportant, respectivement, aux contrôles fiscaux, au contrôle social et à la décision du conseil de la concurrence à l'encontre du groupe SFBT.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des évènements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des évènements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou règlementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif aux obligations légales et règlementaires

Dans le cadre de notre mandat de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation de la réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne susceptibles d'avoir un impact sur notre opinion d'audit. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la société.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la règlementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la règlementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la règlementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la règlementation en vigueur.

Les Commissaires aux Comptes Associés - MTBF	***Cabinet d'Audit et de Consultants*** *membre de l'ordre des experts-comptables de Tunisie*
Mohamed Lassaad BORJI	***Ali LAHMAR***

Rapport Spécial

Tunis, le 7 avril 2025

Messieurs les Actionnaires de la
Société de Fabrication des Boissons de Tunisie « S.F.B.T »
5, Boulevard Maître Mohamed El Béji Caid Essebsi, Centre Urbain Nord,
1082, Tunis

Messieurs,

En application des dispositions de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants)

Votre Conseil d'Administration nous a tenus informés des opérations et conventions suivantes nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

1. L'acquisition de matériels informatiques auprès de la S.I.T pour 237.396 DT hors taxes;

2. Des contrats de location par lesquels la S.F.B.T. loue aux sociétés filiales, des dépôts à Bir El Kassâa, moyennant un loyer annuel de 315.000 DT hors taxes. Le loyer de l'exercice 2024 est de 250.285 DT hors taxes ;

3. Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.G.B.I.A. une redevance de sous-traitance de la bière à pression. Cette redevance s'élève à 3.893.212 DT hors taxes en 2024 ;

4. La facturation de la quote-part des filiales dans la prestation BEV-IT faite pour le groupe SFBT pour 2.083.613 DT hors taxes en 2024 ;

5. L'intégration par la S.I.T des projets suivants :

   d) La solution EWM pour un montant de 117.975 DT hors taxes ;
   e) La solution UPGRADE S/4 HANA pour un montant de 132.500 DT hors taxes ;
   f) La solution DASHBOARD consolidation pour un montant de 30.000 DT hors taxes.

6. Un contrat a été conclu entre la SFBT et la SPDIT, autorisant cette dernière à souscrire à l'augmentation de capital de la SOSTEM, en ses lieux et place et en portage, à hauteur de 500.000 actions d'une valeur nominale de 5 dinars chacune. En contrepartie de cette autorisation de souscription, la SPDIT paiera à la SFBT un montant de 0,889 DT par action souscrite, soit un total de 444.516 DT, représentant le différentiel entre la valeur mathématique et la valeur nominale.

7. Une convention de rétrocession entre la SPDIT et la SFBT, en vertu de laquelle la SPDIT s'est engagée à conserver dans son patrimoine les actions acquises pour une période de deux ans à compter de l'année de la libération du capital social de la SOSTEM. A l'expiration de cette période, la SPDIT cédera à la SFBT les actions de la SOSTEM à la valeur mathématique de l'action calculée sur la base des états financiers de la SOSTEM arrêtés au 31 décembre 2026.

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

L'exécution des conventions suivantes, conclues au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

1. Un contrat cadre de prestations de services informatiques avec la S.I.T et ce, pour 2.257.161 DT hors taxes en 2024 ;

2. Un contrat de maintenance et abonnement des licences des logiciels avec la S.I.T et ce, pour 1.204.218 DT hors taxes en 2024 ;

3. Un contrat de portage de 5.936.000 DT avec la S.E.A.B.G. remboursable après deux ans en faveur de la société S.F.B.T. et ce, au titre de la souscription au capital de la S.G.B.I.A. pour 59.360 actions de 100 DT chacune ;

4. Une convention par laquelle la S.F.B.T. sous-traite la fabrication des produits finis (pour l'export) chez la S.L.D. Il n'y en a pas eu en 2024 ;

5. Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.F.B.T.-DISTRIBUTION une assistance commerciale. Le montant pour l'année 2024 est de 831.600 DT hors taxes ;

6. Un contrat de sous-traitance industrielle avec la S.E.A.B.G. pour la mise en boîtes de la bière. Le montant est de 181.473.643 DT hors taxes pour l'exercice 2024 ;

7. Un contrat de location par lequel la S.F.B.T. loue à la S.E.A.B.G. des locaux sis à Bâb-Saadoun : Un atelier de production, un dépôt de stockage et un local à usage de bureaux moyennant un loyer annuel de 274.200 DT hors taxes ;
8. Des contrats de location par lesquels la S.F.B.T. loue aux sociétés filiales, domiciliées au siège social, des bureaux administratifs moyennant un loyer annuel de 504.159 DT hors taxes ;
9. Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.N.B. une redevance de sous-traitance par caisse produite de boissons gazeuses. Cette redevance s'élève à 8.003.003 DT hors taxes en 2024 ;
10. Une convention par laquelle la S.F.B.T. paie à la S.G.B.I.A. une redevance de sous-traitance par caisse produite de boissons gazeuses. Cette redevance s'élève à 89.838 DT hors taxes en 2024 ;
11. Une convention par laquelle la S.F.B.T. donne en gérance libre à la S.B.T. le dépôt de DJERBA, à partir du 1er septembre 1995, moyennant un loyer annuel de 14.400 DT hors taxes ;
12. Des conventions d'assistance administrative et technique par la S.F.B.T. à ses filiales moyennant une rémunération en fonction de leurs chiffres d'affaires hors taxes. Cette rémunération s'élève à 4.459.312 DT en 2024 ;
13. Des conventions conclues avec la S.B.T., la S.G.B.I.A., la S.T.B.G., la S.N.B., et la S.T.B.O. ayant pour objet l'octroi de ristournes à la S.F.B.T. sur les produits achetés par cette dernière et exportés ;
14. Une convention par laquelle la S.F.B.T sous-traite des produits finis chez la SOSTEM. Il n'y en a pas eu en 2024 ;
15. Un contrat de maintenance et abonnement des licences des logiciels avec BEV-IT et ce, pour 3.042.724 DT en 2024 ;
16. Par ailleurs, des opérations courantes d'achats et de ventes d'emballages, de matières premières, de matières consommables, de produits finis et d'autres produits nécessaires à l'exploitation ont été réalisées au cours du présent exercice entre la société mère (la S.F.B.T.) et ses filiales et ce, dans le cadre normal de ses activités.

III. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements (rémunérations) envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 II §5 du code des sociétés commerciales sont fixées par décision du conseil d'administration et aucune convention n'est établie entre les dirigeants et la société. Les éléments de rémunérations des dirigeants sont définis comme suit :

- Les rémunérations des administrateurs sont déterminées par le conseil d'administration et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. En 2024, le montant net des rémunérations alloué aux administrateurs s'est élevé à 300.000 DT au titre de la S.F.B.T et à 240.200 DT au titre des filiales.

- La rémunération des membres permanents du comité d'audit est déterminée par le conseil d'administration et soumise à l'approbation de l'assemblée générale. En 2024, le montant net alloué aux membres du comité d'audit s'est élevé à 40.000 DT au titre de la S.F.B.T et 8.000 DT au titre des filiales.

- La rémunération de Monsieur Mustapha ABDELMOULA a été fixée par décision du conseil d'administration du 24 septembre 1990. Il a perçu au titre de l'exercice 2023 :

    1. Une prime de bilan fixée en 1988 à trois mois de salaire indexée depuis sur la variation du résultat de la SFBT avant réinvestissement et impôt sur les sociétés. Cette prime de 4.912 DT nette en 1988 est passée à 710.070 DT nette en 2024 du fait de son indexation ;

    2. Une prime d'intéressement sur les résultats des filiales avant réinvestissement et impôt sur les sociétés (SEABG, STBG, SGBIA, STBO, SLD, SOTUCOLAIT, SMVDA RAOUDHA et SOCOLAIT). Cette prime est passée de 17.834 DT en 1990 à 490.515 DT brute en 2024. Par ailleurs, la SPDIT, la SINDT, la SBT Médenine, la SOSTEM, la SNB et les petites filiales ont été exclues volontairement par la direction générale de l'assiette de cette prime.

    Monsieur Mustapha ABDELMOULA bénéficie des avantages en nature liés à sa fonction (eau, électricité, téléphone, voiture et charges connexes).

- La rémunération de Monsieur Elyès FAKHFAKH a été fixée par décision du conseil d'administration du 25 septembre 2023. Pour l'année 2024, cette rémunération, s'élevant à 494.231 dinars brute, est composée d'un salaire sur treize mensualités, d'une prime de bilan et d'une gratification.

    Monsieur Elyès FAKHFAKH bénéficie des avantages en nature liés à sa fonction (logement, eau, électricité, téléphone, voiture et charges connexes).

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Les Commissaires aux Comptes Associés - MTBF	***Cabinet d'Audit et de Consultants*** *membre de l'ordre des experts-comptables de Tunisie*
Mohamed Lassaad BORJI	***Ali LAHMAR***

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB-
Siège social : Rue Hédi Nouira 1001 Tunis

La Société Tunisienne de Banque- STB- publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2025. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes Mr Abderrazak GABSI et Mr Abderrazak SOUEI**.**

Société Tunisienne de Banque

BILAN

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Unité : en 1 000 DT)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Actifs					
AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	5.1	160 808	179 804	(18 996)	(10,6%)
AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers	5.2	693 545	546 853	146 692	26,8%
AC3 - Créances sur la clientèle	5.3	9 772 538	10 514 697	(742 159)	(7,1%)
AC4 - Portefeuille-titres commercial	5.4	374 486	438 685	(64 199)	(14,6%)
AC5 - Portefeuille d'investissement	5.5	3 499 674	2 339 511	1 160 163	49,6%
AC6 - Valeurs immobilisées	5.6	155 472	154 119	1 353	0,9%
AC7 - Autres actifs *	5.7	277 512	404 112	(126 600)	(31,3%)
Total des actifs		**14 934 035**	**14 577 781**	**356 254**	**2,4%**
Passifs					
PA1 - Banque Centrale et CCP	5.8	511 665	1 077 234	(565 569)	(52,5%)
PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	5.9	431 992	581 591	(149 599)	(25,7%)
PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle	5.10	11 400 113	10 177 463	1 222 650	12,0%
PA4 - Emprunts et ressources spéciales	5.11	590 773	670 851	(80 078)	(11,9%)
PA5 - Autres passifs	5.12	716 290	868 869	(152 579)	(17,6%)
Total des passifs		**13 650 833**	**13 376 008**	**274 825**	**2,1%**
Capitaux propres					
CP1 - Capital	5.13	776 875	776 875	-	-
CP2 - Dotation de l'Etat		-	-	-	-
CP3 - Réserves	5.13	322 325	296 845	25 480	8,6%
CP4 - Actions propres	5.13	(5 536)	(5 536)	-	-
CP5 - Autres capitaux propres	5.13	20 931	21 392	(461)	(2,2%)
CP6 - Résultats reportés *	5.13	86 107	61 596	24 511	39,8%
CP7 - Résultat de l'exercice	5.13	82 500	50 601	31 899	63,0%
Total des Capitaux propres		**1 283 202**	**1 201 773**	**81 429**	**6,8%**
Total des capitaux propres et passifs		**14 934 035**	**14 577 781**	**356 254**	**2,4%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour des besoins de comparabilité.

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Unité : en 1 000 DT)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Passifs éventuels					
HB1 - Cautions, avals et autres garanties données	6.1	1 459 462	1 480 666	(21 204)	(1,4%)
HB2 - Crédits documentaires		644 931	599 693	45 238	7,5%
Total des passifs éventuels		**2 104 393**	**2 080 359**	**24 034**	**1,2%**
Engagements donnés					
HB4 - Engagements de financements donnés	6.2	93 094	115 199	(22 105)	(19,2%)
HB5 - Engagements sur titres		26	26	-	-
Total des engagements donnés		**93 120**	**115 225**	**(22 105)**	**(19,2%)**
Engagements reçus					
HB7 - Garanties reçues	6.3	3 016 004	2 856 800	159 204	5,6%
Total des engagements reçus		**3 016 004**	**2 856 800**	**159 204**	**5,6%**

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE RESULTAT

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : en 1 000 DT)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Produits d'exploitation bancaire					
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	7.1	962 696	1 060 179	(97 483)	(9,2%)
PR2 - Commissions (en produits)	7.2	140 907	139 416	1 491	1,1%
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	7.3	80 856	90 450	(9 594)	(10,6%)
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	7.4	223 572	157 930	65 642	41,6%
Total produits d'exploitation bancaire		**1 408 031**	**1 447 975**	**(39 944)**	**(2,8%)**
Charges d'exploitation bancaire					
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	7.5	(742 491)	(750 829)	8 338	1,1%
CH2 - Commissions encourues		(15 801)	(12 067)	(3 734)	(30,9%)
Total charges d'exploitation bancaire		**(758 292)**	**(762 896)**	**4 604**	**0,6%**
Produit Net Bancaire	**7.6**	**649 739**	**685 079**	**(35 340)**	**(5,2%)**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	7.7	(200 465)	(234 242)	33 777	14,4%
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	7.8	(10 098)	(11 762)	1 664	14,1%
PR7 - Autres produits d'exploitation	7.9	1 815	1 579	236	14,9%
CH6 - Frais de personnel	7.10	(226 648)	(217 875)	(8 773)	(4,0%)
CH7 - Charges générales d'exploitation	7.11	(98 752)	(102 814)	4 062	4,0%
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(17 195)	(14 295)	(2 900)	(20,3%)
Résultat d'exploitation		**98 396**	**105 670**	**(7 274)**	**(6,9%)**
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	7.12	21 906	7 347	14 559	198,2%
CH11 - Impôt sur les bénéfices	7.13	(32 172)	(51 963)	19 791	38,1%
Résultat des activités ordinaires		**88 130**	**61 054**	**27 076**	**44,3%**
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	**7.14**	(5 630)	(10 453)	4 823	46,1%
Résultat net de l'exercice		**82 500**	**50 601**	**31 899**	**63,0%**
Effet des modifications comptables (Net d'impôt)		(18 835)	(27 292)	8 457	31,0%
Résultat après modification comptable		**63 665**	**23 309**	**40 356**	**173,1%**

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE FLUX DE TRESORERIE

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : en 1 000 DT)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Activités d'exploitation					
Produits d'exploitation bancaire encaissés		1 234 075	1 228 144	5 931	0,5%
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(753 402)	(765 844)	12 442	1,6%
Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers		29 114	(858)	29 972	3493,2%
Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		483 525	363 466	120 059	33,0%
Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle		1 209 390	311 409	897 981	288,4%
Titres de placement		(120 921)	(203 357)	82 436	40,5%
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(283 570)	(96 503)	(187 067)	(193,8%)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(84 786)	(151 393)	66 607	44,0%
Impôt sur les bénéfices		(891)	(151 506)	150 615	99,4%
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	**8.1**	**1 712 534**	**533 558**	**1 178 976**	**221,0%**
Activités d'investissement					
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		198 356	158 678	39 678	25,0%
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		(1 135 879)	(160 964)	(974 915)	(605,7%)
Acquisitions / cessions sur immobilisations		(17 958)	(30 633)	12 675	41,4%
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	**8.2**	**(955 481)**	**(32 919)**	**(922 562)**	**(2802,5%)**
Activités de financement					
Rachat d'actions propres		-	(28)	28	100,0%
Remboursement d'emprunts		(88 833)	(43 723)	(45 110)	(103,2%)
Augmentation / diminution des ressources spéciales		10 735	70 016	(59 281)	(84,7%)
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements	**8.3**	**(78 098)**	**26 265**	**(104 363)**	**(397,3%)**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		**678 955**	**526 904**	**152 051**	**28,9%**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		(698 025)	(1 224 929)	526 904	43,0%
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	**8.4**	**(19 070)**	**(698 025)**	**678 955**	**97,3%**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

ARRÊTES AU 31 Décembre 2024

(Montants exprimés en mille dinars - mDT)

1- PRESENTATION DE LA BANQUE

La Société Tunisienne de Banque est une société anonyme régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers. L'assemblée générale constitutive de la STB date du 18 Janvier 1957. Le capital social de la STB s'élève à 776875.000 mDT et il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur de 5 dinars chacune, admise à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nouira 1001 Tunis. Son réseau comprend 149 agences, 210 Distributeurs Automatique de Billets-DAB, 11 Direction régionales et 2 Succursales.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2024 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en mDT	% du Capital
A - ACTIONNAIRES TUNISIENS	**153 808 252**	**769 041 260**	**98,99%**
L'État Tunisien	111 189 317	555 946 585	71,56%
Entreprises Publiques	18 408 461	92 042 305	11,85%
Personnes Morales Privées	11 774 946	58 874 730	7,58%
Rachat de la Banque de ses Titres	686 985	3 434 925	0,44%
Personnes Physiques	11 748 543	58 742 715	7,56%
B - ACTIONNAIRES ETRANGERS	**1 566 748**	**7 833 740**	**1,01%**
Personnes Morales	1 454 215	7 271 075	0,94%
Personnes Physiques	112 533	562 665	0,07%
TOTAL	**155 375 000**	**776 875 000**	**100,00%**

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Société Tunisienne de Banque « S.T.B. » arrêtés au 31 décembre 2024 sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises et des normes comptables tunisiennes dont notamment les Normes Comptables sectorielles (NCT 21, 22, 23, 24 et 25) relatives aux établissements bancaires.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES PERTINENTS APPLIQUÉS

Les états financiers de la « S.T.B » sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1 - Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1 - Les engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds pour leur valeur nominale.

3.1.2 - Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

3.1.3 - Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2024 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe 2, 3 et 4), au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe 0) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère « gel du compte » et classe de risque.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

3.1.4 - Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés en produits par la « S.T.B » lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois les intérêts de retard sur créances contentieuses sont calculés, comptabilisés et réservés au niveau du module Carthago-Engagement ; leurs montants s'élève au 134 043 mD.

3.1.5- Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire B.C.T n° 91- 24, telle que modifiée par les textes subséquents qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classes	Description	Taux de la provision
0	Actifs courants	0%
1	Actifs nécessitant un suivi particulier	0%
2	Actifs incertains	20%
3	Actifs préoccupants	50%
4	Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique « Autres postes des passifs ».

ii. Provisions collectives

En application des dispositions de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents notamment la circulaire de la BCT n°2025-04 du 3 Février 2025, la Banque constitue par prélèvement sur ses résultats, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991.

iii. Provisions additionnelles

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

3.1.6- Impact de l'application de la loi 2024-41 :

Suite à la parution de la loi n°41-2024 du 02 Aout 2024 portant amendement du code de commerce, et en application des dispositions de l'article 412 ter, les banques sont tenues de réduire le taux d'intérêt fixe en le multipliant par un coefficient égal à 0.5, applicable aux crédits en cours de remboursement ou aux nouveaux crédits dont la durée totale est supérieure à sept ans, s'il s'avère que la somme totale des intérêts contractuels perçus au cours des trois années précédant la date de la demande de l'emprunteur dépasse 8% de l'encours du capital restant dû. L'encours des crédits des clients ayant présenté des demandes d'abattement est de 75 338 mDT au 31-12-2024.

En application desdites dispositions, l'effet de réduction du taux, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024, s'élève à 403 mDT a été pris en compte en impactant le PNB à due concurrence.

L'estimation de la minoration des intérêts contractuels à percevoir au titre de l'exercice 2025 tenant compte de l'ensemble des contrats éligibles serait de 18 millions de dinars.

3.2 - Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

3.2.1 - Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque (titres de participation à caractère durable) : Titres de participation, parts dans les entreprises associées et parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenus fixes acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres émis par l'État « Bons de trésor » acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;
- Les fonds gérés par les sociétés SICAR.

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

A chaque arrêté comptable, les titres de participation font l'objet d'une évaluation à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers ;
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus-value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers ;
- La juste valeur tenant compte de plusieurs critères objectifs comme le prix stipulé lors de transactions récentes, la valeur mathématique, le rendement, l'importance des bénéfices, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de la société et ce pour les participations dans le capital des opérateurs télécoms.

ii. Titres d'investissement à revenu fixe

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenus fixe est supérieur ou inférieur à leur prix de remboursement, la différence appelée selon le cas prime ou décote est incluse dans le coût d'acquisition et étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

À chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché.

Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres sont provisionnées dans les deux cas suivants :

- Existence, en raison de circonstances nouvelles, une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ;
- Existence des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

iii. Les titres représentant des participations de financement

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Banque sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Les fonds gérés par les sociétés SICAR

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

3.2.2- Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois ;
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

i. Les titres de transaction :

À chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

ii. Les titres de placement :

À chaque arrêté comptable, les titres de placement doivent faire l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés, en vue d'estimer s'il convient de constituer des provisions pour dépréciation.

Les titres sont valorisés pour chaque type de titres séparément. Les plus-values latentes mises en évidence sur certains titres ne peuvent pas compenser des pertes latentes sur d'autres. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements des primes et décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres donnent lieu à la constitution de provisions pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime ou décote sur titres de placement est étalée sur la durée résiduelle des titres.

3.3 - Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à la circulaire n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

3.4 - Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de fluctuation du taux de change fait l'objet d'une couverture auprès du fonds national de garantie géré par la Compagnie de réassurances « Tunis – Ré ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change à la date de clôture. Le contrat de couverture, conclu avec Tunis-Ré, contre les fluctuations du taux de change est comptabilisé en tant qu'instrument de couverture, selon la norme comptable internationale IFRS 9. Il est ensuite évalué à sa juste-valeur qui correspond au risque de change encouru et estimé à la date de clôture.

3.5 - Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés ».

3.6 - Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêté. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan « 38.391 : Écart de conversion ».

3.7 - Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par la Banque se détaillent comme suit :

-Immeubles	2%
-Matériel de transport	20%
-Mobilier et Matériel de bureau	10%
	15%
	20%*
-Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
-Matériel informatique	15%
	33%*
-Logiciels informatiques	33%
-Agencements, aménagements et installations	10%
-Le droit au bail	5%
-Mob-bureau hors exploitation	10%
-Immeubles hors exploitation	2%
-Matériel outil hors exploitation	10%

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er janvier 2008.

La Banque a procédé au cours de l'exercice 2000 à la réévaluation des terrains et des constructions. Cette réévaluation a induit une augmentation des capitaux propres pour un montant de 37 324 mdt présenté au niveau du poste « Autres capitaux propres ».

En application du § 41 la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte d'une part de l'utilisation des biens réévalués et d'autre part du transfert de l'écart de réévaluation relatif aux biens cédés.

3.8 - Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la banque pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (douze mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

3.9 - Retraitements des données pour les besoins de comparabilité

Dans le but d'assurer une meilleure présentation des états financiers arrêtés au 31/12/2024, des retraitements ont été effectués au niveau de la STB pour l'exercice clos 2023. Ces retraitements sont présentés au niveau du tableau suivant :

Rubrique	Solde publié au 31/12/2023	Impact modification comptable	Solde après retraitement au 31/12/2023
Bilan			
AC07 - Autres actifs	422 948	(18 835)	404 112
CP06 - Résultats reportés	80 432	(18 835)	61 596

4- FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

4.1 – Vérification fiscale

A la fin de l'exercice 2023, la STB a fait l'objet d'une vérification fiscale approfondie couvrant la période 2019-2020 au titre des différents impôts auxquels elle est soumise.

Une notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la banque en date du 29/05/2024 faisant ressortir un redressement total pour un montant de 61 909 mDT dont 31 515 mDT de pénalités de retard.

Suite à l'opposition de la banque, un PV de conciliation a été signé en date du 19/06/2024 avec l'administration fiscale à la suite duquel la banque a payé 23 421 mDT et a bénéficié de l'élimination des pénalités de retard dans le cadre de l'amnistie fiscale.

L'impact de ce redressement sur les états financiers de la STB a été comptabilisé au niveau des capitaux propres : soit 18 835 mDT en modification comptable et le reliquat soit 647 mDT représentant les pénalités administratives ont impacté le résultat de la période.

4.2 – Affaire BRUNO POLI

Une action en justice a été intentée contre la banque en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. La Cour de cassation a infirmé et renvoyé l'affaire devant la Cour d'Appel de Tunis. Une ordonnance de sursis à l'exécution a été obtenue sans consignation.

La cours d'appel a consigné de nouveau le jugement de première instance condamnant la banque à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Par conséquent, une provision pour risques a été constituée, le montant de la provision au 31 décembre 2024 s'élève à 43 179 mdt.

Courant l'exercice 2021 et suite à la notification de l'arrêt de la cour de renvoi, la banque a de nouveau formulé un pourvoi en cassation, et a pu obtenir le sursis à l'exécution sans consignation.

Par arrêt n°39932/32 du 14/06/2022 la cour a de nouveau cassé et renvoyé l'affaire par devant la cour de renvoi.

La cour d'appel de Tunis en sa qualité de cour de renvoi, par son arrêt n°1.519 rendu en date du 09/07/2024 a confirmé le jugement de 1ère instance n°41.842 daté du 29.10.2015 disposant la condamnation de la banque à restituer les bons de caisse en question ou à défaut à régler 7 millions de Dollars outre le montant des intérêts de retard à partir du 28/01/2014.

Par conséquent, la banque a saisi, en date du 26/07/2024, deux avocats chargés de la représenter dans le cadre de la présente affaire et de défendre ses intérêts, afin de dépêcher la rédaction du dit arrêt, et de de formuler un nouveau pourvoi en cassation, tout en œuvrant pour l'obtention d'un sursis à l'exécution sans consignation du montant de la condamnation.

Suite à la notification à la banque, en date du 30.12.2024, de l'arrêt susvisé rendu par la cour d'appel de Tunis en date du 09.07.2024 en sa qualité de cour de renvoi, la banque a chargé les deux avocats chargés de la présente affaire de formuler un nouveau pourvoi en cassation pour obtenir son infirmation, tout en présentant une demande d'obtention d'un sursis à son exécution.

4.3 – Radiation et cession des créances

En application du paragraphe VII quater decies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2024.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession des lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées sont à hauteur de 199 453 millions de dinars dont 33 566 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

4.4- Cotisation au Fonds de garantie de dépôt

En application de l'article 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que les dispositions du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation et de fonctionnement dudit fonds, la STB est dans l'obligation d'adhérer au fonds de garantie de dépôt moyennant une cotisation annuelle de 0,3% de l'encours de ses dépôts. La cotisation relative à l'année 2024 est de 28 130 mdt.

5- NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

5-1- Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 160.808 mDT au 31/12/2024 contre 179.804 mDT au 31/12/2023, soit une diminution de -18.996 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
CAISSE	**82 173**	**80 541**	**1 632**	**2,0%**
Caisse en Dinars	71 629	72 498	(869)	(1,2%)
Caisse en devise	13 916	12 028	1 888	15,7%
Provisions sur CAISSE, CCP ET TGT	(3 372)	(3 985)	613	15,4%
BCT	**78 079**	**98 202**	**(20 123)**	**(20,5%)**
BCT en Dinars	(2 461)	(662)	(1 799)	(271,8%)
BCT en devise	80 540	98 864	(18 324)	(18,5%)
CCP	**552**	**1 057**	**(505)**	**(47,8%)**
TGT	**4**	**4**	**-**	**-**
Total	**160 808**	**179 804**	**(18 996)**	**(10,6%)**

Ratio de liquidité

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2014-14 du 10 novembre 2014, les banques sont tenues de respecter un ratio minimum de liquidité de 100% pour l'année 2024 et l'année 2023. La STB affiche ces ratios :

Libellé	Seuil régl.	2024	Seuil régl.	2023
Ratio de liquidité	**100%**	**469,83%**	100%	216,69%

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les avoirs auprès des établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

Libellé	2023	Dotations	Reprises	Reclass	2024
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT dinars)	4 393	-	75	-	**4 319**
Total	**4 393**	**-**	**75**	**-**	**4 319**

5.2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 693.545 mDT au 31/12/2024 contre 546.853 mDT au 31/12/2023.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires	**57 838**	**50 802**	**7 036**	**13,8%**
Comptes courants des banques résidentes	2	2	-	-
Comptes courants des banques non-résidentes	57 835	50 754	7 081	14,0%
Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	1	46	(45)	(97,8%)
Prêts aux établissements financiers	**592 520**	**423 762**	**168 758**	**39,8%**
Prêts sur le marché monétaire en Dinars	110 000	-	110 000	-
Prêts sur le marché échus	71 898	71 828	69	0,1%
Prêts sur le marché monétaire en Devises	410 622	351 934	58 688	16,7%
Provisions sur prêts interbancaires	**(1 898)**	**(1 828)**	**(70)**	**(3,8%)**
Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés	**44 919**	**74 033**	**(29 114)**	**-81%**
Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (Leasing)	29 325	45 260	(15 935)	(35,2%)
Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (Tunis Ré)	15 594	28 773	(13 179)	(45,8%)
Créances rattachés	**166**	**84**	**82**	**97,6%**
Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars	24	-	24	-
Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises	142	84	58	69,0%
Total	**693 545**	**546 853**	**146 692**	**26,8%**

Les créances par exigibilité au refinancement de la BCT se présentent comme suit :

Description	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires et financiers			-	-
Éligibles au refinancement de la BCT	3 000	5 000	(2 000)	(40,0%)
Non éligibles aux refinancements de la BCT	690 379	541 769	148 610	27,4%
Total	**693 379**	**546 769**	**146 610**	**26,8%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire se présente comme suit :

Description	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires et financiers			-	-
Non matérialisés par des titres du marché interbancaire	693 379	546 769	146 610	26,8%
Total	**693 379**	**546 769**	**146 610**	**26,8%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Libellé	≤ 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Créances sur les établissements bancaires	**57 838**	**-**	**-**	**-**	**57 838**
Comptes courants des banques résidentes	2	-	-	-	**2**
Comptes courants des banques non-résidentes	57 835	-	-	-	**57 835**
Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	1	-	-	-	**1**
Prêts aux établissements bancaires	**592 520**	**-**	**-**	**-**	**592 520**
Prêts sur le marché monétaire en dinars	110 000	-	-	-	**110 000**
Prêts sur le marché échus	71 898	-	-	-	**71 898**
Prêts sur le marché monétaire en devises	410 622	-	-	-	**410 622**
Provisions sur prêts interbancaires	**(1 898)**	**-**	**-**	**-**	**(1 898)**
Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)	**682**	**9 960**	**18 683**	**-**	**29 325**
Créances sur organismes financiers spécialisés (Tunis Ré)	**15 594**	**-**	**-**	**-**	**15 594**
Total	**664 736**	**9 960**	**18 683**	**-**	**693 379**

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les créances sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

Libellé	2023	Dotations	Reprises	Reclass	2024
Provisions pour risques divers (Créances sur les établissements bancaires)	23 247	1 092	-	-	**24 339**
Total	**23 247**	**1 092**	**-**	**-**	**24 339**

5.3 - Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2024 et 2023 se présente comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Comptes courants débiteurs	952 117	1 046 606	(94 489)	(9,0%)
Crédits sur ressources spéciales	211 363	212 828	(1 465)	(0,7%)
Les créances prises en charge par l'État	1 185	9 440	(8 255)	(87,4%)
Bonification prise en charge par l'État	4 230	4 230	-	-
Comptes courants associés	89 770	89 770	-	-
Autres concours à la clientèle	10 431 804	10 777 476	(345 672)	(3,2%)
Créances à abandonner	4 298	4 298	-	-
Créances rattachées	75 023	90 906	(15 883)	(17,5%)
Total brut	**11 769 790**	**12 235 554**	**(465 764)**	**(3,8%)**
Provisions	**(1 224 037)**	**(1 165 538)**	**(58 499)**	**(5,0%)**
Provisions sur comptes courants	(150 456)	(149 429)	(1 027)	(0,7%)
Provisions sur ressources spéciales	(54 518)	(42 127)	(12 391)	(29,4%)
Provisions sur autres concours à la clientèle	(782 792)	(719 189)	(63 603)	(8,8%)
Provisions sur comptes courants associés	(45 552)	(45 552)	-	-
Provisions sur créances à abandonner	(455)	(455)	-	-
Provisions collectives	(190 264)	(208 786)	18 522	8,9%
Agios réservés	**(730 287)**	**(513 549)**	**(216 738)**	**(42,2%)**
Agios réservés sur comptes courants	(46 836)	(42 844)	(3 992)	(9,3%)
Agios réservés sur autres concours à la clientèle	(627 171)	(413 343)	(213 828)	(51,7%)
Agios réservés sur comptes courants associés	(34 579)	(34 579)	-	-
Agios réservés sur ressources spéciales	-	-	-	-
Agios réservés sur créances à abandonner	(3 843)	(3 843)	-	-
Agios réservés sur créances rattachées	(17 858)	(18 940)	1 082	5,7%
Produits perçus d'avance	**(42 928)**	**(41 770)**	**(1 158)**	(2,8%)
Total Net en Mdt	**9 772 538**	**10 514 697**	**(742 159)**	**(7,1%)**

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2024 est la suivante :

Libellé	Encours Bruts	Provisions Individuelles	Provisions additionnelles	Agios Réservés	Pdt perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	952 117	(112 007)	(38 449)	(46 836)	-	**754 825**
C/ Ressources spéciales	211 363	(49 850)	(4 668)	-	-	**156 845**
Comptes courants associés	89 770	(32 152)	(13 400)	(34 579)	-	**9 639**
Autres conc. à la clientèle	10 437 219	(568 726)	(214 066)	(627 171)	(42 928)	**8 984 328**
Créances à abandonner	4 298	(455)	-	(3 843)	-	**-**
Créances rattachées	75 023	-	-	(17 858)	-	**57 165**
Total	**11 769 790**	**(763 190)**	**(270 583)**	**(730 287)**	**(42 928)**	**9 962 802**
Provisions collectives	-	-	-	-	-	**(190 264)**
Encours net	**-**					**9 772 538**

Agios réservés : Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2024 se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Agios réservés sur C/C	(46 836)	(42 844)	(3 992)	(9,3%)
Agios réservés sur Avals et Cautions	(1 966)	(1 219)	(747)	(61,3%)
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	(273 040)	(188 738)	(84 302)	(44,7%)
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	(216 963)	(213 539)	(3 424)	(1,6%)
Agios réservés sur crédits garantis par l'État	(1 158)	(1 158)	-	-
Agios réservés sur C/C Associés	(34 579)	(34 579)	-	-
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	(134 043)	(8 689)	(125 354)	(1442,7%)
Agios réservés/ créances à abandonner	(3 843)	(3 843)	-	-
Agios réservés sur créances rattachées	(17 858)	(18 940)	1 082	5,7%
Sous Total	**(730 287)**	**(513 549)**	**(216 738)**	**(42,2%)**
Total	**(730 287)**	**(513 549)**	**(216 738)**	**(42,2%)**

Libellé	2023	Dotations	Reprises	Reclass	2024
Provisions sur comptes courants	(149 429)	(34 746)	33 719	-	(150 456)
Provisions sur ressources spéciales	(42 127)	(18 505)	6 114	-	(54 518)
Provisions sur autres concours à la clientèle	(719 189)	(212 563)	148 959	-	(782 792)
Provisions sur comptes courants associés	(45 552)	-	-	-	(45 552)
Provisions sur créances à abandonner	(455)	-	-	-	(455)
Provisions collectives	(208 786)	-	18 522	-	(190 264)
Total	**(1 165 538)**	**(265 814)**	**207 314**	**-**	**(1 224 037)**

Libellé	2023	Dotations	Reprises	Reclass	2024
Provisions individuelles sur créances douteuses à la clientèle	(740 879)	(183 400)	161 089	-	(763 190)
Provisions additionnelles sur créances douteuses à la clientèle	(215 873)	(82 413)	27 703	-	(270 583)
Provisions collectives	(208 786)	-	18 522	-	(190 264)
Total	**(1 165 538)**	**(265 813)**	**207 314**	**-**	**(1 224 037)**

- Éligibilité au refinancement de la Banque Centrale

Les créances (après décote) éligibles au refinancement de la banque centrale se présentent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Créances éligibles au refinancement	1 027 924	1 262 434	(234 510)	(18,6%)

5.3.1 – Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI…).

5.3.2 - Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué une dotation nette sur provisions additionnelles de l'ordre de -54 710 mille dinars au titre de l'exercice 2024, sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans.

Le solde des provisions additionnelles s'élève au 31 décembre 2024 à 270 583 mille dinars.

5.3.3 – Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2025-04 du 3 Février 2025 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque constitue par prélèvement sur ses résultats, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991. Au 31/12/2024, la Banque a procédé à une reprise de provisions collectives de l'ordre de 18 522 md.

5.3.4– Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 1 185 mille dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

5.4 – Portefeuille titres commercial

Le solde de ce poste s'élève 374.486 mDT au 31/12/2024 contre 438.685 mDT au 31/12/2023. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

Libellé	2023	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	2024
I- Titres de placement	**160 462**	**125 074**	**(2 009)**	**-**	**283 527**
1.1 Titres émis par l'État et les organismes publics	**160 462**	**125 074**	**(2 009)**	**-**	**283 527**
Valeurs brutes	158 294	124 186	(3 265)	-	**279 215**
Créances et dettes rattachées	9 059	888	-	-	**9 947**
Décote	(6 891)	-	1 256	-	**(5 635)**
II- Titres de transactions	**278 223**	**95 902**	**(283 166)**	**-**	**90 959**
2.1 Titres de transaction à revenu fixe	278 223	95 902	(283 166)	-	**90 959**
Bons du trésor	285 855	95 902	(285 855)	-	**95 902**
Créances et dettes rattachées	(7 632)	-	2 689	-	**(4 943)**
Total net	**438 685**	**220 976**	**(285 175)**	**-**	**374 486**

5.5 – Portefeuille d'investissement

La valeur du portefeuille titres d'investissement s'élève à 3.499.674 mDT au 31/12/2024 contre 2.339.511 mDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
BTA d'investissement	1 952 725	1 419 072	533 653	37,6%
Décote/primes sur BTA d'investissement	(56 218)	(58 252)	2 034	3,5%
Créances rattachées	63 822	54 655	9 167	16,8%
Total BTA d'investissement	**1 960 329**	**1 415 475**	**544 854**	**38,5%**
Emprunts obligataires	8 395	12 886	(4 491)	(34,9%)
Emprunt national	1 121 500	551 500	570 000	103,4%
Provisions Emprunts obligataires	(6 197)	(8 088)	1 891	23,4%
Créances rattachées	43 963	20 781	23 182	111,6%
Total autres titres d'investissement	**1 167 661**	**577 079**	**590 582**	**102,3%**
Fonds gérés SICAR	102 473	93 483	8 990	9,6%
Provisions Fonds gérés	(56 258)	(55 554)	(704)	(1,3%)
Total Fonds gérés	**46 215**	**37 929**	**8 286**	**21,8%**
Parts dans les fonds commun de placement	**57 797**	**49 148**	**8 649**	**17,6%**
Provisions sur parts dans les FCP	**(3 792)**	**(3 720)**	**(72)**	**(1,9%)**
Total FCP	**54 005**	**45 428**	**8 577**	**18,9%**
Parts dans les entreprises liées	160 565	160 550	15	0,0%
Parts dans les entreprises associées et co-entreprises (*)	133 123	113 491	19 632	17,3%
Titres de participations	123 512	123 472	40	0,0%
Participations en rétrocession	18 056	18 056	-	-
Sociétés en liquidation	30	30	-	-

Provisions titres de participation	(163 490)	(151 667)	(11 823)	(7,8%)
Créances et dettes rattachées	(332)	(332)	-	-
Total Titres de participation	**271 464**	**263 600**	**7 864**	**3,0%**
Total général	**3 499 674**	**2 339 511**	**1 160 163**	**49,6%**

(*) Le montant de la variation est relatif à la souscription de la STB à l'augmentation du capital de la TUNISIAN FOREIGN BANK pour un montant de 5,8 millions d'euro, soit l'équivalent à 19,632 millions de dinars.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

Description	2023	Souscription	Cession / remboursement /restitution	Résultats capitalisés	Reclassement	2024
BTA d'investissement	1 419 072	600 653	(67 000)	-	-	1 952 725
Emprunts obligataires	12 886	-	(4 491)	-	-	8 395
Emprunt national	551 500	570 000	-	-	-	1 121 500
Fonds gérés SICAR	93 483	15 000	(3 363)	(2 647)	-	102 473
Fonds commun de placement	49 148	9 000	(351)	-	-	57 797
Titres de participation	123 472	40	-	-	-	123 512
Parts dans les entreprises associées et co-entreprises	113 491	19 632	-	-	-	133 123
Parts dans les entreprises liées	160 550	15	-	-	-	160 565
Société en liquidation	30	-	-	-	-	30
Participation en rétrocession	18 056	-	-	-	-	18 056
Total en mDT	**2 541 688**	**1 214 340**	**(75 205)**	**(2 647)**	**-**	**3 678 176**

La ventilation des titres d'investissement hors BTA au 31/12/2024 en titres cotés et titres non cotés est comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Titres non cotés	1 680 948	1 080 801	600 147	55,5%
Titres cotés	43 198	40 510	2 688	6,6%
Titres OPCVM	1 305	1 305	-	-
Valeur Brute en mDT	**1 725 451**	**1 122 616**	**602 835**	**53,7%**

La liste des principales entreprises filiales au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Filiales	Quote part du capital détenu par la « S.T.B »	Valeur Comptable Brute	Provision	Valeur Comptable Nette
SECTEUR FINANCIER				
STRC	91,93%	36 462	0	36 462
STB SICAR	81,99%	16 205	0	16 205
STB INVEST	93,82%	37 911	0	37 911
STB-FINANCE	61,34%	4 749	0	4 749
BFT	78,18%	3 535	3 535	0
TF Bank	49,99%	82 292	41 418	40 874
SECTEUR TOURISTIQUE				
SKANES PALACE INTERNATIO	99,76%	6 180	6 180	0
AFRICA SOUSSE	96,94%	9 050	9 050	0
ED-DKHILA	61,21%	3 221	469	2 752
CIE HOTELI CENTRES VILLES	70,28%	2 100	2 488	-388
SECTEUR BATIMENT				
IMMOBILIERE DE L'AVENUE	84,71%	7 461	2 250	5 211
SECTEUR SERVICES				
STE LA GENERALE DE VENTE	50,00%	2 000	0	2 000
ACTIVHOTELS	97,57%	28 084	7 683	20 401

Le portefeuille investissement comprend les Fonds Gérés par la société « STB SICAR » d'une valeur brute totale de 102 473 mDT, et qui ont été provisionnés à hauteur de 56 258 mDT. Le solde des fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Fonds initial	Résultat capitalisés	Remboursements Antérieurs	Particip. en rétrocession	Particip. Directes	Titres SICAV	Solde 2024
FG STB 1	8 000	-2 011	1 236	2 216	2 094	-	4 753
FG STB 2	8 000	244	3 083	-	299	-	5 161
FG STB 3	5 000	378	1 520	-	1 000	-	3 858
FG STB 4	6 500	-280	1 299	5 892	-	-	4 921
FG STB 5	6 824	84	1 670	5 108	231	-	5 238
FG STB 6	2 707	1	1 837	-	80	-	871
FG STB 7	800	9	158	265	390	-	651
FG STB 8	6 752	307	1 672	2 136	382	-	5 387
FG STB 9	4 800	30	766	-	-	-	4 064
FG STB 10	8 748	25	248	8 523	-	-	8 525
FG STB 11	6 000	-69	733	4 821	83	-	5 198
FG STB 12	9 898	288	1 860	-	-	-	8 326
FG ID 1	2 000	-132	601	1 289	-	-	1 267
FG ID 2	2 000	-330	363	1 639	-	-	1 307
FG ID 3	5 436	204	1 727	3 684	140	-	3 913
FG ID 4	360	17	34	335	-	-	343
FG ID 5	1 133	86	213	846	-	-	1 006
FG ID 6	4 000	-523	1 489	2 546	-	-	1 988
FG STB 14	10 000	344	0	-	-	815 216	10 344
FG STB 15	10 000	204	0	-	-	953 462	10 204
FG STB 16	15 000	148	0	-	-	-	15 148
Total	**123 958**	**-976**	**20 509**	**39 300**	**4 699**	**1 768 678**	**102 473**

5.6 – Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 155.472 mDT au 31/12/2024. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2024 se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur Brute 2023	Acquisition/ Cession 2024	Valeur Brute 2024	Amort 2023	Dotation / Prov. 2024	Amort 2024	Valeur Nette 2024
Immobilisations Incorporelles	**41 248**	**6 968**	**48 216**	**(36 435)**	**(3 678)**	**(40 113)**	**8 103**
Logiciel informatique	41 055	6 968	48 023	(36 321)	(3 661)	(39 982)	8 041
Frais Etudes et Développements	136	-	136	(114)	(17)	(131)	5
Droit au bail	57	-	57	-	-	-	57
Immobilisations Corporelles	**336 167**	**11 557**	**347 724**	**(186 861)**	**(13 494)**	**(200 355)**	**147 369**
Terrains	50 202	(2 500)	47 702	-	-	-	47 702
Constructions	73 027	565	73 592	(39 783)	(1 603)	(41 386)	32 206
Mobilier de bureaux	10 997	429	11 426	(8 311)	(958)	(9 269)	2 157
Matériel de transport	3 608	61	3 669	(2 203)	(512)	(2 715)	954
Matériel informatique	58 084	5 365	63 449	(51 885)	(4 134)	(56 019)	7 430
Matériel de communication	2 073	-	2 073	(1 961)	(29)	(1 990)	83
Matériel de bureaux	20 165	98	20 263	(17 866)	(744)	(18 610)	1 653
Matériel de sécurité	10 487	512	10 999	(4 780)	(810)	(5 590)	5 409
Matériel de climatisation	6 095	1	6 096	(5 840)	(90)	(5 930)	166
Agencements, amén. et instal.	72 504	7 517	80 021	(47 277)	(4 606)	(51 883)	28 138
Mob- bureau hors expl	33	-	33	(33)	-	(33)	-
Mat-outil hors exploit	403	-	403	(373)	(8)	(381)	22
Immeubles hors exploit	28 044	(491)	27 553	(6 549)	-	(6 549)	21 004
Constructions en cours	445	-	445	-	-	-	445
Immeubles en attente d'affectation	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**377 415**	**18 525**	**395 940**	**(223 296)**	**(17 172)**	**(240 468)**	**155 472**

5.7 – Autres actifs

Au 31/12/2024, les autres postes d'actif totalisent 277.512 mDT contre 404.112 mDT au 31/12/2023 et se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Prêts et avances au personnel	11 698	12 376	(678)	(5,5%)
État, impôt et taxes *	18 052	10 718	7 334	68,4%
Stocks divers	2 313	2 957	(644)	(21,8%)
Différence de change à la charge de l'état (*)	-	0	(0)	(100,0%)
Écart de conversion_Actif (2)	9 891	-	9 891	-
Siège, succursales et agences_Actif	24 468	24 277	191	0,8%
Comptes de régularisation actif (*)	76 111	122 774	(46 663)	(38,0%)
Valeurs présentées à la compensation	(35 629)	(9 758)	(25 871)	(265,1%)
Charges payées d'avance	1 332	1 000	332	33,2%
Produits à recevoir	3 417	1 700	1 717	101,0%
Différence PF encaissement exigible après encaissement (1)	17 473	18 374	(901)	(4,9%)
Autres comptes d'actif (*)	97 740	166 229	(68 489)	(41,2%)
Provisions sur autres actifs	(38 970)	(49 502)	10 532	21,3%
Autres comptes figés (*)	89 616	102 967	(13 351)	(13,0%)
TOTAL	**277 512**	**404 112**	**(126 600)**	**(31,3%)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour des besoins de comparabilité.

(1) La rubrique portefeuille encaissement exigible après encaissement présente un solde débiteur de 13 084 mDT. Ce solde est le résultat de la compensation entre plusieurs comptes d'actif et de passif relatifs aux valeurs à l'encaissement et les valeurs exigibles après encaissement.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Nature	2024	2023	Variation	%
Valeur à l'encaissement	145 421	135 709	9 712	7,2%
Valeurs exigibles après encaissement	(127 948)	(117 335)	(10 613)	(9,0%)
Total	**17 473**	**18 374**	**-901**	**-5%**

(2) Les soldes des comptes en devises sont convertis en dinars à chaque date d'arrêtée en appliquant le cours moyen à cette date. L'écart de conversion dégagé compensé avec les soldes des comptes de positions et de contre valeurs position de change est provisionné à hauteur de 50% s'il présente un solde débiteur.

Le détail des provisions constatées sur les éléments des autres actifs est le suivant :

Libellé	Provision 2023	Dotation 2024	Reprises 2024	Reclassement	Provision 2024
Comptes actifs figés	(19 641)	-	505		**(19 136)**
Stock divers	(28)	-	-		**(28)**
Comptes de régularisation actif	(2 249)	-	207		**(2 042)**
Débiteurs divers	(4 921)	-	-		**(4 921)**
Autres comptes d'actif	(12 229)	(1 382)	3 450		**(10 161)**
Siège, succursales et agences_Actif	(10 413)	-	5 339	2 412	**(2 661)**
Valeurs à l'encaissement	(22)	-	-		**(22)**
Total	**(49 502)**	**(1 382)**	**9 501**	**2 412**	**(38 970)**

5.8 – Banque central et CCP

Au 31/12/2024 ce poste totalise 511.665mDT contre 1.077.234mDT au 31/12/2023. Ce poste se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Appel d'offre	481 000	954 000	(473 000)	(49,6%)
Facilité de prêt	-	10 000	(10 000)	(100,0%)
Utilisations auprès de la BCT	25 250	112 163	(86 913)	(77,5%)
Dettes rattachées	5 415	1 071	4 344	405,6%
TOTAL	**511 665**	**1 077 234**	**(565 569)**	**(52,5%)**

5.9 – Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2024 ce poste totalise 431.992 mDT contre 581.591 mDT au 31/12/2023. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Comptes à vue des établissements bancaires	**38 652**	**66 214**	**(27 562)**	**(41,6%)**
- Banques de dépôts	1	1	-	-
- Banques non-résidentes	38 651	66 213	(27 562)	(41,6%)
Emprunts auprès des établissements bancaires	**374 251**	**491 154**	**(116 903)**	**(23,8%)**
- Emprunts en dinars	236 500	303 001	(66 501)	(21,9%)
- Emprunts en devises	137 751	188 153	(50 402)	(26,8%)
Avoir en compte des établissements financiers	**18 932**	**22 540**	**(3 608)**	**(16,0%)**
Dettes rattachées	**157**	**1 683**	**(1 526)**	**(90,7%)**
Total	**431 992**	**581 591**	**(149 599)**	**(25,7%)**

La ventilation des emprunts des établissements bancaires et financiers selon la matérialisation des emprunts par des titres du marché interbancaires.

Description	2024	2023	Variation	%
Non matérialisés par des titres	431 992	581 591	(149 599)	(25,7%)
Total	**431 992**	**581 591**	**(149 599)**	**(25,7%)**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à vue des établissements bancaires	**38 652**	**-**	**-**	**-**	**38 652**
- Banques de dépôts	1	-	-	-	1
- Banques non-résidentes	38 651	-	-	-	38 651
Emprunts auprès des établissements bancaires	**374 251**	**-**	**-**	**-**	**374 251**
- Emprunts en dinars	236 500	-	-	-	236 500
- Emprunts en devises	137 751	-	-	-	137 751
Avoir en compte des établissements financiers	**18 932**	**-**	**-**	**-**	**18 932**
Dettes rattachées	**157**	**-**	**-**	**-**	**157**
Total	**431 992**	**-**	**-**	**-**	**431 992**

5.10 – Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 11.400.113 mDT au 31/12/2024 contre 10.177.463 mDT au 31/12/2023.
Les dépôts se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dépôts à vue	3 031 161	2 665 643	365 518	13,7%
Dépôts épargne	4 640 881	4 245 908	394 973	9,3%
Compte à terme	1 154 627	849 395	305 232	35,9%
Comptes en dinars convertibles	117 997	117 079	918	0,8%
Dépôts en devises	808 501	761 335	47 166	6,2%
Placements en devises	331 360	305 325	26 035	8,5%
Bons de caisse	671 092	681 646	(10 554)	(1,5%)
Autres Sommes dues à la clientèle	293 903	221 301	72 602	32,8%
Dettes rattachées	7 591	(5 669)	13 260	233,9%
Certificats de dépôts	343 000	335 500	7 500	2,2%
Total	**11 400 113**	**10 177 463**	**1 222 650**	**12,0%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle hors dettes rattachées se détaille comme suit :

Libellé	Inf à 3 mois	3mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	de 5 ans à plus	Encours brut
Dépôts à vue	**4 134 215**	**153 824**	**317**	**662**	**4 289 018**
Dépôts à vue dinars	3 031 161	-	-	-	3 031 161
Comptes en dinars convertibles	117 997	-	-	-	117 997
Comptes en devises	808 501	-	-	-	808 501
Placement en devises	176 556	153 824	317	662	331 359
Dépôts épargne	**4 640 881**	**-**	**-**	**-**	**4 640 881**
Comptes spéciaux d'épargne	4 597 928	-	-	-	4 597 928
Autres comptes d'épargne	42 953	-	-	-	42 953
Dépôts à terme	**1 017 663**	**933 064**	**217 992**	**-**	**2 168 719**
Compte à terme	511 102	486 069	157 456	-	1 154 627
Bons de caisse	216 061	394 495	60 536	-	671 092
Certificats de dépôts	290 500	52 500	-	-	343 000
Autres Sommes dues à la clientèle	**293 904**	**-**	**-**	**-**	**293 904**
Total	**10 086 663**	**1 086 888**	**218 309**	**662**	**11 392 522**

La ventilation des dépôts et avoirs des dépôts de la clientèle selon la nature de la relation au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Libellé	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Dépôts à vue dinars	28 685	48 610	-	3 071 863	**3 149 158**
Comptes en devises	-	3 178	-	805 323	**808 501**
Placement en devises	-	-	-	331 360	**331 360**
Dépôts épargne	-	-	-	4 640 881	**4 640 881**
Compte à terme	43 570	46 900	-	1 064 157	**1 154 627**
Bons de caisse	-	-	-	671 092	**671 092**
Certificats de dépôts	2 000	28 000	-	313 000	**343 000**
Autres Sommes dues à la clientèle	-	-	-	293 903	**293 903**
Total	**74 255**	**126 688**	**-**	**11 191 579**	**11 392 522**

5.11 – Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste totalise 590.773 mDT au 31/12/2024 contre 670.851 mDT au 31/12/2023 et se réparti comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Emprunts obligataires & privés	**222 155**	**281 216**	**(59 061)**	**(21,0%)**
Ressources spéciales	**321 462**	**339 364**	**(17 902)**	**(5,3%)**
Ressources budgétaires	80 636	86 414	(5 778)	(6,7%)
Ressources extérieures	240 826	252 950	(12 124)	(4,8%)
Intérêts sur emprunts obligataires	**52 863**	**54 741**	**(1 878)**	**(3,4%)**
Intérêts à payer sur ressources extérieures	**2 966**	**3 069**	**(103)**	**(3,4%)**
Dettes rattachées	**388**	**388**	**-**	**-**
Écart de conversion sur emprunt (*)	**(9 061)**	**(7 927)**	**(1 134)**	**(14,3%)**
Total	**590 773**	**670 851**	**(80 078)**	**(11,9%)**

(*) La couverture contre la fluctuation de taux de change est couverte par le fonds national de garantie géré par Tunis Ré.

(a) Emprunts obligataires & privés

La ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	]3 mois-1 an]	]1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires et privés	17 476	30 236	170 089	4 354	**222 155**

La ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	Solde 2023	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 2024
Emprunt long terme	185 835	-	-	(11 392)	**174 443**
Emprunt court terme	95 381	-	(59 061)	11 392	**47 712**
Total	**281 216**	**-**	**(59 061)**	**-**	**222 155**

(b) Ressources spéciales

La ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	≤3 mois	] 3 mois-1 an]	] 1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Ressources spéciales	3 469	28 182	154 798	54 377	**240 826**
Ressources budgétaires	421	8 359	30 884	40 972	**80 636**

La ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	Solde 2023	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Réévaluation	Solde 2024
Ressources long terme	307 226	10 735	-	(36 931)		**281 031**
Ressources court terme	32 138	-	(29 772)	38 065		**40 431**
Total ressources avant couverture	**339 364**	**10 735**	**(29 772)**	**1 134**	**-**	**321 462**
Couverture sur Ressources en devises	**(7 927)**	**-**	**-**	**(1 134)**		**(9 061)**
Total ressources	**331 437**	**10 735**	**(29 772)**	**-**	**-**	**312 401**

5.12 – Autres Passifs

Ce poste totalise 716.290 mDT au 31/12/2024 contre 868.869 mDT au 31/12/2023 :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Provisions pour passifs et charges (1)	270 150	259 014	11 136	4,3%
État, impôts, taxes et dettes sociales (2) (*)	54 513	48 337	6 176	12,8%
Effets financiers non échus (3)	13 115	68 272	(55 157)	(80,8%)
Charges à payer	87 465	88 217	(752)	(0,9%)
Créditeurs divers (*)	29 649	73 557	(43 908)	(59,7%)
Siège, succursales et agences	1 591	-	1 591	-
Comptes de régularisation-Passif (*)	63 509	55 894	7 615	13,6%
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	79 482	92 326	(12 844)	(13,9%)
Écart de conversion	-	58 927	(58 927)	(100,0%)
Crédits à régulariser	132	874	(742)	(84,9%)
Comptes passifs figés (*)	112 515	120 460	(7 945)	(6,6%)
Comptes de régularisation_REPORT/DEPORT	4 169	2 990	1 179	39,4%
Total en mDT	**716 290**	**868 869**	**(152 579)**	**(17,6%)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de la comparabilité

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par la banque au terme de l'exercice 2024 s'élèvent à 270.150 mDT contre 259.014 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

Libellé	Provisions 2023	Reprises	Dotations	Réaffectation et correction	Provisions 2024
Prov sur E/S	71 545	(4 184)	10 793	-	**78 155**
Prov pour départ à la retraite	80 649	(757)	2 696	-	**82 588**
Prov pour risques divers	106 820	(3 616)	3 791	2 412	**109 407**
Total	**259 014**	**(8 557)**	**17 280**	**2 412**	**270 150**

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	2024	2023	Variation	%
Impôt sur les sociétés à payer	-	-	-	-
TVA	3 308	3 565	(257)	(7,2%)
Retenues à la source	33 278	28 709	4 569	15,9%
Fonds de péréquation de change	11 529	11 060	469	4,2%
Contribution sociale de solidarité	(14)	1	(15)	(1500,0%)
Autres	6 412	5 002	1 410	28,2%
Total	**54 513**	**48 337**	**6 176**	**12,8%**

(3) Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	2024	2022	Variation	%
Effets financiers moyen terme non échus	1 853	1 738	115	6,6%
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	4 543	4 535	8	0,2%
Effets à l'encaissement non échus envoyés à la télé-compensation	2 237	13 967	(11 730)	(84,0%)
Effets à l'escompte non échus envoyés au recouvrement	4 482	48 032	(43 550)	(90,7%)
Total	**13 115**	**68 272**	**(55 157)**	**(80,8%)**

5.13 – Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776 875mDT. Il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit :

Libellé	Capital social	Dotation de l'État	Primes liées au capital	Réserves légales	Réserves statutaires	Réserves à régime spécial	Réserves pour réinvestissements exonérés	Réserves pour fonds social	Réserves pour risques bancaires	Actions propres	Autres capitaux propres	Résultats reportés	Résultat net de l'exercice	TOTAL
Capitaux propres au 31-12-2022	**776 875**	**117 000**	**142 663**	**12 430**	**49 479**	**196 906**	**9 974**	**9 232**	**45 028**	**(5 509)**	**21 853**	**(180 003)**	**91 978**	**1 287 906**
Affectation résultat	-	-	-	4 654	-	-	-	-	-	-	-	87 324	(91 978)	-
Souscription Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement dotation de l'Etat	-	(117 000)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(117 000)
Autres Mouvement	-	-	(56 049)	-	-	(116 601)	-	(871)	-	(27)	(461)	173 111	-	(898)
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	50 601	50 601
Capitaux propres au 31-12-2023	**776 875**	**-**	**86 614**	**17 084**	**49 479**	**80 305**	**9 974**	**8 361**	**45 028**	**(5 536)**	**21 392**	**80 432**	**50 601**	**1 220 609**
Modification comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(18 835)		(18 835)
Capitaux propres retraités au 31-12-2023	**776 875**	**-**	**86 614**	**17 084**	**49 479**	**80 305**	**9 974**	**8 361**	**45 028**	**(5 536)**	**21 392**	**61 597**	**50 601**	**1 201 774**
Affectation résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	24 049	(50 601)	(26 552)
Souscription Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remboursement dotation de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Mouvement	-	-	-	6 552	-	-	20 000	(1 072)	-	-	(461)	461	-	25 480
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82 500	82 500
Capitaux propres au 31-12-2023	**776 875**	**-**	**86 614**	**23 636**	**49 479**	**80 305**	**29 974**	**7 289**	**45 028**	**(5 536)**	**20 931**	**86 107**	**82 500**	**1 283 202**

Le pourcentage des actions détenues par la banque par rapport au total des actions en circulation.

Nombre Total d'actions ordinaires	155 375 000
Nombre d'actions propres	686 985
Le pourcentage des actions détenues par la banque par rapport au total des actions en circulation.	0,44%

5.13.1– Réserves pour fonds social

Les réserves pour fonds social s'élèvent au 31 décembre 2024 à 7.289 mDT contre 8.361 mDT au 31 décembre 2023 et se détaillent comme suit :

Libellé	31/12/2024	31/12/2023
Prêts au personnel	5 683	6 801
Trésorerie	1 606	1 560
Total	**7 289**	**8 361**

5.13.2– Bénéfice par action

Libellé	2024	2023	Variation	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en DT)	82 500 257	50 600 755	31 899 502	63,0%
Nombre d'actions ordinaires	155 375 000	155 375 000	-	0,0%
Nombre d'actions propres	686 985	686 985	-	0,0%
Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période	155 375 000	155 375 000	-	0,0%
Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période	154 688 015	154 688 015	-	0,0%
Nombre d'actions moyen pondéré	155 375 000	155 375 000	-	0,0%
Bénéfices revenant aux actions propres	364 772	223 729	141 043	63,0%
Bénéfice par action de valeur nominale de DT	**0,533**	**0,327**	**0,206**	**63,0%**

6- NOTES RELATIVES A L'ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1 - Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques « Cautions, avals et autres garanties données » et « crédits documentaires » se détaille au 31 décembre 2024 des éléments suivants :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	1 057 900	1 064 191	(6 291)	(0,6%)
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	401 562	416 475	(14 913)	(3,6%)
Total cautions, avals et autres garanties données	**1 459 462**	**1 480 666**	**(21 204)**	**(1,4%)**
Crédits documentaires et acceptations import	605 343	568 387	36 956	6,5%
Crédits documentaires et acceptations export	39 588	31 306	8 282	26,5%
Total crédits documentaires	**644 931**	**599 693**	**45 238**	**7,5%**
Total passifs éventuels	**2 104 393**	**2 080 359**	**24 034**	**1,2%**

Crédits documentaires

Les crédits documentaires ont totalisé 644.931 mDT au 31/12/2024 contre 599.693 Mdt au 31/12/2023. La ventilation des crédits documentaires par nature de relation se présente comme suit :

Libellé	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprise	Autres	Total
Débiteurs par accréditifs export devises	-	-	-	39 588	**39 588**
Débiteurs par accréditifs import devises	-	-	-	605 343	**605 343**
Total	**-**	**-**	**-**	**644 931**	**644 931**

6.2 - Engagements donnés

Le poste « Engagements donnés » s'élève au 31 décembre 2024 à 93.120 mDT contre 115.225 mDT au 31 décembre 2023.

Libellé	2023	2022	Variation	%
Engagements de financement	93 094	115 199	(22 105)	(19,2%)
Engagements sur titres	26	26	-	-
Total	**93 120**	**115 225**	**(22 105)**	**(19,2%)**

6.3 - Garanties reçues

Le solde du poste « Garanties reçues » s'élève au 31 décembre 2024 à 3.016.004 mDT contre 2.856.800 mDT au 31 décembre 2023 :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger	401 562	416 475	(14 913)	(3,6%)
Garanties reçues des Banques et des établissements financiers installés en Tunisie	-	-	-	-
Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance	2 155 452	1 886 347	269 105	14,3%
Garanties reçues de la clientèle	458 990	553 978	(94 988)	(17,1%)
Total	**3 016 004**	**2 856 800**	**159 204**	**5,6%**

Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la banque.

Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.

Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises.

7- NOTES RELATIVES À L'ÉTAT DE RÉSULTAT

7.1 – Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2024 à 962.696 mDT contre à 1060.179 mDT au 31 Décembre 2023 et s'analysent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers	**38 883**	**33 032**	**5 851**	**17,7%**
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire dinars	8 445	6 754	1 691	25,0%
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire devises	30 438	26 278	4 160	15,8%
Intérêts sur créances sur la clientèle	**895 937**	**997 749**	**(101 812)**	**(10,2%)**
Intérêts en agios sur comptes débiteurs	98 289	109 616	(11 327)	(10,3%)
Intérêts sur crédit à la clientèle (1)	797 648	888 133	(90 485)	(10,2%)
Revenus assimilés	**27 876**	**29 398**	**(1 522)**	**(5,2%)**
Total	**962 696**	**1 060 179**	**(97 483)**	**(9,2%)**

(1) Les intérêts sur crédit à la clientèle tiennent compte de l'abattement des intérêts conformément à la loi 41-2024 et ce pour un montant de 403 mDT.

7.2 – Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2024 à 140.907 mDT contre 139.416 mDT au 31 Décembre 2023 et s'analyse comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Chèques, effets, virements et tenue de compte	59 329	60 779	(1 450)	(2,4%)
Opérations sur titres	2 894	3 272	(378)	(11,6%)
Opérations de change	14 295	10 067	4 228	42,0%
Opérations de commerce extérieur	10 582	12 247	(1 665)	(13,6%)
Coffre-fort	52	41	11	26,8%
Études	16 581	17 828	(1 247)	(7,0%)
Autres	37 174	35 182	1 992	5,7%
Total	**140 907**	**139 416**	**1 491**	**1,1%**

7.3 – Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à 80.856 mDT contre 90.450 mDT au 31 décembre 2023 et s'analyse comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Gains nets sur titres de transaction	**14 078**	**19 358**	**(5 280)**	**(27,3%)**
Intérêts nets sur bons de trésor	**14 078**	**19 358**	**(5 280)**	**(27,3%)**
Gains (pertes) nets sur titres de placement	**21 360**	**20 391**	**969**	**4,8%**
Dividendes et revenus assimilés des titres de placement	17 620	17 126	494	2,9%
Pertes sur titres de placement	3 740	3 265	475	14,5%
Gains nets sur opérations de change	**45 418**	**50 701**	**(5 283)**	**(10,4%)**
Résultat sur opérations de change	42 854	48 270	(5 416)	(11,2%)
Commissions sur change manuel	2 564	2 431	133	5,5%
Total	**80 856**	**90 450**	**(9 594)**	**(10,6%)**

7.4 – Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement s'élèvent au 31 décembre 2024 à 223.572 mDT contre 157.930 mDT au 31 décembre 2023 et s'analysent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	79 800	40 935	38 865	94,9%
Intérêts et revenus assimilés sur BTA investissement	127 783	100 650	27 133	27,0%
Dividendes et revenus assimilés /titres de participations	15 989	16 345	(356)	(2,2%)
Total en mDT	**223 572**	**157 930**	**65 642**	**41,6%**

7.5 – Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 décembre 2024 à -742.491 mDT contre -750.829 mDT au 31 décembre 2023 et se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires	(81 411)	(159 284)	77 873	48,9%
Opérations avec la clientèle	(616 920)	(546 448)	(70 472)	(12,9%)
Emprunts et ressources spéciales	(44 148)	(45 030)	882	2,0%
Autres intérêts et charges	(12)	(67)	55	82,1%
Total	**(742 491)**	**(750 829)**	**8 338**	**1,1%**

7.6 – Analyse de l'évolution du produit net bancaire

Le produit net bancaire a enregistré une baisse de -5,2% entre l'exercice 2023 et l'exercice 2024, cette évolution est expliquée comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés	962 696	1 060 179	(97 483)	(9,2%)
Intérêt courus et charges assimilées	(742 491)	(750 829)	8 338	1,1%
Marge nette d'intérêts	**220 205**	**309 350**	**(89 145)**	**(28,8%)**
Commissions reçues	140 907	139 416	1 491	1,1%
Commissions payées	(15 801)	(12 067)	(3 734)	(30,9%)
Commissions nettes	**125 106**	**127 349**	**(2 243)**	**(1,8%)**
Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	80 856	90 450	(9 594)	(10,6%)
Revenus du portefeuille titres d'investissement	223 572	157 930	65 642	41,6%
Produit net bancaire	**649 739**	**685 079**	**(35 340)**	**(5,2%)**

7.7 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dotations aux provisions sur engagements clientèle	**(205 502)**	**(221 112)**	**15 610**	**7,1%**
Dotations aux provisions pour créances douteuses	(192 800)	(206 185)	13 385	6,5%
Dotations aux provisions additionnelles	(83 876)	(40 973)	(42 903)	(104,7%)
Dotations aux provisions collectives	-	(31 838)	31 838	100,0%
Reprises sur provisions pour créances douteuses	164 424	98 947	65 477	66,2%
Reprises sur provisions additionnelles	27 712	149 327	(121 615)	(81,4%)
Créances cédées à STRC ou radiées	(165 639)	(234 887)	69 248	29,5%
Créances passées par pertes	(2 142)	(3 439)	1 297	37,7%
Reprise agios réservés sur créances cédées, radiées ou abandonnées	28 297	47 936	(19 639)	(41,0%)
Dotations aux provisions pour risques et charges	**5 037**	**(13 130)**	**18 167**	**138,4%**
Dotations aux provisions pour risques et charges	(7 868)	(25 585)	17 717	69,2%
Dotations aux provisions liées à l'assainissement social	-	-	-	-
Indemnités et pensions liées à l'assainissement social	(835)	(2 484)	1 649	66,4%
Reprises de provisions pour risques et charges	13 729	12 845	884	6,9%
Reprises de provisions pour départ à la retraite et assainissement social	757	2 094	(1 337)	(63,8%)
Autres pertes et profits exceptionnels	(746)	-	(746)	-
TOTAL	**(200 465)**	**(234 242)**	**33 777**	**14,4%**

7.8 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2024, le solde de ce poste se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	(12 390)	(13 710)	1 320	9,6%
Dotations aux provisions pour fonds gérés	(1 094)	(1 159)	65	5,6%
Plus-values ou moins-values de cession du portefeuille d'investissement	609	156	453	290,4%
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	2 387	1 541	846	54,9%
Reprises sur provisions pour fonds gérés	390	1 410	(1 020)	(72,3%)
Total	**(10 098)**	**(11 762)**	**1 664**	**14,1%**

7.9 – Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2024 un total de 1.815 mDT contre 1.579 mDT au 31/12/2023, détaillés comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Revenus des immeubles	1 771	1 536	235	15,3%
Autres produits accessoires	44	43	1	2,3%
Total	**1 815**	**1 579**	**236**	**14,9%**

7.10 – Frais personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2024 un total de 226.648 mDT contre 217.875 mDT au 31 Décembre 2023, détaillés comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Rémunération du personnel	(168 907)	(164 984)	(3 923)	(2,4%)
Charges sociales	(54 885)	(49 352)	(5 533)	(11,2%)
Autres charges liées au personnel	(2 856)	(3 539)	683	19,3%
Total	**(226 648)**	**(217 875)**	**(8 773)**	**(4,0%)**

7.11– Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2024 un total de 98.752 mDT contre 102.814 mDT au 31 Décembre 2023, détaillées comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	
			Mt	%
Charges générales d'exploitation (*)	**(98 752)**	**(102 814)**	**4 062**	**4,0%**
Frais d'exploitation non bancaires	(66 854)	(67 484)	630	0,9%
Autres charges d'exploitation	(31 897)	(35 330)	3 433	9,7%

(*) Les charges générales d'exploitation se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Loyer	(5 488)	(5 366)	(122)	(2,3%)
Entretiens et réparations confiés à des tiers	(5 906)	(6 509)	603	9,3%
Travaux et façons exécutés par des tiers	(23 141)	(24 634)	1 493	6,1%
Cotisation d'adhésion Fonds de garantie de dépôts	(28 130)	(26 540)	(1 590)	(6,0%)
Primes d'assurance	(2 781)	(1 809)	(972)	(53,7%)
Autres	(1 408)	(2 626)	1 218	46,4%
Impôts et taxes	(8 125)	(9 722)	1 597	16,4%
Fournitures faites à l'entreprise	(1 765)	(2 226)	461	20,7%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(2 695)	(4 425)	1 730	39,1%
Transport et déplacement	(334)	(309)	(25)	(8,1%)
Frais divers de gestion	(18 979)	(18 648)	(331)	(1,8%)
Total	**(98 752)**	**(102 814)**	**4 062**	**4,0%**

7.12– Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de 21.906 mDT au 31/12/2024 à contre 7.347 mDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Gains provenant des autres éléments ordinaires	30 474	19 480	10 994	56,4%
- Plus-value de cession	589	226	363	160,6%
- Subvention TFP	1 946	1 746	200	11,5%
- Autres gains (1)	27 939	17 508	10 431	59,6%
Pertes provenant des autres éléments ordinaires (2)	(8 568)	(12 133)	3 565	29,4%
Total	**21 906**	**7 347**	**14 559**	**198,2%**

(1) Ce solde englobe principalement :
- Des récupérations sur des créances radiées pour un montant de 23.063 mDT au 31/12/2024 contre 8.700 mDT au 31/12/2023.

(2) Ce solde englobe principalement :
- Une taxation d'office d'un montant de 2.783 mDT au titre des opérations de transfert des fonds à l'étranger par les non-résidents ;
- Des charges au titre des déclarations rectificatives de la TFP des exercices 2022 et 2023 d'un montant de 2.172mDT.

7.13– Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les bénéfices s'élève au 31 Décembre 2024 à 32.172 mdt contre 51.963 mdt au 31 Décembre 2023.

Libellé	2024	2023	Variation	%
Résultat fiscal	80 431	148 466	(68 035)	(45,8%)
Impôts sur les sociétés	(32 172)	(51 963)	19 791	38,1%

7.14– Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires s'élève au 31 décembre 2024 à 5.630 mdt et se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Contribution conjoncturelle	(5 630)	(10 393)	4 763	45,8%
Don aide sociale	-	(60)	60	100,0%
Total	**(5 630)**	**(10 453)**	**4 823**	**46,1%**

8- NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

8.1 – Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2024, un flux de trésorerie net positif de 1 712 534 mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 480 673 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net positif de 483 525 mDT ;
- Les dépôts et les retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 1 209 390 mDT ;
- Les acquisitions/cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de -120 921 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont engendré un flux négatif de -278 870 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un décaissement net de 84 786 mDT.

8.2 – Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2024, un flux net négatif de -955 481 mDT.

8.3 – Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2024, un flux de trésorerie net négatif de 78 098 mDT.

8.4 – Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la banque ont atteint au 31 Décembre 2024, un solde de -19.070 mDT contre -698.025 mDT au 31 Décembre 2023, détaillées comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Caisse, CCP et reprise de liquidité	86 102	85 587	515	0,6%
BCT	(433 586)	(979 032)	545 446	55,7%
Banques et organismes spécialisés	19 186	(15 413)	34 599	224,5%
Prêts emprunts sur le marché monétaire	218 269	(67 391)	285 660	423,9%
Titres de transactions	90 959	278 224	(187 265)	(67,3%)
Total	**(19 070)**	**(698 025)**	**678 955**	**97,3%**

9- NOTES SUR LES PASSIFS ÉVENTUELS

Une affaire intentée par le conseil de la concurrence à l'encontre du secteur bancaire, afférente au report des échéances pendant la pandémie du COVID-19. Jusqu'à la date de l'arrêté des états financiers par le conseil d'administration tenu le 07 avril 2025, aucune décision n'est notifiée à la banque à cet égard, ainsi le risque final pouvant, le cas échéant, être associé à cette situation dépend du dénouement définitif de cette affaire. Cette situation est considérée comme étant une éventualité en application de la NCT 14 « relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture » dont l'exercice de suivi sera réalisé de façon continue pour déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est devenue probable.

10 - NOTES RELATIVES AUX ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A L'ARRETÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Aucun évènement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des Etats Financiers de nature à :

- Entrainer des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du nouvel exercice.
- Avoir des répercussions importantes sur les activités futures de la Banque.

Les états financiers individuels au titre de l'exercice 2024 ont été arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 07 Avril 2025.

Par conséquent ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE - STB BANK

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Messieurs les Actionnaires de la Société Tunisienne de Banque (STB Bank),

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserves

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 04 juillet 2023, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Tunisienne de Banque - STB Bank (la « Banque »), qui comprennent le bilan et l'état des engagements hors bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 1 283 202 KDT, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice (après modifications comptables) s'élevant à 63 665 KDT.

À notre avis, à l'exception des incidences des questions décrites dans la section *« Fondement de l'opinion avec réserves »*, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserves

1) La comptabilité multidevises tenue par la Banque n'est pas conforme aux prescriptions des normes comptables NC 22, *Contrôle interne et organisation comptable dans les établissements bancaires*, et NC 23, *Opérations en devises dans les établissements bancaires*. Les traitements effectués au fil des périodes comptables ont notamment abouti à la présentation, au bilan arrêté au 31 décembre 2024, d'un compte « Écarts de conversion », avec un solde débiteur de 9 891 KDT, parmi les actifs (rubrique AC7 : Autres actifs), et d'un compte « Contre-valeur position de change », avec un solde créditeur de 5 054 KDT, parmi les passifs (rubrique PA5 : Autres passifs), qui devraient être annulés en impactant le résultat net de l'exercice et les capitaux propres de la Banque (à l'exception des « Comptes d'ajustement devises » qui sont débités ou crédités, selon le cas, du gain ou de la perte de change sur les éléments hors bilan).

Par ailleurs, le rapprochement des soldes comptables des comptes de dépôts en devises de la clientèle (avant leur conversion dans la monnaie de référence) avec les soldes extracomptables correspondants (issus de l'applicatif métier), arrêtés au 31 décembre 2024, fait apparaître des écarts significatifs, pour l'équivalent de 50 535 KDT. Signalons que certains comptes de dépôts en devises de la clientèle ont été convertis dans la monnaie de référence (par application des cours de change en vigueur à la date de clôture) sur la base des soldes extracomptables en devises alors que les autres comptes de la même catégorie ont été convertis sur la base des soldes comptables en devises, et ce, en impactant le compte « Écarts de conversion » au bilan pour un montant de 48 609 KDT.

Le passage de la Banque à une comptabilité multidevises conforme, dans tous ses aspects, aux normes comptables en vigueur (projet en cours de réalisation à la date de notre intervention) ainsi que l'apurement des comptes de bilan y afférents, risquent d'impacter significativement sa situation financière au 31 décembre 2024 ainsi que sa performance financière pour l'exercice clos à cette date. Face à ce risque, une provision de 12 105 KDT a été constituée par la Banque ; toutefois, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

2) Les états de rapprochement des comptes ouverts auprès de la BCT (Dinars et Devises) et des comptes des correspondants (NOSTRO), arrêtés au 31 décembre 2024, font apparaître d'anciens suspens remontant aux exercices antérieurs à 2024 et totalisant les montants suivants :

Description	Débit	Crédit
BCT (Dinars et Devises)	*194 462*	*(146 397)*
Mouvements comptabilisés par la Banque et non pris en compte par la BCT	151 150	(92 243)
Mouvements comptabilisés par la BCT et non pris en compte par la Banque	43 312	(54 154)
Correspondants (NOSTRO)	*617 909*	*(674 733)*
Mouvements comptabilisés par la Banque et non pris en compte par les Correspondants	454 599	(391 459)
Mouvements comptabilisés par les Correspondants et non pris en compte par la Banque	163 310	(283 274)
Total en KDT	812 371	(821 130)

La régularisation et l'apurement de ces suspens, accumulés au fil des ans, pourraient impacter de façon significative la situation financière de la Banque au 31 décembre 2024. Une provision de 28 551 KDT a été constituée afin de couvrir le risque d'ajustement à la baisse des capitaux propres ; cependant, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

3) Les rubriques « AC7 : Autres actifs » et « PA5 : Autres passifs », figurant respectivement parmi les actifs et les passifs du bilan arrêté au 31 décembre 2024, renferment plusieurs anciens comptes ouverts notamment pour la comptabilisation des opérations liées à la télé-compensation. Les soldes figés de ces anciens comptes de bilan totalisent 89 616 KDT pour les autres actifs et 112 515 KDT pour les autres passifs, au 31 décembre 2024.
En dehors desdits comptes figés, les rubriques « AC7 : Autres actifs » et « PA5 : Autres passifs » se composent particulièrement d'une multitude de comptes d'attente, de régularisation, d'ordre et inter-sièges (se référer aux Notes 5.7 et 5.12 des états financiers), utilisés dans le cadre des traitements comptables des opérations liées à la télé-compensation, à la monétique, à la salle de marché, aux transferts émis et reçus, etc. Ces comptes présentent des soldes significatifs qui ne sont pas analysés et justifiés par la Banque au 31 décembre 2024 (comparaison avec les existants réels, les dénouements postérieurs, etc.). De ce fait, leur apurement pourrait impacter de manière significative la situation financière de la Banque.

En sachant que les soldes des comptes non justifiés et/ou figés présentés parmi les autres actifs trouvent, dans leur majorité, leurs contreparties au niveau des autres passifs, une provision de 38 970 KDT a été constituée par la Banque afin de couvrir le risque d'ajustement à la baisse de ses capitaux propres ; cependant, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

Par ailleurs, nos travaux d'audit nous ont permis de relever également l'existence, au niveau des rubriques « PA3 : Dépôts et avoirs de la clientèle » et « PA4 : Emprunts et ressources spéciales », figurant parmi les passifs du bilan arrêté au 31 décembre 2024, d'anciens comptes non mouvementés depuis plusieurs exercices et dont les soldes totalisent respectivement 3 456 KDT et 19 158 KDT. Ces anciens passifs risquent de ne plus représenter des obligations actuelles pour la Banque et doivent être analysés et apurés conformément à la réglementation en vigueur.

4) Les travaux de rapprochement des soldes comptables des comptes de caisses (Dinars, Devises et GAB) avec les soldes extracomptables (issus de l'applicatif métier), d'une part, et les résultats des inventaires physiques effectués par la Banque, d'autre part, ont dégagé plusieurs écarts (positifs ou négatifs) qui se présentent comme suit au 31 décembre 2024 :

- ***Écarts entre soldes comptables et soldes extracomptables (issus de l'applicatif métier)***

Description	Écarts positifs	Écarts négatifs	Écarts nets
Caisses Dinars	1 879	(1 552)	327
Caisses Devises	2 003	(2 009)	(6)
Caisses GAB	8 275	(1 139)	7 136
Total en KDT	12 157	(4 700)	7 457

- ***Écarts entre soldes comptables et résultats de l'inventaire physique***

Description	Écarts positifs	Écarts négatifs	Écarts nets
Caisses Dinars	1 885	(1 468)	417
Caisses Devises	1 999	(2 008)	(9)
Caisses GAB	2 925	(2 539)	386
Total en KDT	6 809	(6 015)	794

Des provisions ont été constituées par la Banque pour couvrir partiellement les écarts de caisses négatifs, pour un montant total de 2 688 KDT.
Par ailleurs, le rapprochement des soldes comptables des comptes de caisses Devises (issus de la balance Devises et après leur conversion en Dinars par application des cours de change au 31 décembre 2024) avec les soldes comptables correspondants (figurant dans la balance Dinars arrêtée à la même date), fait apparaître des écarts significatifs, pour l'équivalent de 5 766 KDT.

Signalons que certains comptes de caisses Devises présentent, au niveau de la balance Dinars, des soldes anormalement créditeurs, totalisant (1 381) KDT au 31 décembre 2024.

La Banque devrait engager les travaux de justification et de correction nécessaires des soldes des caisses (Dinars, Devises et GAB) retracés par la comptabilité et par l'applicatif métier.

5) La Banque a procédé, au cours de l'exercice 2024, à un inventaire physique de ses immobilisations incorporelles et corporelles. Les résultats des recensements effectués par ses propres moyens ne sont pas encore rapprochés, de manière exhaustive, avec les données comptables correspondantes, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises. Notons que la valeur probante de la comptabilité résulte notamment de la concordance (en quantité et en valeur) entre les immobilisations incorporelles et corporelles figurant au bilan et les existants réels. Au 31 décembre 2024, ces actifs immobilisés présentent une valeur comptable brute de 395 940 KDT, des amortissements cumulés de 240 468 KDT et une valeur comptable nette de 155 472 KDT.

6) La Banque ne dispose pas d'une base des données fiable sur les garanties admises par la BCT en couverture des engagements des clients au 31 décembre 2024. La quasi-totalité des garanties réelles (hypothécaires) reçues des clients en couverture de leurs engagements n'est pas prise en compte au niveau de l'état des engagements hors bilan. Signalons que la partie de ces garanties réelles déclarée à la BCT est évaluée à 2 381 963 KDT. Il s'ensuit que les garanties reçues, figurant dans l'état des engagements hors bilan au 31 décembre 2024 pour un montant total de 3 016 004 KDT, détaillé dans la Note 6.3 des états financiers, sont minorées. En outre, les autres rubriques des engagements hors bilan arrêtés à la même date (crédits documentaires, cautions et avals, etc.) ne sont pas justifiées de façon exhaustive et comportent d'anciens montants nécessitant des travaux d'analyse et d'apurement.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers* » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

1) Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

a) Risques identifiés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les intérêts et revenus assimilés et les commissions (produits) comptabilisés en résultat net de la Banque totalisent 1 103 603 KDT (environ 78% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits sont décrites au niveau de la Note 3.1.3 des états financiers *« Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle ».*

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information de la Banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits constitue un point clé de notre audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, processus et contrôles mis en place par la Banque en vue de l'évaluation et de la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect des prescriptions de la norme comptable NCT 24 relative aux *Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires,* en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et commissions ;
- L'appréciation de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

2) Classification des créances sur la clientèle et estimation des provisions y afférentes

a) Risques identifiés

Au 31 décembre 2024, les créances sur la clientèle figurent à l'actif du bilan de la Banque pour un montant net de 9 772 538 KDT et représentent environ 65% du total des actifs. Leur montant brut s'élève à 11 726 862 KDT alors que les provisions, constituées en couverture du risque de crédit, et les intérêts et agios réservés s'élèvent respectivement à 1 224 037 KDT et 730 287 KDT.

Comme indiqué au niveau de la Note 3.1 des états financiers *« Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents »*, la Banque procède à la classification et à l'évaluation des engagements puis à la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle qu'elle a été modifiée par les circulaires BCT subséquentes, sont remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

À travers les entretiens menés avec la Direction et l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, nous avons pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et de constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur le critère de référence de l'antériorité des impayés mais aussi sur d'autres critères atténuants.

Nous avons ainsi adopté la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation considérée durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique des montants des provisions requises sur les créances de la clientèle (à base individuelle, additionnelles ou collectives), en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification de la prise en compte par la Banque des ajustements proposés dans ce cadre.

3) Évaluation des titres d'investissement et créances rattachées à la date de clôture

a) Risques identifiés

Le portefeuille d'investissement de la Banque figure au bilan arrêté au 31 décembre 2024 pour un montant net de 3 499 674 KDT (dont BTA : 1 952 725 KDT et emprunts nationaux : 1 121 500 KDT) et représente environ 23% du total des actifs.

Comme indiqué dans la Note 3.2.1 des états financiers *« Portefeuille d'investissement et revenus y afférents »*, les titres d'investissement sont comptabilisés initialement au coût d'acquisition et font l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable à la juste valeur pour les titres non-côtés, et à la valeur de marché pour les titres côtés. Les provisions correspondantes sont ajustées en conséquence.

L'estimation de la juste valeur des titres d'investissement requiert l'exercice d'un jugement de la part de la Direction dans son choix des éléments à prendre en considération selon la nature et la situation des titres concernés, lesquels éléments diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés des plus ou moins-values latentes et, pour d'autres, le cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente). D'autres critères objectifs peuvent être retenus pour déterminer la juste valeur, notamment des titres de participation, comme le prix stipulé lors de transactions récentes, le rendement, l'importance des bénéfices, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de l'entité émettrice.
Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d'investissement, des créances rattachées et des provisions pour dépréciation correspondantes constituent un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des justes valeurs des titres d'investissement sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l'évaluation des titres cotés ;
- S'assurer que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités ayant fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l'estimation de ces valeurs, déterminée par la Direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation retenue et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciation requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d'investissement.

Paragraphes d'observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

1) La rubrique « AC3 : Créances sur la clientèle », figurant parmi les actifs du bilan arrêté au 31 décembre 2024, inclut les créances sur les entités publiques dont le total des engagements a passé de 2 458 809 KDT au 31 décembre 2023 (dont Office des Céréales : 565 330 KDT et OCT : 358 080 KDT) à 2 753 319 KDT au 31 décembre 2024 (dont Office des Céréales : 418 633 KDT et OCT : 534 454 KDT), soit une variation à la hausse de 294 510 KDT (+12%). Les engagements des entités publiques représentant environ 20% du total des engagements de la clientèle (bilan et hors bilan) au 31 décembre 2024, sont couverts à hauteur de 1 895 297 KDT par les garanties de l'État, 116 667 KDT par les autres garanties et 22 579 KDT par les provisions constituées ainsi que les agios et intérêts réservés par la Banque, soit une couverture totale de 2 034 543 KDT. Notons qu'une partie des garanties de l'État prises en compte par la Banque en couverture du risque de contrepartie sur les engagements des entités Office des Céréales et OCT, au 31 décembre 2024, n'est pas

encore matérialisée par des arrêtés de garantie de l'État établis et signés en bonne et due forme par le ministère des Finances mais elle fait l'objet d'accords de principe pour l'octroi de la garantie de l'État pour un montant global de 347 540 KDT. En outre, pour les engagements des entités Les Ciments de Bizerte et TRANSTU, les garanties de l'État obtenues en couverture du risque de contrepartie encouru par la Banque accusent une insuffisance globale de 9 906 KDT au 31 décembre 2024.

2) La rubrique « AC2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers », figurant parmi les actifs du bilan arrêté au 31 décembre 2024, renferme une créance douteuse de 71 898 KDT (provisionnée à hauteur de 1 898 KDT) sur la Banque Franco-Tunisienne (BFT), déclarée en cessation de paiement. La créance en principal de 70 000 KDT est couverte par une garantie de l'État en vertu de la convention signée par le Ministre des Finances, le Directeur Général de la STB et le Directeur Général de la BFT le 13 octobre 2011. Selon une correspondance officielle émanant du ministère des Finances et datée du 10 mars 2022, cette garantie est prolongée jusqu'à la clôture de la liquidation de la BFT. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée pour couvrir le risque de non-recouvrement du principal de ladite créance impayée.

3) La Note 4.1 des états financiers indique que la Banque a fait l'objet d'une vérification approfondie de sa situation fiscale au titre de tous les impôts et taxes auxquels elle est soumise, pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020. Les résultats de cette vérification fiscale ont été notifiés à la Banque le 29 mai 2024 et ont fait l'objet, de sa part, d'une opposition en date du 18 juin 2024, conformément aux dispositions de l'article 44 du code des droits et procédures fiscaux. Afin de bénéficier des avantages de l'amnistie fiscale prévue par l'article 58 de la loi n°2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi de finances pour l'année 2024 (abandon des pénalités …), la Banque a signé avec l'administration fiscale un procès-verbal de conciliation prévoyant un montant à payer de 23 421 KDT, dont un crédit d'impôt sur les sociétés de 3 938 KDT. La comptabilisation de ce redressement fiscal a impacté négativement les capitaux propres de la Banque pour un montant global de 19 483 KDT (dont une modification comptable de 18 835 KDT).

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Banque dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe à la Direction et au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Banque à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la Banque.

À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences majeures dans le système de contrôle interne de la Banque, susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers, à l'exception de celles en relation avec les réserves exprimées ci-avant et se rapportant notamment à certaines composantes du système d'information de la Banque et au contrôle comptable.

Un rapport traitant des déficiences du contrôle interne, identifiées au cours de notre audit, a été remis à la Direction.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes de la Banque avec la réglementation en vigueur.

Participations croisées

Conformément aux dispositions de l'article 466 du Code des Sociétés Commerciales *« Une société par actions ne peut posséder d'actions d'une autre société par actions, si celle-ci détient une fraction de son capital supérieure à dix pour cent. »*

Cependant, cinq filiales de la Banque détiennent, au 31 décembre 2024, dans leur portefeuille-titres, des lots d'actions STB leur conférant des pourcentages de participation non importants, variant de 0,01% à 0,20%. Ces sociétés, tenues d'aliéner ces lots d'actions STB, sont privées des droits de vote qui y sont rattachés jusqu'à régularisation de la situation.

Tunis, le 15 avril 2025

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GÉNÉRALE D'EXPERTISE & DE MANAGEMENT - GEM

Abderrazak GABSI, associé

P/ Le Groupement :
eXacom Audit & MAC

Abderrazak SOUEI, expert-comptable

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE (STB BANK)

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Messieurs les Actionnaires de la Société Tunisienne de Banque (STB Bank),

En application des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues lors de la mise en œuvre de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Conventions nouvellement conclues et/ou réalisées au cours de l'exercice clos le 31/12/2024

1) En 2024, la STB Bank a cédé à sa filiale STRC - Société Tunisienne de Recouvrement des Créances - une enveloppe de créances compromises se présentant comme suit :

Désignation	Montant des créances brutes cédées	Montant des agios et intérêts réservés	Montant des provisions	Montant des créances nettes cédées
Lot 1	165 888	27 918	136 095	**1 875**
Total en KDT	**165 888**	**27 918**	**136 095**	**1 875**

Le prix de cession de cette enveloppe de créances compromises est de 250 KDT.

2) Courant l'exercice 2024, la STB Bank a souscrit à l'emprunt national 2024 émis par l'État Tunisien (principal actionnaire), sur quatre tranches, pour un montant total de 570 000 KDT réparti comme suit :

Tranche	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Montant
2024-1	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	100 000
2024-2	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	120 000
2024-3	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	200 000
2024-4	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	150 000
Total en KDT			**570 000**

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits de placement pour un montant total de 23 212 KDT au titre des différentes tranches de cet emprunt national.

3) La STB Bank a conclu avec sa filiale STB Finance deux conventions de rétrocession des commissions de placement relatives aux deux premières tranches de l'emprunt national 2024. Aux termes de ces conventions, la STB Finance doit rétrocéder à la STB Bank les commissions de 1% sur les montants qu'elle a placés et les commissions de 0,15% sur les montants placés par le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires, et ce, dès leur perception de l'émetteur. Elle doit, aussi, verser les montants récupérés au titre des frais engagés lors des souscriptions par le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires et des frais facturés par Tunisie Clearing.

Les commissions de placement perçues par la STB Bank au titre de ces conventions totalisent 2 200 KDT (hors TVA).

4) La STB Bank a signé avec sa filiale STB SICAR une convention de gestion d'un fonds de capital-risque de 15 000 KDT et dont l'encours (net de provisions), au 31 décembre 2024, s'élève à 15 000 KDT.

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ce fonds de capital-risque, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1,25% du montant du fonds alloué à la fin de chaque exercice ;
- Commission de performance de 25% calculée sur la base des plus-values réalisées, nettes des pertes enregistrées ;
- Commission sur dividendes de 10% calculée sur la base des dividendes servis par les sociétés du portefeuille.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé une charge globale de 100 KDT (hors TVA) au titre de ces différentes commissions de gestion.

5) Courant l'exercice 2024 et en vertu de plusieurs décisions émanant du Ministère des Finances, la STB Bank a bénéficié d'une enveloppe globale de 989 000 KDT au titre de la garantie de l'État, accordée pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques.

6) Courant l'exercice 2024, la STB Bank a signé avec le Ministère des Finances des conventions de financement en devises dans le cadre de prêts syndiqués octroyés par les banques de la place à l'État Tunisien. Le détail de ces conventions se présente comme suit :

Nature de la convention	Relation	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Montant du prêt en devise	Encours au 31/12/2024 en devise	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Prêt syndiqué	Ministère des Finances	2 ans	5,85%	5 millions USD	5 millions USD	15 984	437
Prêt syndiqué	Ministère des Finances	4 ans	4,75%	2 millions EUR	2 millions EUR	6 647	148
Total						**22 631**	**585**

7) Courant l'exercice 2024, la STB Bank a souscrit, pour l'équivalent de 19 600 KDT, à l'augmentation du capital de la société « Tunisian Foreign Bank - TFB », approuvée par l'assemblé générale de ses actionnaires, tenue le 08 mars 2024.

8) Courant l'exercice 2024, la STB Bank a accordé à sa filiale « L'Immobilière de l'Avenue » un crédit de préfinancement immobilier pour un montant de 10 882 KDT. Le détail de cette convention se présente comme suit :

Nature du prêt	Montant du prêt	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Préfinancement immobilier	10 882	1 an	TMM+1%	8 739	**387**
Total en KDT	**10 882**			**8 739**	**387**

9) L'encours cumulé des conventions de dépôts souscrites, courant l'exercice 2024, par les filiales et entreprises associées de la STB Bank s'élève à 119 470 KDT, au 31 décembre 2024, et se répartit comme suit :

Relation	Nature du dépôt	Statut (filiale ou entreprise associée)	Période en nombre de jours	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2024
ACTIVHÔTELS	Certificat de Dépôt	Filiale	90	8,99%	1 000
ACTIVHÔTELS	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1%	1 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Certificat de Dépôt	Filiale	10	9,79%	14 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1,8%	3 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	91	TMM+1,8%	15 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	92	TMM+1,8%	6 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	94	TMM+1,8%	7 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	95	TMM+1,8%	3 000
SICAV L'Épargne Obligataire	Dépôt à terme	Filiale	96	TMM+1,8%	3 000
SICAV L'Épargnant	Certificat de Dépôt	Filiale	10	9,79%	14 000
SICAV L'Épargnant	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1,8%	2 000
SICAV L'Épargnant	Dépôt à terme	Filiale	91	TMM+1,8%	5 000
SICAV L'Épargnant	Dépôt à terme	Filiale	92	TMM+1,8%	2 000

SICAV L'Investisseur	Dépôt à terme	Filiale	91	TMM+1,8%	200
SICAV AVENIR	Dépôt à terme	Filiale	91	TMM+1,8%	200
STB MANAGER	Certificat de Dépôt	Filiale	30	8,99%	500
STB INVEST	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1%	2 600
Société Touristique ED-DKHILA	Certificat de Dépôt	Filiale	30	8,99%	500
L'Immobilière de l'Avenue	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1%	1 800
STRC	Dépôt à terme	Filiale	90	TMM+1%	26 670
La Générale de Vente	Dépôt à terme	Filiale	180	TMM+2%	2 500
Magasins Généraux & Entrepôt Réel de Tunisie	Dépôt à terme	Filiale	365	TMM+1%	8 000
Pôle de Compétitivité de Monastir - EL FEJJA	Dépôt à terme	Entreprise associée	180	TMM+1%	500
Total en KDT					**119 470**

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé une charge globale de 14 816 KDT au titre de ces différentes conventions de dépôts.

Opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31/12/2024 et relatives à des conventions conclues et autorisées au cours des exercices antérieurs

1) En vertu de la loi n° 2012-17 du 21 septembre 2012, la STB Bank a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la Banque.

En 2023, la STB Bank a procédé au remboursement de la première tranche de cette dotation de l'État, d'un montant de 40 000 KDT, étant donné qu'elle a retrouvé son équilibre financier suite au résultat bénéficiaire enregistré au cours de l'exercice 2022. Signalons qu'un avenant à la convention du 09 octobre 2012 a été signé en date du 03 octobre 2023 pour échelonner le remboursement du reliquat sur les exercices 2024 et 2025 pour les montants respectifs de 40 000 KDT et 37 000 KDT.

Ainsi, le montant de la dotation de l'État non encore remboursé par la STB Bank, au 31 décembre 2024, s'élève à 37 000 KDT et figure parmi les passifs financiers du bilan arrêté à cette date.

2) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a conclu avec l'État des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer des subventions non remboursables, des dotations ou des crédits) moyennant la perception de commissions de gestion.

L'encours cumulé de ces fonds budgétaires s'élève à 80 636 KDT au 31 décembre 2024. Les commissions de gestion revenant à la STB Bank, au titre de l'exercice 2024, totalisent 43 KDT (hors TVA).

3) Antérieurement à l'exercice 2024 et en vertu de décisions émanant du Ministre des Finances, la STB Bank a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État Tunisien (principal actionnaire), pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques. Au 31 décembre 2024, ces garanties de l'État totalisent 855 000 KDT.

4) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a souscrit aux emprunts nationaux émis par l'État Tunisien (principal actionnaire). Les caractéristiques de ces emprunts, leurs encours au 31 décembre 2024 ainsi que les intérêts s'y rapportant, ayant impacté le résultat de l'exercice clos à cette date, se présentent comme suit :

Désignation	Année de souscription	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024	Intérêts 2024
EMP NAT 2021-1	2021	5 ans	8,80%	25 000	25 000	2 194
EMP NAT 2021-2	2021	5 ans	8,80%	15 000	15 000	1 316
EMP NAT 2021-3	2021	5 ans	8,80%	35 000	35 000	3 097
EMP NAT 2022-1	2022	7 ans	TMM+2,5%	25 000	25 000	2 643
EMP NAT 2022-2	2022	7 ans	TMM+2,2%	26 000	26 000	2 702
EMP NAT 2022-3	2022	7 ans	TMM+2,2%	72 000	72 000	7 342
EMP NAT 2022-4	2022	7 ans	TMM+2,2%	80 000	80 000	8 017
EMP NAT 2023-1	2023	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	80 000	80 000	8 026
EMP NAT 2023-2	2023	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	54 000	54 000	5 403
EMP NAT 2023-3	2023	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	39 500	39 500	3 963
EMP NAT 2023-4	2023	10 ans, avec 2 ans de grâce	9,95%	100 000	100 000	10 032
Total en KDT				**551 500**	**551 500**	**54 734**

5) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a signé avec le Ministère des Finances des conventions de financement en devises dans le cadre de prêts syndiqués octroyés par les banques de la place à l'État Tunisien (principal actionnaire). Les caractéristiques de ces prêts syndiqués, leurs encours au 31 décembre 2024 ainsi que les intérêts s'y rapportant, ayant impacté le résultat de l'exercice clos à cette date, se présentent comme suit :

Nature de la convention	Relation	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Montant du prêt en devise	Encours au 31/12/2024 en devise	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Prêt syndiqué	Ministère des Finances	5 ans	2,75%	10 millions EUR	10 millions EUR	33 234	914
Prêt syndiqué	Ministère des finances	5 ans	2,75%	20 millions EUR	20 millions EUR	66 468	1 828
Prêt syndiqué	Ministère des finances	4 ans	2,90%	15 millions EUR	15 millions EUR	49 851	1 446
Prêt syndiqué	Ministère des Finances	4 ans	Euribor 6 mois + 1,7%	30 millions EUR	30 millions EUR	99 702	4 466
Total						**249 255**	**8 654**

6) L'encours des concours (hors prêts syndiqués) accordés par la STB Bank à l'État Tunisien (principal actionnaire), via ses ministères, s'élève à 436 000 KDT au 31 décembre 2024.

7) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a consenti à sa filiale BFT - Banque Franco-Tunisienne - un prêt interbancaire d'un montant de 70 000 KDT pour une période de 7 jours renouvelable, avec un taux d'intérêt de 7,25%.

La garantie de l'État accordée à la STB Bank en couverture de ce prêt, suite à la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011, a été renouvelée jusqu'au 15 février 2021. Toutefois, selon une correspondance reçue du Ministère des Finances en date du 10 mars 2022, ladite garantie est prolongée jusqu'à l'achèvement de la liquidation de la BFT.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 99 KDT au titre de ce prêt.

8) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a consenti à sa filiale BFT un prêt interbancaire d'un montant de 560 mille USD, soit l'équivalent de 1 790 KDT, échu le 1er mars 2022 et demeurant impayé jusqu'au au 31 décembre 2024.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 9 KDT au titre de ce prêt.

9) La STB Bank a souscrit, le 18 octobre 2016, à l'emprunt obligataire subordonné privé émis par la société apparentée TFB - Tunisian Foreign Bank - pour un montant global de 16 millions d'euros, soit l'équivalent de 39 560 KDT, garanti par l'État Tunisien en vertu de la décision du Ministre des Finances en date du 17 octobre 2016.

Des remboursements ont été effectués le 26 mai 2017, le 5 juillet 2018, le 1er décembre 2020, le 28 octobre 2022, le 28 octobre 2023 et le 28 octobre 2024 pour les montants respectifs de 6 millions d'euros, 3 millions d'euros, 2,289 millions d'euros, 0,942 millions d'euros, 0,534 millions d'euros et 0,534 millions d'euros.

Courant l'exercice 2022, il a été procédé, en outre, à la conversion d'une partie de cet emprunt en actions TFB (dans le cadre d'une augmentation du capital de cette société apparentée) pour un montant de 1,634 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, l'encours brut de cet emprunt, s'élevant à 1,067 millions d'euros, soit l'équivalent de 3 547 KDT.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 331 KDT au titre de cet emprunt obligataire subordonné.

10) Antérieurement à l'exercice 2024, certaines personnes morales administrateurs, filiales et entreprises associées de la STB Bank ont souscrit aux différents emprunts obligataires subordonnés émis par cette dernière. Les encours des montants souscrits, au 31 décembre 2024, ainsi que les intérêts générés par ces emprunts au cours de l'exercice clos à cette date, se détaillent comme suit :

Société	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024	Intérêts 2024
STB Finance	1 700	1 513	**142**
STB Invest	17 500	14 219	**1 796**
STB SICAR	2 000	1 000	**72**
SICAV L'Épargnant	12 700	3 943	**389**
SICAV L'Épargne Obligataire	6 558	5 735	**598**
SICAV L'Investisseur	37	26	**4**
SICAV L'Avenir	61	49	**4**
FCP Capital Plus	697	665	**69**
FCP STB Évolutif	25	25	**2**
Total des obligations souscrites par les filiales et entreprises associées	***41 278***	***27 174***	***3 075***
STAR	42 000	9 149	**1 385**
MAE	9 500	7 162	**(*)**
Total des obligations souscrites par les personnes morales administrateurs	***51 500***	***16 311***	***1 385***
Total en KDT	**92 778**	**43 485**	**4 460**

(*) Information non disponible.

11) L'encours cumulé des conventions de dépôts souscrites, antérieurement à l'exercice 2024, par les filiales et entreprises associées de la STB Bank s'élève à 1 000 KDT, au 31 décembre 2024, et concerne exclusivement la filiale STB SICAR.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé une charge globale de 67 KDT au titre de ces différentes conventions de dépôts.

12) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a conclu une convention de compte courant associé, non rémunéré, avec la société apparentée « L'Immobilière de l'Avenue », dont l'encours, au 31 décembre 2024, s'élève 1 162 KDT.

13) En vertu des conventions conclues avec les SICAVs : L'Épargnant, L'Investisseur, L'Avenir et L'Épargne Obligataire, la STB Bank assure la fonction de dépositaire des titres et fonds. En rémunération des prestations fournies, elle bénéficie des commissions suivantes :

- 0,075% du montant de l'actif net de la SICAV L'Épargnant calculé quotidiennement. La commission perçue, au titre de l'exercice 2024, s'élève à 118 KDT (hors TVA) ;
- 0,1% du montant de l'actif net de la SICAV L'Investisseur calculé quotidiennement. La commission perçue, au titre de l'exercice 2024, s'élève à 993 DT (hors TVA) ;
- 0,075% du montant de l'actif net de la SICAV L'Épargne Obligataire calculé quotidiennement. La commission perçue, au titre de l'exercice 2024, s'élève à 133 KDT (hors TVA) ;
- Une commission fixe de 1 000 DT (hors TVA) versée annuellement par la SICAV L'Avenir.

14) En vertu des conventions conclues avec la STB Finance, la STB Bank assure la fonction de dépositaire des titres et fonds pour le FCP DELTA et le FCP HIKMA, gérés par la STB Finance. En rémunération des prestations fournies, la Banque bénéficie d'une commission de 0,1% (TTC) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. Les commissions perçues, au titre de l'exercice 2024, totalisent 510 DT (hors TVA).

15) En vertu des conventions conclues avec la STB Finance, la STB Bank assure la fonction de dépositaire des titres et fonds pour le FCP INNOVATION et le FCP CAPITAL PLUS, gérés par la STB Finance. En rémunération des prestations fournies, la Banque bénéficie d'une commission de 0,1% (hors taxes) du montant de l'actif net de chaque fonds calculé quotidiennement. Les commissions perçues, au titre de l'exercice 2024, totalisent 12 KDT (hors TVA).

16) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a conclu des conventions avec sa filiale STB Finance conférant à cette dernière :

- La gestion de toutes les lignes du portefeuille titres, actions et droits rattachés et obligations en dépôts sur les comptes de la STB Bank (qui s'engage à transférer tous les portefeuilles titres propres et pour le compte de ses clients). La STB Finance rétrocédera à la STB Bank une commission de courtage égale à 40% des commissions facturées par la STB Finance et se rapportant aux transactions émanant du réseau de la Banque. En rémunération de ces services, la STB Finance perçoit une commission de 0,2% sur toutes les opérations qui lui sont confiées et se rapportant au portefeuille titres de la STB Bank. Toutefois, au-delà d'un certain montant, un plafond sera fixé de commun accord entre les deux parties ;
- La gestion de l'actionnariat STB qui englobe les opérations relatives à la tenue du registre des actionnaires de la STB ainsi que la tenue des assemblées générales et les opérations rattachées. En rémunération de ces services, la STB Finance perçoit un montant forfaitaire annuel de 40 mille dinars (hors taxes).

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé une charge globale de 40 KDT (hors TVA) au titre de ces conventions conclues avec la STB Finance.

17) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a signé avec la filiale « STB Sécurité et Gardiennage » une convention de prestation de services portant notamment sur le gardiennage des locaux et des établissements appartenant à la Banque pour une durée de trois ans, à compter du 1er janvier 2016, renouvelable par tacite reconduction. Le prix des prestations de gardiennage est calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de gardiennage majoré des avantages ainsi que les frais du siège de la société « STB Sécurité et Gardiennage » avec une marge bénéficiaire de 5%.

En outre, la STB Bank a conclu avec la filiale « STB Sécurité et Gardiennage », antérieurement à l'exercice 2024, trois conventions portant sur la prise en charge par cette dernière des salaires et autres avantages de trois gardiens de deux hôtels acquis par la Banque dans le cadre d'un règlement judiciaire.

Les montants facturés, au cours de l'exercice 2024, au titre de ces différentes conventions totalisent 9 466 KDT (hors TVA).

18) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a signé avec la filiale « STB Moyens Généraux » une convention de prestation de services portant sur le nettoyage des locaux et des établissements appartenant à la Banque pour une durée de trois ans, à compter du 1er février 2015, renouvelable par tacite reconduction.
Le prix des prestations de nettoyage est calculé en fonction du salaire brut mensuel de chaque agent de nettoyage majoré des avantages ainsi que des frais du siège de la société « STB Moyens Généraux ».

Les montants facturés, au cours de l'exercice 2024, au titre de cette convention totalisent 5 849 KDT (hors TVA).

19) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a signé avec la filiale « STB Moyens Généraux » une convention de mise à disposition des ressources humaines ayant pour objet de définir les modalités et les conditions dans lesquelles cette société s'engage à mettre à la disposition de la Banque des ressources humaines pour une durée de trois ans, à compter du 1er octobre 2020, renouvelable par tacite reconduction. Le prix de ces prestations est composé des salaires bruts et autres avantages des agents mis à disposition, majorés de toutes les charges patronales y afférentes, avec une marge bénéficiaire de 5%.

Les montants facturés, au cours de l'exercice 2024, au titre de cette convention totalisent 901 KDT (hors TVA).

20) La STB Bank loue à certaines de ses filiales divers locaux à usage professionnel. Les conditions des contrats de location ainsi que les loyers relatifs à l'exercice 2024 se détaillent comme suit :

Filiales	Montant du loyer annuel	Date début de la location	Majoration par année	Date début de la majoration	Loyer 2024 (hors TVA)
STRC 1er étage	10 000 (TTC)	01/07/2004	5%	Deuxième année de la location	21 950
STRC 2ème étage	10 000 (TTC)	01/09/2001	5%	Deuxième année de la location	29 542
STRC 3ème étage	10 000 (TTC)	01/04/2005	5%	Deuxième année de la location	21 160
STB Manager	19 549 (HTVA)	01/12/2011	5%	Deuxième année de la location	32 700
STB Finance	44 983 (HTVA)	01/01/2011	5% (tous les deux ans)	Troisième année de la location	64 005
STB Sécurité et Gardiennage	4 800 (HTVA)	01/01/2016	5% (tous les deux ans)	Troisième année de la location	5 834
STB Moyens Généraux	5 400 (HTVA)	01/01/2016	5% (tous les deux ans)	Troisième année de la location	9 311
ACTIVHÔTELS	5 515 (HTVA)	01/04/2023	5%	Deuxième année de la location	5 051
ACTIVHÔTELS	4 927 (HTVA)	01/04/2023	5% (tous les deux ans)	Deuxième année de la location	5 051
L'Immobilière de l'Avenue	53 932 (HTVA)	01/01/2022	2%	Deuxième année de la location	62 112
STB Invest	35 765 (HTVA)	01/01/2023	5% (tous les deux ans)	01/01/2025	35 765
Total en DT					**287 431**

21) La STB Bank avait signé avec sa filiale STB SICAR des conventions de gestion de plusieurs fonds à capital-risque, constitués au cours de la période 1999-2021, pour un montant cumulé de 108 958 KDT. Ces fonds gérés présentent, au 31 décembre 2024, un solde cumulé (net de provisions) de 31 067 KDT se détaillant comme suit :

Fonds gérés	Année de souscription	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024
Fonds géré STB 1	1999	8 000	4 753
Fonds géré STB 2	2000	8 000	5 161
Fonds géré STB 3	2001	5 000	3 858
Fonds géré STB 4	2002	6 500	4 921
Fonds géré STB 5	2003	6 824	5 238
Fonds géré STB 6	2005	2 707	871
Fonds géré STB 7	2006	800	651
Fonds géré STB 8	2007	6 752	5 387
Fonds géré STB 9	2008	4 800	4 064
Fonds géré STB 10	2008	8 748	8 526
Fonds géré STB 11	2009	6 000	5 198
Fonds géré STB 12	2009	9 898	8 326
Fonds géré STB 14	2020	10 000	10 344
Fonds géré STB 15	2021	10 000	10 204
Fonds géré ID STB 1	2002	2 000	1 267
Fonds géré ID STB 2	2002	2 000	1 307
Fonds géré ID STB 3	2003	5 436	3 913
Fonds géré ID STB 4	2005	360	343
Fonds géré ID STB 5	2006	1 133	1 006
Fonds géré ID STB 6	2007	4 000	1 988
Montant Brut en KDT		**108 958**	**87 325**
Moins : Provisions			**-56 258**
Montant Net en KDT			**31 067**

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion de ces fonds à capital-risque constitués au cours de la période 1999-2009, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 1% prélevée sur les actifs valorisés à la date de clôture du fonds géré, payée préalablement à la déduction de tous frais et commissions, avec un minimum de 1% du montant des fonds alloués par an ;
- Commission de performance de 10% à 20% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis ;
- Commission de rendement de 10% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Les conditions de rémunération de la STB SICAR, au titre de la gestion des fonds à capital-risque confiés en 2020 et 2021, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1,25% du montant du fonds alloué à la fin de chaque exercice ;
- Commission de performance de 25% calculée sur les plus-values réalisées nettes des pertes enregistrées ;
- Commission sur dividendes de 10% des dividendes servis par les sociétés du portefeuille.

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé une charge globale de 1 106 KDT (hors TVA) au titre de ces différentes commissions de gestion.

22) Les soldes des concours bancaires accordés par la STB Bank à ses filiales, entreprises associées et personnes morales administrateurs totalisent 50 416 KDT, au 31 décembre 2024, et se répartissent comme suit :

Groupe	Relation	Débit en compte	Autres engagements	Total
Groupe STB	STRC	-	2 857	2 857
	L'Immobilière de l'Avenue	-	38 619	38 619
	STB Invest	1	-	1
	Sté Touristique ED-DKHILA	-	2 765	2 765
	STB Moyens Généraux	294	-	294
	Magasins Généraux et Entrepôt Réel de Tunis	-	250	250
	STB Sécurité et Gardiennage	529	-	529
	STB SICAR	15	-	15
Administrateurs	Autres	1	-	1
	STAR		5 084	5 084
Total en KDT		**840**	**49 576**	**50 416**

Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé un produit total de 5 125 KDT (hors TVA) au titre de ces différends concours.

23) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a accordé à sa filiale « L'Immobilière de l'Avenue » un crédit de préfinancement immobilier d'un montant de 28 000 KDT. Le détail de cette convention se présente comme suit :

Nature du prêt	Montant du prêt	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Préfinancement immobilier	28 000	4 ans	TMM+2%	25 720	**4 064**
Total en KDT	**28 000**			**25 720**	**4 064**

24) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a accordé à sa filiale « Société Touristique ED-DKHILA » un crédit de consolidation, d'assainissement et de restructuration d'un montant de 2 765 KDT. Le détail de cette convention se présente comme suit :

Nature du prêt	Montant du prêt	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Crédit de consolidation	2 765	7 ans, avec 2 ans de franchise	TMM+2,5%	2 765	**275**
Total en KDT	**2 765**			**2 765**	**275**

25) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB Bank a accordé à sa filiale STRC un crédit à moyen terme d'investissement d'un montant de 10 000 KDT. Le détail de cette convention se présente comme suit :

Nature du prêt	Montant du prêt	Durée de remboursement	Taux d'intérêt	Encours au 31/12/2024 en KDT	Intérêts 2024 en KDT
Crédit d'investissement	10 000	7 ans	TMM+1,5%	2 857	**399**
Total en KDT	**10 000**			**4 286**	**399**

26) Les soldes des comptes courants ouverts par les filiales et entreprises associées de la STB Bank ainsi que les intérêts y afférents se détaillent, au 31 décembre 2024, comme suit :

Partie liée	Soldes des comptes courants au 31/12/2024		Agios/intérêts relatifs à l'exercice 2024	
	Débiteurs	*Créditeurs*	*Encaissés*	*Servis*
L'Immobilière de l'Avenue	-	2 372 557	286	13 808
STRC	-	10 964 096	-	41 802
Sté Touristique ED-DKHILA	-	92 030	-	1 558
La Générale de Vente - GEVE	-	153 389	143	-
SICAV L'Épargnant	-	12 318 696	86	77 506
SICAV L'Épargne Obligataire	-	35 090 398	80	76 279
SICAV L'Investisseur	-	70 893	-	188
SICAV L'Avenir	-	32 750	12	102
STB Manager	-	5 870	5	118
STB Finance	-	7 159 369	56	54 436
STB Invest	(1 390)	92 419	5	2 270
ACTIVHÔTELS	-	547 616	143	-
STB SICAR	(14 815)	6 926 373	6	420 932
STB MG	(293 575)	-	7 372	-
STB SG	(529 152)	-	6 415	-
Sté Magasins Généraux et Entrepôt Réel de Tunis	(7 681)	371 198	178	510
Sté Tunisienne de Contrôle VERITAS	-	3 211 286	72	2 263
Pôle de Compétitivité de Monastir - EL FEJJA	-	36 211	-	1 642
Sté Civile Immobilière « La Maison du Banquier »	-	1 630	143	-
SONIBANK	-	377 861	-	-
Tunisian Foreign Bank - TFB	-	647 937	-	-
Total en DT	**(846 613)**	**80 472 580**	**15 001**	**693 415**

Obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 (nouveau) Il § 5 du Code des Sociétés Commerciales, se détaillent comme suit :

1) Éléments de rémunération et avantages de l'ex Directeur Général par intérim

L'ex Directeur Général par intérim de la Banque a été nommé par décisions du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 7 octobre 2022.

Les éléments de rémunération et les avantages de l'ex Directeur Général par intérim ont été fixés par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 30 mai 2016, conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 6 août 2015, fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Ils se composent des éléments suivants :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire mensuel net égal à 16 000 DT ;

- Des avantages en nature consistant en un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques avec un plafond de 250 DT par mois ;

- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration de la Banque ainsi que des indicateurs financiers.

2) Éléments de rémunération et avantages du Directeur Général en fonction

Le Directeur Général en fonction de la Banque a été nommé par décisions du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 24 juin 2024.

Les éléments de rémunération et les avantages du Directeur Général en fonction ont été fixés par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 30 mai 2016, conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 6 août 2015, fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Ils se composent des éléments suivants :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire mensuel net égal à 16 000 DT ;

- Des avantages en nature consistant en un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques avec un plafond de 250 DT par mois ;

- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration de la Banque ainsi que des indicateurs financiers.

3) Éléments de rémunération et avantages du Secrétaire Général

Le Secrétaire Général de la Banque a été nommé par décision du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 10 juin 2020, sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération réuni le 29 mai 2020 et le 2 juin 2020.

Les éléments de rémunération et les avantages du Secrétaire Général, tels que révisés par le Comité de Nomination et de Rémunération de la Banque réuni le 14 octobre 2016, ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 16 novembre 2016 et le 16 septembre 2020. Ils se composent des éléments suivants :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire brut mensuel égal à 4 767 DT, soit un salaire net de 2 670 DT. Dans ce cadre, il est à signaler que le Secrétaire Général garde les avantages des primes de bilan, d'intéressement, de rendement et de gratification ;

- Une indemnité de fonction complémentaire de 2 000 DT par mois ;

- Une indemnité de logement de 500 DT par mois ;

- Des avantages en nature consistant en un quota de 400 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques ;

- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 25% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration par la Banque ainsi que des indicateurs financiers.

4) Jetons de présence et rémunérations assimilés accordés aux administrateurs

Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs ainsi que les rémunérations des présidents et membres des comités émanant du Conseil d'Administration ont été fixés par décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 07 juin 2024, comme suit :

- Jetons de présence de 4 000 DT (en net) par réunion du Conseil pour le président ;
- Jetons de présence de 2 000 DT (en net) par réunion du Conseil pour chaque administrateur ;
- Rémunération de 2 000 DT (en net) par réunion pour les présidents du Comité d'Audit et du Comité des Risques ;
- Rémunération de 1 000 DT (en net) par réunion pour les administrateurs membres du Comité d'Audit et du Comité des Risques.

Notons que les présidents et les membres qui appartiennent à plus d'un comité émanant du Conseil d'Administration bénéficient d'une seule rémunération calculée sur la base de leur présence à un seul comité selon leur choix, et ce dans la limite de 6 réunions annuelles. Cette procédure est entrée en vigueur à partir du 07 juin 2024.

Le montant brut cumulé des jetons de présence et des autres rémunérations revenant aux administrateurs de la Banque, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élève à 411 250 DT et se décompose comme suit :

Désignation	**Montant**
Jetons de présence revenant aux administrateurs	325 000
Rémunérations des membres des comités issus du Conseil	86 250
Total en DT	**411 250**

5) *Obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants selon les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024*

Au vu de ce qui précède, les obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024, se présentent comme suit :

Catégorie	Directeur Général en fonction		Directeur Général par intérim		Secrétaire Général	
	Charges de l'exercice	*Passif au 31/12/2024*	*Charges de l'exercice*	*Passif au 31/12/2024*	*Charges de l'exercice*	*Passif au 31/12/2024*
Avantages à court terme	355 520	121 482	149 801	77 956	267 116	88 851
Avantages postérieurs à l'emploi	61 125	94 710	6 244	-	4 517	44 768
Indemnité de départ à la retraite (12 mois)	19 419	103 550	75 185	-	14 747	123 262
Total en DT	**436 064**	**319 742**	**231 230**	**77 956**	**286 380**	**256 881**

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016, relative aux banques et aux établissements financiers, des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 15 avril 2025

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GÉNÉRALE D'EXPERTISE & DE MANAGEMENT - GEM

Abderrazak GABSI, associé

P/ Le Groupement :
eXacom Audit & MAC

Abderrazak SOUEI, expert-comptable

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Wifak International Bank

Siège social : Avenue Habib Bourguiba Médenine 4100

Wifak International Bank publie ci -dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 25 avril 2025. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr Béchir Nedri et Mr Fethi NEJI.

BILAN

Arrêtée au 31 Décembre 2024

(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31-déc.-24	31-déc.-23
AC01	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	**1-1**	130 942 179	124 318 558
AC02	Créances sur les établissements bancaires et financiers	**1-2**	163 555 745	156 644 120
AC03	Créances sur la clientèle (*)	**1-3**	1 220 356 409	995 896 901
AC04	Portefeuille titres commercial	**1-4**	49 088	41 691
AC05	Portefeuille d'investissement	**1-5**	43 506 895	43 193 289
AC06	Valeurs immobilisées (*)	**1-6**	60 510 597	56 270 835
AC07	Autres actifs	**1-7**	106 086 529	85 161 362
	TOTAL ACTIFS		**1 725 007 442**	**1 461 526 756**
PA01	Banque Centrale, CCP	**2-1**	115 181 796	115 129 535
PA02	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**2-2**	38 801 674	60 953 724
PA03	Dépôts de la clientèle	**2-3**	1 160 702 207	903 800 834
PA04	Dettes de financements et Ressources spéciales	**2-4**	84 673 615	101 546 358
PA05	Autres passifs	**2-5**	148 294 846	112 423 888
	TOTAL PASSIFS		**1 547 654 138**	**1 293 854 339**
CP01	Capital	**3-1**	150 000 000	150 000 000
CP02	Réserves		23 299 541	20 542 419
CP03	Actions propres		(335 155)	(694 663)
CP04	Autres capitaux propres		16 116 082	16 115 011
CP05	Résultats reportés		(20 970 350)	(25 763 196)
CP06	Résultat de l'exercice		9 243 186	7 472 846
	TOTAL CAPITAUX PROPRES		**177 353 304**	**167 672 417**
	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**1 725 007 442**	**1 461 526 756**

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31 déc 2024	31 déc 2023
	PASSIFS EVENTUELS			
HB 01-	Cautions, Avals et autres garanties données	**4-1**	76 103 806	48 060 825
HB 02-	Crédits documentaires islamiques	**4-2**	23 177 899	20 725 972
HB 03-	Actifs donnés en garantie		0	-
	TOTAL PASSIFS EVENTUELS		**99 281 705**	**68 786 797**
	ENGAGEMENTS DONNES			
HB 04-	Engagements de financement donnés	**4-3**	232 782 983	180 769 794
HB 05-	Engagements sur titres		0	-
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		**232 782 983**	**180 769 794**
	ENGAGEMENTS RECUS			
HB 06-	Engagements de financement reçus		0	-
HB 07-	Garanties reçues	**4-4**	131 892 609	121 165 220
	TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		**131 892 609**	**121 165 220**

ETAT DE RESULTAT
Arrêtée au 31 Décembre 2024
(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31-déc.-24	31-déc.-23
	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**164 585 232**	**137 461 683**
PR01	Marges et revenus assimilés	**5-1**	132 155 583	109 103 991
PR02	Commissions en produits	**5-2**	29 923 928	26 016 768
PR03	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	**5-3**	2 196 334	2 167 242
PR04	Revenus du portefeuille d'investissement	**5-4**	309 387	173 682
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(71 704 776)**	**(62 853 889)**
CH01	Marges encourus et charges assimilées	**5-5**	(69 788 229)	(60 992 601)
CH02	Commissions encourues	**5-6**	(1 916 547)	(1 861 288)
CH03	Perte sur portefeuille titres commercial et opérations financières		**-**	**-**
	PRODUIT NET BANCAIRE		**92 880 456**	**74 607 794**
PR05/CH04	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**5-7**	(17 057 124)	(13 550 193)
PR06/CH05	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	**5-8**	(944 575)	(1 860 000)
PR07	Autres produits d'exploitation	**5-9**	120	120
CH06	Frais de personnel	**5-10**	(38 796 812)	(32 979 667)
CH07	Charges générales d'exploitation	**5-11**	(17 613 461)	(15 600 781)
CH08	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	**5-12**	(4 950 715)	(4 901 256)
	RESULTAT D'EXPLOITATION		**13 517 889**	**5 716 017**
PR08/CH09	Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires	**5-13**	691 127	2 135 052
CH011	Impôt sur les bénéfices	**5-14**	(4 138 192)	(307 856)
	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**10 070 824**	**7 543 213**
PR09/CH010	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires	**5-15**	(827 638)	(70 367)
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**9 243 186**	**7 472 846**
	Modification comptable		-	-
	RESULTAT NET APRES MODIFICATION		**9 243 186**	**7 472 846**

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
Arrêtée au 31 Décembre 2024
(Montants exprimés en Dinars)

Désignation		31 déc 2024	31 déc 2023
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	**6-1**		
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		163 029 093	135 731 369
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(72 359 106)	(57 901 043)
Financements et avances accordés / Remboursement financements et avances accordés à la clientèle		(243 704 216)	(207 424 934)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		256 988 879	155 329 493
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(42 928 885)	(37 304 475)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		5 031 920	(42 148 448)
Impôt sur le bénéfice		(4 965 830)	(378 222)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		**61 091 855**	**(54 096 260)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	**6-2**		
Profits et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		(198 181)	246 088
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		(115 425)	1 860 000
Acquisition / cessions sur immobilisations		(9 190 477)	(8 253 208)
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		**(9 504 083)**	**(6 147 120)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	**6-3**		
Rachat d'actions		359 508	-
Encaissement d'emprunt obligataire		-	50 000 000
Remboursement d'emprunt obligataire		(14 328 996)	(11 904 775)
Remboursement d'emprunts		(1 976 923)	(3 953 846)
Dividendes versés et autres distributions		-	-
Mouvements sur fond social et de retraite		1 071	900
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		**(15 945 340)**	**34 142 279**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		**35 642 432**	**(26 101 101)**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		**104 921 109**	**131 022 210**
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE		**140 563 541**	**104 921 109**

NOTES AUX ETATS FINANCIERS AU 31/12/2024

PRESENTATION DE LA BANQUE

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » est la nouvelle dénomination sociale de la société anciennement dénommée **« EL WIFAK Leasing »**. Ce changement de la dénomination est intervenu suite à l'**A**ssemblée **G**énérale **E**xtraordinaire réunie le 28 Août 2015 ayant adopté les nouveaux statuts et a décidé la conversion de la société en une banque universelle et ce, sur la base de l'agrément d'exercice de l'activité bancaire obtenu de la part de la Banque Centrale de Tunisie.

Notons que la société « **EL WIFAK LEASING »** a été créée le 28 Juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

L'activité de la banque est régie par la loi 2016-048.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2024 à la somme de 150.000.000 DT divisé en 30.000.000 actions de 5 DT chacune.

	Montant	En %
Actionnaires Tunisiens	104 995 560	70.00%
Actionnaires Etrangers	45 004 440	30.00%
	150 000 000	

La société « **WIFAK INTERNATIONAL BANK »** est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **40%**.

Pour les autres impôts et taxes, la société est soumise aux règles de droit commun.

I.REFERENTIEL COMPTABLE D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS :

Les états financiers de « **WIFAK INTERNATIONAL BANK »** sont préparés et présentés en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises.
- Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la règlementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 Décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 Décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25) ;
- La norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41).

1- Créances sur la clientèle

1-1 Règle de présentation des créances sur la clientèle :

Les financements de gestion à court terme sont présentés au bilan pour leurs valeurs nominales déductions faites des profits décomptés d'avance et non encore échus.
Les financements à moyen et long terme sont présents au bilan pour leurs valeurs nominales augmentées des profits courus et non échus.

Les financements à moyen terme utilisés progressivement par tranche, sont comptabilisés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée.

Les profits réservés et provisions sur créances à la clientèle sont présentés au niveau des postes d'actifs correspondants de manière soustractive.

1-2 Classification et évaluation des créances :

Les provisions sur engagement sont déterminées conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents, qui défile les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants :

Actifs dont le recouvrement est assuré concernant les entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

B- Actifs classés :

B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier

Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2 : Actifs incertains

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés, et qui, aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- Un volume de concours financiers non compatible avec le volume d'activité ;
- L'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- Des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- Des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- La détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- L'existence de retards de paiement du principal ou des profits entre 90 et 180 jours.
-

B3 : Actifs préoccupants

Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en profits entre 180 et 360 jours.

B4 : Actifs compromis

Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en profits au-delà de 360 jours.
La Banque procède à l'ajustement de la classification résultant de l'application systématique des critères quantitatifs, basés essentiellement sur le critère de l'ancienneté des impayés et/ou le nombre d'échéances impayées, et en procédant à des appréciations qualitatives tenant compte principalement de la situation intrinsèque de la relation.

La banque procède au provisionnement des créances classées B2, B3 et B4 conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire de la BCT n°91-24 par l'application de taux de provisionnement sur le risque net non couvert.

Le taux de provisionnement correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par ladite circulaire, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

- Actifs incertains 20%
- Actifs préoccupants 50%
- Actifs compromis 100%

Le risque net correspond au montant de l'engagement déduction faite des profits réservés et des garanties des banques et assurances, notamment la Société Tunisienne de Garantie (SOTUGAR) et l'assurance-crédit, ainsi que des garanties réelles titrées et expertisées.
Pour les financements IJARA, la banque prend en considération la valeur des biens donnés en IJARA comme garantie supplémentaire en sus de celles mentionnées ci-haut avec une décote définie comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 20% par année de location.
- Matériel spécifique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 40% par année de location.
- Matériel informatique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 60% par année de location.
- Immeubles (terrain, construction…) : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 5% par année de location.

Pour les financements sous forme de replacement, la décote est appliquée sur la valeur du matériel au moment du replacement.

A- **Les provisions collectives :**

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91 -24 telle qu'ajoutée par la circulaire n°2012-09 du 29 Juin 2012 et modifiée par la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade, allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations aux provisions" en tant que composante du coût du risque encouru par « WIFAK INTERNATIONAL BANK ».

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations d'IJARA sont déduites des actifs correspondants.

Ces provisions ont été calculées en appliquant les principes de la méthodologie référentielle prévue par la note aux établissements de crédit n°2012-20 du 06 décembre 2012 telle que modifiée par l'annexe III à la circulaire n°2022-02 du 04 mars 2022 et la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025. Cette méthodologie prévoit :

i. Le regroupement du portefeuille par segment de clientèle et par secteur d'activité :
   Engagements sur les professionnels du secteur privé :
   - Agriculture
   - Industries mécaniques et électriques
   - Oléifacteurs
   - Industries agroalimentaires
   - Industries pharmaceutiques
   - Autres industries
   - BTP
   - Tourisme
   - Agences de voyages
   - Agences de location de voitures
   - Promotion immobilière

- Exportateurs d'huile d'olive
- Commerce
- Santé
- Télécom et TIC
- Autres services

Contreparties publiques :

- Entreprises opérant dans des secteurs concurrentiels
- Autres organismes publics

Particuliers :

- Particuliers du secteur privé : crédits logements
- Particuliers du secteur privé : crédits à la consommation
- Particuliers du secteur public : crédits logements
- Particuliers du secteur public : crédits à la consommation

ii. La détermination pour chaque groupe de créances d'un taux de migration moyen sur les 5 derniers exercices
iii. Majoration des taux de migrations historiques.
iv. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances.

B- <u>Les provisions additionnelles :</u>

Conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : A=N-M+1

A : ancienneté dans la classe 4 ;
N : année d'arrêté des comptes ;
M : année de la dernière migration vers la classe 4 ;

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit
- Des garanties sous forme de dépôt ou d'actifs financiers susceptible d'être liquidés sans que leur valeur ne soit affectée ;
- Et des provisions constituées.

2- Portefeuille titres

2.1 <u>Présentation du portefeuille titres</u>

Les titres sont présentés au bilan soit sous la rubrique portefeuille titres commercial soit sous la rubrique portefeuille titres d'investissement selon leurs durées et l'intention de détention. Les règles de classification appliquées sont les suivantes :

A- Portefeuille-titres commercial :

A1 : Titres de transaction

Il s'agit des titres négociables sur un marché liquide, qui sont détenus par la Banque avec l'intention de les vendre dans un avenir très proche, qu'ils soient à revenu variable

A2 : Portefeuille d'investissement :

- **Titres d'investissements**

Les titres présentés sous cette rubrique sont les titres que la Banque a la capacité et l'intention de conserver de façon durable, en principe jusqu'à leurs échéances, ainsi que les parts des revenus courus et non échus qui leur sont rattachés.

- **Titres de participation**

Présentant les actions et autres titres détenus par la Banque et qui sont destinés à une activité de portefeuille consistant à investir dans des titres pour en retirer sur une longue durée une rentabilité satisfaisante et s'exerçant sans intervention dans la gestion des entreprises dans lesquelles les titres sont détenus, ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachés.

- **Parts dans les entreprises associées, co-entreprises et parts dans les entreprises liées**

Il s'agit des actions et parts de capital détenues dans les entreprises filiales, les entreprises sur lesquelles la Banque exerce une influence notable ou un contrôle conjoint ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachées.

2.2 Evaluation du portefeuille titres

a. Date d'acquisition :

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition, tous frais et charges exclus, à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

b. Date d'arrêté :

- **Titres de transaction**

A chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.

- **Titres d'investissement**

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés. La juste valeur est la valeur probable de négociation, elle est déterminée en retenant un ou plusieurs critères objectifs comme le prix stipulé lors de transactions récentes, la valeur mathématique, le rendement, l'importance des bénéfices, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de la société. Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres, ne sont provisionnées que dans les cas ci-après :

- Il existe, en raison de circonstances nouvelles, une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ;
- Il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

2.3 Comptabilisation des revenus du portefeuille titre :

Les dividendes sur titres à revenu variable détenus par la société sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice de titres.

3- Prise en compte des produits

Les commissions et les profits et produits assimilés sont pris en compte en résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2024 pour leurs montants rattachés à l'exercice.

Les revenus provenant des contrats IJARA sont comptabilisés conformément à la norme comptable 41 relative aux contrats de location que la banque a adoptée depuis le 01 janvier 2008. Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la date d'arrêté des états financiers, il est procédé à une régularisation au titre des produits perçus d'avance.

Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financement et des engagements par signature, sont prises en compte en résultat au moment de leur perception.

Les profits courus et non échus relatifs à des créances saines au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les profits échus et non encore encaissés relatifs à des créances classées au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en profits réservés en déduction du poste « Créances sur la clientèle ». Ces profits sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les produits non conformes aux percepts charaiques à l'instar des pénalités de retard facturés sur les clients récalcitrants ou les produits prohibés par le Comité Charaique de la banque, sont portés dans un compte de passif « Nafaa El aam ».

4- Valeurs immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société, figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Taux d'amortissement
Logiciels et Licences	**33%**
Construction	
Agences	*5%*
Centre d'affaire et siège	*2%*
Global Bancaire	**10%**
Agencement et aménagement des constructions	**10%**
Installations générales, Agencement et aménagement Divers	**10%**
Matériel de transport	**20%**
Matériel informatique	**16,66%**
DAB &GAB	**20%**
Equipements de bureau	**10%**
Autres Immobilisations corporelles	**10%**

5- Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds.

6- *Impôt sur les bénéfices*

« WIFAK BANK » est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de 40%.

7- Taxe sur la valeur ajoutée

La banque est partiellement assujettie à la TVA. Les revenus provenant de l'activité IJARA sont soumis à la TVA alors que ceux provenant de l'activité MOURABAHA et des placements en sont exonérés.

La Banque procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat d'IJARA.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée, pour la partie déductible, au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

8- Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à servir au personnel lors de leur départ à la retraite, tel que stipulé par la convention collective du secteur financier, est rattaché à la période d'activité du salarié.

La charge annuelle comptabilisée correspond à la quote-part supportée par l'exercice au titre de tout le personnel titulaire de la société et est calculée sur la base d'une estimation des salaires à servir à chaque salarié lors de son départ à la retraite rapportée au nombre d'années de travail dans la société.

9- Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Les éléments d'actifs, de passifs et de hors bilan libellé en devises sont convertis en dinars sur la base de cours de change en compte et au comptant en vigueur au 31 décembre 2024. Les charges et les produits libellé en devises sont convertis en dinars sur la base du cours de change au comptant à la date de leur prise en compte. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont pris en compte dans le résultat de l'exercice 2024.

10- Application de la loi 41/2024 (2ème section de l'article 412-III (nouveau))

Suite à la parution de la loi n°41-2024 du 02 Août 2024 portant amendement du Code de Commerce, et en application des dispositions de l'article 412 ter , les Banques sont tenues de réduire le taux d'intérêt fixe , en le multipliant par un coefficient égal à 0.5 , applicable aux crédits en cours de remboursement ou aux nouveaux crédits dont la durée totale est supérieure à sept ans, s'il s'avère que la somme totale des intérêts contractuels perçus au cours des trois années précédant la date de la demande de l'emprunteur dépasse 8% de l'encours du capital restant dû.

Il est à noter que la norme comptable tunisienne n°24 a été appliquée en vue de traduire les effets de cette mesure dans les états financiers. Ladite norme stipule que dans de telles situations, les prêts et avances sont comptabilisés pour leur valeur nominale et la différence par rapport au montant mis à la disposition du débiteur portée dans un compte de régularisation et pris en compte en revenus conformément aux paragraphes 36 à 38 de la présente norme. Toutefois, et pour les besoins de la présentation des états financiers, le montant des profits perçus d'avance et non courus à la date d'arrêté des états financiers doit être soustrait de la valeur des prêts et avances figurant à l'actif.

L'encours des financements concernés par cette disposition est de 72 693 Milliers de Dinars au 31 décembre 2024. En application desdites dispositions, l'effet de réduction du taux, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024 et s'élevant à 134 519 Dinars a été pris en compte en impactant le PNB à due concurrence. L'estimation de la minoration des profits contractuels à percevoir – en tenant compte de la totalité de la période de remboursement des profits en cours concernés par la loi n°41-2024 – serait de 17 247 Milliers de Dinars.

11- Faits saillants de la période

L'exercice 2024 s'est caractérisé par :

- L'obtention du prix « Elu Service Client de l'année 2025 de la catégorie banque islamique » ;
- Wifak Bank a remporté le trophée de la parité professionnelle homme-femme lors de la soirée de la journée internationale de la femme ;
- L'expansion du réseau de la banque de 4 nouvelles agences ;

I. NOTES EXPLICATIVES

Note 1.1: Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 déc 2024 à 130 942 179 DT contre 124 318 558 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 5%.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Caisse en dinars et monnaies étrangères	22 106 415	13 781 959	8 324 456	60%
BCT, CCP et TGT	108 835 764	110 593 267	(1 757 503)	-2%
Provision sur incident de caisse	-	(56 668)	56 668	-100%
Total	**130 942 179**	**124 318 558**	**6 623 621**	**5%**

Note 1.2: Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements Bancaires et financiers totalisent 163 555 745 DT au 31 déc 2024 contre 156 644 120 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une hausse de 4 %

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Créances sur les établissements Bancaires	153 524 404	130 583 913	22 940 491	18%
Créances sur les établissements Financiers	10 031 341	26 060 207	(16 028 866)	-62%
Total	**163 555 745**	**156 644 120**	**6 911 625**	**4%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit :

Description	Eligible au Refinancement BCT	Non Eligible au Refinancement BCT	Total
Créances sur les établissements Bancaires	-	153 524 404	153 524 404
Créances sur les établissements Financiers	-	10 031 341	10 031 341
Total	**-**	**163 555 745**	**163 555 745**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire se présente comme suit :

Description	Matérialisé par des titres du marché interbancaire	Non matérialisé par des titres du marché interbancaire	Total
Créances sur les établissements Bancaires	-	153 524 404	153 524 404
Créances sur les établissements Financiers	-	10 031 341	10 031 341
Total créances sur les établissements financiers	**-**	**163 555 745**	**163 555 745**

Note 1.2.1 Créances sur les établissements Bancaires

Le solde de cette rubrique s'élève à 153 524 404 DT au 31 déc 2024 et se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	11 013 042	12 389 406	(1 376 364)	-11%
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	#DIV/0!
Placements MOUDHARABA interbancaire	142 382 605	117 982 850	24 399 755	21%
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	128 757	211 657	(82 900)	-39%
Total créances sur les établissements bancaires	**153 524 404**	**130 583 913**	**22 940 491**	**18%**

Note 1.2.2 Créances sur les établissements Financiers

Le solde de cette rubrique s'élève à 10 031 341 DT au 31 déc 2024 et se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	-	-	-	#DIV/0!
Financements accordés aux établissements financiers	9 871 847	25 982 461	(16 110 614)	-62%
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	159 494	77 746	81 748	105%
Total créances sur les établissements financiers	**10 031 341**	**26 060 207**	**(16 028 866)**	**-62%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans Maturité	Total
Etablissements bancaires	**142 511 362**	**-**	**-**	**-**	**11 013 042**	**153 524 404**
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	11 013 042	11 013 042
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	-	-
Placements MOUDHARABA interbancaire	142 382 605	-	-	-	-	142 382 605
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	128 757	-	-	-	-	128 757
Etablissements financiers	**3 228 432**	**3 014 079**	**3 788 830**	**-**	**-**	**10 031 341**
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements financiers	3 068 938	3 014 079	3 788 830	-	-	9 871 847
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	159 494	-	-	-	-	159 494
Total	**145 739 794**	**3 014 079**	**3 788 830**	**-**	**11 013 042**	**163 555 745**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Etablissements bancaires	**-**	**-**	**-**	**153 524 404**	**153 524 404**
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	11 013 042	11 013 042
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements bancaires	-	-	-	142 382 605	142 382 605
Créances rattachées sur les financements accordés aux établissements bancaires	-	-	-	128 757	128 757
Etablissements financiers	**-**	**-**	**-**	**10 031 341**	**10 031 341**
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements financiers	-	-	-	9 871 847	9 871 847
Créances rattachées sur les avoirs et les financements accordés aux établissements financiers	-	-	-	159 494	159 494
Total	**-**	**-**	**-**	**163 555 745**	**163 555 745**

Note 1.3: Créances sur la clientèle

Les financements à la clientèle ont passé de 995 896 901 DT au 31 déc 2023 à 1 220 356 409 DT au 31 déc 2024 enregistrant ainsi une augmentation de 23 %.
Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Kardh Hassan	**14 300 966**	**6 093 165**	**8 207 801**	**135%**
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires (1)	**1 206 055 443**	**989 803 736**	**216 251 707**	**22%**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**1 181 565 701**	**971 551 875**	**210 013 826**	**22%**
Financement Mourabaha	782 032 495	656 469 287	125 563 208	**19%**
Financement Ijara	459 869 389	376 139 578	83 729 811	**22%**
Wakala Bel Istithmar	20 268 419	3 448 609	16 819 810	**488%**
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	(72 420 987)	(56 940 550)	(15 480 437)	**27%**
Profits réservés sur créances	(8 183 615)	(7 565 049)	(618 566)	**8%**
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	**24 489 742**	**18 251 861**	**6 237 881**	**34%**
Total	**1 220 356 409**	**995 896 901**	**224 459 508**	**23%**

La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle, se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Kardh Hassan	-	-	14 300 966	14 300 966
Autres concours à la clientèle	-	-	1 206 055 443	1 206 055 443
Total	**-**	**-**	**1 220 356 409**	**1 220 356 409**

La ventilation des créances sur la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans maturité	Total
Kardh Hassan					**14 300 966**	14 300 966
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	**300 642 660**	**402 028 132**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 80 604 602**	**1 206 055 443**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**296 437 667**	**381 743 383**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 80 604 602**	**1 181 565 701**
Financement Mourabaha (encours et impayés)	211 921 168	272 280 228	240 036 756	57 794 343		782 032 495
Financement Ijara (encours et impayés)	80 529 389	93 299 000	270 067 000	15 974 000		459 869 389
Wakala Bel Istithmar (encours et impayés)	3 987 110	16 164 155	117 154			20 268 419
Provisions sur créances douteuses et litigieuses					- 72 420 987	- 72 420 987
Profits réservés sur créances					- 8 183 615	- 8 183 615
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	4 204 993	20 284 749				24 489 742
Total	**300 642 660**	**402 028 132**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 66 303 636**	**1 220 356 409**

La ventilation des créances sur la clientèle selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit :

Description	Eligible au refinancement BCT	Non éligible au refinancement BCT	31 décembre 2024
Kardh Hassan	**-**	**14 300 966**	**14 300 966**
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	**508 107 980**	**697 947 463**	**1 206 055 443**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**508 107 980**	**673 457 721**	**1 181 565 701**
Financement Mourabaha (encours et impayés)	357 947 663	424 084 832	782 032 495
Financement Ijara (encours et impayés)	150 160 317	309 709 072	459 869 389
Wakala Bel Istithmar (encours et impayés)	-	20 268 419	20 268 419
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	-	(72 420 987)	(72 420 987)
Profits réservés sur créances	-	(8 183 615)	(8 183 615)
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	**-**	**24 489 742**	**24 489 742**
Total	**508 107 980**	**712 248 429**	**1 220 356 409**

Le détail des autres concours à la clientèle sur les ressources ordinaires se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Autres concours à la clientèle en dinars	**1 181 565 700**	**971 551 875**	**210 013 825**	**22%**
Portefeuille Ijara*	**459 869 388**	**376 139 578**	**83 729 810**	**22%**
Encours financiers	417 099 162	334 677 436	82 421 726	25%
Impayés et autres facturations	44 723 657	43 027 922	1 695 735	4%
Produits rattachés aux Financements Ijara	(1 953 431)	(1 565 780)	(387 651)	25%
Portefeuille Mourabaha*	**782 032 495**	**656 469 287**	**125 563 208**	**19%**
Mourabaha Court terme	**422 995 563**	**333 755 153**	**89 240 410**	**27%**
Encours financiers	386 621 065	303 404 754	83 216 311	27%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Court Terme	3 849 661	2 581 502	1 268 159	49%
Impayés sur Financement Mourabaha Court Terme	32 524 837	27 768 897	4 755 940	17%
Mourabaha Moyen terme	**301 258 154**	**270 145 832**	**31 112 322**	**12%**
Encours financiers	288 248 643	260 708 035	27 540 608	11%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Moyen Terme	5 292 754	3 573 715	1 719 039	48%
Impayés sur Financement Mourabaha Moyen Terme	7 716 757	5 864 082	1 852 675	32%
Mourabaha Long terme	**57 778 778**	**52 568 302**	**5 210 476**	**10%**
Encours financiers	56 570 216	50 322 794	6 247 422	12%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Long Terme	772 501	1 125 218	(352 717)	-31%
Impayés sur Financement Mourabaha Long Terme	436 061	1 120 290	(684 229)	-61%
Wakala Bel Istithmar	**20 268 419**	**3 448 609**	**16 819 810**	**488%**
Encours financiers	20 009 249	3 423 586	16 585 663	484%
Produits à recevoir sur Wakala Bel Istithmar	94 760	25 023	69 737	279%
Impayés sur Wakala Bel Istithmar	164 410	-	164 410	#DIV/0!
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**
Profits réservés sur créances	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**
Autres concours à la clientèle en devises	**24 489 743**	**18 251 861**	**6 237 882**	**34%**
Encours financiers	24 200 696	17 820 952	6 379 744	36%
Produits à recevoir	289 047	430 909	(141 862)	-33%
Total	**1 206 055 443**	**989 803 736**	**216 251 707**	**22%**

Les encours financiers des financements IJARA relatifs au 31 déc 2024, présentent un solde de 417 099 162 DT contre 334 677 436 DT au 31 déc 2023.

Description	Financement	Capital amorti	Encours financier
Solde 31-12-2023	**1 638 953 808**	**1 304 276 372**	**334 677 436**
Capital Amorti des anciens contrats	**-**	**99 399 891**	**- 99 399 891**
Ajouts de la période	**240 780 686**	**45 554 930**	**195 225 756**
Investissement	238 672 580	45 099 069	193 573 511
Relocation	2 108 106	455 861	1 652 245
Retraits de la période	**83 554 111**	**70 149 972**	**13 404 139**
Cession de la valeur Résiduelle	46 750 467	46 747 907	2 560
Cession anticipée	17 021 169	12 113 871	4 907 298
Transferts (Cession)	14 345 102	8 040 560	6 304 542
Relocation	5 036 656	2 906 769	2 129 887
Carence	400 717	340 865	59 852
Solde 31-12-2024	**1 796 180 383**	**1 379 081 221**	**417 099 162**

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Paiements minimaux sur contrats actifs (1)	**517 286 815**	**408 415 544**	**108 871 271**	**27%**
A recevoir dans moins d'un an	171 264 880	140 149 227	31 115 653	22%
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	328 691 609	254 705 644	73 985 965	29%
A recevoir dans plus de 5 ans	17 330 326	13 560 673	3 769 653	28%
Produits financiers non acquis (2)	**104 879 767**	**81 753 516**	**23 126 251**	**28%**
A recevoir dans moins d'un an	45 446 602	35 874 627	9 571 975	27%
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	58 077 435	44 718 194	13 359 241	30%
A recevoir dans plus de 5 ans	1 355 730	1 160 695	195 035	17%
Encours contrats actifs (3)= (1) - (2)	**412 407 048**	**326 662 028**	**85 745 020**	**26%**
Contrats suspendus (ordinaire) (4)	**4 692 114**	**8 015 408**	**-3 323 294**	**-41%**
Total	**417 099 162**	**334 677 436**	**82 421 726**	**25%**

Le stock des provisions et profits réservés au 31 Décembre 2024, se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions sur créances (AC 03)	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**
Provision individuelles	(40 270 680)	(33 349 198)	(6 921 482)	21%
Provisions collectives	(25 616 683)	(20 282 367)	(5 334 316)	26%
Provisions additionnelles	(6 533 624)	(3 308 985)	(3 224 639)	97%
Total provisions sur créances	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**
Profits réservés	(8 183 615)	(7 565 049)	(618 566)	8%
Total profits réservés	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**
Total général des provisions et profits réservés	**(80 604 602)**	**(64 505 599)**	**(16 099 003)**	**25%**

Les mouvements des provisions au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions au 31/12/N-1	**(56 940 550)**	**(45 178 861)**	**(11 761 689)**	**26%**
Dotation de l'exercice	(20 800 847)	(17 443 191)	(3 357 656)	19%
Reprise de l'exercice	5 320 410	5 681 502	(361 092)	-6%
Total provisions	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**

Le détail des profits réservés se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Total classe 2,3, 4 et 5	**104 596 993**	**101 680 837**	**2 916 156**	**3%**
Profits réservés au 31/12/N-1	(7 565 049)	(6 440 370)	(1 124 679)	**17%**
Dotation aux profits réservés	(2 416 118)	(2 982 645)	566 527	-19%
Reprise profits réservés de l'exercice	1 797 552	1 857 966	(60 414)	-3%
Total des profits réservés au 31/12/N	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**

ANALYSE PAR CLASSE

	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	B5 Contentieux	TOTAL au 31-12-24	TOTAL au 31-12-23
Encours en principal	930 040 624	254 107 309	2 979 503	10 236 925	7 667 971	6 195 028	1 211 227 360	990 965 669
Impayés	55 142	19 317 582	1 472 743	7 645 741	13 383 593	38 163 749	80 038 550	71 843 665
Autres débits	321 588	778 330	130 755	241 353	1 358 199	7 054 935	9 885 160	9 778 150
Règlements non affectés	(1 547 513)	(225 059)	(54 093)	(26 190)	(660 543)	(120 538)	(2 633 936)	(3 316 451)
Produits à recevoir MOURABAHA	6 120 846	275 875	0	0	0	103	6 396 824	4 804 032
Produits perçus d'avance IJARA	(541 232)	(337 442)	(3 432)	(10 781)	(13 020)	(10 776)	(916 683)	(1 101 086)
Débits de compte	1 306 281	832 654	529 191	896 135	3 776 701	829 472	8 170 434	6 084 006
ENGAGEMENTS BILANTIELS	**935 755 736**	**274 749 249**	**5 054 667**	**18 983 183**	**25 512 901**	**52 111 973**	**1 312 167 709**	**1 079 057 985**
ENGAGEMENTS HORS BILAN	289 413 447	39 716 970	761 249	734 190	142 236	1 296 596	**332 064 688**	**249 458 666**
TOTAL ENGAGEMENTS CLIENTELE	**1 225 169 183**	**314 466 219**	**5 815 916**	**19 717 373**	**25 655 137**	**53 408 569**	**1 644 232 397**	**1 328 516 651**
TOTAL ENGAGEMENTS Bqs & Ets Fin	**9 871 847**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 871 847**	**25 982 461**
TOTAL ENGAGEMENTS CUMULES	**1 235 041 030**	**314 466 219**	**5 815 916**	**19 717 373**	**25 655 137**	**53 408 569**	**1 654 104 244**	**1 354 499 112**
Dont Créances Classées			***5 815 916***	***19 717 373***	***25 655 137***	***53 408 568***	***104 596 994***	***101 680 837***
Agios réservés	-	-	(160 820)	(1 177 593)	(1 992 060)	(4 853 143)	(8 183 616)	(7 565 049)
Provisions sur engagements bilantiels douteux	-	-	(480 476)	(3 599 311)	(11 482 620)	(24 708 272)	(40 270 679)	(33 349 199)
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	-	-	0	0	0	0	0	0
Provision additionnelle 2013-21	-	-	0	0	(890 611)	(5 643 013)	(6 533 624)	(3 308 985)
Provisions collectives	(25 616 683)		-	-	0	0	(25 616 683)	(20 282 367)
TOTAL DE LA COUVERTURE	**(25 616 683)**		**(641 296)**	**(4 776 904)**	**(14 365 291)**	**(35 204 428)**	**(80 604 602)**	**(64 505 600)**
ENGAGEMENTS NETS	**1 199 552 500**	**314 466 219**	**5 174 620**	**14 940 469**	**11 289 846**	**18 204 141**	**1 563 627 795**	**1 264 011 051**
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) - Tous engagements confondus			**0,35%**	**1,19%**	**1,55%**	**3,23%**		
				6,32%				**7,51%**
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			**11,03%**	**24,23%**	**55,99%**	**65,92%**		
				52,57%				**43,26%**

Note 1.4 : Portefeuille-titres commercial

Le portefeuille titre commercial se compose principalement des actions cotées détenues à des fins de transaction et dont le montant s'élève à 49 088 DT au 31 déc 2024. Le détail des titres de transactions détenus par la Banque à cette date se présente comme suit :

Description	31-déc-24	31-déc-23	Variation	%
Titres de transaction	**49 088**	**41 691**	**7 397**	**18%**
Titres cotés	**49 088**	**41 691**	**7 397**	**18%**
Titres Ami	19 995	15 424	4 571	30%
Titres Unimed	13 119	13 763	- 644	-5%
Titres SAH	15 974	12 504	3 470	28%
Titres non cotés	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres de placement	**-**	**-**	**-**	**-**
Total	**49 088**	**41 691**	**7 397**	**18%**

La ventilation des titres de transactions et de placements par nature de l'émetteur, se détaille comme suit :

Description	Organismes publics	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Titres de transaction	**-**	**-**	**-**	**-**	**49 088**	**49 088**
Titres cotés	-	-	-	-	49 088	49 088
Titres Ami	-	-	-	-	19 995	19 995
Titres Unimed	-	-	-	-	13 119	13 119
Titres SAH	-	-	-	-	15 974	15 974
Titres non cotés	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres de placement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**49 088**	**49 088**

Note 1.5 : Portefeuille-titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31 déc 2024 un solde de 43 506 895 DT contre 43 193 289 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 1%.
Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Titres d'investissement **(1)**	9 947 009	8 011 814	1 935 195	24%
Titres de participation **(2)**	53 920	55 509	(1 589)	-3%
Parts dans les entreprises liées **(3)**	33 505 966	33 505 966	-	0%
Titres participatifs	-	1 620 000	(1 620 000)	-100%
Total	**43 506 895**	**43 193 289**	**313 606**	**1%**

La ventilation des titres selon qu'ils sont cotés ou non se présente comme suit :

Description	Titres cotés	Titres non cotés	Total
Titres d'investissement (1)	1 048 088	8 898 921	9 947 009
Titres de participation (2)	-	53 920	53 920
Parts dans les entreprises liées (3)	-	33 505 966	33 505 966
Titres participatifs	-	-	-
Total	**1 048 088**	**42 458 807**	**43 506 895**

1.5.1 Titres d'investissement

Le détail comparatif relatif aux titres d'investissement entre 31 Décembre 2024 et 31 Décembre 2023 se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Fonds Gérés	**9 947 009**	**8 011 814**	**1 935 195**	**24%**
Fonds Gérés Sodis Sicar	**490 000**	**490 000**	**-**	**0%**
Fonds Gérés Sodis Sicar 2003	154 000	154 000	-	0%
Fonds Gérés Sodis Sicar 2004	102 000	102 000	-	0%
Fonds Gérés Sodis Sicar 2005	234 000	234 000	-	0%
Provisions sur fonds gérés Sodis Sicar	**(490 000)**	**(437 423)**	**(52 577)**	**12%**
Fonds Gérés Wifak Sicar	**13 692 659**	**11 012 659**	**2 680 000**	**24%**
Fonds Gérés Wifak Sicar 2012	701 003	701 003	-	0%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2013	250 253	250 253	-	0%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2014	839 725	839 725	-	0%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2015	960 001	960 001	-	0%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2016	3 761 677	3 761 677	-	0%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2017	4 500 000	3 761 677	738 323	20%
Fonds Gérés Wifak Sicar 2023	2 680 000	4 500 000	(1 820 000)	-40%
Provisions sur fonds gérés Wifak Sicar	**(3 997 514)**	**(3 107 105)**	**(890 409)**	**29%**
Revenus des fonds gérés	**251 864**	**53 683**	**198 181**	**369%**
Revenus sur les Fonds Gérés	251 864	53 683	198 181	369%
Titres d'investissement hors Fonds gérés	**-**	**-**	**-**	**-**
Montants bruts	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Total	**9 947 009**	**8 011 814**	**1 935 195**	**24%**

Note sur le détail des fonds gérés :

Le détail des fonds gérés au 31 Déc 2024 se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	Méthode d'évaluation
SOTEMAIL	464 428	Selon le cours moyen boursier du dernier mois de clôture
SOMOCER	480 000	Selon le cours moyen boursier du dernier mois de clôture
OFFICE PLAST	711 404	Selon le cours moyen boursier du dernier mois de clôture
CERAMIQUES DU SUD	470 000	Selon la valeur d'usage
SEFRIM	250 000	Selon la valeur d'usage
EL BANNA	3 500 000	Selon la valeur d'usage
ROYAL OLIVE OIL	300 000	Selon la valeur d'usage
CCT	1 171 236	Selon la valeur d'usage
TAIMET	1 850 000	Selon la valeur d'usage
Compte WIB non utilisé	4 495 591	Selon la valeur d'usage
SERPSUD	60 000	Selon la valeur d'usage
MEDFOOD	150 000	Selon la valeur d'usage
ERRYADA IMMOBILIERE	40 000	Selon la valeur d'usage
CERAMIQUES DU SUD	240 000	Selon la valeur d'usage
Total	**14 182 659**	

Les titres non cotés sont évalués selon la valeur d'usage.

Les titres cotés sont évalués selon le cours moyen du dernier mois d'arrêté.

1.5.2 Titres de participation

Le détail relatif à cette sous- rubrique se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Titres de participation	169 453	169 453	0	0%
Provisions sur titres de participation	(115 533)	(113 944)	(1 589)	1%
Total	**53 920**	**55 509**	**(1 589)**	**-3%**

Les titres de participations se détaillent comme suit :

Titre	% de détention	Valeurs comptables	Provisions
SIBTEL	0,62%	69 353	(15 533)
Med Food SA	3,33%	100 000	(100 000)
Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers	0,00%	100	-
Total		**169 453**	**(115 533)**

1.5.3 Parts dans les entreprises liées

Cette sous rubrique se détaille comme suit :

Description		31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Parts dans les entreprises liées	(*)	33 505 966	33 505 966	-	0%
Total		**33 505 966**	**33 505 966**	**0**	**0%**

(*) Ce compte se détaille comme suit :

Titre	Sège social	% de détention	Capitaux propres au 31 décembre 2024	Résultat au 31 décembre 2024
Wifak Sicar	Immeuble Ines, Bloc B, 3ème étage, Centre Urbain Nord - Tunis	97,83%	1 920 188	(16 430)
ATTAKAFULIA	15, rue de Jérusalem 1002 Tunis Belvédère	95,90%	33 336 545	1 022 150

Note 1.6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent au 31 déc 2024 un solde de 60 510 597 DT contre un solde de 56 270 835 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une hausse de 8%.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Immobilisations incorporelles	**3 705 166**	**4 153 307**	**-448 141**	**-11%**
Immobilisations incorporelles	11 604 279	10 445 826	1 158 453	11%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(7 899 113)	(6 292 519)	(1 606 594)	26%
Immobilisations corporelles	**56 444 207**	**51 402 630**	**5 041 577**	**10%**
Immobilisations corporelles	82 804 294	74 669 390	8 134 904	11%
Amortissement des immobilisations corporelles	(26 360 087)	(23 266 760)	(3 093 327)	13%
Immobilisations encours	**515 019**	**714 898**	**-199 879**	**-28%**
Immobilisations encours	515 019	714 898	-199 879	-28%
Provisions sur immobilisations	**(153 795)**	**-**	**(153 795)**	**-**
Total	**60 510 597**	**56 270 835**	**4 239 762**	**8%**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS AU 31 DECEMBRE 2024 (Exprimé en dinars)

Description	Valeur brute N-1	Acquisitions	Cessions et transferts	Valeur brute N	Amortissements cumulés N-1	Dotations / reprises sur cessions	Amortissements cumulés N	VCN
1) Immobilisations Incorporelles	**10 445 825**	**1 158 454**	**-**	**11 604 279**	**(6 292 521)**	**(1 606 592)**	**(7 899 113)**	**3 705 166**
* Licence	3 790 154	1 158 454	-	4 948 608	(2 304 909)	(944 151)	(3 249 060)	1 699 548
* Logiciels	6 648 470	-	-	6 648 470	(3 980 411)	(662 441)	(4 642 852)	2 005 618
* Site web	7 201	-	-	7 201	(7 201)	-	(7 201)	0
* Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	0
2) Immobilisations Corporelles	**74 669 391**	**8 231 903**	**(97 000)**	**82 804 294**	**(23 266 758)**	**(3 093 329)**	**(26 360 087)**	**56 444 207**
Immobilisations d'exploitation	**61 477 326**	**955 466**	**-**	**62 432 792**	**(13 290 111)**	**(2 309 657)**	**(15 599 768)**	**46 833 024**
* Terrains d'exploitation	14 728 087	14 080	-	14 742 167	-	-	-	14 742 167
* Bâtiments	30 916 797	-	-	30 916 797	(5 070 304)	(700 911)	(5 771 215)	25 145 582
* Aménagements de bâtiments	15 832 442	941 386	-	16 773 828	(8 219 807)	(1 608 746)	(9 828 553)	6 945 275
Mobiliers et Matériel de Bureau	**1 875 612**	**129 573**	**-**	**2 005 185**	**(1 126 451)**	**(180 299)**	**(1 306 750)**	**698 435**
Matériels de Transport	**1 703 488**	**-**	**(97 000)**	**1 606 488**	**(1 119 534)**	**(90 621)**	**(1 210 155)**	**396 333**
Matériels Informatique	**8 286 430**	**1 364 435**	**-**	**9 650 865**	**(6 762 115)**	**(437 059)**	**(7 199 174)**	**2 451 691**
Machines DAB et GAB	**1 145 589**	**199 458**	**-**	**1 345 047**	**(967 565)**	**(75 693)**	**(1 043 258)**	**301 789**
Coffres Forts	**179 964**	**14 151**	**-**	**194 115**	**-**	-	**-**	**194 115**
Autres Immobilisations	**982**	**5 568 820**	**-**	**5 569 802**	**(982)**	**-**	**(982)**	**5 568 820**
3) Immobilisation en cours	**714 898**	**-**	**(199 879)**	**515 019**	**-**	**-**	**-**	**515 019**
Immobilisations corporelles en cours	714 898	-	(199 879)	515 019	-	-	-	515 019
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	0
Provisions sur immobilisations						(153 795)	(153 795)	(153 795)
TOTAUX	**85 830 114**	**9 390 357**	**(296 879)**	**94 923 592**	**(29 559 279)**	**(4 853 716)**	**(34 412 995)**	**60 510 597**

Les immobilisations corporelles en cours accusent au 31/12/2024 un solde de 515 019 Dinars qui se détaille comme suit :

Description	Valeur Brute 31/12/2023	Acquisition / Reclassement 2024	Valeur Brute 31/12/2024
Constructions en cours	-	-	-
Agencements et aménagements en cours	336 218	(199 879)	136 339

Matériel informatique en cours	378 680	-	378 680
Total	**714 898**	**(199 879)**	**515 019**

Le site Web est évalué selon le coût d'acquisition, d'une valeur de 7 201 DT.

Note 1.7: Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31 déc 2024 un montant de 106 086 529 DT contre un montant de 85 161 362 DT au 31 déc 2023 se détaillant comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	**15 227 322**	**15 462 141**	**(234 819)**	**-2%**
Comptes d'attente	**15 126 362**	**15 388 534**	**(262 172)**	**-2%**
Comptes d'attente de la salle de marché	7 214	(113 757)	120 971	-106%
Comptes d'attente de la compensation	15 119 148	15 502 291	(383 143)	-2%
Comptes de régularisation	100 960	73 607	27 353	37%
Autres	**92 727 592**	**71 339 923**	**21 387 669**	**30%**
Stock de matière, fourniture et timbres	**174 040**	**212 594**	**(38 554)**	**-18%**
Cartes et imprimes en stock	174 040	212 594	(38 554)	-18%
Matériels en stock (Murabaha et Ijara)	**40 235 178**	**19 121 136**	**21 114 042**	**110%**
Etat, impôts et taxes	**1 334 634**	**5 157 050**	**(3 822 416)**	**-74%**
Dépôts et cautionnements	**1 094 992**	**927 845**	**167 147**	**18%**
Opérations avec le personnel	**21 762 452**	**17 735 922**	**4 026 530**	**23%**
Autres créances sur l'Etat	**14 607 262**	**21 643 289**	**(7 036 027)**	**-33%**
Débiteurs divers	**9 585 036**	**4 412 221**	**5 172 815**	**117%**
Autres	**3 933 998**	**2 129 866**	**1 804 132**	**85%**
Total brut	**107 954 914**	**86 802 064**	**21 152 850**	**24%**
Provisions pour dépréciation des autres actifs	(1 868 385)	(1 640 702)	(227 683)	**14%**
Total net	**106 086 529**	**85 161 362**	**20 925 167**	**25%**

Les provisions sur les autres actifs se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions sur Dépôts et Cautionnements	(821 229)	(821 229)	-	0%
Provisions sur Fonds Sociaux Accordé aux Personnels	(75 237)	(20 231)	(55 006)	272%
Provisions sur créance D'exploitation Non Bancaires	(478 039)	(478 039)	-	0%
Autres provisions	(493 880)	(321 203)	(172 677)	54%
Total	**(1 868 385)**	**(1 640 702)**	**(227 683)**	**14%**

Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.1: Banque Centrale de Tunisie & C.C.P

L'encours de la rubrique Banque Centrale de Tunisie &CCP présente un solde de 115 181 796 DT au 31 déc 2024 contre un solde de 115 129 535 DT au 31 déc 2023 se détaillant comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Compte Ordinaire chez BCT	-	-	-	#DIV/0!
Wakala Bel Istithmar auprès de la BCT	115 000 000	115 000 000	-	0%
Dette rattachée sur wakala bel Istithmar auprès de la BCT	181 796	129 535	52 261	40%
Total	**115 181 796**	**115 129 535**	**52 261**	**0%**

Note 2.2: Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31 déc 2024 un montant de 38 801 674 DT contre un montant de 60 953 724 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une diminution de 36%

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	35 104 197	43 022 621	(7 918 424)	-18%
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	3 697 477	17 931 103	(14 233 626)	-79%
Total	**38 801 674**	**60 953 724**	**(22 152 050)**	**-36%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon qu'ils soient matérialisés ou non par des titres du marché interbancaire.

Description	Matérialisé par des titres du marché interbancaire	Non matérialisé par des titres du marché interbancaire	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	35 104 197	35 104 197
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	3 697 477	3 697 477
Total	**-**	**38 801 674**	**38 801 674**

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires, se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs des Etablissements Bancaires	96 287	1 776 348	(1 680 061)	-95%
Emprunts auprès des Etablissements Bancaires	35 007 910	41 246 273	(6 238 363)	-15%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**35 104 197**	**43 022 621**	**(7 918 424)**	**-18%**

Les dépôts et avoirs des établissements financiers, se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs des Etablissements Financiers	3 697 477	17 931 103	(14 233 626)	-79%
Dépôts et avoirs des établissements financiers	**3 697 477**	**17 931 103**	**(14 233 626)**	**-79%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la maturité résiduelle, est présentée dans le tableau ci-dessous :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	**35 104 197**	**-**	**-**	**-**	**35 104 197**
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	96 287	-	-	-	96 287
Moudharaba sur les établissements bancaires en dinars	35 000 000	-	-	-	35 000 000
Moudharaba sur les établissements bancaires en devises	-	-	-	-	-
Dettes rattachées sur les ressources provenant des établissements bancaires	7 910	-	-	-	7 910
Etablissements financiers	**3 697 477**	**-**	**-**	**-**	**3 697 477**
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	3 697 477	-	-	-	3 697 477
Total	**38 801 674**	**-**	**-**	**-**	**38 801 674**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation, se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	-	-	35 104 197	35 104 197
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	-	3 697 477	3 697 477
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**-**	**-**	**-**	**38 801 674**	**38 801 674**

Note 2.3: Dépôts de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31 déc 2024 un solde de 1 160 702 207 DT contre un montant de 903 800 834 DT au 31 déc 2023 et se décomposent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dépôts à vue	**304 550 765**	**292 266 859**	**12 283 906**	**4%**
Dépôts à vue	304 550 630	290 624 682	13 925 948	5%
Dettes rattachées sur dépôts à vue	135	1 642 177	(1 642 042)	-100%
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	**856 151 442**	**611 533 975**	**244 617 467**	**40%**
Tawfir	**365 346 458**	**279 878 506**	**85 467 952**	**31%**
Tawfir	365 023 162	279 573 650	85 449 512	31%
Dettes rattachées sur tawfir	323 296	304 856	18 440	6%
Istithmar	**413 533 368**	**256 020 357**	**157 513 011**	**62%**
Istithmar en dinars	390 129 997	238 625 298	151 504 699	63%
Dettes rattachées sur istithmar en dinars	7 388 159	5 983 127	1 405 032	23%
Istithmar en devises	15 721 617	11 249 401	4 472 216	40%
Dettes rattachées sur istithmar en devises	293 595	162 531	131 064	81%
Autres sommes dues à la clientèle	**77 271 616**	**75 635 112**	**1 636 504**	**2%**
Total	**1 160 702 207**	**903 800 834**	**256 901 373**	**28%**

Le détail des autres sommes dues à clientèle se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Autres provisions constituées par la clientèle	62 903 098	57 588 290	5 314 808	9%
Comptes indisponibles	3 265 242	5 094 824	(1 829 582)	-36%
Réserve de Stabilisation de Profit (PER)	1 205 457	771 985	433 472	56%
Réserve pour Risque d'Investissement (IRR)	333 978	185 452	148 526	80%
Autres comptes	9 563 841	11 994 561	(2 430 720)	-20%
Total	**77 271 616**	**75 635 112**	**1 636 504**	**2%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle, se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans maturité	Total
Dépôts à vue	304 550 630	-	-	-	-	304 550 630
Tawfir	365 023 162	-	-	-	-	365 023 162
Istithmar	25 990 788	363 543 656	16 317 170			405 851 614
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	-	-	77 271 616	77 271 616
Dettes rattachées	8 005 185	-	-	-	-	8 005 185
Total	**703 569 765**	**363 543 656**	**16 317 170**	**-**	**77 271 616**	**1 160 702 207**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la nature de la relation, se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Co-entreprises	Autres	Total
Dépôts à vue	17 215 450	-	-	287 335 180	304 550 630
Tawfir	-	-	-	365 023 162	365 023 162
Istithmar	19 250 000	-	-	386 601 614	405 851 614
Autres sommes dues à la clientèle	80 140	-	-	77 191 476	77 271 616
Dettes rattachées	-	-	-	8 005 185	8 005 185
	36 545 590	**-**	**-**	**1 124 156 617**	**1 160 702 207**

Note 2.4: Dettes de financement et ressources spéciales

Au 31 déc 2024, le solde de cette rubrique s'élève à 84 673 615 DT contre un montant de 101 546 358 DT au 31 déc 2023 et se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts Matérialisés (1)	-	2 003 461	(2 003 461)	-100%
Ressources Spéciales	-	-	-	#DIV/0!
Emprunts obligataires « conformes aux principes de la finance islamique » (2)	84 673 615	99 542 897	(14 869 282)	-15%
Total	**84 673 615**	**101 546 358**	**(16 872 743)**	**-17%**

❶ Le solde des emprunts matérialisés se subdivise comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts Matérialisés	-	1 976 923	(1 976 923)	-100%
Dettes rattachées sur emprunts matérialisés	-	26 538	(26 538)	-100%
Total	**-**	**2 003 461**	**(2 003 461)**	**-100%**

❷Le Solde des emprunts obligataires se subdivise comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts obligataires « conformes aux principes de la finance islamique »	79 186 650	93 515 646	(14 328 996)	-15%
Dettes rattachées sur emprunt obligataires	5 486 965	6 027 251	(540 286)	-9%
Total	**84 673 615**	**99 542 897**	**(14 869 282)**	**-15%**

La ventilation des dettes de financement et ressources spéciales par nature de la relation, se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Emprunts Matérialisés	-	-	-	-	-
Ressources Spéciales	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires « conformes aux principes de la finance islamique »	33 484 634	-	-	51 188 981	84 673 615
Total	**33 484 634**	**-**	**-**	**51 188 981**	**84 673 615**

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts Matérialisés	-	-	-	-	-
Ressources Spéciales	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires « conformes aux principes de la finance islamique »	8 630 965	12 375 295	55 997 355	7 670 000	84 673 615
Total	**8 630 965**	**12 375 295**	**55 997 355**	**7 670 000**	**84 673 615**

Note 2.5: Autres passifs

Les autres passifs se subdivisent comme suit au 31 déc 2024 et au 31 déc 2023 :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions pour passifs et charges	3 723 705	3 718 614	5 091	0%
Provisions pour passifs et charges	**3 723 705**	**3 718 614**	**5 091**	**0%**
Comptes d'attente et de régularisation	**144 571 141**	**108 705 274**	**35 865 867**	**33%**
Comptes d'attente	36 711 328	26 865 384	9 845 944	37%
Comptes de régularisation	13 505 563	12 867 100	638 463	5%
Créditeurs divers	**83 036 621**	**60 917 633**	**22 118 988**	**36%**
Fournisseurs	78 589 671	57 277 610	21 312 061	37%
Dépôts du personnel	1 158 037	1 263 580	(105 543)	-8%
Prestataire de services	3 288 913	2 376 443	912 470	38%
Etat, impôts et taxes	**9 404 335**	**6 534 060**	**2 870 275**	**44%**
Autres	**1 913 294**	**1 521 097**	**392 197**	**26%**
Total Autres passifs	**148 294 846**	**112 423 888**	**35 870 958**	**32%**

* Le détail des provisions pour passifs et charges se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provision pour congés payés	2 483 575	2 741 465	(257 890)	-9%
Provision pour litige	224 149	224 149	-	0%
Provision pour risques divers	1 015 981	753 000	262 981	35%
Total	**3 723 705**	**3 718 614**	**5 091**	**0%**

Notes 3- Capitaux propres

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 000 DT divisé en 30 000 000 actions nominatives de 5 DT chacune souscrites et libérées intégralement en numéraires. Les actions formant le capital social sont toutes de même nature.

WIFAK INTERNATIONAL BANK dispose de 47 728 actions propres pour un coût total de 335 155 DT.

Au 31 déc 2024, les capitaux propres de « **WIFAK INTERNATIONAL BANK** » ont atteint 177 353 304 DT contre 167 672 417 DT au 31 déc 2023, enregistrant ainsi une augmentation de 6%.

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Capital social	Complément d'apport	Réserve légale	Réserve statutaire	Réserves facultatives	Autres Réserves	Actions Propres	Réserve pour fonds spécial	Titres assimiles à des capitaux propres	Résultats reportés	Modification comptable	Résultat de l'exercice	Totaux
Capitaux Propres N-1	150 000 000	-	1 867 419	30 000	1 615 000	17 030 000	(694 663)	678 011	15 437 000	(25 763 196)	-	7 472 846	167 672 417
Affectation résultat 2023										7 472 846	-	(7 472 846)	-
Variation de la période		77 122				2 680 000	359 508	1 071		(2 680 000)			437 701
Résultat de la période.												9 243 186	9 243 186
Capitaux Propres au 31 déc 2024	150 000 000	77 122	1 867 419	30 000	1 615 000	19 710 000	(335 155)	679 082	15 437 000	(20 970 350)	-	9 243 186	177 353 304

La ventilation du fonds social selon qu'il soit remboursable ou non remboursable est la suivante :

Rubriques	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Fonds social remboursable	679 082	678 011	1 071	0%
Total	**679 082**	**678 011**	**1 071**	**0%**

(4) Notes explicatives sur l'état des engagements Hors Bilan

Note 4.1: Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à 76 103 806 DT contre 48 060 825 DT au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

Description		31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Cautions	(1)	72 398 089	47 400 172	24 997 917	53%
Avals	(2)	3 705 717	660 653	3 045 064	461%
Total		**76 103 806**	**48 060 825**	**28 042 981**	**58%**

(1) L'encours des cautions se détaille, au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Cautions en faveur des banques	-	-	-	#DIV/0!
Cautions en faveur des établissements financiers	-	-	-	#DIV/0!
Cautions en faveur de la clientèle	72 398 089	47 400 172	24 997 917	53%
Total	**72 398 089**	**47 400 172**	**24 997 917**	**53%**

La ventilation des cautions par nature de relation, se présente comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Cautions en faveur des banques	-	-	-	-	-
Cautions en faveur des établissements financiers	-	-	-	-	-
Cautions en faveur de la clientèle	63 585	-	-	72 334 504	72 398 089
Total	**63 585**	**-**	**-**	**72 334 504**	**72 398 089**

(2) L'encours des avals se détaille, au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avals en faveur de la clientèle	3 705 717	660 653	3 045 064	461%
Total	**3 705 717**	**660 653**	**3 045 064**	**461%**

La ventilation des avals par nature de la relation :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Avals en faveur de la clientèle	-	-	-	3 705 717	3 705 717
Total	**-**	**-**	**-**	**3 705 717**	**3 705 717**

Note 4.2: Crédits documentaires islamiques

Les crédits documentaires islamiques présentent un solde de 23 177 899 DT au 31 déc 2024 se détaillant comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Crédits documentaires islamiques Import	23 177 899	20 725 972	2 451 927	12%
Total	**23 177 899**	**20 725 972**	**2 451 927**	**12%**

La ventilation des engagements liés aux crédits documentaires islamiques selon la nature de la relation se détaille comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Crédits documentaires islamiques Import	-	-	-	23 177 899	23 177 899
Total	**-**	**-**	**-**	**23 177 899**	**23 177 899**

Note 4.3: Engagements donnés

Les engagements donnés s'élèvent, au 31 déc 2024 à 232 782 983 DT contre 180 769 794 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 29% et se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Engagements de financement donnés	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle	232 782 983	180 769 794	52 013 189	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués MOURABHA	172 597 549	165 810 028	6 787 521	4%
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués IJARA	60 185 434	14 959 766	45 225 668	302%
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers	-	-	-	**-**
Total	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**

La ventilation des engagements données selon la nature de la relation se détaille comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Engagements de financement donnés	**-**	**-**	**-**	**232 782 983**	**232 782 983**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués	-	-		232 782 983	232 782 983
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle	-	-	-	232 782 983	232 782 983
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués MOURABHA	-	-	-	172 597 549	172 597 549
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués IJARA	-	-	-	60 185 434	60 185 434
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers	-	-	-	-	-
Total	**-**	**-**	**-**	**232 782 983**	**232 782 983**

Note 4.4: Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31 déc 2024 à 131 892 609 DT contre 121 165 220 DT au 31 déc 2023.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	379 623	595 020	(215 397)	-36%
Garanties reçues de la clientèle	131 512 986	120 570 200	10 942 786	9%
Total	**131 892 609**	**121 165 220**	**10 727 389**	**9%**

Selon la nature :

Description	HYP. Ijara	HYP. Mourabaha	SOTUGAR	Total
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	-	-	379 623	379 623
Garanties reçues de la clientèle	11 592 772	119 920 214	-	131 512 986
Total	**11 592 772**	**119 920 214**	**379 623**	**131 892 609**

Selon qu'il soit douteux ou non :

Description	Garanties sur actifs douteux	Garanties sur actifs non douteux	Total
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	282 280	97 343	379 623
Garanties reçues de la clientèle	39 301 759	92 211 227	131 512 986
Total	**39 584 039**	**92 308 570**	**131 892 609**

(5) Notes explicatives sur l'état de résultat

Note 5.1: Marges et revenus assimilés

Les marges et revenus assimilés s'élève à 132 155 583 DT au 31 déc 2024. Leur détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**15 407 707**	**15 635 608**	**(227 901)**	**-1%**
Opérations avec la clientèle	**116 747 876**	**93 468 383**	**23 279 493**	**25%**
Portefeuille Murabaha	68 426 746	55 851 583	12 575 163	23%
Portefeuille Ijara	46 356 101	37 434 742	8 921 359	24%
Wakala Bel Istithmar	929 840	25 023	904 817	3616%
Profits /Portefeuille sur ressources ordinaires en Devises	1 653 755	1 281 714	372 041	29%
Profits réservés	(618 566)	(1 124 679)	506 113	-45%
Autres Marges et revenus assimilés	-	-	-	#DIV/0!
Total	**132 155 583**	**109 103 991**	**23 051 592**	**21%**

Note 5.2: Commissions en produits

Les commissions en produits, totalisant au 31 déc 2024 un solde de 29 923 928 DT enregistrant ainsi une augmentation de 3 907 160 DT par rapport au 31 déc 2023 et se présentent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Chèques, effets, virements, prélèvements et frais de tenue de compte	7 689 626	7 061 658	627 968	9%
Commissions sur engagements par signature en TND	1 529 854	1 192 142	337 712	28%
Commissions sur opérations de commerce extérieur	2 204 062	2 022 359	181 703	9%
Monétiques	1 928 068	1 785 792	142 276	8%
Commissions de Gestion, études et Engagement	12 944 282	11 296 102	1 648 180	15%
Commissions de Banque Directe	459 609	400 343	59 266	15%
Bancassurance	869 048	683 332	185 716	27%
Autres commissions	2 299 379	1 575 040	724 339	46%
Total	**29 923 928**	**26 016 768**	**3 907 160**	**15%**

Note 5.3: Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Au 31 déc 2024, les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-	-	#DIV/0!
Moins-value de cession sur titres de placement	-	-	-	#DIV/0!
Plus-value de réévaluation sur titres de transaction	11 106	3 322	7 784	234%
Moins-value de réévaluation sur titres de transaction	(3 710)	(4 640)	930	-20%
Dividendes Reçus sur titres de transaction	547	1 368	(821)	-60%
Gain/Perte net sur opérations de change	2 188 391	2 167 192	21 199	1%
Total	**2 196 334**	**2 167 242**	**29 092**	**1%**

Note 5.4: Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille investissement ont totalisé, au 31 déc 2024 un montant de 309 387 contre 173 682 DT au 31 déc 2023.Le détail se présentent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Marges et revenus assimilés sur titres d'investissement	**249 567**	**53 682**	**195 885**	**365%**
Fonds Gérés	249 567	53 682	195 885	365%
Créances sur l'état	-	-	-	#DIV/0!
Dividendes et revenues assimilés sur titres de participations	**59 820**	**120 000**	**(60 180)**	**-50%**
Dividendes et revenues assimilés sur parts dans les entreprises liées	**-**	**-**	**-**	**#DIV/0!**
Total	**309 387**	**173 682**	**135 705**	**78%**

Note 5.5: Marges encourues et charges assimilées

Les marges encourues et charges assimilées ont totalisé, au 31 déc 2024 un montant de 69 788 229 DT. Le détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**(11 079 862)**	**(11 064 811)**	**(15 051)**	**0%**
Opérations avec la clientèle	**(48 562 499)**	**(38 254 962)**	**(10 307 537)**	**27%**
Marges sur dépôts à vue	(3 308 873)	(6 879 489)	3 570 616	-52%
Marges sur comptes Tawfir	(15 370 684)	(12 188 505)	(3 182 179)	26%
Marges sur dépôts Isthithmar	(29 882 942)	(19 186 968)	(10 695 974)	56%
Marges sur certificats de dépôts	-	-	-	#DIV/0!
Emprunt et ressources spéciales	**(9 928 535)**	**(11 563 291)**	**1 634 756**	**-14%**
Autres marges et charges	**(217 333)**	**(109 537)**	**(107 796)**	**98%**
Total	**(69 788 229)**	**(60 992 601)**	**(8 795 628)**	**14%**

Note 5.6 : Commissions Encourues

Les commissions encourues par la banque ont augmenté de 55 259 DT par rapport au 31 déc 2023 pour se situer à un montant de 1 916 547 DT au 31 déc 2024.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Commissions Encourues sur VISA et MASTERCARD	(1 580 240)	(1 532 117)	(48 123)	3%
Commissions Encourues sur FONDS GERES	(200 140)	(192 398)	(7 742)	4%
Commissions Encourues sur SIBTEL	(133 459)	(134 894)	1 435	-1%
Autres commissions Encourues	(2 708)	(1 879)	(829)	44%
Total	**(1 916 547)**	**(1 861 288)**	**(55 259)**	**3%**

Note 5.7: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé au 31 déc 2024 un montant de 17 057 124 DT enregistrant une hausse de 3 506 931 DT par rapport au 31 déc 2023. Le détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dotations aux provisions sur créances douteuses	(11 931 704)	(7 384 857)	(4 546 847)	62%
Dotations aux provisions collectives	(5 334 316)	(7 519 919)	2 185 603	-29%
Dotations aux provisions pour impôts	-	-	-	#DIV/0!
Dotations aux provisions sur créances additionnelles	(3 534 827)	(2 538 415)	(996 412)	39%
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	(433 996)	(245 000)	(188 996)	77%
Total dotations	**(21 234 843)**	**(17 688 191)**	**(3 546 652)**	**20%**
Pertes sur créances	(1 142 691)	(1 836 988)	694 297	-38%
Pertes sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	-	(500 000)	500 000	-100%
Total des dotations et des pertes sur créances	**(22 377 534)**	**(20 025 179)**	**(2 352 355)**	**12%**
Reprise sur provisions sur créances douteuses	5 010 222	3 789 804	1 220 418	32%
Reprise sur provisions collectives	-	-	-	#DIV/0!
Reprise sur provisions sur créances additionnelles	310 188	1 891 698	(1 581 510)	-84%
Reprise sur provisions sur créances cédées et radiées	-	-	-	#DIV/0!
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	-	792 268	(792 268)	-100%
Total reprises	**5 320 410**	**6 473 770**	**(1 153 360)**	**-18%**
Recouvrement des créances radiées	-	1 216	(1 216)	-100%
Total des reprises et des récupérations sur créances	**5 320 410**	**6 474 986**	**(1 154 576)**	**-18%**
Total	**(17 057 124)**	**(13 550 193)**	**(3 506 931)**	**26%**

Note 5.8: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Le détail d'évolution des dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	(1 107 291)	(1 860 000)	752 709	-40%
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	162 716	-	162 716	#DIV/0!
Total	**(944 575)**	**(1 860 000)**	**915 425**	**-49%**

Note 5.9 : Autres Produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 31 déc 2024 à 120 DT contre 120 DT au 31 déc 2023.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Autres produits reçues	120	120	-	0%
Total	**120**	**120**	**-**	**0%**

Note 5.10: Les frais de personnel :

Les frais de personnel ont totalisé au 31 Décembre 2024, un montant de 38 796 812 DT, enregistrant ainsi une en hausse de 5 817 145 DT par rapport au 31 Décembre 2023. Leur détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Rémunération du personnel titulaire	(26 453 625)	(22 545 960)	(3 907 665)	17%
Primes allouées	(4 319 631)	(1 788 440)	(2 531 191)	142%
Rémunération du personnel stagiaire	-	-	-	-
Impôts et taxes sur salaires	(669 635)	(690 725)	21 090	-3%
Charges sociales	(6 203 310)	(5 234 799)	(968 511)	19%
Frais de formation	(482 236)	(362 245)	(119 991)	33%
Autres charges liées au personnel	(668 375)	(2 357 498)	1 689 123	-72%
Total	**(38 796 812)**	**(32 979 667)**	**(5 817 145)**	**18%**

Note 5.11 : Les charges générales d'exploitation :

Quant aux charges générales d'exploitation, ils ont enregistré une augmentation de 13% pour se situer à un montant de 17 613 461 DT au 31 déc 2024 contre 15 600 781 DT au31 déc 2023. Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Frais d 'exploitation non bancaires	**(11 046 104)**	**(10 324 792)**	**(721 312)**	**7%**
Loyer	(2 302 985)	(1 990 546)	(312 439)	16%
Entretiens et réparations confiés a des tiers	(4 317 640)	(4 502 602)	184 962	-4%
Travaux et façons exécuter par des tiers	(245 104)	(179 164)	(65 940)	37%
Primes d'assurance	(200 602)	(229 060)	28 458	-12%
Frais d'abonnement	(3 089 753)	(2 571 523)	(518 230)	20%
Frais postaux de télécommunications et de transmission	(890 020)	(851 897)	(38 123)	4%
Autres charges d'exploitation	**(6 567 357)**	**(5 275 989)**	**(1 291 368)**	**24%**
Impôts et taxes	(876 932)	(111 992)	(764 940)	683%
Fournitures et produits énergétiques consommables	(1 304 398)	(1 133 830)	(170 568)	15%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(2 527 626)	(2 288 380)	(239 246)	10%
Transport et déplacement	(458 930)	(193 987)	(264 943)	137%
Frais divers de gestion	(1 399 471)	(1 547 800)	148 329	-10%
Total	**(17 613 461)**	**(15 600 781)**	**(2 012 680)**	**13%**

Note 5.12 : Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations :

Au 31 déc 2024, les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ont enregistré une hausse de 49 459 DT pour se situer à un niveau 4 950 715 DT et qui se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dotation aux amortissements des Logiciels	(662 441)	(641 983)	(20 458)	3%
Dotation aux amortissements des Constructions	(700 911)	(690 179)	(10 732)	2%
Dotation aux amortissements Matériels et Equipements de Bureaux	(180 299)	(167 546)	(12 753)	8%
Dotation aux amortissements Matériels Informatiques	(437 059)	(786 255)	349 196	-44%
Dotation aux amortissements du Matériels de Transports	(187 621)	(210 400)	22 779	-11%
Dotation aux amortissements DES DAB, GAB et Automates	(75 693)	(58 121)	(17 572)	30%
Dotation aux amortissements Droit d'usage	(944 151)	(800 872)	(143 279)	18%
Dotation aux amortissements des Agencements et aménagements	(1 608 746)	(1 545 896)	(62 850)	4%
Dotation aux amortissements Site Web	(153 794)	(4)	(153 790)	3844750%
Total	**(4 950 715)**	**(4 901 256)**	**(49 459)**	**1%**

Note 5.13 : Solde en gains/pertes provenant des autres éléments ordinaires

Au 31 déc 2024, le solde en gains/pertes provenant des autres éléments ordinaires enregistre une baisse de 1 443 925 DT pour se situer à un niveau de 691 127 DT, et qui se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Perte ordinaire	(61 921)	(119 696)	57 775	-48%
Autres	454 342	1 202 306	(747 964)	-62%
Plus-value sur cession d'immobilisation	10 011	877 509	(867 498)	-99%
Plus-value sur cession d'actifs récupérable	288 695	174 933	113 762	65%
Total	**691 127**	**2 135 052**	**(1 443 925)**	**-68%**

Note 5.14 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices présente un solde de 4 138 192 DT au 31 déc 2024.

Note 5.15 : Solde en gains/pertes provenant des autres éléments extraordinaires

Le solde en gains/pertes provenant des autres éléments extraordinaires présente un solde de 827 638 DT au 31 déc 2024.

Note 5.16 : Résultat par action

Description	31 déc 2024	31 déc 2023
Résultat net	9 243 186	7 472 846
Nombre moyen d'actions	30 000 000	30 000 000
Résultat de base par action (en DT)	**0,308**	**0,249**
Résultat dilué par action (en DT)	**0,308**	**0,249**

Note 5.17 : Réinvestissement exonéré :

La Banque a opté pour le réinvestissement de son bénéfice réalisé à hauteur de 9 100 000 Dinars sous forme de fonds gérés confiés à la WIFAK SICAR et ce, sans minimum d'impôts.

Ces fonds seront employés au minimum à hauteur de 75% dans les investissements réalisés dans les zones de développement régional y compris dans la reprise des entreprises en difficultés économiques ; et/ou dans le secteur agricole ou de la pêche.

(6) Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.
La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de 104 921 109 DT à 140 563 541 DT enregistrant une augmentation de 35 642 432 DT. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie positifs provenant des activités d'exploitation à hauteur de 61 091 855 DT, ainsi que des flux de trésorerie négatifs provenant des activités d'investissement à hauteur de 9 504 083 DT et des activités de financement pour 15 945 340 DT.
L'examen de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 6.1 : Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net provenant aux activités d'exploitation est établi à 61 091 855 DT au 31 décembre 2024. Il s'explique notamment par :

Flux nets positifs :

Les flux nets des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour 163 029 093 DT,
La variation des dépôts de la clientèle nette de retraits pour 256 988 879 DT,
Les flux de trésorerie affectés aux autres activités d'exploitation pour 5 031 920 DT.

Flux nets négatifs :

Des charges d'exploitation bancaires décaissées de -72 359 106 DT
La variation des financements accordés à la clientèle nette de remboursement pour -243 704 216 DT ;
Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créditeurs divers pour -42 928 885 DT.

Note 6.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement :

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement sont établis à -9 504 083 DT et sont inhérents principalement à l'acquisition de titres d'investissement et des immobilisations et partiellement compensés par la perception des profits et dividendes encaissés.

Note 6.3 : Flux de trésorerie affectés aux activités de financement :

Ces flux de trésorerie négatifs de -15 945 340 DT proviennent principalement des remboursements des emprunts pour -16 305 919 DT.

Note 7 : Note sur les parties liées :

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

Parties Liées	Nature de la relation
WIFAK SICAR	
ASSURANCES ATTAKAFULIA	Filiale
NAJIBA HAMROUNI	Descendant Actionnaire PP> 5% K
MOHAMED SAIDANE BEN ABDELWAHEB	Actionnaire Direct et Membre CA
Islamic Corportaion for the Developement of the private sector	
Les administrateurs, le président du conseil d'administration et le directeur général, le directeur général adjoint et son descendant	Sociétés siégeant au conseil et a des dirigeants communs avec WIB

Sociétés appartenant au Groupe Ben Ayed

STE HISTORY FITNESS

STE C.C.P.S

STE TOUTALU

SOCIETE LE MEUBLE

STE TSI CLIENTELE

STE GLOBAL ACIER

GLOBAL METAL COMPANY

STE INTERMETAL S.A

STE LE PANNEAU

STE SUD METAL

STE PIMA RENTAL

STE PIMA

STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE

INNOV ALLIANCE TECH EUROPE

STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX

SOTIC

STE BEN AYED CONSEIL ET MANAGEMENT

STE TUNISIE DISTRIBUTION MEUBLES

STE LE FRIGO

IPS ENERGY

INNOV-ALLIANCE-TECH S.A

STE ROYAL OLIVE OIL

STE CONSULTING & MANAGEMENT PARTNERS CMP

IMMOBILIERE CONTEMPORAINE

STE SAMFI

STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE

INDEPENDANT TRADING COMPANY

STE INTERCHAUX

STE METALSHIP

STE INTER FER FORGER

COTUNAL

STE SENSE INVERSE

STE PRO PARTS

STE PLASTIC SIPA SUD

SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE

STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE

Sociétés appartenant au Groupe HAMROUNI

STE SOTUNOL

STE COMPTOIR DE COMMERCE GLE ET PDTS CHIMIQUES

STE POLYFLEX

STE POLYMOUSSE POLYFLEX

STE CHIMICOULEURS EMBALLAGES METTALIQUES

STE SOTUNOL TRADING

STE IND RESINE ET DE COLLE RCS

Conventions de financement conclues antérieurement avec les sociétés du groupe Mr. HEDI BEN AYED :

Les opérations réalisées antérieurement avec les sociétés appartenant au groupe l'administrateur Mr. **HEDI BEN AYED** concernent **109** contrats IJARA et **329** contrats de financement MURABAHA conclues avant l'année **2024** et se détaillent comme suit :

Nom / Raison Sociale	Nombre des contrats en cours	Encours au 31/12/2024	Impayé au 31/12/2024	Produits au 31/12/2024
Financements IJARA	**109**	**2 048 013**	**60 696**	**270 365**
STE C.C.P.S	1	1	15	-
STE TOUTALU	6	70 353	4	11 156
STE INTERMETAL S.A	10	394 108	4	43 884
STE PIMA RENTAL	3	458 188	50 607	58 726
STE PIMA	1	1	-	666
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	6	1 613	-	1 197
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	3	33 961	1 266	6 053
STE ROYAL OLIVE OIL	1	55 250	239	10 199
STE CONSULTING & MANAGEMENT PARTNERS CMP	3	83 280	43	9 636
STE SAMFI	4	54 926	25	6 892
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	1	138 703	-	17 449
INDEPENDANT TRADING COMPANY	1	119 620	27	14 105
STE INTERCHAUX	5	5	1 544	11
STE METALSHIP	1	1	4	-
STE INTER FER FORGER	1	1	23	-
STE SENSE INVERSE	4	64 397	68	8 122
STE PRO PARTS	1	1	6	
STE PLASTIC SIPA SUD	1	40 955	-	5 238
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	1	44 429	2 727	6 353
STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE	2	2	-	-
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	16	195 017	2 594	25 895
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	4	98 541	604	15 860
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	20	20	227	-
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	2	15 696	-	3 432
STE PROSID SUD	1	102 521	59	15 854
STE ELECTRICA	3	3	40	-
STE ROYAL TRADING	3	76 416	550	9 610
STE TRANSIDER	1	1	19	-
STE PROREPAR	3	3	1	27

MOURABAHA et autres financements bancaires	**329**	**13 003 524**	**3 929**	**1 685 291**
STE C.C.P.S	3	-	-	-
STE TOUTALU	17	402 954	-	59 652
STE INTERMETAL S.A	9	629 322	-	59 100
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	35	1 295 606	960	224 053
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	1	102 785	-	14 714
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	27	-	-	15 391
STE ROYAL OLIVE OIL	5	-	-	7 500
STE SAMFI	1	647 803	2 969	70 835
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	2	414 187	-	47 896
STE PLASTIC SIPA SUD	13	-	-	58 689
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	40	2 500 145	-	369 426
STE SITEL	6	-	-	3 867
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	15	67 484	-	14 481
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	5	1 291 698	-	131 579

STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	2	640 867	-	4 061
STE PROSID SUD	49	1 295 554	-	137 082
STE ROYAL TRADING	68	3 715 119	-	457 000
STE MEDIKA TECH	22	-	-	9 965

Les nouvelles opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe l'administrateur **Mr. HEDI BEN AYED** en **2024** concernent **16** contrats IJARA et **71** contrats de financement MURABAHA et se détaillent comme suit :

Nom / Raison Sociale	Nombre des contrats	Financement	Encours au 2024	Commission HT	TVA	Commission TTC	Profits 2024	Produits 2024
Financements IJARA	**16**	**1 585 352**	**1 311 606**	**4 815**	**913**	**5 728**	**82 386**	**88 114**
STE INTERMETAL S.A	1	41 560	34 390	301	57	358	3 560	3 918
STE PRO PARTS	2	164 145	148 703	602	114	716	10 601	11 317
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	1	63 394	44 730	301	57	358	6 353	6 711
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	4	769 832	634 305	1 203	229	1 432	41 449	42 881
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	1	66 046	58 469	301	57	358	5 515	5 873
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	3	222 255	166 476	903	171	1 074	5 991	7 065
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	1	66 046	58 225	301	57	358	3 039	3 397
STE PROSID SUD	1	63 899	60 885	301	57	358	1 147	1 505
STE ELECTRICA	1	86 615	83 402	301	57	358	2 509	2 867
STE ROYAL TRADING	1	41 560	22 021	301	57	358	2 222	2 580

MOURABAHA et autres financements bancaires	**71**	**30 735 253**	**19 262 423**	**286 137**	**54366**	**340 504**	**877 205**	**1 217 709**
STE TOUTALU	17	1 214 332	575 672	12 593	2 393	14 985	6 285	18 878
STE INTERMETAL S.A	7	2 277 158	1 055 088	3206	609	3816	125 694	128 151
STE PIMA	1	1 082 880	-	5 419	1 030	6 449	32 988	38 407
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	1	105 615	70 716	2 533	481	3 014	923	3 456
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	5	247 583	61 941	15 249	2 897	18 147	541	15 790
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	1	37 067	33 669	2 520	479	2 999	3 581	6 101
COTUNAL	1	5 937 505	5 937 505	-	-	-	365 157	365 157
STE PLASTIC SIPA SUD	14	1 120 520	472 325	6 043	1 148	7 191	25 174	31 217
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	6	3 215 244	2 333 531	8 404	1 597	10 001	32 929	41 333
STE PROSID SUD	9	3 108 104	2 036 850	103 744	19 711	123 455	131 833	235 577
STE ROYAL TRADING	9	12 389 245	6 685 126	126 426	24 021	150 447	152 100	278 526

Conventions de financement conclues avec l'administrateur Mr. HEDI BEN AYED :

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur Mr. HEDI BEN AYED d'un terrain pour un prix d'achat égal à 6 540 912 DT moyennant une marge égale à 2 620 825 DT et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat au 31 Décembre 2024 se sont élevés à 195 290 DT. Au 31-12-2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 495 577 DT.

Conventions de financement conclues avec Mr. MOHAMED SAIDANE BEN ABDELWAHEB :

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé par un contrat MOURABAHA MASKEN sur une durée de 7 ans, pour un prix d'achat égal à 6 540 912 DT moyennant une marge égale à 1 548 959 DT et avec commission d'étude 13 388DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat au 31 Décembre 2024 se sont élevés à 275 323 DT. Au 31-12-2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 896 723 DT.

CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT MR « THAMEUR DERBEL »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le directeur général adjoint Mr« THAMEUR DERBEL » par un contrat MOURABAHA PARTICIPATIF sur une durée de 3 ans , pour un prix d'achat égal à 200 000 DT, moyennant une marge égale à 20 350 DT et sans commission d'étude . Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 6 360 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 200 000 DT. En contrepartie de ce financement, la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a reçu une garantie financière sous forme de CEA pour une valeur de 168 KDT.

CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE FILS DU DGA « MR. SAMI DERBEL »

- **Financement Mourabaha**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du directeur général adjoint Mr « SAMI DERBEL » par un contrat MOURABAHA AKARAT SUR une durée de 10 ans, pour un prix d'achat égal à 1 920 000 DT, moyennant une marge égale à 1 241 157 DT et avec une commission d'étude de 11 430 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 11 639 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 1 920 000 DT.

- **Financement Ijara**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du directeur général adjoint Mr « SAMI DERBEL » par un contrat IJARA sur une durée de 5 ans, pour un financement de 80 342 DT, moyennant une marge égale à 16 929 DT et avec une commission d'étude de 358 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 1 533 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 54 223 DT.

CONVENTION D'ASSISTANCE ET DE PRESTATION CONCLU AVEC LA SOCIETE « INNOV-ALLIANCE-TECH »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a conclu courant l'année 2023 une convention relative à une mission de conseil, d'expertise et d'assistance technique avec la société « INNOV-ALLIANCE-TECH » pour une durée d'une année renouvelable à partir du 2 Mai 2023. Le montant facturé en 2024 s'élève à 239 759 DT.

WIFAK SICAR

Conventions de fonds gérés conclues avec la société WIFAK SICAR

Par ailleurs, les sommes placées par la société sous forme de fonds gérés au cours des exercices antérieurs totalisent d'un montant de 13 692 660 DT se détaillent comme suit :

Placement au cours de l'exercice 2024 de 2 680 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 21 Mars 2024. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 30 150 DT.

Placement au cours de l'exercice 2017 de 4 500 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 8 Mai 2017. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 67 500 DT.

Placement au cours de l'exercice 2016 de 4 500 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2015. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 56 425 DT.

Une restitution de 738 323DT a été effectué au cours de l'année 2022.

Placement au cours de l'exercice 2015 de 1 400 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2014. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 19 200 DT.

Une restitution de 439 999DT a été effectué au cours de l'année 2022.

Placement au cours de l'exercice 2014 de 1 400 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2013. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 12 596 DT.

Une restitution de 560 275DT a été effectué au cours de l'année 2022.

Placement au cours de l'exercice 2013 de 2 000 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2012. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 3 754 DT.

Une restitution de 1 749 747DT a été effectué au cours de l'année 2022.

Placement au cours de l'exercice 2012 de 1 000 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du 31 Décembre 2011. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice 2024 à 10 515 DT.

Une restitution de 298 997 DT a été effectué au cours de l'année 2022.

Placement au cours de l'exercice 2009 de 500 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du 30 Décembre 2009.

Une restitution totale de 4 287 340 DT a été effectué au cours de l'année 2022.

L'encours de fonds gérés au 31/12/2024 atteint un solde de 13 692 660, DT.

OPERATIONS CONCLUES AVEC LA SOCIETE « ASSURANCES ATTAKAFULIA » :

En application de conventions conclues, antérieurement à l'exercice 2022 avec la société

« ASSURANCES ATTAKAFULIA », la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a constaté en 2024, parmi ses produits, des commissions au titre des contrats « IJARA » pour la somme de 730 648 DT.

En application de ces mêmes conventions la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a constaté des charges au titre des contrats "responsabilité civile " pour la somme de 111 133 DT et au titre des contrats "Assurance Voitures " pour la somme de 10 198 DT et au titre des contrats "Assurance maladie " pour la somme de 79 270 DT.

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a supporté, en 2024, une charge de 3 309 237 DT au titre de la rémunération des Emprunts Obligataires selon les principes Islamiques émis par la banque et souscrits par la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA », en 2019, 2020, 2021, 2022, pour la somme totale de 37 930 000 DT.

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a continué, en 20244, à rémunérer les comptes de dépôts à vue ouverts par la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » antérieurement à l'exercice.

A ce titre, les charges courues en 2024 par la « WIFAK INTERNATIONAL BANK », totalisent 76 342 DT. Au 31 décembre 2024. Le solde de ces comptes s'élève à 8 164 067 DT.

La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a continué en 2024, à placer ses excédents de liquidité auprès de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » sous forme de contrats ISTITHMAR / IZDIHAR. A ce titre, les charges encourues en 2024, totalisent 3 371 963 DT. Au 31 décembre 2024, le solde de ces placements s'élève à 19 250 000 DT.

La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a souscrit en 2018 aux titres participatifs « CHAHADET WIFAK BANK 2018 » émis par « WIFAK INTERNATIONAL BANK » pour un montant de 4 000 000 DT. Au 31/12/2024, l'encours s'élève à 4 000 000 DT et les charges encourues en 2024 totalisent un solde de 340 000 DT.

En 2022, la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a conclu une convention cadre stratégique et opérationnelle avec « WIFAK INTERNATIONAL BANK » ayant pour objet de mettre à la disposition de « ASSURANCES ATTAKAFULIA » les compétences de la banque en matière de gestion.

La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a conclu un avenant de mise à jour des capitaux au titre du contrat d'indemnité de départ à la retraite « IDR » souscrit en 2023 pour le personnel de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » d'un montant de 1 853 449 DT

Le montant de la rémunération, la périodicité de la facturation et les conditions de paiement seront fixés d'un commun accord entre les parties, dans le cadre d'une convention spécifique ou d'un avenant pour chaque prestation à réaliser.

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE ENVERS SES DIRIGEANTS

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales, se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice 2024, est fixée par décision du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023, à un montant net annuel de 305 000 DT. Le Conseil d'Administration réuni le 28 mars 2025, a décidé d'allouer au Directeur Général une rémunération variable (indemnité) nette égale à 5% des bénéfices nets à imputer sur l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, cette gratification qui a été comptabilisée pour un montant de 462 159 DT en net, n'a pas été encore réglée. La rémunération brute servie courant l'exercice 2024, totalise un montant de 1 199 272 DT.

En outre, le Directeur Général bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale de l'assurance groupe, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction et de 500 litres de carburant par mois.

- La rémunération du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2024 est fixée par décision du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023, à un montant net annuel de 210 000 DT dont 10 000 DT représentant la prime de carburant. Le Conseil d'Administration réuni le 28 mars 2025, a décidé d'allouer au Directeur Général Adjoint une rémunération variable (indemnité) nette égale à 12 mensualités à imputer sur l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, cette gratification qui a été comptabilisée pour un montant de 200000DT en net, n'a pas été encore réglée. La rémunération brute servie courant l'exercice 2024, totalise un montant de 598 079 DT.

En outre, le Directeur Général Adjoint bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction.

La rémunération des membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2024, est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 26 avril 2024 à :

Un montant net de 5 000 DT par membre représentant les jetons de présence aux réunions du Conseil d'Administration à percevoir au titre de chaque séance,

Un montant net de 2 000 DT par membre représentant les jetons de présence aux réunions des comités permanent d'audit et des comités de risques et des comités de nomination et de rémunérations à percevoir au titre de chaque séance.

De même, ladite Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer les honoraires des membres du comité de contrôle, de conformité et des normes bancaires islamiques comme suit :

Une indemnité annuelle nette de 12 000 DT par membre.

Des jetons de présence de 1 000 DT net par membre et par réunion.

Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à un montant brut de 552 500 DT dont 343 750 DT au titre des jetons de présence aux réunions du Conseil d'Administration. Les rémunérations revenant aux membres du comité de contrôle, de conformité et des normes bancaires islamiques, au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à un montant brut de 56 250 DT.

Note 8 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE :

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 28 Mars 2025 date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration de la société.

Aucun événement significatif n'est enregistré au cours de la période postérieure à la date de clôture.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2024

Mesdames, Messieurs les actionnaires **DE LA BANQUE « WIFAK INTERNATIONAL BANK »**

I. RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des états financiers de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » qui comprennent le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 31 Décembre 2024, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total bilan de 1 725 007 442 Dinars et un résultat bénéficiaire de 9 243 186 Dinars.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, de la banque au 31 Décembre 2024 ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit

QUESTIONS-CLES DE L'AUDIT

Les questions-clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après, constituent les questions-clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport :

2.1. Evaluation des engagements de la clientèle

Risque identifié

La banque est exposée au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements par signature, donnés à la clientèle. Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste des créances sur la clientèle, présentant au 31/12/2024, un solde de 1 220 356 409 Dinars, dans le bilan de la banque (71%), et de celle du coût net du risque associé (Dotation nette de 16 623 129 Dinars) dans le résultat de l'exercice.

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des créances douteuses et de leurs dépréciations, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers annuels sont donnés dans les notes annexes aux états financiers annuels au paragraphe « 1-2 : Classification et évaluation des créances ».

Du fait que l'évaluation des engagements et l'estimation des provisions impliquant un niveau du jugement important et compte tenu de l'importance des engagements de la clientèle, nous considérons que cette rubrique constitue un élément-clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par la banque, et avons évalué la correcte mise en œuvre des contrôles-clés, de même que leur capacité à prévenir et/ou détecter les anomalies significatives, en mettant l'accent sur :

- La politique de la banque en matière de couverture des risques de contrepartie ;
- Le mécanisme de contrôle mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle ;
- La fiabilité des informations fournies par la banque au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de perte de valeur ;
- Les procédures et contrôles définis par la banque en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à classer et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire.
- Les valeurs de garanties retenues lors de la détermination des provisions ;
- Le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

Dans nos procédures d'examen des engagements de la clientèle, nous avons adopté une approche par les risques en matière d'échantillonnage. Nous avons évalué la capacité de remboursement des débiteurs et évalué la classification, en tenant compte des retards de paiements, de l'information financière des débiteurs, des perspectives d'activité, des rapports d'évaluation des garanties et d'autres informations disponibles.

1.1.Prise en compte des revenus des financements accordés

Risque identifié

Les revenus des opérations de financement accordés par la banque, tels que mentionnés au niveau de la note aux états financiers « (5-1) : Marges et revenus assimilés », s'élèvent, au 31 Décembre 2024, à 132 155 583 Dinars, dont 70 552 026 Dinars proviennent de l'activité MOUREBHA, et représentent la rubrique la plus importante des produits d'exploitation de la banque (53%).

En raison de leur composition, leurs montants, le volume des opérations et transactions s'y rattachant et les spécificités des règles de leur comptabilisation, nous avons considéré que la prise en compte de ces revenus est une question-clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Examiner les politiques et les dispositifs du contrôle interne mis en place par la banque, relatifs aux procédures de comptabilisation, d'identification et de contrôle des revenus des opérations de financement ;
- Revoir l'environnement de contrôle du système d'information ;
- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des intérêts ;

- Vérifier le respect de la norme comptable NCT 24 « les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la banque par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie en matière de prise en compte des revenus des opérations de crédits et de réservation des produits ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3. PARAGRAPHE D'OBSERVATION

Nous estimons utile d'attirer votre attention sur les faits suivants :

1- La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a reçu de la direction des impôts en date du 24 décembre 2024, une notification de contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2023. Jusqu'à la date de rédaction de notre rapport, aucune notification de résultat ne nous a été communiquée.

2- Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers N° 10 relative à l'impact de l'application de la loi 2024-41 du 2 août 2024, modifiant et complétant certains articles du code de commerce Tunisien. Cette note explique et informe :

• Que la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » ait pris toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 412 ter de ladite loi et que l'effet de la réduction du taux fixe, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024, s'élevant à 134 519 DT a été pris en compte en impactant le Produit Net Bancaire de l'exercice à due concurrence.

• Que l'encours des financements concernés par ladite loi, est de 72 693 Milliers de Dinars au 31 décembre 2024.

• Que l'estimation de la minoration des profits contractuels à percevoir, du fait de l'application de ladite loi et en tenant compte de la totalité de la période de remboursement des financements en cours concernés, serait de l'ordre de 17 247 Milliers de Dinars.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

4. RAPPORT DE GESTION

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et ce, faisant à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES RESPONSABLES DE LA GOUVERNANCE POUR LES ETATS FINANCIERS

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

6. RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR POUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates,

d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs, pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- RAPPORT RELATIF AUX OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

1 - EFFICACITE DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction et au Conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous avons identifié certaines défaillances du dispositif de contrôle interne, liées essentiellement à l'incomplétude des fonctionnalités du système d'information et à la carence procédurale de l'inventaire du matériel récupéré. Ces insuffisances ne sont pas susceptibles d'impacter notre opinion. Le rapport d'évaluation correspondant, a été remis aux responsables de la gouvernance de la banque.

2. CONFORMITE DE LA TENUE DES COMPTES DES VALEURS MOBILIERES A LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la banque à la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité, aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes de la banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 3 Avril 2025

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CABINET NEJI FETHI - CNF	**CABINET - TCA**
Fethi NEJI	**Béchir NEDRI**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES 200 ET 475 DU CODE DES SOCIETES COMMERCIALES ET AUX ARTICLES 43 ET 62 DE LA LOI 2016-48 – EXERCICE 2024

Mesdames, Messieurs les actionnaires **DE LA BANQUE « WIFAK INTERNATIONAL BANK »**

En application des dispositions des articles 43 et 62 de la loi 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers et de l'article 200 et suivants, et de l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- CONVENTIONS ET OPERATIONS NOUVELLEMENT REALISEES

1- OPERATIONS CONCLUES AVEC LE GROUPE « HEDI BEN AYED » :

La Banque a conclu, au courant de l'exercice 2024, seize (16) contrats de financement IJARA et soixante et onze (71) contrats de financement MOURABAHA avec des sociétés appartenant au Groupe HEDI BEN AYED, administrateur à la « WIFAK INTERNATIONAL BANK », pour un total de 32 320 605 DT. Les frais de dossiers et les profits y afférents, se sont élevés respectivement à 290 952 DT et 959 591 DT, se détaillant comme suit :

En DT

NOM / RAISON SOCIALE	NBR DE CTR	FINANCEM.	COMM.	ENCOURS 31/12/2024	PROFIT 2024
FINANCEMENTS IJARA	**16**	**1 585 352**	**4 815**	**1 311 606**	**82 386**
STE INTERMETAL S.A	1	41 560	301	34 390	3 560
STE PRO PARTS	2	164 145	602	148 703	10 601
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	1	63 394	301	44 730	6 353
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	4	769 832	1 203	634 305	41 449
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	1	66 046	301	58 469	5 515
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	3	222 255	903	166 476	5 991
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	1	66 046	301	58 225	3 039
STE PROSID SUD	1	63 899	301	60 885	1 147
STE ELECTRICA	1	86 615	301	83 402	2 509
STE ROYAL TRADING	1	41 560	301	22 021	2 222
FINANCEMENTS MOURABAHA	**71**	**30 735 253**	**286 137**	**19 262 423**	**877 205**
STE TOUTALU	17	1 214 332	12 593	575 672	6 285
STE INTERMETAL S.A	7	2 277 158	3 206	1 055 088	125 694
STE PIMA	1	1 082 880	5 419	-	32 988
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	1	105 615	2 533	70 716	923
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	5	247 583	15 249	61 941	541
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	1	37 067	2 520	33 669	3 581
COTUNAL	1	5 937 505	-	5 937 505	365 157
STE PLASTIC SIPA SUD	14	1 120 520	6 043	472 325	25 174
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	6	3 215 244	8 404	2 333 531	32 929
STE PROSID SUD	9	3 108 104	103 744	2 036 850	131 833
STE ROYAL TRADING	9	12 389 245	126 426	6 685 126	152 100
TOTAL	**87**	**32 320 605**	**290 952**	**20 574 029**	**959 591**

2- CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT MR « THAMEUR DERBEL »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le Directeur Général Adjoint Mr THAMEUR DERBEL par un contrat MOURABAHA PARTICIPATIF sur une durée de 3 ans, pour un prix d'achat égal à 200 000 DT, moyennant une marge égale à 20 350 DT et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 6 360 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 200 000 DT. En contrepartie de ce financement, la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a reçu une garantie financière sous forme de CEA pour une valeur de 168 KDT.

Le Conseil d'Administration a autorisé cette opération dans sa réunion du 31 Aout 2023.

3- CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE FILS DU DGA « MR. SAMI DERBEL »

- **Financement Mourebha**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du Directeur Général Adjoint Mr SAMI DERBEL par un contrat MOURABAHA AKARAT sur une durée de 10 ans, pour un prix d'achat égal à 1 920 000 DT, moyennant une marge égale à 1 241 157 DT et avec une commission d'étude de 11 430 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 11 639 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 1 920 000 DT.

Le Conseil d'Administration a autorisé cette opération dans sa réunion du 30 Aout 2024.

- **Financement Ijara**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du Directeur Général Adjoint Mr SAMI DERBEL par un contrat IJARA sur une durée de 5 ans, pour un financement de 80 342 DT, moyennant une marge égale à 16 929

DT et avec une commission d'étude de 358 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 1 533 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 54 223 DT.

Le Conseil d'Administration a autorisé cette opération dans sa réunion du 1er novembre 2024.

1- CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FONDS GERES, CONCLUE AVEC LA SOCIETE « WIFAK SICAR »

Le Conseil d'Administration réuni le 21 Mars 2024, a autorisé la banque à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 2 680 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 21 Mars 2024. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 30 150 DT.

2- Contrat de dépôt ISTITHMAR, conclue avec la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA »

Suivant les contrats ISTITHMAR signés respectivement en date du 16 octobre 2024, 18 décembre 2024 et 30 décembre 2024, la société « ASSURANCES AT-TAKAFULIA » a mis à la disposition de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » un montant total de 10 261 271 DT pour une durée de 5 ans (9 092 392 DT allant du 16 octobre 2024 au 16 octobre 2029), (421 981 DT allant du 18 décembre 2024 au 17 décembre 2029) et (746 894 DT allant du 30 décembre 2024 au 29 décembre 2029) moyennant un taux annuel de rémunération de 2,837%. A ce titre, les charges encourues en 2024, totalisent 54 992 DT.

Ce dépôt sera utilisé sous forme de WAKALA BEL ISTITHMAR, sans aucune rémunération.

Associé à cette opération, « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a octroyé un montant total de 5 911 901 DT sous forme de KARDH HASSAN au personnel de la société « OOREEDO » sur une durée de 5 ans moyennant une commission d'étude de 2%, (soit un total HT de 118 238 DT). Ce financement est avalisé par la société « ASSURANCES AT-TAKAFULIA ».

Le Conseil d'Administration réuni le 28 Mars 2025, a entériné cette convention.

Nous n'avons pas reçu tous les éléments qui pourraient nous permettre d'apprécier l'opportunité de cette opération ainsi que le risque fiscal qui pourrait être rattaché à ce montage.

II- OPERATIONS RELATIVES A DES CONVENTIONS ANTERIEURES ET QUI CONTINUENT A PRODUIRE LEURS EFFETS

1- CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC « MR. MOHAMED HEDI BEN AYED »

En 2017, la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé, par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur Mr MOHAMED HEDI BEN AYED d'un terrain pour un prix d'achat égal à 6 540 912 DT, moyennant une marge égale à 2 620 825 DT et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 195 290 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 495 577 DT.

Le Conseil d'Administration a autorisé cette opération dans sa réunion du 29 Décembre 2017.

2- CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC « MR. MOHAMED SAIDANE »

En 2022, la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé l'administrateur Mr MOHAMED SAIDANE BEN ABDELWAHEB par un contrat MOURABAHA MASKEN sur une durée de 7 ans, pour un prix d'achat égal à 4 500 000 DT, moyennant une marge égale à 1 548 959 DT et avec une commission d'étude de 13 388 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 275 323 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 896 723 DT.

Cette convention a été approuvée par votre Assemblée Générale Ordinaire réunie le 28 Avril 2023.

3- CONVENTIONS DE MISE A DISPOSITION DE FONDS GERES, CONCLUES AVEC LA SOCIETE « WIFAK SICAR »

a) Le Conseil d'Administration réuni le 5 Mai 2017, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 4 500 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 8 Mai 2017. Aucun montant n'a été restitué.

Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 67 500 DT.

b) Le Conseil d'Administration réuni le 25 Mars 2016, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 4 500 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2015. Au 31 décembre 2024, le cumul des restitutions a atteint un montant de 738 323 DT. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 56 425 DT.

c) Le Conseil d'Administration réuni le 31 Mars 2015, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 1 400 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2014. Au 31 décembre 2024, le cumul des restitutions a atteint un montant de 439 999 DT. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 19 200 DT.

d) Le Conseil d'Administration réuni le 28 Mars 2014, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 1 400 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2013. Au 31 décembre 2024, le cumul des restitutions a atteint un montant de 560 275 DT. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 12 596 DT.

e) Le Conseil d'Administration réuni le 28 Mars 2013, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 2 000 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du 31 Décembre 2012. Au 31 Décembre 2024, le cumul des restitutions a atteint un montant de 1 749 747 DT. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 3 754 DT.

f) Le Conseil d'Administration de la société réuni le 27 Avril 2012, a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « WIFAK SICAR » le montant de 1 000 000 DT sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du 31 Décembre 2011. Au 31 décembre 2024, le cumul des restitutions a atteint un montant de 298 997 DT. Au titre de l'exercice 2024, les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées à 10 515 DT.

4-OPERATIONS CONCLUES AVEC LES SOCIETES DU GROUPE « HEDI BEN AYED »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a conclu au cours des exercices antérieurs, des contrats IJARA et d'autres contrats de financement (MOURABAHA et autres financements bancaires) avec des sociétés appartenant au groupe MOHAMED HEDI BEN AYED, sociétés avec lesquelles elle a des administrateurs en commun. Au 31/12/2024, les encours, les impayés ainsi que les produits générés en 2024, se détaillent comme suit :

NOM / RAISON SOCIALE	EN COURS AU 31/12/2024	IMPAYES AU 31/12/2024	PRODUITS AU 31/12/2024
FINANCEMENTS IJARA	2 048 013	60 696	270 365
STE C.C.P.S	1	15	-
STE TOUTALU	70 353	4	11 156
STE INTERMETAL S.A	394 108	4	43 884
STE PIMA RENTAL	458 188	50 607	58 726
STE PIMA	1	-	666
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	1 613	-	1 197
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	33 961	1 266	6 053
STE ROYAL OLIVE OIL	55 250	239	10 199
STE CONSULTING & MANAGEMENT PARTNERS CMP	83 280	43	9 636
STE SAMFI	54 926	25	6 892
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	138 703	-	17 449
INDEPENDANT TRADING COMPANY	119 620	27	14 105
STE INTERCHAUX	5	1 544	11
STE METALSHIP	1	4	-
STE INTER FER FORGER	1	23	-
STE SENSE INVERSE	64 397	68	8 122
STE PRO PARTS	1	6	-
STE PLASTIC SIPA SUD	40 955	-	5 238
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	44 429	2 727	6 353
STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE	2	-	-
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	195 017	2 594	25 895
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	98 541	604	15 860
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	20	227	-
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	15 696	-	3 432
STE PROSID SUD	102 521	59	15 854
STE ELECTRICA	3	40	-
STE ROYAL TRADING	76 416	550	9 610
STE TRANSIDER	1	19	-
STE PROREPAR	3	1	27
MOURABAHA	**13 003 524**	**3 929**	**1 685 291**
STE TOUTALU	402 954	-	59 652
STE INTERMETAL S.A	629 322	-	59 100
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	1 295 606	960	224 053
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	102 785	-	14 714
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	-	-	15 391
STE ROYAL OLIVE OIL	-	-	7 500
STE SAMFI	647 803	2 969	70 835
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	414 187	-	47 896
STE PLASTIC SIPA SUD	-	-	58 689
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	2 500 145	-	369 426
STE SITEL	-	-	3 867
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	67 484	-	14 481
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	1 291 698	-	131 579
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	640 867	-	4 061
STE PROSID SUD	1 295 554	-	137 082
STE ROYAL TRADING	3 715 119	-	457 000
STE MEDIKA TECH	-	-	9 965

5- CONVENTION D'ASSISTANCE ET DE PRESTATION CONCLUE AVEC LA SOCIETE « INNOV-ALLIANCE-TECH »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a conclu courant l'année 2023, une convention relative à une mission de conseil, d'expertise et d'assistance technique avec la société « INNOV-ALLIANCE-TECH » pour une durée d'une année renouvelable à partir du 2 Mai 2023. Le montant facturé en 2024, s'élève à 239 759 DT.

Le Conseil d'Administration réuni le 29 décembre 2023 a autorisé cette convention.

6-OPERATIONS CONCLUES AVEC LA SOCIETE « ASSURANCES ATTAKAFULIA »

Le Conseil d'Administration de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » réuni le 18 Mai 2022, a autorisé l'acquisition de 95.9% du capital de la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA ».

- En application de conventions conclues, antérieurement à l'exercice 2022 avec la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA », la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a constaté en 2024, parmi ses produits, des commissions au titre des contrats « IJARA » pour la somme de 730 648 DT.

- En application de ces mêmes conventions la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a constaté des charges au titre des contrats "responsabilité civile " pour la somme de 111 133 DT et au titre des contrats "Assurance Voitures " pour la somme de 10 198 DT et au titre des contrats "Assurance maladie " pour la somme de 79 270 DT.

- La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a supporté, en 2024, une charge de 3 309 237 DT au titre de la rémunération des Emprunts Obligataires selon les principes Islamiques émis par la banque et souscrits par la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA », en 2019, 2020, 2021, 2022, pour la somme totale de 37 930 000 DT.

- La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a continué, en 2024, à rémunérer les comptes de dépôts à vue ouverts par la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » antérieurement à l'exercice.

A ce titre, les charges courues en 2024 par la « WIFAK INTERNATIONAL BANK », totalisent 76 343 DT. Au 31 décembre 2024, le solde de ces comptes s'élève à 8 164 067 DT.

- La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a continué en 2024, à placer ses excédents de liquidité auprès de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » sous forme de contrats ISTITHMAR et IZDIHAR. A ce titre, les charges encourues en 2024, totalisent 3 371 963 DT. Au 31 décembre 2024, le solde de ces placements s'élève à 19 250 000 DT.

- La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a souscrit en 2018, aux titres participatifs « CHAHADET WIFAK BANK 2018 » émis par « WIFAK INTERNATIONAL BANK » pour un montant de 4 000 000 DT. Au 31/12/2024, l'encours s'élève à 4 000 000 DT et les charges encourues en 2024 totalisent un solde de 340 000 DT.

- La société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a conclu en 2024, un avenant de mise à jour des capitaux au titre du contrat d'indemnité de départ à la retraite « IDR » souscrit en 2023 pour le personnel de « WIFAK INTERNATIONAL BANK » d'un montant de 1 853 449 DT.

- En 2022, la société « ASSURANCES ATTAKAFULIA » a conclu une convention cadre stratégique et opérationnelle avec « WIFAK INTERNATIONAL BANK » ayant pour objet de mettre à la disposition de « ASSURANCES ATTAKAFULIA » les compétences de la banque en matière de gestion. Le montant de la rémunération, la périodicité de la facturation et les conditions de paiement seront fixés d'un commun accord entre les parties, dans le cadre d'une convention spécifique ou d'un avenant pour chaque prestation à réaliser.

Cette convention n'a pas été mise en application.

III- OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE ENVERS SES DIRIGEANTS

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales, se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice 2024, est fixée par décision du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023, à un montant net annuel de 305 000 DT. Le Conseil

d'Administration réuni le 28 mars 2025, a décidé d'allouer au Directeur Général une rémunération variable (indemnité) nette égale à 5% des bénéfices nets à imputer sur l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, cette gratification qui a été comptabilisée pour un montant de 462 159 DT en net, n'a pas été encore réglée. La rémunération brute servie courant l'exercice 2024, totalise un montant de 1 199 272 DT.

En outre, le Directeur Général bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale de l'assurance groupe, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction et de 500 litres de carburant par mois.

- La rémunération du Directeur Général Adjoint au titre de l'exercice 2024, est fixée par décision du Conseil d'Administration du 31 janvier 2023, à un montant net annuel de 210 000 DT dont 10 000 DT représentant la prime de carburant. Le Conseil d'Administration réuni le 28 mars 2025, a décidé d'allouer au Directeur Général Adjoint une rémunération variable (indemnité) nette égale à 12 mensualités à imputer sur l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, cette gratification qui a été comptabilisée pour un montant de 200 000 DT en net, n'a pas été encore réglée. La rémunération brute servie courant l'exercice 2024, totalise un montant de 598 079 DT.

En outre, le Directeur Général Adjoint bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction.

- La rémunération des membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2024, est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 26 avril 2024 à :
  - ✓ Un montant net de 5 000 DT par membre représentant les jetons de présence aux réunions du Conseil d'Administration à percevoir au titre de chaque séance,
  - ✓ Un montant net de 2 000 DT par membre représentant les jetons de présence aux réunions des comités permanent d'audit, des comités de risques et des comités de nomination et de rémunérations à percevoir au titre de chaque séance.

De même, ladite Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer les honoraires des membres du comité de contrôle, de conformité et des normes bancaires islamiques comme suit :

* Une indemnité annuelle nette de 12 000 DT par membre.
* Des jetons de présence de 1 000 DT net par membre et par réunion

- Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à un montant brut de 552 500 DT dont 343 750 DT au titre des jetons de présence aux réunions du Conseil d'Administration. Les rémunérations revenant aux membres du comité de contrôle, de conformité et des normes bancaires islamiques, au titre de l'exercice 2024, s'élèvent à un montant brut de 56 250 DT.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé, en dehors des conventions précitées, l'existence d'autres conventions ou opérations qui entrent dans le champ d'application des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales et des articles 43 et 62 de la loi 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers.

Tunis, le 3 Avril 2025

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CABINET NEJI FETHI - CNF	CABINET-TCA
Fethi NEJI	**Béchir NEDRI**

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Banque Zitouna

Siège social : 2, Avenue Qualité de vie – 2015 Le Kram

La Banque Zitouna publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 25 avril 2025. Ces états sont accompagnés du rapport des Commissaires aux Comptes Madame **Emna RACHIKOU** (KPMG TUNISIE) & Mr **Bessem JEDDOU** (LEJ AUDIT**)**

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre 2024	Au 31 Décembre 2023
ACTIF			
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	**6-1-1**	822 753	611 914
Créances sur les établissements bancaires et financiers	**6-1-2**	144 098	58 896
Créances sur la clientèle	**6-1-3**	5 814 826	5 051 781
Portefeuille-titre commercial		0	0
Portefeuille d'investissement	**6-1-4**	202 400	143 965
Titres mis en équivalence	**6-1-5**	17 170	15 078
Valeurs immobilisées	**6-1-6**	125 363	125 799
Ecart d'acquisition net (GOODWILL)	**6-1-7**	4 990	5 280
Autres actifs	**6-1-8**	341 344	433 447
Total de l'actif		**7 472 944**	**6 446 160**
PASSIF			
Banque Centrale et CCP		-	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**6-2-1**	4 381	1 878
Dépôts et avoirs de la clientèle	**6-2-2**	6 378 940	5 499 074
Dettes de financements et Ressources spéciales	**6-2-3**	12 613	13 883
Autres passifs	**6-2-4**	329 085	233 996
Total du passif		**6 725 019**	**5 748 831**
INTERETS MINORITAIRES			
Part des minoritaires dans les réserves consolidés		62 030	53 363
Part des minoritaires dans le résultat consolidé		-3 422	-2 263
Total des intérêts minoritaires		**58 608**	**51 100**
CAPITAUX PROPRES			
Capital		265 000	265 000
Réserves consolidées		355 427	275 049
Autres capitaux propres		-2 852	30 005
Résultat consolidé de l'exercice		71 742	76 175
Total des capitaux propres	**6-3**	**689 317**	**646 229**
Total passif et capitaux propres		**7 472 944**	**6 446 160**

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDE
AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre 2024	Au 31 Décembre 2023
1. PASSIFS EVENTUELS			
- Cautions, avals et autres garanties données	**7-1**	184 212	140 694
- Crédits documentaires	**7-2**	66 221	72 027
Total des Passifs éventuels		**250 433**	**212 721**
2. ENGAGEMENTS DONNES			
- Engagements de financement en faveur de la clientèle	**7-3**	884 063	757 742
- Engagements sur titres	**7-4**	14 800	28 270
Total des Engagements donnés		**898 863**	**786 012**
3. ENGAGEMENTS RECUS			
- Garanties reçues	**7-5**	4 584 148	3 516 763

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre		Variation	En%
		2 024	2023		
1. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE					
- Profits et revenus assimilés	**8-1**	582 587	508 171	74 416	15
- Commissions (en produits)	**8-2**	85 304	77 507	7 797	10
- Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	**8-3**	20 299	22 612	-2 313	-10
- Revenus du portefeuille d'investissement	**8-4**	654	657	-3	0
Total produits d'exploitation bancaire		**688 844**	**608 947**	**79 897**	**13**
2. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE					
- Charges encourues et assimilées	**8-5**	-261 300	-236 182	-25 118	11
- Commissions encourues		-8 020	-7 213	-807	11
Total charges d'exploitation bancaire		**-269 320**	**-243 395**	**-25 925**	**11**
PRODUIT NET BANCAIRE		**419 524**	**365 552**	**53 972**	**15**
- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs/créances, hors bilan et passif	**8-6**	-74 345	-48 962	-25 383	52
- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs/portefeuille d'investissement	**8-7**	-2 969	-2 126	843	-40
- Autres produits d'exploitation		10 715	7 887	2 828	36
- Frais de personnel	**8-8**	-155 605	-140 537	-15 068	11
- Charges générales d'exploitation	**8-9**	-84 475	-74 341	-10 134	14
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	**8-10**	-22 328	-19 158	-3 170	17
RESULTAT D'EXPLOITATION		**90 517**	**88 315**	**2 202**	**2**
- Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		2 091	1 733	358	21
- Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	**8-11**	377	291	86	30
-Impôt sur les bénéfices	**8-12**	-24 665	-21 972	-2 693	12
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**68 320**	**68 367**	**-47**	**0**
-Solde en gain / perte provenant des éléments extraordinaires		-	5 545	-5 545	-100
RESULTAT NET DE LA PERIODE		**68 320**	**73 912**	**-5 592**	**-8**
Part de résultat revenant aux minoritaires		**3 422**	**2 263**	**1 159**	**51**
Résultat net de l'exercice, Part du groupe		**71 742**	**76 175**	**-4 433**	**-6**
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (DT)	**8-13**	**0,2707**	**0,2875**	**0,00168**	**-6**

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
(Montants exprimés en milliers de dinars)

	Notes	Au 31 Décembre	
		2024	2023
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
- Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenu du portefeuille d'investissement)		676 945	596 409
- Charges d'exploitations bancaires décaissées		-306 571	-256 328
-Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à des établissements financiers		-15 951	-103 117
-Dépôts / Retraits dépôts auprès d'autres établissements bancaires et financiers		-55 249	105 040
-Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		-839 924	-465 465
-Dépôts / Retraits dépôts auprès de la clientèle		879 136	414 050
-Titres de placement / Titres de transaction		0	-
-Sommes versées au personnel et créditeurs divers		-241 877	-205 199
-Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		187 734	-38 586
-Impôts sur les sociétés		1 671	-31 857
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		**285 911**	**14 945**
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		4 323	2 515
- Acquisitions cessions sur portefeuille d'investissement		-448 421	-95 783
-Acquisitions cessions sur immobilisations		-19 318	-47 156
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		**-463 416**	**-140 424**
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
- Emission / Remboursement d'emprunts		25 247	26 443
-Augmentation / diminution ressources spéciales		0	0
-Dividendes versés		-87 845	-31 274
-Encaissement suite à l'émission d'actions		458 698	75 440
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		**396 100**	**70 609**
-Incidence des variations des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités			
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice		**218 595**	**(54 870)**
-Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		642 607	697 477
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN D'EXERCICE		**861 202**	**642 607**

Notes aux états financiers consolidés :

Note 1. Présentation de la société mère

La société mère "Banque Zitouna" est une Société Anonyme au capital de 265.000.000 DT, créée en 2009, et régie par la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers.

La société mère "Banque Zitouna" est une Banque commerciale universelle. Son capital social est divisé en 265.000.000 actions de valeur nominale égale à 1 DT chacune.

La structure du capital de la société mère se présente, au 31 décembre 2023, comme suit :

	Nombre d'actions	% du capital
MAJDA TUNISIA S.A	264 999 993	100%
AUTRES ACTIONNAIRES	7	0%
Total Général	**265 000 000**	**100%**

Note 2. Référentiel d'élaboration et de présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du "Groupe Banque Zitouna" (le Groupe) sont préparés et présentés en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le Système Comptable des Entreprises en vigueur en Tunisie ;
- Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie ; et
- Les principes comptables applicables aux institutions financières islamiques, telles que publiées par l'Organisation de Comptabilité et d'Audit des Institutions Financières Islamiques (AAOIFI).

Le respect de la règlementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21 à NCT 25) ;
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41) ;
- Les normes comptables NCT 35 à NCT 38 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 1er décembre 2003 ;
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT nº 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes ainsi que la circulaire BCT n° 2018-06 du 5 juin 2018 et la circulaire BCT n° 2019-08 du 14 octobre 2019 ;
- Les normes de comptabilité financière applicables aux institutions financières islamiques telles que publiées par l'Organisation de Comptabilité et d'Audit des Institutions Financières Islamiques (AAOIFI).

En cas de divergence entre les différentes sources, l'établissement des états financiers consolidés respecte dans tous les cas les concepts et les principes prévus par le cadre conceptuel ainsi que la hiérarchie susvisée.

Note 3. Données comparatives

L'obligation pour la Banque mère de publier des états financiers consolidés a pris naissance avec la création en mars 2019 de sa filiale Zitouna Capital, autrement dit avec la genèse, en 2019, de l'entité comptable dénommée "Groupe Banque Zitouna", une entité qui n'avait pas d'existence en 2018.

Note 4. Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les états financiers consolidés du groupe sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

4-1. Principes de consolidation

4-1-1. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent l'ensemble des entités sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le groupe obtient effectivement son contrôle.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entités pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire. La valeur de la participation dans ces entreprises est reprise sous la rubrique "Participations et parts dans les entreprises liées non consolidées".

4-1-2. Méthodes de consolidation

Les entités sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote de la filiale. En outre, le contrôle est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entité, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne ; il est attesté lorsque le groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un accord, ou de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.
Les entités sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières

et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

Les entités sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité. Cette présomption est réfutable si le groupe n'a pas, en substance, un pouvoir effectif de participation aux politiques opérationnelles et financières d'une entité. Les participations inférieures au seuil de 20% sont exclues du périmètre de consolidation, sauf si elles représentent un investissement stratégique, et si le Groupe y exerce une influence notable effective.

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique "Titres mis en équivalence" et au niveau de la rubrique de capitaux propres appropriée. L'écart d'acquisition sur une société consolidée par mise en équivalence figure également sous la rubrique "Titres mis en équivalence".

Si la quote-part du groupe dans les pertes d'une entité mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entité, le groupe cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de l'entité associée sont provisionnées uniquement lorsque le groupe a une obligation légale ou implicite de le faire ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entité.

Les intérêts minoritaires sont présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère. Les intérêts minoritaires dans le résultat du groupe sont également présentés séparément.

Les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée peuvent être supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale. Cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

Les résultats de cession réalisés sur les titres consolidés sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique "Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille investissement".

4-1-3. Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

(a) Elimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont

éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

(b) Coût d'acquisition des titres, écart d'acquisition et écart d'évaluation

Coût d'acquisition des titres

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré des coûts considérés comme significatifs directement imputables à l'acquisition, nets de l'économie d'impôts correspondante.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Ecart d'évaluation

La quote-part du groupe dans les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la juste valeur dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entité acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

(c) Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entité comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus.

La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise demeurant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à la décomptabilisation de l'écart d'acquisition à hauteur de la part d'intérêt sortie.

(d) Déconsolidation

Les titres conservés par le groupe dans une filiale déconsolidée, sont comptabilisés à la date de sortie du périmètre à leur valeur comptable de consolidation, soit la quote-part des capitaux propres consolidés qu'ils représentent à cette date, augmentés, éventuellement de la quote-part correspondante dans l'écart d'acquisition résiduel.

La valeur comptable de la participation à la date à laquelle elle cesse d'être une filiale est considérée comme son coût par la suite. Celui-ci est figé sauf dépréciation ultérieure, lorsque sa valeur d'usage devient inférieure à cette nouvelle valeur comptable.

4-2. Règles de prise en compte des produits

Les revenus sont les produits provenant de l'exploitation du groupe. Un revenu ne peut être comptabilisé qu'au moment de sa réalisation. La prise en compte du revenu n'est effectuée que dans l'un des cas suivants :

- Une réalisation du revenu au moment de la transaction ;
- Une réalisation du revenu lors de l'exécution du contrat ;
- Une réalisation du revenu lors du recouvrement des prestations de services

Dans ce cadre :

- Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financements, sont prises en compte dans le résultat du groupe au moment de leur perception.
- Les commissions relatives aux engagements par signature (lettres de crédits, lettres de garantie, etc.) sont prises en compte dans le résultat à mesure qu'elles sont courues ;
- Les profits, relatifs à des créances courantes, sont pris en compte dans le résultat à mesure qu'ils sont courus ;
- Les profits échus et non encore encaissés, relatifs à des créances douteuses (incertaines, préoccupantes ou compromises), sont constatés en profits réservés et présentés en déduction des "Créances sur la clientèle". Ces profits sont pris en compte dans le résultat de la banque à mesure de leur encaissement. Ainsi, les profits pris en compte antérieurement en résultat au cours d'exercices antérieurs ne sont pas extournés mais doivent être provisionnés.
- Les produits prohibés par les normes islamiques ne sont pas comptabilisés au résultat de l'exercice et sont portés dans des comptes d'attente du passif courant (Nafaa Elaam), en attendant leur liquidation par le Conseil d'Administration ou l'Assemblée Générale de la banque mère, sous la supervision du Comité de Contrôle de Conformité des normes bancaires islamiques.

4-3. Rémunération des comptes

A la date de chaque arrêté, les profits encaissés relatifs à des opérations de financement et d'investissement dont l'origine des fonds au départ était des comptes Tawfir, des comptes participatifs, des comptes à vue, des contrats Istithmar et/ou du capital libre de la Banque mère, sont répartis entre la banque mère et les détenteurs des comptes d'investissements en fonction de la contribution de chaque intervenant dans ces financements et de la clé de répartition contractuelle.

Par ailleurs, les exigences de l'article 47 de la circulaire BCT n° 2018-06 du 5 juin 2018 ainsi que les principes islamiques de solidarité des exercices et de sauvegarde des intérêts des déposants, tels que prévus par la norme FAS 11 de l'AAIOFI (en vigueur jusqu'au 1er janvier 2021), mettent à la charge de la banque mère l'obligation de constituer deux types de réserves spécifiques : une Réserve d'Equilibre des Profits (PER) et une Réserve pour Risque d'Investissement (IRR).

- Réserve d'Equilibre des Profits (PER) : Cette réserve est prélevée de la masse des profits à servir aux déposants, avant prélèvement de la quote-part de la Banque mère en tant que *"Moudhareb"*. Les montants logés sous cette rubrique, sont repartis

proportionnellement entre la banque mère et les déposants. La quote-part des déposants est rattachée aux dépôts et avoirs de la clientèle.

- Réserve pour Risque d'Investissement (IRR) : Cette réserve est prélevée de la masse des profits à distribuer aux déposants, après prélèvement de la quote-part de la Banque mère en tant que *"Moudhareb"*. Les montants, logés sous cette rubrique, sont du droit des déposants et doivent, par conséquent, être rattachés aux dépôts et avoirs de la clientèle.

4-4. Titres participatifs

Les titres participatifs sont des titres subordonnés conformément aux dispositions de l'article 370 du Code des Sociétés Commerciales. Ils sont assimilés à des fonds propres.

Les titres participatifs sont émis sous forme d'un contrat "*Moudharaba"*. Les titulaires des titres participatifs ont droit à une rémunération annuelle comportant une avance et un complément variable.

La partie variable est calculée conformément au système de partage des profits et suivant une clé de répartition fixée annuellement.

La Banque mère est autorisée d'utiliser les techniques de lissage de profit à travers le compte de Reserve d'Equilibre des Profits (PER).

4-5. Règles de prise en compte des charges

Toutes les charges ayant concouru à la réalisation des revenus relatifs à l'exercice comptable, doivent être déterminées et rattachées à ce même exercice.

Le rattachement des charges aux produits s'effectue, entre autres, par le biais des comptes de régularisation qui sont utilisés pour répartir les charges et les produits dans le temps de manière à rattacher à chaque exercice seulement les charges et les produits qui le concernent.

4-6. Règles d'évaluation des créances

4-6-1. Provision à base individuelle

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires et par la circulaire n° 91-24 du 17 décembre 1991 de la Banque Centrale de Tunisie, une évaluation de l'ensemble des créances de la Banque mère est effectuée sur la base de la situation, à la date d'arrêté, et compte tenu des événements postérieurs à cette date.

Cette évaluation est accompagnée d'une appréciation de l'ensemble des garanties déductibles au sens de la circulaire n°91-24 de la Banque Centrale de Tunisie relative aux règles prudentielles.

Ces deux opérations conduisent la banque à déterminer un montant de provisions requis, un montant de la dotation aux provisions et un montant de produits réservés.

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables.

(a)Prise en compte des garanties :

Les garanties qui ont été considérées comme juridiquement valables sont :

- Les garanties reçues de l'Etat tunisien, des banques et des compagnies d'assurance, lorsqu'elles sont matérialisées ;
- Les garanties matérialisées par des instruments financiers ;
- Les hypothèques dûment enregistrées et portant sur des biens immatriculés à la conservation de la propriété foncière, réalisables dans un délai raisonnable ;
- Les promesses d'hypothèques portant sur des terrains acquis auprès de l'AFH, l'AFI ou l'AFT.

(b) Taux de provision :

Les provisions sur engagements sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classe 2- Actifs incertains	20%
Classe 3- Actifs préoccupants	50%
Classe 4- Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des Banques et assurances.

4-6-2. Provision à base collective

En application de l'article 10 bis (nouveau) de la circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée et complétée par les textes subséquents et notamment par la circulaire 2021-01 du 11 janvier 2021, la circulaire 2022-02 du 24 février 2023, la circulaire 2023-02 du 24 février 2023, la circulaire 2024-01 du 19 janvier 2024 et la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025, la banque doit constituer par prélèvement sur le résultat, des provisions générales dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier (classes 0 et 1) au sens de l'article 8 de la circulaire n°91-24.

La BCT a imposé aux établissements de crédit à travers la circulaire BCT n° 2025-01 une nouvelle méthodologie référentielle de détermination des provisions collectives pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier.

Les apports de cette nouvelle méthodologie se résument en :

- La modification de la méthodologie du calcul du taux de migration moyen ;
- La révision à la hausse des taux de provisionnement minimums retenus par la BCT.

La formule de calcul est désormais comme suit :

Provision collective du groupe i : PCgi = Engts 0&1gix (TMMgi + Δgi)x TPgi

Provision collective globale :Σ PCgi

TMM : Taux de migration moyen par groupe de créances observé au cours des années antérieures.
TPR : Taux de provision à retenir par la Direction Générale sur la base des taux de provisionnements moyens avec des minimums exigés par la BCT.
Δ : taux d'aggravation.

4-6-3. Provisions additionnelles

Selon l'article 10 quater de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par les textes subséquents, les Banques et les établissements financiers doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : A=N-M+1 tel que :

- **A** : Ancienneté dans la classe 4 ;
- **N** : Année d'arrêté des états financiers ;
- **M** : Année de la dernière migration vers la classe 4.

Le risque net correspond à la valeur de l'actif après déduction :

- Des produits réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des banques et des établissements financiers ;
- Des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée, et
- Des provisions constituées conformément au paragraphe 4-6-1 supra.

4-6-4. Valeur des biens IJARA

La valeur des biens octroyés à la clientèle via la *"technique Ijara"* est prise en considération en tant que garantie pour le calcul des provisions à caractère individuel et des provisions additionnelles et ce compte tenu d'une décote annuelle sur le coût d'acquisition. Cette décote diffère selon la nature du bien financé et se détaille comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 30% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 40% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 10% par an d'âge

Par ailleurs, la valeur du bien est considérée nulle en cas d'épave ou de vol.

Suite de l'examen des règles de provisionnement, notamment pour les financements Ijara Akarat (Immeubles), il est déterminé de réviser l'approche liée à l'évaluation des biens octroyés par la technique Ijara. Désormais, la décote annuelle sur le coût d'acquisition ne sera plus appliquée pour les financements Ijara Akarat, et la valeur du bien sera déterminée en utilisant la valeur marchande justifiée par une expertise. Cette révision prend en considération les éléments suivants :

- Les biens immobiliers démontrent une valorisation croissante, contrairement aux biens mobiliers qui subissent une dépréciation au fil du temps.

- Les biens sont la propriété de la banque.

Par conséquent, la décision est prise de ne plus effectuer de décote pour les financements Ijara Akarat (Immeubles) lors de l'évaluation des garanties déductibles en vue du calcul des provisions pour les nouveaux clients classés.

Cette modification s'applique aux dossiers classés à partir de 2022. Toutefois, il est important de noter que la décote reste applicable pour les dossiers classés avant 2022, afin de maintenir la cohérence des méthodes appliquées aux stocks des clients classés.

4-7. Règles d'évaluation des titres

Conformément aux dispositions prévues par les normes comptables sectorielles des établissements bancaires, l'évaluation des titres détenus par le Groupe est effectuée comme suit :

- Les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.
- Les titres de placement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Il ne peut y avoir de compensation entre les plus-values latentes de certains titres avec les pertes latentes sur d'autres titres.
- La moins-value latente ressortant de la différence entre la valeur comptable et la valeur de marché donne lieu à la constitution de provision contrairement aux plus-values latentes qui ne sont pas constatées.
- Les titres d'investissement sont valorisés pour chaque titre séparément, à la valeur du marché pour les titres cotés, et à la juste valeur pour les titres non cotés. Le traitement des plus-values latentes sur ces titres est le même que celui prévu pour les titres de placement. Les moins-values latentes ne font l'objet de provision que dans les deux cas suivants :
    - Une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.
    - L'existence de risques de défaillance de l'émetteur des titres.

4-8. Portefeuille encaissement et comptes exigibles après encaissement

Les éléments détenus par la banque mère pour le compte de tiers, en attente d'encaissement figurent au niveau des états financiers consolidés. La Banque a opté pour leur traitement au sein de la comptabilité financière en utilisant des comptes matières spécifiques à ces valeurs. Les comptes utilisés sont compensés pour le besoin de la présentation des états financiers.

4-9. Convention de prééminence du fond sur la forme

Les opérations effectuées par la banque sont comptabilisées conformément à leur nature et réalité financière sans tenir compte uniquement de leur apparence juridique. C'est le cas des opérations de Mourabaha, d'Ijara et de ventes Khadamet.

4-10. Les immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties linéairement aux taux suivants :

• Immeubles	05%
• Agencement et Aménagement	10%
• Matériel et mobilier de bureau	10%
• Matériel de transport	20%
• Matériel informatique	20%
• Droits d'usage	04%
• Logiciels informatiques	33%

4-11. Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les opérations en devises sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change moyen interbancaire en date d'arrêté utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période.

4-12. Avantages bénéficiant au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) des entités retenues dans le périmètre de consolidation sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ainsi que les cotisations de sécurité sociale liées aux régimes des prestations familiales, d'assurance sociale, d'assurance maladie et de réparation des préjudices résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles ;

- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par les cotisations aux régimes de retraite de base et de retraite complémentaire ainsi que par les compléments de retraite et l'indemnité de départ à la retraite prévue par les conventions collectives sectorielles.

4-12-1. Avantages à court terme

La Banque comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

4-12-2. Avantages postérieurs à l'emploi

Le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "*régimes à cotisations définies"* ne sont pas représentatifs d'un engagement pour le Groupe et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations ou des contributions d'assurance Takaful appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "*régimes à prestations définies*" sont représentatifs d'un engagement à la charge de du Groupe nécessitant évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Pour le personnel des entités consolidées, les avantages postérieurs à l'emploi relèvent, exclusivement, de régimes à cotisations définies.

4-13. Impôt sur les bénéfices

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, le groupe distingue les impôts courants et les impôts différés.

4-13-1. Impôts courants

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur propres à chacune des sociétés du groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

4-13-2. Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsque des différences temporaires existent entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporaires taxables à l'exception :

- Des différences temporaires taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporaires taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporaires déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporaires et ces pertes fiscales pourront être imputées.
Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable (prévue par la norme comptable internationale IAS 12, Impôts sur le résultat, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) par référence au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt au niveau de l'état de résultat consolidé.

4-14. Cotisations au Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB)

Les articles 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ont institué le Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires (FGDB) et ont prévu l'obligation des banques d'y adhérer.

Par ailleurs, l'article 17 du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation et de fonctionnement dudit fonds, a fixé la cotisation annuelle de chaque banque adhérente à 0,3% TTC de l'encours de ses dépôts à la fin de l'exercice comptable précédent.

Vu la spécificité des dépôts de la banque mère et afin de se conformer aux normes bancaires islamiques et spécifiquement le principe de partage des pertes et profits, la cotisation au FGDB relative aux dépôts d'investissements est supportée par les déposants par prélèvement des profits leur revenant. Cette charge est affectée à la rubrique CH1 "Charges encourues et assimilées" de l'état du résultat.

Pour la cotisation au FGDB relative aux dépôts autres que les dépôts d'investissement, la charge est affectée à la rubrique CH7 "Charges générales d'exploitation" de l'état de résultat.

4-15. Résultat de base par action

L'objectif du résultat de base par action est de fournir une mesure de la quote-part de chaque porteur d'action ordinaire en circulation dans la performance de l'entité au cours d'une période comptable.

Le résultat de base par action est égal au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la banque mère divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période correspond au nombre d'actions ordinaires en circulation en début de période diminué des actions propres, ajusté des actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période en pondérant par un facteur temps.

Le facteur de pondération est égal au nombre de jours où les actions sont en circulation par rapport au nombre total de jours de la période, une approximation de la moyenne pondérée étant toutefois autorisée.

Les actions ordinaires sont prises en compte dans le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à compter de la date à laquelle la contrepartie est recouvrable (généralement la date d'émission, en tenant compte des modalités de leur émission et de la substance de tout contrat associé à l'émission).

Lorsque des actions gratuites sont émises, le nombre d'actions ordinaires en circulation augmente sans augmentation des ressources. En conséquence, le nombre d'actions ordinaires en circulation avant l'événement est ajusté au prorata de la modification du nombre d'actions ordinaires en circulation comme si l'événement s'était produit à l'ouverture de la première période présentée.

4-16. Application de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°2024-41:

Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers N° 4.16, relative à l'application de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°2024-41 qui stipule que les banques doivent réduire les taux d'intérêt fixes appliqués aux crédits en cours de remboursement dont la durée initiale de

remboursement est supérieure à 7 ans, cette réduction s'applique si la valeur totale des intérêts contractuels payés par le client au cours des trois années précédant la demande de réduction dépasse 8 % de l'encours du capital restant dû. Les procédures d'application des dispositions de cet article étant toujours en cours à la date d'arrêté des états financiers de l'exercice clos au 31/12/2024, l'affaire n'a pas encore connu un dénouement définitif pour les banques islamiques et son impact final ne peut être ni anticipé ni estimé de façon fiable.

L'application des dispositions dudit article pourrait engendrer un impact significatif sur la rentabilité de la banque pour les prochains exercices. En conséquence, la Banque s'attend à un impact sur ses états financiers futurs.

Note 5. Périmètre de consolidation :

5-1. Entités incluses dans le périmètre :

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la mère consolidante, 14 entités au 31 décembre 2024 :

- ***12*** filiales traitées par intégration globale ;
- ***2*** entreprises associées traitée par mise en équivalence.

Les entités retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenants au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	% d'intérêt
Banques et Etablissements financiers			
Banque Zitouna	**IG**	100,00%	100,00%
Autres services financiers			
Zitouna Capital	**IG**	50,44%	50,44%
FCPR Moucharaka I	**IG**	82,76%	82,76%
FCPR Moucharaka II	**IG**	80,92%	80,34%
FCPR Moucharaka III	**IG**	81,67%	81,67%
FCPR Moucharaka IV	**IG**	82,29%	82,29%
FCPR Mourafik I	**IG**	66,18%	66,18%
FCPR Mourafik II	**IG**	98,75%	98,75%
FCPR Mourafik III	**IG**	98,58%	98,58%
FCPR Mourafik IV	**IG**	95,24%	95,24%
Zitouna Paiement	**IG**	53,00%	53,00%
MSS	**IG**	40,00%	40,00%
Zitouna Tamkeen	**IG**	79,30%	77,73%
Zitouna Takaful	**ME**	25%	25%
Zitouna Academy	**ME**	20%	20%

IG : Intégration globale
ME : Mise en équivalence

5-2. Entités exclues du périmètre :

Les entités exclues du périmètre de consolidation se présentent comme suit :

Société	% de contrôle	% d'intérêt	Observations
Zitouna LLD (Location de longue durée)	***30%***	***30%***	La société n'est pas opérationnelle et présente des difficultés de mise en exploitation.
Zitouna Finance	***20%***	***20%***	La banque Zitouna n'exerce aucune influence notable sur Zitouna Finance

Les participations au capital de ces entités ont été comptabilisées comme si elles constituaient un placement.

Note 6. Notes relatives au bilan consolidé :

6-1. Actif

6-1-1. Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 822 753 KDT contre 611 914 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 34% soit 210 839 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Caisse	73 533	62 285	11 248	18
Comptes ordinaires BCT	749 173	549 563	199 610	36
Chèques Postaux	47	66	-19	-29
Total	**822 753**	**611 914**	**210 839**	**34**

6-1-2. Créances sur les établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 144 098 KDT contre 58 896 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 145% soit 85 202 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En%
Créances sur les établissements Bancaires	(i)	65 341	52 842	12 499	24
Créances sur les établissements Financiers	(ii)	78 757	6 054	72 703	1201
Total		**144 098**	**58 896**	**85 202**	**145**

(i) Les créances sur les établissements bancaires se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Moudharaba interbancaire	25 344	19 587	5 757	29
Financement Mourabaha	0	1 977	-1 977	-100
Comptes correspondants NOSTRI	39 767	30 666	9 101	30
Comptes correspondants LORI	0	0	0	0
Créances rattachées sur Moudharaba interbancaire	230	582	-352	-60
Créances rattachées sur financement Mourabaha	0	26	-26	-100
Créances rattachées sur COMPTES CORRESPONDANTS	0	4	-4	-100
Total	**65 341**	**52 842**	**12 499**	**18%**

(ii) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Certificats de leasing	0	6 000	-6 000	-100
Financement Wakala Bil Istethmar	56 791		56 791	100
Créances sur les autres établissements Financiers	2	1	1	100
Financement Mourabha	20 000		20 000	100
Financement Ijara	0		0	0
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	1 964	53	1 911	3606
Total	**78 757**	**6 054**	**72 703**	**1201**

6-1-3. Créances sur la clientèle

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 5 814 826 KDT contre 5 051 781 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 15% soit 763 045 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Portefeuille Mourabaha	(i)	3 983 451	3 782 125	201 326	5
Portefeuille ventes Khadamet	(ii)	2 097	1 997	100	5
Financement Wakala Bel Istithmar	(iii)	454 900	175 846	279 054	159
Comptes débiteurs de la clientèle	(iv)	5 146	4 322	824	19
Portefeuille Ijara	(v)	718 828	608 805	110 023	18
Report d'échéance COVID19		24 317	32 123	-7 806	-24
Autres financements à la clientèle	(vi)	628 276	421 571	206 705	49
Arrangements et Réechelonnements Mourabha	(vii)	53 830	72 383	-18 553	-26
Arrangements et Réechelonnements Ijara	(vii)	105 265	61 833	43 432	70
Produits constatés d'avance sur sur report d'échéance	(viii)	0	0	0	0
Créances rattachées aux comptes de la clientèle	(ix)	127 677	100 758	26 919	27
Total brut		**6 103 787**	**5 261 763**	**842 0254**	**16**
Provisions à base individuelle	(x)	(104 986)	(71 357)	(-33 629)	47
Provisions collectives	(x)	(96 998)	(82 709)	(14 289)	17
Provisions additionnelles	(x)	(44 557)	(26 541)	(18 016)	68
Produits réservés	(xi)	(42 420)	(29 375)	(13 045)	44
Total net		**5 814 826**	**5 051 781**	**763 045**	**15**

(i) Portefeuille Mourabaha :

Le portefeuille Mourabaha enregistre l'ensemble des opérations de financements de biens à court, long et moyen terme, octroyés à la clientèle via la *"technique Mourabaha"*.

(ii) Ventes Khadamet :

Le portefeuille Khadamet enregistre l'ensemble des opérations de financements de services à court et moyen terme, octroyés à la clientèle via la technique "ventes Khadamet".

(iii) Financement Wakala Bel Istithmar :

Il s'agit des opérations par laquelle la Banque mandate ses clients pour investir, en son nom et pour son compte, ses fonds dans des actifs, pendant une période déterminée, et ce, avec ou sans restriction.

(iv) Portefeuille Ijara :

Le portefeuille Ijara enregistre l'ensemble des opérations par lesquelles la Banque procède à l'acquisition d'actifs et leur appropriation puis leur location au profit des professionnels en leur accordant l'option d'achat.

(v) Comptes débiteurs de la clientèle :

Il s'agit des comptes débiteurs non rémunérés des clients ordinaires (relevant des classes 0 et 1). L'octroi de cet avantage aux clients n'est pas automatique. Il est soumis à une autorisation préalable auprès de la direction générale. Aucun profit n'est constaté sur les débits en comptes.

(vi) Autres financements à la clientèle :

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2024, à 628 276 KDT et se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Encours des créances douteuses (*)	(a)	493 240	327 526	165 714	51
Valeurs impayées des créances saines		135 036	94 045	40 991	44
Total		**628 276**	**421 571**	**206 705**	**49**

(*) Hors créances rattachées.

(a) La défalcation de l'encours des créances douteuses selon la classe de risque se présente comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Créances de la classe 2	41 875	17 310	24 565	142
Créances de la classe 3	119 444	33 229	86 215	259
Créances de la classe 4	331 921	276 987	54 934	20
Total	**493 240**	**327 526**	**165 714**	**51**

(vii) Arrangements et rééchelonnements :

Il s'agit de l'encours des créances restructurées dans le cadre des opérations de renégociation visées par l'article 12 de la circulaire de la BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents.

(viii) Produits constatés d'avance :

Il s'agit des profits non acquis sur opérations Mourabaha comptabilisés suite à la révision des taux de rendement effectif des financements ayant bénéficié des moratoires généralisés ou sur demande dans le cadre des mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises et aux particuliers prévues par les différentes circulaires de la BCT en réponse à la pandémie COVID-19 (Cf. paragraphe 4-7 de la note 4).

(ix) Créances rattachées aux créances de la clientèle :

Figurent sous cet intitulé les profits courus et non échus à la date de reporting sur l'ensemble des opérations de financement.

(x) La reconstitution du stock des provisions au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Libellé	Stock au 31/12/2023	Dotation 2024	Reprise 2024	Stock au 31/12/2024
Provision pour créances douteuses	71 303	46 248	-12 565	104 986
Provisions additionnelles	26 541	21 259	-3 243	44 557
Provision collective	82 709	14 288	-	96 997
Total Général	**180 553**	**81 795**	**-15 808**	**246 540**

(xi) Produits réservés :

Figurent sous cet intitulé les profits courus (échus et non échus) dont la constatation en produits se trouve être différée jusqu'à encaissement effectif, en raison du caractère douteux pesant sur le recouvrement des créances s'y rapportant.

6-1-4. Portefeuille d'investissement

Le solde de la rubrique se détaille comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Titres de participation non consolidés	(i)	209 878	145 756	64 122	44
Titres participatifs acquis		2 000	2 000	0	0
Créances rattachées aux titres d'investissement		-	-	-	**0**
Total brut		**211 878**	**147 756**	**64 122**	**43**
Provision pour dépréciations de titres		(9 479)	(3 791)	(5 688)	150
Total net		**202 399**	**143 965**	**58 434**	**41**

(i) Les titres de participation non consolidés se détaillent comme suit :

Société	Valeur brute au 31/12/2023	Acquisition / Libération	Cession	Valeur brute au 31/12/2024
ZITOUNA FINANCE	1 000	0	0	1 000,00
Zitouna Tamkeen	5 000	-	-	5 000,00
Fcp Al Kaouthar	10	0	0	10,00
Zitouna LLD	150	0	0	150,00
GREEN LABEL OIL	1 500	0	1 500	-
STE BRIQUETERIE BIR MCHERGA	1 000	0	1 000	-
APTBEF	1	0	0	1,00
TDF III	1 000	0	0	1 000,00
SIBTEL	53	0	0	53,00
CARTHAGO SANITAIRE	2 500	0	0	2 500,00
STE PROINJECT	1 500	0	0	1 500,00

STE UNIPACK	1 500	0	0	1 500,00
CLSB	5 000	0	0	5 000,00
BIWARE	2 000	0	0	2 000,00
IMPACT	9 742	242	0	9 983,51
MAGHREB PAPIER DECOUPE	3 660	0	0	3 660,00
MAGHREB STONE PAPER	2 550	0	0	2 550,00
METHANIA INDUSTRIES	5 000	0	0	5 000,03
NAEHCO	1 200	0	0	1 200,00
NEW BOX TUNISIA	2 300	0	2 300	-
NOUR AGRICULTURE	1 000	0	0	1 000,00
PRIMED	4 000	0	0	4 000,00
SOLUTION COMPOSITES	3 979	0	1 969	2 010,26
STEP	4 700	0	0	4 700,00
PARTICIPATION APEX ZDR	2 860	0	0	2 860,00
PARTICIPATION BERG LIFE	7 000	0	0	7 000,00
SAIPH	10 000	0	0	10 000,13
PARTICIPATION STE ACTIFS PRECIEUX	2 400	0	0	2 400,00
PELLET & PALLET INDUSTRY P&PI	2 000	0	0	2 000,00
POLYMED	2 000	0	0	2 000,00
PRINTEC	5 000	0	0	5 000,00
SOCIETE DTS SA	2 500	0	0	2 500,00
SOCIETE SAVOL SA	4 600	0	0	4 600,00
STE EL OUCHMA ETIQUETTES	3 500	0	0	3 500,00
STE ORIENT TEA KYUFI	2 000	0	0	2 000,00
TUNISIA EXPRESS SA	2 500	0	0	2 500,00
autres participation	51	0	0	51,00
AUTO SERVICES TUNISIE AST	990	0	0	990,00
FONDINOR	12 000	0	0	12 000,00
MAS METAL	7 000	0	0	7 000,00
MEDITERRANEAN FEED COMPANY	9 950	0	0	9 950,00
TUNIFERT	1 860	0	0	1 860,01
VILAVI	7 200	0	0	7 200,00
ABCO	-	7 000	0	7 000,00
ATTAOUFIK DATTES	-	7 200	0	7 200,28
BOUZID FOOD COMPANY	-	2 900	0	2 900,00
CENTRALE LAITIERE	-	7 500	0	7 500,00
CLINIQUE EL YSRI	-	3 500	0	3 500,00
GOLDEN FATMA FOOD	-	3 550	0	3 550,02
LA GRIFFE INTERNATION	-	2 300	0	2 300,01
LUMIERE LOGISTIQUE	-	10 000	0	10 000,00
NATILAIT	-	7 500	0	7 500,00
OMEGA MAGHREB	-	3 500	0	3 500,00
SIPA	-	2 150	0	2 150,00
STE D'INJECTION DU PL	-	3 550	0	3 550,00
TUNICAST	-	10 000	0	10 000,00
Total	**145 756**	**70 892**	**6 769**	**209 879**

6-1-5. Titres mis en équivalence

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 17 170 KDT contre 15 078 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 14% soit 2 092 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Titres mise en équivalance	17 170	15 078	2 092	14
Total net	***17 170***	***15 078***	***2 092***	***14***

6-1-6. Valeurs immobilisées

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 125 363 KDT contre 125 799 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de 0% soit -436 KDT. Elle s'analyse comme suit:

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Immobilisations incorporelles					
Logiciels		30 475	25 987	4 488	17
Droit d'usage		4 671	4 311	360	8
Fonds de commerce		938	938	0	0
Logiciels en cours		6 736	5 858	878	15
Sous-total (I)	**(i)**	***42 820***	***37 094***	***5 726***	***15***
Immobilisations corporelles					
Terrains		17 825	17 825	0	0
Constructions		53 189	51 405	1 784	3
Agencements et aménagements		73 230	68 531	4 699	11
Matériels de transport		7 494	8 590	-1 096	13
Matériels et équipements de bureau		11 745	11 336	409	4
Serveurs		14 898	11 738	3 160	27
Matériels informatiques		36 274	32 576	3 698	11
Autres matériels		2 223	2 133	90	4
Constructions en cours		977	1 052	-75	-7
Agencements et aménagements en cours		3 188	1 943	1 245	64
Sous-total (II)	**(ii)**	***221 043***	***207 129***	***13 914***	***7***
Total brut (I) + (II)		**263 863**	**244 223**	**19 640**	**8**
Amortissements des immobilisations incorporelles		(24 038)	(20 011)	(4 027)	20
Amortissements des immobilisations corporelles		(114 048)	(97 999)	(16 049)	16
Provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles		(65)	(65)	0	0
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles		(349)	(349)	-	0
Total net		**125 363**	**125 799**	**-436**	**0**

(i) Le tableau des immobilisations incorporelles et des amortissements y afférents se présente, au 31/12/2024, comme suit :

	Logiciels	Droits d'usage	Fonds de commerce	Logiciels en cours	Total
Coût d'acquisition					
+ En début de l'exercice (a)	25 986	4 311	938	5 858	**37 093**
+ Acquisitions	3 850	360	0	1 517	**5 727**
± Transferts	639			(639)	**0**
- Sorties		0			**0**
A la clôture de l'exercice (1)	**30 475**	**4 671**	**938**	**6 736**	**42 820**
Amortissement					
+ En début de l'exercice (b)	18 386	1 484	141	-	**20 011**
+ Dotation de l'exercice	3 788	193	46	0	**4 027**
- Régularisations sur Sorties					**0**
A la clôture de l'exercice (2)	**22 174**	**1 677**	**187**	**0**	**24 038**
Provisions pour dépréciation					
+ En début de l'exercice (c)				64	**64**
+ Dotation de l'exercice				-	
- Reprises de l'exercice					**0**
A la clôture de l'exercice (3)	**-**	**-**	**-**	**64**	**64**
VNC au 31/12/2024[(1)-(2)-(3)]	**8 301**	**2 994**	**751**	**6 672**	**18 718**
VNC au 31/12/2023[(a)-(b)-(c)]	**7 600**	**2 827**	**797**	**5 794**	**17 018**

(ii) Le tableau des immobilisations corporelles et des amortissements y afférents se présente, au 31/12/2024, comme suit :

	Terrains	Constructions	Agencements et aménagements	Matériels de transport	Matériels et éqts. de bureau	Serveurs	Matériels informatiques	Autres matériels	Cons. en cours	Agts. et amts en cours	Total
Coût d'acquisition											
+ En début de l'exercice (a)	17 825	51 406	68 530	8 590	11 336	11 738	32 576	2 133	1 052	1 943	**207 129**
+ Acquisitions		684	2 184	739	811	3 160	3 702	90	1 024	3 767	**16 161**
± Transferts		1 099	2 522						(1 099)	(2 522)	**0**
± Reclassements											**0**
- Sorties			(6)	(1 835)	(402)		(4)				**(2 247)**
A la clôture de l'exercice (1)	**17 825**	**53 189**	**73 230**	**7 494**	**11 745**	**14 898**	**36 274**	**2 223**	**977**	**3 188**	**221 043**
Amortissement											
+ En début de l'exercice (b)		23 885	35 942	3 610	6 568	6 798	20 415	781	0	0	**97 999**
+ Dotation de l'exercice	0	2 643	6 185	834	890	1 417	4 753	124			**16 846**
- Régularisations sur Sorties	0		(6)	(443)	(344)		(4)	(1)			**(797)**
A la clôture de l'exercice (2)	**-**	**26 528**	**42 121**	**4 002**	**7 114**	**8 215**	**25 164**	**904**	**0**	**0**	**114 048**
Provisions pour dépréciation											
+ En début de l'exercice (c)	0	0	0	0	0	0	0	0	337	12	**349**
+ Dotation de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0		**0**
- Reprises de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0		**0**
A la clôture de l'exercice (3)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**337**	**12**	**349**
VNC au 31/12/2024[(1)-(2)-(3)]	**17 825**	**26 661**	**31 109**	**3 492**	**4 631**	**6 683**	**11 110**	**1 319**	**640**	**3 176**	**106 646**
VNC au 31/12/2023 [(1)-(2)-(3)]	**17 825**	**27 521**	**32 588**	**4 980**	**4 768**	**4 940**	**12 161**	**1 352**	**715**	**1 931**	**108 781**

6-1-7. Ecart d'acquisition net

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 4 990 KDT contre 5 280 au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -5% soit -289 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Ecart d'acquisition	4 990	5 280	(289)	-5
Total	**4 990**	**5 280**	**(289)**	**-5**

6-1-8. Autres actifs

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 341 344 KDT contre 433 447 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -21% soit -92 083 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Débiteurs divers	(i)	41 489	26 075	15 414	59
Biens acquis dans le cadre des opérations de financement	(ii)	107 959	103 473	4 486	4
Comptes de régularisation	(iii)	165 643	283 485	-117 842	-42
Non valeurs	(iv)	430	1 362	-932	-68
Siège, succursale et agences		970	75	895	0
Biens récupérés destinés à la vente		8 044	5 576	2 468	44
Actif d'impôt différé		17 897	14 573	3 324	23
Total brut		**342 432**	**434 619**	**-92 187**	**-21**
Provision pour dépréciations des autres actifs		(1 088)	(1 172)	84	-7
Total net		**341 344**	**433 447**	**-92 083**	**-21**

(i) Les débiteurs divers sont analysés comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Dépôts et cautionnements versés	144	215	-71	-33
Avances sur commandes	1 758	750	1 008	134
Retenue à la source	220	222	-2	-1
TVA déductible	2 183	4 673	-2 490	-53
Autres Impôts et taxes à récupérer	0	26	-26	-100
Avance sur impôt IS	17 300	4 341	12 959	299
Autres débiteurs divers	19 884	15 848	4 036	25
Total	**41 489**	**26 075**	**15 414**	**59**

(ii) Les biens acquis dans le cadre des opérations de financement se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Biens Mourabaha	62 358	53 161	9 197	17
Biens Ijara	45 513	50 229	-4 716	-9
Biens Khadamet	88	83	5	6
Total	**107 959**	**103 473**	**4 486**	**4**

(iii) Les comptes de régularisation sont analysés comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Débits à régulariser et divers	116 713	100 718	15 995	16
Fournisseurs Mourabha	40 264	174 986	-134 722	-77
Charges payées ou comptabilisées d'avance	8 667	7 781	886	11
Total	**165 644**	**283 485**	**-117 841**	**-42**

(iv) Les non valeurs, constituées des frais préliminaires et des frais d'émission des titres participatifs, se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Charges à répartir sur plusieurs exercices	84	645	-561	-87
Frais préliminaires	346	717	-371	-52
Frais d'émission des Titres participatifs	0	0	-	0
Total	**430**	**1 362**	**-932**	**-68**

6-2. Passif

6-2-1. Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 4 381 KDT contre 1 878 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 133% soit 2 503 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Dépôts et avoirs des établissements Bancaires	(i)	1 318	1	1 317	100
Dépôts des établissements Financiers	(ii)	3 063	1 877	1 186	63
Total		**4 381**	**1 878**	**2 503**	**133**

(i) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes de correspondants NOSTRI	1 318	1	1 317	100
Total	**1 318**	**1**	**1 317**	**100**

(ii) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Dépôts des établissements Financiers	2 555	1 771	784	44
Comptes Istethmar	500	-	500	100
Dettes rattachées aux contrats Istithmar	8	106	-98	-92
Total	**3 063**	**1 877**	**1 186**	**63**

6-2-2. Dépôts de la clientèl

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 6 378 940 KDT contre 5 499 074 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 16% soit 879 866 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes à vue	(i)	1 535 225	1 362 176	173 049	13
Comptes d'épargne	(ii)	3 478 365	2 977 157	501 208	17
Autres produits financiers	(iii)	659 310	653 684	5 626	1
Comptes dépôts participatifs	(iv)	414 722	318 478	96 244	30
Autres sommes dues à la clientèle	(v)	278 685	172 327	106 358	62
Dettes rattachées aux dépôts de la clientèle		12 633	15 252	-2 619	-17
Total		**6 378 940**	**5 499 074**	**879 866**	**16**

(i) Les comptes à vue représentent les comptes en dinars et les comptes réglementés non rémunérés. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes chèques entreprises	622 289	507 747	114 542	23
Comptes chèques particuliers	668 416	613 667	54 749	9
Comptes réglementés en devises	239 453	233 371	6 082	3
Comptes réglementés en dinars	5 067	7 391	-2 324	-31
Total	**1 535 225**	**1 362 176**	**173 049**	**13**

La composition des dépots à vue selon le secteur d'activité de la clientèle, s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Compagnies d'assurances	830	414	416	100
Entreprises publiques	3 672	1 752	1 920	110
Autres clientèles commerciales	617 012	505 683	111 329	22
Non-résidents	244 494	240 743	3 751	2
Clients particuliers	669 217	613 684	55 533	9
Total	**1 535 225**	**1 362 176**	**173 049**	**5**

(ii) Les comptes d'épargne sont analysés ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Hissab Tawfir	3 337 669	2 868 689	468 980	16
Comptes épargne Auto	27 091	22 716	4 375	19
Comptes épargne Immobilier	83 855	63 948	19 907	31
Comptes épargne hajj	29 750	21 804	7 946	36
Total	**3 478 365**	**2 977 157**	**501 208**	**17**

(iii) Le solde de cette rubrique s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Contrats Wakala Bel Istithmar	558 155	548 671	9 484	2
Contrats Istithmar	101 155	105 013	-3 858	-4
Total	**659 310**	**653 684**	**5 626**	**1**

(iv) Les dépôts participatifs représentent les comptes participatifs entreprises et les comptes réglementés (les comptes en devises et les comptes en dinars convertibles) rémunérés :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes participatifs entreprises	263 260	184 375	78 885	43
Comptes en dinars convertibles	20 983	14 608	6 375	44
Comptes en devise	130 479	119 495	10 984	9
Total	**414 722**	**318 478**	**96 244**	**30**

(v) Le solde de cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes indisponibles	51 491	15 079	36 412	241
Autres comptes	95 308	32 805	62 503	100
Réserve d'Equilibre de Profit (PER)	-	475	-475	-100
Réserve pour Risque d'Investissement (IRR)	100	100	0	0
Gage de sérieux (*Hamech El Jedeya*) *(*)*	18 571	12 790	5 781	45
Autres provisions constituées par la clientèle	113 215	111 078	2 137	2
Total	**278 685**	**172 327**	**106 358**	**62**

(*) Le gage de sérieux est le montant payé par le client à la demande de la Banque, afin de vérifier s'il est sérieux dans sa demande pour acheter ou louer le bien objet de financement et afin de s'assurer qu'il peut indemniser le dommage réel en cas de non-aboutissement.

6-2-3. Dettes de financements et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 12 613 KDT contre 13 883 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -9% soit -1 270 KDT.Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Emprunts et ressources spéciales	11 973	13 478	-1 505	-11%
Dettes rattachées aux Emprunts et ressources spéciales	640	405	235	58%
Total	**12 613**	**13 883**	**(1 270)**	**-9**

6-2-4. Autres passifs

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 329 085 KDT contre 233 997 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 41% soit 95 088 KDT. Elle s'analyse comme suit:

		31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes de régularisation	(i)	143 131	117 334	25 797	22
Créditeurs divers	(ii)	144 324	96 831	47 493	49
Comptes exigibles après encaissement	(iii)	29 471	6 935	22 536	325
Siège, succursale et agences		0	0	0	0
Provisions pour risques et charges	(iv)	10 084	10 516	-432	-4
Provisions sur engagements Hors Bilan douteux		2 075	2 381	-306	-13
Total		**329 085**	**233 997**	**95 088**	**41**

(i) Les comptes de régularisation se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Charges à payer	24 902	23 939	963	4
Charges à payer sur titres participatifs	213	532	-319	-60
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	1 491	938	553	59
Crédits à régulariser et divers	48 886	38 727	10 159	26
Compensation à régler	67 634	53 146	14 488	27
Compte d'ajustement devise	5	52	-47	-90
Total	**143 131**	**117 334**	**25 797**	**22**

(ii) Les créditeurs divers se détaillent comme suit

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Fournisseurs Murabaha	0	0	0	0
Fournisseurs Ijara	47 303	30 150	17 153	57
Fournisseurs Khadamet	92	87	5	6
Autres Fournisseurs	22 743	22 346	397	2
Organismes de prévoyance sociale	9 990	8 966	1 024	11
Etat impôts et taxes	51 175	28 352	22 823	80
Autres Créditeurs divers	13 021	6 930	6 091	88
Total	**144 324**	**96 831**	**47 493**	**49**

(iii) Les comptes exigibles après encaissement se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Comptes exigibles après encaissement	456 777	371 495	85 282	23
Portefeuille encaissement	-427 306	-364 560	-62 746	17
Total	**29 471**	**6 935**	**22 536**	**325**

(iv) Les provisions sont analysées comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variation	En %
Provision pour affaires litigieuses	6 239	3 343	-934	-13
Provision pour passifs et charges	3 845	7 173	502	15
Total	**10 084**	**10 516**	**-432**	**-4**

6-3. Capitaux propres

Le tableau de bouclage des capitaux propres se présente comme suit

Entité intégré globalement	Cap. Propres avant rlt à base individuelle	Elimintation des titres	Part dans les sociétés mises en équivalence	Neutralisation des dividendes	Fiscalité différé	Ecart d'acquisition	Incidence de la variation des % d'intérets	Annulation provision ZT	Correction CP	Part revenant aux minoritaires	Cap. Propres avant rlt à base consolidée
Banque Zitouna	608 638	0,0	7 438,4	2 619,8	4 095,0	0,0	-218,9	5 000,0		0,0	**627 572**
Zitouna Capital	3 429	-499,4	0,0	7,8	0,0	0,0	0,0	0,0		-1 703,3	**1 234**
Zitouna Moucharaka	43 950	-36 000,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-4 387,3	-6 821,2	**-3 259**
Zitouna Moucharaka II	60 000	-48 550,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-11 450,0	**0**
Zitouna Moucharaka III	30 000	-24 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-5 500,0	**0**
Zitouna Moucharaka IV	35 000	-28 800,0								-6 200,0	**0**
Zitouna Mourafik	33 883	-22 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-814,8	-11 184,9	**-617**
Zitouna Mourafik II	40 000	-39 500,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-500,0	**0**
Zitouna Mourafik III	35 200	-34 700,0								-500,0	**0**
Zitouna Mourafik IV	31 500	-30 000,0								-1 500,0	**0**
MSS	5 771	-3 400,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-3 462,3	**-1 091**
Zitouna Paiement	15 535	-12 720,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-7 301,2	**-4 486**
Zitouna Tamkeen	17 774	-24 583,0	0,0	0,0	9 659,2	5 279,6	0,0	0,0	-4 000,0	-5 907,6	**-1 778**
Solde au 31/12/2023	**960 680**	**-305 752,4**	**7 438,4**	**2 627,6**	**13 754,2**	**5 279,6**	**-218,9**	**5 000,0**	**-9 202,1**	**-62 030,5**	**617 575**

Le tableau de passage des résultats à base individuelle vers le résultat consolidé se présente comme suit :

Entité intégré globalement	Résultat à base individuelle	Elimination des opérations réciproques n'impactant pas le résultat	Neutralisation des opérations réciproques n'impactant pas le résultat	Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	Elimination des dividendes	Fiscalité différée	Incidence de la variation des % d'intérets	Dot. Amrt Ecart d'acquisition	Annulation prov sur TP	Correction CP	Résultat à base consolidée (1)	% d'intérêt (2)	Résultat part du groupe
Banque Zitouna	74 168,2	9 301	-9 301	2 091	-2 620	1 243	219	0	1 140	0	**76 241,2**	100,00%	**76 241**
Zitouna Capital	3 257,1	-5 680	5 680	0	-8	0	0	0	0	1	**3 250,1**	50,44%	**1 639**
Zitouna Moucharaka	411,9	95	-95	0	0	0	0	0	0	-1 425	**-1 013,1**	82,76%	**-838**
Zitouna Moucharaka II	3 324,6	533	-533	0	0	0	0	0	0	-3 690	**-365,4**	80,34%	**-294**
Zitouna Moucharaka III	780,3	-927	927	0	0	0	0	0	0	0	**780,3**	81,67%	**637**
Zitouna Moucharaka IV	1 173,4	-1 823	1 823	0	0	0	0	0	0	0	**1 173,4**	82,29%	**966**
Zitouna Mourafik	-1 474,6	553	-553	0	0	0	0	0	0	-1 841	**-3 315,6**	66,18%	**-2 194**
Zitouna Mourafik II	-138,6	-310	310	0	0	0	0	0	0	0	**-138,6**	98,75%	**-137**
Zitouna Mourafik III	553,4	-1 182	1 182	0	0	0	0	0	0	0	**553,4**	98,58%	**546**
Zitouna Mourafik IV	-175,0	61	-61	0	0	0	0	0	0	0	**-175,0**	95,24%	**-167**
MSS	-2 378,5	-4 604	4 604	0	0	0	0	0	0	72	**-2 306,5**	40,00%	**-923**
Zitouna Paiement	-4 904,3	284	-284	0	0	0	0	0	0	0	**-4 904,3**	53,00%	**-2 599**
Zitouna Tamkeen	-3 347,5	3 700	-3 700	0	0	1 664	0	-289	0	512	**-1 460,5**	77,73%	**-1 135**
Solde au 31/12/2022	**71 250,4**	**1**	**-1**	**2 091**	**-2 628**	**2 907**	**219**	**-289**	**1 140**	**-6 371**	**68 319,4**		**71 742**

Note 7. Notes relatives aux engagements hors bilan :

7-1. Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 184 211 KDT contre 140 694 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 31% soit 43 517 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
En faveur de la clientèle				
Garanties émises	5 126	5 101	25	0
Cautions pour marchés	135 434	96 944	38 490	40
Cautions diverses	43 651	38 649	5 002	13
Total	**184 211**	**140 694**	**43 517**	**31**

7-2. Crédits documentaires

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 66 221 KDT contre 72 027 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -8% soit -5 806 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Ouverture de crédits documentaires	52 142	48 114	4 028	8
Acceptations à payer liées au financement du commerce extérieur	14 079	23 913	-9 834	-41
Total	**66 221**	**72 027**	**-5 806**	**-1**

7-3. Engagements de financement donnés

Ce sont les accords de financement que la Banque mère s'est engagée à mettre à la disposition de ses clients. Ils s'élèvent, au 31/12/2024 à 884 063 KDT contre 757 742 KDT au 31/12/2023.

7-4. Engagements sur titres

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024, à 14 800 KDT contre 28 270 KDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Titres à recevoir	14 800	28 270	-13 470	-48
Total	**14 800**	**28 270**	**-13 470**	**-48**

7-5. Garanties reçues

Les garanties reçues s'élèvent, au 31/12/2024 à 4 584 148 KDT et se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Garanties reçues des banques	-	-	-	0
Garanties reçues de l'ETAT	175 256	94 513	80 743	85
Garanties reçues de la clientèle	4 408 892	3 422 250	986 642	29
Total	**4 584 148**	**3 516 763**	**1 067 385**	**30**

7-6. Opérations en devises

Les opérations en devises comptabilisées en hors bilan représentent les opérations d'achat et de vente de devises au comptant et sont défalquées au 31/12/2024 et au 31/12/2023 comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Achat au comptant	32 089	6 614	25 475	385
Vente au comptant	29 281	6 174	23 107	374
Total	**61 370**	**12 788**	**48 582**	**380**

Note 8. Notes relatives à l'état de résultat :

8-1. Profits et revenus assimilés

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 582 587 KDT contre 508 171 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 15% soit 74 416 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaire	(i)	47 291	43 198	4 093	9
Produits sur opérations de financement	(ii)	528 406	459 696	68 710	15
Revenus assimilés	(iii)	6 890	5 277	1 613	31
Total		**582 587**	**508 171**	**74 416**	**15**

(i) Les produits sur opérations interbancaires se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur opérations de Moudharaba interbancaire	42 133	41 240	893	2
Produits sur certificats de leasing	2	1 554	-1 552	-100
Produits sur financement Mourabha	1 100	404	696	172
Produits sur financement Wakala	4 056	-	4 056	100
Total	**47 291**	**43 198**	**4 093**	**9**

(ii) Les produits sur opérations de financement se présentent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur opérations de Mourabha	403 880	368 949	34 931	9
Produits sur financement Ijara	94 706	82 059	12 647	15
Produits sur opérations de vente Khadamet	222	196	26	13
Produits sur opérations de fin Wakala Bel Istithmar	29 598	8 492	21 106	249
Total	**528 406**	**459 696**	**68 710**	**15**

(iii) Les revenus assimilés sont constitués des commissions sur avals, cautions et acceptations bancaires.

8-2. Commissions

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 85 304 KDT contre 77 507 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 10% soit 7 797 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Commissions prélevées sur les opérations bancaires	29 080	24 832	4 248	17
Commissions Banque assurances	3 085	2 997	88	3
Commissions de tenue de comptes	10 390	11 265	-875	-8
Commissions sur activités de commerce international	5 274	4 815	459	10
Commissions sur activités monétiques	11 164	9 901	1 263	13
Commissions sur les opérations téléinformatiques	2 312	2 123	189	9
Commissions sur les financements	23 999	21 574	2 425	11
Total	**85 304**	**77 507**	**7 797**	**10**

8-3. Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 20 299 KDT contre 22 612 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -10% soit -2 313 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Gains de change	29 344	33 908	-4 564	-13
Pertes de change	9 045	-11 296	2 251	-20
Total	**20 299**	**22 612**	**-2 313**	**-10**

8-4. Revenus du portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 654 KDT contre 657 KDT au 31/12/2023 enregistrant une baisse de -1% soit -3 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Produits sur titres participatifs acquis	170	170	0	0
Dividendes reçus sur titres de participations	484	487	-3	-1
Total	**654**	**657**	**-3**	**-1**

8-5. Charges encourues et assimilées

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 261 300 KDT contre 236 182 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 11% soit 25 118 KDT. Elle s'analyse comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Charges sur opérations trésorerie et interbancaire		1 825	1 361	464	34
Charges sur opérations avec la BCT		0	0	0	0
Charges sur les dépôts de la clientèle	**(i)**	258 610	231 817	26 793	12
Charges sur titres participatifs		865	3 004	-2 139	-71
Résorptions des frais d'émission des T.P		0	0	0	0
Total		**261 300**	**236 182**	**25 118**	**11**

(i) Les charges sur les dépôts de la clientèle se détaillent comme suit :

		31/12/2024	31/12/2023	Variations	
				Montant	(%)
Dépôts participatifs	**(1)**	14 691	11 797	2 894	25
Comptes Tawfir	**(2)**	183 341	164 815	18 526	11
Comptes Istithmar	**(3)**	6 112	7 234	-1 122	-16
Comptes Istithmar Mouajah		54 466	47 971	6 495	14
Total		**258 610**	**231 817**	**26 793**	**12**

(1) Les dépôts participatifs sont constitués des dépôts participatifs des entreprises, des comptes participatifs réglementés en devises et en dinars convertibles.

(2) Les comptes Tawfir sont les comptes spéciaux d'épargne rémunérés selon le principe de partage de pertes et profits.

(3) Les comptes Istithmar sont les placements de la clientèle pour une durée supérieure à 3 mois rémunérés selon le principe de partage des pertes et profits.

Les indicateurs des profits servis aux comptes Istithmar, comptes Tawfir et comptes dépôts participatifs, issus de la répartition des profits générés des financements et des investissements effectués par la Banque mère, se présentent comme suit :

Nature de Dépôt	Taux de profit
COMPTES PARTICIPATIFS ENTREPRISES	2,02%
COMPTE ETRANGER EN TNC	5,95%
COMPTES TAWFIR	5,73%
COMPTES EPARGNE AUTO	2,39%
COMPTES EPARGNE IMMOBILIER	2,39%
COMPTES TAWFIR HAJJ	2,40%
COMPTES PPR EN DINARS CONVERTIBLES	6,00%
Comptes d'investissement : 03 mois < Maturité < 06 mois	5,48%
Comptes d'investissement : 06 mois < Maturité < 12 mois	5,98%
Comptes d'investissement : 12 mois < Maturité < 24 mois	6,73%
Comptes d'investissement : Maturité ≥ 24 mois	6,98%

8-6. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 74 345 KDT contre 48 962 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 52% soit 25 383 KDT. Elle s'analyse comme suit:

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Dotations aux provisions sur créances douteuses	46 248	25 853	20 395	79
Dotations aux provisions sur engagements hors Bilan	42	1 048	-1 006	-96
Dotations aux provisions additionnelles	21 259	12 190	9 069	74
Dotations aux provisions collectives	14 288	18 991	-4 703	-25
Total dotations aux provisions sur créances	**81 837**	**58 082**	**23 755**	**41**
Reprises de provisions sur créances douteuses	-12 565	-16 780	4 215	-25
Reprises sur provisions sur engagements hors bilan	-401	0	-401	100
Reprises de provisions additionnelles	-3 243	-7 503	4 260	-57
Total reprises de provisions sur créances	**-16 209**	**-24 283**	**8 074**	**-33**
Abandon de créances	1 720	3 771	-2 051	-54
Abandon de créances radiées	7 528	8 981	-1 453	-16
Provisions pour dépréciation des autres éléments D'actifs	27	127	-100	-79
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 705	3 042	-337	-11
Reprise sur provisions pour dépréciation des autres éléments D'actifs	-126	-215	89	-41
Reprise sur provisions pour risques et charges	-3 137	-543	-2 594	478
Total net	**74 345**	**48 962**	**25 383**	**52**

8-7. Dotations aux provisions et résultat de corrections de valeurs sur le portefeuille investissement

Cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Dotation aux provisions sur portefeuille d'investissement	-5 687	-2 641	-3 046	115
Plus-value sur cession TP	2 500	686	1 814	264
Dilution de la part d'intérêt	219	-171	390	-228
Total	**- 2 968**	**-2 126**	**-842**	**40**

8-8. Frais de personnel

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 155 605 KDT contre 140 537 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 11% soit 15 068 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Salaires	125 561	112 878	12 683	11
Charges sociales	26 311	23 794	2 517	11
Dotations aux provisions pour congés payés	1 067	1 080	-13	-1
Indemnité de départ à la retraite	1 335	1 487	-152	-10
Prime assurance takaful mourafik	1 331	1 298	33	3
Total	**155 605**	**140 537**	**15 068**	**11**

8-9. Charges générales d'exploitation

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2024 à 84 475 KDT contre 74 341 KDT au 31/12/2023 enregistrant une hausse de 14% soit 10 134 KDT. Elle s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Frais divers de gestion	33 812	31 522	2 290	7
Impôts et taxes	7 096	6 213	883	14
Missions, voyages et déplacement	891	714	177	25
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	8 818	7 427	1 391	19
Travaux, fournitures et services extérieurs	21 915	18 364	3 551	19
Frais Marketing et événementiel	4 488	4 352	136	3
Autres charges d'exploitation	1 798	377	1 421	377
Fonds de garanties	5 657	5 372	285	5
Total	**84 475**	**74 341**	**10 134**	**14**

8-10. Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations

Cette rubrique se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
+ Dotations aux amortissements sur immobilisations	21 370	18 324	3 046	17
+ Dotations aux provisions sur immobilisations	-	64	-64	-100
- Reprises de provisions sur immobilisations	-	-	-	-
+ Dotations aux résorptions des charges reportées	958	769	189	25
Total	**22 328**	**19 158**	**3 171**	**17**

8-11. Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires

Le détail de cette rubrique se présente comparativement, en 2024 et en 2023, comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
Autres éléments du solde en gains et pertes	377	291	86	30
Total	**377**	**291**	**86**	**30**

8-12. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations	
			Montant	(%)
+ Charge d'impôt courante	27 572	23 913	3 659	15
+ Charge d'impôt différé	978	2 430	-1 452	-60
- Produit d'impôt différé	(3 885)	(4 371)	486	-11
Total	**24 665**	**21 972**	**2 693**	**12**

8-13. Résultat par action

Le résultat par action et les données ayant servies à sa détermination se présentent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023	Variations Montant	Variations (%)
Résultat net attribuable aux actionnaires	71 742	76 175	-4 433	-6
Nombre d'actions ordinaires	***265 000 000***	***265 000 000***	***-***	***0%***
Résultat de base par action (en DT)	**0,2707**	**0,2875**	**0,0168**	**-6**

Le résultat de base par action est calculé conformément aux modalités décrites au niveau de la note 4-15 supra.

Note 9. Notes relatives à l'état des flux de trésorerie :

9-1. Composantes des liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint, au 31/12/2024 un solde de 861 202 KDT contre 642 607 KDT au 31/12/2023 et se détaillent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Caisse	73 533	61 767
Banque Centrale (Compte Ordinaire)	749 173	549 563
Chèques Postaux	47	44
Banque résidentes (Compte Ordinaire)	2 952	12 928
Banques non-résidentes (Compte Ordinaire)	35 497	18 305
Total	**861 202**	**642 607**

RAPPORT D'AUDIT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA BANQUE ZITOUNA

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 28 avril 2022, nous vous présentons notre rapport d'audit des états financiers consolidés du Groupe « Banque Zitouna » (Le Groupe) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, et faisant apparaître un total Bilan consolidé de **7.472.944 mDT** et un résultat net, part du groupe bénéficiaire de **71.742 mDT**.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Banque mère en date du 17 mars 2025. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états.

I- Rapport sur l'audit des états financiers consolidés :

Opinion :

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe, comprenant le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidé au 31 décembre 2024, l'état de résultat consolidé, hormis la Zakat par action, et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers consolidés contenant un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés du Groupe, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Fondement de l'opinion :

2- Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *"Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés"* du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société mère conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquitté des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation :

3- Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers N° 4.16, relative à l'application de l'article 412-III (nouveau) de la loi N°2024-41 qui stipule que les banques doivent réduire les taux d'intérêt fixes appliqués aux crédits en cours de remboursement dont la durée initiale de remboursement est supérieure à 7 ans, cette réduction s'applique si la valeur totale des intérêts contractuels payés par le client au cours des trois années précédant la demande de réduction dépasse 8 % de l'encours du capital restant dû. Les procédures d'application des

dispositions de cet article étant toujours en cours à la date d'arrêté des états financiers de l'exercice clos au 31/12/2024, l'affaire n'a pas encore connu un dénouement définitif pour les banques islamiques et son impact final ne peut être ni anticipé ni estimé de façon fiable.
L'application des dispositions dudit article pourrait engendrer un impact significatif sur la rentabilité de la banque pour les prochains exercices. En conséquence, la Banque s'attend à un impact sur ses états financiers futurs.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés :

4- Le Conseil d'Administration de la Banque mère est responsable, de l'établissement de l'arrêté et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction de la Banque mère qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Banque mère ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités des commissaires aux comptes pour l'audit des états financiers consolidés :

5- Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des commissaires aux comptes contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II-Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé, en application des dispositions de l'**article 3** de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience, incombent à la direction et au Conseil d'Administration de la Banque mère.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne du Groupe. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au sein de la Banque mère a été remis à la Direction Générale de cette dernière.

2- Contrairement aux dispositions de l'article 471 du code des sociétés commerciales, nous n'avons pas pu consulter les rapports des commissaires aux comptes des filiales au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Tunis, le 02 Avril 2025

Les Commissaires aux Comptes

FMBZ KPMG TUNISIE	**LEJ AUDIT**
Emna RACHIKOU	**Bessem JEDDOU**

AVIS DE SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE DE FABRICATION DES BOISSONS DE TUNISIE

-SFBT-

Siège social : 5, Boulevard Maître Mohamed El Beji Caïd Essebsi –
Centre Urbain Nord – 1082 TUNIS

La Société de Fabrication des Boissons de Tunisie -SFBT- publie, ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 7 mai 2025. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, M. Mohamed Lassaad BORJI (les commissaires aux Comptes Associés MTBF) et M. Ali LAHMAR (Cabinet d'Audit et de Consultants).

Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN

(Exprimé en dinar tunisien)

ACTIFS	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		22 664 816	21 230 398
Moins : Amortissements		-20 975 359	-19 275 240
	3.1	**1 689 457**	**1 955 158**
Immobilisations corporelles		1 566 876 195	1 484 158 709
Moins : Amortissements		-964 071 779	-894 909 764
Moins : Dépréciations		-3 164 623	-3 088 813
	3.2	**599 639 793**	**586 160 132**
Immobilisations financières		53 659 124	50 658 058
Moins : Provisions		-13 791 886	-14 216 282
	3.3	**39 867 238**	**36 441 776**
Titres mis en équivalence		1 940 997	1 969 418
Total des actifs immobilisés		**643 137 485**	**626 526 484**
Ecarts d'acquisition		5 812 360	5 812 360
Moins : Amortissements & dépréciations		-5 739 213	-5 702 643
	3.4	**73 147**	**109 717**
Impôts différés actifs IDA		18 094 677	14 628 729
Autres actifs non courants	**3.5**	33 654 539	31 086 251
Total des actifs non courants		**694 959 848**	**672 351 181**
Actifs courants			
Stocks et en-cours		471 984 175	461 769 875
Moins : Provisions		-20 363 526	-16 234 925
	3.6	**451 620 649**	**445 534 950**
Clients et comptes rattachés		308 387 179	319 274 034
Moins : Provisions		-121 852 713	-122 258 736
	3.7	**186 534 466**	**197 015 298**
Autres actifs courants		139 213 898	134 775 129
Moins : Provisions		-10 401 931	-8 620 761
	3.8	**128 811 967**	**126 154 368**
Placements et autres actifs financiers		399 166 268	332 438 817
Moins : Provisions		-4 818 975	-5 671 148
	3.9	**394 347 293**	**326 767 669**
Liquidités et équivalents de liquidités	**3.10**	266 104 919	236 940 634
Moins : Provisions		-116 377	-116 993
		265 988 542	**236 823 641**
Total des actifs courants		**1 427 302 917**	**1 332 295 926**
TOTAL DES ACTIFS		**2 122 262 765**	**2 004 647 107**

Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

BILAN

(Exprimé en dinar tunisien)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Capitaux propres			
Capital social		268 125 000	247 500 000
Réserves consolidées		785 138 190	726 024 130
Résultat net de l'exercice		282 951 677	281 681 042
Capitaux propres part du groupe	**3.11**	**1 336 214 867**	**1 255 205 172**
Part des minoritaires dans les capitaux propres		69 773 752	61 338 334
Part des minoritaires dans le résultat de l'exercice		13 489 711	13 898 687
Intérêts minoritaires IM	**3.12**	**83 263 463**	**75 237 021**
Total des capitaux propres		**1 419 478 330**	**1 330 442 193**
Passifs non courants			
Emprunts et dettes financières	**3.13**	26 562 519	23 097 168
Autres passifs non courants	**3.14**	195 216 122	183 845 045
Provisions	**3.15**	62 516 879	63 570 504
Total des passifs non courants		**284 295 520**	**270 512 717**
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	**3.16**	138 885 681	127 304 249
Autres passifs courants	**3.17**	203 134 373	170 589 968
Emprunts (part à moins d'un an)	**3.18**	42 539 534	47 559 429
Concours bancaires (part à moins d'un an)	**3.18**	33 929 327	58 238 551
Total des passifs courants		**418 488 915**	**403 692 197**
Total des passifs		**702 784 435**	**674 204 914**
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**2 122 262 765**	**2 004 647 107**

Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

ETAT DE RESULTAT

(Exprimé en dinar tunisien)

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Notes	31.12.2024	31.12.2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Revenus	**3.19**	1 396 203 653	1 369 328 653
Autres produits d'exploitation	**3.20**	6 619 143	8 700 593
Productions immobilisées		4 521 914	6 374 203
Total des produits d'exploitation		**1 407 344 710**	**1 384 403 449**
CHARGES D'EXPLOITATION			
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		3 915 897	-34 631 312
Achats de marchandises consommées		3 457 677	19 132 063
Achats d'approvisionnement consommés	**3.21**	678 773 376	725 776 525
Charges de personnel	**3.22**	164 753 302	155 303 554
Dotations aux amortissements et aux provisions	**3.23**	85 285 975	96 760 308
Autres charges d'exploitation	**3.24**	130 495 651	100 015 316
Total des charges d'exploitation		**1 066 681 878**	**1 062 356 454**
Résultat d'exploitation	**3.25**	**340 662 832**	**322 046 995**
Charges financières nettes	**3.26**	-15 952 305	-22 541 384
Produits des placements	**3.27**	60 686 011	53 286 218
Autre gains ordinaires	**3.28**	5 356 025	4 790 606
Autres pertes ordinaires	**3.29**	-4 582 021	-5 941 670
Résultat des activités ordinaires avant impôts		**386 170 542**	**351 640 765**
Impôts sur les sociétés	**3.30**	-71 780 914	-47 322 081
Contribution au profit de l'Etat	**3.30**	-18 544 653	-9 381 518
Quote-part de résultat des mises en équivalence		596 413	642 563
Résultat des activités ordinaires après impôt		**296 441 388**	**295 579 729**
Part du groupe		282 951 677	281 681 042
Intérêts minoritaires		13 489 711	13 898 687

Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

(Exprimé en dinar tunisien)

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Notes	2024	2023
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat net part du groupe		282 951 677	281 681 042
Part des intérêts minoritaires		13 489 711	13 898 687
Elimination du résultat des sociétés mises en équivalence		-596 413	-642 563
Dividendes reçus des mises en équivalence		-	1 351 639
Effet de retraitement de consolidation		836 059	-
AJUSTEMENTS POUR :			
Elimination des dotations d'amortissements et de provisions		85 528 702	110 274 911
Casse Bouteilles		5 616 582	4 484 184
Elimination des reprises d'amortissements et de provisions		-7 136 494	-14 471 547
Elimination des résultats de cession		-14 268 857	-11 492 262
Impôts différés		-2 939 766	-175 353
VARIATION DES :		**363 481 201**	**384 908 738**
Variation des stocks et encours	**5.1**	-11 011 531	-79 289 603
Variation des créances clients	**5.2**	8 637 081	-5 860 202
Variation des autres actifs	**5.3**	-4 835 766	-32 613 398
Variation des prêts et avances consentis	**5.4**	-3 801 071	-1 803 243
Variation des fournisseurs et des autres dettes	**5.5**	55 932 279	-49 252 983
Flux de trésoreries provenant des activités de l'exploitation		**408 402 193**	**216 089 309**
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Incidence des variations de périmètre	**5.6**	-119 018	-17 225 689
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-1 434 418	-873 476
Acquisition d'immobilisations corporelles		-97 417 006	-83 611 048
Acquisition d'actifs financiers		-89 541 772	-62 592 421
Cession d'immobilisations corporelles		4 439 398	6 421 362
Cession d'actifs financiers		35 157 571	51 315 131
Dividendes reçus		642 563	-
Total flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		**-148 272 682**	**-106 566 141**
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement			
Augmentation de capital		3 541 451	1 455 101
Cession (acquisition) nette d'actions propres		-187 426	-
Flux Net / Emprunt et billets de trésorerie		-15 069 544	380 898
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère		-198 047 909	-180 260 876
Dividendes payés aux minoritaires		-10 242 574	-6 171 166
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		**-220 006 002**	**-184 596 043**
Variation de la trésorerie		**40 123 509**	**-75 072 875**
Trésorerie d'ouverture		215 852 083	290 924 958
Trésorerie de clôture	**5.7**	255 975 592	215 852 083

Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie

Notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2024

1. INFORMATION GENERALE :

Le Groupe SFBT est composé de plusieurs sociétés opérant en Tunisie à travers deux domaines d'activités : boissons et autres. Le Groupe exerce ses activités sur tout le territoire tunisien, Nord, Centre et Sud.

La maison mère du Groupe est la société SFBT, Société de Fabrication des Boissons de Tunisie, qui est une société anonyme ayant une activité industrielle. La SFBT est établie et domiciliée en Tunisie. L'adresse de son siège social est la suivante : 05 Boulevard Maître Mohamed El Béji Caïd Essebsi, Centre Urbain Nord - 1082 Tunis.

La SFBT est cotée à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

2. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION :

Les états financiers des sociétés, entrant dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 et qui ont servi de base pour l'établissement des états financiers consolidés, sont arrêtés selon les principes comptables tunisiens.

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

2.1 Principes de base :

Les états financiers consolidés ont été préparés en accord avec les normes comptables tunisiennes. Les états financiers consolidés sont préparés selon la convention du coût historique, celle-ci étant modifiée pour tenir compte de la réévaluation des titres de transaction et placements immobiliers.
Les états financiers consolidés du groupe SFBT sont tenus et présentés conformément aux dispositions :

- De la loi 96-112 du 30 décembre 1996, relative au système comptable des entreprises,
- Du décret 96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité,
- Et des arrêtés du ministère des Finances portant approbation des normes comptables.

Ils ont été élaborés en respect de la norme comptable générale N° 01 du système comptable des entreprises ainsi que des hypothèses et conventions prévues par le cadre conceptuel, à savoir :

- L'hypothèse de la continuité de l'exploitation ;
- L'hypothèse de la comptabilité d'engagement ;
- La convention de l'entité ;
- La convention de l'unité monétaire ;
- La convention de la périodicité ;
- La convention du coût historique ;
- La convention de réalisation de revenu ;
- La convention de la permanence des méthodes ;
- La convention de l'information complète ;
- La convention de prudence ;
- La convention de l'importance relative ;
- La convention de la prééminence du fond sur la forme.

Aucune dérogation n'a été apportée aux méthodes comptables sus mentionnées.

2.2 Entreprises sous contrôle exclusif :

Les filiales correspondent aux entreprises dans lesquelles le Groupe possède, directement ou indirectement, un intérêt de plus de la moitié des droits de vote ou a le pouvoir d'exercer un contrôle des activités. Elles sont consolidées à compter de la date du transfert effectif du contrôle au Groupe et ne sont plus consolidées à compter de la date de leur cession. Toutes les transactions inter compagnies, soldes, pertes et profits latents sur les transactions à l'intérieur du Groupe ont été éliminées. Le cas échéant, les méthodes comptables des filiales sont modifiées afin d'assurer une homogénéité avec les méthodes du Groupe. Une présentation distincte est faite des intérêts minoritaires. En outre lorsque les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale sont supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

La liste des filiales du Groupe est fournie dans la Note 4.1. Les principales variations du périmètre de consolidation entre 2023 et 2024 sont présentées dans la Note 4.2.

2.3 Entreprises associées :

La participation dans l'entreprise associée, FEP, est comptabilisée par mise en équivalence. Cette participation est celle pour laquelle le Groupe détient 40% des droits de vote et pour laquelle le Groupe exerce une influence notable, sans la contrôler.
La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte de résultat du Groupe de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La participation du Groupe dans l'entreprise associée est comptabilisée au bilan pour un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée.

2.4 Entreprises sous contrôle conjoint :

Il n'existe pas au niveau du Groupe SFBT de sociétés ou d'entreprises sous contrôle conjoint.

2.5 Monnaies étrangères :

- Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des filiales étrangères :

Le périmètre de consolidation n'inclut aucune filiale étrangère.

- Autres :

Les transactions en monnaies étrangères effectuées par les sociétés du Groupe sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions : Les gains et les pertes provenant du règlement de ces transactions et de la conversion des actifs et des passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont comptabilisés au compte de résultat.

2.6 Ecarts d'acquisition :

L'écart d'acquisition représente la différence, à la date d'acquisition, entre le coût d'acquisition et la juste valeur de la quote-part du Groupe dans l'actif net acquis de la filiale ou de l'entreprise associée. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur la durée de vie estimée, dans la limite de vingt ans. Le cas échéant, une provision pour dépréciation complémentaire est constatée pour tenir compte des perspectives d'activité et de résultat des sociétés concernées. Les écarts d'acquisition négatifs sont présentés en déduction des actifs de l'entreprise présentant les états financiers dans la même rubrique de bilan que les écarts d'acquisitions positifs, l'amortissement de l'écart d'acquisition négatif est effectué conformément aux paragraphes 56 et 57 de la norme comptable tunisienne 38 relative au regroupement des entreprises.

La valeur comptable de l'écart d'acquisition est revue annuellement et réduite en cas de dépréciation durable (impairement) éventuelle.

2.7 Immobilisations incorporelles :

Les dépenses liées à l'acquisition de logiciels, de brevets, marques et licences sont immobilisées et amorties sur une période de 3 ans. Les immobilisations incorporelles ne sont pas réévaluées. La valeur comptable nette de chaque immobilisation incorporelle est revue annuellement et ajustée en cas de dépréciation durable (impairement) le cas échéant.

2.8 Placements :

Les titres de placements sont comptabilisés à leur coût d'achat historique hors frais accessoires d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée pour les valeurs cotées en Bourse lorsque le cours moyen boursier du mois de décembre est inférieur à la valeur comptable.

Pour les placements à court terme et par application du Paragraphe 15 de la NCT 07, à la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés n'étant pas très liquides, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provision et les plus-values ne sont pas constatées.

Les investissements en actifs immobilisés, à l'exclusion des titres de transaction, sont comptabilisés au coût historique et une provision n'est constatée que lorsqu'il y a dépréciation durable. Dans ce cas, cette dépréciation est constatée en charge sur l'exercice pendant lequel la diminution a été identifiée.

Les augmentations et les diminutions de la valeur comptable des titres de transaction classés à court terme sont constatées dans l'état de résultat.

Lors de la cession d'un placement, la différence entre les produits nets de la vente et la valeur comptable est constatée à l'état de résultat.

2.9 Immobilisations corporelles :

Toutes les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition. Toutes les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique diminué de l'amortissement.

L'amortissement est déterminé linéairement, de manière à ramener le coût de chaque actif à la valeur résiduelle, sur la durée d'utilisation estimée.

Les terrains ne sont pas amortis et sont supposés avoir une durée de vie infinie.

Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation est supérieure à l'estimation de son montant recouvrable estimé, elle est ramenée immédiatement à son montant recouvrable.

Les gains et les pertes dégagés lors de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés par référence à leur valeur comptable.

2.10 Subvention d'investissement :

Les subventions reçues et liées à l'acquisition d'immobilisations, corporelles ou incorporelles, sont classées en produits différés retraités au compte produits comptabilisés d'avance et sont rapportées au résultat linéairement sur la durée de vie estimée des actifs concernés.

2.11 Stocks :

Les stocks sont comptabilisés au plus faible du coût historique et de la valeur réalisable nette. Le coût est déterminé en utilisant la méthode du coût moyen pondéré (CMP). Le coût des produits finis et des en-cours de production inclut le coût des matières premières, le coût de la main-d'œuvre directe, les autres coûts directs et les frais généraux de production correspondants, mais exclut les charges d'intérêts. La valeur nette réalisable correspond au prix de vente estimé dans le cadre de l'activité normale, déduction faite des frais d'achèvement de la fabrication et des frais de distribution.

2.12 Créances d'exploitation :

Les créances d'exploitation sont comptabilisées à leur valeur de réalisation nette anticipée. Une estimation est effectuée pour les créances douteuses sur la base d'une revue des montants dus en fin d'année.
Les créances libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change latents sont inscrits dans le résultat.

2.13 Liquidités et équivalents de liquidités :

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent de la caisse et des dépôts à vue dans les banques.

2.14 Provisions :

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, qu'il est probable que le versement d'avantages économiques sera nécessaire pour régler cette obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être effectuée.

2.15 Impôts différés :

Les impôts différés sont déterminés selon la méthode du report fixe pour toutes les différences temporelles provenant de la différence entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs. Le taux d'impôt ayant été retenu est celui du droit commun, soit 20% et 1% de CSS.

Les principales différences temporelles sont liées à l'amortissement des immobilisations corporelles, à la réévaluation de certains actifs à long terme ainsi qu'aux pertes fiscales reportables. Les actifs d'impôts différés, liés à des pertes reportables ou non utilisées, ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les bénéfices futurs seront suffisants pour absorber les pertes reportables.

L'annulation des provisions à caractère fiscal ne donne pas lieu à la constatation d'impôts différés car elles sont utilisées conformément à leur objet et sont donc définitivement exonérées d'impôt.

2.16 Constatation des produits :

Les ventes sont constatées lors de la livraison des produits et après acceptation du client, le cas échéant, ou lorsque des services sont rendus, nettes des taxes sur les ventes et des rabais, et après élimination des ventes à l'intérieur du Groupe.

2.17 Faits marquants de l'exercice :

- Au cours de l'exercice 2024, le périmètre de consolidation du Groupe SFBT a connu :

  - L'augmentation du capital de la SFBT (Société de Fabrication des Boissons de Tunisie) par incorporation de réserves de 20 625 000 dinars par l'émission de 20 625 000 actions d'un dinar chacune, à raison d'une action nouvelle gratuite pour 12 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SBT (Société des Boissons de Tunisie) en numéraire de 2 000 000 de dinars par l'émission de 2 000 000 d'actions à raison de 40 actions nouvelles souscrites pour 327 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SNB (Société Nouvelle des Boissons) en numéraire de 1 500 000 dinars par l'émission de 15 000 actions, à raison d'une action nouvelle souscrite pour 11 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SNB (Société Nouvelle des Boissons) par incorporation de réserves de 480 000 dinars par l'émission de 4 800 actions, à raison de 8 actions nouvelles gratuites pour 267 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SOSTEM (Société des Stations Thermales et des Eaux Minérales) en numéraire de 9 050 000 dinars par l'émission de 1 810 000 actions, à raison de 181 actions nouvelles souscrites pour 2 693 anciennes ; Pour réaliser cette souscription, la SFBT a cédé à la SPDIT ses droits de souscription pour 500 000 actions en contrepartie du règlement de la somme de 444.516 dinars.
  - L'augmentation du capital de la STC (Société Tunisienne de Conditionnement) en numéraire de 2 150 000 dinars par l'émission de 215 000 actions, à raison de 43 actions nouvelles souscrites pour 196 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SMVDA RAOUDHA (Société de Mise en Valeur et de Développement Agricole) en numéraire de 8 000 000 de dinars par l'émission de 80 000 actions, à raison de 4 actions nouvelles souscrites pour 21 anciennes ;
  - L'augmentation du capital de la SOCOLAIT (Société de Collecte de Lait) en numéraire de 400 000 dinars par l'émission de 40 000 parts sociales, à raison d'une part nouvelle souscrite pour 3 anciennes ;
  - La cession de 132 768 titres SPDIT par la SFBT pour 1 498 608 dinars et dont leur coût d'acquisition est de 325 497 dinars ;
  - Le rachat par la SFBT de ses propres actions pour une valeur de 187 426 dinars.

- Les contrôles fiscaux et sociaux dont les sociétés du groupe SFBT ont fait l'objet sont :

Entités	Désignations
SFBT	- Suite à un contrôle couvrant la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2022, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale par le biais d'une notification datée du 8 juillet 2024 réclame 1 592 742 dinars. Pour interjeter l'affaire en appel, la société est en attente de la réception de l'état de liquidation de la CNSS. -Un avis de vérification fiscale approfondie a été adressé à la société en date du 3 juillet 2023. La vérification fiscale couvre l'exercice 2019 et porte sur les différents impôts et taxes auxquels la société est soumise. Le 28/08/2024 la SFBT a été notifié pour un montant de 36 026 151,099 dinars. La société a fait opposition à cette taxation en rejetant son objet par lettre envoyée à l'administration fiscale le 11 octobre 2024. Le 06 janvier 2025 l'administration fiscale a envoyé sa réponse en maintenant tous les éléments de la taxation. Le 20 janvier 2025, la SFBT a fait opposition par une lettre envoyée à l'administration fiscale.

	A ce jour aucune notification n'a été reçue. - La SFBT a fait l'objet, courant 2021, d'une vérification fiscale préliminaire en matière d'impôt sur les sociétés portant sur l'exercice 2017. Les résultats de ce contrôle ont été notifiés à la société le 28 décembre 2021. La taxation a porté sur un impôt complémentaire à payer de 9.335.720 DT y compris les pénalités de retard s'élevant à 3.360.859 DT. La société a formulé une opposition à cette notification dans une réponse envoyée à l'administration fiscale en date du 8 février 2022 et a rejeté les points soulevés. Le 11 juin 2024, la SFBT a été notifiée de nouveau d'une taxation d'office de 9.335.720 DT y compris les pénalités de retard s'élevant à 3.360.859 dinars. La société a procédé à la signature d'un calendrier de paiement du principal pour bénéficier de l'amnistie fiscale en termes de pénalité et a procédé au paiement de trois échéances pour un montant de 896 229,165 dinars. La société a interjeté l'affaire en appel.
STBO	- Un contrôle fiscal limité couvrant l'exercice 2019. L'administration fiscale par le biais d'une notification datée du 31mai 2023 réclame 41.195 dinars. La société a formulé une opposition et a fourni les explications et les justifications nécessaires et attends la fixation de la date de la commission de conciliation. La société n'a pas de retour de correspondance jusqu'à ce jour.
STBG	- Un contrôle fiscal au titre des exercices 2008 jusqu'à 2012. Le tribunal de première instance de Tunis par jugement daté du 24 novembre 2021, statuant sur la taxation d'office N°31/2017, a ramené l'impôt à payer à 570.472 dinars et le report d'impôt sur les sociétés au 31-12-2012 à 612.125 dinars. L'administration fiscale a intenté un pourvoi en appel. L'audience a été reportée plusieurs fois et le 6 novembre 2024 la cour a demandé à l'expert de préparer un rapport complémentaire. Le 23 décembre 2024 le rapport complémentaire a été soumis à la cour d'appel, ramenant ainsi le report d'impôt sur les sociétés au 31-12-2012 à 457.513 dinars et le montant à payer à 1.344.176 dinars (principal : 796.922 dinars et pénalités : 547.254 dinars). - La société a fait l'objet d'un contrôle CNSS. La CNSS réclame 327 671 dinars. La société a intenté une action en justice. La cour d'appel a désigné un expert pour examiner les comptes de la société.
SEABG	- Un contrôle couvrant la période du 01 janvier 2020 au 31 décembre 2023, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale par le biais d'une notification datée du 18 juin 2024 réclame 146 206,312 dinars. La société a formulé une opposition. Le montant a été réduit à 117.062 dinars. - Un contrôle fiscal limité couvrant l'exercice 2018. L'administration fiscale par le biais d'une notification datée du 27 octobre 2022 réclame 120.819 dinars (76 710, 643 dinars en principal et 44 108,620 dinars en pénalités). La société a formulé une opposition. - Un contrôle fiscal couvrant les exercices 2014 à 2016. La notification, datée du 25 septembre 2018, a fait l'objet d'une taxation d'office datée du 09 juin 2022. Cette taxation a réduit le report d'impôt sur les sociétés à hauteur de 4.414.400 dinars au lieu 4.991.706 dinars et réclame 197.821 dinars. L'affaire est pendante auprès du tribunal.
SGBIA	- Un contrôle couvrant la période du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2023, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale par le biais d'une notification datée du 28 juin 2024 réclame 250.135 dinars. La société a formulé une opposition. - Un contrôle fiscal au titre des exercices 2017 et 2018. L'administration par le biais des notifications a réclamé respectivement 201.461 dinars et 1.245.217 dinars. La société a formulé une opposition et a fourni les explications et les justifications nécessaires et attends la décision de la commission pour la première et la fixation de la date de la commission de conciliation pour la deuxième. - Un contrôle fiscal au titre des exercices 2019 et 2020 L'administration par le biais des notifications a réclamé 4.447.159 dinars. La société a formulé son opposition et a fourni les explications et les justifications nécessaires.
SOTEV	- Un contrôle fiscal approfondi des exercices 2019-2020-2021. L'administration a réclamé un montant de 1.904.912 dinars en principal (la SOTEV a bénéficié de l'amnistie en signant un calendrier de paiement sur 5 ans), provisionné en intégralité. L'affaire est pendante auprès du tribunal. - La Caisse Nationale de Sécurité Sociale par le biais de la dernière notification réclame un montant de 77.545 dinars en principal (la SOTEV a bénéficié de l'amnistie en payant le principal), provisionné en intégralité et la société a formulé une opposition.
ERRAFAHA	- L'administration par le biais d'une notification datée du 12/12/2024 réclame un montant de 296.527 dinars au titre de l'exercice 2020 et statuant sur la TVA, soit un montant de 148 264 dinars en principal qui est totalement provisionné et une pénalité de 148 264 dinars. Une demande de réconciliation a été déposée le 07 janvier 2025.

SMVDA	La société a été soumise à des contrôles CNSS au titre des exercices 2020,2021 et 2022 pour lesquels des notifications lui sont parvenues, le montant réclamé est de 59 000 DT pour le régime agricole et 19 075 DT pour le régime industriel.
SPDIT	- Un contrôle fiscal au titre des exercices 1999 à 2010. L'administration fiscale par le biais d'une taxation d'office, notifiée en novembre 2016, réclame un complément d'impôt en principal et intérêt de 689.932 dinars et la résorption du report de l'impôt sur les sociétés à hauteur de 185.267 dinars. Le tribunal de première instance a ramené le complément d'impôt réclamé à 523.356 dinars en principal et intérêts. La société a interjeté appel de cette décision. En date du 20 mai 2019, la cour d'appel a confirmé le jugement de première instance. Le 20 novembre 2019, la société s'est pourvue en cassation auprès du tribunal administratif.
SDB	- Un contrôle fiscal au titre des exercices 2018, 2019 et 2020. L'administration par le biais d'une notification datée du 07/09/2022 a résorbé partiellement les crédits de l'impôt sur les sociétés et du droit de consommation au 31/12/2020 pour respectivement 96.234 dinars et 11.004 dinars et réclame 281.912 dinars en principal intérêts. Dans le cadre de l'article 58 de la loi de finances 2024, la société a signé un engagement de paiement pour 180.651 dinars (principal). Elle a constaté une provision de 287.889 dinars (180.651 dinars + 96.234 dinars + 11.004 dinars). La société a intenté une action en justice et l'audience est fixée pour le 12 mars 2025.
STDM	- Deux contrôles fiscaux au titre des exercices 2019 à 2022. L'administration fiscale par le biais de 2 taxations d'offices, notifiées en 2023, réclame un complément d'impôt de 182.333 dinars et a réduit le report de l'impôt sur les sociétés de 398.793 dinars. La société a formulé une opposition et a fourni les explications et les justifications nécessaires et attends la fixation de la date de la commission de conciliation.
STC	- La société a conclu un arrangement avec l'administration fiscale portant sur la taxation sur les retenues à la source des clients forfaitaires des années 2020,2021,2022 et 2023 pour un montant de 25.143,830 DT.
STT	- Un contrôle fiscal a été notifié le 13/01/2023. Il a couvert la période allant du 01/01/2019 au 31/12/2021 pour les différents impôts et taxes sauf la TVA au 30/06/2022. L'administration fiscale réclame 319.205 dinars et arrête le crédit d'impôt sur les sociétés au 31/12/2021 à 62.334 dinars et le crédit de TVA au 30/06/2022 à 233.522 dinars. La STT a formulé une opposition et a fourni les justifications nécessaires.
SBT	La société a fait l'objet des contrôles fiscaux suivants : - Un 1er contrôle au titre de l'exercice 2018 en matière d'impôts sur les sociétés et de la contribution sociale de solidarité. L'administration par le biais d'une notification datée du 12 décembre 2022 réclame 666.371 dinars y compris les pénalités de retards pour 249.889 dinars. La provision constatée à ce titre est de 201.198 dinars. - Un 2eme contrôle au titre de l'exercice 2019 en matière d'impôts et taxes dont elle est soumise. L'administration par le biais d'une notification datée du 27 septembre 2024 réclame 1.173.439 dinars y compris les pénalités de retards pour 569.046 dinars. La société n'a pas constaté de provision à ce titre. En réponse, la société a formulé des oppositions en fournissant les explications nécessaires. Ces litiges suivent actuellement leurs procédures contentieuses. Toutefois, le risque réel associé dépend du dénouement définitif de ces deux affaires. - Un 3eme contrôle au titre de l'exercice 2020 en matière d'impôts et taxes dont elle est soumise. A la date de la rédaction du présent rapport, ce contrôle est encore encours.

- **Conseil de la concurrence : auto-saisine**

Le 28 septembre 2017, le conseil de la concurrence a ouvert une enquête ayant pour objet l'auto-saisine d'une affaire intentée à l'encontre de la société tunisienne des boissons gazeuses STBG dont l'objet est l'abus de position dominante se matérialisant par une augmentation excessive des prix de vente par rapport aux autres activités agroalimentaires et ce, suite à l'augmentation du prix du sucre en 2016 et l'utilisation de la société ERRAFEHA comme unique distributeur.

Le conseil de la concurrence, n'ayant pas pu inculper la STBG suite aux justificatifs présentés par cette dernière, a introduit en date du 08/01/2020 la SFBT dans l'affaire susmentionnée en tant que société mère du groupe SFBT.

Le 17/02/2022, le conseil a également introduit les autres sociétés du groupe à savoir STBO, SBT, SOTEV, SFBT DISTRIBUTION, ERRAFAHA, SNB, STBN et SGBIA.

Après plusieurs examens et enquêtes, le conseil a fini par rendre son rapport de clôture d'enquête en décembre 2022 en reprochant des pratiques anti-concurrentielles, à savoir les conditions de vente privilégiée accordées à certains clients, notamment les ristournes et les remises appliquées aux grandes surfaces.
De plus, il a également reproché, d'une part l'influence de la société mère sur la politique des prix de vente appliquée au sein du groupe et, d'autre part, l'absence d'affichage des conditions générales de ventes dans les usines.
Il est à noter que le groupe SFBT a établi les conditions générales des ventes qui sont désormais affichées dans les usines du groupe.
Le jugement en première instance est programmé pour le 06 mars 2024.
Le 08 mai 2024, le conseil de la concurrence rend sa décision, en premier ressort, dans l'affaire de l'auto-saisine enrôlée depuis 2017 et inflige au Groupe SFBT une amende de 19 985 869 dinars répartie comme suit :

- STBG : 1 142 289 dinars
- SFBT : 12 995 603 dinars
- SGBIA :3 013 963 dinars
- STBO : 393 544 dinars
- SBT : 1 488 619 dinars
- SOTEV : 900 493 dinars
- SFBT DISTRIBUTION : 19 457 dinars
- ERRAFAHA : 31 901 dinars

Dès la réception de la notification légale de cette décision par le conseil de la concurrence, la société va interjeter appel.

2.18 NOTES SUR LES PARTIES LIEES :

1) Actionnaires de la société mère :

• Groupe BGI : Un contrat de maintenance et abonnement des licences des logiciels avec BEVIT et ce, pour 3.042.724 DT HT en 2024.
Le groupe SFBT a facturé en 2024 au groupe BGI des services et de la matière consommable pour une valeur de 5 260 205 DT.

• STAR : Le groupe SFBT n'a pas de contrats d'assurances significatifs avec la STAR.

• Partner Investment S.A : Le groupe SFBT n'a pas enregistré en 2024 des transactions avec l'actionnaire « Partner Investment SA (groupe POULINA) ».

2) Dirigeants de la société mère :

• BNA : Les comptes courants ouverts par certaines filiales entrent dans le cadre bailleur de fonds / Investisseurs et ce, sans particularités significatives.

• Les éléments de rémunérations des dirigeants en 2024 sont :

- Les rémunérations des administrateurs sont déterminées par le conseil d'administration et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. En 2024, le montant net des rémunérations alloué aux administrateurs s'est élevé à 300.000 DT au titre de la S.F.B.T et à 240.200 DT au titre des filiales.

- La rémunération des membres permanents du comité d'audit est déterminée par le conseil d'administration et soumise à l'approbation de l'assemblée générale. En 2024, le montant net alloué aux membres du comité d'audit s'est élevé à 40.000 DT au titre de la S.F.B.T et 8.000 DT au titre des filiales.

- La rémunération de Monsieur Mustapha ABDELMOULA a été fixée par décision du conseil d'administration du 24 septembre 1990. Il a perçu au titre de l'exercice 2024 :

    1. Une prime de bilan fixée en 1988 à trois mois de salaire indexée depuis sur la variation du résultat de la SFBT avant réinvestissement et impôt sur les sociétés. Cette prime de 4.912 DT nette en 1988 est passée à 710.070 DT nette en 2024 du fait de son indexation ;

    2. Une prime d'intéressement sur les résultats des filiales avant réinvestissement et impôt sur les sociétés (SEABG, STBG, SGBIA, STBO, SLD, SOTUCOLAIT, SMVDA RAOUDHA et SOCOLAIT). Cette prime est passée de 17.834 DT en 1990 à 490.515 DT brute en 2024. Par ailleurs, la SPDIT, la SINDT, la SBT Médenine, la SOSTEM, la SNB et les petites filiales ont été exclues volontairement par la direction générale de l'assiette de cette prime.

  Monsieur Mustapha ABDELMOULA bénéficie des avantages en nature liés à sa fonction (eau, électricité, téléphone, voiture et charges connexes).

- La rémunération de Monsieur Elyès FAKHFAKH a été fixée par décision du conseil d'administration du 25 septembre 2023. Pour l'année 2024, cette rémunération, s'élevant à 494.231 dinars brute, est composée d'un salaire sur treize mensualités, d'une prime de bilan et d'une gratification.

  Monsieur Elyès FAKHFAKH bénéficie des avantages en nature liés à sa fonction (logement, eau, électricité, téléphone, voiture et charges connexes).

2.19 ENGAGEMENTS HORS BILAN :

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Types d'engagements	Valeur totale	Tiers	Dirigeants	Associés	Provisions
1- ENGAGEMENTS DONNES					
a) Garanties personnelles	**51 926**	**51 926**	Néant	Néant	Néant
-cautionnement	51 926	51 926	Néant	Néant	Néant
-aval	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-autres garanties	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
b) Garanties réelles	**88 606 852**	**88 606 852**	Néant	Néant	Néant
-hypothèques	52 058 852	52 058 852	Néant	Néant	Néant
-nantissement	36 548 000	36 548 000	Néant	Néant	Néant
c) Effets escomptes et non échus	**60 239 331**	**60 239 331**	Néant	Néant	Néant
d) Créances à l'exportation mobilisées	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Abandon des créances	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
f) Intérêts sur emprunts	**624 965**	**624 965**	Néant	Néant	Néant
Total	**149 523 074**	**149 523 074**	**-**	**-**	**-**
2- ENGAGEMENT RECUS					
a) Garanties personnelles	**4 236 138**	**266 138**	Néant	**3 970 000**	Néant
-cautionnement	4 236 138	266 138	Néant	3 970 000	Néant
-aval	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-autres garanties	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
b) Garanties réelles	**3 510 000**	**3 510 000**	Néant	Néant	Néant
-hypothèques	3 510 000	3 510 000	Néant	Néant	Néant
-nantissement	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
c) Effets escomptes et non échus	**2 874 748**	**2 874 748**	Néant	Néant	Néant
d) Créances à l'exportation mobilisées	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
e) Abandon des créances	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
f) Intérêts sur emprunts	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	**10 620 886**	**6 650 886**	**-**	**3 970 000**	**-**
3-ENGAGEMENTS RECIPROQUES					
-Emprunt obtenu non encore encaissé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Crédit consenti non encore versé	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Opération de portage	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Crédit documentaire	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Commande d'immobilisation	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Commande de longue durée	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Contrats avec le personnel prévoyant des engagements supérieurs à ceux prévus par la convention collective	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
-Etc	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

DETTES GARANTIES PAR SURETE

Postes concernés	Montant garanti	Valeur comptable des biens donnés en garantie	Provisions
-Emprunt obligataire	Néant	Néant	Néant
-Emprunt d'investissement	5 000 000	7 541 000	Néant
-Emprunt courant de gestion	6 000 000	Néant	Néant
-Autres	Néant	Néant	Néant

2.20 EVENEMENTS POST-CLOTURES :

Aucun événement post-clôture n'a été signalé.

3. ANALYSE DES POSTES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

(Exprimé en Dinar tunisien)

3.1 Immobilisations incorporelles

La valeur brute des immobilisations incorporelles est passée de 21 230 398 DT au 31/12/2023 à 22 664 816 DT au 31/12/2024, à savoir :

Désignations	Valeurs Brutes 31.12.2023	Acquisitions	Reclassement	Valeurs Brutes 31.12.2024	Amortissements cumulés au 31.12.2023	Dotation aux amortissements	Reclassement des amortissements	Amortissements cumulés au 31.12.2024	Valeurs nettes 2024	Valeurs nettes 2023
Invest en recherche et développement	10 814	0	0	10 814	-10 814	0	0	-10 814	0	0
Concessions de marques, brevets, licences, marques, procédés & valeurs similaires	7 346	1 250	0	8 596	-5 083	-384	0	-5 467	3 129	2 263
Logiciels	15 360 652	436 949	231 435	16 029 036	-13 592 118	-1 350 254	95 425	-14 846 947	1 182 089	1 768 534
Fonds commercial et droits aux bails	833 405	0	0	833 405	-733 461	-648	0	-734 109	99 296	99 944
Immobilisations incorporelles encours et autres	5 018 181	996 219	-231 435	5 782 965	-4 933 764	-246 258	-198 000	-5 378 022	404 943	84 417
Total	**21 230 398**	**1 434 418**	**0**	**22 664 816**	**-19 275 240**	**-1 597 544**	**-102 575**	**-20 975 359**	**1 689 457**	**1 955 158**

3.2 Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles est passée de 1 484 158 709 DT au 31/12/2023 à 1 566 876 195DT au 31/12/2024, à savoir :

Désignations	Valeurs Brutes 2023	Acquisitions	Cessions	Reclassement et autres	Valeurs Brutes 31.12.2024	Amortissements cumulés 2023	Dotation aux amortissements	Cession des amortissements	Reprises des amortissements	Reclassement des amortissements	Amortissements cumulés au 31.12.2024	Provisions cumulées 2023	Dotation aux Provisions	Reprises des provisions	Provisions cumulées au 31.12.2024	Valeurs nettes 2024	Valeurs nettes 2023
Terrains	38 665 818	323 366	0	0	38 989 184	0					0	0	0	0	0	38 989 184	38 665 818
Constructions	190 700 484	4 095 787	0	350 186	195 146 457	-103 665 437	-8 235 716	0	0	0	-111 901 153	-392 152	0	0	-392 152	82 853 152	86 642 895
Installations Techniques	775 961 161	14 571 103	-673 552	3 310 983	793 169 695	-559 580 268	-43 949 999	409 245	0	9 942 327	-593 178 695	-205 427	0	289	-205 138	199 785 862	216 175 466
Matériel de Transport	102 394 887	14 278 321	-5 165 835	1 339 635	112 847 008	-83 435 603	-7 168 250	4 505 959	0	0	-86 097 894	0	0	0	0	26 749 114	18 959 284
Autres immob Corporelles	21 217 994	2 540 709	-406 578	0	23 352 125	-3 700 422	-1 156 864	406 578	0	-13 230 959	-17 681 667	-21 411	-13 151	21 411	-13 151	5 657 307	17 496 161
Actif biologique	17 063 057	0	-350 171	381 253	17 094 139	-12 808 120	-1 117 632	149 678	152 566	0	-13 623 508	0	-354 308	0	-354 308	3 116 323	4 254 937
Autres emballages	154 489 172	13 565 960	-1 647 378	-623 682	165 784 072	-106 495 873	-10 609 921	1 294 228	0	57 548	-115 754 018	-38 066	0	0	-38 066	49 991 988	47 955 233
Emballages (bouteilles)	145 190 638	20 452 519	-1 825	-5 589 979	160 051 353	12 614	0	1 825	0	-14 439	0	-1 052 736	0	269 949	-782 787	159 268 566	144 150 516
Emballages (palettes en bois)	28 557 075	470 854	0	-279 548	28 748 381	-25 236 655	-865 628	0	0	267 439	-25 834 844	0	0	0	0	2 913 537	3 320 420
Immob. en cours	8 980 770	19 071 149	-70 960	-4 754 147	23 226 812	0					0	-1 366 574	0	0	-1 366 574	21 860 238	7 614 196
Avances et acomptes/imm corporelles	937 653	8 078 294	0	-548 978	8 466 969	0					0	-12 447	0	0	-12 447	8 454 522	925 206
Total	**1 484 158 709**	**97 448 062**	**-8 316 299**	**-6 414 277**	**1 566 876 195**	**-894 909 764**	**-73 104 010**	**6 767 513**	**152 566**	**-2 978 084**	**-964 071 779**	**-3 088 813**	**-367 459**	**291 649**	**-3 164 623**	**599 639 793**	**586 160 132**

L’augmentation de 82 717 486 DT est due principalement aux acquisitions de l’exercice.

3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières a enregistré une augmentation de 3 001 066 DT et se détaille comme suit :

Désignations	2024			2023		
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes
Titres de Participations Hors Groupe	29 019 923	13 680 980	15 338 943	29 819 928	14 105 026	15 714 902
Obligations	1 010 220	0	1 010 220	1 510 220	0	1 510 220
Compte prêt personnel à long terme	21 338 876	107 179	21 231 697	17 835 432	107 529	17 727 903
Dépôt cautionnement	2 238 179	3 727	2 234 452	1 441 250	3 727	1 437 523
Autres formes de participations	51 926	0	51 926	51 228	0	51 228
Total	**53 659 124**	**13 791 886**	**39 867 238**	**50 658 058**	**14 216 282**	**36 441 776**

3.4 Ecarts d'acquisitions

Désignations	2024			2023		
	Brutes	Amort	Nettes	Brutes	Amort	Nettes
Ecart d'acquisitions	5 812 360	5 739 213	73 147	5 812 360	5 702 643	109 717

3.5 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants ont enregistré une augmentation de 2 568 288 DT détaillée comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations brutes
Fournisseurs, emballages à rendre	33 654 539	31 086 251	2 568 288
Total	**33 654 539**	**31 086 251**	**2 568 288**

Ils se détaillent par société comme suit :

Sociétés	2024	2023	Variations brutes
SFBT	1 089 375	300 139	789 236
SGBIA	1 998 546	1 631 027	367 519
STBG	164 105	112 396	51 709
SBT	3 318 545	3 177 421	141 124
SEABG	1 025 481	847 452	178 029
STBO	2 257 049	2 257 049	0
SNB	162 000	0	162 000
SOTEV	7 454 064	7 011 443	442 621
SDB	4 646 210	4 210 160	436 050
SOSTEM	395 705	395 705	0
SLD	10 007 378	10 007 378	0
ERRAFAHA	1 136 081	1 136 081	0
Total	**33 654 539**	**31 086 251**	**2 568 288**

3.6 Stocks et en-cours

La valeur brute des stocks totalise 471 984 175 DT au 31/12/2024 contre 461 769 875 DT en 31/12/2023, à savoir :

Désignations	2024			2023			Variations brutes
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes	
Stocks matières premières et autres approvisionnements	83 236 661	0	83 236 661	70 022 089	0	70 022 089	13 214 572
Stocks de Matières consommables	10 504 616	0	10 504 616	10 078 130	0	10 078 130	426 486
Stocks d'emballages et conditionnements	139 373 201	5 682 313	133 690 888	148 744 117	2 314 532	146 429 585	-9 370 916
Stocks de fournitures consommables	15 103 159	14 560	15 088 599	12 645 626	14 560	12 631 066	2 457 533
Stocks de produits agricoles	231 695	0	231 695	209 525	0	209 525	22 170
Stocks pièces de rechange	143 754 364	14 306 644	129 447 720	136 196 268	13 786 274	122 409 994	7 558 096
Stocks en cours de production	9 134 497	115 623	9 018 874	9 836 700	45 367	9 791 333	-702 203
Stocks produits-finis et intermédiaires	68 412 049	229 790	68 182 259	71 812 352	59 596	71 752 756	-3 400 303
Stocks de marchandises	2 233 933	14 596	2 219 337	2 225 068	14 596	2 210 472	8 865
Total	**471 984 175**	**20 363 526**	**451 620 649**	**461 769 875**	**16 234 925**	**445 534 950**	**10 214 300**

3.7 Clients et comptes rattachés

Les clients et comptes rattachés ont enregistré une diminution de 10 886 855 DT, à savoir :

Désignations	2024			2023			Variations brutes
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes	
Clients locaux	101 392 560	1 134 646	100 257 914	127 903 802	1 048 238	126 855 564	-26 511 242
Clients étrangers	7 271 481	5 550 362	1 721 119	12 133 064	5 579 310	6 553 754	-4 861 583
Clients, effets à recevoir	60 117 974	0	60 117 974	42 577 800	0	42 577 800	17 540 174
Clients douteux, chèques et traites impayés	139 550 373	115 167 705	24 382 668	135 716 196	115 631 188	20 085 008	3 834 177
Clients valeurs à l'encaissement	54 791	0	54 791	943 172	0	943 172	-888 381
Total	**308 387 179**	**121 852 713**	**186 534 466**	**319 274 034**	**122 258 736**	**197 015 298**	**-10 886 855**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024			2023			Variations brutes
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes	
SFBT	108 638 359	16 347 950	92 290 409	117 348 048	16 225 752	101 122 296	-8 709 689
SGBIA	10 507 286	3 484 976	7 022 310	14 924 345	3 356 719	11 567 626	-4 417 059
STBG	23 961 253	9 614 280	14 346 973	18 334 533	9 614 280	8 720 253	5 626 720
SBT	18 307 358	2 133 882	16 173 476	16 293 338	2 119 794	14 173 544	2 014 020
SEABG	36 026 866	30 377 694	5 649 172	35 397 201	30 377 694	5 019 507	629 665
STBO	1 856 262	1 476 410	379 852	2 636 998	1 476 717	1 160 281	-780 736
SNB	3 585 616	126 208	3 459 408	3 607 739	126 208	3 481 531	-22 123
SOTEV	11 182 749	1 437 662	9 745 087	13 559 652	1 459 076	12 100 576	-2 376 903
SDB	3 004 703	571 462	2 433 241	3 349 995	571 462	2 778 533	-345 292
PREFORME	441 763	146 540	295 223	177 540	7 653	169 887	264 223
SIT	1 851 575	141 179	1 710 396	2 340 411	688 377	1 652 034	-488 836
SOSTEM	31 089 739	7 679 391	23 410 348	34 762 437	7 679 391	27 083 046	-3 672 698
SLD	40 048 451	39 963 326	85 125	40 311 824	40 175 748	136 076	-263 373
SOTUCOLAIT	4 109 578	4 109 578	0	4 109 578	4 109 578	0	0
SFBT DIS	1 130	0	1 130	274 253	22 691	251 562	-273 123
STDM	211 723	74 370	137 353	434 253	74 370	359 883	-222 530
SMVDA RAOUDHA	3 348 874	542 799	2 806 075	2 842 091	494 299	2 347 792	506 783
ERRAFAHA	2 116 644	1 968 946	147 698	2 206 239	2 015 775	190 464	-89 595
SOCOLAIT	1 582 573	1 272 985	309 588	1 511 812	1 272 985	238 827	70 761
STEM	137 420	137 419	1	137 419	137 419	0	1
STC	5 223 845	119 995	5 103 850	3 729 585	119 995	3 609 590	1 494 260
STT	1 153 412	125 661	1 027 751	984 743	132 753	851 990	168 669
Total	**308 387 179**	**121 852 713**	**186 534 466**	**319 274 034**	**122 258 736**	**197 015 298**	**-10 886 855**

3.8 Autres actifs courants

La valeur nette comptable des autres actifs courants a enregistré une augmentation de 2 657 599 DT, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations nettes
Créances liées aux participations	462 444	358 128	104 316
Fournisseurs avances et acomptes	50 289 194	51 733 365	-1 444 171
Personnel et comptes rattachés	2 664 897	2 565 754	99 143
Etats crédits d'impôts sur les sociétés	39 815 330	37 565 493	2 249 837
Etats crédit d'impôt	1 134 088	727 565	406 523
Autres impôts et taxes	5 913 475	8 610 649	-2 697 174
Débiteurs divers	8 697 932	11 617 215	-2 919 283
Produits à recevoir	12 381 617	8 227 415	4 154 202
Charges constatées d'avances	1 860 616	2 444 813	-584 197
Comptes de régularisations	5 592 374	2 303 971	3 288 403
Total	**128 811 967**	**126 154 368**	**2 657 599**

Elle se détaille par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations nettes
SFBT	21 664 369	26 100 670	-4 436 301
SGBIA	3 608 356	15 121 446	-11 513 090
STBG	3 047 062	6 419 036	-3 371 974
SBT	11 294 150	9 402 777	1 891 373
SEABG	500 786	2 407 806	-1 907 020
STBO	1 295 320	2 717 261	-1 421 941
SNB	5 365 518	3 300 069	2 065 449
SOTEV	11 406 647	5 647 755	5 758 892
SDB	3 402 738	1 796 610	1 606 128
PREFORME	13 271 367	11 444 609	1 826 758
SIT	1 996 265	1 691 044	305 221
SOSTEM	32 864 206	22 382 256	10 481 950
SLD	1 470 182	3 122 657	-1 652 475
SOTUCOLAIT	264 559	334 804	-70 245
SFBT DIS	31 723	26 956	4 767
STDM	2 959 680	2 208 966	750 714
SPDIT	3 291 474	3 108 805	182 669
SMVDA RAOUDHA	2 823 122	2 262 396	560 726
ERRAFAHA	108 565	101 306	7 259
SINDT	536 187	523 998	12 189
SOCOLAIT	527 555	383 568	143 987
STEM	469 519	530 437	-60 918
SIMCO	89 354	76 727	12 627
STC	5 339 314	4 777 958	561 356
STT	1 183 949	264 451	919 498
Total	**128 811 967**	**126 154 368**	**2 657 599**

3.9 Placements et autres actifs financiers

La valeur brute des placements et autres actifs financiers a enregistré une augmentation de 66 727 451 DT, à savoir :

Désignations	2024			2023			Variations brutes
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes	
Titres de placements	14 264 817	1 918 472	12 346 345	15 277 933	2 770 645	12 507 288	-1 013 116
Billets de trésorerie plus de 3 mois	4 329 000	2 900 000	1 429 000	4 114 000	2 900 000	1 214 000	215 000
Titre OPCVM	4 411 868	0	4 411 868	4 594 280	0	4 594 280	-182 412
Obligations	512 934	0	512 934	512 934	0	512 934	0
Certificat de dépôt	90 500 000	0	90 500 000	92 000 000	0	92 000 000	-1 500 000
Bons de trésor	0	0	0	50 000	0	50 000	-50 000
Placement bancaire	285 070 527	503	285 070 024	215 816 514	503	215 816 011	69 254 013
Prêts moins d'un an	67 351	0	67 351	73 156	0	73 156	-5 805
Intérêt couru	9 771	0	9 771	0	0	0	9 771
Total	**399 166 268**	**4 818 975**	**394 347 293**	**332 438 817**	**5 671 148**	**326 767 669**	**66 727 451**

Elle se détaille par société comme suit :

SOCIETES	2024			2023			Variations brutes
	Brutes	Provisions	Nettes	Brutes	Provisions	Nettes	
SFBT	275 222 095	350 000	274 872 095	212 372 988	350 000	212 022 988	62 849 107
SGBIA	535 000	400 000	135 000	508 970	400 000	108 970	26 030
STBG	3 400 000	400 000	3 000 000	3 586 266	400 000	3 186 266	-186 266
SBT	3 000 503	503	3 000 000	1 000 503	503	1 000 000	2 000 000
SEABG	50 060 023	1 438 974	48 621 049	60 509 796	1 453 031	59 056 765	-10 449 773
PREFORME	60 851	0	60 851	55 683	0	55 683	5 168
SOSTEM	561 471	550 000	11 471	551 700	550 000	1 700	9 771
STDM	7 500 000	0	7 500 000	7 500 000	0	7 500 000	0
SPDIT	51 473 186	1 679 498	49 793 688	43 424 108	2 517 614	40 906 494	8 049 078
SMVDA RAOUDHA	5 000 000	0	5 000 000	0	0	0	5 000 000
SINDT	96 615	0	96 615	54 289	0	54 289	42 326
SOCOLAIT	0	0	0	50 000	0	50 000	-50 000
STEM	1 050 000	0	1 050 000	1 800 000	0	1 800 000	-750 000
SIMCO	1 180 000	0	1 180 000	1 000 000	0	1 000 000	180 000
STT	26 524	0	26 524	24 514	0	24 514	2 010
Total	**399 166 268**	**4 818 975**	**394 347 293**	**332 438 817**	**5 671 148**	**326 767 669**	**66 727 451**

3.10 Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont enregistré au 31/12/2024 une augmentation de 29 164 285 DT, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations brutes
Valeur a l'encaissement (effets et chèques, virements)	577 945	4 951 909	-4 373 964
Billets de trésorerie moins de 3 mois	23 450 000	37 850 000	-14 400 000
Banque	214 070 084	165 407 551	48 662 533
CAISSE	408 942	562 983	-154 041
CCP	267 948	268 191	-243
Autres (Certificats de dépôts et comptes à termes -3 mois)	27 330 000	27 900 000	-570 000
Total	**266 104 919**	**236 940 634**	**29 164 285**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations brutes
SFBT	132 273 442	113 675 954	18 597 488
SGBIA	15 579 461	23 703 071	-8 123 610
STBG	3 543 876	4 162 048	-618 172
SBT	13 779 580	13 064 529	715 051
SEABG	28 292 940	25 292 122	3 000 818
STBO	3 962 035	2 932 739	1 029 296
SNB	3 013 692	38 635	2 975 057
SOTEV	3 158 251	1 064 068	2 094 183
SDB	258 440	549 758	-291 318
PREFORME	5 331 257	1 884 503	3 446 754
SIT	1 505 351	643 546	861 805
SOSTEM	20 389 821	7 440 132	12 949 689
SLD	1 828 630	1 942 915	-114 285
SOTUCOLAIT	7 205	82	7 123
SFBT DIS	1 281 574	1 146 459	135 115
STDM	905 467	3 081 703	-2 176 236
SPDIT	24 573 859	28 138 666	-3 564 807
SMVDA RAOUDHA	1 243 306	18 860	1 224 446
ERRAFAHA	503 516	823 362	-319 846
SINDT	3 338 578	3 401 171	-62 593
SOCOLAIT	131 319	69 001	62 318
STEM	285 895	81 740	204 155
SIMCO	17 633	146 303	-128 670
STC	650 687	2 186 277	-1 535 590
STT	249 104	1 452 990	-1 203 886
Total	**266 104 919**	**236 940 634**	**29 164 285**

3.11 Capitaux propres consolidés-part Groupe

Les capitaux propres consolidés ont enregistré une augmentation de 81 009 695 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Capitaux propres au début de l'exercice	1 255 205 172	1 142 282 325	112 922 847
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	-198 397 326	-180 988 398	-17 408 928
Résultat de l'exercice-part du Groupe	282 951 677	281 681 042	1 270 635
Autres variations	-3 544 656	12 230 203	-15 774 859
Capitaux propres à la fin de l'exercice	**1 336 214 867**	**1 255 205 172**	**81 009 695**

3.12 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires ont enregistré une augmentation de 8 026 442 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Intérêts minoritaires au début de l'exercice	75 237 021	71 798 749	3 438 272
Dividendes payés aux minoritaires	-9 739 507	-6 621 893	-3 117 614
Intérêts minoritaires dans le résultat	13 489 711	13 898 687	-408 976
Autres variations	4 276 238	-3 838 522	8 114 760
Intérêts minoritaires à la fin de l'exercice	**83 263 463**	**75 237 021**	**8 026 442**

Note sur les mouvements des capitaux propres :

	CP au 31/12/2023	Variation de périmètre	Affectation du Résultat N-1	Résultat de l'Exercice	Distribution de Dividendes	CP au 31/12/2024
Capital social	247 500 000	20 625 000	0	0	0	268 125 000
Réserves consolidées	726 024 130	-24 169 656	281 681 042	0	-198 397 326	785 138 190
Résultat net consolidé de la période	281 681 042	0	-281 681 042	282 951 677	0	282 951 677
Capitaux propres groupe	**1 255 205 172**	**-3 544 656**	**0**	**282 951 677**	**-198 397 326**	**1 336 214 867**
IM dans les Réserves	61 338 334	4 276 238	13 898 687	0	-9 739 507	69 773 752
IM dans le Résultat	13 898 687	0	-13 898 687	13 489 711	0	13 489 711
Intérêts minoritaires	**75 237 021**	**4 276 238**	**0**	**13 489 711**	**-9 739 507**	**83 263 463**
Total Capitaux propres	**1 330 442 193**	**731 582**	**0**	**296 441 388**	**-208 136 833**	**1 419 478 330**

3.13 Emprunts et dettes assimilées

Les emprunts et dettes assimilées ont enregistré une augmentation de 3 465 351 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Emprunts auprès des établissements de crédit	21 178 514	18 779 047	2 399 467
Emprunts leasing	4 238 196	3 966 441	271 755
Autres emprunts et dettes assimilées	1 145 809	351 680	794 129
Total	**26 562 519**	**23 097 168**	**3 465 351**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
STBG	2 934 238	4 238 511	-1 304 273
SBT	7 311 673	2 039 168	5 272 505
SDB	22 581	0	22 581
SOSTEM	1 119 857	3 355 571	-2 235 714
SNB	3 690 736	4 185 272	-494 536
STC	7 426 543	5 375 150	2 051 393
STT	4 040 232	3 866 475	173 757
SMVDA RAOUDHA	16 659	37 021	-20 362
Total	**26 562 519**	**23 097 168**	**3 465 351**

3.14 Autres passifs non courants

Il s'agit des emballages consignés qui ont enregistré une augmentation de 11 371 077 DT et ce, en passant de 183 845 045 DT au 31/12/2023 à 195 216 122 DT au 31/12/2024 et qui se détaillent par société comme suit:

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	92 146 112	85 973 086	6 173 026
SGBIA	19 071 814	17 515 619	1 556 195
STBG	6 184 635	5 605 810	578 825
SBT	12 261 942	10 440 734	1 821 208
SEABG	2 933 302	2 906 302	27 000
STBO	3 832 435	3 445 554	386 881
SNB	3 920 729	3 836 285	84 444
SOTEV	8 305 922	7 547 625	758 297
SDB	2 798 274	2 630 663	167 611
PREFORME	440 192	488 150	-47 958
SOSTEM	27 419 459	27 315 134	104 325
SLD	13 467 149	13 467 149	0
SMVDA	240 653	205 156	35 497
ERRAFAHA	310 309	310 309	0
SOCOLAIT	0	1 337	-1 337
STEM	166 658	166 658	0
STC	1 716 537	1 989 474	-272 937
Total	**195 216 122**	**183 845 045**	**11 371 077**

3.15 Provisions

Les provisions correspondent à la prise en compte des risques et des charges courus par le groupe et connus en fin de période et se détaillent, par société, comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	23 445 271	23 543 035	-97 764
SGBIA	17 811 064	21 099 169	-3 288 105
STBG	3 135 870	2 765 633	370 237
SBT	239 172	225 882	13 290
SEABG	2 634 171	2 664 659	-30 488
STBO	1 304 656	1 278 740	25 916
SNB	1 496 865	1 438 530	58 335
SOTEV	2 495 209	1 669 243	825 966
SDB	367 118	301 864	65 254
PREFORME	29 150	30 460	-1 310
SIT	226 821	174 869	51 952
SOSTEM	6 791 106	6 236 680	554 426
SLD	22 545	15 691	6 854
SOTUCOLAIT	27 844	4 919	22 925
SFBT DIS	16 710	17 146	-436
STDM	687 700	588 116	99 584
SPDIT	1 214 098	1 210 134	3 964
SMVDA	331 641	292 338	39 303
ERRAFAHA	148 264	4 243	144 021
SOCOLAIT	5 011	9 153	-4 142
STC	86 593	0	86 593
Total	**62 516 879**	**63 570 504**	**-1 053 625**

La diminution enregistrée de 1 053 625 DT provient principalement de la diminution au niveau de la SGBIA et de l'augmentation au niveau de la SOTEV et de la SOSTEM.

3.16 Fournisseurs et comptes rattachés

Les fournisseurs et comptes rattachés ont enregistré une augmentation de 11 581 432 DT et ce, en passant de 127 304 249 DT au 31/12/2023 à 138 885 681 DT au 31/12/2024, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations
Fournisseurs locaux d'exploitation	54 925 864	42 208 481	12 717 383
Fournisseurs étrangers d'exploitation	22 637 808	11 087 999	11 549 809
Fournisseurs, effets à payer	46 175 575	64 458 907	-18 283 332
Fournisseurs locaux d'immobilisations	768 439	710 505	57 934
Fournisseurs, factures non parvenues	14 377 995	8 838 357	5 539 638
Total	**138 885 681**	**127 304 249**	**11 581 432**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	49 867 461	32 585 920	17 281 541
SGBIA	6 830 188	8 309 140	-1 478 952
STBG	3 327 659	7 977 888	-4 650 229
SBT	21 169 398	25 133 218	-3 963 820
SEABG	9 323 922	3 501 965	5 821 957
STBO	551 754	2 635 082	-2 083 328
SNB	6 563 997	4 744 538	1 819 459
SOTEV	2 545 580	885 665	1 659 915
SDB	28 481	32 771	-4 290
PREFORME	202 766	31 356	171 410
SIT	1 720 747	803 282	917 465
SOSTEM	13 521 561	17 089 194	-3 567 633
SLD	1 454 956	1 385 644	69 312
SOTUCOLAIT	1 190 259	945 323	244 936
SFBT DIS	2 599	2 600	-1
STDM	1 205 741	1 371 441	-165 700
SMVDA RAOUDHA	4 625 484	5 236 316	-610 832
ERRAFAHA	5 977	25 428	-19 451
SINDT	3 774	3 774	0
SOCOLAIT	302 722	171 478	131 244
STEM	87 393	49 210	38 183
SIMCO	392	392	0
STC	13 274 600	13 375 722	-101 122
STT	1 078 270	1 006 902	71 368
Total	**138 885 681**	**127 304 249**	**11 581 432**

3.17 Autres passifs courants

Les autres passifs courants ont enregistré une augmentation de 32 544 405 DT et ce, en passant de 170 589 968 DT au 31/12/2023 à 203 134 373 DT au 31/12/2024, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations
Clients créditeurs	15 625 617	14 340 234	1 285 383
Rémunération due	1 571 284	1 466 616	104 668
Dettes pour congés payés	4 127 832	3 933 848	193 984
Etat retenus à la source	13 767 742	11 442 998	2 324 744
Etat – Impôt sur les sociétés à payer	21 419 622	2 853 136	18 566 486
Etat – TVA à payer	13 988 146	16 792 927	-2 804 781
Etat – Droit de consommation à payer	41 522 220	42 385 349	-863 129
Etat – Autres impôts et taxes à payer	3 752 208	1 448 282	2 303 926
Dividende à payer	6 881 473	7 035 122	-153 649
Actionnaire comptes courants	305 000	370 000	-65 000
CNSS, organismes sociaux	11 243 391	11 029 748	213 643
Créditeurs divers	3 816 059	2 690 023	1 126 036
Charges à payer	40 575 713	38 644 282	1 931 431
Produits constatés d'avance	4 326 771	3 177 459	1 149 312
Etat, contribution sociale de solidarité	15 383 760	7 271 017	8 112 743
Etat et collectivités publiques	2 647 735	2 183 819	463 916
Comptes de régularisation	2 179 800	3 525 108	-1 345 308
Total	**203 134 373**	**170 589 968**	**32 544 405**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	131 457 509	105 507 336	25 950 173
SGBIA	7 756 196	6 152 026	1 604 170
STBG	4 870 178	4 401 602	468 576
SBT	7 017 413	6 473 730	543 683
SEABG	10 180 915	7 151 322	3 029 593
STBO	1 492 767	931 657	561 110
SNB	1 477 254	1 488 666	-11 412
SOTEV	1 428 676	1 145 742	282 934
SDB	423 889	269 944	153 945
PREFORME	717 078	1 000 107	-283 029
SIT	2 411 627	2 802 983	-391 356
SOSTEM	8 797 938	8 109 033	688 905
SLD	1 850 897	2 198 666	-347 769
SOTUCOLAIT	171 993	245 538	-73 545
SFBT DIS	402 323	330 794	71 529
STDM	4 144 514	4 021 024	123 490
SPDIT	3 273 390	3 068 987	204 403
SMVDA RAOUDHA	1 395 471	1 421 451	-25 980
ERRAFAHA	634 053	1 103 277	-469 224
SINDT	3 059 336	3 086 208	-26 872
SOCOLAIT	112 535	98 867	13 668
STEM	83 788	73 103	10 685
SIMCO	10 150	8 969	1 181
STC	9 639 190	9 185 464	453 726
STT	325 293	313 472	11 821
Total	**203 134 373**	**170 589 968**	**32 544 405**

3.18 Concours bancaires et autres passifs financiers

Les emprunts à court terme et les concours bancaires ont enregistré une diminution de 29 329 119 DT et ce, en passant de 105 797 980 DT au 31/12/2023 à 76 468 861 DT au 31/12/2024, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations
Dettes billets de trésorerie	23 800 000	37 150 000	-13 350 000
Concours bancaires	10 129 327	21 088 551	-10 959 224
Emprunts et autres dettes financières	42 539 534	47 559 429	-5 019 895
Total	**76 468 861**	**105 797 980**	**-29 329 119**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	1 868	1 856	12
SGBIA	0	23 700 000	-23 700 000
STBG	11 052 929	5 205 361	5 847 568
SBT	2 578 815	1 686 341	892 474
STBO	2 000 000	2 000 000	0
SNB	10 858 453	6 560 378	4 298 075
SOTEV	0	880 460	-880 460
PREFORME	14 500 000	14 652 766	-152 766
SIT	3 000 000	2 000 000	1 000 000
SOSTEM	2 304 074	21 546 026	-19 241 952
SLD	8 800 000	8 800 000	0
SOTUCOLAIT	1 009 776	776 571	233 205
SFBT DIS	214	214	0
SMVDA RAOUDHA	8 014 659	2 393 747	5 620 912
SINDT	36	162 492	-162 456
STC	8 995 188	13 621 177	-4 625 989
STT	3 352 849	1 810 591	1 542 258
Total	**76 468 861**	**105 797 980**	**-29 329 119**

3.19 Les revenus

Les revenus ont augmenté en 2024 de 26 875 000 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Ventes BIERE	600 562 653	581 927 935	18 634 718
Ventes BG	474 282 883	484 326 141	-10 043 258
Ventes LAIT	5 428 693	5 307 262	121 431
Ventes EAU	234 911 934	238 916 465	-4 004 531
Ventes JUS	31 031 493	36 499 794	-5 468 301
Ventes VINS	6 903 907	7 900 603	-996 696
Autres	43 082 090	14 450 453	28 631 637
Total	**1 396 203 653**	**1 369 328 653**	**26 875 000**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	718 689 198	706 982 764	11 706 434
SGBIA	124 368 690	146 037 285	-21 668 595
STBG	88 107 151	81 333 492	6 773 659
SBT	97 247 716	90 449 108	6 798 608
SEABG	73 562	122 488	-48 926
STBO	28 882 177	25 498 238	3 383 939
SNB	4 232 744	2 610 302	1 622 442
SOTEV	67 698 308	58 431 805	9 266 503
SDB	23 498 121	22 428 326	1 069 795
PREFORME	3 923 559	1 557 751	2 365 808
SIT	3 050 596	1 889 325	1 161 271
SOSTEM	182 651 125	184 439 873	-1 788 748
SLD	0	1 040	-1 040
SOTUCOLAIT	0	1 096 009	-1 096 009
STDM	684 023	126 851	557 172
SMVDA RAOUDHA	4 308 702	5 456 928	-1 148 226
ERRAFAHA	1 639	2 751 932	-2 750 293
SINDT	0	10 630	-10 630
SOCOLAIT	3 857 083	2 838 964	1 018 119
STC	42 094 567	33 351 343	8 743 224
STT	2 834 692	1 914 199	920 493
Total	**1 396 203 653**	**1 369 328 653**	**26 875 000**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.20 Les autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation ont enregistré une diminution de 2 081 450 DT, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations
Quote-part des subventions d'investissements inscrite en résultat de l'exercice	1 383 141	2 270 176	-887 035
Subventions d'exploitation	349 583	531 685	-182 102
Autres produits d'exploitation	4 886 419	5 898 732	-1 012 313
Total	**6 619 143**	**8 700 593**	**-2 081 450**

3.21 Achats d'approvisionnements consommés

Les achats d'approvisionnements consommés ont enregistré une diminution de 47 003 149 DT et ce, en passant de 725 776 525 DT en 2023 à 678 773 376 DT en 2024, à savoir :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	209 638 318	224 350 736	-14 712 418
SGBIA	85 528 469	89 683 926	-4 155 457
STBG	32 335 152	26 830 824	5 504 328
SBT	21 260 364	24 272 422	-3 012 058
SEABG	131 890 981	132 963 946	-1 072 965
STBO	12 971 941	14 564 269	-1 592 328
SNB	17 438 665	20 458 478	-3 019 813
SOTEV	409 969	343 956	66 013
SDB	219 683	228 638	-8 955
PREFORME	30 086 349	34 054 112	-3 967 763
SIT	4 624 885	3 522 573	1 102 312
SOSTEM	102 010 097	126 955 773	-24 945 676
SLD	1 188 124	2 248 009	-1 059 885
SOTUCOLAIT	1 176	87 603	-86 427
SFBT DIS	340	0	340
STDM	3 900 278	2 963 308	936 970
SPDIT	6 908	4 103	2 805
SMVDA RAOUDHA	5 979 183	5 756 320	222 863
ERRAFAHA	1 325	112 616	-111 291
SINDT	-33 371	33 371	-66 742
STEM	9 090	9 090	0
SOCOLAIT	180 084	150 587	29 497
STC	14 822 789	12 822 187	2 000 602
STT	4 302 577	3 359 678	942 899
Total	**678 773 376**	**725 776 525**	**-47 003 149**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.22 Les charges de personnel

Les charges de personnel ont augmenté de 9 449 748 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Appointements et compléments d'appointements	138 400 990	130 589 608	7 811 382
Charges sociales	24 722 561	22 723 391	1 999 170
Autres charges de personnel	1 629 751	1 990 555	-360 804
Total	**164 753 302**	**155 303 554**	**9 449 748**

Elles se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	46 395 337	42 825 710	3 569 627
SGBIA	15 232 743	14 257 471	975 272
STBG	9 145 235	7 844 434	1 300 801
SBT	8 716 626	7 906 614	810 012
SEABG	5 168 760	7 381 774	-2 213 014
STBO	3 246 182	2 811 959	434 223
SNB	6 412 227	6 061 453	350 774
SOTEV	2 560 260	2 279 465	280 795
SDB	1 350 357	1 212 002	138 355
PREFORME	2 389 805	2 521 137	-131 332
SIT	7 234 881	6 486 391	748 490
SOSTEM	36 832 994	34 944 490	1 888 504
SLD	2 637 013	2 467 713	169 300
SOTUCOLAIT	124 683	295 371	-170 688
SFBT DIST	407 491	607 534	-200 043
STDM	4 581 158	4 296 390	284 768
SPDIT	477 869	352 926	124 943
SMVDA RAOUDHA	3 142 508	2 998 363	144 145
ERRAFAHA	12 907	406 197	-393 290
SINDT	30 000	30 000	0
SOCOLAIT	223 932	183 801	40 131
STEM	73 373	68 777	4 596
SIMCO	12 000	12 000	0
STC	5 270 981	4 727 203	543 778
STT	3 073 980	2 324 379	749 601
Total	**164 753 302**	**155 303 554**	**9 449 748**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.23 Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions ont diminué en 2024 de 11 474 333 DT, à savoir :

Désignations	2024	2023	Variations
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	1 597 544	1 869 777	-272 233
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	71 977 837	72 594 876	-617 039
Dotations aux amortissements des emballages récupérables	5 616 582	4 484 184	1 132 398
Reprises sur provisions pour dépréciation des emballages (bouteilles)	-269 949	0	-269 949
Dotations et reprises sur provisions pour risques et charges d'exploitation	-670 758	15 091 486	-15 762 244
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	4 959 750	1 209 139	3 750 611
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs biologique	1 319 374	907 888	411 486
Dotations aux provisions pour engagements de retraite	719 025	566 388	152 637
Dotations aux provisions des écarts d'acquisitions	36 570	36 570	0
Total	**85 285 975**	**96 760 308**	**-11 474 333**

Elles se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	33 961 186	37 046 823	-3 085 637
SGBIA	7 603 856	16 593 172	-8 989 316
STBG	4 159 568	4 824 021	-664 453
SBT	5 205 672	4 757 020	448 652
SEABG	1 164 342	-2 257 405	3 421 747
STBO	1 969 178	2 298 738	-329 560
SNB	2 151 171	1 856 478	294 693
SOTEV	1 223 854	1 763 187	-539 333
SDB	196 850	267 907	-71 057
PREFORME	1 495 581	905 295	590 286
SIT	-299 530	226 554	-526 084
SOSTEM	15 829 669	17 694 496	-1 864 827
SLD	1 249 947	2 143 822	-893 875
SOTUCOLAIT	60 941	39 375	21 566
SFBT DIS	60 545	81 329	-20 784
STDM	352 135	705 787	-353 652
SPDIT	46 906	736 601	-689 695
SMVDA RAOUDHA	2 553 577	2 168 083	385 494
ERRAFAHA	112 470	-9 214	121 684
SOCOLAIT	14 690	30 300	-15 610
STEM	514	49	465
STC	4 164 971	3 192 085	972 886
STT	2 007 882	1 695 805	312 077
Total	**85 285 975**	**96 760 308**	**-11 474 333**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.24 Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 30 480 335 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Sous traitance générale	2 922 559	5 217 343	-2 294 784
Location	6 418 338	5 528 231	890 107
Entretiens et réparations	10 852 646	12 065 320	-1 212 674
Primes d'assurances	8 145 982	7 836 880	309 102
Etudes et recherches	6 687 635	5 063 509	1 624 126
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 877 112	3 573 356	2 303 756
Publicité, publications et relations publiques	11 890 612	10 004 233	1 886 379
Frais de transport	13 818 755	15 053 059	-1 234 304
Déplacements, missions et réceptions	1 841 324	2 052 557	-211 233
Frais postaux et de télécommunications	945 777	1 040 708	-94 931
Commissions et services bancaires	1 096 901	1 351 207	-254 306
Redevance pour concession de marques brevets	12 773 455	12 778 573	-5 118
Jetons de présence	1 384 000	1 180 411	203 589
Impôts et taxes sur rémunérations	2 312 188	1 923 425	388 763
Autres impôts et taxes	37 582 178	8 049 594	29 532 584
Personnel extérieur à l'entreprise	2 511 590	1 757 482	754 108
Autres charges liées à l'exploitation	3 434 599	5 539 428	-2 104 829
Total	**130 495 651**	**100 015 316**	**30 480 335**

Elles se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	63 934 569	45 167 186	18 767 383
SGBIA	12 346 273	8 214 939	4 131 334
STBG	6 351 036	3 611 379	2 739 657
SBT	5 406 631	1 543 728	3 862 903
SEABG	3 701 706	3 633 499	68 207
STBO	1 997 115	999 035	998 080
SNB	740 598	886 732	-146 134
SOTEV	3 409 956	2 648 105	761 851
SDB	1 365 582	682 144	683 438
PREFORME	902 265	1 126 829	-224 564
SIT	1 466 393	1 319 355	147 038
SOSTEM	16 576 429	18 091 441	-1 515 012
SLD	1 804 056	2 062 094	-258 038
SOTUCOLAIT	112 084	139 830	-27 746
SFBT DIS	131 651	124 925	6 726
STDM	1 636 848	1 330 139	306 709
SPDIT	445 744	414 462	31 282
SMVDA RAOUDHA	2 118 413	1 608 034	510 379
ERRAFAHA	38 488	130 196	-91 708
SINDT	21 252	22 411	-1 159
SOCOLAIT	303 780	301 769	2 011
STEM	29 671	33 704	-4 033
SIMCO	7 287	5 933	1 354
STC	4 797 076	5 213 199	-416 123
STT	850 748	704 248	146 500
Total	**130 495 651**	**100 015 316**	**30 480 335**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.25 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation se détaille par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	202 067 794	197 645 252	4 422 542
SGBIA	30 970 364	19 767 907	11 202 457
STBG	6 401 357	5 632 842	768 515
SBT	6 224 911	9 510 878	-3 285 967
SEABG	39 832 951	41 816 668	-1 983 717
STBO	649 244	1 093 627	-444 383
SNB	2 292 616	2 808 912	-516 296
SOTEV	4 870 581	3 643 861	1 226 720
SDB	1 910 905	1 683 438	227 467
PREFORME	4 944 269	6 799 214	-1 854 945
SIT	543 777	52 938	490 839
SOSTEM	33 326 560	25 325 805	8 000 755
SLD	4 513 994	6 106 069	-1 592 075
SOTUCOLAIT	-344 399	-513 127	168 728
SFBT DIS	1 079 967	1 060 619	19 348
STDM	-1 111 556	-2 350 123	1 238 567
SPDIT	-1 041 051	-1 604 816	563 765
SMVDA RAOUDHA	-3 617 640	-2 396 725	-1 220 915
ERRAFAHA	-167 433	-114 648	-52 785
SINDT	-31 894	-76 967	45 073
SOCOLAIT	-299 206	-293 023	-6 183
STEM	174 747	175 775	-1 028
SIMCO	-19 287	-17 933	-1 354
STC	6 502 861	5 070 584	1 432 277
STT	988 400	1 219 968	-231 568
Total	**340 662 832**	**322 046 995**	**18 615 837**

Cette note est un contributif par société sans les éliminations.

3.26 Les charges financières nettes

Les charges financières ont diminué de 6 589 079 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Charges d'intérêts	16 728 652	15 576 266	1 152 386
Pertes / cession d'actifs financier	0	4 147	-4 147
Pertes de change	1 163 477	4 736 624	-3 573 147
Gains de change	-1 146 888	-1 367 372	220 484
Dotation des élément financiers	475 954	3 789 756	-3 313 802
Reprise des élément financiers	-1 753 139	-262 516	-1 490 623
Autres charges financières	484 249	64 479	419 770
Total	**15 952 305**	**22 541 384**	**-6 589 079**

Elles se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	149 394	1 711 547	-1 562 153
SGBIA	3 234 651	2 522 518	712 133
STBG	994 546	1 132 421	-137 875
SBT	2 121 655	1 467 642	654 013
SEABG	-12 796	3 495 303	-3 508 099
STBO	266 034	180 372	85 662
SNB	1 345 373	1 324 084	21 289
SOTEV	5 358	4 709	649
SDB	646	0	646
PREFORME	1 100 571	1 806 339	-705 768
SIT	250 712	175 567	75 145
SOSTEM	2 216 498	5 182 697	-2 966 199
SLD	821 242	815 415	5 827
SOTUCOLAIT	67 670	53 184	14 486
SPDIT	-367 162	-3 822	-363 340
SMVDA RAOUDHA	711 055	187 487	523 568
ERRAFAHA	79	21	58
SIMCO	15	0	15
SOCOLAIT	29	946	-917
SINDT	185	0	185
STC	2 109 508	1 748 247	361 261
STT	937 042	736 707	200 335
Total	**15 952 305**	**22 541 384**	**-6 589 079**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.27 Les produits des placements

Les produits des placements ont augmenté de 7 399 793 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Dividendes	3 637 295	4 281 602	-644 307
Jetons de présence	41 250	54 861	-13 611
Produit / cession d'actifs financier	11 378 245	9 463 413	1 914 832
Plus-value de réévaluation des titres	5 119	17 505	-12 386
Autres produits de placements	45 624 102	39 468 837	6 155 265
Total	**60 686 011**	**53 286 218**	**7 399 793**

Ils se détaillent par société comme suit :

SOCIETES	2024	2023	Variations
SFBT	31 513 050	25 798 770	5 714 280
SGBIA	609 367	475 569	133 798
STBG	1 719 815	358 569	1 361 246
SBT	660 554	952 209	-291 655
SEABG	6 763 310	9 790 774	-3 027 464
STBO	387 690	243 241	144 449
SNB	817	2 260	-1 443
SOTEV	566 210	258 132	308 078
SDB	56 765	54 164	2 601
PREFORME	112 963	197 110	-84 147
SIT	14 153	72 650	-58 497
SOSTEM	358 916	453 604	-94 688
SLD	1 953	775	1 178
SOTUCOLAIT	1 053	40	1 013
SFBT DIS	17 174	27 233	-10 059
STDM	851 520	961 796	-110 276
SPDIT	16 197 867	12 967 388	3 230 479
SMVDA RAOUDHA	24 929	1 912	23 017
ERRAFAHA	8 372	10 855	-2 483
SINDT	310 809	332 334	-21 525
SOCOLAIT	3 492	14 347	-10 855
STEM	166 940	119 217	47 723
SIMCO	100 898	91 942	8 956
STC	1 579	3 630	-2 051
STT	235 815	97 697	138 118
Total	**60 686 011**	**53 286 218**	**7 399 793**

Cette note est un contributif par société avec les éliminations.

3.28 Autres gains ordinaires

Les autres gains ordinaires ont augmenté en 2024 de 565 419 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Gains non récurrents ou exceptionnels	2 260 986	2 590 699	-329 713
Profits sur cession d'immobilisations	3 091 219	2 184 310	906 909
Autres gains ordinaires	3 820	15 597	-11 777
Total	**5 356 025**	**4 790 606**	**565 419**

3.29 Autres pertes ordinaires

Les autres pertes ordinaires ont diminué en 2024 de 1 359 649 DT et se détaillent comme suit :

Désignations	2024	2023	Variations
Pertes sur cession d'immobilisations	-200 607	-155 461	-45 146
Autres pertes ordinaires	-4 381 414	-5 786 209	1 404 795
Total	**-4 582 021**	**-5 941 670**	**1 359 649**

3.30 Impôt sur les sociétés

Désignations	2024	2023	Variations
Impôt courant	-74 720 680	-47 497 434	-27 223 246
Impôt différé	2 939 766	175 353	2 764 413
Contribution sociale de solidarité	-11 629 794	-9 381 518	-2 248 276
Contribution conjoncturelle au profit du budget de l'Etat	-6 914 859	0	-6 914 859
Total	**-90 325 567**	**-56 703 599**	**-33 621 968**

L'augmentation de l'impôt courant et différé est due au relèvement du taux d'impôt sur les sociétés de 15% à 20% par la loi des finances 2025. En outre, cette loi a instauré une contribution conjoncturelle au profit de budget de l'Etat au taux de 2%.

4. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

4.1 PRESENTATION DES FILIALES :

SOCIETE	Pourcentage de contrôle	Pourcentage intérêt	Méthode de consolidation*	ACTIVITES	PAYS D'ENREGISTREMENT
S F B T	100,00%	100,00%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BIERE ET BG	TUNISIE
SGBIA	100,00%	96,25%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BG ET BIERE EN FUTS	TUNISIE
STBG	56,50%	56,50%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BG ET DES PRODUITS DU GROUPE SFBT	TUNISIE
SBT	57,17%	52,97%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BG, EAU, JUS ET LAIT	TUNISIE
SEABG	95,77%	92,19%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BIERE ET JUS	TUNISIE
STBO	99,99%	98,25%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BG ET DES PRODUITS DU GROUPE SFBT	TUNISIE
SNB	59,99%	57,69%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION BG BOITES ET PET	TUNISIE
SOTEV	98,87%	94,40%	IG	DISTRIBUTION DES PRODUITS DU GROUPE SFBT	TUNISIE
SDB	50,00%	46,09%	IG	DISTRIBUTION DES PRODUITS DU GROUPE SFBT	TUNISIE
PREFORME	99,98%	96,93%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DE PREFORME ET BOUCHONS	TUNISIE
FEP	40,00%	38,77%	ME	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DE BOUCHON PLASTIQUE	TUNISIE
SIT	99,80%	93,75%	IG	SOCIETE INFORMATIQUE	TUNISIE
SOSTEM	99,98%	99,77%	IG	PRODUCTION ET COMMERCIALISATION EAUX MINERALES	TUNISIE
SLD	98,14%	85,74%	IG	LOCATION DES ACTIFS DE PRODUCTION DE BG ET FABRICATION DE CASIERS	TUNISIE
SOTUCOLAIT	100,00%	97,53%	IG	COLLECTE DE LAIT	TUNISIE
SFBT DIST	99,99%	90,08%	IG	ASSISTANCE COMMERCIALE A LA DISTRIBUTION DES PRODUITS DU GROUPE	TUNISIE
STDM	100,00%	93,82%	IG	SOCIETE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES	TUNISIE
SIMCO	99,99%	99,99%	IG	SOCIETE IMMOBILIERE ET COMMERCIALE	TUNISIE
STC	99,91%	52,38%	IG	SOCIETE TUNISIENNE DE CONDITIONNEMENT	TUNISIE
SPDIT	88,21%	88,21%	IG	SOCIETE DE PLACEMENT – SICAF	TUNISIE
SMVDA RAOUDHA	73,75%	71,67%	IG	ELEVAGE - PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DE VINS	TUNISIE
ERRAFAHA	100,00%	99,92%	IG	DISTRIBUTION DES PRODUITS DU GROUPE SFBT	TUNISIE
SINDT	50,00%	44,93%	IG	PROMOTION IMMOBILIERE	TUNISIE
SOCOLAIT	100,00%	97,04%	IG	COLLECTE DE LAIT	TUNISIE
STEM	99,91%	99,69%	IG	SOCIETE TUNISIENNE DES EAUX MINIRALES	TUNISIE
STT	66,67%	35,31%	IG	SOCIETE TOUT TRANSPORT	TUNISIE

(*) Méthodes de consolidation :

IG : Intégration globale

ME : Mise en équivalence

Les sociétés présentant les caractéristiques de filiales et n'ayant pas été retenues dans le périmètre de consolidation en raison de leurs impacts non significatifs (total net bilan et résultat) sont : EL HOUDA, SFBT Italie, SCM, SFBT Sces II, Beldimed, SOTASUD et SEM.

4.2 CHANGEMENT DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION :

Sociétés	% de contrôle 2024	% de contrôle 2023	Variations	% d'intérêt 2024	% d'intérêt 2023	Variations	Contribution dans le résultat consolidé 2024	Effet du changement du périmètre sur le résultat consolidé 2024
S F B T	100,00%	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	0,00%	173 029 957	0
SGBIA	100,00%	100,00%	0,00%	96,25%	96,35%	-0,10%	19 897 515	-20 557
STBG	56,50%	56,50%	0,00%	56,50%	56,50%	0,00%	2 944 048	-78
SBT	57,17%	57,06%	0,11%	52,97%	53,02%	-0,05%	2 246 762	-1 078
SEABG	95,77%	95,77%	0,00%	92,19%	92,33%	-0,14%	34 056 793	-48 305
STBO	99,99%	99,99%	0,00%	98,25%	98,32%	-0,07%	539 867	-386
SNB	59,99%	59,99%	0,00%	57,69%	57,74%	-0,05%	486 335	-226
SOTEV	98,87%	98,87%	0,00%	94,40%	94,40%	0,00%	3 652 841	99
SDB	50,00%	50,00%	0,00%	46,09%	46,17%	-0,08%	628 071	-477
PREFORME	99,98%	99,98%	0,00%	96,93%	97,01%	-0,08%	2 706 190	-2 227
FEP	40,00%	40,00%	0,00%	38,77%	38,81%	-0,04%	596 413	-232
SIT	99,80%	99,80%	0,00%	93,75%	93,79%	-0,04%	273 330	-109
SOSTEM	99,98%	99,98%	0,00%	99,77%	99,98%	-0,21%	26 030 603	-53 578
SLD	98,14%	98,14%	0,00%	85,74%	85,84%	-0,10%	2 741 827	-2 771
SOTUCOLAIT	100,00%	100,00%	0,00%	97,53%	97,67%	-0,14%	-338 186	469
SFBT DIST	99,99%	99,99%	0,00%	90,08%	90,09%	-0,01%	752 401	-40
STDM	100,00%	100,00%	0,00%	93,82%	93,93%	-0,11%	-62 453	70
SIMCO	99,99%	99,99%	0,00%	99,99%	99,99%	0,00%	62 768	-2
STC	99,91%	99,91%	0,00%	52,38%	52,57%	-0,19%	2 551 129	-4 765
SPDIT	88,21%	88,68%	-0,47%	88,21%	88,68%	-0,47%	12 913 507	-61 176
SMVDA RAOUDHA	73,75%	73,75%	0,00%	71,67%	71,71%	-0,04%	-3 128 502	1 298
ERRAFAHA	100,00%	100,00%	0,00%	99,92%	99,92%	0,00%	-64 930	-1
SINDT	50,00%	50,00%	0,00%	44,93%	45,13%	-0,20%	96 473	-194
SOCOLAIT	100,00%	100,00%	0,00%	97,04%	97,19%	-0,15%	-290 151	428
STEM	99,91%	99,91%	0,00%	99,69%	99,89%	-0,20%	279 304	-571
STT	66,67%	66,67%	0,00%	35,31%	35,35%	-0,04%	349 761	-124

Effet du changement du périmètre en 2024 sur le résultat consolidé 2023 : -194 532

5. ANALYSE DES POSTES DE L'ETAT DE FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2024

5.1 Stocks et encours

Désignation	2 024	2 023	Variation bilancielle	Impact Flux Trésorerie	Reclassement / Comptes non-trésorerie
Variation des stocks et encours	**471 984 175**	**461 769 875**	**- 10 214 300**	**- 11 011 531**	**- 797 231**

5.2 Créances clients

Désignation	2 024	2 023	Variation bilancielle	Impact Flux Trésorerie	Reclassement / Comptes non-trésorerie
Variation des créances clients	**308 387 179**	**319 274 034**	**10 886 855**	**8 637 081**	**- 2 249 774**

5.3 Autres Actifs

Désignation	2 024	2 023	Variation bilancielle	Impact Flux Trésorerie	Reclassement / Comptes non-trésorerie
Variation des autres actifs	**172 868 437**	**165 861 379**	**- 7 007 058**	**- 4 835 766**	**2 171 292**

5.4 Prêts et avances consentis

Désignation	2 024	2 023	Variation bilancielle	Impact Flux Trésorerie	Reclassement / Comptes non-trésorerie
Variation des prêts et avances consentis	**24 639 201**	**20 838 130**	**- 3 801 071**	**- 3 801 071**	**-**

5.5 Fournisseurs et autres dettes

Désignation	2 024	2 023	Variation bilancielle	Impact Flux Trésorerie	Reclassement / Comptes non-trésorerie
Variation des fournisseurs et des autres dettes	**537 236 178**	**481 739 262**	**- 55 496 916**	**55 932 279**	**- 435 363**

5.6 Incidence des variations de périmètre

L'effet de la variation du périmètre sur l'état de flux de trésorerie de - 119 018 DT est composé de – 444 516 DT qui correspond aux règlements du droit préférentiel de souscription cédé par la SFBT à la SPDIT suite à sa subrogation à l'augmentation du capital de la SOSTEM et 325 498 DT représentant le coût de la vente de titres SPDIT par la SFBT.

5.7 Trésorerie de clôture

Trésorerie de Clôture	2 024	2 023
Valeur a l'encaissement (effets et chèques, virements)	577 945	4 951 909
Billets de trésorerie moins de 3 mois	23 450 000	37 850 000
Banque	214 070 084	165 407 551
CAISSE	408 942	562 983
CCP	267 948	268 191
Autres (Certificat de dépôt et compte à terme - 3 mois)	27 330 000	27 900 000
Concours bancaires (passif)	- 10 129 327	- 21 088 551
Total	**255 975 592**	**215 852 083**

6. SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION AU 31 DECEMBRE 2024

(Exprimé en Dinar tunisien)

					2024	2023
Produits	Montant	Charges	Montant	Soldes	Montant	Montant
Ventes de marchandises et autres	48 510 783	Coût d'achat de marchandises	-3 457 677	Marge commerciale	45 053 106	625 652
Revenus et autres produits d'exploitations	1 347 692 870					
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	-3 915 897					
Total	**1 343 776 973**	**Total**	**0**	**Production**	**1 343 776 973**	**1 384 202 250**
Production	1 343 776 973	Achats consommés	-678 773 376	Marge sur coût matières	665 003 597	658 425 725
Marge commerciale	45 053 106	Autres charges externes	-90 601 285			
Marge sur coût matières	665 003 597					
Autres produits d'exploitation	6 619 143					
Production immobilisée	4 521 914					
Total	**721 197 760**	**Total**	**-90 601 285**	**Valeur Ajoutée Brute**	**630 596 475**	**584 083 876**
Valeur Ajoutée Brute	630 596 475	Impôts et Taxes	-39 894 366			
		Charges de Personnel	-164 753 302			
Total	**630 596 475**	**Total**	**-204 647 668**	**Excédent brut d'exploitation**	**425 948 807**	**48 807 303**
Excèdent brut d'exploitation	425 948 807	Autres pertes Ordinaires	-4 582 021			
Autres gains ordinaires	5 356 025	Charges Financières	-15 952 305			
Produits financiers	60 686 011	Dotations aux Amorts et Prov Ordinaires	-85 285 975			
		Impôt sur le Résultat Ordinaire	-90 325 567			
Total	**491 990 843**	**Total**	**-196 145 868**	**Résultat des activités ordinaires après Impôts**	**295 844 975**	**294 937 166**
Résultat positif des activités ordinaires	295 844 975					
Quotes-parts de résultat SME	596 413					
Total	**296 441 388**	**Total**	**0**	**Résultat net après modification comptable**	**296 441 388**	**295 579 729**

Rapport des commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024

Tunis, le 7 avril 2025

Messieurs les Actionnaires de la
Société de Fabrication des Boissons de Tunisie
5, Boulevard Maître Mohamed El Béji Caid Essebssi, Centre Urbain Nord
1082, Tunis

I. Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2024, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs – part du groupe de 1.336.214.867 DT y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice – part du groupe s'élevant à 282.951.677 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe de la Société de Fabrication des Boissons de Tunisie au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière consolidée et ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé qu'il n'avait aucune question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur le point décrit au niveau de la note N°2.17 aux états financiers consolidés se rapportant aux contrôles fiscaux et sociaux au niveau des différentes sociétés du groupe ainsi qu'à la décision du conseil de la concurrence à l'encontre du groupe SFBT.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

La responsabilité du rapport de gestion du groupe incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du Groupe dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

<u>Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés</u>

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des évènements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des évènements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou règlementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et règlementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne du Groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du Groupe relatif au traitement de l'information comptable et la préparation des états financiers consolidés. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne susceptibles d'avoir un impact sur notre opinion sur les états financiers consolidés.

Les Commissaires aux Comptes Associés - M.T.B.F	**Cabinet d'Audit & de Consultants**, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Mohamed Lassaad BORJI	**Ali LAHMAR**

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE-STB

Siège social : Rue Hédi Nouira 1001 Tunis

La Société Tunisienne de Banque publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 29 avril 2025. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes Mr Abderrazak GABSI et Abderrazak SOUEI**.**

Société Tunisienne de Banque

BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Unité : Mille Dinars)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Actifs					
AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	6.1	161 442	180 439	(18 997)	(10,5%)
AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers	6.2	707 853	547 142	160 711	29,4%
AC3 - Créances sur la clientèle *	6.3	9 741 808	10 477 304	(735 496)	(7,0%)
AC4 - Portefeuille-titres commercial	6.4	629 559	730 474	(100 915)	(13,8%)
AC5 - Portefeuille d'investissement	6.5	3 325 900	2 178 295	1 147 605	52,7%
AC5b - Titres mis en équivalence	6.6	114 794	107 773	7 021	6,5%
AC6 - Valeurs immobilisées	6.7	168 671	168 975	(304)	(0,2%)
Actif d'impôt différé *	6.8	48 894	42 695	6 199	14,5%
AC7 - Autres actifs *	6.9	374 420	484 383	(109 963)	(22,7%)
Total des actifs		**15 273 341**	**14 917 480**	**355 861**	**2,4%**
Passifs					
PA1 - Banque Centrale et CCP	6.10	511 665	1 077 234	(565 569)	(52,5%)
PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	6.11	432 108	582 379	(150 271)	(25,8%)
PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle	6.12	11 188 788	10 004 984	1 183 804	11,8%
PA4 - Emprunts et ressources spéciales	6.13	558 219	640 645	(82 426)	(12,9%)
PA5 - Autres passifs *	6.14	789 889	927 179	(137 290)	(14,8%)
Total des passifs		**13 480 669**	**13 232 421**	**248 248**	**1,9%**
Intérêts Minoritaires *	6.15	**373 125**	**361 967**	**11 158**	**3,1%**
Capitaux propres					
CP1 - Capital	6.16	776 875	776 875	-	-
CP3 - Réserves consolidés *	6.16	544 904	492 059	52 845	10,7%
CP4 - Actions propres		(5 536)	(5 536)	-	-
CP7 - Résultat consolidé *	6.16	103 304	59 694	43 610	73,1%
Total des Capitaux propres	**6.16**	**1 419 547**	**1 323 092**	**96 455**	**7,3%**
Total des capitaux propres et passifs		**15 273 341**	**14 917 480**	**355 861**	**2,4%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Unité : Mille Dinars)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Passifs éventuels					
HB1 - Cautions, avals et autres garanties données		1 459 462	1 480 666	(21 204)	(1,4%)
HB2 - Crédits documentaires		644 931	599 693	45 238	7,5%
Total des passifs éventuels	**7.1**	**2 104 393**	**2 080 359**	**24 034**	**1,2%**
Engagements donnés					
HB4 - Engagements de financements donnés		93 094	101 651	(8 557)	(8,4%)
HB5 - Engagements sur titres		26	26	-	-
Total des engagements donnés	**7.2**	**93 120**	**101 677**	**(8 557)**	**(8,4%)**
Engagements reçus					
HB7 - Garanties reçues		2 972 028	2 818 597	153 431	5,4%
Total des engagements reçus	**7.3**	**2 972 028**	**2 818 597**	**153 431**	**5,4%**

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : Mille Dinars)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Produits d'exploitation bancaire					
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	8.1	961 241	1 058 704	(97 463)	(9,2%)
PR2 - Commissions (en produits)	8.2	148 664	142 764	5 900	4,1%
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	8.3	83 155	95 204	(12 049)	(12,7%)
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	8.4	234 966	162 494	72 472	44,6%
Total produits d'exploitation bancaire		**1 428 026**	**1 459 166**	**(31 140)**	**(2,1%)**
Charges d'exploitation bancaire					
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	8.5	(724 102)	(733 493)	9 391	1,3%
CH2 - Commissions encourues		(14 588)	(10 995)	(3 593)	(32,7%)
Total charges d'exploitation bancaire		**(738 690)**	**(744 488)**	**5 798**	**0,8%**
Produit Net Bancaire		**689 336**	**714 678**	**(25 342)**	**(3,5%)**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	8.6	(185 730)	(222 972)	37 242	16,7%
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	8.7	2 116	(5 887)	8 003	135,9%
PR7 - Autres produits d'exploitation	8.8	26 422	21 301	5 121	24,0%
CH6 - Frais de personnel	8.9	(256 080)	(246 357)	(9 723)	(3,9%)
CH7 - Charges générales d'exploitation	8.10	(105 675)	(106 271)	596	0,6%
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(19 000)	(16 281)	(2 719)	(16,7%)
Résultat d'exploitation		**151 389**	**138 211**	**13 178**	**9,5%**
PR11 - Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		(8 308)	(7 221)	(1 087)	(15,1%)
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	8.11	22 077	8 158	13 919	170,6%
CH11 - Impôt sur les bénéfices *	8.12	(31 925)	(46 938)	15 013	32,0%
Résultat des activités ordinaires		**133 233**	**92 210**	**41 023**	**44,5%**
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires		(5 636)	(10 455)	4 819	46,1%
Résultat net de l'exercice		**127 597**	**81 755**	**45 842**	**56,1%**
PR9-CH10 - Intérêts minoritaires dans le résultat *		24 293	22 061	2 232	10,1%
Résultat Net consolidé de l'exercice		**103 304**	**59 694**	**43 610**	**73,1%**
Effet des modifications comptables		(973)	26 341	(27 314)	(103,7%)
Résultat après modification comptable		**102 331**	**86 035**	**16 296**	**18,9%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité.

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : Mille Dinars)

	Notes	2024	2023	Variation	%
Activités d'exploitation					
Produits d'exploitation bancaire encaissés		1 248 148	1 233 430	14 718	1,2%
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(738 549)	(747 260)	8 711	1,2%
Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers		28 707	(649)	29 356	4523,3%
Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		505 434	378 168	127 266	33,7%
Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle		1 170 543	283 310	887 233	313,2%
Acquisitions / cessions des titres de placement		(96 419)	(295 002)	198 583	67,3%
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(325 170)	(131 019)	(194 151)	(148,2%)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(61 598)	(120 974)	59 376	49,1%
Impôt sur les bénéfices		(8 087)	(154 057)	145 970	94,8%
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	**9.1**	**1 723 009**	**445 947**	**1 277 062**	**286,4%**
Activités d'investissement					
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		216 933	162 316	54 617	33,6%
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		(1 142 949)	(68 066)	(1 074 883)	(1579,2%)
Acquisitions / cessions sur immobilisations		(18 036)	(29 950)	11 914	39,8%
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	**9.2**	**(944 052)**	**64 300**	**(1 008 352)**	**(1568,2%)**
Activités de financement					
Emissions /Remboursement d'emprunts		(86 418)	(42 148)	(44 270)	(105,0%)
Emissions /Remboursement des ressources spéciales		10 735	70 016	(59 281)	(84,7%)
Dividendes versés et autres distributions		(10 035)	(11 869)	1 834	15,5%
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements	**9.3**	**(85 718)**	**15 999**	**(101 689)**	**(635,6%)**
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités		-	(128)	128	100,0%
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		**693 239**	**526 118**	**167 121**	**31,8%**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		(697 381)	(1 223 499)	526 118	43,0%
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	**9.4**	**(4 142)**	**(697 381)**	**693 239**	**99,4%**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Arrêtés au 31 décembre 2024

(Montants exprimés en mille dinars - mDT)

NOTE 1 - PRESENTATION DU GROUPE

Le Groupe STB se compose de la banque, société mère, 16 sociétés filiales et 5 entreprises associées, exerçant principalement dans les secteurs financiers, bancaires et autres services. Le Groupe est présenté au 31/12/2024 comme suit :

STB : Société Tunisienne de Banque Etablissement de crédit, Banque Siège social : Rue Hédi Nouira - 1001 Tunis - Tunisie	
Services financiers	
STB SICAR Immeuble Sawarby-Centre Urbain NORD-1003 Tunis	**STB INVEST** IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah
STB FINANCE IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah	**SOCIETE TUNISIENNE DE RECOUVREMENT DES CREANCES** Avenue Habib Bourguiba-Immeuble Africa -1000 Tunis
STB MANAGER IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah	**SICAV l'INVESTISSEUR** IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah
SICAV l'EPARGNE OBLIGATAIRE IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah	**SICAV l'EPARGNANT** STB, rue Hédi NOUIRA – 1001 TUNIS
SICAV AVENIR IMMEUBLE STB-34, rue Hédi KARRAY-1004 El Menzah	
Services bancaires	
TUNISIAN FOREIGN BANK 19, rue des Pyramides 75001 Paris	**SONI BANK** AVENUE DE LA MAIRIE NIAMEY NE 0891, Ave de l'Africa, Niamey, Niger
Autres services	
GEVE C/O Immeuble STB Rue Hédi NOUIRA 1001 Tunis	**SOCIETE ACTIVHOTELS** C/O Immeuble STB Med V - 1001 Tunis
STB MOYENS GENERAUX 1, Rue des Entrepreneurs - 1001 Tunis	**STB SECURITE ET GARDIENNAGE** 1, Rue des Entrepreneurs - 1001 Tunis
ED-DKHILA 25, Avenue Jean Jaurès-1002 Tunis	**STVC VERITAS** BP 728, Les Berges du Lac. 1080 LES BERGES DU LAC Tunis
L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE 31, Avenue de Paris, 1002 Tunis	**MAISON DU BANQUIER** 13 Av.khereddine Pacha. 1002 tunis
Hôtel d'entreprises, Pôle industriel "EL FEJJA" 1153 Mornaguia La Mannouba	**Magasins Généraux et Entrepôt Réel de Tunisie « MGERT »** I32 bis Rue DE LA CHIMIE, Sidi Rezig

Le siège social de la STB est sis à Avenue Hédi Nouira 1001 Tunis. Son réseau comprend 149 agences, 210 Distributeurs Automatique de Billets-DAB, 11 Direction régionales et 2 Succursales.

La structure du capital de la Banque se présente au 31 Décembre 2024 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant en mDT	% du Capital
A - ACTIONNAIRES TUNISIENS	**153 808 252**	**769 041**	**99,0%**
L'État Tunisien	111 189 317	555 947	71,6%
Entreprises Publiques	18 408 461	92 042	11,8%
Personnes Morales Privées	11 774 946	58 875	7,6%
Rachat de la Banque de ses Titres	686 985	3 435	0,4%
Personnes Physiques	11 748 543	58 743	7,6%
B - ACTIONNAIRES ETRANGERS	**1 566 748**	**7 834**	**1,0%**
Personnes Morales	1 454 215	7 271	0,9%
Personnes Physiques	112 533	563	0,1%
TOTAL	**155 375 000**	**776 875**	**100,0%**

NOTE 2 - RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés, du groupe STB, sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 Mars 1999 ainsi que les Normes Comptables Techniques n°35 à 39 publiées par l'arrêté du Ministère des Finances du 1er décembre 2003.

NOTE 3 - BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la STB et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les principes comptables appliqués les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- PRINCIPES DE CONSOLIDATION

3.1.1- Méthodes de consolidation

Méthode d'intégration globale

Les sociétés intégrées globalement sont les entreprises sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif de droit, présumé ou de fait. Le groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés, et dans le résultat consolidé de l'exercice.

La méthode de l'intégration globale consiste dans les étapes successives suivantes :

- Les états financiers individuels de la mère et de ses filiales sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote-part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées ;

- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées de l'exercice sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres des filiales consolidées sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres comprennent le montant à la date du regroupement d'origine, calculé selon NC38, relative aux regroupements d'entreprises et la part des minoritaires dans les mouvements des capitaux propres depuis la date du regroupement ;
- Les soldes intra-groupe et transactions intra-groupe et les profits latents en résultant sont éliminés de manière réciproque. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse être recouvré ;
- Les différences temporaires qui proviennent de l'élimination des profits et des pertes latents résultant de transactions intragroupe sont traitées selon les règles comptables relatives à l'impôt sur les résultats.

Méthode de mise en équivalence

Les sociétés mises en équivalence sont les entreprises sur lesquelles le groupe n'exerce qu'une influence notable. Le groupe exerce une influence notable d'une société lorsqu'il est en mesure de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle de l'entreprise détenue, sans toutefois exercer un contrôle sur ces politiques.

Selon la méthode de mise en équivalence, la participation est initialement enregistrée au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour prendre en compte la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Les distributions reçues de l'entreprise détenue réduisent la valeur comptable de la participation. Des ajustements de la valeur comptable peuvent également être nécessaires pour des modifications dues à des variations des capitaux propres de l'entreprise détenues qui n'ont pas été incluses dans l'état de résultat.

Ainsi, la valeur des titres de participations seront substituées par la part du groupe dans les capitaux propres y compris le résultat des sociétés mises en équivalence.

3.1.2 - Règles spécifiques à la consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

* Intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles des entités opérant dans le domaine des services financiers

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par la STB est consolidé par intégration globale, quel que soit leur secteur d'activité. Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe STB. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe STB.

* Présentation des états financiers consolidés de synthèse

La présentation des états financiers consolidés du Groupe STB est conforme aux dispositions de la norme NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus non bancaires générés par les filiales, figurent parmi les éléments de la rubrique "Autres produits d'exploitation".

* Retraitement des créances bancaires cédées à la société de recouvrement

Pour les lots de créances cédées à la société STRC (lots 2017-2018-2019-2020-2021-2022-2023-2024), il est procédé, après élimination du résultat interne sur cession, à la reconstitution de leur encours brut, ainsi que de leur couverture.

Au bilan consolidé, les créances nettes de provisions et d'agios réservés sont présentées au niveau du poste "Créances sur la clientèle".

* Retraitement des fonds gérés

Les encours des fonds gérés par les SICAR sont remplacés par les emplois effectués sur ces fonds et ce conformément aux états financiers de chaque fond, ainsi les provisions sur fonds gérés sont reclassées en provisions et résultats sur les dits emplois.

* Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe et les provisions internes sont neutralisées.

* Ecarts de première consolidation

L'écart de première consolidation est la différence au moment de l'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée. Cet écart se décompose entre écart d'évaluation correspondant au plus ou moins-values latentes sur les actifs ainsi que l'écart d'acquisition qui correspond au Goodwill positif ou négatif.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés en tant que tels parmi les immobilisations incorporelles en actif. Les écarts d'acquisition déterminés ont été amortis linéairement sur une période de 5 ans.

* Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus.

La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise demeurant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à la dé-comptabilisation de l'écart d'acquisition à hauteur de la part d'intérêt sortie.

* Traitement des pertes revenant aux minoritaires

Dans le cas où les pertes revenant aux minoritaires dans une filiale consolidée sont supérieures aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la filiale, cet excédent et toutes les pertes futures relatives aux minoritaires sont imputés aux intérêts majoritaires sauf si les minoritaires ont une obligation irrévocable de compenser les pertes et sont capables de le faire. Si la filiale dégage par la suite des bénéfices, les intérêts majoritaires se voient allouer la totalité de ces bénéfices jusqu'à ce que la part des pertes relatives aux minoritaires antérieurement imputée aux majoritaires ait été recouvrée.

* Déconsolidation

Les titres conservés par le Groupe dans une filiale déconsolidée, sont comptabilisés à la date de sortie du périmètre à leur valeur comptable de consolidation, soit la quote-part des capitaux propres consolidés qu'ils représentent à cette date, augmentés, éventuellement de la quote-part correspondante dans l'écart d'acquisition résiduel.

La valeur comptable de la participation à la date à laquelle elle cesse d'être une filiale est considérée comme son coût par la suite. Celui-ci est figé sauf dépréciation ultérieure, lorsque sa valeur d'usage devient inférieure à cette nouvelle valeur comptable.

3.2 - Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.2.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement se rapportant aux crédits à moyen et long terme, les crédits documentaires et les garanties sous forme d'aval et cautions sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds pour leur valeur nominale.

3.2.2 - Comptabilisation des crédits à la clientèle

Les crédits nets d'escompte sont présentés au bilan pour leur valeur nominale déduction faite des intérêts décomptés d'avance et non encore courus.

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés, des produits perçus ou comptabilisés d'avance et des provisions y afférentes.

3.2.3 - Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle

Les intérêts, produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de l'exercice clôt au 31 Décembre 2024 pour leurs montants rattachés au dit exercice.

Les intérêts sur crédits à court terme sont perçus d'avance et comptabilisés dans les comptes de régularisation au moment du déblocage de ces crédits et font l'objet d'un abonnement en fin de mois, pour la partie courue.

Les intérêts impayés se rapportant à des crédits à long et moyen terme douteux (classe 2, 3 et 4), au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24, sont constatés en intérêts réservés et sont présentés en soustractions du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les intérêts courus et non échus relatifs aux prêts classés parmi les actifs courants (classe 0) ou parmi les actifs nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de la circulaire de la « B.C.T » n° 91-24 et dont l'encaissement effectif est raisonnablement assuré, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

La réservation des produits sur les comptes courants débiteurs est effectuée sur la base du critère « gel du compte » et classe de risque.

Un compte est considéré gelé si la somme de ses mouvements créditeurs nets est inférieure aux agios débiteurs générés par le compte.

Les agios sur les créances contentieuses en comptes courants débiteurs clôturés ne font pas l'objet de comptabilisation.

3.2.4 - Comptabilisation des intérêts de retard

Les intérêts de retard sont constatés par la « S.T.B » lors du règlement par le client ou lors de la réalisation d'une consolidation des prêts pour un client donné.

Toutefois les intérêts de retard sur créances contentieuses sont calculés, comptabilisés et réservés au niveau du module Carthago-Engagement, leur montant s'élève au 31/12/2024 à 134 043 mDT.

3.2.5 - Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les provisions requises sur les engagements de la clientèle ont été déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire B.C.T n° 91- 24, telle que modifiée par les textes subséquents qui définit les classes de risques et les taux minima de provisionnement de la manière suivante :

Classes	Description	Taux de la provision
0	Actifs courants	0%
1	Actifs nécessitant un suivi particulier	0%
2	Actifs incertains	20%
3	Actifs préoccupants	50%
4	Actifs compromis	100%

Les taux de provisionnement par classe de risque sont appliqués au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues sous forme d'actifs financiers, d'immeubles hypothéqués, de garanties de l'Etat et des garanties des banques et assurances.

Les provisions sur prêts et sur comptes débiteurs sont présentées en déduction des rubriques concernées.

Les provisions sur les engagements hors bilan sont présentées dans la rubrique « Autres postes des passifs ».

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux Banques n° 2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2025-04 du 3 Février 2025 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque constitue par prélèvement sur ses résultats, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991.

3.2.6 - Impact de l'application de la loi 2024-41 :

Suite à la parution de la loi n°41-2024 du 02 Aout 2024 portant amendement du code de commerce, et en application des dispositions de l'article 412 ter, les banques sont tenues de réduire le taux d'intérêt fixe en le multipliant par un coefficient égal à 0.5, applicable aux crédits en cours de remboursement ou aux nouveaux crédits dont la durée totale est supérieure à sept ans, s'il s'avère que la somme totale des intérêts contractuels perçus au cours des trois années précédant la date de la demande de l'emprunteur dépasse 8% de l'encours du capital restant dû. L'encours des crédits des clients ayant présenté des demandes d'abattement est de 75 338 mDT au 31-12-2024.

En application desdites dispositions, l'effet de réduction du taux, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024, s'élève à 403 mDT a été pris en compte en impactant le PNB à due concurrence.

L'estimation de la minoration des intérêts contractuels à percevoir au titre de l'exercice 2025 tenant compte de l'ensemble des contrats éligibles serait de 18 millions de dinars.

3.3 - Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille d'investissement et le portefeuille titres commercial.

3.3.1 - Portefeuille d'investissement et revenus y afférents

Sont classés dans le portefeuille d'investissement :

- Les titres représentant des parts de capital dans les entreprises dont la possession durable est estimée utile à l'activité du Groupe ;
- Les titres à revenus fixes acquis par le Groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances (titres d'investissement dont notamment les emprunts obligataires) ;
- Les titres émis par l'État « Bons de trésor » acquis par le Groupe avec l'intention de les détenir jusqu'à leurs échéances ;
- Les titres représentant des participations de financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés ;

Les règles de comptabilisation des opérations sur ces différentes catégories de titres sont résumées comme suit :

i. Titres de participation à caractère durable

Ces titres sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition, frais et charges exclus.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

Les opérations d'acquisition et de cession des titres de participation sont constatées soit à la date du transfert de propriété des titres, soit à la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis. Les plus-values résultant de la cession de ces titres sont présentées au niveau du poste « Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par la Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

A chaque arrêté comptable, les titres de participation font l'objet d'une évaluation à leur valeur d'usage et donnent lieu à la constitution de provisions pour couvrir les moins-values éventuellement dégagées revêtant un caractère durable.

Cette valeur tient compte de :

- La valeur boursière de l'action pour les titres côtés,
- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible pour les participations dans les projets autres qu'hôteliers,

- La valeur mathématique calculée à partir du dernier bilan disponible corrigé compte tenu de la plus-value dégagée sur les immobilisations pour les participations dans les projets hôteliers.
- La juste valeur tenant compte de plusieurs critères objectifs comme le prix stipulé lors de transactions récentes, la valeur mathématique, le rendement, l'importance des bénéfices, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de la société et ce pour les participations dans le capital des opérateurs télécoms.

ii. Titres d'investissement à revenu fixe

Les revenus des titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée.

Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenus fixe est supérieur ou inférieur à leur prix de remboursement, la différence appelée selon le cas prime ou décote est incluse dans le coût d'acquisition et étalée sur la durée de vie résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur du marché.

Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres sont provisionnées dans les deux cas suivants :

- Existence, en raison de circonstances nouvelles, une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ;
- Existence des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

iii. Les titres représentant des participations de financement

Les participations de financement sont considérées comme une extension de l'activité principale de financement et les plus-values résultant de leur cession sont assimilées à des intérêts et font partie des produits d'exploitation bancaire. Ces plus-values sont constatées en produits une seule fois au moment de la cession et sont présentées au niveau du poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Les dividendes sur les titres détenus par le Groupe sont pris en compte en résultat dès le moment où leur distribution a été officiellement approuvée.

Les impayés en intérêts capitalisés (convertis en participations au capital) sont transférés des comptes de créances aux comptes de participations. Les agios réservés y afférents sont transférés au niveau des provisions sur participations.

iv. Les fonds gérés par les sociétés SICAR

Les participations sur les fonds gérés par les SICAR qui sont effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, sont évaluées à leur valeur d'usage et compte tenu des perspectives de recouvrement. Ainsi, il est procédé au provisionnement des participations présentant des échéances de rétrocession impayées et dont la valeur d'usage ne couvre pas le coût d'acquisition des titres.

3.3.2- Portefeuille titre commercial et revenus y afférents

Le portefeuille titre commercial détenu par la Banque est classé en deux catégories :

- Les titres de transactions : les titres caractérisés par leur liquidité et dont la durée de détention ne dépasse pas les trois mois.
- Les titres de placement : les titres acquis avec l'intention de les détenir dans un horizon ne dépassant pas l'année.

i. Les titres de transaction :

A chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

ii. Les titres de placement :

A chaque arrêté comptable, les titres de placement doivent faire l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés, en vue d'estimer s'il convient de constituer des provisions pour dépréciation.

Les titres sont valorisés pour chaque type de titres séparément. Les plus-values latentes mises en évidence sur certains titres ne peuvent pas compenser des pertes latentes sur d'autres. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements des primes et décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres donnent lieu à la constitution de provisions pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas constatées.

Les revenus afférents à ces titres sont pris en compte en résultat de façon étalée sur la période concernée.

La prime ou décote sur titres de placement est étalée sur la durée résiduelle des titres.

3.4 - Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les charges d'intérêts sur les dépôts et avoirs de la clientèle sont constatées par nature de dépôt de la manière suivante :

- Les intérêts sur comptes courants sont positionnés sur les comptes de la clientèle et comptabilisés trimestriellement. Les dates de valeur utilisées pour le calcul des intérêts sur comptes courants de la clientèle varient selon la nature des opérations de retrait ou de versement effectués par la clientèle, et ce conformément à le circulaire n° 91-22.
- Les intérêts sur comptes à terme sont positionnés sur les comptes de la clientèle à terme échu et font l'objet d'abonnement à chaque date d'arrêté.

3.5 - Comptabilisation des ressources et des charges y afférentes.

Les emprunts contractés par la Banque sont constatés au bilan au fur et à mesure des tirages effectués. Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges à mesure qu'ils sont courus.

Les emprunts extérieurs libellés en monnaies étrangères sont convertis en dinars, selon le taux de change du déblocage. Le risque de fluctuation du taux de change fait l'objet d'une couverture auprès du fonds national de garantie géré par la Compagnie de réassurances « Tunis – Ré ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont actualisées au cours de change à la date de clôture. Le contrat de couverture, conclu avec Tunis-Ré, contre les fluctuations du taux de change est comptabilisé en tant qu'instrument de couverture, selon la norme comptable internationale IFRS 9. Il est ensuite évalué à sa juste-valeur qui correspond au risque de change encouru et estimé à la date de clôture.

3.6 - Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés ».

3.7 - Comptabilisation des opérations libellées en monnaies étrangères et du résultat de change.

Les opérations de change manuel de billets de Banques sont comptabilisées quotidiennement au cours du jour de l'opération. Le résultat de change représente dans ce cas la différence entre le cours d'achat et de vente du jour concerné.

Les comptes de bilan libellés en monnaies étrangères, y compris les positions de change, font l'objet d'une réévaluation du cours fixe au cours de change en vigueur à la date d'arrêté. L'écart dégagé est enregistré dans un compte de bilan « 38.391 : Écart de conversion ».

3.8 - Les valeurs immobilisées et amortissements

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition compte tenu du pourcentage de récupération de la TVA de l'année précédente.

Les immobilisations sont amorties linéairement. Les taux d'amortissement appliqués par le Groupe se détaillent comme suit :

Immeubles	2%
Matériel de transport	20%
Mobilier et Matériel de bureau	10% 15% 20%*
Matériel de sécurité, de communication et de climatisation	10%
Matériel informatique	15% 33%*
Logiciels informatiques	33%
Agencements, aménagements et installations	10%
-Le droit au bail	5%
-Mob-bureau hors exploitation	10%
-Immeubles hors exploitation	2%
-Matériel outil hors exploitation	10%

(*) Taux appliqué pour les acquisitions à partir du 1er janvier 2008.

En application de la norme IAS 16 une partie du solde de l'écart de réévaluation a été transférée aux résultats reportés pour tenir compte d'une part de l'utilisation des biens réévalués et d'autres part du transfert de l'écart de réévaluation relatif aux biens cédés.

3.9- Provisions pour indemnités de départ à la retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par la STB pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (douze mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite. Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

Un complément de provision est également comptabilisé pour couvrir les engagements de la STB envers son personnel retraité en matière d'assurance sociale, en utilisant la même méthode comptable et en se basant sur des estimations de l'espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

3.10- Le traitement de l'impôts

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, le Groupe distingue les impôts courants et les impôts différés.

La charge d'impôt sur les sociétés consolidées comprend l'impôt exigible des différentes sociétés corrigés par l'effet des impôts différés provenant des différences temporelles imputable aux décalages entre la date de constations comptable et la date d'imposition fiscale.

NOTE 4 - Périmètre de consolidation

4.1 Présentation du périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de la Banque regroupent l'ensemble des entités sous contrôle exclusif ou sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe.

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la STB exerce, directement ou indirectement, par ses sociétés consolidées un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entités pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire.

Les sociétés retenues dans le périmètre de consolidation ainsi que les secteurs d'activité et les pays de résidence de chaque société se présentent comme suit :

SOCIETES CONSOLIDEES	DESIGNATION	POLE D'ACTIVITE	PAYS
1. STB BANK (Société Mère)	STB	ETABL. DE CREDIT	TUNISIE
2. STB INVEST	STB INVEST	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
3. STB MANAGER	STB MANAGER	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
4. STB FINANCE	STB FINANCE	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
5. STB SICAR	STB SICAR	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
6. L'IMMOBILIERE DE L'AVENUE	IMM. AVENUE	SERVICE	TUNISIE
7. STE TUN.RECOUVR. DES CREANCES "STRC"	STRC	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
8. SOCIETE LA GENERALE DES VENTES	GEVE	SERVICE	TUNISIE
9. SOCIETE ED DKHILA	EDDKHILA	SERVICE	TUNISIE
10. SOCIETE ACTIVHOTELS	ACTIVHOTELS	SERVICE	TUNISIE
11. SICAV L'INVESTISSEUR	SICAV INVEST	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
12. SICAV L'AVENIR	SICAV AVENIR	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
13. SICAV EPARGNE OBLIGATAIRE	SICAV OBLIG	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
14. SICAV EPARGNANT	SICAV EPARGNANT	ETABL. FINANCIERS	TUNISIE
15. TUNISIAN FOREIGN BANK EX « U.T.B»	TFB	ETABL. DE CREDIT	FRANCE
16. STE MOYENS GENERAUX	STBMG	SERVICE	TUNISIE
17. MAGASINS GENERAUX ET ENTREPORTS REELS DE TUNIS	MGERT	SERVICE	TUNISIE
18. S.T.C VERITAS	STCV	SERVICE	TUNISIE
19. SONI BANK	SONIBANK	ETABL. DE CREDIT	NIGER
20. S.C.I " LA MAISON DU BANQUIER"	SCIMB	SERVICE	TUNISIE
21. S.P.C.M "ELFEJJA"	ELFEJJA	SERVICE	TUNISIE
22. STB SECURITE ET GARDIENNAGE	STBSG	SERVICE	TUNISIE

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la société mère, 21 entités au 31 décembre 2024 :

- 16 filiales traitées par intégration globale ;
- 5 entreprises associées traitées par mise en équivalence.

Les pourcentages de contrôle, les pourcentages d'intérêt du groupe ainsi que les méthodes de consolidation de chaque entité du périmètre de consolidation se présentent comme suit :

Sociétés consolidables	% de Contrôle du Groupe			Méthode de consolidation		% d'intérêt du Groupe		
	2024	2023	Var %	2024	2023	2024	2023	Var %
STB	100,00%	100,00%	0,00%	IG	IG	99,99%	99,99%	0,00%
STB INVEST	96,88%	96,85%	0,03%	IG	IG	96,56%	96,53%	0,03%
STB MANAGER	99,99%	99,99%	0,00%	IG	IG	99,54%	99,53%	0,00%
STB FINANCE	96,71%	96,71%	0,00%	IG	IG	95,95%	95,95%	0,01%
STB SICAR	99,50%	99,50%	0,00%	IG	IG	98,88%	98,88%	0,01%
IMM. AVENUE	99,90%	99,90%	0,00%	IG	IG	99,31%	99,31%	0,00%
STRC	100,00%	100,00%	0,00%	IG	IG	99,81%	99,81%	0,00%
GEVE	50,00%	50,00%	0,00%	IG	IG	50,00%	49,99%	0,00%
EDDKHILA	67,87%	67,87%	0,00%	IG	IG	67,64%	67,63%	0,00%
ACTIVHOTELS	100,00%	100,00%	0,00%	IG	IG	99,95%	99,95%	0,00%
SICAV INVEST	78,59%	77,83%	0,76%	IG	IG	77,08%	76,31%	0,76%
SICAV AVENIR	98,22%	98,27%	-0,05%	IG	IG	97,62%	97,67%	-0,05%
SICAV OBLIG	5,91%	1,02%	4,89%	IG	IG	3,55%	0,99%	2,56%
SICAV EPARGNANT	8,55%	7,84%	0,72%	IG	IG	3,99%	7,77%	-3,78%
TFB	49,99%	49,99%	0,00%	MEE	MEE	49,99%	49,99%	0,00%
STBMG	99,98%	99,97%	0,01%	IG	IG	97,96%	97,94%	0,02%
MGERT	49,99%	49,95%	0,05%	IG	IG	49,99%	49,94%	0,05%
STCV	27,06%	27,06%	0,00%	MEE	MEE	27,05%	27,05%	0,00%
SONIBANK	25,00%	25,00%	0,00%	MEE	MEE	25,00%	25,00%	0,00%
SCIMB	19,96%	19,96%	0,00%	MEE	MEE	19,96%	19,96%	0,00%
ELFEJJA	20,00%	20,00%	0,00%	MEE	MEE	20,00%	20,00%	0,00%
STBSG	99,95%	99,90%	0,05%	IG	IG	97,91%	97,84%	0,07%

IG : intégration globale
MEE : Mise en équivalence
NI : Non intégrée

4.1.1- Traitements particuliers

Consolidation des comptes de la **TUNISIAN FOREIGN BANK -TFB-** : le pourcentage de contrôle du groupe de la STB dans la TFB a été arrêté au 31 décembre 2024 à 49,99%. Cependant, la TFB a été consolidé par la méthode de mise en équivalence étant donné que la STB estime qu'elle ne dispose pas du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de ladite société.

4.1.2- Variation du périmètre de consolidation du groupe STB

Le périmètre de consolidation 2024 n'a pas varié par rapport au périmètre de consolidation 2023.

4.2 - Sociétés exclus du périmètre de consolidation

Sont exclus du périmètre de consolidation du groupe STB, 42 sociétés pour les motifs présentés ci-dessous :

- Les sociétés en liquidation ou en situation compromise :

Ordre	Raison Sociale
1	SKANES PALACE INTERNATIONAL
2	AFRICA SOUSSE
3	STE TOURISTIQUE AIN DRAHAM "HOTEL NOUR EL AIN"
4	EL MARASSI
5	STE D'ANIMATION ET DE LOISIRS PARADISE PARK (H PHEDRA)
6	STE D'ETUDES ET DE DEV. HAMMAMET SUD "SEDHS"
7	STE D'ET. DEVPT AUDIO-VISUEL DE TSIE "SEDAT"
8	STE DES IND. METALLURGIQUES "SIMET"
9	CIE MED. DE TOURISME "HOTEL DALIA"
10	IMACO
10	STIA
11	LA BANQUE FRANCO-TUNISIENNE BFT.
13	KURIAT PALACE
14	STE HOTEL YOUNES
15	SOCIETE D'ANIMATION ET TOURISME SAHARIEN ATS HOTEL LES DUNES A NEFZAOUA-KEBILI

- Les sociétés en veilleuses :

Ordre	Raison Sociale
1	COMPAGNIE DE DEVELOPPEMENT DU GRAND KORBOUS
2	STE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE SOUSSE
3	STE D'ET. & DE DEVPT "ZOUARAA"
4	STE DE COMMERCE INTERNATIONAL DE KEBILI "SOCIK"
5	CIE DE DEVELOPPEMENT “LELLA HADHRIA”
6	OPTIMA SICAR
7	S.H.T. LES BERGES 2000 "Hôtel l'Atrium"
8	COPRAT HAMMAMET GARDEN HOTEL
9	STE HOTELIERE "BEL AIR" (EN VEILLEUSE)
10	CIE HOTELIERE DES CENTRES VILLES (HOTEL ANDALOUS)
11	Sté d'Etudes et de Prom.Tque " Hôtel Mariqueen "JERBA MARITIM

- Les sociétés dont les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 sont indisponibles :

Ordre	Raison Sociale
1	SIDCO SICAR
2	CIE TQUE ARABE « CTA » (MARINA MONASTIR)
3	STE DE DEV.ECO. DE KASSERINE SODEK-SICAR
4	STE TANIT INTERNATIONAL
5	MARINA HAMMAMET
6	SOPINO
7	SOPIC
8	SED SOUSSE NORD
9	STE RAMLA TOZEUR
10	STE TOURISME & ANIMATION "RAIS CLUB"
11	STE D'ANIMATION TOURISTIQUE BISAT SA
12	STE HOTEL BYZANCE
13	STE DE PROMOTION TOURISTIQUE LES CYCLAMENS

- Les sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieure dans un avenir proche ainsi que les sociétés pour lesquelles une procédure de cession est engagée :

Ordre	Raison Sociale
1	STE D'ACTIVITE TQUE "HOTEL ZODIAC"
2	STE INTLE DE GEST. HOT. "H. BYBLOS"
3	STE HOTELIERE «DAR DHIAFA » TROPICANA CLUB

NOTE 5 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

5.1 – Retraitements des données pour les besoins de la comparabilité :

Dans le but d'assurer une meilleure présentation des états financiers arrêtés au 31/12/2024, des retraitements ont été effectués au niveau de la société mère pour l'exercice clos 2023.

Ces retraitements sont présentés au niveau du tableau suivant :

En millier de dinars

Rubrique	Solde publié Au 31-12-2023	Modification comptable société mère STB	Modification comptable STRC liée aux provisions sur créances	Modification comptable groupe liée à l'impôt différé	Solde après retraitement au 31-12-2023
Bilan					
AC3 - Créances sur la clientèle	10 493 060		(15 756)		10 477 304
Actif d'impôt différé	-			42 695	42 695
AC7 Autres actifs	503 218	(18 835)			484 383
Intérêts Minoritaires	361 376	(2)	(29)	622	361 967
CP3 - Réserves consolidés	493 032	(18 833)	(15 727)	33 587	492 059
CP7 - Résultat consolidé	51 208			8 486	59 694
Etat de résultat					
CH11 - Impôt sur les bénéfices	(55 444)			8 506	(46 938)
PR9-CH10 - Intérêts minoritaires dans le résultat	22 040			21	22 061

5.2 – vérification fiscale

A la fin de l'exercice 2023, la STB a fait l'objet d'une vérification fiscale approfondie couvrant la période 2019-2020 au titre des différents impôts auxquels elle est soumise.

Une notification des résultats de la vérification fiscale a été adressée à la banque en date du 29/05/2024 faisant ressortir un redressement total pour un montant de 61 909 mDT dont 31 515 mDT de pénalités de retard.

Suite à l'opposition de la banque, un PV de conciliation a été signé en date du 19/06/2024 avec l'administration fiscale à la suite duquel la banque a payé 23 421 mDT et a bénéficié de l'élimination des pénalités de retard dans le cadre de l'amnistie fiscale.

L'impact de ce redressement sur les états financiers de la STB a été comptabilisé au niveau des capitaux propres : soit 18 835mDT en modification comptable et le reliquat soit 647 mDT représentant les pénalités administratives ont impacté le résultat de la période.

5.3 - Affaire BRUNO POLI

Une action en justice a été intentée contre la banque en 2011 par Monsieur BRUNO POLI pour la restitution de bons de caisse remis à la BNDT. En date du 29/10/2015, un jugement de première instance, confirmé en appel, a été prononcé contre la banque la condamnant à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. La Cour de cassation a infirmé et renvoyé l'affaire devant la Cour d'Appel de Tunis. Une ordonnance de sursis à l'exécution a été obtenue sans consignation.

La cours d'appel a consigné de nouveau le jugement de première instance condamnant la banque à restituer les bons de caisse et à défaut à régler 7 millions de Dollars. Par conséquent, une provision pour risques a été constituée, le montant de la provision au 31 décembre 2024 s'élève à 43 179 mDT.

Courant l'exercice 2021 et suite à la notification de l'arrêt de la cour de renvoi, la banque a de nouveau formulé un pourvoi en cassation, et a pu obtenir le sursis à l'exécution sans consignation.

Par arrêt n°39932/32 du 14/06/2022 la cour a de nouveau cassé et renvoyé l'affaire par devant la cour de renvoi.

La cour d'appel de Tunis en sa qualité de cour de renvoi, par son arrêt n°1.519 rendu en date du 09/07/2024 a confirmé le jugement de 1ère instance n°41.842 daté du 29.10.2015 disposant la condamnation de la banque à restituer les bons de caisse en question ou à défaut à régler 7 millions de Dollars outre le montant des intérêts de retard à partir du 28/01/2014.

Par conséquent, la banque a saisi, en date du 26/07/2024, deux avocats chargés de la représenter dans le cadre de la présente affaire et de défendre ses intérêts, afin de dépêcher la rédaction du dit arrêt, et de de formuler un nouveau pourvoi en cassation, tout en œuvrant pour l'obtention d'un sursis à l'exécution sans consignation du montant de la condamnation.

Suite à la notification à la banque en date du 30.12.2024, de l'arrêt susvisé, rendu par la cour d'appel de Tunis en date du 09.07.2024 en sa qualité de cour de renvoi, la banque a chargé les deux avocats chargés de la présente affaire, de formuler un nouveau pourvoi en cassation, pour obtenir son infirmation, tout en présentant une demande d'obtention d'un sursis à son exécution.

5.5 - Radiation et cession des créances

En application du paragraphe VII quater decies de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS, la STB a procédé à la radiation des créances bancaires irrécouvrables courant l'exercice 2024.

Et par référence à la loi n°98-4 du 2 février 1998, relative aux sociétés de recouvrement des créances, la STB a procédé à la cession des lots de créances bancaires à sa filiale STRC.

L'enveloppe totale des créances radiées et cédées sont à hauteur de 199 453 millions de dinars dont 33 566 millions de dinars au titre des intérêts de retard.

5.6- Cotisation au Fonds de garantie de dépôt

En application de l'article 149 et suivants de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers ainsi que les dispositions du décret n° 2017-268 du 1er février 2017 relatif à la fixation des règles d'intervention, d'organisation et de fonctionnement dudit fonds, la STB est dans l'obligation d'adhérer au fonds de garantie de dépôt moyennant une cotisation annuelle de 0,3% de l'encours de ses dépôts. La cotisation relative à l'année 2024 est de 28 130 mdt.

NOTE 6 - NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

6.1 - Caisse, et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 161 442 mDT au 31/12/2024 contre 180 439 mDT au 31/12/2023, soit une diminution de 18 997 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
CAISSE	**82 182**	**80 552**	**1 630**	**2,0%**
Caisse en Dinars	71 638	72 509	(871)	(1,2%)
Caisse en devise	13 916	12 028	1 888	15,7%
Provisions sur CAISSE, CCP ET TGT	(3 372)	(3 985)	613	15,4%
BCT	**78 079**	**98 201**	**(20 122)**	**-20,49%**
BCT en Dinars	(2 461)	(662)	(1 799)	(271,8%)
BCT en devise	80 540	98 863	(18 323)	(18,5%)
CCP	**552**	**1 057**	**(505)**	**(47,8%)**
TGT	**629**	**629**	**-**	**-**
Total	**161 442**	**180 439**	**(18 997)**	**(10,5%)**

6.2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 707 853 mDT au 31/12/2024 contre 547 142 mDT au 31/12/2023.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires	**72 146**	**51 091**	**21 055**	**41,2%**
Comptes courants des banques résidentes	14 310	292	14 018	4800,7%
Comptes courants des banques non-résidentes	57 835	50 753	7 082	14,0%
Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	1	46	(45)	(97,8%)
Prêts aux établissements financiers	**592 519**	**423 762**	**168 757**	**39,8%**
Prêts sur le marché monétaire en Dinars	180 099	71 828	108 271	150,7%
Prêts sur le marché monétaire en Devises	412 420	351 934	60 486	17,2%
Provisions sur prêts interbancaires	**(1 898)**	**(1 828)**	**(70)**	**(3,8%)**
Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés	**44 919**	**74 033**	**(29 114)**	**(39,3%)**
Créances et prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)	29 325	45 260	(15 935)	(35,2%)
Créances sur les organismes financiers spécialisés (TUNIS RE)	15 594	28 773	(13 179)	(45,8%)
Créances rattachés	**167**	**84**	**83**	**98,8%**
Créances rattachées sur prêts interbancaires en dinars	24	-	24	-
Créances rattachées sur prêts interbancaires en devises	143	84	59	70,2%
Total	**707 853**	**547 142**	**160 711**	**29,4%**

Les créances par exigibilité au refinancement de la BCT se présentent comme suit :

Description	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires et financiers				
Non éligibles aux refinancements de la BCT	707 853	547 142	160 711	29,4%
Total	**707 853**	**547 142**	**160 711**	**29,4%**

Ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire

Description	2024	2023	Variation	%
Créances sur les établissements bancaires et financiers			-	-
Non matérialisés par des titres du marché interbancaire	707 853	547 142	160 711	29,4%
Total	**707 853**	**547 142**	**160 711**	**29,4%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers (hors créances rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Libellé	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Créances sur les établissements bancaires	**72 146**	**-**	**-**	**-**	**72 146**
Comptes courants des banques résidentes	14 310	-	-	-	14 310
Comptes courants des banques non-résidentes	57 835	-	-	-	57 835
Comptes débiteurs des correspondants en dinars convertibles	1	-	-	-	1
Prêts aux établissements bancaires	**592 519**	**-**	**-**	**-**	**592 519**
Prêts sur le marché monétaire en dinars	180 099	-	-	-	180 099
Prêts sur le marché monétaire en devises	412 420	-	-	-	412 420
Provisions sur prêts interbancaires	**(1 898)**	**-**	**-**	**-**	**(1 898)**
Prêts aux organismes financiers spécialisés (leasing)	**682**	**9 960**	**18 683**	**-**	**29 325**
Créances sur organismes financiers spécialisés (Tunis Re)	**15 594**	**-**	**-**	**-**	**15 594**
Créances rattachés	**167**	**-**	**-**	**-**	**167**
Total	**679 210**	**9 960**	**18 683**		**707 853**

6.3 - Créances sur la clientèle

L'évolution comparée des engagements nets entre 2024 et 2023 se présente comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Comptes courants débiteurs	951 220	1 045 940	(94 720)	(9,1%)
Crédits sur ressources spéciales	138 754	163 495	(24 741)	(15,1%)
Les créances prises en charge par l'État	1 185	9 440	(8 255)	(87,4%)
Bonification prise en charge par l'État	4 230	4 230	-	-
Comptes courants associés	88 608	88 608	-	-
Autres concours à la clientèle	10 403 103	10 738 439	(335 336)	(3,1%)
Créances à abandonner	4 298	4 298	-	-
Créances rattachées	74 800	90 613	(15 813)	(17,5%)
Créances bancaires détenues par la STRC	1 232 884	1 113 150	119 734	10,8%
Autres crédits sur ressources spéciales	72 609	49 333	23 276	47,2%
Total brut	**12 971 691**	**13 307 546**	**(335 855)**	**(2,5%)**
Provisions	**(2 456 921)**	**(2 275 175)**	**(181 746)**	**(8,0%)**
Provisions sur comptes courants	(150 456)	(149 429)	(1 027)	(0,7%)
Provisions sur ressources spéciales	(54 518)	(42 128)	(12 390)	(29,4%)
Provisions sur autres concours à la clientèle	(782 792)	(719 189)	(63 603)	(8,8%)
Provisions sur comptes courants associés	(45 552)	(45 552)	-	-
Provisions sur créances à abandonner	(455)	(455)	-	-
Provisions collectives	(190 264)	(208 786)	18 522	8,9%
Provisions sur créances bancaires détenues par la STRC *	(1 232 884)	(1 109 636)	(123 248)	(11,1%)
Agios réservés	**(730 034)**	**(513 297)**	**(216 737)**	**(42,2%)**
Agios réservés sur comptes courants	(46 836)	(42 844)	(3 992)	(9,3%)
Agios réservés sur autres concours à la clientèle	(626 918)	(413 091)	(213 827)	(51,8%)
Agios réservés sur comptes courants associés	(34 579)	(34 579)	-	-
Agios réservés sur créances à abandonner	(3 843)	(3 843)	-	-
Agios réservés sur créances rattachées	(17 858)	(18 940)	1 082	5,7%
Produits perçus d'avance	**(42 928)**	**(41 770)**	**(1 158)**	**(2,8%)**
Total Net en Mdt	**9 741 808**	**10 477 304**	**(735 496)**	**(7,0%)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de la comparabilité

La structure de l'encours net des créances sur la clientèle au 31/12/2024 est la suivante :

Libellé	Encours Bruts	Provisions Individuelles	Provisions additionnelles	Agios Réservés	Pdt perçus d'avance	Encours Net
C/C Débiteurs	951 220	(112 007)	(38 449)	(46 836)		753 928
C/ Ressources spéciales	211 363	(49 850)	(4 668)	-		156 845
Comptes courants associés	88 608	(32 153)	(13 400)	(34 579)		8 476
Autres conc. à la clientèle	10 408 520	(568 727)	(214 066)	(626 918)	(42 928)	8 955 881
Créances à abandonner	4 298	(455)	-	(3 843)		-
Créances détenues par la STRC	1 232 884	(1 232 884)				-
Créances rattachées	74 800			(17 858)		56 942
Total	**12 971 693**	**(1 996 076)**	**(270 583)**	**(730 034)**	**(42 928)**	**9 932 072**
Provisions collectives						(190 264)
Encours net						**9 741 808**

L'encours brut des créances sur la clientèle hors impayés et créances rattachées est ventilé selon la durée résiduelle comme suit :

Libellé	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Encours Brut
Comptes courants débiteurs	951 220	-	-	-	951 220
Crédits sur ressources spéciales	6 233	18 366	81 474	32 681	138 754
Les créances prises en charge par l'État	1 185	-	-	-	1 185
Bonification prise en charge par l'État	4 230	-	-	-	4 230
Comptes courants associés	88 608	-	-	-	88 608
Autres concours à la clientèle	4 147 607	1 746 224	2 963 649	1 545 623	10 403 103
Créances bancaires détenues par la STRC	1 232 884	-	-	-	1 232 884
Total au 31 décembre 2024	**6 431 967**	**1 764 590**	**3 045 123**	**1 578 304**	**12 819 984**

Agios réservés : Les comptes d'agios réservés arrêtés au 31/12/2024 se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Agios réservés sur C/C	(46 836)	(42 844)	(3 992)	(9,3%)
Agios réservés sur Avals et Cautions	(1 966)	(1 219)	(747)	(61,3%)
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme ordinaires	(273 040)	(188 738)	(84 302)	(44,7%)
Agios réservés sur intérêts crédits moyen terme consolidés	(216 711)	(213 287)	(3 424)	(1,6%)
Agios réservés sur crédits garantis par l'État	(1 158)	(1 158)	-	-
Agios réservés sur C/C Associés	(34 579)	(34 579)	-	-
Intérêts de retard réservés sur créances contentieuses	(134 043)	(8 689)	(125 354)	(1442,7%)
Agios réservés/ créances à abandonner	(3 843)	(3 843)	-	-
Agios réservés sur créances rattachées	(17 858)	(18 940)	1 082	5,7%
Sous Total	**(730 034)**	**(513 297)**	**(216 737)**	**(42,2%)**
Total	**(730 034)**	**(513 297)**	**(216 737)**	**(42,2%)**

L'évolution des créances douteuses et leurs provisions se détaille ainsi :

Libellé	2023	Dotations	Reprises	Reclassement	2024
Provisions sur comptes courants	(149 429)	(34 746)	33 719	-	(150 456)
Provisions sur ressources spéciales	(42 128)	(18 504)	6 114	-	(54 518)
Provisions sur autres concours à la clientèle	(719 189)	(212 563)	148 960	-	(782 792)
Provisions sur comptes courants associés	(45 552)	-	-	-	(45 552)
Provisions sur créances à abandonner	(455)	-	-	-	(455)
Provisions collectives	(208 786)	-	18 522	-	(190 264)
Provisions sur créances bancaires détenues par la STRC*	(1 109 636)	(4 271)	629	(119 606)	(1 232 884)
Total	**(2 275 175)**	**(270 084)**	**207 944**	**(119 606)**	**(2 456 921)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de la comparabilité

6.3.1 - Garanties

Les garanties retenues par la Banque pour la détermination des provisions sur les engagements sont arrêtées dans certains cas en l'absence d'un inventaire des documents juridiques les justifiant (certificats de propriété, attestation AFT, AFI...).

6.3.2 - Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la STB a constitué une dotation nette sur provisions additionnelles de l'ordre de 54 710 mille dinars au titre de l'exercice 2024, sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans.

Le solde des provisions additionnelles s'élève au 31 décembre 2024 à 270 583 mille dinars.

6.3.3 - Provisions collectives

En application de la circulaire aux banques n° 2025-04 du 3 Février 2025 portant sur Division, couverture des risques et suivi des engagements, la Banque constitue par prélèvement sur ses résultats, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT 91-24 du 17 décembre 1991. Au 31 décembre 2024, la banque a procédé à une reprise de provision collective pour un montant de 18 522 mDT.

La provision collective a été estimée fin 2024 à 190 264 millions de dinars.

6.3.4 - Créances consolidées et prises en charge par l'État sans intérêts

Les créances prises en charges par l'État sont les créances de certaines entreprises publiques prises en charge par l'État dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et dont l'encours totalise la somme de 1 185 mille dinars. Ces créances ont été consolidées sur une période de 20 à 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État.

6.4 - Portefeuille titre commercial

Le solde de ce poste s'élève 629 559 mDT au 31/12/2024 contre 730 474 mDT au 31/12/2023. Le portefeuille-titres commercial est composé de titres à revenus fixes émis par l'État et de titres à revenus variables.

Libellé	2023	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	2024
I- Titres de placement	**452 251**	**162 439**	**(34 541)**	**(41 549)**	**538 600**
Actions (Placement)	20 162	617	(697)	(406)	19 676
BTA (Placement)	219 759	124 186	(20 398)	-	323 547
Obligations (Placement)	183 196	29	(8 612)	1 386	175 999
Billets de trésorerie et certificats de dépôt (Placement)	9 252	29 293	(4 084)	(30 218)	4 243
Parts dans les OPCVM (Placement)	21 335	7 087	(6 273)	(12 283)	9 866
Autres titres de placement	(4 532)	-	4 745	-	213
Créances rattachées aux BTA (Placement)	10 596	1 162	-	(1)	11 757
Créances rattachées aux obligations (Placement)	3 166	2	(162)	(20)	2 986
Créances rattachées aux autres titres de placement	366	63	(315)	(1)	113
Primes / décotes sur BTA (Placement)	(6 890)	-	1 255	-	(5 635)
Provisions sur titres de placement	(4 159)	-	-	(6)	(4 165)
II- Titres de transactions	**278 223**	**95 902**	**(283 166)**	**-**	**90 959**
2.1 Titres de transaction à revenu fixe	**278 223**	**95 902**	**(283 166)**	**-**	**90 959**
Bons de trésor à court terme (Transaction)	285 855	95 902	(285 855)	-	95 902
Créances et dettes rattachées	(7 632)	-	2 689	-	(4 943)
Total net	**730 474**	**258 341**	**(317 707)**	**(41 549)**	**629 559**

6.5 - Portefeuille titre d'investissement

La valeur du portefeuille titres d'investissement s'élève à 3 325 900 mDT au 31/12/2024 contre 2 178 295 mDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
BTA d'investissement	1 952 725	1 419 072	533 653	37,6%
Décote/primes sur BTA d'investissement	(56 218)	(58 252)	2 034	3,5%
Créances rattachées	63 823	54 655	9 168	16,8%
Total BTA d'investissement	**1 960 330**	**1 415 475**	**544 855**	**38,5%**
Emprunts obligataires	14 949	18 307	(3 358)	(18,3%)
Emprunt national	1 125 340	554 650	570 690	102,9%
Provisions Emprunts obligataires	(7 197)	(9 088)	1 891	20,8%
Créances rattachées	47 626	30 458	17 168	56,4%
Total autres titres d'investissement	**1 180 718**	**594 327**	**586 391**	**98,7%**
Parts dans les FCP	57 797	49 148	8 649	17,6%
Provisions sur parts dans les FCP	(3 792)	(3 720)	(72)	(1,9%)
Total FCP	**54 005**	**45 428**	**8 577**	**18,9%**
Titres de participations	203 278	199 408	3 870	1,9%
Participations en rétrocession	128 721	123 250	5 471	4,4%
Sociétés en liquidation	30	30	-	-
Provisions titres de participation	(138 469)	(130 314)	(8 155)	(6,3%)
Provisions sur participations en rétrocession	(63 339)	(69 813)	6 474	9,3%
Créances et dettes rattachées	(97)	(219)	122	55,7%
Créances rattachées aux participations en rétrocession	723	723	-	-
Total Titres de participation	**130 847**	**123 065**	**7 782**	**6,3%**
Total général	**3 325 900**	**2 178 295**	**1 147 605**	**52,7%**

Les mouvements par catégorie de titres classés dans le portefeuille d'investissement sont retracés dans le tableau suivant :

Description	2023	Souscription	Cession /remboursement /restitution	Reclassement	2024
BTA d'investissement	1 419 072	600 653	(67 000)	-	1 952 725
Emprunts obligataires	18 307	2 598	(6 959)	1 003	14 949
Emprunt national	554 650	570 700	(10)	-	1 125 340
Parts dans les FCP	49 148	9 000	(351)	-	57 797
Titres de participations	199 408	2 578	(67)	1 359	203 278
Participations en rétrocession	123 250	679	-	4 792	128 721
Sociétés en liquidation	30	-	-	-	30
Total en mDT	**2 363 865**	**1 186 208**	**(74 387)**	**7 154**	**3 482 840**

6.6 - Titres mis en équivalence

Les participations du Groupe dans les sociétés mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

Société	Participation du Groupe 2024	Participation du Groupe 2023	Var %	Valeur d'équivalence 2024	Valeur d'équivalence 2023	Variation	%
TFB	49,99%	49,99%	0,00%	40 773	32 702	8 071	24,7%
STCV	27,1%	27,1%	0,0%	1 517	1 747	(230)	(13,2%)
SONIBANK	25,0%	25,0%	0,0%	58 345	58 134	211	0,4%
SCIMB	20,0%	20,0%	0,0%	1 143	1 392	(249)	(17,9%)
ELFEJJA	20,0%	20,0%	0,0%	13 016	13 798	(782)	(5,7%)
Total				**114 794**	**107 773**	**7 021**	**6,5%**

6.7 - Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées nettes s'élèvent à 168 671 mDT au 31/12/2024. Les mouvements enregistrés au cours de l'exercice 2024 se détaillent comme suit :

Libellé	Valeur Brute 2023	Acquisition/ Cession 2024	Valeur Brute 2024	Amort 2023	Dotation / Prov. 2024	Transf.	Amort 2024	Valeur Nette 2024
Immobilisations Incorporelles	**42 384**	**6 984**	**49 368**	**(37 512)**	**(3 726)**	**1**	**(41 237)**	**8 131**
Logiciel informatique	42 171	6 984	49 155	(37 378)	(3 709)	1	(41 086)	8 069
Frais étude et développement	136	-	136	(114)	(17)	-	(131)	5
Droit au bail	57	-	57	-	-	-	-	57
Autres immob. Incorporelles	20	-	20	(20)	-	-	(20)	-
Immobilisations Corporelles	**389 236**	**11 643**	**400 879**	**(225 133)**	**(15 269)**	**62**	**(240 340)**	**160 540**
Terrains	51 126	(2 500)	48 626					48 626
Constructions	88 695	565	89 260	(52 875)	(2 022)	-	(54 897)	34 363
Mobilier de bureaux	11 012	429	11 441	(8 312)	(958)	-	(9 270)	2 171
Matériel de transport	5 423	76	5 499	(3 529)	(702)	62	(4 169)	1 330
Matériel informatique	58 739	5 393	64 132	(52 457)	(4 168)	-	(56 625)	7 507
Matériel de communication	2 084	-	2 084	(1 970)	(30)	-	(2 000)	84
Matériel de bureaux	20 759	112	20 871	(18 381)	(774)	-	(19 155)	1 716
Matériel de sécurité	10 487	512	10 999	(4 780)	(810)	-	(5 590)	5 409
Matériel de climatisation	6 095	1	6 096	(5 839)	(91)	-	(5 930)	166
Agencem. Amén. et instal.	83 684	7 543	91 227	(56 399)	(5 398)	-	(61 797)	29 430
Mob- bureau hors expl	33	-	33	(33)	-	-	(33)	-
Mat-outil hors exploit	403	-	403	(373)	(8)	-	(381)	22
Matériel et outil. Touristiques	14 224	-	14 224	(13 623)	(305)	-	(13 928)	296
Immeubles hors exploit	28 044	(490)	27 554	(6 549)	-	-	(6 549)	21 005
Constructions en cours	445	-	445			-		445
Autres immob. Corporelles	7 983	2	7 985	(13)	(3)	-	(16)	7 970
TOTAL	**431 620**	**18 627**	**450 247**	**(262 645)**	**(18 995)**	**63**	**(281 577)**	**168 671**

6.8 - Actif d'impôt différé

Le solde d'actif d'impôt différé s'élève au 31/12/2024 à 48.894 mDT contre 42.695 mDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

Société	2024	2023	Variation	%
STB	36 112	30 644	5 468	17,8%
STB SICAR	4 422	4 196	226	5,4%
STB INVEST	3 445	3 447	(2)	(0,1%)
STRC	1 397	1 338	59	4,4%
ED-DKHILA	1 215	1 068	147	13,8%
Autres	2 303	2 002	301	15,0%
Total général	**48 894**	**42 695**	**6 199**	**14,5%**

6.9 - Autres actifs

Au 31/12/2024, les autres postes d'actif totalisent 374 420 mDT contre 484 383 mDT au 31/12/2023 et se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Prêts et avances au personnel	14 510	15 099	(589)	(3,9%)
État, impôt et taxes (*)	41 284	30 401	10 883	35,8%
Stocks divers	63 237	53 639	9 598	17,9%
Différence de change à la charge de l'état (*)	-	0	(0)	(100,0%)
Écart de conversion_Actif	9 891	-	9 891	-
Siège, succursales et agences_Actif	24 468	24 277	191	0,8%
Comptes de régularisation actif (*)	83 459	130 248	(46 789)	(35,9%)
Valeurs présentées à la compensation	(35 629)	(9 758)	(25 871)	(265,1%)
Charges payées d'avance	1 443	1 102	341	30,9%
Produits à recevoir	1 415	3 328	(1 913)	(57,5%)
Différence PF encaissement exigible après encaissement (*)	17 700	18 755	(1 055)	(5,6%)
Autres comptes d'actif (*)	94 709	161 576	(66 867)	(41,4%)
Clients et comptes rattachés	11 327	5 511	5 816	105,5%
Provisions sur autres actifs	(43 010)	(52 762)	9 752	18,5%
Autres comptes figés (*)	89 616	102 967	(13 351)	(13,0%)
TOTAL	**374 420**	**484 383**	**(109 963)**	**(22,7%)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour des besoins de comparabilité.

6.10 - Banque central et CCP

Au 31/12/2024 ce poste totalise 511 665 mDT contre 1 077 234 mDT au 31/12/2023. Ce poste se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Appel d'offre	481 000	954 000	(473 000)	(49,6%)
Facilité de prêt	-	10 000	(10 000)	(100,0%)
Utilisations auprès de la BCT	25 250	112 163	(86 913)	(77,5%)
Dettes rattachées	5 415	1 071	4 344	405,6%
TOTAL	**511 665**	**1 077 234**	**(565 569)**	**(52,5%)**

6.11 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Au 31/12/2024 ce poste totalise 432 108 mDT contre 582 379 mDT au 31/12/2023. Sa répartition par nature d'établissement bancaire et financier est la suivante :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Comptes à vue des établissements financiers	**57 598**	**89 034**	**(31 436)**	**(35,3%)**
Banques de dépôts	15	281	(266)	(94,7%)
Banques non-résidentes	57 583	88 753	(31 170)	(35,1%)
Emprunts auprès des établissements financiers	**374 353**	**491 662**	**(117 309)**	**(23,9%)**
Emprunts en dinars	236 602	303 509	(66 907)	(22,0%)
Emprunts en devises	137 751	188 153	(50 402)	(26,8%)
Avoir en compte des établissements financiers et dettes rattachées	**157**	**1 683**	**(1 526)**	**(90,7%)**
Total	**432 108**	**582 379**	**(150 271)**	**(25,8%)**

- Décomposition par critère de matérialisation par des titres du marché interbancaire

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dettes non matérialisées par des titres du marché interbancaire	432 108	582 379	(150 271)	(25,8%)
Total	**432 108**	**582 379**	**(150 271)**	**(25,8%)**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers (hors dettes rattachées) selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	Entre 3 mois et 1 an	Entre 1 an et 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à vue des établissements financiers	**57 598**	**-**	**-**	**-**	**57 598**
Banques de dépôts	15	-	-	-	**15**
Banques non-résidentes	57 583	-	-	-	**57 583**
Emprunts auprès des établissements financiers	**374 353**	**-**	**-**	**-**	**374 353**
Emprunts en dinars	236 602	-	-	-	**236 602**
Emprunts en devises	137 751	-	-	-	**137 751**
Avoir en compte des établissements financiers	**157**	**-**	**-**	**-**	**157**
Total	**432 108**	**-**	**-**	**-**	**432 108**

6.12 - Dépôts et avoirs de la clientèle

Le solde de ce poste s'élève à 11 188 788 mDT au 31/12/2024 contre 10 004 984 mDT au 31/12/2023.
Les dépôts se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dépôts à vue	2 939 806	2 615 314	324 492	12,4%
Dépôts épargne	4 640 881	4 245 908	394 973	9,3%
Compte à terme	1 064 657	773 745	290 912	37,6%
Comptes en dinars convertibles	117 997	117 079	918	0,8%
Dépôts en devises	808 501	761 335	47 166	6,2%
Placements en devises	331 360	305 325	26 035	8,5%
Bons de caisse	671 092	681 646	(10 554)	(1,5%)
Autres sommes dues à la clientèle	293 903	221 301	72 602	32,8%
Dettes rattachées	7 591	(5 669)	13 260	233,9%
Certificats de dépôts	313 000	289 000	24 000	8,3%
Total	**11 188 788**	**10 004 984**	**1 183 804**	**11,8%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle hors dettes rattachées selon la durée résiduelle hors dettes rattachées se détaille comme suit :

Libellé	Inf à 3 mois	de 3mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	Sup à 5 ans	Encours brut
Dépôts à vue	**4 042 860**	**153 824**	**317**	**663**	**4 197 664**
Dépôts à vue dinars	2 939 806	-	-	-	2 939 806
Comptes en dinars convertibles	117 997	-	-	-	117 997
Comptes en devises	808 501	-	-	-	808 501
Placement en devises	176 556	153 824	317	663	331 360
Dépôts épargne	**4 640 880**	**-**	**-**	**-**	**4 640 880**
Comptes spéciaux d'épargne	4 597 928	-	-	-	4 597 928
Autres comptes d'épargne	42 952	-	-	-	42 952
Dépôts à terme	**897 693**	**933 064**	**217 992**	**-**	**2 048 749**
Compte à terme	421 132	486 069	157 456	-	1 064 657
Bons de caisse	216 061	394 495	60 536	-	671 092
Certificats de dépôts	260 500	52 500	-	-	313 000
Autres sommes dues à la clientèle	**293 904**	**-**	**-**	**-**	**293 904**
Total	**9 875 337**	**1 086 888**	**218 309**	**663**	**11 181 197**

6.13 - Emprunts et ressources spéciales

Le solde de ce poste totalise 558 219 mDT au 31/12/2024 contre 640 645 mDT au 31/12/2023 et se réparti comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Emprunts obligataires & privés	**195 672**	**252 333**	**(56 661)**	**(22,5%)**
Ressources spéciales	**321 462**	**339 362**	**(17 900)**	**(5,3%)**
Ressources budgétaires	80 636	86 414	(5 778)	(6,7%)
Ressources extérieures	240 826	252 948	(12 122)	(4,8%)
Intérêts sur emprunts obligataires	**46 793**	**53 420**	**(6 627)**	**(12,4%)**
Intérêts à payer sur ressources extérieures	**2 965**	**3 069**	**(104)**	**(3,4%)**
Dettes rattachées	**388**	**388**	**-**	**-**
Écart de conversion sur emprunt	**(9 061)**	**(7 927)**	**(1 134)**	**(14,3%)**
Total	**558 219**	**640 645**	**(82 426)**	**(12,9%)**

(a) Emprunts obligataires & privés

La ventilation des emprunts obligataires et privés selon la durée résiduelle au 31/12/2024 se détaille comme suit :

Description	≤3 mois	]3 mois-1 an]	]1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Emprunts obligataires et privés	(9 008)	30 236	170 089	4 355	**195 672**

La ventilation des emprunts obligataires et privés en emprunt long terme et court terme se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	Solde 2023	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Solde 2024
Emprunt long terme	156 952	-	-	(8 992)	**147 960**
Emprunt court terme	95 381	-	(56 661)	8 992	**47 712**
Total	**252 333**	**-**	**(56 661)**	**-**	**195 672**

(b) Ressources spéciales

La ventilation des ressources spéciales selon la durée résiduelle se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	≤3 mois	] 3 mois-1 an]	] 1 an-5 ans]	> 5 ans	Total
Ressources spéciales	3 890	36 542	185 682	95 348	**321 462**

La ventilation des ressources spéciales en ressources long terme et court terme se détaille au 31/12/2024 comme suit :

Description	Solde 2023	Nouveaux emprunts	Remboursements	Reclassements	Réévaluation	Solde 2024
Ressources long terme	307 226	10 735	-	(36 931)		281 030
Ressources court terme	32 136	-	(29 769)	38 065		40 432
Total ressources avant couverture	**339 362**	**10 735**	**(29 769)**	**1 134**	**-**	**321 462**
Couverture sur Ressources en devises	**-7 927**	**0**	**-**	**(1 134)**		(9 061)
Total ressources	**331 435**	**10 735**	**(29 769)**	**-**	**-**	**312 401**

6.14 - Autres Passifs

Ce poste totalise 789 889 mDT au 31/12/2024 contre 927 179 mDT au 31/12/2023 :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Provisions pour passifs et charges (1)	279 527	268 556	10 971	4,1%
État, impôts, taxes et dettes sociales (2) (*)	61 048	53 088	7 960	15,0%
Effets financiers non échus (3)	13 115	68 272	(55 157)	(80,8%)
Charges à payer	89 306	83 829	5 477	6,5%
Créditeurs divers (*)	54 914	94 290	(39 376)	(41,8%)
Siège, succursales et agences	1 591	-	1 591	-
Comptes de régularisation-Passif (*)	62 601	62 039	562	0,9%
Valeurs télé-compensées en instance de règlement	79 482	92 326	(12 844)	(13,9%)
Écart de conversion	-	58 927	(58 927)	(100,0%)
Crédits à régulariser	144	963	(819)	(85,0%)
Fournisseurs d'immobilisations	1	1	-	-
Produits constatés d'avance	22 367	16 423	5 944	36,2%
Fournisseurs divers	9 109	5 014	4 095	81,7%
Comptes passifs figés (*)	112 515	120 460	(7 945)	(6,6%)
Comptes de régularisation_REPORT/DEPORT	4 169	2 990	1 179	39,4%
Total en mDT	**789 889**	**927 179**	**(137 290)**	**(14,8%)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de la comparabilité

(1) Les provisions pour passifs et charges constituées par le Groupe au terme de l'exercice 2024 s'élèvent à 279 527 mDT contre 268 556 mDT au terme de l'exercice précédent. Les provisions constituées couvrent les risques sur les éléments du hors bilan et des risques divers, et se détaillent comme suit :

Libellé	Provisions 2023	Dotation	Reprise	Reclassement	Provisions 2024
Prov sur E/S	71 545	10 793	(4 184)	-	78 154
Prov pour départ à la retraite	82 833	2 840	(907)	-	84 766
Prov pour risques divers	114 178	4 367	(4 225)	2 287	116 607
Total	**268 556**	**18 000**	**(9 316)**	**2 287**	**279 527**

(2) Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	2024	2023	Variation	%
Impôt sur les sociétés à payer (*)	502	(15)	517	3447,9%
TVA	3 775	3 882	(107)	(2,8%)
Retenues à la source	35 519	29 509	6 010	20,4%
Fonds de péréquation de change	11 529	11 060	469	4,2%
Contribution sociale de solidarité	(14)	1	(15)	(1500,0%)
Autres	9 737	8 651	1 086	12,6%
Total	**61 048**	**53 088**	**7 960**	**15,0%**

(3) Cette rubrique se détaille comme suit :

Rubrique	2024	2023	Variation	%
Effets financiers moyen terme non échus	1 853	1 738	115	6,6%
Effets financiers sur intérêts moyen terme non échus	4 542	4 535	7	0,2%
Effets à l'encaissement non échus envoyés à la télé-compensation	2 237	13 967	(11 730)	(84,0%)
Effets à l'escompte non échus envoyés au recouvrement	4 483	48 032	(43 549)	(90,7%)
Total	**13 115**	**68 272**	**(55 157)**	**(80,8%)**

6.15 - intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires se répartissent par entité comme suit :

Rubrique	Réserves		Résultat		Total Intérêts Minoritaires			
Entités	2024	2023	2024	2023	2024	2023	Variation	%
STB (*)	41	(2)	12	7	53	5	48	960,0%
STB INVEST (*)	2 087	1 982	88	161	2 175	2 143	32	1,5%
STB MANAGER (*)	(6)	(4)	-	(2)	(6)	(6)	-	-
STB FINANCE (*)	548	470	168	76	716	546	170	31,1%
STB SICAR (*)	232	(422)	(2)	4	230	(418)	648	155,0%
IMM. AVENUE (*)	(59)	(61)	(5)	1	(64)	(60)	(4)	(6,7%)
STRC (*)	-	(7)	13	12	13	5	8	160,0%
GEVE	4 161	4 153	172	208	4 333	4 361	(28)	(0,6%)
EDDKHILA (*)	1 783	1 557	354	225	2 137	1 782	355	19,9%
ACTIVHOTELS (*)	(3)	(3)	-	-	(3)	(3)	-	-
SICAV INVEST	245	259	9	10	254	269	(15)	(5,6%)
SICAV AVENIR	21	19	1	1	22	20	2	10,0%
SICAV OBLIG	194 056	170 291	12 523	10 505	206 579	180 796	25 783	14,3%
SICAV EPARGNANT	143 190	159 598	9 787	9 890	152 977	169 488	(16 511)	(9,7%)
TFB	(8)	(7)	(1)	(1)	(9)	(8)	(1)	(12,5%)
STBMG (*)	2	6	1	(4)	3	2	1	50,0%
MGERT (*)	2 538	2 072	1 170	967	3 708	3 039	669	22,0%
SONIBANK	5	5	-	-	5	5	-	-
ELFEJJA	1	1	-	-	1	1	-	-
STBSG (*)	(1)	(2)	2	2	1	-	1	-
Total	**348 833**	**339 905**	**24 292**	**22 062**	**373 125**	**361 967**	**11 158**	**3,1%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

6.16 - Capitaux propres

A la date de clôture, le capital social s'élève à 776 875 mDT. Il est composé de 155.375.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libéré en totalité. Les mouvements sur les capitaux propres de la banque se détaillent comme suit :

Libellé	Capital Social	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Résultat consolidé	Solde 2024
Solde au 31/12/2023 publié	776 875	483 422	9 611	(5 536)	51 208	1 315 579
Modifications Comptables		(974)			8 486	7 512
Solde au 31/12/2023 retraité	**776 875**	**482 448**	**9 611**	**(5 536)**	**59 694**	**1 323 091**
Affectation résultat		59 694	-	-	(59 694)	-
Ecart de conversion		-	(2 036)	-	-	(2 036)
Résultat consolidé		-	-	-	103 304	103 304
Changement de méthodes et correction d'erreurs (*)		(893)	-	-	-	(893)
Autres variations (Fonds social, subventions, actions propres...)	-	(3 920)	-	0	-	(3 920)
Solde au 31/12/2024	**776 875**	**537 329**	**7 575**	**(5 536)**	**103 304**	**1 419 547**

(*) Le changement de méthodes et correction d'erreur est issu du changement des capitaux propres d'ouverture de quelques sociétés suite à la réception des états financiers définitifs de 2023.

6.16.1 - Bénéfice par action

Libellé	2024	2023	Variation	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT) *	103 304	59 694	43 610	73,1%
Nombre d'actions ordinaires	155 375 000	155 375 000	-	-
Nombre d'actions propres (y compris les actions STB détenues par les filiales)	1 052 294	1 052 294	-	-
% par rapport aux actions émises	0,68%	0,68%	-	-
Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période	154 322 706	154 322 706	-	-
Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période	154 322 706	154 322 706	-	-
Nombre d'actions moyen pondéré	154 322 706	154 322 706	-	-
Bénéfices revenant aux actions propres	700	404	295	73,1%
Bénéfice par action de valeur nominale de DT	**0,669**	**0,387**	**0,283**	**73,1%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

6.16.2 - Réserves consolidées

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par le groupe dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

Libellé	2024	2023	Variation	%
Contribution de la mère consolidante *	568 283	506 886	61 397	12,1%
+ Part du groupe, dans la prime d'émission	59 819	59 819	0	0,0%
+ Part du groupe, dans les autres réserves *	508 464	447 067	61 397	13,7%
Contribution des filiales relevant du secteur bancaire	(18 629)	(7 350)	(11 279)	(153,4%)
Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers*	(1 985)	(4 127)	2 143	51,9%
Contribution des filiales relevant du secteur des autres services*	(2 765)	(3 349)	584	17,4%
Total	**544 904**	**492 059**	**52 845**	**10,7%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

Les réserves consolidées sont réparties par société du groupe de la manière suivante :

Entité	Réserves consolidés	Réserves de conversion	2024	Réserves consolidés	Réserves de conversion	2023	Variation	%
STB (*)	568 357	(72)	568 285	506 959	(72)	506 887	61 398	12,1%
STB INVEST	23 294	-	23 294	19 789	-	19 789	3 505	17,7%
STB MANAGER	(683)	-	(683)	(168)	-	(168)	(515)	(307,7%)
STB FINANCE	7 112	-	7 112	5 265	-	5 265	1 847	35,1%
STB SICAR	11 266	1	11 267	9 557	1	9 558	1 709	17,9%
IMM. AVENUE	(5 860)	-	(5 860)	(5 968)	-	(5 968)	108	1,8%
STRC	(44 150)	-	(44 150)	(47 517)	-	(47 517)	3 367	7,1%
GEVE	2 160	-	2 160	2 152	-	2 152	8	0,4%
EDDKHILA	30	-	30	(440)	-	(440)	470	106,8%
ACTIVHOTELS	(6 692)	-	(6 692)	(6 551)	-	(6 551)	(141)	(2,2%)
SICAV INVEST	(50)	-	(50)	(46)	-	(46)	(4)	(8,7%)
SICAV AVENIR	94	-	94	(20)	-	(20)	114	570,0%
SICAV OBLIG	(466)	-	(466)	(111)	-	(111)	(355)	(319,8%)
SICAV EPARGNANT	1 596	-	1 596	9 121	-	9 121	(7 525)	(82,5%)
TFB	(61 082)	3 140	(57 942)	(52 718)	3 951	(48 767)	(9 175)	(18,8%)
STBMG	77	-	77	257	-	257	(180)	(70,0%)
MGERT	2 537	-	2 537	2 067	-	2 067	470	22,7%
STCV	792	-	792	874	-	874	(82)	(9,4%)
SONIBANK	34 807	4 506	39 313	35 685	5 732	41 417	(2 104)	(5,1%)
SCIMB	(624)	-	(624)	(368)	-	(368)	(256)	(69,7%)
ELFEJJA	4 838	-	4 838	4 742	-	4 743	95	2,0%
STBSG	(24)	-	(24)	(116)	-	(116)	92	79,3%
Total	**537 329**	**7 575**	**544 904**	**482 448**	**9 611**	**492 059**	**52 845**	**10,7%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

6.16.3 - Résultat consolidé

L'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est soldé par un résultat consolidé positif de 103 304 mDT contre un résultat de même nature de 59 694 mDT au 31 décembre 2023. La contribution au résultat consolidé de la mère et de ses filiales peut être détaillée comparativement comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Contribution de la mère consolidante*	96 118	52 097	44 021	84,5%
Contribution des entités relevant du secteur bancaire	(9 193)	(9 121)	(72)	(0,8%)
Contribution des entités relevant du secteur des services financiers*	13 964	13 294	670	5,0%
Contribution des entités relevant du secteur des autres services*	2 415	3 424	(1 009)	(29,5%)
Total	**103 304**	**59 694**	**43 610**	**73,1%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

Le résultat consolidé est réparti par société du groupe de la manière suivante :

Rubrique	2024	2023	Variation	%
STB (*)	96 118	52 097	44 021	84,5%
STB INVEST '*)	2 468	4 472	(2 004)	(44,8%)
STB MANAGER (*)	(19)	(524)	505	96,4%
STB FINANCE (*)	3 986	1 789	2 197	122,8%
STB SICAR (*)	(143)	364	(507)	(139,3%)
IMM. AVENUE (*)	(667)	109	(776)	(711,9%)
STRC (*)	6 733	6 176	557	9,0%
GEVE	172	208	(36)	(17,3%)
EDDKHILA (*)	741	470	271	57,7%
ACTIVHOTELS (*)	(16)	(141)	125	88,7%
SICAV INVEST	31	32	(1)	(3,1%)
SICAV AVENIR	40	46	(6)	(13,0%)
SICAV OBLIG	461	105	356	339,0%
SICAV EPARGNANT	408	833	(425)	(51,0%)
TFB	(10 629)	(8 242)	(2 387)	(29,0%)
STBMG (*)	50	(180)	230	127,8%
MGERT (*)	1 169	964	205	21,2%
STCV	610	758	(148)	(19,5%)
SONIBANK	1 436	(879)	2 315	263,4%
SCIMB	97	90	7	7,8%
ELFEJJA	178	1 054	(876)	(83,1%)
STBSG (*)	80	92	(12)	(13,0%)
Total	**103 304**	**59 694**	**43 610**	**73,1%**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

NOTE 7 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

7.1 - Passifs éventuels

Le poste passif éventuel composé des rubriques « Cautions, avals et autres garanties données » et « crédits documentaires » se détaille au 31 décembre 2024 des éléments suivants :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Cautions et avals d'ordre de la clientèle	1 057 899	1 064 191	(6 292)	(0,6%)
Autres garanties irrévocables, inconditionnelles d'ordre des banques	401 563	416 475	(14 912)	(3,6%)
Total cautions, avals et autres garanties données	**1 459 462**	**1 480 666**	**(21 204)**	**(1,4%)**
Crédits documentaires et acceptations import	605 343	568 387	36 956	6,5%
Crédits documentaires et acceptations export	39 588	31 306	8 282	26,5%
Total crédits documentaires	**644 931**	**599 693**	**45 238**	**7,5%**
Total passifs éventuels	**2 104 393**	**2 080 359**	**24 034**	**1,2%**

7.2 - Engagements donnés

Le poste « Engagements donnés » s'élève au 31 décembre 2024 à 93 120 mDT contre 101 677 mDT au 31 décembre 2023.

Libellé	2024	2023	Variation	%
Engagements de financement	93 094	101 651	(8 557)	(8,4%)
Engagements sur titres	26	26	-	-
Total	**93 120**	**101 677**	**(8 557)**	**(8,4%)**

7.3 - Garanties reçues

Le solde du poste « Garanties reçues » s'élève au 31 décembre 2024 à 2 972 028 mDT contre 2 818 597 mDT au 31 décembre 2023 :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Contre garanties reçus des Banques installées à l'étranger	401 562	416 475	(14 913)	(3,6%)
Garanties reçues de l'État et des organismes d'assurance	2 155 452	1 886 346	269 106	14,3%
Garanties reçues de la clientèle	415 014	515 776	(100 762)	(19,5%)
Total	**2 972 028**	**2 818 597**	**153 431**	**5,4%**

* Il s'agit pour cette rubrique des chiffres extracomptables communiqués par les différentes directions de la banque.
* Les contre-garanties reçues des banques sont présentées en passifs éventuels et en garanties reçues des banques.
* Les garanties réelles reçues auprès de la clientèle en couverture des concours octroyés ne sont pas prises.

NOTE 8 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

8.1 - Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés s'élèvent au 31 Décembre 2024 à 961 241 mDT contre à 1 058 704 mDT au 31 Décembre 2023 et s'analysent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Intérêts sur créances sur les établissements bancaires et financiers	**38 883**	**33 030**	**5 853**	**17,7%**
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire dinars	8 445	6 752	1 693	25,1%
Intérêt sur prêts sur le marché monétaire devises	30 438	26 278	4 160	15,8%
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	-	-	-	-
Intérêts sur créances sur la clientèle	**891 067**	**995 306**	**(104 239)**	**(10,5%)**
Intérêts en agios sur comptes débiteurs	98 264	109 575	(11 311)	(10,3%)
Intérêts sur crédit à la clientèle (1)	792 803	885 731	(92 928)	(10,5%)
Revenus assimilés	**31 291**	**30 368**	**923**	**3,0%**
Total	**961 241**	**1 058 704**	**(97 463)**	**(9,2%)**

(1) Les intérêts sur crédits à la clientèle tiennent compte de l'abattement des intérêts conformément à la loi 41-2024 et ce pour un montant de 403 mDT.

8.2 - Commissions (en produits)

Le montant des commissions s'élève au 31 Décembre 2024 à 148 664 mDT contre 142 764 mDT au 31 Décembre 2023 et s'analyse comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Chèques, effets, virements et tenue de compte	59 146	60 671	(1 525)	(2,5%)
Opérations sur titres	10 366	6 295	4 071	64,7%
Opérations de change	14 295	10 067	4 228	42,0%
Opérations de commerce extérieur	10 582	12 247	(1 665)	(13,6%)
Coffre-fort	52	41	11	26,8%
Études	16 581	17 828	(1 247)	(7,0%)
Autres	37 642	35 615	2 027	5,7%
Total	**148 664**	**142 764**	**5 900**	**4,1%**

8.3 - Gains sur portefeuille titre commercial et opérations financières

Libellé	2024	2023	Variation	%
Gains nets sur titres de transaction	**14 103**	**19 501**	**(5 398)**	**(27,7%)**
Intérêts nets sur bons de trésor	14 078	19 358	(5 280)	(27,3%)
Dividendes et revenus assimilés des titres de transaction	-	121	(121)	(100,0%)
Plus-values sur cession de titres de transaction	25	22	3	13,6%
Gains (pertes) nets sur titres de placement	**23 634**	**25 002**	**(1 368)**	**(5,5%)**
Dividendes et revenus assimilés des titres de placement	19 543	21 816	(2 273)	(10,4%)
Pertes sur titres de placement	4 171	3 548	623	17,6%
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	(735)	(745)	10	1,3%
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	655	383	272	71,0%
Gains nets sur opérations de change	**45 418**	**50 701**	**(5 283)**	**(10,4%)**
Résultat sur opérations de change	42 854	48 270	(5 416)	(11,2%)
Commissions sur change manuel	2 564	2 431	133	5,5%
Total	**83 155**	**95 204**	**(12 049)**	**(12,7%)**

8.4 - Revenus sur portefeuille titres d'investissement

Les revenus sur portefeuille titre d'investissement s'élèvent au 31 décembre 2024 à 234 966 mDT contre 162 494 mDT au 31 décembre 2023 et s'analysent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement	594	387	207	53,5%
Intérêts et revenus assimilés sur BTA investissement	135 551	108 877	26 674	24,5%
Dividendes et revenus assimilés /titres de participations	9 208	7 102	2 106	29,7%
Revenus des titres de participation en rétrocession	1 396	1 135	261	23,0%
Intérêts et revenus assimilés des obligations	88 217	44 993	43 224	96,1%
Total en mDT	**234 966**	**162 494**	**72 472**	**44,6%**

8.5 - Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées s'élèvent au 31 décembre 2024 à 724 102 mDT contre 733 493 mDT au 31 décembre 2023 et se détaillent comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires	(81 451)	(159 319)	77 868	48,9%
Opérations avec la clientèle	(601 427)	(535 893)	(65 534)	(12,2%)
Emprunts et ressources spéciales	(41 216)	(38 213)	(3 003)	(7,9%)
Autres intérêts et charges	(8)	(68)	60	88,2%
Total	**(724 102)**	**(733 493)**	**9 391**	**1,3%**

8.6 – Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dotations aux provisions sur engagements clientèle	**(189 800)**	**(209 486)**	**19 686**	**9,4%**
Dotations aux provisions pour créances douteuses	(197 042)	(211 480)	14 438	6,8%
Dotations aux provisions additionnelles	(83 876)	(40 973)	(42 903)	(104,7%)
Dotations aux provisions collectives	-	(31 838)	31 838	100,0%
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales non financières	(632)	-	(632)	-
Reprises sur provisions pour créances douteuses	165 053	99 754	65 299	65,5%
Reprises sur provisions additionnelles	27 712	149 327	(121 615)	(81,4%)
Créances cédées à STRC ou radiées	(164 104)	(236 454)	72 350	30,6%
Créances passées par pertes	(2 143)	(3 439)	1 296	37,7%
Reprise agios réservés sur créances cédées, radiées ou abandonnées	46 410	64 898	(18 488)	(28,5%)
Autres dotations	(422)	(51)	(371)	(727,5%)
Autres reprises	710	770	(60)	(7,8%)
Dotations aux provisions pour risques et charges	**4 070**	**(13 486)**	**17 556**	**130,2%**
Dotations aux provisions pour risques et charges	(8 755)	(25 956)	17 201	66,3%
Dotations aux provisions liées à l'assainissement social	(174)	(186)	12	6,5%
Indemnités et pensions liées à l'assainissement social	(835)	(2 484)	1 649	66,4%
Reprises de provisions pour risques et charges	13 823	13 047	776	5,9%
Reprises de provisions pour départ à la retraite et assainissement social	757	2 093	(1 336)	(63,8%)
Autres pertes et profits exceptionnels	(746)		(746)	-
TOTAL	**(185 730)**	**(222 972)**	**37 242**	**16,7%**

8.7 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Au 31 Décembre 2024, le solde de ce poste se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	(575)	(3 118)	2 543	81,6%
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres titres d'investissement	(72)	(3 720)	3 648	98,1%
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres en rétrocession	(1 494)	(2 071)	577	27,9%
Plus-values ou moins-values de cession des titres de participation	643	407	236	58,0%
Pertes sur fonds SICAR	-	(12)	12	100,0%
Reprises sur provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	3 206	1 143	2 063	180,5%
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres en rétrocession	408	1 484	(1 076)	(72,5%)
Total	**2 116**	**(5 887)**	**8 003**	**135,9%**

8.8 - Autres produits d'exploitation

La rubrique autres produits d'exploitation a atteint au 31/12/2024 un total de 26 422 mDT contre 21 301 mDt au 31/12/2023, détaillés comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Revenus des immeubles	16 341	11 069	5 272	47,6%
Variation des stocks d'encours et de travaux terminés	37	1 472	(1 435)	(97,5%)
Autres produits accessoires	199	158	41	25,9%
Autres produits : Prestations de services	9 845	8 602	1 243	14,5%
Total	**26 422**	**21 301**	**5 121**	**24,0%**

8.9 - Frais personnel

Les frais de personnel ont atteint au 31 Décembre 2024 un total de 256 080 mDT contre 246 357mDT au 31 Décembre 2023 retraité, détaillés comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Rémunération du personnel	(191 082)	(186 344)	(4 738)	(2,5%)
Charges sociales	(60 399)	(54 883)	(5 516)	(10,1%)
Variation des congés à payer	(130)	128	(258)	(201,6%)
Autres charges liées au personnel	(4 469)	(5 258)	789	15,0%
Total	**(256 080)**	**(246 357)**	**(9 723)**	**(3,9%)**

8.10 - Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation ont atteint au 31 Décembre 2024 un total de 105 675 mDT contre 106 271 mDT au 31 Décembre 2023, détaillées comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Loyer	(6 433)	(6 306)	(127)	(2,0%)
Entretiens et réparations confiés à des tiers	(6 493)	(6 843)	350	5,1%
Travaux et façons exécutés par des tiers	(6 926)	(9 064)	2 138	23,6%
Cotisation d'adhésion Fonds de garantie de dépôts	(28 130)	(26 540)	(1 590)	(6,0%)
Primes d'assurance	(2 985)	(1 979)	(1 006)	(50,8%)
Autres	(13 425)	(12 051)	(1 374)	(11,4%)
Impôts et taxes	(9 095)	(10 680)	1 585	14,8%
Fournitures faites à l'entreprise	(1 826)	(2 352)	526	22,4%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(3 720)	(6 087)	2 367	38,9%
Transport et déplacement	(407)	(393)	(14)	(3,6%)
Jetons de présence	(237)	(269)	32	11,9%
Contribution sociale de solidarité	(725)	(406)	(319)	(78,6%)
Var. autres stocks	(1 656)	(1 006)	(650)	(64,6%)
Frais divers de gestion	(21 135)	(20 824)	(311)	(1,5%)
Autres comptes d'ajustement	(2 482)	(1 471)	(1 011)	(68,7%)
Total	**(105 675)**	**(106 271)**	**596**	**0,6%**

8.11– Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires

Le solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires est de 22 078 mDT au 31/12/2024 à contre 8 158 mDT au 31/12/2023 et se détaille comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Gains provenant des autres éléments ordinaires	**30 813**	**20 304**	**10 509**	**51,8%**
Plus/ Moins-value de cession	659	768	(109)	(14,2%)
Subvention TFP	1 954	1 753	201	11,5%
Autres gains (1)	28 200	17 783	10 417	58,6%
Pertes provenant des autres éléments ordinaires (2)	**(8 735)**	**(12 146)**	**3 411**	**28,1%**
Total	**22 078**	**8 158**	**13 920**	**170,6%**

(1) Ce solde englobe principalement :

- Des récupérations sur des créances radiées pour un montant de 23.063 mDT contre 8.700 mDT au 31/12/2023.

(2) Ce solde englobe principalement :

- -Une taxation d'office d'un montant de 2.783 mDT au titre des opérations de transfert des fonds à l'étranger par les non-résidents.
- Des charges au titre des déclarations rectificatives de la TFP des exercices 2022 et 2023 d'un montant de 2.172mDT.

8.12 - Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt sur les bénéfices s'élève au 31 Décembre 2024 à 31 925 mdt contre 46 938 mdt au 31 Décembre 2023.

Libellé	2024	2023	Variation	%
Impôts sur les sociétés	(38 124)	(55 444)	17 320	31,2%
Impôts différés	6 199	8 507	(2 308)	(27,1%)
Total	**(31 925)**	**(46 938)**	**15 012**	**32,0%**

NOTE 9 - NOTES RELATIVES A L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(Les chiffres sont exprimés en mDT : milliers de Dinars Tunisiens)

9.1 - Flux de trésorerie nette affectée aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2024, un flux de trésorerie net positif de 1 723 009 mDT.

Les principales variations se détaillent comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 509 599 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les crédits et les remboursements sur crédits effectués par la clientèle ont dégagé un flux net positif de 505 434 mDT ;
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 1 170 543 mDT ;
- Les acquisitions/ cessions des titres de placement ont dégagé un flux net négatif de 96 419 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont atteint 325 170 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 61 598 mDT.

9.2 - Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé au cours de l'exercice 2024, un flux net négatif de 944 052 mDT.

9.3 - Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2024, un flux de trésorerie net négatif de 85 718 mDT.

9.4 - Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités de la banque ont atteint au 31 Décembre 2024, un solde de 4 142 mDT contre 697 381 mDT au 31 Décembre 2023, détaillées comme suit :

Libellé	2024	2023	Variation	%
Caisse, CCP et reprise de liquidité	86 737	86 223	514	0,6%
BCT	(433 586)	(979 033)	545 447	55,7%
Banques et organismes spécialisés	33 480	(15 403)	48 883	317,4%
Prêts emprunts sur le marché monétaire	218 268	(67 391)	285 659	423,9%
Titres de transactions	90 959	278 223	(187 264)	(67,3%)
Total	**(4 142)**	**(697 381)**	**693 239**	**99,4%**

10 - NOTES RELATIVES AUX ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A L'ARRETÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Aucun évènement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des Etats Financiers de nature à :

- Entrainer des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du nouvel exercice.
- Avoir des répercussions importantes sur les activités futures de la Banque.

Les états financiers consolidés au titre de l'exercice 2024 ont été arrêtés et autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 07 avril 2025.

Par conséquent ils ne reflètent pas les évènements survenus postérieurement à cette date.

11 - NOTES SUR LES PASSIFS ÉVENTUELS

Une affaire intentée par le conseil de la concurrence à l'encontre du secteur bancaire, afférente au report des échéances pendant la pandémie du COVID-19. Jusqu'à la date de l'arrêté des états financiers par le conseil d'administration tenu le 07 avril 2025, aucune décision n'est notifiée à la banque à cet égard, ainsi le risque final pouvant, le cas échéant, être associé à cette situation dépend du dénouement définitif de cette affaire. Cette situation est considérée comme étant une éventualité en application de la NCT 14 « relative aux éventualités et événements postérieurs à la date de clôture » dont l'exercice de suivi sera réalisé de façon continue pour déterminer si une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est devenue probable.

NOTE 12 - NOTES RELATIVES AUX OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

12.1 - Conventions nouvellement conclues et/ou réalisées au cours de l'exercice 2024

1) Courant l'exercice 2024, la STB a souscrit à l'emprunt national 2024 émis par l'État Tunisien, principal actionnaire, sur 4 tranches pour 570 millions de dinars réparties par tranche comme suit :

Désignation	Année de souscription	Durée de remboursement	Taux d'intérêts	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024	Intérêts 2024
EMP NAT 2024-1	2024	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	100 000	100 000	8 723
EMP NAT 2024-2	2024	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	120 000	120 000	7 524
EMP NAT 2024-3	2024	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	200 000	200 000	5 943
EMP NAT 2024-4	2024	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	150 000	150 000	1 022
Total en mille dinars				**570 000**	**570 000**	**23 212**

2) Courant l'exercice 2024, et en vertu des décisions du ministère des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques. Ces garanties sont à hauteur de 989 millions de dinars.
3) Courant l'exercice 2024, la STB Bank a souscrit à l'augmentation du capital de la société "TUNISIAN FOREIGN BANK » pour un montant de 5,8 millions d'euros soit l'équivalent à 19,6 millions de dinars. Ladite augmentation a été approuvée par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 08 mars 2024.

4) L'encours des conventions de dépôts à terme souscrites, courant l'exercice 2024, par les entreprises associées de la STB Bank s'élève au 31/12/2024 à 500 mille dinars de dinars et se répartit comme suit :

Relation	Nature du dépots	Statut	Période en nombre de jours	Taux d'intérets	Encours au 31/12/2024
POLE DE COMPET MONASTIR EL FEJJA	Dépôt à terme	Entreprise associée	180	TMM+1%	500
Total en mille dinars					**500**

5) Courant l'exercice 2024, la STB a signé avec l'État Tunisien, via ses ministères, des conventions de financement en devises dans le cadre du prêt syndiqué octroyé par les banques tunisiennes à l'État. Les caractéristiques de ces prêts syndiqués, leurs encours au 31 décembre 2024 ainsi leur impact sur le résultat de l'exercice 2024 se présente comme suit :

Nature de la convention	Relation	Année d'octroi	Période	Taux d'intérêt	Montant en devise	Encours en devise au 31/12/2024	Encours au 31/12/2024 en mille dinars	Intérêts au 31/12/2024 en mille dinars
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2024	**2 ans**	5,85%	5 millions USD	5 millions USD	15 984	437
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2024	**4 ans**	4,75%	2 millions EUR	2 millions EUR	6 647	148
Total							**22 631**	**585**

12.2 – Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1) En vertu de la loi n°2012-17 du 21 septembre 2012, la STB a constaté, au cours de l'exercice 2011, parmi ses capitaux propres une dotation de l'État d'un montant de 117 millions de dinars assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
Courant l'exercice 2023, la STB a procédé au remboursement de la première tranche de la dotation de l'Etat d'un montant de 40 millions de dinars, étant donné qu'elle a retrouvé son équilibre financier à la suite du résultat bénéficiaire enregistré en 2022. Signalons qu'un avenant à la convention du 09 octobre 2012 a été signé en date du 03 octobre 2023 pour échelonner le remboursement de ce reliquat au cours des exercices 2024 et 2025 pour des montants respectifs de 40 millions de dinars et 37 millions de dinars.
Au 31 décembre 2024, le montant de la dotation de l'État non encore remboursée totalise un montant de 37 millions de dinars.

2) Antérieurement à l'exercice 2024, La STB Bank a conclu avec l'État des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer des subventions non remboursables, des dotations ou des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.
L'encours cumulé de ces fonds budgétaires s'élève à 80 636 mille dinars au 31 décembre 2024.
Les commissions de gestion revenant à la STB Bank, au titre de l'exercice 2024, totalisent un montant de 43 mille dinars (hors TVA).

3) Antérieurement à l'exercice 2024, et en vertu des décisions du ministère des Finances, la STB a bénéficié d'une enveloppe de garanties accordées par l'État, principal actionnaire, pour la couverture des engagements de certaines entreprises publiques. Au 31 décembre 2024, ces garanties totalisent un montant de 855 millions de dinars.
4) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB a souscrit aux emprunts nationaux émis par l'État Tunisien, principal actionnaire. Les caractéristiques de ces emprunts, leurs encours au 31 décembre 2024 ainsi leur impact sur le résultat de l'exercice 2024 se présente comme suit :

Désignation	Année de souscription	Durée de remboursement	Taux d'intérêts	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024	Intérêts 2024
EMP NAT 2021-1	2021	5 ans	8,80%	25 000	25 000	2 194
EMP NAT 2021-2	2021	5 ans	8,80%	15 000	15 000	1 316
EMP NAT 2021-3	2021	5 ans	8,80%	35 000	35 000	3 097
EMP NAT 2022-1	2022	7 ans	TMM+2,5%	25 000	25 000	2 643
EMP NAT 2022-2	2022	7 ans	TMM+2,2%	26 000	26 000	2 702
EMP NAT 2022-3	2022	7 ans	TMM+2,2%	72 000	72 000	7 342
EMP NAT 2022-4	2022	7 ans	TMM+2,2%	80 000	80 000	8 017
EMP NAT 2023-1	2023	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	80 000	80 000	8 026
EMP NAT 2023-2	2023	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	54 000	54 000	5 403
EMP NAT 2023-3	2023	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	39 500	39 500	3 963
EMP NAT 2023-4	2023	10 ans avec 2ans de grâce	9,95%	100 000	100 000	10 032
Total en mille dinars				**551 500**	**551 500**	**54 734**

5) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB a signé avec l'État Tunisien, via ses ministères, des conventions de financement en devises dans le cadre du prêt syndiqué octroyé par les banques tunisiennes à l'État. Les caractéristiques de ces prêts syndiqués, leurs encours au 31 décembre 2024 ainsi leur impact sur le résultat de l'exercice 2024 se présente comme suit :

Nature de la convention	Relation	Année d'octroi	Période	Taux d'intérêt	Montant en devise	Encours en devise au 31/12/2024	Encours au 31/12/2024 en mille dinars	Intérêts au 31/12/2024 en mille dinars
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2020	**5 ans**	2,75%	10 millions EUR	10 millions EUR	33 234	914
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2021	**5 ans**	2,75%	20 millions EUR	20 millions EUR	66 468	1 828
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2022	**4 ans**	2,90%	15 millions EUR	15 millions EUR	49 851	1 446
Prêt syndiqué	Ministère des finances	2023	**4 ans**	EuriBor 6 mois+1,7%	30 millions EUR	30 millions EUR	99 702	4 466
Total							**249 255**	**8 654**

6) L'encours des concours accordés par la STB à l'État Tunisien, son principal actionnaire, via ses ministères, s'élève à 436 millions de dinars au 31 décembre 2024 (hors prêts syndiqués).
7) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne « BFT » un prêt interbancaire pour un montant de 70 000 mille dinars pour une période de 7 jours renouvelable avec un taux d'intérêt de 7,25%.
   La garantie de l'Etat accordée à la STB au titre de ce prêt, soit 70 000 mille dinars, à la suite de la décision du Conseil Ministériel du 02 juin 2011 a été renouvelée jusqu'au 15 février 2021, en vertu des correspondances parvenus en 2020.
   Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 99 mille dinars (hors TVA) au titre de ce prêt.
8) Antérieurement à l'exercice 2024, la STB a consenti à sa filiale la Banque Franco-Tunisienne « BFT » un prêt interbancaire pour un montant de 560 mille USD, soit l'équivalent de 1 790 mille dinars échu le 01 mars 2022 et demeurent en impayés au 31 Décembre 2024.
   Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 9 mille dinars (hors TVA) au titre de ce prêt.
9) La STB a souscrit en date du 18 octobre 2016 à l'emprunt obligataire subordonné privé émis par la TFB, entreprise appartenant au groupe STB, pour un montant global de 16 millions euros, soit l'équivalent de 39,560 millions de dinars, garanti par l'État en vertu de la décision du ministère des Finances en date du 17 octobre 2016.
   Elle a procédé, ensuite, en date du 26 mai 2017, 05 juillet 2018, 01 décembre 2020, 28 octobre 2022, 28 octobre 2023 et 28 octobre 2024 à des remboursements respectivement pour 6 millions d'euros, 3 millions d'euros, 2,289 millions d'euros, 0,942 millions d'euros, 0,534 millions d'euros et 0,534 millions d'euros.
   Courant l'exercice 2022, elle a procédé également à la conversion d'une partie de cet emprunt en capital de ladite société pour un montant de 1,634 millions d'euros.
   Au 31 décembre 2024, l'encours de cet emprunt, s'élevant à 1,067 millions d'euros soit l'équivalent de 3,547 millions de dinars a été provisionné en totalité.
   Au cours de l'exercice 2024, la STB Bank a comptabilisé des produits d'intérêts pour un montant de 331 mille dinars (hors TVA) au titre de cet emprunt obligataire subordonné.
10) Antérieurement à l'exercice 2024, les administrateurs et les entreprises associées de la STB ont souscrit aux différents emprunts obligataires subordonnés émis par la STB.
    Les encours des montants souscrits, ainsi que les intérêts générés par ces emprunts, se détaillent au 31 décembre 2024 au comme suit :

Société	Montant souscrit	Encours au 31/12/2024	Intérêts 2024
FCP Capital Plus	697	665	69
FCP STB Evolutif	25	25	2
Total des obligations souscrites par les filiales et entreprises associées	**722**	**690**	**71**
STAR	42 000	9 149	1 385
MAE	9 500	7 162	
Total des obligations souscrites par les administrateurs	**51 500**	**16 311**	**1 385**
Total en mille dinars	**52 222**	**17 001**	**1 456**

11) Les concours bancaires accordés par la STB à ses administrateurs totalisent, au 31/12/2024, un montant de 5 millions de dinars, répartis comme suit :

Relation	Débit en compte	Autres engagements	Total engagements
AUTRES	1		1
STAR		5 084	5 084
TOTAL ADMINISTRATEUR	**1**	**5 084**	**5 085**
TOTAL en mille dinars	**1**	**5 084**	**5 085**

12) Les soldes des comptes courants ouverts par les entreprises associées de la STB Bank ainsi que les intérêts y afférents se détaillent, au 31 décembre 2024, comme suit :

Partie liée	Soldes des comptes		Agios/intérêts relatifs	
	Débiteurs	Créditeurs	Encaissés	Servis
Sté Tunisienne de Contrôle VERITAS	0	3 211 286	72	2 263
Pôle de Compétitivité de Monastir - EL FEJJA	0	36 211	0	1 642
Sté Civile Immobilière « La Maison du Banquier »	0	1 630	143	0
SONIBANK	0	377 861	0	0
Tunisian Foreign Bank - TFB	0	647 937	0	0
Total en dinars	**0**	**4 274 926**	**214**	**3 905**

12.3 - Obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants

Les obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales, se détaillent comme suit :

1) Éléments de rémunération et avantages du Directeur Général par intérim

Le Directeur Général par intérim de la Banque a été nommé par décisions du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 07 octobre 2022.

Les éléments de rémunération et les avantages du Directeur Général par intérim ont été fixés par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 30 mai 2016, conformément au décret gouvernemental n° 2015-968 du 6 août 2015, fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Ils se composent des éléments suivants :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire mensuel net égal à 16 000 DT ;
- Des avantages en nature consistant en un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques avec un plafond de 250 dinars par mois ;
- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration ainsi que des indicateurs financiers.

2) Éléments de rémunération et avantages du Directeur Général

Le Directeur Général de la Banque a été nommé par décisions du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 24 juin 2024.

Les éléments de rémunération et les avantages du Directeur Général par intérim ont été fixés par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 30 mai 2016, conformément au décret gouvernemental n° 2015-968 du 6 août 2015, fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Ils se composent des éléments suivants :

- Un élément fixe qui consiste en un salaire mensuel net égal à 16 000 DT ;
- Des avantages en nature consistant en un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques avec un plafond de 250 dinars par mois ;
- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 50% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le Conseil d'Administration ainsi que des indicateurs financiers.

3) Éléments de rémunération et avantages du Secrétaire Général

Le Secrétaire Générale de la banque a été nommé par décision du Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue le 10 juin 2020, sur proposition du Comité de Nomination et de Rémunération réuni le 29 mai 2020 et le 2 juin 2020.

Les éléments de rémunération et les avantages du Secrétaire Général, tels que révisés par le Comité de Nomination et de Rémunération de la Banque réuni le 14 octobre 2016, ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 16 novembre 2016 et le 16 septembre 2020. Ils se composent des éléments suivants :

- Une indemnité de fonction de 2 000 DT par mois ;
- Une indemnité de logement de 500 DT par mois ;
- Une indemnité de consommation courante de 400 DT par mois ;
- Un élément annuel variable qui ne dépasse pas 25% du montant de l'élément fixe et qui est calculé sur la base du taux de réalisation des objectifs fixés par le conseil d'administration ainsi que des indicateurs financiers.
- Des avantages en nature consistant en un quota de 400 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction et le remboursement des frais téléphoniques ;

Le Secrétaire Général gardent les éléments de salaire (12 salaires, prime de bilan, prime d'intéressement, prime de rendement et prime de gratification.

4) Jetons de présence et rémunérations assimilés accordés aux administrateurs

Le montant des jetons de présence revenant aux administrateurs ainsi que les rémunérations des présidents et membres des comités émanant du Conseil d'Administration ont été fixés par décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 07 juin 2024, comme suit :

- Jetons de présence de 4 000 DT, en net, par réunion du Conseil pour le président ;
- Jetons de présence de 2 000 DT, en net, par réunion du Conseil pour chaque administrateur ;
- Rémunération de 2 000 DT, en net, par réunion pour les présidents du Comité d'Audit et du Comité des Risques ;
- Rémunération de 1 000 DT, en net, par réunion pour les administrateurs membres du Comité d'Audit et du Comité des Risques.

Notons que les présidents et les membres qui appartiennent à plus d'un comité émanant du Conseil d'Administration bénéficient d'une seule rémunération calculée sur la base de leur présence à un seul comité selon leur choix, dans la limite de 6 réunions annuelles. Cette procédure entre en vigueur à compter de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire du 07 Juin 2024.

Le montant brut cumulé des jetons de présence et autres rémunérations revenant aux administrateurs de la Banque, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élève à 411 250 DT et se décompose comme suit :

Désignation	Montant
Jetons de présence revenant aux administrateurs	325 000
Rémunérations des membres des comités issus du Conseil	86 250
Total en DT	**411 250**

5) Obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants selon les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024

Au vu de ce qui précède, les obligations et engagements de la STB Bank envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024, se présentent comme suit :

Catégorie	Directeur Général actuel		Ancien Directeur Général		Secrétaire Général	
	Charges de l'exercice	*Passif au 31/12/2024*	*Charges de l'exercice*	*Passif au 31/12/2024*	*Charges de l'exercice*	*Passif au 31/12/2024*
Avantages à court terme	355 520	121 482	149 801	77 956	267 116	88 851
Avantages postérieurs à l'emploi	61 125	94 710	6 244		4 517	44 768
Indemnité de départ à la retraite (12 mois)	19 419	103 550	75 185		14 747	123 262
Total en DT	**436 064**	**319 741**	**231 230**	**77 956**	**286 380**	**256 881**

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : en Mille DT)

	2024	Bancaire	Financier	Autres
Produits d'exploitation bancaire				
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	961 241	957 825	2 914	502
PR2 - Commissions (en produits)	148 664	138 269	10 395	-
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	83 155	80 856	1 994	305
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	234 966	217 822	17 031	113
Total produits d'exploitation bancaire	**1 428 026**	**1 394 772**	**32 334**	**920**
Charges d'exploitation bancaire				
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	(724 102)	(724 065)	(31)	(6)
CH2 - Commissions encourues	(14 588)	(14 583)	(5)	-
CH3 - Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	-	-	-	-
Total charges d'exploitation bancaire	**(738 690)**	**(738 648)**	**(36)**	**(6)**
Produit Net Bancaire	**689 336**	**656 124**	**32 298**	**914**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(185 730)	(198 930)	13 541	(341)
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	2 116	2 156	182	(222)
PR7 - Autres produits d'exploitation	26 422	1 528	841	24 053
CH6 - Frais de personnel	(256 080)	(226 648)	(10 170)	(19 262)
CH7 - Charges générales d'exploitation	(105 675)	(110 475)	4 801	(1)
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(19 000)	(17 195)	(238)	(1 567)
Résultat d'exploitation	**151 389**	**106 560**	**41 255**	**3 574**
PR11 - Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(8 308)	(9 194)	-	886
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	22 077	21 906	101	70
CH11 - Impôt sur les bénéfices	(31 925)	(26 705)	(4 805)	(415)
Résultat des activités ordinaires	**133 233**	**92 567**	**36 551**	**4 115**
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	(5 636)	(5 630)	(1)	(5)
Résultat net de l'exercice	**127 597**	**86 937**	**36 550**	**4 110**
PR9-CH10 - Intérêts minoritaires dans le résultat	24 293	11	22 587	1 695
Résultat Net consolidé de l'exercice	**103 304**	**86 926**	**13 963**	**2 415**
Effet des modifications comptables	(973)	(973)		
Résultat après modification comptable	**102 331**	**85 953**	**13 963**	**2 415**

Société Tunisienne de Banque

ÉTAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ PAR PÔLE

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2023

(Unité : en Mille DT)

	2023	Bancaire	Financier	Autres
Produits d'exploitation bancaire				
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	1 058 704	1 057 737	952	15
PR2 - Commissions (en produits)	142 764	136 320	6 444	-
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	95 204	90 450	4 414	340
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	162 494	149 008	13 448	38
Total produits d'exploitation bancaire	**1 459 166**	**1 433 515**	**25 258**	**393**
Charges d'exploitation bancaire				
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	(733 493)	(733 457)	(28)	(8)
CH2 - Commissions encourues	(10 995)	(10 930)	(63)	(2)
Total charges d'exploitation bancaire	**(744 488)**	**(744 387)**	**(91)**	**(10)**
Produit Net Bancaire	**714 678**	**689 128**	**25 167**	**383**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(222 972)	(235 808)	12 859	(23)
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(5 887)	(8 080)	2 003	190
PR7 - Autres produits d'exploitation	21 301	1 315	386	19 600
CH6 - Frais de personnel	(246 357)	(217 875)	(9 770)	(18 712)
CH7 - Charges générales d'exploitation	(106 271)	(87 305)	(7 074)	(11 892)
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(16 281)	(14 295)	(320)	(1 666)
Résultat d'exploitation	**138 211**	**127 080**	**23 251**	**(12 120)**
PR11 - Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(7 221)	(9 123)	-	1 902
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	8 158	7 310	611	237
CH11 - Impôt sur les bénéfices	(46 938)	(44 079)	(2 412)	(447)
Résultat des activités ordinaires	**92 210**	**81 188**	**21 450**	**(10 428)**
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	(10 455)	(10 453)	(1)	(1)
Résultat net de l'exercice	**81 755**	**70 735**	**21 449**	**(10 429)**
PR9-CH10 - Intérêts minoritaires dans le résultat	22 061	(6)	(20 656)	42 723
Résultat Net consolidé de l'exercice	**59 694**	**70 741**	**42 105**	**(53 152)**
Effet des modifications comptables	**26 341**	**26 341**		
Résultat après modification comptable	**86 035**	**97 082**	**42 105**	**(53 152)**

Société Tunisienne de Banque

INDICATEURS CONSOLIDES

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2024

(Unité : en Mille DT)

	2024	Bancaire	Financier	Autres
1- Produits d'exploitation bancaire	**1 428 026**	**1 394 772**	**32 334**	**920**
a- Intérêts	961 241	957 825	2 914	502
b- Commissions en produits	148 664	138 269	10 395	-
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	83 155	80 856	1 994	305
d- Revenus du portefeuille d'investissement	234 966	217 822	17 031	113
2- Charges d'exploitation bancaire	**(738 690)**	**(738 648)**	**(36)**	**(6)**
a- Intérêts encourus	(724 102)	(724 065)	(31)	(6)
b- Commissions encourues	(14 588)	(14 583)	(5)	-
3- Produit net bancaire	**689 336**	**656 124**	**32 298**	**914**
4- Autres produits d'exploitation	**26 422**	**1 528**	**841**	**24 053**
5- Charges opératoires, dont :	**(380 756)**	**(354 318)**	**(5 607)**	**(20 831)**
a- Frais du personnel	(256 080)	(226 648)	(10 170)	(19 262)
b- Charges Générales d'exploitation	(105 676)	(110 475)	4 801	(2)
c- Dotations aux amortissements	(19 000)	(17 195)	(238)	(1 567)
6- Structure du portefeuille	**4 070 253**	**3 767 296**	**281 202**	**21 755**
a- Portefeuille titres-commercial	629 559	377 851	247 171	4 537
b- Portefeuille d'investissement	3 440 694	3 389 445	34 031	17 218
7- Encours des crédits apparaissant au bilan	**9 741 808**	**9 726 267**	**15 540**	**1**
8- Encours des dépôts, dont :	**11 188 788**	**11 188 788**	**-**	**-**
a- Dépôts à vue	4 197 663	4 197 663	-	-
b- Dépôts d'épargne	4 640 881	4 640 881	-	-
9- Emprunts et ressources spéciales	**558 219**	**558 219**	**-**	**-**
10- Capitaux Propres (hors résultat de l'exercice)	**1 316 243**	**1 320 994**	**(1 985)**	**(2 766)**

Société Tunisienne de Banque

INDICATEURS CONSOLIDES

Période allant du 1er janvier au 31 Décembre 2023

(Unité : en Mille DT)

	2023	Bancaire	Financier	Autres
1- Produits d'exploitation bancaire	**1 459 165**	**1 433 515**	**25 258**	**392**
a- Intérêts	1 058 704	1 057 737	952	15
b- Commissions en produits	142 764	136 320	6 444	-
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	95 204	90 450	4 414	340
d- Revenus du portefeuille d'investissement	162 493	149 008	13 448	37
2- Charges d'exploitation bancaire	**(744 488)**	**(744 387)**	**(91)**	**(10)**
a- Intérêts encourus	(733 493)	(733 457)	(28)	(8)
b- Commissions encourues	(10 995)	(10 930)	(63)	(2)
3- Produit net bancaire	**714 677**	**689 128**	**25 167**	**382**
4- Autres produits d'exploitation	**21 301**	**1 315**	**386**	**19 600**
5- Charges opératoires, dont :	**(368 910)**	**(347 228)**	**(4 662)**	**(17 020)**
a- Frais du personnel	(246 357)	(217 875)	(9 770)	(18 712)
b- Charges Générales d'exploitation	(106 272)	(115 058)	5 428	3 358
c- Dotations aux amortissements	(16 281)	(14 295)	(320)	(1 666)
6- Structure du portefeuille	**3 016 543**	**2 666 410**	**314 369**	**35 764**
a- Portefeuille titres-commercial	730 474	433 088	279 021	18 365
b- Portefeuille d'investissement	2 286 069	2 233 322	35 348	17 399
7- Encours des crédits apparaissant au bilan *	**10 477 304**	**10 473 790**	**3 514**	**-**
8- Encours des dépôts, dont :	**10 004 984**	**10 004 984**	**-**	**-**
a- Dépôts à vue	3 799 053	3 799 053	-	-
b- Dépôts d'épargne	4 245 908	4 245 908	-	-
9- Emprunts et ressources spéciales	**640 645**	**640 645**	**-**	**-**
10- Capitaux Propres (hors résultat de l'exercice) (*)	**1 263 398**	**1 270 875**	**(4 127)**	**(3 350)**

(*) Données au 31/12/2023 retraitées pour les besoins de comparabilité

GROUPE SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE BANQUE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024

Messieurs les Actionnaires de la Société Tunisienne de Banque (STB Bank),

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion avec réserves

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 04 juillet 2023, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Société Tunisienne de Banque et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent le bilan consolidé et l'état consolidé des engagements hors bilan au 31 décembre 2024, l'état consolidé de résultat et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs (hors intérêts minoritaires) de 1 419 547 KDT, y compris le résultat bénéficiaire consolidé de l'exercice (après modifications comptables) s'élevant à 102 331 KDT.

À notre avis, à l'exception des incidences des questions décrites dans la section *« Fondement de l'opinion avec réserves »*, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserves

1) La comptabilité multidevises tenue par la STB Bank (société mère) n'est pas conforme aux prescriptions des normes comptables NC 22, *Contrôle interne et organisation comptable dans les établissements bancaires*, et NC 23, *Opérations en devises dans les établissements bancaires*. Les traitements effectués au fil des périodes comptables ont notamment abouti à la présentation, au bilan arrêté au 31 décembre 2024, d'un compte « Écarts de conversion », avec un solde débiteur de 9 891 KDT, parmi les actifs (rubrique AC7 : Autres actifs), et d'un compte « Contre-valeur position de change », avec un solde créditeur de 5 054 KDT, parmi les passifs (rubrique PA5 : Autres passifs), qui devraient être annulés en impactant le résultat net de l'exercice et les capitaux propres de la Banque (à l'exception des « Comptes d'ajustement devises » qui sont débités ou crédités, selon le cas, du gain ou de la perte de change sur les éléments hors bilan).

Par ailleurs, le rapprochement des soldes comptables des comptes de dépôts en devises de la clientèle (avant leur conversion dans la monnaie de référence) avec les soldes extracomptables correspondants (issus de l'applicatif métier), arrêtés au 31 décembre 2024, fait apparaître des écarts significatifs, pour l'équivalent de 50 535 KDT. Signalons que certains comptes de dépôts en devises de la clientèle ont été convertis dans la monnaie de référence (par application des cours de change en vigueur à la date de clôture) sur la base des soldes extracomptables en devises alors que les autres comptes de la même catégorie ont été convertis sur la base des soldes comptables en devises, et ce, en impactant le compte « Écarts de conversion » au bilan pour un montant de 48 609 KDT.

Le passage du Groupe à une comptabilité multidevises conforme, dans tous ses aspects, aux normes comptables en vigueur (projet en cours de réalisation à la date de notre intervention) ainsi que l'apurement des comptes de bilan y afférents, risquent d'impacter significativement sa situation financière au 31 décembre 2024 ainsi que sa performance financière pour l'exercice clos à cette date. Face à ce risque, une provision de 12 105 KDT a été constituée par le Groupe ; toutefois, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

2) Les états de rapprochement des comptes ouverts auprès de la BCT (Dinars et Devises) et des comptes des correspondants (NOSTRO), arrêtés par la STB Bank (société mère) au 31 décembre 2024, font apparaître d'anciens suspens remontant aux exercices antérieurs à 2024 et totalisant les montants suivants :

Description	Débit	Crédit
BCT (Dinars et Devises)	***194 462***	***(146 397)***
Mouvements comptabilisés par la STB Bank et non pris en compte par la BCT	151 150	(92 243)
Mouvements comptabilisés par la BCT et non pris en compte par la STB Bank	43 312	(54 154)
Correspondants (NOSTRO)	***617 909***	***(674 733)***
Mouvements comptabilisés par la STB Bank et non pris en compte par les Correspondants	454 599	(391 459)
Mouvements comptabilisés par les Correspondants et non pris en compte par la STB Bank	163 310	(283 274)
Total en KDT	**812 371**	**(821 130)**

La régularisation et l'apurement de ces suspens, accumulés au fil des ans, pourraient impacter de façon significative la situation financière du Groupe au 31 décembre 2024. Une provision de 28 551 KDT a été constituée afin de couvrir le risque d'ajustement à la baisse des capitaux propres consolidés ; cependant, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

3) Les rubriques « AC7 : Autres actifs » et « PA5 : Autres passifs », figurant respectivement parmi les actifs et les passifs du bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2024, renferment plusieurs anciens comptes ouverts notamment pour la comptabilisation des opérations liées à la télé-compensation. Les soldes figés de ces anciens comptes de bilan totalisent 89 616 KDT pour les autres actifs et 112 515 KDT pour les autres passifs, au 31 décembre 2024.

En dehors desdits comptes figés, les rubriques « AC7 : Autres actifs » et « PA5 : Autres passifs » se composent particulièrement d'une multitude de comptes d'attente, de régularisation, d'ordre et inter-sièges (se référer aux Notes 5.7 et 5.12 des états financiers), utilisés dans le cadre des traitements comptables des opérations liées à la télé-compensation, à la monétique, à la salle de marché, aux transferts émis et reçus, etc. Ces comptes présentent des soldes significatifs qui ne sont pas analysés et justifiés par le Groupe au 31 décembre 2024 (comparaison avec les existants réels, les dénouements postérieurs, etc.). De ce fait, leur apurement pourrait impacter de manière significative la situation financière du Groupe.

En sachant que les soldes des comptes non justifiés et/ou figés présentés parmi les autres actifs trouvent, dans leur majorité, leurs contreparties au niveau des autres passifs, une provision de 38 970 KDT a été constituée par le Groupe afin de couvrir le risque d'ajustement à la baisse de ses capitaux propres ; cependant, les informations qui nous ont été fournies par la Direction ne nous permettent pas de nous prononcer sur le fondement et la fiabilité de cette provision.

Par ailleurs, nos travaux d'audit nous ont permis de relever également l'existence, au niveau des rubriques « PA3 : Dépôts et avoirs de la clientèle » et « PA4 : Emprunts et ressources spéciales », figurant parmi les passifs du bilan arrêté au 31 décembre 2024, d'anciens comptes non mouvementés depuis plusieurs exercices et dont les soldes totalisent respectivement 3 456 KDT et 19 158 KDT. Ces anciens passifs risquent de ne plus représenter des obligations actuelles pour le Groupe et doivent être analysés et apurés conformément à la réglementation en vigueur.

4) Les travaux de rapprochement des soldes comptables des comptes de caisses (Dinars, Devises et GAB) avec les soldes extracomptables (issus de l'applicatif métier), d'une part, et les résultats des inventaires physiques effectués par la STB Bank (société mère), d'autre part, ont dégagé plusieurs écarts (positifs ou négatifs) qui se présentent comme suit au 31 décembre 2024 :

- ***Écarts entre soldes comptables et soldes extracomptables (issus de l'applicatif métier)***

Description	Écarts positifs	Écarts négatifs	Écarts nets
Caisses Dinars	1 879	(1 552)	327
Caisses Devises	2 003	(2 009)	(6)
Caisses GAB	8 275	(1 139)	7 136
Total en KDT	**12 157**	**(4 700)**	**7 457**

- ***Écarts entre soldes comptables et résultats de l'inventaire physique***

Description	Écarts positifs	Écarts négatifs	Écarts nets
Caisses Dinars	1 885	(1 468)	417
Caisses Devises	1 999	(2 008)	(9)
Caisses GAB	2 925	(2 539)	386
Total en KDT	**6 809**	**(6 015)**	**794**

Des provisions ont été constituées par le Groupe pour couvrir partiellement les écarts de caisses négatifs, pour un montant total de 2 688 KDT.

Par ailleurs, le rapprochement des soldes comptables des comptes de caisses Devises (issus de la balance Devises et après leur conversion en Dinars par application des cours de change au 31 décembre 2024) avec les soldes comptables correspondants (figurant dans la balance Dinars arrêtée à la même date), fait apparaître des écarts significatifs, pour l'équivalent de 5 766 KDT.
Signalons que certains comptes de caisses Devises présentent, au niveau de la balance Dinars, des soldes anormalement créditeurs, totalisant (1 381) KDT au 31 décembre 2024.

Le Groupe devrait engager les travaux de justification et de correction nécessaires des soldes des caisses (Dinars, Devises et GAB) retracés par la comptabilité et par l'applicatif métier.

5) La STB Bank (société mère) a procédé, au cours de l'exercice 2024, à un inventaire physique de ses immobilisations incorporelles et corporelles. Les résultats des recensements effectués par ses propres moyens ne sont pas encore rapprochés, de manière exhaustive, avec les données comptables correspondantes, et ce, contrairement aux dispositions de l'article 17 de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises. Notons que la valeur probante de la comptabilité résulte notamment de la concordance (en quantité et en valeur) entre les immobilisations incorporelles et corporelles figurant au bilan et les existants réels. Au 31 décembre 2024, ces actifs immobilisés présentent une valeur comptable brute de 395 940 KDT, des amortissements cumulés de 240 468 KDT et une valeur comptable nette de 155 472 KDT au bilan de la société mère arrêté à cette date.

6) La STB Bank (société mère) ne dispose pas d'une base des données fiable sur les garanties admises par la BCT en couverture des engagements des clients au 31 décembre 2024. La quasi-totalité des garanties réelles (hypothécaires) reçues des clients en couverture de leurs engagements n'est pas prise en compte au niveau de l'état des engagements hors bilan. Signalons que la partie de ces garanties réelles déclarée à la BCT est évaluée à 2 381 963 KDT. Il s'ensuit que les garanties reçues, figurant dans l'état des engagements hors bilan consolidé au 31 décembre 2024 pour un montant total de 2 972 028 KDT, détaillé dans la Note 7.3 des états financiers consolidés, sont minorées. En outre, les autres rubriques des engagements hors bilan arrêtés à la même date (crédits documentaires, cautions et avals, etc.) ne sont pas justifiées de façon exhaustive et comportent d'anciens montants nécessitant des travaux d'analyse et d'apurement.

7) Les actifs du bilan consolidé du Groupe arrêté au 31 décembre 2024 font apparaître des actifs d'impôt différé pour un solde net de 48 894 KDT, réparti entre les sociétés du Groupe dans la Note 6.8 des états financiers. En effet, le Groupe a identifié, évalué et comptabilisé une partie des actifs et passifs d'impôt différé, au 31 décembre 2024, pour les montants respectifs de 58 993 KDT et (10 099) KDT. Les capitaux propres d'ouverture ont été ajustés du solde net d'une partie des actifs et passifs d'impôt différé, évalué à 42 695 KDT au 31 décembre 2023. Plusieurs différences temporaires déductibles se rapportant notamment aux provisions pour dépréciation des titres de participation non cotés (y compris les fonds gérés) de la STB Bank (société mère), à l'excédent des provisions collectives non admis en déduction, à certaines provisions pour risques et charges et à certaines provisions pour dépréciation d'autres actifs, ne constituant pas des différences définitives, n'ont pas été prises en compte lors de la détermination des actifs et passifs d'impôt différé au 31 décembre 2023

et au 31 décembre 2024. En outre, les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par le Groupe ont été évalués par application aux différences temporaires déductibles ou imposables ainsi qu'aux pertes fiscales reportables (y compris les amortissements différés), retenues pour chaque société consolidée, du taux nominal d'imposition (majoré du taux de la contribution sociale de solidarité et, le cas échéant, du taux de la contribution conjoncturelle, en vigueur à la date de clôture).

La réalisation d'un inventaire exhaustif et fiable des différences temporaires (déductibles et imposables) entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales ainsi que des autres sources d'impôts différés (pertes fiscalement reportables, etc.), pour chaque société consolidée, d'une part, et l'application des taux effectifs d'imposition à ces différences temporaires, d'autre part, risquent d'aboutir à des actifs et passifs d'impôt différé de montants significativement différents de ceux comptabilisés par le Groupe au 31 décembre 2024.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces Normes sont plus amplement décrites dans la section « *Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers* » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

1) Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

a) Risques identifiés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les intérêts et revenus assimilés et les commissions (produits) comptabilisés en résultat net du Groupe totalisent 1 109 905 KDT (environ 77,72% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits sont décrites au niveau de la Note 3.2.3 des états financiers *« Comptabilisation des revenus sur crédits à la clientèle ».*

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information du Groupe, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts

et revenus assimilés et des commissions en produits constitue un point clé de notre audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, processus et contrôles mis en place par le Groupe en vue de l'évaluation et de la comptabilisation des revenus ;
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité ;
- La vérification du respect des prescriptions de la norme comptable NCT 24 relative aux *Engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires,* en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et commissions ;
- L'appréciation de la fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers consolidés.

2) Classification des créances sur la clientèle et estimation des provisions y afférentes

a) Risques identifiés

Au 31 décembre 2024, les créances sur la clientèle figurent à l'actif du bilan consolidé du Groupe pour un montant net de 9 741 808 KDT et représentent environ 63,78% du total des actifs. Leur montant brut s'élève à 12 928 763 KDT alors que les provisions, constituées en couverture du risque de crédit, et les intérêts et agios réservés s'élèvent respectivement à 2 456 921 KDT et 730 034 KDT.

Comme indiqué au niveau de la Note 3.2 des états financiers consolidés *« Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents »*, le Groupe procède à la classification et à l'évaluation des engagements puis à la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991, telle qu'elle a été modifiée par les circulaires BCT subséquentes, sont remplis.

Compte tenu de l'exposition du Groupe au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

À travers les entretiens menés avec la Direction et l'examen des procédures de contrôle mises en place par le Groupe, nous avons pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et de constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues.

La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur le critère de référence de l'antériorité des impayés mais aussi sur d'autres critères atténuants.

Nous avons ainsi adopté la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par le Groupe en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits ;
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation considérée durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;
- La vérification du calcul arithmétique des montants des provisions requises sur les créances de la clientèle (à base individuelle, additionnelles ou collectives), en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification de la prise en compte par le Groupe des ajustements proposés dans ce cadre.

3) Évaluation des titres d'investissement et créances rattachées à la date de clôture

a) Risques identifiés

Le portefeuille d'investissement du Groupe figure au bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2024 pour un montant net de 3 325 900 KDT (dont BTA : 1 952 725 KDT et emprunts nationaux : 1 125 340 KDT) et représente environ 21,78% du total des actifs.

Comme indiqué dans la Note 3.2.1 des états financiers consolidés *« Portefeuille d'investissement et revenus y afférents »*, les titres d'investissement sont comptabilisés initialement au coût d'acquisition et font l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable à la juste valeur pour les titres non-côtés, et à la valeur de marché pour les titres côtés. Les provisions correspondantes sont ajustées en conséquence.

L'estimation de la juste valeur des titres d'investissement requiert l'exercice d'un jugement de la part de la Direction dans son choix des éléments à prendre en considération selon la nature et la situation des titres concernés, lesquels éléments diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés des plus ou moins-values latentes et, pour d'autres, le cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente). D'autres critères objectifs peuvent être retenus pour déterminer la juste valeur, notamment des titres de participation, comme le prix stipulé lors de transactions récentes, le rendement, l'importance des bénéfices, l'activité, l'ampleur ou la notoriété de l'entité émettrice.
Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d'investissement, des créances rattachées et des provisions pour dépréciation correspondantes constituent un point clé de notre audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des justes valeurs des titres d'investissement sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l'évaluation des titres cotés ;
- S'assurer que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités ayant fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l'estimation de ces valeurs, déterminée par la Direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation retenue et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciation requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d'investissement.

Paragraphes d'observations

Nous attirons l'attention sur les points suivants :

1) La rubrique « AC3 : Créances sur la clientèle », figurant parmi les actifs du bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2024, inclut les créances sur les entités publiques dont le total des engagements a passé de 2 458 809 KDT au 31 décembre 2023 (dont Office des Céréales : 565 330 KDT et OCT : 358 080 KDT) à 2 753 319 KDT au 31 décembre 2024 (dont Office des Céréales : 418 633 KDT et OCT : 534 454 KDT), soit une variation à la hausse de 294 510 KDT (+12%). Les engagements des entités publiques représentant environ 19% du total des engagements bruts de la clientèle (bilan) au 31 décembre 2024, sont couverts à hauteur de 1 895 297 KDT par les garanties de l'État, 116 667 KDT par les autres garanties et 22 579 KDT par les provisions constituées ainsi que les agios et intérêts réservés par le Groupe, soit une couverture totale de 2 034 543 KDT. Notons qu'une partie des garanties de l'État prises en compte par le Groupe en couverture du risque de contrepartie sur les engagements des entités Office des Céréales et OCT, au 31 décembre 2024, n'est pas encore matérialisée par des arrêtés de garantie de l'État établis et signés en bonne et due forme par le Ministère des Finances mais elle fait l'objet d'accords de principe pour l'octroi de la garantie de l'État pour un montant global de 347 540 KDT. En outre, pour les engagements des entités Les Ciments de Bizerte et TRANSTU, les garanties de l'État obtenues en couverture du risque de contrepartie encouru par le Groupe accusent une insuffisance globale de 9 906 KDT au 31 décembre 2024.

2) La rubrique « AC2 : Créances sur les établissements bancaires et financiers », figurant parmi les actifs du bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2024, renferme une créance douteuse de 71 898 KDT (provisionnée à hauteur de 1 898 KDT) sur la Banque Franco-Tunisienne (BFT), déclarée en cessation de paiement. La créance en principal de 70 000 KDT est couverte par une garantie de l'État en vertu de la convention signée par le Ministre des Finances, le Directeur Général de la STB et le Directeur Général de la BFT le 13 octobre 2011. Selon une correspondance officielle émanant du Ministère des Finances et datée du 10 mars 2022, cette garantie est prolongée jusqu'à la clôture de la liquidation de la BFT. De ce fait, aucune provision n'a été comptabilisée pour couvrir le risque de non-recouvrement du principal de ladite créance impayée.

3) La Note 5.1 des états financiers consolidés indique que la STB Bank (société mère) a fait l'objet d'une vérification approfondie de sa situation fiscale au titre de tous les impôts et taxes auxquels elle est soumise, pour la période allant du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020. Les résultats de cette vérification fiscale ont été notifiés STB Bank le 29 mai 2024 et ont fait l'objet, de sa part, d'une opposition en date du 18 juin 2024, conformément aux dispositions de l'article 44 du code des droits et procédures fiscaux. Afin de bénéficier des avantages de l'amnistie fiscale prévue par l'article 58 de la loi n°2023-13 du 11 décembre 2023, portant loi de finances pour l'année 2024 (abandon des pénalités …), la STB Bank a signé avec l'administration fiscale un procès-verbal de conciliation prévoyant un montant à payer de 23 421 KDT, dont un crédit d'impôt sur les sociétés de 3 938 KDT. La comptabilisation de ce redressement fiscal a impacté négativement les capitaux propres du Groupe pour un montant global de 19 483 KDT (dont une modification comptable de 18 835 KDT).

4) La Note 4 des états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 indique que le périmètre de consolidation comprend, outre la société mère, 16 filiales (traitées par intégration globale) et 5 entreprises associées (traitées par mise en équivalence). Elle indique, également, que 42 sociétés ont été exclues du périmètre de consolidation pour les motifs suivants :

- 15 sociétés en liquidation ou en situation compromise ;
- 11 sociétés en veilleuse ;
- 13 sociétés dont les états financiers relatifs à l'exercice 2024 sont indisponibles ;
- 3 sociétés acquises et détenues dans l'unique perspective d'une cession ultérieures dans un avenir proche ou pour lesquelles une procédure de cession est engagée, en application du paragraphe 11 de la norme comptable NC 35, *États financiers consolidés.*

Les participations dans ces sociétés exclues du périmètre de consolidation ont été comptabilisées comme si elles constituaient des placements (participations non consolidables).

Ladite Note 4 précise, en outre, que la société « Tunisian Foreign Bank - TFB » a été consolidée par application de la méthode de la mise en équivalence, en se basant sur des états financiers provisoires non audités, alors que la STB Bank détient 49,99% de son capital (pourcentage de contrôle et pourcentage d'intérêt) et que 50% des sièges au sein de son conseil d'administration sont occupés par la STB Bank et ses représentants à partir d'octobre 2024. La Direction estime que la STB Bank ne dispose pas du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette société du Groupe.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion relatif au Groupe

La responsabilité du rapport de gestion relatif au Groupe incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion relatif au Groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions des articles 266 et 471 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion relatif au Groupe par référence aux états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion relatif au Groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion relatif au Groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion relatif au Groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe à la Direction et au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.
L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme étant significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-

détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la STB Bank et de ses filiales.

À cet effet, nous avons consulté les rapports des commissaires aux comptes des sociétés appartenant au Groupe. Nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences majeures dans les systèmes de contrôle interne des sociétés du Groupe, susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers consolidés, à l'exception de celles en relation avec les réserves exprimées ci-avant et se rapportant notamment à certaines composantes du système d'information de la STB Bank et au contrôle comptable au sein de cette société mère.

Un rapport traitant des déficiences du contrôle interne, identifiées au cours de notre audit, a été remis à la Direction de la STB Bank.

Tunis, le 15 avril 2025

LES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GÉNÉRALE D'EXPERTISE & DE MANAGEMENT - GEM

Abderrazak GABSI, associé

P/ Le Groupement : eXacom Audit & MAC

Abderrazak SOUEI, expert-comptable

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Wifak International Bank

Siège social : Avenue Habib Bourguiba Médenine 4100

Wifak International Bank publie ci -dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Béchir Nedri et Mr Fethi NEJI.

BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2024
(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31-déc.-24	31-déc.-23 (*)
AC01	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	**1-1**	130 942 518	124 318 619
AC02	Créances sur les établissements bancaires et financiers	**1-2**	163 557 684	156 646 888
AC03	Créances sur la clientèle (*)	**1-3**	1 220 356 409	995 896 901
AC04	Portefeuille titres commercial	**1-4**	1 005 877	940 405
AC05	Portefeuille d'investissement	**1-5**	5 880 080	9 181 874 (*)
AC06	Valeurs immobilisées (*)	**1-6**	69 771 603	65 142 773
AC07	Autres actifs	**1-7**	102 592 041	83 659 420 (*)
	TOTAL ACTIFS		**1 694 106 212**	**1 435 786 880**
PA01	Banque Centrale, CCP	**2-1**	115 181 796	115 129 535
PA02	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**2-2**	38 801 674	60 953 724
PA03	Dépôts de la clientèle	**2-3**	1 141 703 524	890 185 363
PA04	Dettes de financements et Ressources spéciales	**2-4**	74 816 515	90 974 958
PA05	Autres passifs	**2-5**	143 070 723	107 094 008
	TOTAL PASSIFS		**1 513 574 232**	**1 264 337 588**
CP01	Capital	**3-1**	150 000 000	150 000 000
CP02	Réserves		21 662 763	18 688 245
CP03	Actions propres		(335 155)	(694 663)
CP04	Autres capitaux propres		16 116 082	16 115 011
CP05	Résultats reportés		(18 446 821)	(23 025 415)
CP06	Résultat de l'exercice		10 126 529	8 998 657
	TOTAL CAPITAUX PROPRES		**179 123 397**	**170 081 835**
	Intérêt des minoritaires		**1 408 583**	**1 367 458**
	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		**1 694 106 212**	**1 435 786 880**

(*) : ces soldes ont été retraités à des fins de comparabilité

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ

Arrêté au 31 Décembre 2024

(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31 déc 2024	31 déc 2023
	PASSIFS EVENTUELS			
HB 01-	Cautions, Avals et autres garanties données	**4-1**	76 103 806	48 060 825
HB 02-	Crédits documentaires islamiques	**4-2**	23 177 899	20 725 972
HB 03-	Actifs donnés en garantie		0	-
	TOTAL PASSIFS EVENTUELS		**99 281 705**	**68 786 797**
	ENGAGEMENTS DONNES			
HB 04-	Engagements de financement donnés	**4-3**	232 782 983	180 769 794
HB 05-	Engagements sur titres		0	-
	TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		**232 782 983**	**180 769 794**
	ENGAGEMENTS RECUS			
HB 06-	Engagements de financement reçus		0	-
HB 07-	Garanties reçues	**4-4**	131 892 609	121 165 220
	TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		**131 892 609**	**121 165 220**

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDÉ

Période du 01/01/2023 au 31/12/2024

(Montants exprimés en Dinars)

	Désignation	Notes	31-déc.-24	31-déc.-23
	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**172 638 635**	**145 351 742**
PR01	Marges et revenus assimilés	**5-1**	132 155 583	109 103 991
PR02	Commissions en produits	**5-2**	38 274 901	33 871 538
PR03	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	**5-3**	2 131 964	2 202 531
PR04	Revenus du portefeuille d'investissement	**5-4**	76 187	173 682
	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(69 104 017)**	**(60 633 104)**
CH01	Marges encourus et charges assimilées	**5-5**	(67 499 629)	(58 941 806)
CH02	Commissions encourues	**5-6**	(1 604 388)	(1 691 298)
CH03	Perte sur portefeuille titres commercial et opérations financières		-	-
	PRODUIT NET BANCAIRE		**103 534 618**	**84 718 638**
PR05/CH04	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**5-7**	(17 057 124)	(13 550 193)
PR06/CH05	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	**5-8**	737 479	(1 827 976)
PR07	Autres produits d'exploitation	**5-9**	120	120
CH06	Frais de personnel	**5-10**	(45 263 911)	(38 265 948)
CH07	Charges générales d'exploitation	**5-11**	(22 302 565)	(18 487 011)
CH08	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	**5-12**	(5 113 928)	(5 180 283)
	RESULTAT D'EXPLOITATION		**14 534 689**	**7 407 346**
PR08/CH09	Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires	**5-13**	685 708	2 124 013
CH011	Impôt sur les bénéfices	**5-14**	(4 224 178)	(384 688)
	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**10 996 220**	**9 146 672**
PR09/CH010	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires	**5-15**	(828 138)	(74 108)
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**10 168 082**	**9 072 564**
	Part des intérêts minoritaires		**(41 552)**	**(73 907)**
	RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**10 126 529**	**8 998 657**
	Modification comptable		-	-
	RESULTAT NET APRES MODIFICATION		**10 126 529**	**8 998 657**

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

(Montants exprimés en Dinars)

Désignation		31-déc.-24	31 déc 2023
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	**6-1**		
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		171 115 755	143 621 430
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(69 758 346)	(55 680 258)
Financements et avances accordés / Remboursement financements et avances accordés à la clientèle		(243 704 216)	(207 424 934)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		251 605 667	161 174 309
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(49 389 973)	(42 596 767)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		2 555 391	(42 898 776)
Impôt sur le bénéfice		(5 052 316)	(458 797)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION		**57 371 962**	**(44 263 793)**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	**6-2**		
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		3 301 794	(2 439 782)
Acquisition / cessions sur immobilisations		(9 742 758)	(11 984 057)
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		**(6 440 964)**	**(14 423 839)**
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	**6-3**		
Rachat d'actions		359 508	-
Encaissement d'emprunt obligataire		-	50 000 000
Remboursement d'emprunt obligataire		(13 614 696)	(16 883 122)
Remboursement d'emprunts		(1 976 923)	(3 953 846)
Mouvements sur fond social et de retraite		1 071	899
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		**(15 231 040)**	**29 163 931**
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		**35 699 958**	**(29 523 701)**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		**105 822 651**	**135 346 352**
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE		**141 522 609**	**105 822 651**

1- NOTES RELATIVES A LA CONSOLIDATION DES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024 :

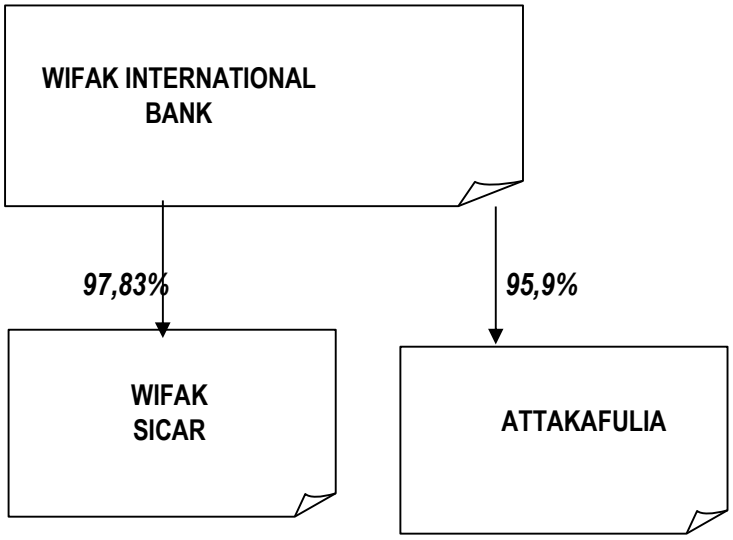
NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE WIFAK INTERNATIONAL BANK :

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » est la nouvelle dénomination sociale de la société anciennement dénommée **« EL WIFAK Leasing »**. Ce changement de la dénomination est intervenu suite à l'**A**ssemblée **G**énérale **E**xtraordinaire réunie le 28 Août 2015 ayant adopté les nouveaux statuts et décidé la conversion de la société en une banque universelle et ce sur la base de l'agrément d'exercice de l'activité bancaire obtenu de la part de la Banque Centrale de Tunisie

La même assemblée générale extraordinaire a pris la décision d'augmenter le capital de la société pour le porter de **20 millions** de dinars à **150 millions** de dinars.

Le groupe **WIFAK INTERNATIONAL BANK** a été constitué après la création de la société suivante dans le capital duquel la banque **WIFAK INTERNATIONAL BANK** détient une participation :

Emetteur	*Nombre d'actions*	*Valeur Nominale*	*TOTAL*	*Date de souscription*	*% détenu du capital*
WIFAK SICAR S.A	90.000	10	**900.000**	2009-2010	97,83%
ATTAKAFULIA	3 836 000	8.5	**32.606.000**	2022	95,9%
TOTAL			***33.506.000***		



1.1- Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés du groupe **WIFAK INTERNATIONAL BANK** relatifs à l'exercice 2024 ont été établis conformément aux dispositions de la loi 2001-117 du 06/12/2001 modifiant le code des sociétés commerciales.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions de la loi 96-112 relative au système comptable des entreprises et aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du secteur financier. Les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de **WIFAK INTERNATIONAL BANK** et de la société composant le groupe **WIFAK INTERNATIONAL BANK** à savoir **WIFAK SICAR** S.A et la société des assurances ATTAKAFULIA. Les retraitements

et reclassements nécessaires ont été effectués afin de se conformer aux principes du groupe **WIFAK INTERNATIONAL BANK**.

1.2- Principes optique et méthodes de consolidation :

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la société mère **WIFAK INTERNATIONAL BANK** et de ses filiales **WIFAK SICAR** et **ATTAKAFULIA** qu'elle contrôlent.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Société	Nature du contrôle	Méthode de consolidation retenue
WIFAK SICAR	Contrôle exclusif	***Intégration Globale***
ATTAKAFULIA	Contrôle exclusif	***Intégration Globale***

La méthode de l'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive ayant une activité à caractère financier auxquelles s'ajoutent les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou financières ou relève d'activités connexes (assurance promotion touristique acquisition construction et réaménagement d'immeubles location de terrains et d'immeubles).

Sachant que le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration de direction ou de surveillance de la filiale ; le Groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé au cours de cette période directement ou indirectement d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire n'a détenu directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;
- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires lorsque le droit applicable le permet et que le Groupe est actionnaire ou associé de cette filiale ; l'influence dominante existe dès lors que le Groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors - bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif. Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe.

1.3- Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

1.3.1- Traitement des acquisitions et écarts d'acquisition :

La différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise est affectée en premier lieu à des éléments identifiables du bilan et du hors - bilan. Les modifications ainsi apportées aux valeurs d'entrée des éléments identifiés sont en contrepartie imputées sur la valeur brute de l'écart d'acquisition dont les amortissements cumulés sont alors ajustés.

Pour chaque acquisition le solde des écarts non affectés est inscrit à l'actif ou au passif du bilan suivant son sens dans le poste "Écarts d'acquisition". Les écarts d'acquisition actifs sont amortis et les écarts d'acquisition passifs sont rapportés au résultat. La durée ne peut en aucun cas excéder vingt ans. Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière à partir d'analyses multicritères semblables à celles utilisées lors de l'évaluation initiale des sociétés acquises.

En cas de cession totale ou partielle des entreprises ainsi acquises l'écart d'acquisition correspondant originellement imputé sur les capitaux propres vient corriger la plus ou moins-value de cession dans le résultat consolidé sous déduction des amortissements qui auraient été pratiqués sans tenir compte du prorata temporise si cet écart avait été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

1.3.2- Elimination des soldes et transactions intra-groupe :

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Les créances les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

1.3.3- Comptabilisation de l'Impôt sur les sociétés :

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat net de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable ou recouvrables au titre de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (ou récupérables) au titre du bénéfice imposable (ou de la perte fiscale) d'un exercice.

Les passifs d'impôt différé sont les montants d'impôts sur le résultat payable au cours d'exercices futurs au titre de différences temporelles imposables.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers consolidés du groupe **WIFAK INTERATIONAL BANK** sont préparés et présentées en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises ; et
- Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la règlementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25)
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41)
- La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division couverture des risques et suivi des engagements telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 mars 1999 ;

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2 : Immobilisations utilisées par la banque

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la banque figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Taux d'amortissement
Logiciels et Licences	33%
Construction	5%
Global Bancaire	10%
Agencement et aménagement des constructions	10%
Installations générales Agencement et aménagement Divers	10%
Matériel de transport	20%
Matérielinformatique	16,66%
DAB & GAB	20%
Equipements de bureau	10%
AutresImmobilisationscorporelles	10%

2-3 : Encours sur crédits IJARA accordés

La Banque adopte la norme comptable tunisienne **NC 41** relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de Ijara et ce à partir de 1er janvier 2008.

Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la banque et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et dix ans. Lors de l'acquisition, elles sont enregistrées au bilan parmi les « autres actifs » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables ; Par la suite, et suite à la concrétisation du contrat IJARA, elles sont transférées au niveau des « Créances sur la Clientèle » et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations d'IJARA portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements matériel roulant…).

Il est à signaler que pendant toute la durée du bail le bien donné en location demeure la propriété de la banque **WIFAK INTERNATIONAL BANK** ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

Les biens faisant l'objet de contrats de « Mourabaha » sont les biens acquis par la banque à la demande d'un client en vue de les lui revendre à un prix majoré d'une marge bénéficiaire connue et convenue.

Lors de l'acquisition des biens objet de contrats « Mourabaha », Ils sont enregistrés à l'actif du bilan, parmi les « Autres actifs » pour leur prix d'acquisition toutes taxes comprises. Suite à la mise en place du contrat « Mourabaha » et à la livraison, le financement est comptabilisé pour la même valeur parmi les encours.

2-4 : Portefeuille investissement

Sont classés dans la catégorie des placements à long terme (portefeuille d'investissement) les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif ou une influence notable ou un contrôle conjoint ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition tels que les commissions d'intermédiaires les honoraires les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale les placements à long terme sont évalués à la valeur de marché pour les titres côtés et à la juste valeur pour les titres non-côtés. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées sauf en ce qui concerne les titres SICAV.

Pour les titres cotés,la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente, et ce tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement l'actif net les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

2-5 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et dettes rattachés** ».

2 -6 : Evaluation des engagements et des provisions y afférentes

Les provisions sur engagement sont déterminées conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents, qui défaut les classes de risque de la manière suivante

A- Actifs courants :

Actifs dont le recouvrement est assuré concernant les entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

B- Actifs classés :

B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier

Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2 : Actifs incertains

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés, et qui, aux caractéristiques propres à la classe B1 s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- Un volume de concours financiers non compatible avec le volume d'activité ;
- L'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- Des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- Des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- La détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- L'existence de retards de paiement du principal ou des profits entre 90 et 180 jours.

B3 : Actifs préoccupants

Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en profits entre 180 et 360 jours.

B4 : Actifs compromis

Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en profits au-delà de 360 jours.

La Banque procède à l'ajustement de la classification résultant de l'application systématique des critères quantitatifs, basés essentiellement sur le critère de l'ancienneté des impayés et/ou le nombre d'échéances impayées, et en procédant à des appréciations qualitatives tenant compte principalement de la situation intrinsèque de la relation.

La banque procède au provisionnement des créances classées B2, B3 et B4 conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire de la BCT n°91-24 par l'application de taux de provisionnement sur le risque net non couvert.

Le taux de provisionnement correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par ladite circulaire, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

- Actifs incertains	20%
- Actifs préoccupants	50%
- Actifs compromis	100%

Le risque net correspond au montant de l'engagement déduction faite des profits réservés et des garanties des banques et assurances, notamment la Société Tunisienne de Garantie (SOTUGAR) et l'assurance-crédit, ainsi que des garanties réelles titrées et expertisées.

Pour les financements Ijara, la banque prend en considération la valeur des biens donnés en Ijara comme garantie supplémentaire en sus de celles mentionnées ci-haut avec une décote définie comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 20% par année de location.
- Matériel spécifique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 40% par année de location.
- Matériel informatique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 60% par année de location.
- Immeubles (terrain, construction…) : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 5% par année de location.

Pour les financements sous forme de replacement, la décote est appliquée sur la valeur du matériel au moment du replacement.

A- Les provisions collectives :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91 -24 telle qu'ajoutée par la circulaire n°2012-09 du 29 Juin 2012 et modifiée par la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade, allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations aux provisions" en tant que composante du coût du risque encouru par « WIFAK INTERNATIONAL BANK ».

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations d'IJARA sont déduites des actifs correspondants.

Ces provisions ont été calculées en appliquant les principes de la méthodologie référentielle prévue par la note aux établissements de crédit n°2012-20 du 06 décembre 2012 telle que modifiée par l'annexe III à la circulaire n°2022-02 du 04 mars 2022 et la circulaire 2025-01 du 29 janvier 2025. Cette méthodologie prévoit :

i. Le regroupement du portefeuille par segment de clientèle et par secteur d'activité :
   Engagements sur les professionnels du secteur privé :
   - Agriculture
   - Industries mécaniques et électriques
   - Oléifacteurs
   - Industries agroalimentaires
   - Industries pharmaceutiques
   - Autres industries
   - BTP
   - Tourisme
   - Agences de voyages
   - Agences de location de voitures
   - Promotion immobilière
   - Exportateurs d'huile d'olive
   - Commerce
   - Santé
   - Télécom et TIC
   - Autres services

   Contreparties publiques :
   - Entreprises opérant dans des secteurs concurrentiels
   - Autres organismes publics

   Particuliers :
   - Particuliers du secteur privé : crédits logements
   - Particuliers du secteur privé : crédits à la consommation
   - Particuliers du secteur public : crédits logements
   - Particuliers du secteur public : crédits à la consommation

ii. La détermination pour chaque groupe de créances d'un taux de migration moyen sur les 5 derniers exercices
iii. Majoration des taux de migrations historiques.
iv. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances.

B- <u>Les provisions additionnelles :</u>

Conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : A=N-M+1

A : ancienneté dans la classe 4 ;
N : année d'arrêté des comptes ;
M : année de la dernière migration vers la classe 4 ;

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôt ou d'actifs financiers susceptible d'être liquidés sans que leur valeur ne soit affectée ;
- Et des provisions constituées.

1- Portefeuille titres

2.1 <u>Présentation du portefeuille titres :</u>

Les titres sont présentés au bilan soit dans la rubrique portefeuille titres commercial soit dans la rubrique portefeuille titres d'investissement selon leurs durées et l'intention de détention. Les règles de classification appliquées sont les suivantes :

A- Portefeuille titres commercial :

A1 : Titres de transaction

Il s'agit des titres négociables sur un marché liquide, qui sont détenus par la Banque avec l'intention de les vendre dans un avenir très proche, qu'ils soient à revenu variable

A2 : Portefeuille d'investissement :

- **Titres d'investissements**

Les titres présentés sous cette rubrique sont les titres que la Banque a la capacité et l'intention de conserver de façon durable, en principe jusqu'à leurs échéances, ainsi que les parts des revenus courus et non échus qui leur sont rattachées.

- **Titres de participation**

Présentant les actions et autres titres détenus par la Banque et qui sont destinés à une activité de portefeuille consistant à investir dans des titres pour en retirer sur une longue durée une rentabilité satisfaisante et s'exerçant sans intervention dans la gestion des entreprises dans lesquelles les titres sont détenus, ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachées.

- **Parts dans les entreprises associées, co-entreprises et parts dans les entreprises liées**

Il s'agit des actions et parts de capital détenues dans les entreprises filiales, les entreprises sur lesquelles la Banque exerce une influence notable ou un contrôle conjoint ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachées.

2.2 Evaluation du portefeuille titres :

a. Date d'acquisition :

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition, tous frais et charges exclus, à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

b. Date d'arrêté :

- **Titres de transaction**

A chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.

- **Titres d'investissement**

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés. Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres, ne sont provisionnées que dans les cas ci-après :
- Il existe, en raison de circonstances nouvelles, une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ;
- Il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

2.3 Comptabilisation des revenus du portefeuille titres :

Les dividendes sur titres à revenu variable détenus par la société sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice de titres.

2- Prise en compte des produits

Les profits et produits assimilés ainsi que les commissions sont prises en compte en résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2024 pour leurs montants rattachés à l'exercice.

Les revenus provenant des contrats IJARA sont comptabilisées conformément à la norme comptable 41 relative aux contrats de location que la banque a adoptée depuis le 01 janvier 2008. Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la date d'arrêté des états financiers, il est procédé à une régularisation au titre des produits perçus d'avance.

Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financement et des engagements par signature sont prises en compte en résultat au moment de leur perception.

Les profits courus et non échus relatifs à des créances saines au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les profits échus et non encore encaissés relatifs à des créances classées au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en profits réservés en déduction du poste « Créances sur la clientèle ». Ces profits sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les produits non conformes aux percepts charaiques à l'instar des pénalités de retard facturés sur les clients récalcitrants ou les produits prohibés par le Comité Charaique de la banque sont portés dans un compte de passif « Nafaa El aam ».

3- Valeurs immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Taux d'amortissement
Logiciels et Licences	**33%**
Construction	
Agences	*5%*
Centre d'affaire et siège	*2%*
Global Bancaire	**10%**
Agencement et aménagement des constructions	**10%**
Installations générales, Agencement et aménagement Divers	**10%**
Matériel de transport	**20%**
Matériel informatique	**16,66%**
DAB &GAB	**20%**
Equipements de bureau	**10%**
Autres Immobilisations corporelles	**10%**

4- Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds.

5- *Impôt sur les bénéfices*

Wifak Bank est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **40%**.

6- *Taxe sur la valeur ajoutée*

La banque est partiellement assujettie à la TVA. Les revenus provenant de l'activité IJARA sont soumises à la TVA alors que ceux provenant de l'activité MOURABAHA et des placements en sont exonérés.

La Banque procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat d'IJARA.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée, pour la partie déductible, au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

7- Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à servir au personnel lors de leur départ à la retraite, tel que stipulé par la convention collective du secteur financier, est rattaché à la période d'activité du salarié.

La charge annuelle comptabilisée correspond à la quote-part supportée par l'exercice au titre de tout le personnel titulaire de la société et est calculée sur la base d'une estimation des salaires à servir à chaque salarié lors de son départ à la retraite rapportée au nombre d'année de travail dans la société.

8- Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Les éléments d'actifs, de passifs et de hors bilan libellé en devises sont convertis en dinars sur la base de cours de change en compte et au comptant en vigueur au 31 décembre 2024. Les charges et les produits libellé en devises sont convertis en dinars sur la base du cours de change au comptant à la date de leur prise en compte. Les gains et les pertes de change résultant de la conversion sont pris en compte dans le résultat de l'exercice 2024.

9- Application de la loi 41/2024 (2ème section de l'article 412-III (nouveau))

Suite à la parution de la loi n°41-2024 du 02 Août 2024 portant amendement du Code de Commerce, et en application des dispositions de l'article 412 ter , les Banques sont tenues de réduire le taux d'intérêt fixe , en le multipliant par un coefficient égal à 0.5 , applicable aux crédits en cours de remboursement ou aux nouveaux crédits dont la durée totale est supérieure à sept ans, s'il s'avère que la somme totale des intérêts contractuels perçus au cours des trois années précédant la date de la demande de l'emprunteur dépasse 8% de l'encours du capital restant dû.

Il est à noter que la norme comptable tunisienne n°24 a été appliquée en vue de traduire les effets de cette mesure dans les états financiers. Ladite norme stipule que dans de telles situations, les prêts et avances sont comptabilisés pour leur valeur nominale et la différence par rapport au montant mis à la disposition du débiteur portée dans un compte de régularisation et pris en compte en revenus conformément aux paragraphes 36 à 38 de la présente norme. Toutefois, et pour les besoins de la présentation des états financiers, le montant des profits perçus d'avance et non courus à la date d'arrêté des états financiers doit être soustrait de la valeur des prêts et avances figurant à l'actif.

L'encours des financements concernés par cette disposition est de 72 693 Milliers de Dinars au 31 décembre 2024. En application desdites dispositions, l'effet de réduction du taux, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024 et s'élevant à 134 519 Dinars a été pris en compte en impactant le PNB à due concurrence. L'estimation de la minoration des profits contractuels à percevoir – en tenant compte de la totalité de la période de remboursement des profits en cours concernés par la loi n°41-2024 – serait de 17 247 Milliers de Dinars.

10- Faits saillants de la période

L'exercice 2024 s'est caractérisé par :

- L'obtention du prix « Elu Service Client de l'année 2025 de la catégorie banque islamique » ;
- Wifak Bank a remporté le trophée de la parité professionnelle homme-femme lors de la soirée de la journée internationale de la femme ;
- L'expansion du réseau de la banque de 4 nouvelles agences ;

11- Changement de méthode de présentation

Pour les besoins de comparabilité, les données comparatives relatives à la situation arrêtée au 31/12/2024 ont été retraitées en pro-forma, et ce au titre des modifications apportées à la méthode de présentation de certaines rubriques des états financiers. Ces modifications se présentent ainsi :

Rubrique	2023 approuvé	Retraitement	2023 retraité
AC 05- Portefeuille d'investissement	12 732 225	- 3 550 351	9 181 874
AC 07- Autres Actifs	80 109 069	3 550 351	83 659 420

I.NOTES EXPLICATIVES

(1) Notes explicatives sur le bilan- Actifs

Note 1.1: Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à 130 942 518 DT contre 124 318 619 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 5%.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Caisse en dinars et monnaies étrangères	22 106 754	13 782 020	8 324 734	60%
BCT, CCP et TGT	108 835 764	110 593 267	(1 757 503)	-2%
Provision sur incident de caisse	-	(56 668)	56 668	-100%
Total	**130 942 518**	**124 318 619**	**6 623 899**	**5%**

Note 1.2: Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements Bancaires et financiers totalisent 163 557 684 DT au 31 décembre 2024 contre 156 646 888 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 4%

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Créances sur les établissements Bancaires	153 526 343	130 586 681	22 939 662	18%
Créances sur les établissements Financiers	10 031 341	26 060 207	(16 028 866)	-62%
Total	**163 557 684**	**156 646 888**	**6 910 796**	**4%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit :

Description	Eligible au Refinancement BCT	Non Eligible au Refinancement BCT	Total
Créances sur les établissements Bancaires	-	153 526 343	153 526 343
Créances sur les établissements Financiers	-	10 031 341	10 031 341
Total	**-**	**163 557 684**	**163 557 684**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon qu'elles soient matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire se présente comme suit :

Description	Matérialisé par des titres du marché interbancaire	Non matérialisé par des titres du marché interbancaire	Total
Créances sur les établissements Bancaires	-	153 526 343	153 526 343
Créances sur les établissements Financiers	-	10 031 341	10 031 341
Total créances sur les établissements financiers	**-**	**163 557 684**	**163 557 684**

Note 1.2.1 Créances sur les établissements Bancaires

Le solde de cette rubrique s'élève à 153 526 343 DT au 31 décembre 2024 et se détaille comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	11 014 981	12 392 174	(1 377 193)	-11%
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-
Placements MOUDHARABA interbancaire	142 382 605	117 982 850	24 399 755	21%
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	128 757	211 657	(82 900)	-39%
Total créances sur les établissements bancaires	**153 526 343**	**130 586 681**	**22 939 662**	**18%**

Note 1.2.2 Créances sur les établissements Financiers

Le solde de cette rubrique s'élève à 10 031 341 DT au 31 décembre 2024 et se détaille comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements financiers	9 871 847	25 982 461	(16 110 614)	-62%
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	159 494	77 746	81 748	105%
Total créances sur les établissements financiers	**10 031 341**	**26 060 207**	**(16 028 866)**	**-62%**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans Maturité	Total
Etablissements bancaires	**142 511 362**	**-**	**-**	**-**	**11 014 981**	**153 526 343**
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	11 014 981	11 014 981
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	-	-
Placements MOUDHARABA interbancaire	142 382 605	-	-	-	-	142 382 605
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	128 757	-	-	-	-	128 757
Etablissements financiers	**3 228 432**	**3 014 079**	**3 788 830**	**-**	**-**	**10 031 341**
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements financiers	3 068 938	3 014 079	3 788 830	-	-	9 871 847
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers	159 494	-	-	-	-	159 494
Total	**145 739 794**	**3 014 079**	**3 788 830**	**-**	**11 014 981**	**163 557 684**

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Etablissements bancaires	**-**	**-**	**-**	**153 526 343**	**153 526 343**
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	11 014 981	11 014 981
Provisions sur avoirs en comptes sur les établissements bancaires	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements bancaires	-	-	-	142 382 605	142 382 605
Créances rattachées sur les financements accordés aux établissements bancaires	-	-	-	128 757	128 757
Etablissements financiers	**-**	**-**	**-**	**10 031 341**	**10 031 341**
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-
Financements accordés aux établissements financiers	-	-	-	9 871 847	9 871 847
Créances rattachées sur les avoirs et les financements accordés aux établissements financiers	-	-	-	159 494	159 494
Total	**-**	**-**	**-**	**163 557 684**	**163 557 684**

Note 1.3: Créances sur la clientèle

Les financements à la clientèle ont passé de 995 896 901 DT au 31 décembre 2023 à 1 220 356 409 DT au 31 décembre 2024 enregistrant ainsi une augmentation de 23%.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Kardh Hassan	**14 300 966**	**6 093 165**	**8 207 801**	**135%**
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires (1)	**1 206 055 443**	**989 803 736**	**216 251 707**	**22%**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**1 181 565 701**	**971 551 875**	**210 013 826**	**22%**
Financement Mourabaha	782 032 495	656 469 287	125 563 208	**19%**
Financement Ijara	459 869 389	376 139 578	83 729 811	**22%**
Wakala Bel Istithmar	20 268 419	3 448 609	16 819 810	**488%**
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	(72 420 987)	(56 940 550)	(15 480 437)	**27%**
Profits réservés sur créances	(8 183 615)	(7 565 049)	(618 566)	**8%**
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	**24 489 742**	**18 251 861**	**6 237 881**	**34%**
Total	**1 220 356 409**	**995 896 901**	**224 459 508**	**23%**

La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Kardh Hassan	-	-	14 300 966	14 300 966
Autres concours à la clientèle	-	-	1 206 055 443	1 206 055 443
Total	**-**	**-**	**1 220 356 409**	**1 220 356 409**

La ventilation des créances sur la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans maturité	Total
Kardh Hassan					**14 300 966**	14 300 966
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	**300 642 660**	**402 028 132**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 80 604 602**	**1 206 055 443**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**296 437 667**	**381 743 383**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 80 604 602**	**1 181 565 701**
Financement Mourabaha (encours et impayés)	211 921 168	272 280 228	240 036 756	57 794 343		782 032 495
Financement Ijara (encours et impayés)	80 529 389	93 299 000	270 067 000	15 974 000		459 869 389
Wakala Bel Istithmar (encours et impayés)	3 987 110	16 164 155	117 154			20 268 419
Provisions sur créances douteuses et litigieuses					- 72 420 987	- 72 420 987
Profits réservés sur créances					- 8 183 615	- 8 183 615
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	4 204 993	20 284 749				24 489 742
Total	**300 642 660**	**402 028 132**	**510 220 910**	**73 768 343**	**- 66 303 636**	**1 220 356 409**

La ventilation des créances sur la clientèle selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit :

Description	Eligible au refinancement BCT	Non éligible au refinancement BCT	31 déc 2024
Kardh Hassan	**-**	**14 300 966**	**14 300 966**
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires	**508 107 980**	**697 947 463**	**1 206 055 443**
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	**508 107 980**	**673 457 721**	**1 181 565 701**
Financement Mourabaha (encours et impayés)	357 947 663	424 084 832	782 032 495
Financement Ijara (encours et impayés)	150 160 317	309 709 072	459 869 389
Wakala Bel Istithmar (encours et impayés)	-	20 268 419	20 268 419
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	-	(72 420 987)	(72 420 987)
Profits réservés sur créances	-	(8 183 615)	(8 183 615)
Portefeuille sur ressources ordinaires en devises	**-**	**24 489 742**	**24 489 742**
Total	**508 107 980**	**712 248 429**	**1 220 356 409**

Le détail des autres concours à la clientèle sur les ressources ordinaires se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Autres concours à la clientèle en dinars	**1 181 565 700**	**971 551 875**	**210 013 825**	**22%**
Portefeuille Ijara*	**459 869 388**	**376 139 578**	**83 729 810**	**22%**
Encours financiers	417 099 162	334 677 436	82 421 726	25%
Impayés et autres facturations	44 723 657	43 027 922	1 695 735	4%
Produits rattachés aux Financements Ijara	(1 953 431)	(1 565 780)	(387 651)	25%
Portefeuille Mourabaha*	**782 032 495**	**656 469 287**	**125 563 208**	**19%**
Mourabaha Court terme	**422 995 563**	**333 755 153**	**89 240 410**	**27%**
Encours financiers	386 621 065	303 404 754	83 216 311	27%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Court Terme	3 849 661	2 581 502	1 268 159	49%
Impayés sur Financement Mourabaha Court Terme	32 524 837	27 768 897	4 755 940	17%
Mourabaha Moyen terme	**301 258 154**	**270 145 832**	**31 112 322**	**12%**
Encours financiers	288 248 643	260 708 035	27 540 608	11%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Moyen Terme	5 292 754	3 573 715	1 719 039	48%
Impayés sur Financement Mourabaha Moyen Terme	7 716 757	5 864 082	1 852 675	32%
Mourabaha Long terme	**57 778 778**	**52 568 302**	**5 210 476**	**10%**
Encours financiers	56 570 216	50 322 794	6 247 422	12%
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Long Terme	772 501	1 125 218	(352 717)	-31%
Impayés sur Financement Mourabaha Long Terme	436 061	1 120 290	(684 229)	-61%
Wakala Bel Istithmar	**20 268 419**	**3 448 609**	**16 819 810**	**488%**
Encours financiers	20 009 249	3 423 586	16 585 663	484%
Produits à recevoir sur Wakala Bel Istithmar	94 760	25 023	69 737	279%
Impayés sur Wakala Bel Istithmar	164 410	-	164 410	-
Provisions sur créances douteuses et litigieuses	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**
Profits réservés sur créances	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**
Autres concours à la clientèle en devises	**24 489 743**	**18 251 861**	**6 237 882**	**34%**
Encours financiers	24 200 696	17 820 952	6 379 744	36%
Produits à recevoir	289 047	430 909	(141 862)	-33%
Total	**1 206 055 443**	**989 803 736**	**216 251 707**	**22%**

Les encours financiers des financements IJARA relatifs au 31 décembre 2024, présentent un solde de 417 099 162 DT contre 334 677 436 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une évolution de 25% qui se détaillent comme suit :

Description	Financement	Capital amorti	Encours financier
Solde 31-12-2023	**1 638 953 808**	**1 304 276 372**	**334 677 436**
Capital Amorti des anciens contrats	**-**	**99 399 891**	**- 99 399 891**
Ajouts de la période	**240 780 686**	**45 554 930**	**195 225 756**
Investissement	238 672 580	45 099 069	193 573 511
Relocation	2 108 106	455 861	1 652 245
Retraits de la période	**83 554 111**	**70 149 972**	**13 404 139**
Cession de la valeur Résiduelle	46 750 467	46 747 907	2 560
Cession anticipée	17 021 169	12 113 871	4 907 298
Transferts (Cession)	14 345 102	8 040 560	6 304 542
Relocation	5 036 656	2 906 769	2 129 887
Carence	400 717	340 865	59 852
Solde 31-12-2024	**1 796 180 383**	**1 379 081 221**	**417 099 162**

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Paiements minimaux sur contrats actifs (1)	**517 286 815**	**408 415 544**	**108 871 271**	**27%**
A recevoir dans moins d'un an	171 264 880	140 149 227	31 115 653	22%
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	328 691 609	254 705 644	73 985 965	29%
A recevoir dans plus de 5 ans	17 330 326	13 560 673	3 769 653	28%
Produits financiers non acquis (2)	**104 879 767**	**81 753 516**	**23 126 251**	**28%**
A recevoir dans moins d'un an	45 446 602	35 874 627	9 571 975	27%
A recevoir dans plus d'un an et moins de 5 ans	58 077 435	44 718 194	13 359 241	30%
A recevoir dans plus de 5 ans	1 355 730	1 160 695	195 035	17%
Encours contrats actifs (3)= (1) - (2)	**412 407 048**	**326 662 028**	**85 745 020**	**26%**
Contrats suspendus (ordinaire) (4)	**4 692 114**	**8 015 408**	**-3 323 294**	**-41%**
Total	**417 099 162**	**334 677 436**	**82 421 726**	**25%**

Le stock des provisions et profits réservés au 31 Décembre 2024, se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions sur créances (AC 03)	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 436)**	**27%**
Provision individuelles	(40 270 680)	(33 349 198)	(6 921 482)	21%
Provisions collectives	(25 616 683)	(20 282 367)	(5 334 316)	26%
Provisions additionnelles	(6 533 624)	(3 308 985)	(3 224 638)	97%
Total provisions sur créances	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 436)**	**27%**
Profits réservés	(8 183 615)	(7 565 049)	(618 566)	8%
Total profits réservés	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**
Total général des provisions et profits réservés	**(80 604 602)**	**(64 505 599)**	**(16 099 002)**	**25%**

Les mouvements des provisions au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions au 31/12/N-1	**(56 940 550)**	**(45 178 861)**	**(11 761 689)**	**26%**
Dotation de l'exercice	(20 800 847)	(17 443 191)	(3 357 656)	19%
Reprise de l'exercice	5 320 410	5 681 502	(361 092)	-6%
Total provisions	**(72 420 987)**	**(56 940 550)**	**(15 480 437)**	**27%**

Le détail des profits réservés se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Total classe 2,3, 4 et 5	**104 618 764**	**101 680 837**	**2 937 927**	**3%**
Profits réservés au 31/12/N-1	(7 565 049)	(6 440 370)	**(1 124 679)**	**17%**
Dotation aux profits réservés	(2 416 118)	(2 682 645)	266 527	-10%
Reprise profits réservés de l'exercice	1 797 552	1 857 966	(60 414)	-3%
Profits réservés sur financements radiés	-	-	-	-
Total des profits réservés au 31/12/N	**(8 183 615)**	**(7 565 049)**	**(618 566)**	**8%**

ANALYSE PAR CLASSE

	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis	B5 Contentieux	TOTAL au 31-12-24	TOTAL au 31-12-23
Encours en principal	930 040 624	254 107 309	2 979 503	10 236 925	7 667 971	6 195 028	1 211 227 360	990 965 669
Impayés	55 142	19 317 582	1 472 743	7 645 741	13 383 593	38 163 749	80 038 550	71 843 665
Autres débits	321 588	778 330	130 755	241 353	1 358 199	7 054 935	9 885 160	9 778 150
Règlements non affectés	(1 547 513)	(225 059)	(54 093)	(26 190)	(660 543)	(120 538)	(2 633 936)	(3 316 451)
Produits à recevoir MOURABAHA	6 120 846	275 875	0	0	0	103	6 396 824	4 804 032
Produits perçus d'avance IJARA	(541 232)	(337 442)	(3 432)	(10 781)	(13 020)	(10 776)	(916 683)	(1 101 086)
Débits de compte	1 306 281	832 654	529 191	896 135	3 776 701	829 472	8 170 434	6 084 006
ENGAGEMENTS BILANTIELS	**935 755 736**	**274 749 249**	**5 054 667**	**18 983 183**	**25 512 901**	**52 111 973**	**1 312 167 709**	**1 079 057 985**
ENGAGEMENTS HORS BILAN	289 413 447	39 716 970	761 249	734 190	142 236	1 296 596	**332 064 688**	**249 458 666**
TOTAL ENGAGEMENTS CLIENTELE	**1 225 169 183**	**314 466 219**	**5 815 916**	**19 717 373**	**25 655 137**	**53 408 569**	**1 644 232 397**	**1 328 516 651**
TOTAL ENGAGEMENTS Bqs & Ets Fin	**9 871 847**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**9 871 847**	**25 982 461**
TOTAL ENGAGEMENTS CUMULES	**1 235 041 030**	**314 466 219**	**5 815 916**	**19 717 373**	**25 655 137**	**53 408 569**	**1 654 104 244**	**1 354 499 112**
Dont Créances Classées			***5 815 916***	***19 717 373***	***25 655 137***	***53 408 568***	***104 596 994***	***101 680 837***
Agios réservés	-	-	(160 820)	(1 177 593)	(1 992 060)	(4 853 143)	(8 183 616)	(7 565 049)
Provisions sur engagements bilantiels douteux	-	-	(480 476)	(3 599 311)	(11 482 620)	(24 708 272)	(40 270 679)	(33 349 199)
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	-	-	0	0	0	0	0	0
Provision additionnelle 2013-21	-	-	0	0	(890 611)	(5 643 013)	(6 533 624)	(3 308 985)
Provisions collectives	(25 616 683)		-	-	0	0	(25 616 683)	(20 282 367)
TOTAL DE LA COUVERTURE	**(25 616 683)**		**(641 296)**	**(4 776 904)**	**(14 365 291)**	**(35 204 428)**	**(80 604 602)**	**(64 505 600)**
ENGAGEMENTS NETS	**1 199 552 500**	**314 466 219**	**5 174 620**	**14 940 469**	**11 289 846**	**18 204 141**	**1 563 627 795**	**1 264 011 051**
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) - Tous engagements confondus			**0,35%**	**1,19%**	**1,55%**	**3,23%**		
				6,32%				**7,51%**
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés			**11,03%**	**24,23%**	**55,99%**	**65,92%**		
				52,57%				**43,26%**

Note 1.4 : Portefeuille titres commercial

Le solde de portefeuille titre commercial s'élève au 31 décembre 2024 à 1 005 877 DT contre 940 405 DT au 31 décembre 2023 :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Titres de transaction	**49 088**	**41 691**	**7 397**	**18%**
Titres cotés	**49 088**	**41 691**	**7 397**	**18%**
Titres Ami	19 994	15 424	4 570	30%
Titres Unimed	13 119	13 763	(644)	-5%
Titres SAH	15 974	12 504	3 470	28%
Titres non cotés	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres de placement	**956 789**	**898 714**	**58 075**	**6%**
	956 789	898 714	58 075	6%
Total	**1 005 877**	**940 405**	**65 471**	**7%**

La ventilation des titres de transactions et de placements par nature de l'émetteur, se détaille comme suit :

Description	Organismes publics	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Titres de transaction	**-**	**-**	**-**	**-**	**49 088**	**49 088**
Titres cotés	-	-	-	-	49 088	49 088
Titres Ami	-	-	-	-	19 994	19 994
Titres Unimed	-	-	-	-	13 119	13 119
Titres SAH	-	-	-	-	15 974	15 974
Titres non cotés	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Titres de placement	**-**	**956 789**	**-**	**-**	**-**	**956 789**
		956 789				956 789
Total	**-**	**956 789**	**-**	**-**	**49 088**	**1 005 877**

Note 1.5 : Portefeuille titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31 décembre 2024 un solde de 5 880 080 DT contre 9 181 874 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une diminution de 36%.
Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Titres d'investissement **(1)**	-	52 577	(52 577)	-100%
Titres de participation **(2)**	5 880 080	7 509 297	(1 629 217)	-22%
Parts dans les entreprises liées **(3)**	-	-	-	-
Titres participatifs	-	1 620 000	(1 620 000)	-100%
Total	**5 880 080**	**9 181 874**	**-3 301 794**	**-36%**

La ventilation des titres selon qu'ils sont cotés ou non se présente comme suit :

Description	Titres cotés	Titres non cotés	Total
Titres d'investissement (1)	-	-	-

Titres de participation (2)	-	5 880 080	5 880 080
Parts dans les entreprises liées (3)	-	-	-
Titres participatifs	-	-	-
Total	**-**	**5 880 080**	**5 880 080**

1.5.1 Titres d'investissement

Le détail comparatif relatif aux titres d'investissement entre 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023 se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Fonds Gérés	**-**	**52 577**	**(52 577)**	**-100%**
Fonds Gérés Sodis Sicar	**490 000**	**490 000**	**-**	**0%**
Fonds Gérés Sodis Sicar 2003	154 000	154 000	-	0%
Fonds Gérés Sodis Sicar 2004	102 000	102 000	-	0%
Fonds Gérés Sodis Sicar 2005	234 000	234 000	-	0%
Provisions sur fonds gérés Sodis Sicar	**(490 000)**	**(437 423)**	**(52 577)**	**12%**
Total	**-**	**52 577**	**-52 577**	**-100%**

Note sur le détail des fonds gérés :

Le détail des fonds gérés au 31 décembre 2024 se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	Méthode d'évaluation
SERPSUD	60 000	Selon la valeur d'usage
MEDFOOD	150 000	Selon la valeur d'usage
ERRYADA IMMOBILIERE	40 000	Selon la valeur d'usage
CERAMIQUES DU SUD	240 000	Selon la valeur d'usage
Total	**490 000**	**-**

Les titres non cotés sont évalués selon la valeur d'usage.

1.5.2 Titres de participation

Le détail relatif à cette sous- rubrique se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Titres de participation	9 842 093	10 620 857	(778 764)	-7%
SIBTEL	69 353	69 353	-	0%
MED FOOD SA	100 000	100 000	-	0%
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE TUNISIENNE DES BANQUES ET DES ETS FINANCIERS	100	100	-	0%
SERPSUD	40 000	40 000	-	0%
OFFICE PLAST	711 404	711 404	(0)	0%
SNACKS SA	0	0	-	#DIV/0!
SEFRIM	250 000	250 000	-	0%
CCT	1 171 236	1 850 000	(678 764)	-37%
TAIMET	1 850 000	1 850 000	-	0%
EL BANNA	3 500 000	3 500 000	-	0%
ROYAL OLIVE OIL	300 000	400 000	(100 000)	-25%
ELECTRICA	1 200 000	1 200 000	-	0%
LES CERAMIQUES DU SUD	650 000	650 000	-	0%
Provisions sur titres de participation	(3 962 013)	-3 111 560	(850 453)	27%
Total	**5 880 080**	**7 509 297**	**-1 629 217**	**-22%**

Note 1.6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent au 31 décembre 2024 un solde de 69 771 603 DT contre un solde de 65 142 773 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une hausse de 7%.

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Immobilisations incorporelles	**5 477 417**	**7 633 517**	**-2 156 100**	**-28%**
Immobilisations incorporelles	13 571 162	14 152 117	-580 955	-4%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(8 093 745)	(6 518 600)	(1 575 144)	24%
Immobilisations corporelles	**57 932 962**	**52 794 358**	**5 138 604**	**10%**
Immobilisations corporelles	85 783 146	77 312 859	8 470 287	11%
Amortissement des immobilisations corporelles	(27 850 184)	(24 518 501)	(3 331 683)	14%
Immobilisations encours	**6 515 019**	**4 714 898**	**1 800 121**	**38%**
Immobilisations encours	6 515 019	4 714 898	1 800 121	38%
Provisions sur immobilisations	(153 795)	-	-153 795	-
Total	**69 771 603**	**65 142 773**	**4 628 830**	**7%**

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS
Au 31 Décembre 2024
(Exprimé en dinars)

Description	Valeur brute N-1	Acquisitions	Cessions et transferts	Valeur brute N	Amortissements cumulés N-1	Dotations / reprises sur cessions	Amortissements cumulés N	VCN
1) Immobilisations Incorporelles	**14 152 117**	**1 108 687**	**(1 689 642)**	**13 571 162**	**(6 518 600)**	**(1 575 145)**	**(8 093 745)**	**5 477 417**
* Licence	4 184 632	1 105 996		5 290 628	(2 304 907)	(944 153)	(3 249 060)	2 041 568
* Logiciels	6 654 142	1 436		6 655 578	(3 986 083)	(662 809)	(4 648 892)	2 006 686
* Site web	7 201	1 255		8 456	(7 201)	-	(7 201)	1 255
* GOOD WILL	3 306 142	-	(1 689 642)	1 616 500	(220 409)	31 817	(188 592)	1 427 908
2) Immobilisations Corporelles	**77 312 859**	**9 487 556**	**(1 017 269)**	**85 783 146**	**(24 518 501)**	**(3 331 683)**	**(27 850 184)**	**57 932 962**
Immobilisations d'exploitation	**62 705 567**	**944 126**	**(920 269)**	**62 729 424**	**(13 671 988)**	**(2 331 577)**	**(16 003 565)**	**46 725 859**
* Terrains d'exploitation	15 448 066	-	(920 269)	14 527 797	-	-	-	14 527 797
* Bâtiments	30 916 797	-		30 916 797	(5 070 305)	(700 909)	(5 771 214)	25 145 583
* Aménagements de bâtiments	16 340 704	944 126		17 284 830	(8 601 683)	(1 630 668)	(10 232 351)	7 052 479
Mobiliers et Matériel de Bureau	2 140 110	**146 485**		2 286 595	(1 355 612)	(634 434)	(1 990 046)	**296 549**
Matériels de Transport	2 323 775	**183 023**	**(97 000)**	2 409 798	(1 356 863)	(243 671)	(1 600 534)	**809 264**
Matériels Informatique	8 769 813	**1 431 679**		10 201 492	(7 160 098)	(46 308)	(7 206 406)	**2 995 086**
Machines DAB et GAB	1 145 589	**199 458**		1 345 047	(967 565)	(75 693)	(1 043 258)	**301 789**
Coffres Forts	179 964	**14 151**		194 115	-	-	-	**194 115**
Autres Immobilisations	48 041	**6 568 634**		6 616 675	(6 375)	-	(6 375)	**6 610 300**
3) Immobilisation en cours	**4 714 898**	**1 800 121**	**-**	**6 515 019**	**-**	**-**	**-**	**6 515 019**
Immobilisations corporelles en cours	4 714 898	1 800 121		6 515 019	-	-	-	6 515 019
Immobilisations incorporelles en cours	0	-		0	-	-	-	-
Provisions sur immobilisations						(153 795)	(153 795)	(153 795)
TOTAUX	**96 179 874**	**12 396 364**	**(2 706 911)**	**105 869 327**	**(31 037 101)**	**(5 060 623)**	**(36 097 724)**	**69 771 603**

Les immobilisations corporelles en cours accusent au 31/12/204 un solde de 6 515 019 Dinars qui se détaille comme suit :

Description	Valeur Brute 31/12/2023	Acquisition / Reclassement 2024	Valeur Brute 31/12/2024
CONSTRUCTIONS EN COURS	-	-	-
AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS EN COURS	4 714 898	1 800 121	6 515 019
MATÉRIELS INFORMATIQUES EN COURS	-	-	-
Total	**4 714 898**	**1 800 121**	**6 515 019**

Le site Web est évalué selon le coût d'acquisition.

Note 1.7: Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31 décembre 2024 un montant de 102 592 041 DT contre un montant de 83 659 420 DT au 31 décembre 2023 se détaillant comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	**16 219 912**	**19 914 252**	**(3 694 340)**	**-19%**
Comptes d'attente	**15 126 362**	**15 388 534**	**(262 172)**	**-2%**
Comptes d'attente de la salle de marché	7 214	(113 757)	120 971	-106%
Comptes d'attente de la compensation	15 119 148	15 502 291	(383 143)	-2%
Comptes de régularisation	1 093 550	4 525 718	(3 432 168)	-76%
Autres	**88 240 514**	**65 385 870**	**22 854 644**	**35%**
Stock de matière, fourniture et timbres	**174 040**	**212 594**	**(38 554)**	**-18%**
Tickets restaurant et bons d'essence en stock	-	-	-	#DIV/0!
Cartes et imprimes en stock	174 040	212 594	(38 554)	-18%
Matériels en stock (Murabaha et Ijara)	**40 235 178**	**19 121 136**	**21 114 042**	**110%**
Etat, impôts et taxes	**7 760 330**	**10 121 742**	**(2 361 412)**	**-23%**
Dépôts et cautionnements	**1 137 848**	**929 845**	**208 003**	**22%**
Opérations avec le personnel	**21 762 452**	**17 741 933**	**4 020 519**	**23%**
Autres créances sur l'Etat	**14 607 262**	**21 643 289**	**(7 036 027)**	**-33%**
Débiteurs divers	**9 590 770**	**4 412 221**	**5 178 549**	**117%**
Charges à répartir	**-**	**-**	**-**	**#DIV/0!**
Actifs d'impôts différés	**-**	**-**	**-**	**#DIV/0!**
Autres	**(7 027 366)**	**(8 796 889)**	**1 769 523**	**-20%**
Total brut	**104 460 426**	**85 300 122**	**19 160 304**	**22%**
Provisions pour dépréciation des autres actifs	(1 868 385)	(1 640 702)	**(227 683)**	**14%**
Total net	**102 592 041**	**83 659 420**	**18 932 621**	**23%**

Les provisions sur les autres actifs se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Provisions sur Dépôts et Cautionnements	(821 229)	(821 229)	-	0%
Provisions sur Fonds Sociaux Accordé aux Personnels	(75 237)	(20 231)	(55 006)	272%
Provisions sur créance D'exploitation Non Bancaires	(478 039)	(478 039)	-	0%
Autres provisions	(493 880)	(321 203)	(172 677)	54%
Total	**(1 868 385)**	**(1 640 702)**	**(227 683)**	**14%**

(2) Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.1: Banque Centrale de Tunisie & C.C.P

L'encours de la rubrique Banque Centrale de Tunisie &CCP présente un solde de 115 181 796 DT au 31 décembre 2024 contre un solde de 115 129 535 DT au 31 décembre 2023 se détaillant comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Compte Ordinaire chez BCT	-	-	-	-
Wakala Bel Istithmar auprès de la BCT	115 000 000	115 000 000	-	0%
Dette rattachée sur wakala bel Istithmar auprès de la BCT	181 796	129 535	52 261	40%
Total	**115 181 796**	**115 129 535**	**52 261**	**0%**

Note 2.2: Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31 décembre 2024 un montant de 38 801 674 DT contre un montant de 60 953 724 DT au 31 décembre 2023 enregistrant ainsi une baisse de 36%

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	35 104 197	43 022 621	(7 918 424)	-18%
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	3 697 477	17 931 103	(14 233 626)	-79%
Total	**38 801 674**	**60 953 724**	**(22 152 050)**	**-36%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon qu'ils soient matérialisés ou non par des titres du marché interbancaire.

Description	Matérialisé par des titres du marché interbancaire	Non matérialisé par des titres du marché interbancaire	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	35 104 197	35 104 197
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	3 697 477	3 697 477
Total	**-**	**-**	**38 801 674**

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaillent comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs des Etablissements Bancaires	96 287	1 776 348	(1 680 061)	-95%
Emprunts auprès des Etablissements Bancaires	35 007 910	41 246 273	(6 238 363)	-15%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**35 104 197**	**43 022 621**	**(7 918 424)**	**-18%**

Les dépôts et avoirs des établissements financiers, se détaillent comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Avoirs des Etablissements Financiers	3 697 477	17 931 103	(14 233 626)	-79%
Dépôts et avoirs des établissements financiers	**3 697 477**	**17 931 103**	**(14 233 626)**	**-79%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la maturité résiduelle est présentée dans le tableau ci-dessous :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	**35 104 197**	**0**	**0**	**0**	**35 104 197**
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	96 287	-	-	-	96 287
Moudharaba sur les établissements bancaires en dinars	35 000 000	-	-	-	35 000 000
Moudharaba sur les établissements bancaires en devises	-	-	-	-	-
Dettes rattachées sur les ressources provenant des établissements bancaires	7 910	-	-	-	7 910
Etablissements financiers	**3 697 477**	**-**	**-**	**-**	**3 697 477**
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	3 697 477	-	-	-	**3 697 477**
Total	**38 801 674**	**-**	**-**	**-**	**38 801 674**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	-	-	35 104 197	35 104 197
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	-	3 697 477	3 697 477
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	**-**	**-**	**-**	**38 801 674**	**38 801 674**

Note 2.3: Dépôts de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31 décembre 2024 un solde de 1 141 703 524 DT contre un montant de 890 185 363 DT au 31 décembre 2023 et se décomposent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dépôts à vue	**295 382 082**	**288 551 388**	**6 830 694**	**2%**
Dépôts à vue	295 381 947	286 909 211	8 472 736	3%
Dettes rattachées sur dépôts à vue	135	1 642 177	(1 642 042)	-100%
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	**846 321 442**	**601 633 975**	**244 687 467**	**41%**
Tawfir	**365 346 458**	**279 878 506**	**85 467 952**	**31%**
Tawfir	365 023 162	279 573 650	85 449 512	31%
Dettes rattachées sur tawfir	323 296	304 856	18 440	6%
Istithmar	**403 703 368**	**246 120 357**	**157 583 011**	**64%**
Istithmar en dinars	380 299 997	228 725 298	151 574 699	66%
Dettes rattachées sur istithmar en dinars	7 388 159	5 983 127	1 405 032	23%
Istithmar en devises	15 721 617	11 249 401	4 472 216	40%
Dettes rattachées sur istithmar en devises	293 595	162 531	131 064	81%
Autres sommes dues à la clientèle	**77 271 616**	**75 635 112**	**1 636 504**	**2%**
Total	**1 141 703 524**	**890 185 363**	**251 518 161**	**28%**

Le détail des autres sommes dues à clientèle se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Autres provisions constituées par la clientèle	62 903 098	57 588 290	5 314 808	9%
Comptes indisponibles	3 265 242	5 094 824	(1 829 582)	-36%
Réserve de Stabilisation de Profit (PER)	1 205 457	771 985	433 472	56%
Réserve pour Risque d'Investissement (IRR)	333 978	185 452	148 526	80%
Autres comptes	9 563 841	11 994 561	(2 430 720)	-20%
Total	**77 271 616**	**75 635 112**	**1 636 504**	**2%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Sans maturité	Total
Dépôts à vue	295 381 947	-	-	-	-	295 381 947
Tawfir	365 023 162	-	-	-	-	365 023 162
Istithmar	25 990 788	353 713 656	16 317 170	-	-	396 021 614
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	-	-	77 271 616	77 271 616
Dettes rattachées	8 005 185	-	-	-	-	8 005 185
Total	**694 401 082**	**353 713 656**	**16 317 170**	**-**	**77 271 616**	**1 141 703 524**

Note 2.4: Dettes de financement et ressources spéciales

Au 31 décembre 2024, le solde de cette rubrique s'élève à 74 816 515 DT contre un montant de 90 974 958 DT au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

Description		31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts Matérialisés	(1)	-	2 003 461	(2 003 461)	-100%
Ressources Spéciales		-	-	-	-
Emprunts obligataires	(2)	74 816 515	88 971 497	(14 154 982)	-16%
Total		**74 816 515**	**90 974 958**	**(16 158 443)**	**-18%**

- Le solde des emprunts matérialisés se subdivise comme suit au 31 Décembre 2024 et au 31 Décembre 2023 :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts Matérialisés	-	1 976 923	(1 976 923)	-100%
Dettes rattachées sur emprunts matérialisés	-	26 538	(26 538)	-100%
Total	**-**	**2 003 461**	**(2 003 461)**	**-100%**

- Le Solde des emprunts obligataires se subdivise comme suit au 31 Décembre 2024 :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Emprunts obligataires	69 329 550	82 944 246	(13 614 696)	-16%
Dettes rattachées sur emprunt obligataires	5 486 965	6 027 251	(540 286)	-9%
Total	**74 816 515**	**88 971 497**	**(14 154 982)**	**-16%**

La ventilation des dettes de financement et ressources spéciales selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Emprunts Matérialisés	-	-	-	-	-
Ressources Spéciales	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires		-	-	74 816 515	74 816 515
Total	**-**	**-**	**-**	**74 816 515**	**74 816 515**

La ventilation des dettes de financement et ressources spéciales par nature de la relation se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts Matérialisés	-	-	-	-	-
Ressources Spéciales	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires « conformes aux principes de la finance islamique »	8 630 965	12 375 295	46 140 255	7 670 000	74 816 515
Total	**8 630 965**	**12 375 295**	**46 140 255**	**7 670 000**	**74 816 515**

Note 2.5: Autres passifs

Les autres passifs se subdivisent comme suit au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Provisions pour passifs et charges	3 950 611	3 945 520	5 091	0%
Provisions pour passifs et charges	**3 950 611**	**3 945 520**	**5 091**	**0%**
Comptes d'attente et de régularisation	**139 120 112**	**103 148 488**	**35 971 624**	**35%**
Comptes d'attente	36 711 328	26 865 381	9 845 947	37%
Comptes de régularisation	15 626 162	14 345 236	1 280 926	9%
Créditeurs divers	**83 036 622**	**60 919 291**	**22 117 331**	**36%**
Fournisseurs	78 589 672	57 279 268	21 310 404	37%
Dépôts du personnel	1 158 037	1 263 580	(105 543)	-8%
Prestataire de services	3 288 913	2 376 443	912 470	38%
Etat, impôts et taxes	**9 551 465**	**6 634 733**	**2 916 732**	**44%**
Autres	**(5 805 465)**	**(5 616 153)**	**(189 312)**	**3%**
Total Autres passifs	**143 070 723**	**107 094 008**	**35 976 715**	**34%**

* Le détail des provisions pour passifs et charges se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023
Provision pour congés payés	2 483 575	2 741 465
Provision pour risque fiscal	150 000	150 000
Provision pour litige	301 055	301 055
Provision pour risques divers	1 015 981	753 000
Total	**3 950 611**	**3 945 520**

(3.1) Notes explicatives sur le bilan- Capitaux propres

Le capital social est fixé à la somme de 150 000 000 DT divisé en 30 000 000 actions nominatives de 5 DT chacune souscrites et libérées intégralement en numéraires. Les actions formant le capital social sont toutes de même nature.

WIFAK INTERNATIONAL BANK dispose de 47 728 actions propres pour un coût total de 335 155 DT.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres de « **WIFAK INTERNATIONAL BANK** » ont atteint 179 123 397 DT contre 170 081 835 DT au 31 décembre 2023, enregistrant ainsi une augmentation de 5%.

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

		Ouverture	Affectation résultat 2023	Dividendes	Variation de la période	Variation pourcentage d'intérêt	Retrait de consolidation	Résultat	Clôture
WIB	Capital social	150 000 000							150 000 000
	Réserves	21 297 552			2 681 071				23 978 623
	Actions Propres	(694 663)			359 508				(335 155)
	Titres assimiles à des capitaux propres	15 437 000							15 437 000
	Résultats reportés	(25 763 196)	7 472 846		(2 680 000)				(20 970 350)
	Résultat de l'exercice	7 472 846	(7 472 846)					9 243 186	9 243 186
SICAR	Capital social	920 000					(920 000)		-
	Réserves	195 759			44 826		(5 230)		235 355
	Actions Propres	-							-
	Titres assimiles à des capitaux propres	-							-
	Résultats reportés	742 950	33 083				(16 870)		759 163
	Résultat de l'exercice	48 383	(48 383)				(29 455)	(16 430)	(45 885)
Attakafulia	Capital social	20 000 005					(20 000 005)		-
	Réserves	(2 049 933)			12 524 524		(12 346 724)		(1 872 133)

	Actions Propres	-	-	-	-	-	-	-	-
	Titres assimiles à des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
	Résultats reportés	1 994 830	(155 030)				(75 434)		1 764 366
	Résultat de l'exercice	1 477 428	(1 477 428)				(92 922)	1 022 150	929 228
Capitaux propres consolidés	Capital social	170 920 005	-	-	-	-	(20 920 005)	-	150 000 000
	Réserves	19 443 378	-	-	15 250 420	-	(12 351 954)	-	22 341 844
	Actions Propres	(694 663)	-	-	359 508	-	-	-	(335 155)
	Titres assimiles à des capitaux propres	15 437 000	-	-	-	-	-	-	15 437 000
	Résultats reportés	(23 025 415)	7 350 899	-	(2 680 000)	-	(92 304)	-	(18 446 820)
	Résultat de l'exercice	8 998 657	(8 998 657)	-	-	-	(122 377)	10 248 906	10 126 529

Les intérêts minoritaires présentent le détail suivant :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023
Parts des minoritaires dans le capital	840 025	840 025
Parts des minoritaires dans les réserves	527 006	453 526
Parts des minoritaires dans le résultat de la période	41 552	73 907
Total	**1 408 583**	**1 367 458**

La ventilation du fonds social selon qu'il soit remboursable ou non remboursable est la suivante :

Rubriques	31-déc.-24	31 déc 2023
Fonds social remboursable	679 082	678 011
Total	**679 082**	**678 011**

(4) Notes explicatives sur l'état des engagements Hors Bilan

Note 4.1: Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à 76 103 806 DT contre 48 060 825 DT au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

Description		31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Cautions	(1)	72 398 089	47 400 172	24 997 917	53%
Avals	(2)	3 705 717	660 653	3 045 064	461%
Total		**76 103 806**	**48 060 825**	**28 042 981**	**58%**

(1) L'encours des cautions se détaille, au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Cautions en faveur des banques	-	-	-	-
Cautions en faveur des établissements financiers	-	-	-	-
Cautions en faveur de la clientèle	72 398 089	47 400 172	24 997 917	53%
Total	**72 398 089**	**47 400 172**	**24 997 917**	**53%**

La ventilation des cautions par nature de relation, se présente comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Cautions en faveur des banques	-	-	-	-	-
Cautions en faveur des établissements financiers	-	-	-	-	-
Cautions en faveur de la clientèle	63 585	-	-	72 334 504	72 398 089
Total	**63 585**	**-**	**-**	**72 334 504**	**72 398 089**

(2) L'encours des avals se détaille, au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Avals en faveur de la clientèle	3 705 717	660 653	3 045 064	461%
Total	**3 705 717**	**660 653**	**3 045 064**	**461%**

La ventilation des avals par nature de la relation :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Avals en faveur de la clientèle	-	-	-	3 705 717	3 705 717
Total	**-**	**-**	**-**	**3 705 717**	**3 705 717**

Note 4.2: Crédits documentaires islamiques

Les crédits documentaires islamiques présentent un solde de 23 177 899 DT au 31 déc 2024 se détaillant comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Crédits documentaires islamiques Import	23 177 899	20 725 972	2 451 927	12%
Total	**23 177 899**	**20 725 972**	**2 451 927**	**12%**

La ventilation des engagements liés aux crédits documentaires islamiques selon la nature de la relation se détaille comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Crédits documentaires islamiques Import	-	-	-	23 177 899	23 177 899
Total	**-**	**-**	**-**	**23 177 899**	**23 177 899**

Note 4.3: Engagements donnés

Les engagements donnés s'élèvent, au 31 déc 2024 à 232 782 983 DT contre 180 769 794 DT au 31 déc 2023 enregistrant ainsi une augmentation de 29% et se détaillent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Engagements de financement donnés	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle	232 782 983	180 769 794	52 013 189	**29%**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués MOURABHA	172 597 549	165 810 028	6 787 521	4%
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués IJARA	60 185 434	14 959 766	45 225 668	302%
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers	-	-	-	**-**
Total	**232 782 983**	**180 769 794**	**52 013 189**	**29%**

La ventilation des engagements données selon la nature de la relation se détaille comme suit :

Rubriques	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Engagements de financement donnés	**-**	**-**	**-**	**232 782 983**	**232 782 983**
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués	-	-		232 782 983	232 782 983
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle	-	-	-	232 782 983	232 782 983
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués MOURABHA	-	-	-	172 597 549	172 597 549
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués IJARA	-	-	-	60 185 434	60 185 434
Financements à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers	-	-	-	-	-
Total	**-**	**-**	**-**	**232 782 983**	**232 782 983**

Note 4.4: Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31 déc 2024 à 131 892 609 DT contre 121 165 220 DT au 31 déc 2023.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31 déc 2024, comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	379 623	595 020	(215 397)	-36%
Garanties reçues de la clientèle	131 512 986	120 570 200	10 942 786	9%
Total	**131 892 609**	**121 165 220**	**10 727 389**	**9%**

Selon la nature :

Description	HYP. Ijara	HYP. Mourabaha	SOTUGAR	Total
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	-	-	379 623	379 623
Garanties reçues de la clientèle	11 592 772	119 920 214	-	131 512 986
Total	**11 592 772**	**119 920 214**	**379 623**	**131 892 609**

Selon qu'il soit douteux ou non :

Description	Garanties sur actifs douteux	Garanties sur actifs non douteux	Total
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	282 280	97 343	379 623
Garanties reçues de la clientèle	39 301 759	92 211 227	131 512 986
Total	**39 584 039**	**92 308 570**	**131 892 609**

(5) Notes explicatives sur l'état de résultat

Note 5.1: Marges et revenus assimilés

Les marges et revenus assimilés s'élève à 132 155 583 DT au 31 décembre 2024 Leur détail se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**15 407 707**	**15 635 608**	**(227 901)**	**-1%**
Opérations avec la clientèle	**116 747 876**	**93 468 383**	**23 279 493**	**25%**
Portefeuille Murabaha	68 426 746	55 851 583	12 575 163	23%
Portefeuille Ijara	46 356 101	37 434 742	8 921 359	24%
Wakala Bel Istithmar	929 840	25 023	904 817	3616%
Profits /Portefeuille sur ressources ordinaires en Devises	1 653 755	1 281 714	372 041	29%
Profits réservés	(618 566)	(1 124 679)	506 113	-45%
Total	**132 155 583**	**109 103 991**	**23 051 592**	**21%**

Note 5.2: Commissions en produits

Les commissions en produits, totalisant au 31 décembre 2024 un solde de 38 274 901 DT enregistrant ainsi une augmentation de 4 403 363 DT par rapport au 31 décembre 2023 et se présentent comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Chèques, effets, virements, prélèvements et frais de tenue de compte	7 689 626	7 061 658	627 968	9%
Commissions sur engagements par signature en TND	1 529 854	1 192 142	337 712	28%
Commissions sur opérations de commerce extérieur	2 204 062	2 022 359	181 703	9%
Monétiques	1 928 068	1 785 792	142 276	8%
Commissions de Gestion, études et Engagement	12 947 807	11 302 102	1 645 705	15%
Commissions de Banque Directe	459 609	400 343	59 266	15%
Bancassurance	869 048	683 332	185 716	27%
Autres commissions	10 646 827	9 423 810	1 223 017	13%
Total	**38 274 901**	**33 871 538**	**4 403 363**	**13%**

Note 5.3: Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Au 31 décembre 2024, les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Plus-value de réévaluation sur titres de transaction	-	38 611	(38 611)	-100%
Moins-value de réévaluation sur titres de transaction	(56 974)	(4 640)	(52 334)	1128%
Dividendes Reçus sur titres de transaction	547	1 368	(821)	-60%
Gain/Perte net sur opérations de change	2 188 391	2 167 192	21 199	1%
Total	**2 131 964**	**2 202 531**	**(70 566)**	**-3%**

Note 5.4: Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille investissement ont totalisé, au 31 décembre 2024 un montant de 76 187 contre 173 682 DT au 31 décembre 2023.Le détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Marges et revenus assimilés sur titres d'investissement	**16 367**	**53 682**	**(37 315)**	**-70%**
Fonds Gérés	16 367	53 682	(37 315)	-70%
Créances sur l'état	-	-	-	-
Dividendes et revenues assimilés sur titres de participations	**59 820**	**120 000**	**(60 180)**	**-50%**
Dividendes et revenues assimilés sur parts dans les entreprises liées	**-**	**-**	**-**	
Total	**76 187**	**173 682**	**(97 495)**	**-56%**

Note 5.5: Marges encourues et charges assimilées

Les marges encourues et charges assimilées ont totalisé, au 31 décembre 2024 un montant de 67 499 629 DT. Le détail se présente comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**(11 079 862)**	**(11 064 811)**	**(15 051)**	**0%**
Opérations avec la clientèle	**(47 422 536)**	**(37 425 168)**	**(9 997 368)**	**27%**
Marges sur dépôts à vue	(3 308 873)	(6 879 489)	3 570 616	-52%
Marges sur comptes Tawfir	(15 370 684)	(12 188 505)	(3 182 179)	26%
Marges sur dépôts Isthithmar	(28 742 979)	(18 357 174)	(10 385 805)	57%
Marges sur certificats de dépôts	-	-	-	-
Emprunt et ressources spéciales	(8 864 125)	(10 429 042)	**1 564 917**	**-15%**
Autres marges et charges	(133 106)	(22 785)	**(110 321)**	**484%**
Total	**(67 499 629)**	**(58 941 806)**	**(8 557 823)**	**15%**

Note 5.6 : Commissions Encourues

Les commissions encourues par la Banque ont augmenté de 86 910 DT par rapport au 31 décembre 2023 pour se situer à un montant de 1 604 388 DT au 31 décembre 2024 :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Commissions Encourues sur VISA et MASTERCARD	(1 580 240)	(1 532 117)	(48 123)	3%
Commissions Encourues sur FONDS GERES	(90 596)	(192 398)	101 802	-53%
Commissions Encourues sur SIBTEL	(133 459)	(134 894)	1 435	-1%
Autres commissions Encourues	199 907	168 111	31 796	19%
Total	**(1 604 388)**	**(1 691 298)**	**86 910**	**-5%**

Note 5.7: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé au 31 décembre 2024 un montant de 17 054 124 DT enregistrant une augmentation de 3 506 931 DT par rapport au 31 décembre 2023. Le détail se présentent comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dotations aux provisions sur créances douteuses	(11 931 704)	(7 384 857)	(4 546 847)	62%
Dotations aux provisions collectives Cir BCT 2012-02	(5 334 316)	(7 519 919)	2 185 603	-29%
Dotations aux provisions pour impôts	-	-	-	-
Dotations aux provisions sur créances additionnelles Cir BCT 2013-21	(3 534 827)	(2 538 415)	(996 412)	39%
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	(433 996)	(245 000)	(188 996)	77%
Total dotations	**(21 234 843)**	**(17 688 191)**	**(3 546 652)**	**20%**
Pertes sur créances	(1 142 691)	(1 836 988)	694 297	-38%
Pertes sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	-	(500 000)	500 000	-100%
Total des dotations et des pertes sur créances	**(22 377 534)**	**(20 025 179)**	**(2 352 355)**	**12%**
Reprise sur provisions sur créances douteuses	5 010 222	3 789 804	1 220 418	32%
Reprise sur provisions collectives	-	-	-	-
Reprise sur provisions sur créances additionnelles Cir BCT 2013-21	310 188	1 891 698	(1 581 510)	-84%
Reprise sur provisions sur créances cédées et radiées	-	-	-	-
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autres risques et charges	-	792 268	(792 268)	-100%
Total reprises	**5 320 410**	**6 473 770**	**(1 153 360)**	**-18%**
Recouvrement des créances radiées	-	1 216	(1 216)	-100%
Total des reprises et des récupérations sur créances	**5 320 410**	**6 474 986**	**(1 154 576)**	**-18%**
Total	**(17 057 124)**	**(13 550 193)**	**(3 506 931)**	**26%**

Note 5.8: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Le détail d'évolution des dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	(1 146 724)	(1 860 000)	713 276	-38%
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	1 884 203	32 024	1 852 179	5784%
Total	**737 479**	**(1 827 976)**	**2 565 455**	**-140%**

Note 5.9 : Autres Produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2024 à 120 DT contre le même solde au 31 décembre 2023.

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Autres produits reçues	120	120	-	0%
Total	**120**	**120**	**-**	**0%**

Note 5.10: Les frais de personnel :

Les frais de personnel ont totalisé au 31 décembre 2024 un montant de 45 263 911 DT enregistrant une hausse de 6 997 963 par rapport au 31 décembre 2023. Le détail se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Rémunération du personnel titulaire	(30 582 245)	(26 084 163)	(4 498 082)	17%
Primes allouées	(5 439 110)	(2 434 954)	(3 004 156)	123%
Impôts et taxes sur salaires	(786 556)	(792 770)	6 214	-1%
Charges sociales	(7 037 796)	(5 958 517)	(1 079 279)	18%
Frais de formation	(536 579)	(445 146)	(91 433)	21%
Autres charges liées au personnel	(881 625)	(2 550 398)	1 668 773	-65%
Total	**(45 263 911)**	**(38 265 948)**	**(6 997 963)**	**18%**

Note 5.11 : Les charges générales d'exploitation :

Quant aux charges générales d'exploitation, ils ont enregistré une augmentation de 21% pour se situer à un montant de 22 302 565 DT au 31 décembre 2024 contre 18 487 011 DT au 31 décembre 2023. Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31-déc.-24	31 déc 2023	Variation	%
Frais d 'exploitation non bancaires	**(12 176 612)**	**(11 482 297)**	**(694 315)**	**6%**
Loyer	(2 740 571)	(2 410 147)	(330 424)	14%
Entretiens et réparations confiés a des tiers	(4 467 684)	(4 645 842)	178 158	-4%
Travaux et façons exécuter par des tiers	(245 104)	(179 164)	(65 940)	37%
Primes d'assurance	(459 092)	(510 563)	51 471	-10%
Frais d'abonnement	(3 302 273)	(2 799 281)	(502 992)	18%
Frais postaux de télécommunications et de transmission	(961 888)	(937 300)	(24 588)	3%
Autres charges d'exploitation	**(10 125 953)**	**(7 004 714)**	**(3 121 239)**	**45%**
Impôts et taxes	(922 010)	(94 580)	(827 430)	875%
Fournitures et produits énergétiques consommables	(1 415 047)	(1 250 598)	(164 449)	13%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(3 212 079)	(3 039 788)	(172 291)	6%
Transport et déplacement	(594 431)	(291 379)	(303 052)	104%
Frais divers de gestion	(3 982 386)	(2 328 369)	(1 654 017)	71%
Total	**(22 302 565)**	**(18 487 011)**	**(3 815 554)**	**21%**

Note 5.12 : Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations :

Au 31 décembre 2024 les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ont enregistré une baisse de 1% par rapport au 31 décembre 2023 pour se situer à un montant de 5 113 928 DT qui se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Dotation aux amortissements des Logiciels	(714 898)	(743 974)	29 076	-4%
Dotation aux amortissements des Constructions	(712 245)	(701 469)	(10 776)	2%
Dotation aux amortissements Matériels et Equipements de Bureaux	(198 896)	(167 985)	(30 911)	18%
Dotation aux amortissements Matériels Informatiques	(437 059)	(786 255)	349 196	-44%
Dotation aux amortissements du Matériels de Transports	(187 621)	(210 400)	22 779	-11%
Dotation aux amortissements DES DAB, GAB et Automates	(75 693)	(58 121)	(17 572)	30%
Dotation aux amortissements Droit d'usage	(944 151)	(800 872)	(143 279)	18%
Dotation aux amortissements des Agencements et aménagements	(1 608 746)	(1 545 896)	(62 850)	4%
Dotation aux amortissements Site Web	(153 794)	(4)	(153 790)	3844750%
Dotation aux amortissements Good Will	(80 825)	(165 307)	84 482	-51%
Total	**(5 113 928)**	**(5 180 283)**	**66 355**	**-1%**

Note 5.13 : Solde en gains/Pertes provenant des autres éléments ordinaires

Au 31 décembre 2024, le solde en gains et pertes provenant des autres éléments ordinaires enregistre une baisse de 1 438 305 DT pour se situer à un niveau 685 708 DT et qui se détaille comme suit :

Description	31 déc 2024	31 déc 2023	Variation	%
Perte ordinaire	(67 960)	(126 472)	58 512	-46%
Autres	454 962	1 198 043	(743 081)	-62%
Plus-value sur cession d'immobilisation	10 011	877 509	(867 498)	-99%
Plus-value sur cession d'actifs récupérable	288 695	174 933	113 762	65%
Total	**685 708**	**2 124 013**	**(1 438 305)**	**-68%**

Note 5.14 : Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices présente un solde de -4 224 178 DT au 31 décembre 2024.

Note 5.15 : Solde en gains/pertes provenant des autres éléments extraordinaires

Le Solde en gains/pertes provenant des autres éléments extraordinaires présente un solde de 828 138 DT au 31 décembre 2024.

Note 5.16 : Résultat par action

Description	31 déc 2024	31 déc 2023
Résultat net	10 126 529	8 998 657
Nombre moyen d'actions	30 000 000	30 000 000
Résultat de base par action (en DT)	**0,338**	**0,300**
Résultat dilué par action (en DT)	**0,338**	**0,300**

Note 5.17 : Réinvestissement exonéré :

La Banque a opté pour le réinvestissement de son bénéfice réalisé à hauteur de 9 100 000 Dinars sous forme de fonds gérés confiés à la WIFAK SICAR et ce, sans minimum d'impôts.

Ces fonds seront employés au minimum à hauteur de 75% dans les investissements réalisés dans les zones de développement régional y compris dans la reprise des entreprises en difficultés économiques ; et/ou dans le secteur agricole ou de la pêche.

(6) Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.
La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de **105 822 651** DT à **141 522 609** DT enregistrant une augmentation de **35 699 958** DT. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie positifs provenant des activités d'exploitation à hauteur de 57 371 962 DT, et des flux de trésorerie négatifs provenant des activités d'investissement à hauteur de -6 440 964 DT ainsi que des activités de financement pour -15 231 040 DT.

L'examen de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 6.1 : Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net provenant aux activités d'exploitation est établi à 57 371 960 DT au 31 décembre 2024. Il s'explique notamment par :

Flux nets positifs :

Les flux nets des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour 171 115 755 DT,
La variation des dépôts de la clientèle nette de retraits pour 251 605 667 DT,
Les flux de trésorerie affectés aux autres activités d'exploitation 2 555 391 DT.

Flux nets négatifs :

Des charges d'exploitation bancaires décaissées de -69 758 346 DT
La variation des financements accordés à la clientèle nette de remboursement pour -243 704 216 DT ;
Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créditeurs divers pour -49 389 973 DT.

Note 6.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement :

Les flux trésorerie affectés aux activités d'investissement sont établis à -6 440 964 DT et sont inhérents notamment à l'acquisition de titres d'investissement et des immobilisations.

Note 6.3 : Flux de trésorerie affectés aux activités de financement :

Ces flux de trésorerie négatifs de -15 231 040 DT proviennent principalement des remboursements des emprunts pour -15 591 619 DT.

Note 7 : Note sur les parties liées :

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

Parties Liées	Nature de la relation
WIFAK SICAR	
ASSURANCES ATTAKAFULIA	Filiale
NAJIBA HAMROUNI	Descendant Actionnaire PP> 5% K
MOHAMED SAIDANE BEN ABDELWAHEB	Actionnaire Direct et Membre CA
Islamic Corportaion for the Developement of the private sector	
Les administrateurs, le président du conseil d'administration et le directeur général, le directeur général adjoint et son descendant	Sociétés siégeant au conseil et a des dirigeants communs avec WIB

Sociétés appartenant au Groupe Ben Ayed

STE HISTORY FITNESS

STE C.C.P.S

STE TOUTALU

SOCIETE LE MEUBLE

STE TSI CLIENTELE

STE GLOBAL ACIER

GLOBAL METAL COMPANY

STE INTERMETAL S.A

STE LE PANNEAU

STE SUD METAL

STE PIMA RENTAL

STE PIMA

STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE

INNOV ALLIANCE TECH EUROPE

STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX

SOTIC

STE BEN AYED CONSEIL ET MANAGEMENT

STE TUNISIE DISTRIBUTION MEUBLES

STE LE FRIGO

IPS ENERGY

INNOV-ALLIANCE-TECH S.A

STE ROYAL OLIVE OIL

STE CONSULTING & MANAGEMENT PARTNERS CMP

IMMOBILIERE CONTEMPORAINE

STE SAMFI

STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE

INDEPENDANT TRADING COMPANY

STE INTERCHAUX

STE METALSHIP

STE INTER FER FORGER

COTUNAL

STE SENSE INVERSE

STE PRO PARTS

STE PLASTIC SIPA SUD

SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE

STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE

Sociétés appartenant au Groupe HAMROUNI

STE SOTUNOL

STE COMPTOIR DE COMMERCE GLE ET PDTS CHIMIQUES

STE POLYFLEX

STE POLYMOUSSE POLYFLEX

STE CHIMICOULEURS EMBALLAGES METTALIQUES

STE SOTUNOL TRADING

STE IND RESINE ET DE COLLE RCS

Conventions de financement conclues antérieurement avec les sociétés du groupe Mr. HEDI BEN AYED :

Les opérations réalisées antérieurement avec les sociétés appartenant au groupe l'administrateur Mr. **HEDI BEN AYED** concernent **109** contrats IJARA et **329** contrats de financement MURABAHA conclues avant l'année **2024** et se détaillent comme suit :

Nom / Raison Sociale	Nombre des contrats en cours	Encours au 31/12/2024	Impayé au 31/12/2024	Produits au 31/12/2024
Financements IJARA	**109**	**2 048 013**	**60 696**	**270 365**
STE C.C.P.S	1	1	15	-
STE TOUTALU	6	70 353	4	11 156
STE INTERMETAL S.A	10	394 108	4	43 884
STE PIMA RENTAL	3	458 188	50 607	58 726
STE PIMA	1	1	-	666
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	6	1 613	-	1 197
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	3	33 961	1 266	6 053
STE ROYAL OLIVE OIL	1	55 250	239	10 199
STE CONSULTING & MANAGEMENT PARTNERS CMP	3	83 280	43	9 636
STE SAMFI	4	54 926	25	6 892
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	1	138 703	-	17 449
INDEPENDANT TRADING COMPANY	1	119 620	27	14 105
STE INTERCHAUX	5	5	1 544	11
STE METALSHIP	1	1	4	-
STE INTER FER FORGER	1	1	23	-
STE SENSE INVERSE	4	64 397	68	8 122
STE PRO PARTS	1	1	6	
STE PLASTIC SIPA SUD	1	40 955	-	5 238
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	1	44 429	2 727	6 353
STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE	2	2	-	-
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	16	195 017	2 594	25 895
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	4	98 541	604	15 860
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	20	20	227	-
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	2	15 696	-	3 432
STE PROSID SUD	1	102 521	59	15 854
STE ELECTRICA	3	3	40	-
STE ROYAL TRADING	3	76 416	550	9 610
STE TRANSIDER	1	1	19	-
STE PROREPAR	3	3	1	27

MOURABAHA et autres financements bancaires	**329**	**13 003 524**	**3 929**	**1 685 291**
STE C.C.P.S	3	-	-	-
STE TOUTALU	17	402 954	-	59 652
STE INTERMETAL S.A	9	629 322	-	59 100
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	35	1 295 606	960	224 053
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	1	102 785	-	14 714
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	27	-	-	15 391
STE ROYAL OLIVE OIL	5	-	-	7 500
STE SAMFI	1	647 803	2 969	70 835
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	2	414 187	-	47 896
STE PLASTIC SIPA SUD	13	-	-	58 689

STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	40	2 500 145	-	369 426
STE SITEL	6	-	-	3 867
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	15	67 484	-	14 481
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	5	1 291 698	-	131 579
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	2	640 867	-	4 061
STE PROSID SUD	49	1 295 554	-	137 082
STE ROYAL TRADING	68	3 715 119	-	457 000
STE MEDIKA TECH	22	-	-	9 965

Les nouvelles opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe l'administrateur **Mr. HEDI BEN AYED** en **2024** concernent **16** contrats IJARA et **71** contrats de financement MURABAHA et se détaillent comme suit :

Nom / Raison Sociale	Nombre des contrats	Financement	Encours au 2024	Commission HT	TVA	Commission TTC	Profits 2024	Produits 2024
Financements IJARA	**16**	**1 585 352**	**1 311 606**	**4 815**	**913**	**5 728**	**82 386**	**88 114**
STE INTERMETAL S.A	1	41 560	34 390	301	57	358	3 560	3 918
STE PRO PARTS	2	164 145	148 703	602	114	716	10 601	11 317
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	1	63 394	44 730	301	57	358	6 353	6 711
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES	4	769 832	634 305	1 203	229	1 432	41 449	42 881
STE COLLECTE ET RECYCLAGE METAUX	1	66 046	58 469	301	57	358	5 515	5 873
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION	3	222 255	166 476	903	171	1 074	5 991	7 065
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	1	66 046	58 225	301	57	358	3 039	3 397
STE PROSID SUD	1	63 899	60 885	301	57	358	1 147	1 505
STE ELECTRICA	1	86 615	83 402	301	57	358	2 509	2 867
STE ROYAL TRADING	1	41 560	22 021	301	57	358	2 222	2 580
MOURABAHA et autres financements bancaires	**71**	**30 735 253**	**19 262 423**	**286 137**	**54366**	**340 504**	**877 205**	**1 217 709**
STE TOUTALU	17	1 214 332	575 672	12 593	2 393	14 985	6 285	18 878
STE INTERMETAL S.A	7	2 277 158	1 055 088	3206	609	3816	125 694	128 151
STE PIMA	1	1 082 880	-	5 419	1 030	6 449	32 988	38 407
STE DE VALORISATION ET VENTE DES METAUX	1	105 615	70 716	2 533	481	3 014	923	3 456
INNOV-ALLIANCE-TECH S.A	5	247 583	61 941	15 249	2 897	18 147	541	15 790
STE MAYAR D'EAU CONDITIONNEE	1	37 067	33 669	2 520	479	2 999	3 581	6 101
COTUNAL	1	5 937 505	5 937 505	-	-	-	365 157	365 157
STE PLASTIC SIPA SUD	14	1 120 520	472 325	6 043	1 148	7 191	25 174	31 217
STE NOUVELLE DE L'INDUSTRIE DES METAUX	6	3 215 244	2 333 531	8 404	1 597	10 001	32 929	41 333
STE PROSID SUD	9	3 108 104	2 036 850	103 744	19 711	123 455	131 833	235 577
STE ROYAL TRADING	9	12 389 245	6 685 126	126 426	24 021	150 447	152 100	278 526

Conventions de financement conclues avec l'administrateur Mr. HEDI BEN AYED :

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur Mr. HEDI BEN AYED d'un terrain pour un prix d'achat égal à 6 540 912 DT moyennant une marge égale à 2 620 825 DT et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat au 31 Décembre 2024 se sont élevés à 195 290 DT. Au 31-12-2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 495 577 DT.

Conventions de financement conclues avec Mr. MOHAMED SAIDANE BEN ABDELWAHEB :

« WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé par un contrat MOURABAHA MASKEN sur une durée de 7 ans, pour un prix d'achat égal à 6 540 912 DT moyennant une marge égale à 1 548 959 DT et avec commission d'étude 13 388DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat au 31 Décembre 2024 se sont élevés à 275 323 DT. Au 31-12-2024, l'encours de ce contrat s'élève à 2 896 723 DT.

CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT MR « THAMEUR DERBEL »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le directeur général adjoint Mr« THAMEUR DERBEL » par un contrat MOURABAHA PARTICIPATIF sur une durée de 3 ans , pour un prix d'achat égal à 200 000 DT, moyennant une marge égale à 20 350 DT et sans commission d'étude . Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 6 360 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 200 000 DT. En contrepartie de ce financement, la « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a reçu une garantie financière sous forme de CEA pour une valeur de 168 KDT.

CONVENTION DE FINANCEMENT CONCLUE AVEC LE FILS DU DGA « MR. SAMI DERBEL »

- **Financement Mourabaha**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du directeur général adjoint Mr « SAMI DERBEL » par un contrat MOURABAHA AKARAT SUR une durée de 10 ans, pour un prix d'achat égal à 1 920 000 DT, moyennant une marge égale à 1 241 157 DT et avec une commission d'étude de 11 430 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 11 639 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 1 920 000 DT.

- **Financement Ijara**

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a financé le fils du directeur général adjoint Mr « SAMI DERBEL » par un contrat IJARA sur une durée de 5 ans, pour un financement de 80 342 DT, moyennant une marge égale à 16 929 DT et avec une commission d'étude de 358 DT en TTC. Les produits enregistrés au titre de ce contrat courant l'exercice, se sont élevés à 1 533 DT. Au 31/12/2024, l'encours de ce contrat s'élève à 54 223 DT.

CONVENTION D'ASSISTANCE ET DE PRESTATION CONCLU AVEC LA SOCIETE « INNOV-ALLIANCE-TECH »

La « WIFAK INTERNATIONAL BANK » a conclu courant l'année 2023 une convention relative à une mission de conseil, d'expertise et d'assistance technique avec la société « INNOV-ALLIANCE-TECH » pour une durée d'une année renouvelable à partir du 2 Mai 2023. Le montant facturé en 2024 s'élève à 239 759 DT.

Note 8 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE :

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024 tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 28 Mars 2025 date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration de la société.

Aucun événement significatif n'est enregistré au cours de la période postérieure à la date de clôture.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers Consolidés arrêtés au 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs les actionnaires **DE LA BANQUE « WIFAK INTERNATIONAL BANK »**

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers consolidés

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit les états financiers consolidés du groupe « WIFAK INTERNATIONAL BANK » qui comprennent le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidés arrêtés au 31 Décembre 2024, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total du bilan consolidé de1 694 106 212Dinars et un résultat consolidé bénéficiairede 10 126 529Dinars.

Anotre avis, les états financiers consolidésci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 Décembre 2024, ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section« Responsabilitésdel'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

2. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiqués dans notre rapport :

2.1. Evaluation des engagements de la clientèle

Risque identifié

Le groupe est exposé au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements de signature donnés à la clientèle. Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste des créances sur la clientèle, présentant au 31/12/2024 un solde de 1 220

356 409Dinars, dans le bilan consolidé du groupe (72%), et de celle du coût net du risque associé (Dotation nette de 16 623 128Dinars) dans le résultat consolidé de l'exercice.

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des créances douteuses et de leurs dépréciations, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers consolidés annuels sont donnés dans les notes annexes aux états financiers consolidés annuels au paragraphe «2-6 : Evaluation des engagements et des provisions y afférentes ».

Du fait que l'évaluation des engagements et l'estimation des provisions impliquant un niveau du jugement important et compte tenu de l'importance des engagements de la clientèle, nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par le groupe, et avons évalué la correcte mise en œuvre des contrôles clés, de même que leur capacité à prévenir et/ou détecter les anomalies significatives, en mettant l'accent sur :

- La politique de la banque en matière de couverture des risques de contrepartie ;
- Le mécanisme de contrôle mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle ;
- La fiabilité des informations fournies par la banque au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de perte de valeur ;
- Les procédures et contrôles définis par la banque en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à classer et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire ;
- Les valeurs de garanties retenues lors de la détermination des provisions ;
- Le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers ;
- Dans nos procédures d'examen des engagements de la clientèle, nous avons adopté une approche par les risques en matière d'échantillonnage. Nous avons évalué la capacité de remboursement des débiteurs et évalué la classification, en tenant compte des retards de paiements, de l'information financière des débiteurs, des perspectives futures d'activité, des rapports d'évaluation des garanties et d'autres informations disponibles.

2.2. Prise en compte des revenus des financements accordés

Risque identifié

Les revenus des opérations de financement accordés par le groupe, telle que mentionné au niveau de la note aux états financiers consolidés « 5-1 : Marges et revenus assimilés », s'élèvent, au 31 Décembre 2024, à 132 155 583Dinars, dont 69 608 976 Dinars proviennent de l'activité MOUREBHA, et représentent la rubrique la plus importante des produits d'exploitation du groupe.

En raison de leur composition, leurs montants, le volume des opérations et transactions s'y rattachant et les spécificités des règles de leur comptabilisation, telles que décrites dans la note « 2-8 : Comptabilisation des revenus », nous avons considéré que la prise en compte de ces revenus est une question clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Examiner les politiques et les dispositifs du contrôle interne mis en place par la banque, relatifs aux procédures de comptabilisation, d'identification et de contrôle des revenus des opérations de financement ;
- Revoir l'environnement de contrôle du système d'information ;

- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des intérêts ;
- Vérifier le respect de la norme comptable NCT 24 « Les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la banque par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie en matière de prise en compte des revenus des opérations de crédits et de réservation des produits ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3. Paragraphe d'observation

Nous estimons utile d'attirer votre attention sur les faits suivants :

1- La « WIFAK INTERNATIONAL BANK »a reçu de la Direction des Impôts en date du 24 décembre 2024, une notification de contrôle fiscal approfondi couvrant la période allant du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2023. Jusqu'à la date de rédaction de notre rapport, aucune notification de résultat ne nous a été communiquée.

2- Nous attirons votre attention sur la note aux états financiers N° 2.15 relative à l'impact de l'application de la loi 2024-41 du 2 août 2024, modifiant et complétant certains articles du code de commerce tunisien. Cette note explique et informe :

• Que la « WIFAK INTERNATIONAL BANK »ait pris toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 412 ter de ladite loi et que l'effet de la réduction du taux fixe, objet des demandes éligibles reçues jusqu'au 31 décembre 2024, s'élevant à 134 519 DT a été pris en compte en impactant le Produit Net Bancaire de l'exercice à due concurrence.

• Que l'encours des financements concernés par ladite loi, est de 72 693 Milliers de dinars au 31 décembre 2024.

• Que l'estimation de la minoration des profits contractuels à percevoir, du fait de l'application de ladite loi et en tenant compte de la totalité de la période de remboursement des financements en cours concernés, serait de l'ordre de 17 247 Milliers de dinars.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

4. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes consolidésdu groupe dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états Financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur

les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et règlementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe « WIFAK INTERNATIONAL BANK». Il est à rappeler que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous avons identifié des défaillances du dispositif de contrôle interne, liées essentiellement à l'incomplétude des fonctionnalités du système d'information et à la carence procédurale de l'inventaire du matériel récupéré.Ces insuffisances ne sont pas susceptibles d'impacter notre opinion. Le rapport d'évaluation correspondant a été remis aux responsables de la gouvernance de la banque.

Tunis, le3Avril 2025

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CABINET NEJI FETHI - CNF	**CABINET - TCA**
Fethi NEJI	**Béchir NEDRI**

FCP BIAT EPARGNE ACTIONS

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos au 31 Décembre 2024

I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds commun de placement « FCP BIAT EPARGNE ACTIONS » qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total bilan de D : 64.503.789, un actif net de D : 62.685.060 et un bénéfice de D : 5.688.767.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds commun de placement « FCP BIAT EPARGNE ACTIONS », au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur la note 3.3 des états financiers, qui décrit la méthode adoptée par le fonds « FCP BIAT Epargne Actions » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées par le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence de différentes parties prenantes.

Ce traitement comptable, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leurensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou

collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 25 mars 2025

FINOR

Karim DEROUICHE

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
Portefeuille-titres	4	62 388 051	62 617 498
Actions et droits rattachés		50 571 811	51 117 680
Obligations et valeurs assimilées		11 816 240	11 499 818
Placements monétaires et disponibilités		2 115 733	1 909 281
Disponibilités		2 115 733	1 909 281
Créances d'exploitation		5	5
TOTAL ACTIF		**64 503 789**	**64 526 784**

PASSIF			
Opérateurs créditeurs	5	577 430	81 225
Autres créditeurs divers	6	1 241 299	1 083 910
TOTAL PASSIF		**1 818 729**	**1 165 135**

ACTIF NET			
Capital	7	61 570 063	61 560 902
Sommes distribuables			
Sommes distribuables des exercices antérieurs		459	728
Sommes distribuables de l'exercice		1 114 538	1 800 020
ACTIF NET		**62 685 060**	**63 361 650**
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		**64 503 789**	**64 526 784**

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

	Note	*Année 2024*	*Année 2023*
Revenus du portefeuille-titres	8	2 517 381	2 746 711
Revenus des obligations et valeurs assimilées		2 173 646	2 229 160
Revenus des titres des Organismes de Placement Collectif		343 735	517 551
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		2 517 381	2 746 711
Charges de gestion des placements	9	(1 379 269)	(948 088)
REVENU NET DES PLACEMENTS		1 138 112	1 798 623
Autres charges	10	(76 669)	(81 242)
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 061 443	1 717 381
Régularisation du résultat d'exploitation		53 095	82 639
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		1 114 538	1 800 020
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(53 095)	(82 639)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		4 039 119	1 930 483
Plus ou moins values réalisées sur cessions de titres		629 956	42 244
Frais de négociation de titres		(41 751)	(39 786)
RESULTAT DE L'EXERCICE		**5 688 767**	**3 650 321**

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	Année 2024	*Année 2023*
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	5 688 767	3 650 321
Résultat d'exploitation	1 061 443	1 717 381
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	4 039 119	1 930 483
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	629 956	42 244
Frais de négociation de titres	(41 751)	(39 786)
DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES	(1 565 590)	(1 855 306)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	(4 799 766)	(966 779)
Souscriptions		
- Capital	41 178 308	25 783 347
- Régularisation des sommes non distribuables	574 201	737 392
- Régularisation des sommes distribuables	1 024 399	673 760
Rachats		
- Capital	(46 294 548)	(26 934 234)
- Régularisation des sommes non distribuables	(76 124)	(466 537)
- Régularisation des sommes distribuables	(1 206 002)	(760 506)
VARIATION DE L'ACTIF NET	**(676 589)**	**828 237**
ACTIF NET		
En début de l'exercice	63 361 650	62 533 413
En fin de l'exercice	62 685 060	63 361 650
NOMBRE DE PARTS		
En début de l'exercice	810 193	412 951
En fin de l'exercice	742 859	810 193
VALEUR LIQUIDATIVE	**84,383**	**78,205**
TAUX DE RENDEMENT	**10,74%**	**6,53%**

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note 1 : Présentation du FONDS

« FCP BIAT Epargne Actions » est un fonds commun de placement de catégorie mixte éligible aux comptes épargne en actions (C.E.A), régi par le code des organismes de placement collectif et le décret n°99-2773 du 13 décembre 1999 relatif à la fixation des conditions d'ouverture des « Comptes Epargne en actions », des conditions de leur gestion et de l'utilisation des sommes et titres qui y sont déposés. Il a été créé à l'initiative de la « BIAT » et la société « BIAT Asset Management » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 04 Juillet 2006.

Le fonds a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à D : 100.000 divisé en 1.000 parts de D : 100 chacune. Sa durée de vie a été fixée initialement à 7 ans puis prorogée à 99 ans à compter de la date d'ouverture au public, soit le 15 Janvier 2007.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

« FCP BIAT Epargne Actions » est un fonds commun de placement de distribution.

Le dépositaire de ce fonds est la « BIAT ». Le gestionnaire étant « Tunisie Valeurs Asset Management ». Ex « BIAT asset management »

Note 2 : Référentiel d'élaboration des états financiers

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

Note 3 : Principes comptables appliqués

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-*Prise en compte des placements et des revenus y afférents*

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le fonds.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2-*Evaluation des placements en actions admises à la cote*

Les placements en actions admises à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 Décembre 2024 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3-*Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées*

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence de différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres).

- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018.

Le fonds détient des lignes de BTA dont la souche a été ouverte à l'émission après le 1er janvier 2018, elles sont valorisées à la valeur actuelle sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines.

3.4-*Evaluation des autres placements*

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5-*Cession des placements*

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3.6-*Opérations de pensions livrées*

- Titres mis en Pension

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan sous une rubrique distincte parmi le portefeuille titres, « Titres mis en pension ».

La dette correspondant à la somme reçue du cessionnaire et devant être restituée à l'issue de la pension est également individualisée et présentée sous une rubrique spécifique au passif du bilan, « Dettes sur opérations de pensions livrées ».

Les mêmes règles d'évaluation des placements et de prise en compte des revenus y afférents développés dans les paragraphes précédents, sont applicables aux titres donnés en pension.

Sont considérés des intérêts, les revenus résultant de la différence entre le prix de rétrocession et le prix de cession au titre des opérations de pensions livrées.

Ainsi, le fonds procède à la constatation de la charge financière représentant les intérêts courus qui devraient être versés au cessionnaire sous une rubrique distincte de l'état de résultat « Intérêts des mises en pensions».

- *Titres reçus en Pension*

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif au niveau du portefeuille titres. La créance correspondant à la somme due au cédant est individualisée et présentée parmi les placements monétaires sous la rubrique « Créances sur opérations de pensions livrées ».

Les rémunérations y afférentes sont inscrites à l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Revenus des prises en pension

Note 4 : Portefeuille-titres :

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 62.388.051 et se détaille ainsi :

Code ISIN		Nombre de titres	coût D'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
TN0003400058	AMEN BANK	18 546	691 600	669 288	1,07%
TNDKJ8O68X14	ASSURANCE MAGHREBIA VIE	10 495	63 204	64 544	0,10%
TN0001600154	ATTIJARI BANK	65 923	2 629 371	3 388 772	5,41%
TN0001800457	BIAT	40 000	2 041 841	3 751 160	5,98%
TN0007400013	CARTHAGE CEMENT	1 113 535	2 289 172	2 397 440	3,82%
TN0007670011	DELICE HOLDING	245 000	3 538 498	3 984 435	6,36%
TN0007570013	EURO-CYCLES	72 000	1 666 989	846 936	1,35%
TN0007510019	LAND`OR	125 896	1 005 268	1 306 800	2,08%
TN0007620016	MPBS	149 308	881 603	1 850 971	2,95%
TN0007530017	ONE TECH HOLDING	458 000	4 059 886	4 261 690	6,80%
TN0007610017	SAH LILAS	545 000	4 912 268	5 513 765	8,80%
TN0007740012	ATELIER DU MEUBLE INTERIEURS	31 142	180 026	181 246	0,29%
TN0001100254	SFBT	297 000	3 962 633	3 460 644	5,52%
TNQPQXRODTH8	SMART TUNISIE	89 000	1 546 780	1 218 143	1,94%
TN0007630015	SOTIPAPIER	109 000	661 769	591 434	0,94%
TN0006560015	SOTUVER	345 000	2 081 132	4 378 740	6,99%
TN0006060016	STAR	33 400	4 778 089	5 945 200	9,48%
TN0007440019	TELNET HOLDING	112 440	937 716	673 853	1,07%
TN0007270010	TPR	695 000	2 947 119	4 393 790	7,01%
TN0007720014	UNIMED	240 000	2 140 082	1 692 960	2,70%
	Bons de Trésor Assimilables		**11 353 423**	**11 816 240**	**18,85%**
TN0008000622	BTA 11 MARS 2026 6.3%	700	645 400	720 613	1,15%
TN0008000622	BTA 11 MARS 2026 6.3%	400	373 480	412 464	0,66%
TN0008000606	BTA 13 AVRIL 2028 6.70%	130	123 461	132 881	0,21%
TN0008000606	BTA 13 AVRIL 2028 6.70%	600	561 780	610 711	0,97%
TN0008000606	BTA 13 AVRIL 2028 6.70%	1 495	1 337 726	1 430 191	2,28%
TN0008000812	BTA 13 DÉCEMBRE 2028 7.5%	150	135 450	139 620	0,22%
TN0008000580	BTA 14 OCTOBRE 2026 6.30%	230	221 513	230 772	0,37%
TN0008000747	BTA 13 MAI 2027 7.2%	161	146 703	158 902	0,25%
TN0008000796	BTA 26 JANVIER 2028 7.5%	290	265 060	289 764	0,46%
TN0008000796	BTA 26 JANVIER 2028 7.5%	460	419 980	459 625	0,73%
TN0008000705	BTA 11 JUIN 2025 6.5%	1 700	1 653 250	1 732 152	2,76%
TNI5BPOGW9F1	BTA 9,89% 13 JUIN 2033	5 450	5 469 620	5 498 545	8,77%
	Total		**54 368 468**	**62 388 051**	**99,53%**

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	Coût D'acquisition	Intérêt courus Nets	Plus (moins) values latentes	Valeur au 31 décembre	Plus (moins) values réalisées
Soldes au 31 décembre 2023	58 493 288	400 910	3 723 300	62 617 498	
Acquisitions de l'exercice					
Actions	7 406 319			7 406 319	
Bon de Trésor Assimilables	8 460 596			8 460 596	
Cessions de l'exercice					
Actions	(12 040 520)			(12 040 520)	556 881
Bon de Trésor Assimilables	(7 951 215)			(7 951 215)	73 075
Variation des plus ou moins-value Potentielles sur portefeuille titres			4 039 119	4 039 119	
Variation des Intérêts courus nets		(143 746)		(143 746)	
Soldes au 31 décembre 2024	54 368 468	257 164	7 762 419	62 388 051	629 956

Note 5 : Opérateurs créditeurs

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D : 577.430 contre D : 81.225 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du gestionnaire	571 264	74 977
Rémunération du dépositaire	6 166	6 248
Total	577 430	81 225

Note 6 : Autres créditeurs divers

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D :1.241.299 contre D : 1.083.910 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Redevance du CMF	5 181	5 250
Retenues à la source	6 772	7 100
Solde des souscriptions rachats de la dernière journée	391 415	525 231
Achat de titres à décaisser	817 285	524 794
Honoraires du commissaire aux comptes	18 725	20 006
Autres	1 921	1 528
Total	**1 241 299**	**1 083 910**

Note 7 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de l'exercice se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023	
Montant	61 560 902
Nombre de parts	810 193
Nombre de copropriétaires	1 898
Souscriptions réalisées	
Montant	41 178 308
Nombre de parts émises	541 941
Nombre de copropriétaires nouveaux	874
Rachats effectués	
Montant	(46 294 548)
Nombre de parts rachetées	(609 275)
Nombre de copropriétaires sortants	(991)
Autres mouvements	
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	4 039 119
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	629 956
Régularisation des sommes non distribuables	498 077
Frais de négociation de titres	(41 751)
Capital au 31-12-2024	
Montant	61 570 063
Nombre de parts	742 859
Nombre de copropriétaires	1 781

Note 8 : Revenus du portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2023 à D : 2.517.381 contre D : 2.746.711 au 31 décembre 2022 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes		
Des actions et valeurs assimilées admises à la cote	2 173 646	2 229 160
Revenus des obligations et valeurs assimilées		
intérêts des BTA	343 735	517 551
TOTAL	**2 517 381**	**2 746 711**

Note 9 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève à l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à D : 1.379.269 contre D: 948.088 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération fixe du gestionnaire	814 154	875 158
Rémunération variable du gestionnaire	497 269	-
Rémunération du dépositaire	67 846	72 930
Total	1 379 269	948 088

Note 10 : Autres charges

Les autres charges s'élèvent au 31 décembre 2024 à D : 76.669 contre D : 81.242 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Redevance du CMF	57 009	61 281
Honoraires du commissaire aux comptes	18 586	18 888
Autres	1 074	1 073
Total	76 669	81 242

Note 11 : Autres informations

11.1. Données par part et ratios pertinents

Données par part	2024	2023	2022	2021	2020
Revenus des placements	3,389	3,390	7,367	8,057	3,211
Charges de gestion des placements	(1,857)	(1,170)	(2,294)	(2,578)	(2,060)
Revenu net des placements	1,532	2,220	5,074	5,479	1,150
Autres charges	(0,103)	(0,100)	(0,194)	(0,216)	(0,171)
Résultat d'exploitation (1)	1,429	2,120	4,879	5,263	0,979
Régularisation du résultat d'exploitation	0,071	0,102	0,024	(0,730)	0,022
Sommes distribuables de l'exercice	1,500	2,222	4,904	4,533	1,001
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	5,437	2,383	(0,447)	12,274	(6,337)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	0,848	0,052	(0,536)	(2,665)	(2,503)
Frais de négociation de titres	(0,056)	(0,049)	(0,237)	(0,125)	(0,172)
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	6,229	2,386	(1,220)	9,485	(9,011)
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	7,658	4,505	3,659	14,748	(8,032)
Résultat non distribuable de l'exercice	6,229	2,386	(1,220)	9,485	(9,011)
Régularisation du résultat non distribuable	0,670	0,334	(0,209)	(1,168)	(0,886)
Sommes non distribuables de l'exercice	6,900	2,720	(1,429)	8,317	(9,897)
Distribution des dividendes	2,222	4,904	4,533	1,001	3,510
Valeur liquidative	84,383	78,205	151,431	152,489	140,639
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion des placements / actif net moyen	2,28%	1,52%	1,51%	1,76%	1,40%
Autres charges / actif net moyen	0,13%	0,13%	0,13%	0,15%	0,12%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	1,85%	2,89%	3,23%	3,09%	0,68%

11.2 Rémunération du gestionnaire, du distributeur et du dépositaire

La gestion du FCP "BIAT – EPARGNE ACTIONS" est confiée à TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT (anciennement dénommée BIAT ASSET MANAGEMENT) et ce, à compter du 15 Janvier 2007. Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds. En contrepartie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1,2% HT l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

"TUNISIE VALEURS ASSET MANAGEMENT" a instauré à partir du 16 octobre 2024 une commission de surperformance applicable dès que le fonds réalise un rendement supérieur à 8%. Cette commission, calculée après déduction de tous les frais et commissions, est de 20% HT par an de la différence entre le taux de rendement annuel réalisé et le taux de rendement minimum de 8%.

La "BIAT" assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contrepartie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle de 0,1% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien, et réglée mensuellement à terme échu.

TUNISIE VALEURS assure la fonction du distributeur des titres du fonds. Sa rémunération est prise en charge par le gestionnaire.

FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I- RAPPORT SUR L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds communs de placement « FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 10.132.277, un actif net de D : 10.105.591 et un bénéfice de D : 679.656.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

Nous attirons l'attention sur la note 3.2 des états financiers, qui décrit la méthode adoptée par le fonds « FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées par le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence de différentes parties prenantes.

Ce traitement comptable, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- RAPPORT RELATIF A D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 24 mars 2025

Le commissaire aux comptes :

DELTA CONSULT

Said MALLEK

BILAN DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
Portefeuille-titres	4	6 362 763,704	8 183 303,992
Obligations et valeurs assimilées		5 865 056,160	7 547 108,297
Titres des Organismes de Placement Collectif		497 707,544	636 195,695
Placements monétaires et disponibilités		3 762 160,541	4 574 088,616
Placements monétaires	5	3 762 160,541	4 574 088,616
Créances d'exploitation	6	7 352,759	7 352,759
TOTAL ACTIF		**10 132 277,004**	**12 764 745,367**

PASSIF			
Opérateurs créditeurs	7	12 697,751	35 167,525
Autres créditeurs divers	8	13 987,989	8 453,493
TOTAL PASSIF		**26 685,740**	**43 621,018**

ACTIF NET			
Capital	9	9 645 311,242	12 044 940,084
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice		460 280,022	676 184,265
ACTIF NET		**10 105 591,264**	**12 721 124,349**
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		**10 132 277,004**	**12 764 745,367**

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

	Note	*Exercice clos le 31/12/2024*	*Exercice clos le 31/12/2023*
Revenus du portefeuille-titres	10	450 143,541	462 090,228
Dividendes		25 043,126	2 509,248
Revenus des obligations et valeurs assimilées		425 100,415	459 580,980
Revenus des placements monétaires	11	50 459,484	53 327,959
Revenus des prises en pension	12	163 631,824	348 766,884
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		664 234,849	864 185,071
Charges de gestion des placements	13	(120 712,094)	(137 253,869)
REVENU NET DES PLACEMENTS		543 522,755	726 931,202
Autres charges	14	(31 681,145)	(35 030,610)
RESULTAT D'EXPLOITATION		511 841,610	691 900,592
Régularisation du résultat d'exploitation		(51 561,588)	(15 716,327)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		460 280,022	676 184,265
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		51 561,588	15 716,327
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		(483,851)	57 307,304
Plus ou moins values réalisées sur cessions de titres		168 298,314	31 337,972
RESULTAT DE L'EXERCICE		**679 656,073**	**780 545,868**

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	Exercice clos le 31/12/2024	*Exercice clos le 31/12/2023*
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	679 656,073	780 545,868
Résultat d'exploitation	511 841,610	691 900,592
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(483,851)	57 307,304
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	168 298,314	31 337,972
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	(3 295 189,158)	(2 281 166,358)
Souscriptions		
- Capital	5 312 300,679	8 716 226,001
- Régularisation des sommes non distribuables	361 277,022	(171 392,858)
- Régularisation des sommes distribuables	204 947,563	354 876,108
Rachats		
- Capital	(8 372 521,143)	(10 859 966,800)
- Régularisation des sommes non distribuables	(544 684,128)	49 683,626
- Régularisation des sommes distribuables	(256 509,151)	(370 592,435)
VARIATION DE L'ACTIF NET	**(2 615 533,085)**	**(1 500 620,490)**
ACTIF NET		
En début de l'exercice	12 721 124,349	14 221 744,839
En fin de l'exercice	10 105 591,264	12 721 124,349
NOMBRE DE PARTS		
En début de l'exercice	112 663	134 015
En fin de l'exercice	84 039	112 663
VALEUR LIQUIDATIVE	**120,249**	**112,913**
TAUX DE RENDEMENT	**6,50%**	**6,40%**

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » initialement dénommé « FCP SMART EQUILIBRE » est un fonds commun de placement de catégorie obligataire, régi par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Il a été créé le 30 Novembre 2015 à l'initiative de la société « SMART ASSET MANAGMENT » et « AMEN BANK » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 23 Décembre 2014.

La société de gestion SMART ASSET MANAGEMENT en sa qualité de gestionnaire de FCP SMART EQUILIBRE a obtenu l'agrément du CMF n°40-2020 du 05 Novembre 2020 pour le changement de la catégorie dudit fonds de FCP mixte à FCP obligataire et l'agrément du CMF n°41-2020 du 05 Novembre 2020 pour le changement de la dénomination dudit fonds de FCP SMART EQUILIBRE à FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE. Ces modifications entrent en vigueur à partir du 04 Janvier 2021.

Il a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à D : 100.000 divisé en 1.000 parts de D : 100 chacune. Sa durée de vie est de 99 ans à compter de la date de sa création.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

« FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE » est un fonds commun de placement de capitalisation.

Le dépositaire de ce fonds est l'AMEN BANK. Le gestionnaire étant SMART ASSET MANAGMENT.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-*Prise en compte des placements et des revenus y afférents*

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le fonds.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2-*Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées*

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 Décembre 2024, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations du « FCP SMART EQUILIBRE» figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence de différentes parties prenantes, les Bons du Trésor Assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er Janvier 2018.

FCP SMART EQUILIBRE détient deux lignes de BTA dont la souche a été ouverte à l'émission après le 1er Janvier 2018, elles sont valorisées à la valeur actuelle sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines.

3.3-*Evaluation des titres OPCVM*

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

3.4-*Evaluation des placements monétaires*

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.5-*Cession des placements*

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3.6-*Opérations de pensions livrées*

• Titres mis en Pension

Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif du bilan sous une rubrique distincte parmi le portefeuille titres, « Titres mis en pension ».

La dette correspondant à la somme reçue du cessionnaire et devant être restituée à l'issue de la pension est également individualisée et présentée sous une rubrique spécifique au passif du bilan, « Dettes sur opérations de pensions livrées ».
Les mêmes règles d'évaluation des placements et de prise en compte des revenus y afférents développés dans les paragraphes précédents, sont applicables aux titres donnés en pension.
Sont considérés des intérêts, les revenus résultant de la différence entre le prix de rétrocession et le prix de cession au titre des opérations de pensions livrées.
Ainsi, le fonds procède à la constatation de la charge financière représentant les intérêts courus qui devraient être versés au cessionnaire sous une rubrique distincte de l'état de résultat « Intérêts des mises en pensions».

• Titres reçus en Pension

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif au niveau du portefeuille titres. La créance correspondant à la somme due au cédant est individualisée et présentée parmi les placements monétaires sous la rubrique « Créances sur opérations de pensions livrées ». Les rémunérations y afférentes sont inscrites à l'état de résultat sous une rubrique spécifique « Revenus des prises en pension ».

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 6.362.763,704 et se détaille ainsi :

Code ISIN		Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
Obligations de sociétés et valeurs assimilées			**5 637 455,142**	**5 865 056,160**	**58,04%**
	Obligations de sociétés		**1 690 000,000**	**1 764 136,256**	**17,46%**
TN0006610554	ATTIJARI LEASING SUB 2020-1 TF	1 000	20 000,000	20 157,260	0,20%
TN0PID0RGAE6	BH SUB 2021-2 TF	5 000	400 000,000	405 903,781	4,02%
TN0002102150	Tunisie Leasing et Factoring 2021-1 TF	4 000	160 000,000	168 878,290	1,67%
TNZSBU7F6WY7	Tunisie Leasing et Factoring SUB 2021 TF	1 500	60 000,000	60 837,699	0,60%
TNODT4SXV9P9	BIAT SUB 2022-1 C	5 000	500 000,000	521 258,082	5,16%
TNYJL6N2AEP6	Tunisie Leasing et Factoring 2022-1 TF	2 500	150 000,000	158 458,521	1,57%
TNMA55MMDD46	ATL 2023-1 CAT A TF 10,5%	5 000	400 000,000	428 642,623	4,24%
	Emprunt National		**3 100 000,000**	**3 175 948,933**	**31,43%**
TNYZO6UGUZ33	Emprunt National 2021 T3 CAT B TF	5 000	500 000,000	504 243,288	4,99%
TN0008000838	Emprunt National 2021 T1 CAT B	15 000	1 500 000,000	1 553 233,973	15,37%
TNRGVSC8DE36	Emprunt National 2022 T3 CAT B TF	5 000	500 000,000	510 963,836	5,06%
TNBII1MJCEF3	Emprunt National 2023 T4 CAT B TX	5 000	500 000,000	502 470,137	4,97%
TN5WI26K4ER0	Emprunt National 2024 T2 CATC TF	1 000	100 000,000	105 037,699	1,04%
	Bons du trésor assimilables		**847 455,142**	**924 970,971**	**9,15%**
TN0008000747	BTA 7.2% MAI 2027	350	317 650,000	345 440,310	3,42%
TN0008000796	BTA 7.5% JANVIER 2028	580	529 805,142	579 530,661	5,73%
Titres des Organismes de Placement Collectif			**409 999,194**	**497 707,544**	**4,93%**
	Titres des OPCVM				
TN9LYNLKMSY6	Sicav Patrimoine Obligataire	852	124 097,208	147 648,192	1,46%
TNT3NVORPU09	FCP BNA Capitalisation	1 405	235 883,682	299 422,360	2,96%
TN0006830012	SICAV AXIS TRESORERIE	448	50 018,304	50 636,992	0,50%
TOTAL			**6 047 454,336**	**6 362 763,704**	**62,96%**
Pourcentage par rapport au total des Actifs					**62,80%**

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	Coût d'acquisition	Intérêts courus	Plus (moins) values latentes	Valeur au 31 décembre	Plus (moins) values réalisées
Soldes au 31 décembre 2023	**7 796 003,188**	**266 973,809**	**120 326,995**	**8 183 303,992**	
Acquisitions de l'exercice					
Titres OPCVM	5 812 111,696			5 812 111,696	
Emprunt national	100 000,000			100 000,000	
Remboursement et cessions de l'exercice					
Annuités obligations de sociétés	(380 000,000)			(380 000,000)	-
Bons du Trésor assimilables	(1 317 360,000)			(1 317 360,000)	32 640,000
Titres OPCVM	(5 963 300,548)			(5 963 300,548)	135 658,314
Variation des plus (ou moins) values latentes			(483,851)	(483,851)	
Variations des intérêts courus		(71 507,585)		(71 507,585)	
Soldes au 31 décembre 2024	**6 047 454,336**	**195 466,224**	**119 843,144**	**6 362 763,704**	**168 298,314**

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 3.762.160,541, se détaillant comme suit :

Code ISIN	Désignation du titre	Coût d'acquisition	Valeur actuelle	% actif net
	Dépôts à vue	**263 606,666**	**264 000,421**	**2,61%**
	AMEN BANK	263 606,666	264 000,421	2,61%
	Pensions livrées	**900 422,148**	**901 522,494**	**8,92%**
	Pension Livrée BT 9% au 27/01/2025 pour 32 jours	700 192,863	701 243,152	6,94%
	Pension Livrée BT 9% au 19/02/2025 pour 50 jours	200 229,285	200 279,342	1,98%
	Comptes à Terme	**600 000,000**	**604 776,855**	**5,98%**
	BTL (au taux de 10,09% / durée = 91J / échéance 26/02/2025)	600 000,000	604 776,855	5,98%
	Certificats de dépôt	**1 990 205,694**	**1 991 860,771**	**19,71%**

TN3W08SUN9P5	Amen Bank (au taux de 8,99% / durée = 40J / échéance 03/02/2025)	992 087,922	993 461,219	9,83%
TNT29R93FB84	BNA (au taux de 8,49% / durée = 10J / échéance 09/01/2025)	499 058,886	499 246,754	4,94%
TNNGPVUKINU7	BNA (au taux de 8,49% / durée = 10J / échéance 10/01/2025)	499 058,886	499 152,798	4,94%
	Bons de trésor à court terme	**0,000**	**0,000**	**0,00%**
	TOTAL	**3 754 234,508**	**3 762 160,541**	**37,23%**
	Pourcentage par rapport au total des Actifs		**37,13%**	

Note 6 : Créances d'exploitation

Cette rubrique accuse au 31/12/2024 un solde de D : 7.352,759 contre le même solde au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Débiteurs divers	7 352,759	7 352,759
Total	**7 352,759**	**7 352,759**

Note 7 : Opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 12.697,751 contre D : 35.167,525 au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du gestionnaire	8 078,125	30 530,644
Rémunération du dépositaire	4 619,626	4 636,881
Total	**12 697,751**	**35 167,525**

Note 8 : Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 13.987,989 contre D : 8.453,493 au 31/12/2023 et s'analyse comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du commissaire aux comptes	12 350,108	6 682,928
Redevance du CMF	657,653	903,523
Créditeurs divers	780,228	867,042
Autres	200,000	-
Total	**13 987,989**	**8 453,493**

Note 9 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de l'exercice, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023

Montant	12 044 940,084
Nombre de parts	112 663
Nombre de copropriétaires	72

Souscriptions réalisées

Montant	5 312 300,679
Nombre de parts émises	49 689
Nombre de copropriétaires nouveaux	2

Rachats effectués

Montant	(8 372 521,143)
Nombre de parts rachetées	(78 313)
Nombre de copropriétaires sortants	(21)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(483,851)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	168 298,314
Régularisation des sommes non distribuables	(11 610,704)
Résultat incorporé à la V.L	676 184,265
Régularisation de résultat incorporé à la V.L	(171 796,402)

Capital au 31-12-2024

Montant	9 645 311,242
Nombre de parts	84 039
Nombre de copropriétaires	53

Note 10 : Revenus du portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 450.143,541 contre D : 462.090,228 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

	Année 2024	Année 2023
Revenus des obligations et valeurs assimilées		
Revenus des obligations		
- intérêts	143 015,354	157 080,381
Revenus des titres émis par le trésor et négociables sur le marché financier		
- intérêts (BTA et emprunt national)	282 085,061	302 500,599
Dividendes		
-des titres OPCVM	25 043,126	2 509,248
TOTAL	**450 143,541**	**462 090,228**

Note 11 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 50.459,484 contre D : 53.327,959 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

	Année 2024	Année 2023
Intérêts des dépôts à vue	1 615,876	7 507,925
Intérêts des comptes à terme	27 147,223	29 170,279
Intérêts des bons du trésor à court terme	-	503,830
Intérêts des certificats de dépôt	21 696,385	16 145,925
TOTAL	**50 459,484**	**53 327,959**

Note 12 : Revenus des prises en pension

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 163.631,824 contre D : 348.766,884 au 31/12/2023 et se détaille ainsi :

	Année 2024	Année 2023
Intérêts des pensions livrées	163 631,824	348 766,884
TOTAL	**163 631,824**	**348 766,884**

Note 13 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2024 à D : 120.712,094 contre D : 137.253,869 au 31/12/2023 se détaillant ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du gestionnaire	102 871,218	119 403,909
Rémunération du dépositaire	17 840,876	17 849,960
Total	**120 712,094**	**137 253,869**

Note 14 : Autres charges

Les autres charges s'élèvent au 31/12/2024 à D : 31.681,145 contre D : 35.030,610 au 31/12/2023 se détaillant comme suit :

	31/12/2024	31/12/2023
Redevance CMF	10 805,806	12 589,747
Honoraires commissaire aux comptes	16 470,000	13 757,368
Services bancaires	174,097	2 961,648
Commissions sur pensions livrées	3 729,242	5 488,247
Impôt et taxes	102,000	233,600
Autres	400,000	-
Total	**31 681,145**	**35 030,610**

Note 15 : Autres informations

15.1. Données par part et ratios pertinents

Données par part	2024	2023	2022	2021	2020
Revenus des placements	7,904	7,671	7,133	9,141	0,746
Charges de gestion des placements	(1,436)	(1,218)	(1,122)	(1,469)	(0,545)
Revenus net des placements	6,468	6,452	6,011	7,672	0,201
Autres charges	(0,377)	(0,311)	(0,271)	(0,274)	(0,167)
Résultat d'exploitation (1)	6,091	6,141	5,740	7,398	0,034
Régularisation du résultat d'exploitation	(0,614)	(0,139)	(0,020)	(2,280)	(3,685)
Sommes distribuables de l'exercice	5,477	6,002	5,720	5,118	(3,651)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	(0,006)	0,509	0,264	0,183	(0,062)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	2,003	0,278	0,027	0,305	0,606
Frais de négociation de titres	0,000	0,000	0,000	0,000	(0,031)
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	1,997	0,787	0,291	0,488	0,513
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	8,087	6,928	6,031	7,886	0,547
Résultat non distribuable de l'exercice	1,997	0,787	0,291	0,488	0,513
Régularisation du résultat non distribuable	(0,138)	0,004	0,003	(0,039)	(6,098)
Sommes non distribuables de l'exercice	1,859	0,791	0,294	0,448	(5,585)
Valeur liquidative	120,249	112,913	106,121	100,107	94,540
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion de placement / actif net moyen	1,23%	1,11%	1,09%	1,51%	0,55%
Autres charges / actif net moyen	0,32%	0,28%	0,26%	0,28%	0,17%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	4,70%	5,48%	5,55%	5,26%	(3,68%)

15.2 Rémunération du gestionnaire et du dépositaire

La gestion de "FCP SMART EQUILIBRE OBLIGATAIRE" est confiée à la Société de gestion "SMART ASSET MANAGMENT". Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,8% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

L'AMEN BANK assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle de 0,15% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien, avec un minimum annuel de D : 5.000 dinars HT et un maximum de 15.000 dinars HT par an.

UBCI- FCP CEA

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX

COMPTES SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I- Rapport *sur l'audit des états financiers*

Opinion

En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confié par votre Conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds commun de placement «UBCI FCP CEA » qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total bilan de 7.261.240 dinars, un actif net de 7.210.167 dinars et un bénéfice de 624.548 dinars.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds commun de placement « UBCI FCP CEA », au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les

états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.
Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.
Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif à d'autres obligations *légales et réglementaires*

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 19 mars 2025

Le Commissaire Aux Comptes :

DELTA CONSULT
Wael KETATA

BILAN DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
Portefeuille-titres	4	7.115.666,258	6.785.391,320
Actions et droits rattachés		5.500.367,894	5.170.817,205
Obligations et valeurs assimilées		1.615.298,364	1.614.574,115
Placements monétaires et disponibilités		145.573,823	133.509,724
Disponibilités		145.573,823	133.509,724
TOTAL ACTIF		**7.261.240,081**	**6.918.901,044**
PASSIF			
Opérateurs créditeurs	5	36.857,458	32.681,788
Autres créditeurs divers	6	14.216,070	13.761,093
TOTAL PASSIF		51.073,528	46.442,881
ACTIF NET			
Capital	7	6.946.028,330	6.581.423,588
Sommes distribuables			
Sommes distribuables des exercices antérieurs		26,135	2,782
Sommes distribuables de l'exercice		264.112,088	291.031,793
ACTIF NET		7.210.166,553	6.872.458,163
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		**7.261.240,081**	**6.918.901,044**

ETAT DE RESULTAT

(Montants exprimés en dinars)

	Note	Année 2024	Année 2023
Revenus du portefeuille-titres	8	417.133,749	425.028,573
Dividendes		289.843,100	297.796,310
Revenus des obligations et valeurs assimilées		127.290,649	127.232,263
TOTAL DES REVENUS DES DEPLACEMENT		417.133,749	425.028,573
Charges de gestion des placements	9	(136.488,949)	(126.066,790)
REVENU NET DES PLACEMENTS		280.644,800	298.961,783
Autres charges	10	(23.911,057)	(23.356,215)
RESULTAT D'EXPLOITATION		256.733,743	275.605,568
Régularisation du résultat d'exploitation		7.378,345	15.426,225
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		264.112,088	291.031,793
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(7.378,345)	(15.426,225)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		361.333,207	406.395,382
Plus (ou moins) values réalisées sur cessions de titres		18.724,152	(234.600,634)
Frais de négociation de titres		(12.242,801)	(5.958,588)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**624.548,301**	**441.441,728**

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	Année 2024	Année 2023
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	624 548,301	441 441,728
Résultat d'exploitation	256 733,743	275 605,568
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	361 333,207	406 395,382
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	18 724,152	(234 600,634)
Frais de négociation de titres	(12 242,801)	(5 958,588)
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	(279 629,393)	(199 444,473)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	(7 210,518)	254 718,206
Souscriptions		
- Capital	1 372 549,514	1 112 300,000
- Régularisation des sommes non distribuables	(11 595,150)	(45 018,711)
- Régularisation des sommes distribuables	57 258,579	27 210,438
Rachats		
- Capital	(1 384 242,713)	(863 900,000)
- Régularisation des sommes non distribuables	20 078,533	52 421,537
- Régularisation des sommes distribuables	(61 259,281)	(28 295,058)
VARIATION DE L'ACTIF NET	**337 708,390**	**496 715,461**
ACTIF NET		
En début d'exercice	6 872 458,163	6 375 742,702
En fin d'exercice	7 210 166,553	6 872 458,163
NOMBRE DE PARTS		
En début d'exercice	68 104	65 620
En fin d'exercice	67 983	68 104
VALEUR LIQUIDATIVE	**106,058**	**100,911**
TAUX DE RENDEMENT	**9,34%**	**7,25%**

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« UBCI FCP CEA » est un fonds commun de placement de catégorie mixte éligible aux comptes épargne en actions (C.E.A), régi par le code des organismes de placement collectif et le décret n°99-2773 du 13 décembre 1999 relatif à la fixation des conditions d'ouverture des « Comptes Epargne en actions », des conditions de leur gestion et de l'utilisation des sommes et titres qui y sont déposés. Il a été créé à l'initiative de la Société « UBCI » et la société « UBCI Bourse » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 6 Novembre 2013.

Il a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à 100.000 dinars divisé en 1000 parts de 100 dinars chacune. Sa durée de vie est de 99 ans à compter de la date de constitution, soit le 14 Août 2014.

La date d'ouverture au public est le 22 Septembre 2014.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

UBCI FCP CEA est un fonds commun de placement de distribution.

Le dépositaire de ce fonds est l'UBCI. Le gestionnaire « UNION CAPITAL » ex COFIB CAPITAL ayant absorbé la société « UBCI Bourse » depuis le 15 mars 2024.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-*Prise en compte des placements et des revenus y afférents*

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2-*Evaluation des placements en actions admises à la cote*

Les placements en actions admises à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 Décembre 2024 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3-*Evaluation des placements en obligations & valeurs assimilées*

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs assimilées sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- Au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 Décembre 2024, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de la société « UBCI FCP CEA » figurant au bilan arrêté à la même date. En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

3.4-*Evaluation des titres OPCVM*

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

3.5-*Evaluation des autres placements*

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3.6-*Cession des placements*

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à 7.115.666,258 dinars et se détaille ainsi :

Code ISIN		Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
	Actions & droits rattachés		**5.139.220,942**	**5.500.367,894**	**76,29%**
TN0007300015	ARTES	17.598	119.593,470	142.631,790	1,98%
TN0004700100	ATL	33.101	136.370,050	140.248,937	1,95%
TN0001600154	ATTIJARI BANK	11.472	462.405,634	589.718,160	8,18%
TN0001800457	BIAT	6.857	542.721,401	643.042,603	8,92%
TN0002200053	BT	106.212	535.502,750	546.885,588	7,58%
TN0007670011	DELICE	43.113	651.166,938	701.146,719	9,72%
TN0007570013	EURO CYCLE	44.782	1.015.384,626	526.770,666	7,31%
TN0007610017	SAH	34.265	335.144,330	346.659,005	4,81%
TN0007740012	SAMI	69.840	237.678,757	406.468,800	5,64%
TN0001100254	SFBT	61.000	751.954,957	710.772,000	9,86%
TN0006560015	SOTUVER	30.454	132.362,603	386.522,168	5,36%
TN0007440019	TELNET	5.858	41.389,224	35.106,994	0,49%
TN0007270010	TPR	51.312	177.546,202	324.394,464	4,50%
	Obligations et valeurs assimilées		**1.600.000,000**	**1.615.298,364**	**22,40%**
TNVFSFLG1FH4	Emprunt national 2022 T4 CC T+2.25%	8.000	800.000,000	807.891,898	11,20%
TNEFCT8MXYZ3	Emprunt national 2022 T4 CC TF 9.6%	8.000	800.000,000	807.406,466	11,20%
	TOTAL		**6.739.220,942**	**7.115.666,258**	**98,69%**
	Pourcentage par rapport au total actifs				**98,00%**

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	Coût d'acquisition	Intérêts Courus nets	Plus (moins) values latentes	Valeur au 31 décembre	Plus (moins) values réalisées
Soldes au 31 décembre 2023	**6.771.003,460**	**14.574,115**	**(186,255)**	**6.785.391,320**	
Acquisitions de l'exercice					
Actions côtées	2.011.688,932			2.011.688,932	
Remboursement et cessions de l'exercice					
Actions côtées	(2.043.471,450)			(2.043.471,450)	18.724,152
Variation des plus (ou moins) values latentes sur portefeuilles titres			361.333,207	361.333,207	
Variations des intérêts courus		724,249		724,249	
Soldes au 31 décembre 2024	**6.739.220,942**	**15.298,364**	**361.146,952**	**7.115.666,258**	**18.724,152**

Note 5 : Opérateurs créditeurs :

Ce poste totalise au 31 Décembre 2024 un montant de 36.857,458 dinars contre 32.681,788 dinars à la même date de l'exercice 2023, et se détaille ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du gestionnaire	7 370,687	6 536,357
Rémunération du dépositaire	1 842,925	1 634,092
Rémunération du distributeur	27 643,846	24 511,339
Total	**36 857,458**	**32 681,788**

Note 6 : Autres créditeurs divers

Ce poste totalise au 31 Décembre 2024 un montant de 14.216,070 dinars contre 13.761,093 dinars à la même date de l'exercice 2023, et se détaille ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023
CMF	626,372	566,045
Charges à payer	13 589,698	13 195,048
Total	**14 216,070**	**13 761,093**

Note 7 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital au cours de l'exercice, se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023

Montant	6 581 423,588
Nombre de parts émises	68 104
Nombre de copropriétaires	126

Souscriptions réalisées

Montant	1 372 549,514
Nombre de parts émises	14 203
Nombre de copropriétaires nouveaux	3

Rachats effectués

Montant	(1 384 242,713)
Nombre de parts rachetées	(14 324)
Nombre de copropriétaires sortants	(19)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	361 333,207
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	18 724,152
Régularisation des sommes non distribuables	8 483,383
Frais de négociation de titres	(12 242,801)

Capital au 31-12-2024

Montant	6 946 028,330
Nombre de parts	67 983
Nombre de copropriétaires	110

Note 8 : Revenus du portefeuille titres

Les revenus du portefeuille-titres s'élèvent au 31 Décembre 2024 un montant de 417.133,749 dinars contre 425.028,573 dinars à la même date de l'exercice 2023, et se détaille ainsi :

	2024	2023
Dividendes		
des actions admises à la cote	289 843,100	297 796,310
Revenus des obligations et valeurs assimilées		
intérêts des emprunts nationaux	127 290,649	127 232,263
TOTAL	**417 133,749**	**425 028,573**

Note 9 : Charges de gestion des placements

Ce poste totalise au 31 Décembre 2024 un montant de 136.488,949 dinars contre 126.066,790 dinars à la même date de l'exercice 2023, et se détaille ainsi :

	2024	2023
Rémunération du gestionnaire	27 297,785	25 213,357
Rémunération du dépositaire	6 824,449	6 303,347
Rémunération du distributeur	102 366,715	94 550,086
TOTAL	**136 488,949**	**126 066,790**

Note 10 : Autres charges

Ce poste totalise au 31 Décembre 2024 un montant de 23.911,057 dinars contre 23.356,215 dinars à la même date de l'exercice 2023, et se détaille ainsi :

	31/12/2024	31/12/2023
Redevance CMF	6 824,449	6 303,347
Services bancaires et assimilés	7 013,746	7 087,553
Taxes	30,000	66,001
Frais de publications	403,000	301,200
Honoraires commissaire aux comptes	7 141,000	7 142,000
Autres	2 498,862	2 456,114
TOTAL	**23 911,057**	**23 356,215**

Note 11 : Autres informations

11.1. Données par part et ratios pertinents

Données par part	2024	2023	2022	2021	2020
Revenus des placements	6,136	6,241	5,575	4,073	1,464
Charges de gestion des placements	(2,008)	(1,851)	(1,931)	(1,694)	(1,627)
Revenus net des placements	4,128	4,390	3,644	2,379	(0,164)
Autres charges	(0,352)	(0,343)	(0,367)	(0,339)	(0,282)
Résultat d'exploitation (1)	3,776	4,047	3,277	2,040	(0,445)
Régularisation du résultat d'exploitation	0,109	0,227	0,014	0,188	(0,061)
Sommes distribuables de l'exercice	3,885	4,273	3,291	2,228	(0,506)
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titre	5,315	5,967	(2,415)	3,562	(3,200)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	0,275	(3,445)	5,440	(2,220)	(2,196)
Frais de négociation de titre	(0,180)	(0,087)	(0,369)	(0,266)	(0,108)
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	5,410	2,435	2,657	1,277	(5,504)
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	9,187	6,482	5,933	3,317	(5,949)
Résultat non distribuable de l'exercice	5,410	2,435	2,657	1,277	(5,504)
Régularisation du résultat non distribuable	0,125	0,333	(0,264)	0,155	(1,105)
Sommes non distribuables de l'exercice	5,535	2,768	2,392	1,432	(6,609)
Distribution de Dividendes	4,273	3,291	1,722	-	1,830
Valeur liquidative	**106,058**	**100,911**	**97,161**	**93,200**	**89,540**
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion des placements/ actif net moyen	**1,94%**	**2,00%**	**2,00%**	**2,00%**	**2,00%**
Autres charges / actif net moyen	**0,34%**	**0,37%**	**0,38%**	**0,40%**	**0,35%**
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	**3,75%**	**4,37%**	**3,39%**	**2,41%**	**0,55%**

11.2 Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et du distributeur

Rémunération du gestionnaire :

La gestion de UBCI FCP CEA est confiée à la société d'intermédiation en bourse « UNION CAPITAL » ex « COFIB CAPITAL » ayant absorbé « UBCI Bourse ». Celle-ci est chargée des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 0,4% TTC l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Rémunération du dépositaire :

L'UBCI assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contrepartie de ses services, l'UBCI perçoit une rémunération de 0,1% TTC l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Rémunération des distributeurs :

L'UNION CAPITAL et l'UBCI assure la fonction des distributeurs de fonds et de titres. En contrepartie de leurs services, l'UBCI et l'UNION CAPITAL perçoivent une rémunération de 1,5% TTC l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien et partagée entre eux au prorata de leurs distributions.